

INDEX ANALYTIQUE

DES

DÉBATS

DE LA

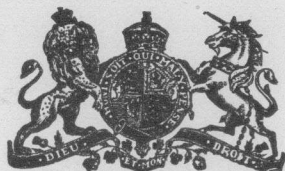
QUATRIÈME SESSION DU NEUVIÈME PARLEMENT

DE LA

PUISSANCE DU CANADA

10 MARS 1904 — 10 AOUT 1904

IMPRIMÉ PAR ORDRE DU PARLEMENT



OTTAWA

IMPRIME PAR S. E. DAWSON, IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE
MAJESTÉ LE ROI

1905

OTTAWA, 15 janvier 1905.

A. Monsieur le président

du Comité des débats de la Chambre des Communes.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous soumettre l'Index analytique des débats de la Chambre des Communes pour la quatrième session du neuvième parlement (année 1904), préparé conformément aux instructions de votre honorable comité et au rapport adopté le 3 août 1904 par la Chambre des Communes.

Le retard considérable causé dans l'impression et la distribution de la version française par la préparation des listes destinées aux récentes élections générales; l'obligation de reprendre par le menu une étude des débats qui devrait se faire régulièrement et au jour le jour dans le cours de la session; les tâtonnements inévitables avant d'en arriver à un plan pratique et précis de composition, et la convocation prématurée du parlement m'ont empêché de remettre mon ouvrage avant ces derniers jours entre vos mains.

J'espère, cependant, que votre comité voudra bien tenir compte de la diligence dont j'ai fait preuve pour accomplir ce long et délicat travail dans les six mois laissés à ma disposition depuis la clôture.

A l'avenir, l'index, se faisant couramment, au fur et à mesure de la distribution des fascicules, pourra être achevé et révisé quelques semaines après la prorogation et distribué en même temps, ou à peu près, que les volumes reliés des Débats.

Je me permettrai d'ajouter à ces explications préliminaires quelques indications sur la disposition du travail, sollicitant humblement de votre comité son approbation du système adopté ou l'indication des modifications qu'il jugerait nécessaires.

L'index analytique, tel qu'il est conçu dans le travail ci-joint, est destiné à fournir à première vue une idée concise et en même temps une notion aussi complète que possible de ce qui s'est dit et fait en Chambre durant la session, des discours prononcés et des opinions échangées.

A cette fin, la section analytique, qui se rapporte aux sujets traités et à la façon dont ils ont été traités, occupe la première place et constitue la portion la plus volumineuse de l'ouvrage.

La deuxième section, qui répartit entre les différents députés le travail fait et déjà analysé, forme, à proprement parler, un répertoire de l'index analytique, une clef des discussions. C'est ainsi que les numéros des pages auxquelles elle renvoie sont celles de l'index par sujet, tandis que l'index par sujet renvoie aux pages des Débats officiels.

En tête du volume figure une table des séances, où l'on trouve le volume, le numéro et la date de chaque séance, avec l'indication des pages initiale et finale.

Prenons un exemple:

Supposons que l'on désire connaître à quelle date a été faite, par l'honorable M. Fielding, l'assertion suivante, attribuée dans l'index analytique au ministre des Finances au cours d'une discussion de subsides au sujet de l'auditeur général, et dans quel volume on doit chercher la discussion en question:

" Il y a assez d'occasions de différer d'opinion avec l'auditeur général pour le laisser maître dans son bureau—9168.

En se reportant à la table des séances, on constate que le débat en question a eu lieu dans la 102^e séance, le 9 août 1904, et est rapporté dans le V^e volume.

En effet, la page 9168 tombe dans les limites suivantes :

VOLUME V.

[No 102—pages 9028 à 9185—9 août 1904.]

Pour rendre aussi clair que possible l'index analytique, j'ai tenté de mon mieux de grouper alphabétiquement les sujets de même nature sous des rubriques générales qui sont elles-mêmes disposées alphabétiquement.

Ainsi, tout ce qui touche les bills privés, publics, ou autres est classé sous la rubrique **BILLS**. Ces rubriques imprimées en caractère gras sont limitées au nombre de quinze, facilement compréhensibles et formant les grandes lignes de division du travail.

J'ai distingué entre les **QUESTIONS** et les **INTERPELLATIONS** et **INCIDENTS**, plaçant dans la première catégorie les demandes inscrites au feuilleton quotidien et dont la réponse est donnée par les départements, et dans la deuxième les demandes d'information généralement discutées avant l'appel de l'ordre du jour, ou sur une motion d'ajournement, ou avant que la Chambre se forme en comité des subsides.

Sous la rubrique **SUBSIDES**, j'ai réuni tout ce qui, dans la discussion des subsides, a donné lieu à une expression d'opinion, à une énonciation de fait, à une exposition de principe ou à une déclaration politique.

On remarquera que, dans les discussions analysées, toutes les fois que la Chambre ne siège pas en comité, j'ai conservé pour l'énumération des orateurs l'ordre même dans lequel ils ont parlé,—notion qui a son importance—; mais, aussitôt que le comité se forme—et, dans ce cas, un député peut parler sur le même sujet plusieurs fois—je reprends la classification alphabétique, qui reste la plus claire, et je donne pour chacun la suite complète de l'argument qu'il a développé.

Voici les quelques remarques que j'ai considérées essentielles pour la compréhension prompte du maniement de l'Index des Débats.

Quant à l'Index des députés, son emploi est d'une simplicité extrême. Il indique tous les sujets traités, avec quelques développements, par chaque député, et aussi la désignation de la page, de la rubrique et du sujet, dans l'autre index où se trouvent l'analyse du discours fait et toutes les indications nécessaires pour en retracer la date et le lieu de présence dans les Débats.

Je ne doute pas, monsieur le président, que le système suivi ne soit perfectible et sujet à des améliorations; j'ai fait usage de tout le discernement possible pour simplifier la tâche de ceux qui auront à consulter ce guide parlementaire. Une fois distribué, il sera sans doute soumis à de salutaires critiques, dont j'aurai l'avantage de profiter pour les index subséquents; j'ose espérer que votre comité daignera tenir compte des difficultés inhérentes à un travail de ce genre, exceptionnellement nouveau et croire à tout mon désir de lui donner la satisfaction la plus complète pour cette innovation utile dont il a pris l'heureuse initiative.

Veillez agréer, monsieur le président, l'assurance de mon plus profond respect.

Votre obéissant serviteur,

MARC SAUVALLE.

TABLE DES SÉANCES

Quatrième Session — Neuvième Parlement

VOLUME I.		
Séances.		
N° 1—pages	1 à	4—10 mars 1904.
N° 2—pages	5 à	9—11 mars 1904.
N° 3—pages	9 à	92—14 mars 1904.
N° 4—pages	92 à	160—15 mars 1904.
N° 5—pages	160 à	203—16 mars 1904.
N° 6—pages	203 à	224—17 mars 1904.
N° 7—pages	224 à	246—18 mars 1904.
N° 8—pages	246 à	253—21 mars 1904.
N° 9—pages	253 à	324—22 mars 1904.
N° 10—pages	324 à	396—23 mars 1904.
N° 11—pages	396 à	478—24 mars 1904.
N° 12—pages	478 à	551—25 mars 1904.
N° 13—pages	551 à	600—28 mars 1904.
N° 14—pages	600 à	685—29 mars 1904.
N° 15—pages	685 à	718—30 mars 1904.
N° 16—pages	718 à	796— 6 avril 1904.
N° 17—pages	796 à	877— 6 avril 1904.
N° 18—pages	877 à	953— 7 avril 1904.
N° 19—pages	953 à	993— 8 avril 1904.
N° 20—pages	993 à	1064—11 avril 1904.
N° 21—pages	1064 à	1145—12 avril 1904.
N° 22—pages	1145 à	1221—13 avril 1904.
N° 23—pages	1221 à	1310—14 avril 1904.
N° 24—pages	1310 à	1367—15 avril 1904.
N° 25—pages	1367 à	1462—18 avril 1904.
N° 26—pages	1462 à	1561—19 avril 1904.
N° 27—pages	1561 à	1676—20 avril 1904.
N° 28—pages	1676 à	1792—21 avril 1904.
N° 29—pages	1792 à	1888—22 avril 1904.
N° 30—pages	1888 à	2018—25 avril 1904.

VOLUME II.		
Séances.		
N° 31—pages	2021 à	2133—26 avril 1904.
N° 32—pages	2133 à	2201—27 avril 1904.
N° 33—pages	2201 à	2300—28 avril 1904.
N° 34—pages	2300 à	2377—29 avril 1904.
N° 35—pages	2377 à	2478— 2 mai 1904.
N° 36—pages	2478 à	2579— 3 mai 1904.
N° 37—pages	2579 à	2627— 4 mai 1904.
N° 38—pages	2627 à	2707— 5 mai 1904.
N° 39—pages	2707 à	2788— 6 mai 1904.
N° 40—pages	2788 à	2879— 9 mai 1904.
N° 41—pages	2879 à	2958—10 mai 1904.
N° 42—pages	2958 à	3049—11 mai 1904.
N° 43—pages	3049 à	3158—13 mai 1904.
N° 44—pages	3158 à	3259—16 mai 1904.
N° 45—pages	3259 à	3341—17 mai 1904.
N° 46—pages	3341 à	3422—18 mai 1904.
N° 47—pages	3422 à	3470—19 mai 1904.
N° 48—pages	3470 à	3572—25 mai 1904.
N° 49—pages	3572 à	3754—26 mai 1904.
N° 50—pages	3754 à	3789—27 mai 1904.
N° 51—pages	3789 à	3887—30 mai 1904.
N° 52—pages	3887 à	3986—31 mai 1904.

VOLUME III.		
Séances.		
N° 53—pages	3989 à	4102— 1er juin 1904.
N° 54—pages	4102 à	4190— 2 juin 1904.
N° 55—pages	4190 à	4268— 3 juin 1904.
N° 56—pages	4268 à	4384— 6 juin 1904.
N° 57—pages	4384 à	4461— 7 juin 1904.
N° 58—pages	4461 à	4545— 8 juin 1904.
N° 59—pages	4545 à	4634— 9 juin 1904.
N° 60—pages	4634 à	4721—10 juin 1904.
N° 61—pages	4721 à	4782—13 juin 1904.
N° 62—pages	4782 à	4880—14 juin 1904.
N° 63—pages	4880 à	4985—15 juin 1904.
N° 64—pages	4985 à	5060—16 juin 1904.
N° 65—pages	5060 à	5137—17 juin 1904.
N° 66—pages	5137 à	5250—20 juin 1904.
N° 67—pages	5250 à	5340—21 juin 1904.
N° 68—pages	5340 à	5426—22 juin 1904.
N° 69—pages	5426 à	5521—23 juin 1904.
N° 70—pages	5521 à	5644—24 juin 1904.
N° 71—pages	5644 à	5746—27 juin 1904.
N° 72—pages	5746 à	5830—28 juin 1904.
N° 73—pages	5830 à	5909—29 juin 1904.
N° 74—pages	5909 à	5930—30 juin 1904.
N° 75—pages	5930 à	5996— 4 juillet 1904.
N° 76—pages	5996 à	6090— 5 juillet 1904.

VOLUME IV.		
Séances.		
N° 77—pages	6093 à	6227— 6 juillet 1904.
N° 78—pages	6227 à	6347— 7 juillet 1904.
N° 79—pages	6347 à	6450— 8 juillet 1904.
N° 80—pages	6450 à	6553—11 juillet 1904.
N° 81—pages	6553 à	6630—12 juillet 1904.
N° 82—pages	6630 à	6762—13 juillet 1904.
N° 83—pages	6762 à	6872—14 juillet 1904.
N° 84—pages	6872 à	6964—15 juillet 1904.
N° 85—pages	6964 à	7061—18 juillet 1904.
N° 86—pages	7061 à	7178—19 juillet 1904.
N° 87—pages	7178 à	7316—20 juillet 1904.
N° 88—pages	7316 à	7480—21 juillet 1904.
N° 89—pages	7480 à	7537—22 juillet 1904.
N° 90—pages	7537 à	7644—25 juillet 1904.
N° 91—pages	7644 à	7755—26 juillet 1904.
N° 92—pages	7755 à	7890—27 juillet 1904.
N° 93—pages	7890 à	8005—28 juillet 1904.
N° 94—pages	8005 à	8132—29 juillet 1904.

VOLUME V.		
Séances.		
N° 95—pages	8133 à	8242— 1er août 1904.
N° 96—pages	8242 à	8361— 2 août 1904.
N° 97—pages	8361 à	8500— 3 août 1904.
N° 98—pages	8500 à	8645— 4 août 1904.
N° 99—pages	8645 à	8768— 5 août 1904.
N° 100—pages	8768 à	8893— 6 août 1904.
N° 101—pages	8893 à	9028— 8 août 1904.
N° 102—pages	9028 à	9185— 9 août 1904.
N° 103—pages	9185 à	9214—10 août 1904.

INDEX ANALYTIQUE DES DÉBATS

QUATRIÈME SESSION — NEUVIÈME PARLEMENT

ADRESSES.

ADRESSE EN REPONSE AU DISCOURS DU TRONE.

M. Grant—Propose l'adresse—10; félicitations à l'Orateur—10; importance des voies transcontinentales du Canada au cas où le conflit russo-japonais s'étendrait à la Grande Bretagne—11; le règlement des difficultés entre la Grande-Bretagne et la France facilitera l'entrée de l'île de Terre-neuve dans la Confédération—13; une armée permanente n'est pas un bonheur pour une nation—13; il faut un juste milieu, le Canada doit pouvoir se défendre par terre—13; prospérité générale, il fait bon d'être citoyen du Canada dans ces beaux jours d'espoir et de progrès—15; on ne saurait mieux assurer la consolidation et l'unification de la Confédération qu'en construisant un transcontinental touchant à chaque province—17; faire du nouvel Ontario un plus grand Ontario—18; les manufacturiers canadiens sont loin d'être unanimes à réclamer une élévation notable et arbitraire des droits—22; notre attitude à l'égard des discussions de tarif en Angleterre doit être expectante—23.

M. Rivet—Seconde l'adresse—25; l'émigration aux Etats-Unis est arrêtée—25; l'ouverture de débouchés aux produits agricoles a provoqué chez les cultivateurs une ère de progrès bienfaisante—26; l'orientation de la politique fiscale de l'honorable M. Fielding a ouvert des horizons à la petite industrie—27; que le chemin de fer transcontinental soit construit sans retard, tel est le vœu général du pays—28; la présence de deux grandes races est un élément de force—32.

M. Borden (R. L.)—Condoléances sur la mort de M. Simmons, député de Lambton—34; compliments aux proposeur et secondaire—34; la connaissance approfondie de la langue anglaise dont a fait preuve M. Rivet pourrait faire rougir certains députés dont l'Anglais est la langue maternelle—34; le tarif actuel n'est pas un tarif de revenu—35; la prospérité agricole n'est pas limitée au Canada, elle est universelle—36; protestation contre la date tardive de la convocation des Chambres—36; diminution des majorités libérales aux élections partielles—37; en dépit de la nomination de M. Blair à la commission des chemins de fer, celui-ci n'a pas retranché son discours ni son appréciation du Transcontinental—40; le gouvernement n'a jamais réfuté M. Blair, mais il lui a imputé des motifs peu louables—42; citations de MM. Charlton, Emerson, Russell, Ross (Victoria)—43; les autres membres de la commission des ch.

ADRESSE EN REPONSE AU DISCOURS DU TRONE—Suite.

M. Borden (R. L.)—Suite.

de f. MM. Bernier et Mills, n'ont pas de qualification spéciale—45; à la dernière session le gouvernement avait proclamé son contrat avec le Grand Tronc Pacifique excellent pour le pays et équitable pour la compagnie—46; citations, Cartwright, Charlton, Fielding, Sifton, Fisher, Paterson, Laurier—46, 47, 48; pourquoi modifier le contrat, pourquoi faire des concessions, pourquoi n'avoir pas tenu la compagnie à son contrat primitif?—50; brochure électorale libérale de l'ouest énonçant les vues du parti sur le tarif, texte des conclusions disant que la politique libérale est directement opposée à la protection—52,53; M. G. E. Foster est, après M. Chamberlain, le plus habile et le plus éloquent avocat de la préférence mutuelle—53; promet son appui à un bill pour augmenter l'efficacité de la milice—54; omission des modifications à la loi électorale—57; du service transatlantique rapide—58; de l'entrée de Terre-neuve dans la Confédération—59; de la commission internationale—60; le premier ministre pendant la vacance a demandé pour le Canada le droit de conclure ses traités, n'a-t-il pas déjà subordonné le désaveu des lois d'immigration de la Colombie Britannique, à l'égard des Japonais, aux considérations impériales?—61; le Canada a déjà le droit de négocier ses traités, Sir John Macdonald, Sir A. Gait, Sir Chs Tupper ont déjà négocié souverainement—61; Sir W. Laurier a injustement blâmé M. Borden d'avoir demandé qu'il y eût seulement trois commissaires canadiens dans le tribunal de l'Alaska—62; le gouvernement Laurier a manqué l'occasion de régler la question de l'Alaska quand les Américains demandaient l'abrogation du traité Clayton-Bulwer pour avoir liberté d'action à Panama—63; le gouvernement qui était si pressé l'année dernière est bien malvenu de venir demander de prolonger le délai de construction du G.T.P. jusqu'en 1911, au lieu de 1908—66.

Laurier (Sir W.)—Le retard de la session provient de la date excessivement tardive de la clôture de la dernière session par suite de l'obstruction conservatrice. Cinq mois seulement sont écoulés, ils étaient nécessaires aux députés pour régler leurs affaires privées—69; si l'opposition est satisfaite des résultats des élections partielles, le gouvernement l'est aussi, il en a gagné 9 sur 12—69; le parti conservateur n'existe plus dans Québec, on y a arboré le titre de "protectionnistes"—70; la vieille barque

ADRESSE EN REPOSE AU DISCOURS DU TRÔNE—*Suite.*Laurier (sir W.)—*Suite.*

conservatrice change son nom pour écumer les océans protectionnistes—70; les conservateurs n'ont plus de parti, plus de chef, plus de politique—70; l'honorable M. Blair a été choisi comme président de la commission des chemins de fer à cause de ses aptitudes spéciales, l'opposition les a reconnues et l'a comblé d'éloges, le gouvernement n'a pas cédé au dépit d'avoir été critiqué par M. Blair, quoique celui-ci ait commis une erreur, la plus grave de sa vie—71; le gouvernement n'a pas nommé M. Blair pour l'empêcher de se rallier à l'opposition, M. Blair a déclaré que la politique du chef de l'opposition à l'égard du Transcontinental était plus détestable que celle du gouvernement—72; les conditions du contrat du Grand Tronc Pacifique étaient tellement rigoureuses que sans les concessions proposées la compagnie eût été dans l'impossibilité de lancer l'entreprise—73; les questions de Terre-neuve, d'autonomie des T.N.O., de négociations des traités n'ont pas été omises, ce sont des questions ouvertes qui seront discutées—74; quant à la commission internationale elle en est au même point qu'en février 1899, le gouvernement n'a rien demandé aux Etats-Unis, c'est à eux de provoquer la réunion—74; la question du droit de négocier les traités n'est pas nouvelle, elle fut soulevée en 1870 par Huntington, puis par Blake, Cartwright et Mills—74; il ne suffit plus pour le Canada d'être partie aux traités, il faut le pouvoir absolu de conclure nous-mêmes nos traités—75; le Canada ne méconnaît pas l'autorité de la mère-patrie, qui sera consultée et aura le droit de veto—75; le Canada a protesté en vain contre la procédure qui l'a exclu du traité préliminaire entre l'ambassadeur anglais à Washington et M. John Hay, secrétaire d'Etat d'où est résulté le choix des commissaires de l'Alaska—76; si le gouvernement canadien eût exigé que ce traité fût ratifié à Ottawa, on aurait vu le Parlement du Canada en remontrer au Roi—76; c'est dans l'initiative et dans les négociations des traités que le Canada doit avoir droit d'agir—76; la Providence favorise le parti libéral parce que celui-ci sait s'aider d'un bon tarif, 77; la révision du tarif n'est jamais annoncée dans le discours du trône, mais dans celui du budget—77; nous ne voulons pas copier les Etats-Unis, notre politique douanière repose sur la modération, la leur sur l'exagération—78; la politique de tarif américaine mène droit à la guerre civile et aux grèves—78; le Canada entend diriger seul sa barque—78.

M. Maclean—Le Grand Tronc Pacifique ne donne pas une solution du problème de transport. C'est un chemin de colonisation—79; le gouvernement aurait dû acheter le Grand Tronc actuel et le relier à l'Intercolonial et au réseau Mann et Mackenzie—80; il y a dans le monde une tendance universelle à la nationalisation des services publics—82; la nationalisation est le seul moyen de réduire le tarif de transport des voyageurs, comme le demande le peuple d'Ontario et de Québec—82; le gou-

ADRESSE EN REPOSE AU DISCOURS DU TRÔNE—*Suite.*M. Maclean—*Suite.*

vernement devrait acquérir non seulement les voies ferrées, mais encore le réseau téléphonique; dangers des empiètements du gouvernement sur les prérogatives du Parlement, opinion Bourinot—84; empiètements des corporations—86; le Parlement canadien ne devrait pas voir ses décisions soumises à la ratification de corporations—86; le gouvernement devrait assurer l'intégrité de nos possessions de la Baie d'Hudson—88; le peuple demande une protection plus élevée—88; l'opinion publique est en faveur d'une union commerciale avec les différentes parties de l'empire—89; le moment est venu de fonder un parti national, travaillant pour la nation et non pour les corporations—90.

Hon. Haggart—Le pouvoir souverain de conclure des traités appartient au Roi seul—93; le gouvernement anglais a offert au Canada de faire régler l'affaire de l'Alaska en même temps que l'abrogation du traité Clayton-Bulwer—93; le gouvernement anglais nous a laissé nommer la majorité des membres de la section britannique, on ne peut rien lui reprocher—94; nous avons tous les pouvoirs requis pour négocier les traités de commerce—94; accorder les pouvoirs que demande Sir W. Laurier serait rompre le lien qui nous unit à la Grande Bretagne—94; le grain ne sera jamais transporté en chemin de fer des Territoires du Nord-Ouest au littoral—95; le nouveau projet de contrat permet au gouvernement d'abandonner la section Québec-Moncton et même celle du nord du lac Supérieur—96; M. Blair n'a pas les aptitudes nécessaires pour occuper la position de président de la commission des chemins de fer—96; M. Blair a été nommé pour acheter son silence—97; la ligne Winnipeg-Québec coûtera \$60,000 par mille—98; la gauche est d'avis que le Canada doit contribuer à la défense de l'empire—98; dans le cabinet les uns prêchent protection, les autres la combattent—99; il faut faire disparaître les quinze ou dix-huit millions de surplus perçus en plus des besoins de l'administration du pays—100; il faut une union douanière entre la mère-patrie et ses colonies—100; pourquoi le gouvernement canadien refuse-t-il de faire connaître les débats de la conférence coloniale et son attitude à cette conférence?—100; les dépenses n'ont pas diminué, la dette n'a pas été réduite—101; le gouvernement n'a contribué en rien à la prospérité du pays—102; la mise à exécution du Transcontinental entraînera une dépense de \$140,000,000—103; le Canada veut devenir un peuple industriel—104; jusqu'à un certain point le parti conservateur est impérialiste—105.

M. Casgrain—La tactique du silence est le présage de la chute—106; le parti libéral a lui aussi ses scissions—106; M. Préfontaine n'a pas eu le portefeuille des Travaux publics, les électeurs ne savent pas encore si on lui a donné ce qu'il avait annoncé pour agrandir son ministère—107; où en sont les arrangements pour la ligne française avec MM. Colombier et Carboneau?—108; les députés conserva-

ADRESSE EN REPOSE AU DISCOURS DU TRONE—*Suite.*M. Casgrain—*Suite.*

teurs et leurs partisans se réjouissent de la prospérité du Canada—108 ; les excédents de revenu sont une taxe sur la population—109 ; en 1896 la taxe par tête était de \$3.94, en 1903 elle est de \$6.76, elle a doublé—109 ; le gouvernement s'obstine à refuser son secours aux industries—111 ; il n'est jamais entré dans l'esprit du parti conservateur de copier servilement le tarif des Etats-Unis—111 ; la grande erreur du tarif de 1897 est la préférence accordée à la Grande Bretagne—112 ; le développement du Canada ne s'obtiendra pas en soulevant l'opinion publique contre M. Chamberlain—112 ; M. Laverge a été élu avec le programme nationaliste, citation des clauses de 2 à 10 du programme nationaliste—114 ; le premier ministre a présenté M. Laverge, adopte-t-il ce programme?—114 ; le nouveau contrat du G. T.P. a pour objet non pas de sauvegarder les intérêts du Canada, mais ceux des actionnaires du G.T.R.—115 ; M. Blair a été nommé par crainte de son action dans les élections à venir—117 ; le niveau intellectuel et moral du cabinet a baissé—117 ; dans tout le pays les majorités gouvernementales ont diminué, ou bien le gouvernement a été battu—118.

M. Bourassa—Ne fait pas partie de la Ligue Nationaliste—119 ; la ligue est composée de libéraux et conservateurs, M. Chauvin, ex-M.P. conservateur pour Terrebonne en fait partie—120 ; les journaux conservateurs ont discuté ce programme et n'ont rien trouvé à redire—120 ; ils ont accusé les nationalistes d'avoir dérobé le programme conservateur—120 ; M. Casgrain s'est gardé de lire ces parties-là du programme—120 ; les journaux conservateurs traitent eux-mêmes M. Bourassa de conservateur fourvoyé parmi les libéraux. Citations "Evènement" et "Journal"—121 ; M. Casgrain pour flatter Ontario veut que le Canada contribue à la défense de l'Empire ; à Kamouraska il y a quatre ans, il disait : "Je n'ai qu'un fils ; je suis prêt à le sacrifier à la défense du Canada, mais je ne veux pas qu'on l'envoie combattre les combats de l'Empire". (Dénégation de M. Casgrain)—122 ; les chefs des deux partis ont dit et pensé tout à tour ce que disent les nationalistes au sujet de la contribution à la défense de l'Empire. Laurier (à Boston, 1891) sir John Macdonald, 1885 (guerre du Soudan), sir Charles Tupper, 1893 (participation par la construction du chemin de fer Canadien du Pacifique)—124 ; on ne présente pas la proposition Chamberlain sous son vrai jour—124 ; le projet fiscal est le corollaire du projet d'unification de l'empire—125 ; un tarif impérial signifie un conseil impérial pour le préparer et un régime de défense impériale pour défendre le commerce. Citation discours Chamberlain à Newcastle—126 ; nous n'avons qu'une patrie, le Canada, nous ne pouvons pas envisager les problèmes impériaux comme les envisagent les hommes nés en Grande Bretagne—128 ; le Canada est terre britannique ; mais avant d'être anglais, M. Bourassa est canadien, avant d'être français, il est canadien—128.

ADRESSE EN REPOSE AU DISCOURS DU TRONE—*Suite.*

M. Bennett—Complimente M. Bourassa de son courage en intervenant dans débat—129 ; le ministre du Commerce a virtuellement prévenu Ontario que le gouvernement Laurier dépendait de Québec—131 ; le "Weekly Sun" condamne la nomination de M. Blair. (Citation)—132 ; trafic et échange de sièges—133 ; les ministres deviennent subitement des Crésus—134 ; les qualifications de MM. Bernier et Mills, un gros fumeur—135 ; plusieurs députés libéraux ont demandé des changements au tarif sur des articles en particulier—136 ; ce n'est pas l'introduction des Doukhobors et des Galiciens qui a fait pousser le blé de l'ouest—138 ; la politique du gouvernement n'a rien à voir avec l'accroissement des exportations agricoles—138 ; le gouvernement ne devrait pas laisser entrer le bois américain en franchise lorsque nous payons \$2 par mille pieds sur le bois que nous exportons—140 ; le gouvernement nous propose de faire une folie en construisant le G.T.P.—140 ; le transport par chemin de fer ne peut lutter avec le transport par eau à 3 cents le minot—141 ; M. Bourassa ne représente pas les sentiments de Québec quand il se pose en ennemi de la mère-patrie—142 ; le gouvernement ne représente pas Ontario—142 ; le gouvernement Ross court à sa perte—143 ; la morale politique est plus abaissée au Canada qu'elle ne l'a jamais été—143 ; les amendements au code criminel relatifs aux trusts ont été retirés à la session 1903 à la demande de l'American Tobacco Co.—144 ; la société d'avocats à laquelle appartient le ministre de la Justice a défendu Gaynor et Green et combattu leur extradition (Dénégation du ministre de la Justice)—144 ; transactions scandaleuses par des membres de la Chambre, affaire Chew—145 ; affaire Copp—146 ; permis de vente de whisky au Yukon—146 ; contraste entre l'œuvre de Laurier et celle de Macdonald et Tupper—147 ; les libéraux exploitent la popularité personnelle de Laurier—148.

M. Smith (E. D.)—Espère que la session sera courte—148 ; désirerait un commencement de marine de guerre pour protéger notre commerce—149 ; inutile de parler plus longtemps de l'affaire de l'Alaska, lord Alverstone a décidé suivant sa conscience—153 ; le contrat du G.T.P. était mauvais pour le gouvernement et pour la compagnie—151 ; le peuple n'approuve pas le G.T.P., les élections partielles l'ont démontré—152 ; les provinces ne demandent pas le G.T.P.—152 ; il vaudrait mieux créer de meilleurs moyens de transport entre Montréal et la Grande Bretagne—153 ; le fret sur les vaisseaux subventionnés coûte plus cher de Montréal que de Boston ou New-York—152 ; tableau comparatif—153 ; la région de Niagara demande une station agri-nomique—154 ; l'industrie fruitière se développe dans Ontario, tableau—155 ; les horticulteurs demandent à être encouragés—156.

M. Robinson (Jabel)—A fait distribuer 2,000 exemplaires de son discours de l'année dernière sur le G.T.P., tout le monde en est satisfait—157 ; on devrait construire le G.T.P. au fur et à mesure des surplus de chaque année—158 ; M. Blair n'a jamais

ADRESSE EN REPONSE AU DISCOURS DU TRONE—*Suite.*M. Robinson (Jabel)—*Suite.*

combattu le bill du Grand Tronc Pacifique quand il était au comité des chemins de fer—158; M. Blair travaillait uniquement dans l'intérêt des compagnies, pas des cultivateurs—158; il valait mieux régler la question de l'Alaska que de l'éterniser—159; notre intérêt est de soutenir la Grande-Bretagne envers et contre tout—160.

M. Daniel—Dit que le grand triomphe des conservateurs à Saint-Jean dans l'élection partielle est dû à la déception causée par le projet du G.T.P.—169; résolutions de la chambre de commerce de Saint-Jean proposées par D. J. McLaughlin et J. H. Robertson—170; il n'y a rien qui oblige le G.T.P. à conduire le commerce à Saint-Jean ou Halifax ou à un port canadien—171; Portland recueillera tous les avantages—171; Saint-Jean a dépensé de son propre argent un million de dollars pour des installations permanentes—173; le crédit de la prospérité du pays doit revenir à sir John Macdonald dont la politique de 1879 est la base de la politique économique du présent gouvernement—174; si nous devons devenir indépendants et posséder le pouvoir de négocier nos traités, il nous faudra une armée et une marine pour défendre notre indépendance—175.

M. Marcell (C.)—Il y a eu mille votes de moins enregistrés à Saint-Jean, ce qui explique le revirement—176; à Moncton, noyau des chemins de fer du Nouveau-Brunswick, tout le monde est en faveur du Transcontinental—176; le manque de voies ferrées suffisantes est la cause de la décroissance de la population du Nouveau-Brunswick—177; réponse à l'accusation de M. Bennett d'avoir soulevé les préjugés de race dans Simcoe-est, texte de l'accusation—179; la paroisse Lafontaine fait honneur à Simcoe-est, réponse à M. Bennett qui prétend que les assemblées le dimanche ont fait battre le candidat libéral—181; du temps des "moutons de Cartier", les conservateurs ne trouvaient pas mauvais que la province de Québec votât pour eux en bloc—181; ce n'est pas dû au vote français si la majorité de M. Bennett a baissé de 246 en 1896 à 39 en 1900—181; le comté de Bonaventure a une large population anglaise, ce serait un suicide pour son député de décrier les Anglais—182; pourquoi en vouloir à Québec de voter pour le meilleur chef et la meilleure politique?—183.

M. Northrup—En 1879, 1894, 1897, le discours du trône annonçait la révision du tarif (texte des allusions à la révision)—184; le gouvernement a transgressé à ses devoirs en n'indiquant pas ce qu'il veut faire pour le tarif—184; le parti libéral est impuissant contre le parti conservateur sans chef, dit-on, que sera-ce quand celui-ci sera rallié autour d'un chef?—185; si quelqu'un inspire ce gou-

ADRESSE EN REPONSE AU DISCOURS DU TRONE—*Suite.*M. Northrup—*Suite.*

vernement, ce n'est pas la providence, mais l'opposé—185; la Confédération ne sera complète que quand elle contiendra le Labrador et Terre-Neuve—186; le Nord-Ouest réclame instamment l'autonomie—186; les représentants du peuple n'ont pas été autorisés à la dernière session à modifier le contrat du G.T.P., mais on a laissé cette latitude à la compagnie—186; toutes les modifications sont faites dans l'intérêt du G.T.P.—187; la commission des chemins de fer ne contient pas des autorités en la matière, comme on l'avait promis et comme on aurait pu en avoir pour les salaires payés—189; pourquoi le parlement canadien ne discuterait-il pas l'établissement d'une préférence commerciale entre les différentes parties de l'empire—190; cette préférence ne comporte aucune idée de militarisme—190; la conception de l'isolement national de la province de Québec préché par M. Bourassa est inacceptable—191; il faut l'union symbolisée par le monument de Wolfe et Montcalm—192; de tout temps, le Canada a contribué à la grandeur militaire et politique de l'empire et n'est jamais resté restreint dans ses limites territoriales: amiral Cundiffe Owen, sir Fenwick William, col. Dunn, sir Percy Girouard, Edward Blake, sir Gilbert Parker, lord Strathcona—192; combattrait toute mesure devant imposer au Canada une taxe obligatoire pour le maintien de l'armée et de la marine de la Grande-Bretagne—193; un fonds de guerre pourrait être créé en imposant un droit spécial sur certains articles d'importation—193; il est absurde d'empêcher la création d'une école de marine, si l'on ne force personne à y aller—194; absurde d'empêcher de servir à l'étranger les gens dont c'est le désir—194; absurde d'exiger que la milice soit commandée par un officier canadien si l'on empêche ceux-ci d'acquérir l'expérience sur le champ de bataille—194; quand une province vote en bloc, il est difficile d'admettre que le corps électoral ait été guidé par la calme considération des questions politiques—195.

M. Lancaster—Le parti conservateur et non le parti soi-disant libéral comprend le mieux les aspirations du peuple canadien—196; le gouvernement ne répond à rien et prouve ainsi le bien fondé des plaintes de l'opposition, de M. Smith au sujet du prix des transports, de M. Daniel au sujet du sort de Saint-Jean, N.-B., de M. Bennett au sujet des actes condamnables de députés libéraux—199; documents de l'affaire de Digby impliquant M. Copp, rapport de la séance du conseil municipal, texte du contrat—200.

Adresse adoptée sur division—202.

Motion de sir W. Laurier proposant qu'elle soit grossoyée et présentée au Gouverneur-général, adoptée—202.

Accusé de réception—1154.

ADRESSE D'ADIEUX A LORD MINTO.

Laurier (sir W.)—La Chambre se joindra sûrement au Sénat pour présenter à lord Minto une adresse d'adieux exprimant les sentiments du peuple canadien—8589 ; il a été un modèle de gouverneur constitutionnel—8590 ; la comtesse de Minto a fait briller à Rideau-Hall toutes les vertus qui distinguent la cour d'Angleterre—8590 ; l'initiative des hôpitaux-villas rendra sa mémoire chère au peuple canadien—8590.

Texte de l'adresse—8590.

M. Borden (R. L.)—Epreuve un vif plaisir à déclarer sa parfaite adhésion aux paroles du premier ministre—8591 ; lord Minto a été l'un des nôtres—8591 ; paroles de lord Minto sur l'empire britannique—8592 ; la comtesse de Minto a elle aussi, participé à la vie du peuple canadien—8592.

Motion votée d'acclamation—8592.

Laurier (sir W.)—Propose, secondé par M. R. L. Borden d'envoyer un message au Sénat l'informant que la Chambre a voté une adresse d'adieu—8592.

Motion adoptée—8592.

AJOURNEMENTS.

AJOURNEMENT DU DIMANCHE.

La séance est levée d'obligation le samedi, l'heure de minuit étant arrivée—8892.

FETE DE L'ASCENSION.

Laurier (sir W.)—Propose que la Chambre s'ajourne pour la fête de l'Ascension, adopté—2880.

FETE DE LA CONFEDERATION.

Laurier (sir W.)—Propose que lorsque la Chambre s'ajournera le 30 juin elle reste ajournée au lundi à 11 h. du matin—5912.

M. Sproule demande l'ajournement au lundi 3 hrs p.m.—5912.

Accordé et motion adoptée—5912.

FETE DE PAQUES.

Laurier (sir W.)—Donne avis de motion pour ajourner du 30 mars au 5 avril pour Pâques—479.

Adopté—479.

FETE VICTORIA.

Laurier (sir W.)—Donne avis qu'il proposera que la Chambre s'ajourne vendredi, 20, jusqu'à mercredi, 25 mai à l'occasion de la fête Victoria—3260.

M. Hughes (S.)—Demande que j'ajournement se fasse le jeudi pour permettre aux députés d'aller aux courses—3260.

Avis de motion Laurier adoptée—3260.

Motion présentée et adoptée—3470.

LE DOUZE JUILLET.

M. Hughes (S.)—Demande à sir W. Laurier de considérer s'il ne serait pas à propos d'ajourner pour le Doue Juillet—6348.

Laurier (sir W.)—Il n'existe aucun précédent—6348.

MORT DE M. McCREARY.

Laurier (sir W.)—Annonce la mort de M. McCreary et fait son oraison funèbre—2624 ; propose que la Chambre s'ajourne par respect, 2624.

M. Sproule—Oraison funèbre—2625.

M. Sifton—Oraison funèbre—2626.

Adopté—2626.

MOTION REJETEE.

M. l'Orateur—(décision)—Une deuxième motion d'ajournement ne peut pas être proposée à moins qu'il ne soit intervenu un débat depuis la première—1166.

M. Borden (R. L.)—Quand une motion d'ajournement a été retirée et non rejetée, on peut en présenter une autre—1226 ; le gouvernement est tenu de considérer que l'opposition agit de bonne foi dans ses demandes—1229.

Laurier (sir W.)—Le retrait de la motion d'ajournement équivaut à une solution—1231.

Hon. Brodeur—L'Orateur White a déjà décidé qu'une deuxième motion d'ajournement est irrégulière si aucune procédure ne s'est faite dans l'intervalle—1250.

L'Orateur—Décide qu'il n'y a pas de différence entre une motion d'ajournement retirée ou rejetée—1251.

BESOGNE DE LA CHAMBRE.

PRIORITE.

Laurier (sir W.)—Propose qu'à partir de di, les mesures du gouvernement aient la priorité après les questions posées par les députés—5062 ; énumération du travail restant à faire—5062.

M. Sproule—Proteste que cette disposition va étouffer des bills publics importants—5062.

Laurier (sir W.)—Consent à reculer d'une semaine l'application de sa motion—5062.

SEANCES DES COMITES.

M. Cowan—Demande que les comités puissent se réunir pendant les séances—5914.

Laurier (sir W.)—Demande de retirer la motion ; si un comité a besoin de siéger, il fera la demande—5914.

Motion retirée—5914.

SEANCES DU MATIN.

Laurier (sir W.)—Propose que la Chambre commence à siéger à onze heures du matin et que les mesures du gouvernement aient préséance—5913.

M. Henderson—Demande de retarder d'une séance pour clore les comités—5913.

Motion Laurier adoptée—5913.

SEANCES DU SAMEDI.

Laurier (sir W.)—Annonce qu'il proposera que la Chambre siége le samedi, adopté—8502.

RETRAIT DE BILLS.

Laurier (sir W.)—Annonce que les bills suivants ne seront pas présentés à cette session : Bill pour amender la loi du Service civil ; Bill concernant la milice navale—8370.

BILLS.**BILLS DU GOUVERNEMENT.**

Bills sanctionnés :

ACHAT DU CHEMIN DE FER CANADA EASTERN.

Hon. Emmerson—Donne avis d'une résolution pour autoriser le gouvernement à acheter de l'Alexander Gibson Ry. & Mg. Co., le chemin de fer Canada Eastern au prix de \$800,000—7545.

En comité sur les résolutions, texte..8332.

Hon. Emmerson—Le Canada Eastern relie les rives de la baie de Miramichi au fleuve Saint-Jean à Frédéricton—8333 ; longueur, 136½ milles—8333 ; historique de la construction—8334 ; subventions totales reçues, \$774,339.84 ; la résolution autorise aussi l'Etat à prendre possession du pont de Frédéricton et à l'exploiter—8335 ; le gouvernement a prêté \$350,000 à 4 p.c. pour la construction et n'a jamais reçu un sou—8335 ; tableau des recettes brutes et des frais d'exploitation du chemin—8336 ; le réseau aurait coûté argent comptant \$1,768,000, soit \$13,000 par mille—8338 ; la compagnie évalue qu'il a coûté \$15,000 du mille—8336 ; l'estimation actuelle est de \$1,221,220 ; la ligne dans ces derniers temps n'a pas été exploitée ni entretenue comme elle aurait dû l'être—8339 ; les prévisions de M. Schreiber—8339 ; l'acquisition du Canada Eastern fournira du trafic à l'Intercolonial—8340 ; le Pacifique Canadien négociait déjà l'achat de la ligne—8340 ; dès maintenant le Canada Eastern est un des principaux tributaires de l'Intercolonial—8341 ; le Canada Eastern sera coupé par le Grand Tronc Pacifique et retirera les avantages de ce croisement—8346 ; le prix demandé pour le réseau entier représente seulement deux fois le prix des rails—8346 ; avec une dépense de \$100,000, on fera une voie tout à fait moderne—8347 ; rapport de M. Tiffin quant aux exploitations forestières traversées par la ligne—8348 ; le Canada Eastern ne sera pas rattaché à la ligne principale de l'Intercolonial, ce sera seulement un tributaire—8350 ; le prix d'achat sera porté au compte capital de l'Intercolonial—8351 ; c'est un bon placement que fait le Dominion—8351.

Hon. Haggart—Une compagnie de chemin de fer dont les recettes ne sont pas de plus de \$850 par mille, par année, n'est pas en état de solder ses dépenses d'exploitation et d'administration—8353 ; aucun chemin de fer ne fait des bénéfices si ses recettes ne sont pas de \$1,700 à \$1,800 par mille par année—8353 ; cette ligne de 136 milles fait \$116,000 par année de trafic—8353 ; les dépenses encourues pour l'entretien des canaux ne peuvent être comparées à celles de l'Intercolonial ; nous payons l'intérêt du capital engagé mais nous n'avons pas de déficits à solder—8354 ; cet embranchement ne peut être d'aucun avantage à l'Intercolonial—8355.

M. Smith (E. D.)—Il n'y a qu'un trafic insignifiant dans la région qu'atteint le Canada Eastern—8355 ; si on veut prolonger l'Intercolonial, qu'on le prolonge là où il y a du trafic—8356 ; le Pacifique Ca-

BILLS—Suite.

M. Smith (E. D.)—*Suite.*

nadien avait une offre au même prix que le gouvernement et n'a pas voulu faire l'affaire—8356 ; cet achat ne profite qu'au particulier qui fait la vente—8356.

M. Kemp—Le réseau ne vaut pas la somme qu'on va payer—8358 ; cette acquisition aurait eu sa raison d'être si la ligne eût fait partie d'un système pour concentrer tous les embranchements indépendants du Nouveau-Brunswick—8358.

M. Borden (R. L.)—Le rapport de M. Tiffin prouve que la perte maximum à supporter si nous étions privés du trafic du Canada Eastern serait de \$84,000—8359.

Résolution rapportée, lue 1re et 2e f., adoptée—8360.

Hon. Emmerson présente un Bill basé sur la résolution (Bill n° 163)—8360.

1re lecture, 8360.

2e lecture proposée—8663.

Hon. Haggart—Rien ne justifie la dépense de \$800,000—8663 ; il est impossible d'établir sur ce tracé une voie ferrée avec des rampes douces—8664 ; les ponts sont en bois—8664 ; cela coûtera \$547,000 pour mettre le chemin en état d'exploitation—8665 ; ce sera à perpétuité une perte annuelle de \$100,000 ; la raison que l'on donne pour acheter c'est pour éviter que la ligne passe aux mains du C.P.R.—8665 ; dans ce cas il faudra acheter toutes les petites lignes de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick—8666 ; le ministre des Finances peut se vanter d'avoir bien soigné les provinces maritimes—8666 ; depuis 1896 on y a dépensé plus de 30 millions—8666.

Hon. Fielding—M. Haggart pourrait se plaindre si le gouvernement avait refusé de faire droit à des demandes légitimes d'Ontario—8667 ; ces questions ne doivent pas être traitées au point de vue provincial—8667 ; c'est de la politique mesquine—8668.

Deuxième lecture passée—8668.

En comité—8668.

Amendement ajouté déclarant que si la compagnie du pont ne paie pas l'hypothèque dans le délai d'un an ses droits seront périmés et la propriété confisquée—8674.

Bill rapporté.

Hon. Emmerson—Propose 3e lecture—8675.

M. Fowler—Demande la politique que le gouvernement entend suivre à l'égard des voies ferrées qui se raccordent à l'Intercolonial—8675 ; le gouvernement devrait acheter ces lignes—8675 ; approuve l'achat du Canada Eastern—8675 ; il vaudrait mieux que ces lignes secondaires fissent partie d'un même système—8675.

M. Gourley—Toute la population de la Nouvelle-Ecosse veut qu'on fasse de l'Intercolonial un grand réseau de voies ferrées—8676 ; qu'importe qu'on y dépense \$10,000,000 par année—8676 ; sur chaque dollar dépensé à l'Intercolonial, Ontario empoche 75 cents—8677 ; le gouvernement doit acquérir tous les embranchements

BILLS—Suite.M. Gourley—*Suite.*

existant pour en faire des tributaires de l'Intercolonial et en construire d'autres—8678 ; il faut que le gouvernement actuel assume cette tâche—8678.

Bill lu une troisième fois, adopté—8678.

Sanctionné—9212.

ACTE CONCERNANT LA REPRESENTATION—AMENDEMENT.

Hon. Fitzpatrick—Présente (Bill n° 149) pour faire disparaître des erreurs de rédaction dans l'Acte de 1903 et y ajouter le Yukon.

1re lecture, 5934.

2e lecture, 7776 ; en comité, 7776.

Rapporté—7780.

3e lecture, adopté—7894.

Sanctionné—9212.

ARBITRAGE ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LE G.T.R.

Hon. Fitzpatrick—Présente (Bill n° 152) pour conférer certains pouvoirs aux arbitres nommés pour s'enquérir des différends survenus par suite de l'usage commun de certaines lignes, et en particulier en vertu du contrat de 1898 lors de l'achat du Drummond—6554 ; la question de détournement du trafic est la plus importante—6554.

M. Maclean—Ceci prouve qu'on ne peut pas avoir confiance dans le G.T.R. pour l'exécution de ses contrats—6555.

1re lecture—6555.

En comité—7780.

Hon. Fitzpatrick—Historique des difficultés à arbitrer—7780 ; les arbitres choisis doivent avoir le droit d'exiger et d'examiner les documents—7782.

M. Barker—Le Bill devrait aller plus loin—7782 ; quand la gauche a voulu que le gouvernement puisse inspecter les livres du G.T.P. et du G.T.R. cette proposition a été repoussée—7784 ; ce Bill devrait être étendu de façon à vérifier les livres du G.T.R. non seulement quant aux comptes mais quant à la direction du trafic—7784.

Hon. Fitzpatrick—Les difficultés sont triples : 1° le G.T.R. a détourné du trafic pour les Provinces maritimes et Terre-Neuve par le C.P.R. au lieu de le donner à Montréal à l'I.C.R. ; le G.T.R. a expédié aux Etats-Unis du trafic pour les Provinces maritimes et Terre-Neuve qui aurait dû être donné à Montréal à l'I.C.R. ; le G.T.R. a détourné par voie fluviale, de Montréal, ce qu'il aurait dû donner à l'I.C.R.—7786 ; le montant en bloc de la réclamation est de \$140,000—7786.

Bill rapporté—7786.

3e lecture proposée—7894 ; remise, 7894.

3e lecture adoptée—8138.

Sanctionné—9212.

BILLS—Suite.**ASSOCIATION DE L'ARTILLERIE CANADIENNE.**

Borden (sir Fred.)—Présente le (Bill n° 103) et explique qu'il a pour but de permettre à l'Association qui existe depuis 1876 de posséder des propriétés—2880 ; 1re lecture—2880 ; 2e lecture, comité, rapport, 3e lecture, adopté—4197.

Sanctionné—7016.

CHEMIN DE FER DE TEMISCOUATA.

Hon. Fitzpatrick—Présente le (Bill n° 144) pour modifier l'acte passé à la présente session relatif au chemin de fer de Témiscouata—5644 ; il s'agit de réparer un oubli du secrétaire du comité des chemins de fer—5644 ; il a omis le nom de la compagnie à laquelle le chemin de fer de Témiscouata pouvait vendre sa charte, le chemin de fer du Grand Nord—5645 ; demande que le bill subisse toutes les étapes le même jour—5645.

M. Borden (R. L.)—Qu'il passe la première étape aujourd'hui—8645.

1re lecture—5645.

2e lecture et 3e lecture—6879.

Passage en comité éludé par faveur—6879. Sanctionné—9211.

CHEMIN DE FER TRANSCONTINENTAL NATIONAL.**Préliminaires.**

Dépôt devant la Chambre de la convention supplémentaire du 8 mars 1904—8.

Etudes du trajet projeté. Int. Borden—Le gouvernement n'a aucun rapport des études des ingénieurs du G.T.R. sur le trajet projeté de Winnipeg au Lac Abitibi (sir W. Laurier)—92.

Correspondance. Int. Borden—Le gouvernement promet de soumettre à la Chambre avant le dépôt de la résolution du G.T.P. la correspondance relative aux changements—92.

Présentation de la résolution déclarant qu'il est à propos de ratifier le nouveau contrat, 1re lecture—224

Correspondance. Int. Borden—Réclame encore la production des documents—478.

Correspondance déposée—551 ; Impression ordonnée (motion Sproule)—552.

Motion Laurier que la discussion de la résolution relative à la ratification du contrat du G.T.P. ait la préséance, jusqu'à épuisement, adoptée—602.

Résolution proposée.

Laurier (sir W.) propose que la Chambre se forme en comité sur la résolution—718 ; le raccordement entre les deux tronçons du pays à l'est et à l'ouest du lac Supérieur reste inachevé, le Pacifique Canadien ne suffit pas—719 ; les trois quarts du parcours de Winnipeg à Québec sont en terrain uni—721 ; les explorations datent de 1671—722 ; les questions climatiques sont indépendantes de celles de longitude et latitude—723 ; le gouvernement a tenu à intéresser le Grand Tronc dans l'entreprise—723 ; quand vint le moment de discuter les conditions posées à la session, le G.T.R. les trouva trop onéreuses et

BILLS—Suite.Laurier (sir W.)—*Suite.*

demanda des concessions—724 ; elles sont peu nombreuses, l'opposition a dû être étonnée de leur modération—724 ; on a ajouté le cas de grèves aux cas de force majeure excusant la non exécution du contrat dans les délais fixés—724 ; le délai de construction de Winnipeg à l'océan Pacifique a été prolongé de trois ans—724 ; quand la compagnie aura achevé la section de l'ouest, si celle de l'est n'est pas terminée et ne peut recevoir le cinq millions de matériel roulant qui lui sont destinés sur les vingt millions que doit acheter la compagnie, celle-ci pourra retirer son dépôt de cinq millions qui sera remplacé comme garantie par les cinq millions déjà acquis de matériel roulant attribué à la section de l'est—726 ; au cours de la construction de la section de l'est, aussitôt une section parachevée, le gouvernement pourra la louer à des conditions qui ne seront pas plus onéreuses que celles du contrat primitif—728 ; pour la section de l'ouest le gouvernement s'engage à garantir l'intérêt des obligations émises pour les trois quarts du coût de la construction quel qu'il soit et à parfaire les recettes de la vente des obligations vendues de façon à réaliser exactement les trois quarts du coût total de la construction—729 ; il est admis que ces obligations ne sauraient être vendues qu'à un fort escompte et le gouvernement s'engage à parfaire la différence—730 ; après les sept ans où le gouvernement paiera l'intérêt, pendant trois ans encore le gouvernement acceptera en paiement de l'intérêt les bénéfices nets du chemin et s'ils n'atteignent pas le 3 p.c. prescrit, la différence sera capitalisée et portée à la dette du chemin—731 ; si la compagnie manque de servir les intérêts pendant cinq années complètes, le gouvernement confiera la ligne à un administrateur qui l'exploitera au bénéfice de tous les intéressés et répartira l'excédent de recettes, trois quarts au gouvernement, un quart au G.T.P.—732 ; le gouvernement autorise le G.T.R. de disposer à sa guise des \$25,000,000 d'actions ordinaires du G.T.P. qu'il est tenu d'acquérir pourvu qu'il conserve un montant suffisant pour garder le contrôle de l'entreprise—734 ; les changements sont plausibles et n'apportent aucune modification radicale au contrat signé l'an dernier et ratifié par la Chambre—734.

M. Borden (R. L.)—Les concessions nouvelles ne peuvent pas être motivées par l'état du marché financier, paroles Fielding—735 ; détail des obligations encourues basé sur l'évaluation Blair, total \$150,000,000—737, 738, 739 ; le Grand Tronc n'est plus tenu qu'à garantir l'intérêt sur quatorze millions et demi de dollars—740 ; si le contrat était bon l'année dernière, s'il liait étroitement la compagnie, pourquoi avoir laissé celle-ci s'en écarter?—746 ; sir Rivers Wilson a critiqué la conduite de l'opposition dans sa lettre au gouvernement, il n'en avait pas le droit—751 ; il n'est pas désirable que le gouvernement se mette en société avec une entreprise privée, si respectable qu'elle soit—752 ; en réponse aux objections de M.

BILLS—Suite.M. Borden (R. L.)—*Suite.*

Allen à l'assemblée des actionnaires du G.T.R. à Londres, les directeurs ont fait remarquer que le présent contrat est bien différent du précédent et bien plus favorable—753 ; pour conserver le trafic aux ports canadiens nous sommes tenus de nous en reposer sur le patriotisme des expéditeurs canadiens—758 ; si l'Intercolonial était prolongé jusqu'à la Baie Georgienne, on pourrait transporter à bénéfice du grain de ces ports à Halifax, calculs—760 ; la prolongation de délai dans le nouveau contrat ne concorde pas avec la précipitation de l'année précédente—762 ; une circulaire a été distribuée aux actionnaires du G.T.R. dénonçant comme prématurée la construction des 500 milles de l'est—763 ; le rapport de la réunion des actionnaires a été sténographié par une personne digne de foi—766 ; la condition relative au sequestre et à l'emploi de recettes en cas de non paiement fait disparaître totalement l'hypothèque du gouvernement—768 ; le gouvernement accorde à l'entreprise du Grand Tronc Pacifique une aide dix fois plus considérable que celle que lui prête le Grand Tronc—777 ; par ce contrat le gouvernement se met dans l'impossibilité pour un demi-siècle d'étendre son propre réseau de chemin de fer—779 ; M. Blair n'a pas déclaré insensé le plan alternatif de M. Borden—780 ; citation du fameux memorandum secret—780 ; M. Borden dit que ce memorandum avait été "publié"—780 ; jamais le Pacifique Canadien n'a poussé M. Borden à proposer l'achat de la partie de la ligne au nord du lac Supérieur—785 ; l'Intercolonial devrait être prolongé jusqu'à Winnipeg—786 ; le gouvernement aurait dû aller d'un dixième de mieux et se rendre seul propriétaire de la section de l'Ouest—789 ; le tiers de l'excédent d'une année budgétaire ajouté aux dépenses à encourir d'après le contrat aurait suffi à nous assurer cette possession—790 ; si le chemin de fer vaut la garantie que nous lui donnons, pourquoi ne pas le posséder comme propriété nationale—792 ; les explorations doivent être continuées dans le Nord de Québec avant de pousser les travaux de Winnipeg à Québec—793 ; si l'on trouve un bon tracé nouveau de Moncton à Québec, la ligne construite devrait être donnée à l'Intercolonial et non lui être concurrente—794 ; amendement proposé impliquant une politique complète de chemin de fer pour le Canada—Texte—795-796.

Hon. Sifton—Le chef de l'opposition s'est servi de papiers confidentiels—803 ; l'augmentation de la garantie de remboursement des obligations est purement une mesure de précaution vu l'état du marché—804 ; il est faux que le gouvernement ait songé à en appeler au peuple pour dissimuler le changement fait dans le dépôt—806 ; le fait d'avoir accédé à ces concessions et d'avoir été convaincu que le parlement les ratifierait est la preuve de la confiance du gouvernement dans l'entreprise—807 ; la compagnie du G.T.P. n'a pas de droits acquis, elle consent à l'exercice de la juridiction que nous possédons, mais nous

BILLS—Suite.Hon. Sifton—*Suite.*

gardons le pouvoir législatif tout entier—808 ; il est absurde de dire que le Grand Tronc réalisera des millions avec des actions du G.T.P. et que le G.T.P. ne paiera jamais et ne remplira pas ses obligations, s'il ne les remplit pas les actions détenues ne vaudront rien—812 ; opinion Shepley sur la valeur de l'hypothèque sur matériel rotlant—815 ; la preuve que le contrat n'est pas si avantageux qu'on le dit pour le G.T.R., c'est qu'il a eu pour effet de faire baisser les actions, citation "Canadian Gazette"—818 ; il faut le Grand Tronc Pacifique pour le transport du blé d'hiver, l'été le blé ira de Port-Arthur à Montréal et Québec où à New-York, tout dépendra de l'amélioration des voies fluviales, l'hiver nous aurons le Grand Tronc Pacifique—822 ; rapport de M. Stephens, ingénieur en chef du Grand Tronc—822 ; l'établissement dans tout le Nord-Ouest de chemins de fer aux frais de l'Etat constitue un projet impraticable et absurde—830 ; s'il se trouve des craintifs dans les rangs du parti libéral, qu'ils sachent bien que ce projet n'inspire aucune crainte au gouvernement—831.

Hon. Haggart—Avec \$150,000,000 on pourrait prolonger l'Intercolonial de Montréal au Pacifique—834 ; par le nouveau contrat le gouvernement est libre de ne construire que de Winnipeg à North Bay, et pas de Winnipeg à Québec, ni de Québec à Moncton—838 ; les taux de transport auraient dû faire l'objet de dispositions spéciales comme pour le contrat du chemin de fer de la Passe du Nid-de-Corbeau—843 ; M. Haggart n'est pas absolument en faveur de la nationalisation des chemins de fer—844 ; on devrait employer les 150 millions du G.T.P. à deux ouvrages : moitié à creuser la voie navigable du lac Supérieur à Québec, moitié à construire un chemin de fer de Montréal à Winnipeg—845 ; que les provinces intéressées construisent la voie ferrée de la Rivière-du-Loup à Moncton si cette ligne est nécessaire—846 ; la ligne de North Bay à Québec et Moncton a été imposée par le gouvernement, le Grand Tronc n'en voulait pas—848.

M. Osler—Personne ne peut approuver le contrat en envisageant au point de vue des affaires—849 ; le taux de l'escompte à Londres ne descendra pas au-dessous de 4 p.c., pour 5 années à venir—850 ; la direction du Grand Tronc Pacifique est un tas de charlatans—852 ; la section de l'est, c'est l'éléphant blanc—853 ; nous ne voulons pas gaspiller notre argent à développer des parties du pays qui sont inconnues—856 ; le président du G.T.R. a promis aux actionnaires que l'arrangement fait avec le gouvernement canadien n'imposerait à la Compagnie G.T.R. qu'une dépense de £118,720 par année—863 ; les rapports des ingénieurs du G.T.R. sont tellement défavorables à la section-est que le gouvernement n'ose pas les montrer—(Dénégation formelle de sir Wilfrid Laurier, acceptée)—567 ; citation de l'article du "Toronto News" relativement à la fixation d'un minimum de prix de vente des actions du G.T.P. et à la fa-

BILLS—Suite.M. Osler—*Suite.*

culté par la Compagnie de remettre tel ou tel embranchement—875, 876.

M. Wade—En imposant au G.T.P. la section est le gouvernement n'a fait que son devoir—880 ; nul projet n'aura de chance devant ce parlement s'il ne tient pas compte des intérêts des provinces maritimes—880 ; les concessions faites ne coûteront pas un sou au pays—883 ; si les conservateurs revenaient au pouvoir ils ne construiraient pas la section est ; le devoir est de les empêcher d'arriver—884 ; le gouvernement a adopté le système d'hypothèque anglais qui peut atteindre les recettes d'une entreprise—886 ; les taux de transport ne sont pas réglés par la valeur des actions en bourse, mais par les frais réels de construction—887 ; des hommes qui déposent \$5,000,000 comme garantie de bonne foi ne sont pas des charlatans—890 ; le C.P.R. n'avait versé que \$1,000,000 de garantie—890 ; M. Blair peut avoir de grandes aptitudes sans que toutes ses assertions soient paroles d'évangile—892 ; un Canadien de cœur n'enverra pas ses expéditions par Portland quand il peut les envoyer pour le même prix par Halifax—894 ; le gouvernement ne fait pas un cadeau des trois quarts de la valeur de la division ouest—897 ; opinion du "Chicago Record" sur le grand avenir du projet—899 ; le projet actuel ne dérange pas la question du prolongement de l'Intercolonial aux Grands Lacs—901 ; tout le grain du Nord-Ouest sera expédié par les ports américains si l'on ne construit pas la section est—903 ; le Pacifique Canadien est toujours excepté quand M. Osler condamne les subventions aux chemins de fer—904 ; les membres de la gauche vont rester dans l'opposition quinze ou vingt ans encore—905.

M. Monk—Ce chemin de fer se construira, il n'y a pas de doute là dessus—906 ; à l'exception de la ville de Québec aucune région de la province ne profitera de la construction du G.T.P.—908 ; en garantissant \$10,000,000 pour des lignes de pénétration on ferait plus de bien qu'en dépensant \$50,000,000 pour la section est—910 ; à part le prolongement du Grand Tronc jusqu'à Winnipeg, le reste ne se fera pas de si tôt—916 ; les modifications au contrat ont pour objet de permettre au Grand Tronc de construire la ligne comme il l'avait projetée d'abord—919 ; le Pacifique Canadien pourrait transporter six fois plus de trafic qu'il n'en porte aujourd'hui—922 ; on devrait négocier des arrangements pour y faire circuler cinq ou six autres lignes—922 ; il n'y a pas de patriotisme qui tienne pour ceux qui paient les frais de transport—925 ; l'argent devrait se dépenser à construire des chemins de fer dans les contrées déjà colonisées—926.

M. Demers (L. P.)—La compagnie est tenue par son contrat de favoriser nos ports—927 ; le peuple a besoin d'idéal—927 ; articles de la "Presse" en faveur du G.T.P.—928 ; M. Monk prétend redouter que la section est ne se construise pas et il siège avec les ennemis acharnés de cette section

BILLS—Suite.

- M. Demers (L. P.)—*Suite.*
—930; le contrat supplémentaire ne comporte aucune dérogation importante au principe du contrat déjà voté—932; le patriotisme de Montréal n'est pas une question de clocher, la métropole veut la prospérité de tout le Canada—934.
- M. Northrup—Le Grand Tronc Pacifique n'est pas une entreprise d'urgence nationale—936; le gouvernement n'a pas compris la teneur du contrat l'année dernière et ne le comprend pas mieux maintenant—941; l'opposition au projet primitif du G.T.P. n'est pas venue des conservateurs—944; les conservateurs étaient et sont encore en faveur de la construction de la ligne de North Bay au Pacifique—944; contre cela la majorité gouvernementale a été compacte—945; sir Chs Rivers Wilson se croit l'associé du gouvernement et non du public—945; avant de préconiser la nationalisation, il faudrait faire étudier la question par des experts—950; le gouvernement est mis au défi de soumettre son projet au vote populaire et d'en obtenir l'endossement—953.
- M. Russell—Les modifications soumises ont seulement pour objet de résoudre des difficultés, elles ne peuvent nous conférer aucune faveur—954; les paroles et l'interprétation d'un directeur ne lient pas l'autre partie—955; M. Osler a admis que la construction de la ligne de North Bay au Pacifique détournerait le trafic de l'Ouest vers les ports américains—958; l'opposition veut construire une ligne pour envoyer le blé canadien aux ports américains, le gouvernement veut en construire une pour donner aux cultivateurs canadiens des transports au même prix que par voie américaine—958; nous ne comptons pas retirer des bénéfices monétaires du G.T.P.—959; si le gouvernement peut ne pas gagner au moins il n'est pas certain de tout perdre comme dans le contrat du C.P.R.—960; si le contrat devait faire des millionnaires de tous les directeurs du G.T.P., comment se fait-il qu'on a tant dû les prier pour accepter?—962; les changements demandés sont la conséquence des modifications du marché monétaire—963; le tarif des chemins de fer n'est pas réglé par la valeur des actions mais par la concurrence—965; opinion du Prof. Hadley—965; protestation de M. Allen à l'assemblée des actionnaires—967; le chef de l'opposition prend des allures de démagogue en proposant la nationalisation—974; Saint-Jean, N.-B., a voté contre le Grand Tronc Pacifique par panique qu'une autre ville en profite davantage—975.
- M. Sproule—Le gouvernement a tout donné sans rien recevoir en retour—980; le président du G.T.R. a dit que la compagnie aurait construit la ligne de North Bay à Winnipeg, même sans un sou de subvention—982; le besoin de ce nouveau réseau pour la colonisation ne se fait nullement sentir—983; il ne se fait pas sentir davantage pour les cultivateurs de l'ouest—983; le gouvernement est livré pieds et poings liés—985; si le gouvernement a

BILLS—Suite.

- M. Sproule—*Suite.*
le pouvoir de régler les tarifs, pourquoi avoir mis une clause spéciale au contrat du chemin de fer de la passe du Nid-de-Corbeau pour limiter les tarifs—987; le G.T.P. obtiendra des subventions des gouvernements provinciaux pour construire des embranchements qu'à l'expiration du bail le gouvernement fédéral devra racheter remboursant ainsi les subventions—991; tableau des échéances que le gouvernement canadien doit couvrir pour le remboursement de sa dette régulière d'ici à 1911, date du parachèvement du chemin, est de \$160,346,999, en dehors de \$150,000,000 pour le chemin—991; toutes les fermes du Canada sont grevées de \$125 pour l'entreprise—992; rien pour Ontario—992.
- M. Campbell—On paie plus cher pour envoyer dans l'ouest des articles par le C. P.R. que par les lignes américaines—1008; le prix des limites à bois a augmenté le long du tracé projeté du G.T.P.—1010; le C.P.R. avait eu le privilège d'acheter tout son matériel des E.-U. sans payer de droits—1014; M. Sproule voudrait que le Grand Tronc Pacifique passe par toutes les villes d'Ontario—1015; Ontario bénéficiera du G.T.P. pour ses envois dans l'ouest—1018.
- M. Robinson (Jabel)—Le gouvernement devrait abandonner son projet—1020; il devrait voter \$100,000 pour faire faire des études par des ingénieurs canadiens, 1020; attendons dix ans, avec dix surplus de \$15,000,000 chacun, on pourra construire le chemin de fer sans rien déboursier—1021; en général il faut se méfier des sociétés, 1022; les gouvernements s'occupent de faire des millionnaires—1023; le gouvernement conservateur avait promis une commission de chemin de fer et n'a pas tenu parole—1025; l'Etat endosse et sera obligé de payer—1025.
- M. Thompson (T. A.)—Les caractères essentiels et précis de l'entreprise n'ont heureusement pas été changés—1026; les actionnaires du G.T.R. pendant de longues années n'avaient pas touché d'intérêt, maintenant qu'ils en touchent, il n'est pas étonnant qu'ils redoutent de se lancer dans une nouvelle entreprise—1029; l'opposition a endossé la paternité d'un "Grand Rapiéçage Illimité"—1031; la porte ouverte en Orient est plus importante encore pour le Canada que pour la Grande-Bretagne—1033; il y a toute une différence entre obligation et coût—1033; le coût total se trouve réduit à \$84,580,240—1035; le chef de l'opposition dans ses calculs a débité deux fois le gouvernement pour le même article de 18 millions—1037; le Dr Sproule croit qu'Ontario se limite aux frontières du comté de Grey—1044; le projet Borden relèguerait Ontario à l'écart—1045.
- M. Richardson (M. K.)—La création d'un Lloyd canadien permettrait à nos exportateurs de lutter avec ceux qui envoient par les ports américains—1053; la première demande du Grand Tronc Pacifique de North Bay au Pacifique aurait dû être accordée et n'aurait coûté que le dixième du prix du projet actuel—1054; ce trans-

BILLS—Suite.

M. Richardson (A. M.)—*Suite.*

continental n'est pas nécessaire, c'est aller trop vite—1061 ; il est impossible de commettre en fait de chemin de fer plus d'extravagances que la Compagnie du Grand Tronc n'en a commises dans son existence—1062 ; on devrait faire un nouveau timbre jubilaire, la plus grosse dette qui ait été contractée—1064.

M. Taylor—Chaque électeur endosse un billet de \$150 pour le G.T.P.—1070 ; le Grand Tronc Pacifique ne pourra pas fournir assez d'argent pour maintenir le gouvernement au pouvoir—1074 ; les ministres ne sont pas d'accord sur cette question—1078.

M. Casgrain—Ce n'est pas le ministre des chemins de fer qui soumet à la Chambre les modifications au contrat, c'est encore une fois le premier ministre—1079 ; jamais la section Winnipeg-Moncton ne pourra rivaliser avec les voies fluviales—1080 ; où serait le gouvernement si sa commission de transport se prononçait en faveur des voies fluviales ?—1081 ; la politique de l'opposition est l'amélioration et l'extension des canaux et l'outillage des ports—1082 ; la Compagnie du G.T.P. n'a jamais eu l'idée de construire la section-est—1804 ; les \$50,000,000 devraient être dépensés à coloniser les parties connues de la province de Québec—1085 ; l'heure est arrivée de relever les subventions aux provinces—1087 ; pourquoi ne pas construire le chemin de fer de la rive sud, le chemin de fer de Matane, de New-Carlisle à Gaspé ?—1088 ; le projet du gouvernement est d'ordre politique et n'est pas d'ordre commercial—1090 ; jugement dans la cause de la Compagnie de wagons et de fonderie d'Ontario vs Farewell—1092.

M. Lemieux—Sa déclaration relative à la proximité des élections a été faite en particulier ; ce n'était pas un secret gouvernemental—1095 ; les conservateurs n'ont sûrement pas participé à la conspiration du silence—1095 ; M. Casgrain est le chef conservateur de la province de Québec—1096 ; au comté des chemins de fer, M. Casgrain a exigé que la compagnie s'engage à construire la section est—1098 ; article de l' "Événement"—1098 ; le gouvernement libéral a été le premier à accorder une subvention pour un chemin de fer dans Gaspé—1099 ; la province de Québec fait sa part pour les chemins de colonisation—1101 ; le C. P.R. a coûté à la province de Québec \$75,000,000 pour sa part—1101 ; sir Sandford Fleming est favorable au projet, discours à Toronto—1102 ; conférence du Dr Bell—1103 ; la Chambre a de tout temps accordé des prolongations de délai pour les travaux de chemin de fer—1105 ; le matériel roulant doit être acheté et non loué—1106 ; la cause Farewell dit que si un syndicat louait du matériel roulant au G.T.P., ce matériel serait grevé de première hypothèque en faveur du gouvernement du Canada—1108 ; le Pacifique Canadien a assez confiance dans le transport du blé par voie ferrée pour avoir dépen-

BILLS—Suite.

M. Lemieux—*Suite.*

sé 10 millions à l'achat d'une flotte qui ne porte que cela et est desservie uniquement par sa ligne—1112 ; le Grand Tronc Pacifique sera la plus grande réclame du Canada—1113 ; le chemin de fer du lac Saint-Jean a été moins dérangé par la neige que les autres lignes du Canada—1113 ; il ne faut pas mépriser tout ce qui est matière de sentiment—1114 ; Voilà la route de l'Asie !—1114.

M. Daniel—C'est le Pacifique Canadien qui a fait le Canada ce qu'il est aujourd'hui—1116 ; l'Intercolonial prolongé jusqu'à l'ouest pourrait devenir une entreprise lucrative—1118 ; le tronçon de l'est devrait partir d'Edmundston, descendre la vallée de la rivière Saint-Jean et aboutir à Saint-Jean, N.-B.—1120 ; l'excuse de l'incapacité des gouvernements précédents n'est pas suffisante—1124 ; deux ports seulement en 1903 ont exporté plus que Saint-Jean, c'est Montréal et Niagara-Falls, \$65,000,000, \$18,000,000, \$15,364,735—1125 ; les électeurs vont balayer le parti libéral comme une toile d'araignée—1126.

M. Gourley—Le chemin de fer est le chemin de colonisation moderne—1128 ; le gouvernement a commis une erreur en reliant son chemin de fer à celui du Grand Tronc qui, depuis 40 ans est l'ennemi du Canada—1129 ; un siège de député vaut cinquante fois mieux qu'une place de juge—1130 ; il faudrait \$4,000,000 de subventions de chemin de fer pour la Nouvelle-Ecosse—1132 ; le chemin de fer devrait passer sur les bords fertiles de la Baie d'Hudson—1133 ; le tracé devrait être de la rivière Saguenay, au sud de la Baie James et ensuite au nord du lac Winnipeg—1133 ; ce qui manque au Canada, c'est la profondeur—1134 ; si nous n'adoptons pas la politique de Chamberlain, il faudra conquérir des débouchés par l'épée—1134 ; le chiffre de la dépense importe peu si la voie est vraiment nationale—1135 ; sir Sandford Fleming est opposé au projet du gouvernement, explication—1137 ; la ligne projetée contribuera à l'agrandissement et à la richesse de Québec—1139 ; le Grand Tronc Pacifique sera pour Québec ce que le Pacifique Canadien a été pour Montréal—1139 ; le Transcanada était le chemin de fer qu'on aurait dû construire—1141 ; il faut absolument construire la section Québec-Moncton—1142 ; le Grand Tronc a été généreux, il n'a demandé que \$30,000,000 ou \$40,000,000, il aurait pu demander cent millions—1144 ; les députés des provinces maritimes et le ministre des Chemins de fer vont être balayés aux élections générales—1145.

M. Lavergne (A.)—M. Osler est effrayé de Portland et pourtant il combat la construction de la section-est—1168 ; la route de Québec est plus courte que celle de North Bay et Toronto—1169 ; les conservateurs dans Québec ont dénigré l'ouest—1171 ; ce qui est utile à une partie du Canada est utile au Canada tout entier—1173.

BILLS—Suite.

M. Clancy—Les orateurs du gouvernement ont exploité les appétits locaux—1179 ; sir Sandford Fleming n'a aucune notion des questions de transport—1180 ; l'Inter-colonial peut lutter avec avantage contre le C.P.R. et le G.T.R.—1181 ; l'aide donnée autrefois au C.P.R. ne justifie pas les concessions actuelles au G.T.P.—1186 ; M. Emmerson en faveur de la nationalisation des chemins de fer—1197.

M. Lancaster—L'opposition ne conteste pas la nécessité du chemin de fer—1213 ; depuis 1896, il n'y a plus de parti libéral en Canada—1219.

M. Cowan—M. Haggart ne sait pas encore s'il est pour ou contre la nationalisation des chemins de fer—1252 ; le chef de l'opposition prêche un chemin de fer en huit chaînons—1254 ; la "Canadian Gazette" de Londres, dirigée par E. Skinner, un des directeurs du C.P.R. a demandé au public de ne pas mettre un sou dans le G.T.P. sous prétexte que l'ouest ne vaudrait jamais rien—1255 ; la construction du Northern Pacific, deuxième transcontinental par les E.-U., les analogies—1257 ; le Pacifique Canadien voulait vendre la ligne du lac Supérieur pour utiliser son embranchement de Sudbury au Sault Ste-Marie, puis rejoindre Moose-Jaw, d'un côté et Duluth de l'autre—1266 ; M. Osler, directeur du C.P.R. ne craint pas de voter et de parler en Chambre pour les intérêts de sa compagnie—1264 ; ceux que M. Osler appelle des charlatans sont des citoyens honorables—1266 ; M. Osler dans son entreprise du chemin de fer de Qu'Appelle a reçu quinze millions pour une entreprise qui n'en coûtait que six—1266 ; le chef de l'opposition a fait une déclaration fautive en disant que le memorandum de M. Blair était déjà publié—1269 ; document a été volé par une employé public—1270 ; le rapport de la réunion des actionnaires du Grand Tronc exploité par l'opposition, n'est pas officiel et a été préparé par un salarié de M. Osler—1271 ; sous les conservateurs le C.P.R. faisait circuler à son bénéfice ses trains sur les voies de l'Intercolonial—1276 ; sir John Macdonald s'est prononcé contre l'exploitation des chemins de fer par l'Etat—1278.

M. Porter—Le Grand Tronc Pacifique et l'éléphant de Kipling—1281 ; le patriotisme du Grand Tronc Pacifique se mesurera aux dollars dans sa caisse—1286 ; texte du memorandum Blair au Conseil privé—1295 ; Ontario ne sera pas sur le parcours du G.T.P. projeté par le gouvernement—1306 ; Ontario ne retirera rien—1308.

Incident du document Blair.

M. Borden (R. L.)—L'édition révisée des Débats comporte une correction et ne dit pas que ce document a été "publié"—1312 ; le document n'a pas été communiqué par un membre du service civil—1312 ; M. Osler n'est pas mêlé à la publication du rapport sténographique de l'assemblée des actionnaires du G.T.R.—1314 ; les déclarations d'un homme public sur des questions d'intérêt général ne peuvent pas être confidentielles—1319.

BILLS—Suite.

Laurier (sir W.)—Le chef de l'opposition a exploité contre le gouvernement un rapport d'assemblée non révisé—1316 ; personne n'accepterait la responsabilité des paroles qu'on lui prête, s'il n'a pas pu vérifier l'exactitude du compte rendu des délibérations—1317 ; le document cité est un document volé—1318 ; le document était marqué personnel et confidentiel—1318.

Hon. Fielding—Celui qui a en sa possession un objet volé est tenu d'en indiquer la provenance—1319.

M. Casgrain—En 1873 et 1874 des documents ont été volés et malicieusement exploités—1321.

Reprise du débat sur la résolution.

M. Oliver—Entre le projet du gouvernement et la motion du chef de l'opposition, il y a la différence entre une action définie et du verbiage—1323 ; abstraction faite de l'Irlande, le Canada est le pays qui proportionnellement a envoyé le plus d'immigrants aux Etats-Unis—1324 ; la guerre faite au projet est menée uniquement dans l'intérêt du C.P.R.—1325 ; en 1875 le gouvernement libéral fut renversé pour avoir voulu la construction du C.P.R. par l'Etat—1326 ; la politique du gouvernement est de développer le Canada en détruisant les monopoles—1330.

M. Pope—Regimber n'est pas prouver son indépendance—1331 ; c'est le premier ministre lui-même qui a appelé cette région celle du pin des rochers—1334 ; les bases du projet ont été jetées dans le voyage du premier ministre au couronnement du Roi—1337 ; le prolongement sur Québec du projet primitif est l'œuvre d'un lot d'aventuriers—1337 ; nul chemin de fer qui n'appartient pas à l'Etat n'a droit au titre de grande route nationale—1340 ; l'exemple des Etats-Unis montre que la multiplicité des réseaux ferrés n'amène pas la réduction des tarifs—1342.

M. Roche (W.)—Le coût total de la ligne ne pourra pas dépasser \$120,000,000—1351 ; toutes les sociétés ne sont pas basées sur une égale contribution du capital souscrit—1352 ; Ontario devrait donner l'exemple des sacrifices qu'impose l'intégrité de notre territoire—1356 ; article du "Globe" sur la neige et le chemin de fer du lac Saint-Jean—1359 ; les conclusions de sir Sanford Fleming dans "Build up Canada"—1362 ; toutes les provinces bénéficieront de l'entreprise—1366.

M. Roche (W. J.)—On a demandé à M. Blair d'écrire la lettre condamnant le contre-projet du chef de l'opposition—1377 ; énumération des questions posées au sujet des explorations—1379 ; le gouvernement aura les mains liées pendant cinquante ans—1385 ; le contrat ne donne pas au gouvernement plus de pouvoir relativement aux tarifs qu'il n'en a avec l'acte des chemins de fer—1386 ; on ne peut prouver que le parti conservateur est opposé à la construction d'un deuxième transcontinental—1387 ; l'opposition est prête à soumettre au verdict du peuple son projet et celui du gouvernement—1394.

BILLS—Suite.

- M. Sinclair—Toutes les opinions citées par le chef de l'opposition exprimées par des experts en matière de chemin de fer, affirment que l'entreprise réussira—1396; il n'y a pas de raison pour que Winnipeg ne devienne le point de distribution du poisson de la Nouvelle-Ecosse—1398; le trafic local est le plus rémunérateur pour un chemin de fer; l'intercolonial conservera son trafic local—1400; si jamais réseau de l'Etat fut exploité pour des fins politiques, ce fut l'I.C.R. sous les 18 ans de régime conservateur—1402; les bardeaux électoraux de Moncton—1402.
- M. Pringle—Le danger de la suppression du privilège de transit n'existe pas. Il est favorable aux Américains—1406; opinions—1407; dans la région septentrionale du tracé il y a de la glace été et hiver—1410; le transport du grain par chemin de fer est une impossibilité réelle et absolue tant qu'on peut l'effectuer par eau—1410; 1,200 ouvriers de Cornwall sont sans ouvrage à cause des importations qui se font sous le couvert du tarif différentiel—1413; le Canada a fait plus que les Etats-Unis au sujet du développement des chemins de fer—1416; la nationalisation en Belgique, opinion de M. Jean—1418; opinion du "Farmers Sun" sur les deux politiques—1422.
- M. Smith (Ralph)—L'opinion individuelle d'un député doit être réglée par l'opinion générale du public qu'il représente—1425; deux oublis dans le contrat: commencement simultané des travaux sur le Pacifique et aux autres endroits, régularisation de la main-d'œuvre, pas de Chinois ni Japonais—1426; les conservateurs de la Colombie-Anglaise sont pour le Transcontinental, citations "Colonist", "Advertiser"—1429, 1430; d'après leur actes passés les conservateurs ne peuvent pas être sincèrement pour la nationalisation des voies ferrées—1432; la nationalisation doit commencer dans les municipalités, puis les provinces, puis la confédération—1433; les consommateurs du Kootenay ont regagné en avantages de tarif et de réglementation du prix du charbon la subvention qui a été payée à la compagnie du chemin de fer de la Passe du Nid-de-Corbeau—1434; le gouvernement libéral est le premier qui en 1897 ait appliqué le principe du contrôle des compagnies de chemin de fer—1436.
- M. Henderson—Un pays peut produire des roses et pas de blé—1442; il existe des causes politiques pour cette construction—1444; le plan du chef de l'opposition n'a pas été fait à un point de vue provincial—1453.
- M. Wilmot—La conduite subséquente de M. Blair n'a pas affaibli la force de son discours—1454; M. Blair était trop dangereux pour être laissé en liberté—1458; le chemin de fer dans le Nouveau-Brunswick devrait descendre par la vallée de la rivière Saint-Jean, jusqu'à Frédéricton, puis vers Moncton par un embranchement à Chipman—1460; les électeurs vont disperser aux quatre vents du ciel le projet du gouvernement—1461.

BILLS—Suite.

- M. Kemp—Le gouvernement avait fait tous ses préparatifs de campagne au commencement de 1903—1487; lettre fantaisiste suggérée à sir Rivers Wilson—1490; on aurait dû raisonnablement aider le projet primitif du Grand Tronc de North Bay au Pacifique—1492; le G.T.R. va construire un embranchement de Winnipeg à Port-Arthur. On transportera au fond des lacs les produits du N.-O.; c'est là qu'on ira les chercher pour les conduire par eau jusqu'à la mer—1496; le peuple du Manitoba retire des avantages du Canadian Northern parce que les taux à payer ont été inscrits au contrat—1498; tableau du progrès de nos voies ferrées depuis 1879—1500; les directeurs du Grand Tronc Pacifique devront être des Canadiens et résider en Canada—1501.
- M. Hughes (J. J.)—La clause relative à l'obligation par le G.T.P. de transporter les marchandises jusqu'aux ports canadiens et à destination finale au même prix que par les ports américains va plus loin que la demande Fowler qui exigeait seulement l'égalité de prix jusqu'au littoral—1503; les obligations du G.T.P. et du G.T.R. représentent \$200,000,000, celles du gouvernement, me montent pas à \$20,000,000—1508; tous les calculs d'intérêt de M. Osler sont inexacts—1513.
- M. Lefurgey—Coût de l'abaissement des rampes, citation—1516; Edward Farrar favorise la route des lacs, article "Canadian Magazine"—1523; M. Willison dans le "News" approuve le projet Borden—1524; résolution de certains électeurs d'Alberta-ouest pour le prolongement de l'Intercolonial—1526; statistique des réseaux d'Etat et des réseaux particuliers dans différents Etats—1541; capital réel et fictif des diverses compagnies de chemin de fer—1542; illégalité des transactions de stock de chemin de fer—1543; comparaison des dépenses des réseaux d'Etat et réseaux particuliers—1548; le Grand Tronc Pacifique est le mausolée du gouvernement libéral—1552.
- M. Thomson (T. I.)—Au point de vue financier, la construction du Pacifique Canadien a été une belle opération—1553; si le Grand Tronc Pacifique peut transporter du grain à bon marché, les ports d'Ontario sur les lacs en souffriront—1555; avec les obligations au pair à 3 p.c., le coût du chemin sera de \$155,750,000 et à 3 p. c., à 90 cts. dans le dollar, le coût sera de \$171,000,000, estimation Borden, détail—1558; la construction du chemin de fer représente 36 wagons portant 10 tonnes d'or chacun—1558.
- M. Barker—La question de nationalisation des chemins de fer, pour l'opposition, est une question libre—1569; si le Grand Tronc avait demandé une subvention pour une ligne de North Bay au Pacifique, alors on aurait pu lui interdire d'envoyer le trafic à Portland—1571; pourquoi les études ont-elles été faites par le département de l'Intérieur et pas par celui des Chemins de fer?—1573; un chemin de fer qui est obligé de ramener ses wagons à vide n'est pas né viable—1579; la Com-

BILLS—Suite.M. Barker—*Suite.*

pagnie du G.T.P. pourra commencer ses opérations avec \$100,000 souscrits—1585 ; le bill privé de M. McCarthy—1585 ; en supposant les actions au pair, les changements du contrat supplémentaire comportent une augmentation de dépenses de \$4,635,000—1591 ; il n'y aura pas de prime sûrement sur les obligations auxquelles le gouvernement s'engage de faire honneur au pair—1597 ; les trois gérants des trois compagnies particulières existant au Canada contrôlent 16,821 milles de voie ferrée et une armée d'employés. C'est un danger pour l'Etat—1610.

M. Puttee—Nous sommes envahis par des citoyens des Etats-Unis qui viennent occuper les meilleurs emplois—1615 ; protestation de la fédération canadienne des ingénieurs—1618 ; l'amendement Borden ne comporte pas clairement le régime des chemins de fer par l'Etat—1622.

M. Alcorn—D'après M. Todd, le gouvernement aurait dû faire sanctionner par le parlement l'arrangement supplémentaire avant de le signer et de le laisser soumettre aux actionnaires du G.T.P.—1625 ; le gouvernement aurait dû attendre l'opinion de la commission de transport—1630 ; la province d'Ontario n'a pas d'intérêt à ce chemin de fer—1633 ; extraits de toutes les brochures soumises au parlement sur le terrain parcouru dans le tracé Winnipeg-Québec—1635 à 1644.

Laurier (sir W.)—Les citations ne sont que des accessoires des débats parlementaires—1646 ; la Chambre a déjà été convoquée en dehors du temps ordinaire, en 1880 pour ratifier le contrat du Pacifique—1647 ; le gouvernement n'a pas atténué la rigueur du contrat—1648 ; le contrat est indivisible—1648 ; l'opposition n'a pas su exprimer une seule idée générale—1648 ; l'amendement Borden a été conçu pour inspirer les plus belles espérances aux actionnaires et aux directeurs du Pacifique Canadien—1649 ; l'opposition avoue d'avance que si le Grand Tronc va de l'ouest à North Bay, le trafic ira aux ports américains, c'est ce que le gouvernement veut empêcher—1652 ; en 1887, le peuple réussit par la force à créer de la concurrence au Pacifique Canadien par le Northern Pacific et fit baisser les tarifs—1653 ; les marchandises, provenant d'une ville américaine, doivent être transportées sous le pavillon des Etats-Unis pour jouir des privilèges de transit sur le chemin de fer du Canada Atlantique—1657 ; le gouvernement canadien ne pourrait pas utiliser des vaisseaux enregistrés américains et perdrait tout ce trafic s'il achetait le Canada Atlantique—1658 ; correspondance avec les autorités américaines—1688 ; le prolongement de l'Intercolonial serait l'augmentation inévitable de la dette publique—1660 ; la politique du gouvernement triomphera, le peuple l'approuve—1661 ; c'est le parti au pouvoir il y a cinquante ans qui a fait le terminus du G.T.R. à Portland—1661 ; la politique d'un chemin de fer national, allant d'un océan à l'autre, entièrement en territoire

BILLS—Suite.Laurier (sir W.)—*Suite.*

canadien est celle par laquelle le gouvernement libéral triomphera ou tombera—1662.

M. Bell (C.-A.)—L'opposition a présenté une masse imposante d'arguments—1663 ; jamais depuis que le Canada est devenu une nation la loyauté du peuple canadien n'a pu être mise en doute—1667 ; du moment que l'honorable premier ministre et sa majorité ne sont plus là pour le supporter, le projet ne tient pas debout—1667 ; la Chambre préférerait des preuves aux grandes phrases—1669 ; la province de la Nouvelle-Ecosse possède à elle un chemin de fer qu'elle ne vendrait à aucun prix—1671 ; le gouvernement aurait dû s'adresser au Canadian Northern pour faire bâtir le Transcontinental—1673.

Amendement Borden rejeté : 61 pour, 116 contre—1676.

Motion pour que la Chambre se forme en comité adoptée. Vote : 115 pour, 62 contre ; changement de vote, M. Puttee—1676.

En comité sur les résolutions—1696.

M. Borden (R. L.)—Discussion poétique 1699 ; en achetant le Canada Atlantique, on pourrait conserver les services d'une compagnie de navigation indépendante—1700 ; si l'Intercolonial était prolongé jusqu'à la Baie Georgienne le peuple aurait le patriotisme de voir qu'on lui donne le trafic—1701 ; l'opposition avait le droit de communiquer à la Chambre le compte rendu de l'assemblée des actionnaires du Grand Tronc—1703 ; publication de documents confidentiels relatifs au ministère des Postes par le gouvernement Laurier—1706 ; les tempéraments sont aigris à l'heure actuelle—1724 ; une allusion aux affaires personnelles d'un membre de la Chambre est déplacée—1724 le Grand Tronc n'est pas partie au contrat et ne peut pas être lié par le contrat quant au port où devront être dirigées les expéditions—1742 ; le contrat ignore entièrement les provinces maritimes—1745.

M. Bennett—On veut forcer la main à Ontario et l'obliger à accepter une entreprise qui bénéficiera aux autres provinces—1728 ; pendant la dernière saison de navigation on a transporté des Grands Lacs à Québec du grain à 3 cents le minot, croit-on que ce grain ira par le G. T.P. ?—1733.

Hon. Fielding—Le Grand Tronc n'aura pas à l'égard du Grand Tronc Pacifique d'autres pouvoirs que ceux que le contrat lui confère comme à tout le public—1751 ; lorsqu'une route sera indiquée le G.T.P. devra s'y conformer ; s'il n'y a rien de désigné, il n'a pas le pouvoir de s'arranger avec le G.T.R. ou de se laisser commander, il doit envoyer par les ports canadiens—1751 ; tout le monde a applaudi quand M. Northrup avait la franchise de déclarer qu'on devrait laisser simplement le Grand Tronc Pacifique bâtir de North Bay à Winnipeg—1760.

BILLS—Suite.

Hon. Fitzpatrick—Rien dans le rapport de la réunion des actionnaires du G.T.P. ne dit que la compagnie abandonne la ligne Winnipeg-Québec—1731 ; la compagnie qui a transporté du grain à 3 cents le minot de Duluth à Québec a fait faillite—1733 ; la ligne Winnipeg-Port-Arthur-Midland-Montréal sera la route préférée de la saison de navigation—1734 ; si nous avons en hiver une ligne courte de Winnipeg à Québec pourquoi ne l'utilisera-t-on pas—1734 ; nous voulons aider les cultivateurs de l'ouest, nous leur assurons le même prix de transport pas nos voies que par les voies américaines, pourquoi ne pas compter sur leur patriotisme—1736 ; 75 p.c. du grain a une destination désignée, 25 p.c. n'a pas de désignation—1736.

M. Fowler—Le premier ministre a treize collègues, et devrait faire une enquête pour savoir lequel a perdu la copie du memorandum Blair qui a été publiée—1721.

Hon. Haggart—Le fait de porter la mention confidentielle ou d'avoir été lu en conseil privé ne crée pas un obstacle à la publication d'un document—1712 ; l'intérêt public demandait la publication de ce document—1713 ; c'est le principe sur lequel on a livré au public les correspondances relatives à l'administration des postes ainsi qu'il ressort des déclarations de sir W. Mulock, mais on les a tronquées—1714.

M. Hughes (S.)—Le premier ministre devrait retirer le bill—1683 ; pour être vraiment national, un chemin de fer doit appartenir à l'Etat—1684 ; ceux qui ont machiné le projet connaissaient l'impeccable honnêteté du premier ministre—1685 ; tant que la division de l'est ne sera pas construite, le gouvernement restera entièrement à la merci du Grand Tronc Pacifique—1686 ; dans quelques années tout le trafic des Etats américains de l'ouest passera par des routes canadiennes pour atteindre nos propres ports maritimes—1687 ; la partie de la ligne entre Québec et Moncton est parfaitement inutile—1689 ; opinions Emmerson, Logan et Wade, au sujet des conditions à imposer pour assurer l'envoi du fret par les ports canadiens—1694, 1695 ; Portland est de 150 milles plus près de Québec qu'aucun port canadien—1697.

Laurier (sir W.)—Si M. Blair voulait faire publier son memorandum confidentiel, il devrait demander l'autorisation au Gouverneur général—1710 ; dans sa lettre d'adieu à ses électeurs M. Blair a catégoriquement condamné le plan alternatif de M. Borden, texte de la lettre—1711 ; Todd sur les délibérations du conseil—1717 ; il y a grande différence entre une lettre confidentielle et une communication au conseil faite sous la foi du serment—1728 ; n'a jamais voulu insulter M. Osler en le comparant aux richards dont parle Walter Scott—1795 ; un peu de métaphore doit être permis dans la discussion—1725.

M. Lefurgey—Lecture du rapport de l'assemblée des actionnaires du G.T.P.—1763 à 1791.

BILLS—Suite.

Résolution rapportée, lue seconde fois et adoptée—1792.

Présentation et première lecture du bill basé sur les résolutions—1792.

Laurier (sir W.)—propose la deuxième lecture—1796.

M. Borden (R. L.)—dit qu'il n'a pas pu avoir un exemplaire du bill pour l'étudier—1796.

Motion retirée—1796.

Laurier (Sir W.)—Présente une motion pour donner préséance au bill n° 72 pour amender la loi relative au Transcontinental National. Adoptée—2022.

2e lecture proposée par sir Wilfrid Laurier—2029.

M. Clarke—Le gouvernement se trouve dans une position humiliante faute d'avoir refusé au G.T.R. d'établir des communications avec l'ouest par les moyens proposés au début—2030 ; tous les avis exprimés étaient favorables au projet primitif—2032 ; M. Wade réclame pour lui l'honneur d'avoir obtenu le Transcontinental jusqu'à Moncton, il veut rabaisser son chef—2035 ; le rapport de M. Macoun confirme celui du père Albnel quant à l'éclusion des roses dans les régions septentrionales—2039 ; MM. Wainwright et Morse ne sont pas des ascètes—2042 ; si le G.T.P. n'a pas fait le dépôt en numérique ou en valeurs canadiennes, c'est que cela l'accommodait mieux—2043 ; résumé des concessions—2043 ; il est injuste d'établir une comparaison entre le coût du G.T.P. et celui du C.P.R.—2046 ; l'erreur de M. Fleming en 1879—2050 ; on a voulu donner à entendre que le chef de l'opposition trahissait les Provinces maritimes—2052 ; M. Russell, il y a trois ans, favorisait l'acquisition du Canada Atlantique par l'Intercolonial, citations—2058 ; M. Emmerson a prêché le prolongement de l'Intercolonial vers l'ouest et la nationalisation des chemins de fer—2062 ; le discours de l'honorable M. Ross à la législature d'Ontario, indique que le Grand Tronc veut alimenter du trafic de l'ouest les ports des grands lacs et pas le Grand Tronc Pacifique—2064 ; les marchandises à destination de l'ouest qui seront reçues à Portland par le G.T.R. ne voyageront pas par le G.T.P.—2068 ; les citoyens d'Ontario ne comprennent pas quelle part ils peuvent retirer de cet arrangement—2070 ; la ligne-mère ne sera d'aucun profit pour Toronto—2071 ; nous voulons que l'Intercolonial pénètre dans tous les centres d'Ontario—2072 ; amendement proposé : que tout le projet devrait d'abord être soumis au peuple quant à la valeur du projet et à la question de propriété par l'Etat—2074.

Imbroglia relatif à la demande de vote nominal—2075.

Vote sur l'amendement Clarke : pour, 47 ; contre, 36. Amendement rejeté, 2082.

M. Bell (A. C.)—Une population de six millions pourrait se contenter de moins de trois continentaux—2083 ; le coût du Grand Tronc Pacifique est équivalent

BILLS—Suite.M. Bell (A. C.)—*Suite.*

aux trois quarts de toutes les dettes du Canada, provinciales et fédérale, accumulées depuis cent ans—2084 ; le privilège de transit est plus profitable aux Américains qu'aux Canadiens—2085 ; le cultivateur de l'ouest n'est plus aussi pressé de vendre son grain—2086 ; il est inutile de se hâter de coloniser la région du nord—2088 ; aucune compagnie indépendante ne pourrait transporter le grain aussi bon marché que l'Intercolonial—2091 ; avec le nouvel arrangement les gens du Nouveau-Brunswick et de l'Île du Prince-Edouard se demandent ce qu'il y a à gagner pour eux—2096.

M. Richardson—Il n'y aura qu'une voix dans le pays pour répudier le projet du gouvernement—2100 ; on aurait dû accorder la charte demandée primitivement par le Grand Tronc et donner des subventions raisonnables—2101.

M. Bennett—Le gouvernement compte sur la force brutale de sa majorité de Québec—2108 ; si l'on adopte le projet du gouvernement cela voudra dire qu'on a jeté à l'eau des millions dépensés à Port-Colborne—2113.

M. Taylor—Arrangements quant au moment de prendre le vote—2130.

M. Lavell—L'article 3 prévoit que le bail n'entrera en vigueur qu'à l'achèvement complet de la partie est ; d'ici-là le gouvernement peut, sans consulter la chambre, changer de tout au tout la face du contrat en laissant exploiter la section Winnipeg-North Bay—2160.

M. Armstrong—L'abandon du projet du Transcontinental immortaliserait les noms des ministres—2167.

M. Lennox—L'entreprise une fois complétée reviendra à \$200,000,000—2169 ; on empêche le ministre des Chemins de fer d'ouvrir la bouche au sujet du projet—2172 ; quant au privilège de transit le Canada n'a qu'à s'affirmer pour en assurer le maintien—2176 ; aucune compagnie n'a d'intérêts aussi diamétralement opposés à ceux du Canada que le chemin de fer du Grand Tronc—2176.

M. Osler—L'expression "monied men and owned man" n'est pas encore fameuse, elle figure dans des lettres inédites de sir Walter Scott parues dans le "Century Magazine" de 1903—2182 ; c'était un service public de faire connaître le compte rendu de la séance des actionnaires du G. T.P. à Londres—2184 ; pas un des directeurs du Pacifique n'est mercenaire de qui que ce soit—2184 ; l'épithète de "faiseurs" ne s'appliquait pas personnellement aux directeurs du Grand Tronc Pacifique—2186 ; le projet s'il est adopté dans son entier sera d'un énorme avantage à la Compagnie du Pacifique Canadien qui fera les transports de matériaux—2189.

M. Kaulbach—Des chemins de fer locaux en Nouvelle-Ecosse seraient bien plus profitables que le Grand Tronc Pacifique—2194.

BILLS—Suite.

Motion Laurier pour deuxième lecture adoptée, vote : 99 pour, 55 contre. Deuxième lecture—2200.

En comité, sur l'Annexe au Bill, d'abord—2207.

Article 1er—(Prolongation de délai)—2210.

M. Barker—(Incident Laurier) Ergoteries et chicanes—2250.

M. Bell—900 milles de chemin peuvent être bâtis en une année—2290.

M. Bennett—On peut construire la ligne dans la section des prairies à raison de 3 ou 4 milles par jour—2254.

Hon. Fitzpatrick—Le C.P.R. avait dix ans de délai pour construire—2213 ; pas un mille de chemin ne peut être construit sans que les plans aient été déposés au bureau du ministre des Chemins de fer—2213 ; la responsabilité du gouvernement ne commence qu'après le parachèvement du chemin de fer, celle du G.T.P. commence aussitôt les travaux commencés—2214 ; le G.T.P. sera une ligne de première ordre et plus longue à construire que le C.P.R.—2225 ; le contrat sera interprété d'après ses propres expressions et non d'après le sens que sir Charles Rivers Wilson y attachera—2230 ; la compagnie ne remplirait pas son contrat si elle achetait un chemin de fer tout construit comme le Canadian Northern—2238.

M. Ingram—Nul député, soit de la droite, soit de la gauche ne saurait révoquer en doute les aptitudes de M. Blair—2282.

Laurier (sir W.)—Quant au délai de construction le gouvernement a préféré insister sur le dépôt de garantie et relâcher ses rigueurs au sujet du délai—2221 ; le G. T.R. ne pourra pas employer le travail des coolies, comme le fit le C.P.R.—2221 ; lorsque l'opposition présenta une motion demandant des explorations pour le Pacifique Canadien, c'est parce que le tracé allait passer en pays étranger—2261 ; si les levés que fait actuellement le Grand Tronc à l'est de Winnipeg peuvent être utilisés par le gouvernement, il n'y aura pas de raison pour que le coût n'en soit remboursé—2270.

M. Pope—Le Canadian Northern lui-même n'a pas tenu ses engagements ni poussé ses travaux aussi vite que l'on comptait—2242.

M. Puttee—Il est faux de poser en principe que les grèves sont indépendantes de l'action des compagnies—2240.

M. Robinson (J.)—Certains conservateurs sont dégoûtés des attaches de parti—2299.

M. Roche (W. J.)—Le C.P.R. n'a pas mis 5 ans à construire sa ligne dans les prairies et les facilités étaient moindres, pourquoi étendre le délai?—2211 ; on se sert d'une carte approximative pour tromper les électeurs des prairies et faire croire à tous que le chemin de fer passera à leur portée—2275 ; les ingénieurs sont la risée de la population de l'Ouest—2277.

Article 1er adopté—2300.

BILLS—Suite.

Article 2—Remboursement anticipé du dé-pôt—2304 ; pas d'opposition—Adopté—2323.

Article 3—Location possible des parties construites—2355.—laissé en suspens—2355.

M. Bennett—Plusieurs députés de la province d'Ontario, ainsi que le ministre des Douanes et le ministre des Postes sont hostiles au projet—2354.

M. Borden (R. L.)—Quand M. Northrup a exprimé ses sympathies pour la ligne North Bay, Winnipeg, il ne parlait que pour lui-même—2344.

M. Barker—Le Grand-Tronc-Pacifique pourra faire construire l'embranchement North Bay Winnipeg et le louer pour rien pendant 7 ans—2328 ; avec le projet primitivement demandé par le G.-T.-P., il n'aurait jamais eu pour construire cette section une subvention équivalente à celle qu'il reçoit par cet arrangement—2328 ; la compagnie peut exiger qu'on lui loue, on ne peut pas la forcer à louer—2348.

Hon. Fielding—Le gouvernement garde en sa main la marche de la construction de la section est, c'est à lui de la pousser pour forcer le G.-T.-P. à exploiter toute la ligne—2337.

Hon. Fitzpatrick—Le G.-T.-P. ne peut pas être forcé de louer une section de la partie est avant que tout soit complété—2325 ; il serait toujours facile de ne pas achever une section plus vite que l'autre pour échapper à l'obligation de louer fractionnellement—2346.

Article 4—Changement dans la garantie du gouvernement—2356.

M. Barker—L'élimination du maximum pour la section de montagne porte une grave atteinte aux obligations du pays—2356 ; l'année dernière, on ne parlait pas de parfaire les obligations—2366 ; le gouvernement ne peut pas justifier ses actes en s'appuyant sur les folies de ses prédécesseurs—2369.

Hon. Fielding—N'a jamais dit que la ligne entière pourrait être construite pour \$14,000,000 ni pour \$15,000,000—2363 ; \$13,000,000 représentent ce que ça va nous coûter pour retirer un bénéfice de la construction du chemin—2363.

Laurier (sir W.)—Le gouvernement en évaluant à \$40,000 par mille le coût de la section de montagne englobe dans cette somme l'intérêt à 3 p.c.—2437.

M. Lennox—Evalue à \$8,333,334 l'augmentation à payer provenant des changements opérés dans le contrat—2404.

M. Northrup—Le ministre des Finances a déclaré qu'en versant 8 millions entre les mains d'un syndicat, nous pouvions nous décharger de toute obligation—2359 ; le gouvernement prend à sa charge une augmentation de £6,000,000—2360.

Hon. Paterson—Si le gouvernement construisait lui-même la section ouest, nous aurions \$1,500,000 de plus à payer par année—2431 ; d'après le plan du gouvernement l'obligation du peuple cesse à l'expiration des sept ans—2413.

BILLS—Suite.

Article 4 adopté—2448.

Article 5—Obligation pour le gouvernement de parfaire la différence entre la valeur nominale et le montant réalisé—2450 ; adopté, 2466.

Articles 6 et 7—Confiscation et vente après cinq années d'arrérages—2467 ; adopté—2477.

Article 8—Retournée en possession de la compagnie une fois l'intérêt payé—2478 ; adopté—2478 ; date du contrat discutée—2483.

Article 9—Permettant au Grand Tronc de disposer de la moitié de ses \$25,000,000 d'obligations du G.T.P.—2484.

M. Borden (R. L.)—Les annales parlementaires ne contiennent pas trace d'une volte-face semblable—2486 ; le ministre des Finances a déclaré que le maintien intégral des actions dans la caisse du Grand Tronc était la sauvegarde de l'entreprise—2489 ; M. Blair prétend que les titres surélevés ou majorés doivent augmenter les prix de transport—2500 ; si le Grand Tronc reculait devant le contrat, pourquoi ne pas s'être adressé à une autre compagnie—2502 ; le Grand Tronc n'est pas partie au contrat ; il peut garantir les obligations, mais cela ne le soumet à aucune des stipulations du contrat—2621.

M. Davis—Avant que le temps d'expédition des grains soit arrivé la navigation fluviale est close—2514 ; le commerce des bestiaux ne se fait pas par canaux—2514 ; si le Pacifique vendait le tronçon du lac Supérieur comme proposé par M. Borden, son trafic venant de l'extrême ouest s'écoulerait aux Etats-Unis—2515 ; si l'opposition réussissait, le Pacifique serait encore une fois victorieux—2517 ; l'ouest veut une concurrence sérieuse au Pacifique—2521 ; aux Etats-Unis, on ne tient pas compte du capital actions des compagnies pour déterminer les tarifs—2522.

Hon. Fielding—L'année dernière l'opposition disait que le maintien intégral des actions était un plan d'agiotage—2495 ; les amendements sont présentés purement parce que la compagnie du Grand-Tronc refuse d'accepter le contrat de l'année dernière—2496 ; aucun danger de surcapitalisation ne peut surgir dans cette entreprise. Le gouvernement a le droit illimité de réglementer les tarifs—2498 ; le contrat actuel tout en ne donnant pas satisfaction aussi entière que celui de l'année dernière est excellent et dépourvu des vices des autres contrats—2499.

Hon. Fitzpatrick—La compagnie a le droit de disposer de la moitié des actions ordinaires qu'elle était tenue par son contrat de prendre, mais elle est toujours obligée d'en posséder un nombre suffisant pour lui assurer la prépondérance. Comme il y a \$45,000,000 d'actions ordinaires, elle devra en garder environ \$23,000,000—2485.

BILLS—Suite.

- Hon. Haggart—La compagnie du Grand-Tronc pourrait faire acheter les actions par des tiers et pourtant se faire déléguer le pouvoir de voter, c'est-à-dire de diriger, aux termes du contrat—2550.
- M. Heyd—Le Grand-Tronc aura plus d'intérêt à transporter le blé de Winnipeg à Saint-Jean, N.-B., par le G.-T.-P., que de Winnipeg à Portland *via* North-Bay, 1835 milles *vs* 1973 milles—2568; tout ce qui est entaché de municipalisation semble voué à la déconfiture—2573.
- M. Hughes—La possession des actions par le Grand-Tronc est une garantie que cette compagnie-là passera toujours en premier lieu et le Grand-Tronc-Pacifique en second lieu—2558.
- Laurier (sir W.)—Le gouvernement pouvait confier la direction du Transcontinental à trois compagnies. Il a choisi le Grand-Tronc, la plus ancienne du Canada—2503; si les concessions accordées sont légitimes on ne peut pas dire que le gouvernement se fait faire la loi par le Grand-Tronc—2504; à quoi cela pouvait-il servir d'obliger la compagnie à garder ces actions inertes dans ses caisses, du moment où l'on continue à l'obliger de conserver le contrôle de la direction—2505; il faut bien que la compagnie du Grand-Tronc qui finance l'entreprise se procure les capitaux nécessaires à sa réalisation—2506.
- Hon. Tarte—N'a plus d'aspirations nationales—2535; si l'on se base sur la carte, les chemins de fer canadiens, au lieu d'aller de l'est à l'ouest devraient aller du nord au sud—2535; erreur de sir G. E. Cartier en 1849—2535; le gouvernement n'est pas hostile au développement des voies fluviales—2536; le Grand-Tronc est tenu d'avoir le contrôle financier du Grand-Tronc-Pacifique il est donc de son intérêt que cette entreprise réussisse—2538; le Pacifique-Canadien a bien été obligé dans son intérêt de développer Saint-Jean, N.-B., quand il avait déjà Boston comme terminus sur l'Atlantique—2539.
- M. McCreary—Les chemins de fer en hiver peuvent se charger de blé à un taux bien plus rémunérateur pour les cultivateurs que s'il leur faut garder leur grain tout l'hiver et payer les frais d'emmagasinage, d'assurance et d'intérêt—2545.
- M. Northrup—Ce n'est pas la compagnie du Grand-Tronc-Pacifique qui a demandé les modifications au contrat concernant le droit de vente des actions—2634; tant qu'il n'est pas prouvé qu'il y avait lieu de faire les modifications, il y a lieu de se demander si elles sont oui ou non légitimes—2636; les directeurs du Grand-Tronc-Pacifique étaient satisfaits—2638; on aurait dû stipuler que les fonds provenant de la vente des actions devraient tous être appliqués au Grand-Tronc-Pacifique—2641; pour la réglementation des tarifs on doit considérer non seulement les intérêts du peuple, mais aussi ceux des actionnaires, sinon nous ne trouverons personne pour souscrire à nos entreprises—2642; le matériel roulant d'une compagnie ne peut pas constituer un actif réel—2648.

BILLS—Suite.

- Hon. Tarte—Les maîtresses préoccupations du Grand-Tronc ne seront pas pour le G.-T.-P. mais pour ses anciennes lignes—2508; sir G. E. Cartier a poussé les citoyens de Montréal à donner des subventions au G.T.R. pour atteindre Portland—2508; la concurrence du nouveau canal de l'Erié et des débouchés du golfe du Mexique sera formidable—2510; le seul moyen de soutenir la concurrence des Américains est de marcher sur leurs brisées—2511; construisons le chemin, mais complétons cette mesure par l'amélioration des voies fluviales—2524; le nord-ouest est aujourd'hui mieux pourvu de chemins de fer qu'aucune autre section du pays—2528; avec la nationalisation, le gouvernement ne pourrait réduire les tarifs sans ruiner les autres compagnies—2532; serait surpris si avant de mourir il apprenait que le Grand-Tronc-Pacifique paie 3 p. c. d'intérêt—2534; en hiver, le commerce n'ira pas à Québec—2534.
- Article 9 de l'annexe adopté—2662.
- Article 10 (de l'annexe) (donnant à la Compagnie du G.T.P. droit de passage sur la section est si le gouvernement reprend possession à l'expiration du bail) et article 11 (obligeant le gouvernement à acquérir les embranchements construits, déduction faite des subventions payées suivant le cas)—2662.
- M. Borden (R. L.)—Si l'Intercolonial n'est pas soumis aux restrictions qu'impose la loi des chemins de fer, il ne peut pas profiter des privilèges de passage que celle-ci confère—2669.
- Hon. Fitzpatrick—La compagnie est propriétaire absolue de la division de l'ouest et l'Etat a la pleine propriété de la division de l'est et de l'Intercolonial. Le gouvernement obtient à perpétuité des droits de parcours sur la division de l'ouest. La compagnie obtient des droits égaux sur l'Intercolonial. Sur le réseau intermédiaire, le gouvernement se réserve des droits en faveur de l'Intercolonial pendant la durée du bail. Le bail expiré, si l'Etat entre de nouveau en possession de sa propriété, la compagnie aura sur la division de l'est les mêmes droits que sur l'Intercolonial—2675; la compagnie va construire trois embranchements: l'un à partir d'un point sur la division de l'est jusqu'à Port-Arthur ou Port-William, ou un autre endroit dans cette région; un autre à partir d'un point sur la division de l'est jusqu'à North-Bay; et le troisième à partir d'un point sur la division de l'est jusqu'à Montréal—2689.
- M. Osler—L'Etat devrait stipuler qu'il aura le droit de se servir des installations terminus s'il prend à sa charge et exploite la section de l'est—2674.
- Articles 11, 12, 13, 14 et 15 de l'annexe adoptés—2690.
- En comité sur le Bill—2691.
- Article I discuté—2691.
- M. Borden (R. L.)—Propose d'ajouter au préambule du contrat "sujet aux dispositions de l'Acte Transcontinental (de l'année dernière), et de cet acte", adopté—2692.

BILLS—Suite.

Discussion sans ordre, tous les articles sont lus, avis de divers amendements sont donnés—2694 à 2707.

M. Morin—Le tracé officiel est défectueux car il traverse les Alleganhs, ce qui sera coûteux—2700 ; il vaut mieux un trajet plus long mais plus facile—2700 ; si le gouvernement veut faire passer ce chemin de fer à l'est du pont de Québec, on lui montrera la route—2702.

Reprise du comité—2986.

Incident du compte rendu de l'assemblée des actionnaires du G.T.P.

M. Borden (R. L.)—Lit une déclaration solennelle de M. J. Watson, sténographe, attestant l'authenticité du compte rendu—2987.

Incident du "Canada".

M. Borden (R. L.)—Se plaint que le "Canada" ait dit qu'il était tombé dans un piège en soumettant ses amendements au ministre de la Justice—2988.

Dénégations ministérielles—2988.

Article 1er du bill pris en comité—2986.

M. Barker—Propose un amendement pour déterminer la priorité d'hypothèque du gouvernement quant au matériel roulant, même s'il est pris à bail—2990.

Hon. Fielding—Si demain la compagnie nous disait, voilà notre interprétation du contrat et si vous ne l'acceptez pas nous n'irons pas plus loin, nous n'aurions qu'une chose à faire qui serait de saisir le cautionnement de \$5,000,000—3001.

Hon. Fitzpatrick—La compagnie est tenue de nous fournir un titre absolument liquide pour que nous prenions première hypothèque—2992 ; elle doit tenir son outillage à un titre qui lui permette de nous donner première hypothèque—3003.

M. Borden (R. L.)—Le gouvernement aurait dû écrire à M. Hays pour savoir comment il interprétait le contrat—3008.

Laurier (sir W.)—A notre interprétation du contrat on nous oppose simplement l'interprétation des autorités du G.T.P.—3000 ; il ne serait pas à propos pour le gouvernement de demander au Grand Tronc son interprétation du contrat—3009 ; si la compagnie se procure du matériel en plus des \$20,000,000 prescrits, elle pourra le louer s'il lui plaît—3013.

Amendement Barker renvoyé, vote 25 oui, 41 non.

M. Barker—Propose un autre amendement prescrivant que la Compagnie du G.T.R. sera tenue en toute circonstance de payer un bail de 3 p.c. de la valeur réelle des parties utilisées au cas où elle se servirait de certaines parties de la division est avant l'achèvement complet—3019 ; d'après le contrat tel que rédigé le G.T.P. pourrait utiliser ces chaînons sans payer un sou pendant 7 ans—3022 ; la clause dit : louer à des conditions pas plus onéreuses que le bail général qui exempté de paiement pour 7 ans—3022.

BILLS—Suite.

Laurier (sir W.)—Le contrat dit formellement que le bail sera réglé par entente, il ne peut pas être question de gratuité—3031 ; le terme pas plus onéreux veut dire proportionnellement à 3 p.c. du coût total, réparti sur 47 ans au lieu de sur 50 ans—3031 ; si on ne peut pas s'accorder, il n'y aura pas de bail—3031.

Amendement Barker rejeté—3039.

M. Borden (R. L.)—Propose en amendement que les frais d'exploitation ne puissent pas inclure le loyer de matériel roulant—3039.

Amendement Borden rejeté sans discussion—3039.

M. Clarke—Propose en amendement que les taux pour le transport entre les points canadiens sur la ligne ne dépassent pas les taux entre ces mêmes points par une ligne non entièrement canadienne comprenant une partie du réseau du G.T.R.—3040 ; le trafic interprovincial constituera pour longtemps le gros trafic de la nouvelle ligne il ne faut pas qu'il y ait différence de tarif—3041 ; c'est la seule méthode de protéger le transport par les routes canadiennes—3041.

Hon. Fielding—La loi des chemins de fer contrôle ce cas, si elle ne contrôle pas les tarifs d'entier parcours—3042 ; si l'on faisait une clause de ce genre elle devrait s'appliquer à toutes les compagnies atterrissant deux points canadiens par des voies différentes, canadienne ou mi-partie américaine—3042 ; si nous voulions modifier ce contrat d'une façon essentielle, il faudrait réunir les actionnaires encore une fois, on ne peut pas mettre le contrat en péril pour ce qui est réglé par la loi générale—3046.

Hon. Fitzpatrick—Le contrat établit que pour ce qui est de la section de l'est, les tarifs et péages sont sujets à l'approbation de la commission des chemins de fer—3047.

Amendement Clarke rejeté—3048.

Article 1er du Bill adopté—3048.

Laurier (sir W.)—Donne avis qu'il proposera que le nombre des commissaires pour la construction soit de 4 au lieu de 3—3048.

Article 2, en comité—3059.

M. Borden (R. L.)—Demande d'ajouter "sujet et conformément aux dispositions de l'Acte du Transcontinental et du présent acte," adopté—3061 ; article 2 en suspens—3061.

M. Borden (R. L.)—Demande la correspondance relative à l'emploi des ingénieurs étrangers sur les travaux du Transcontinental—3061 ; sur demande de sir W. Mulock la question reste en suspens quelques instants—3062.

Article 3, en comité (traités autorisés entre la compagnie du Grand-Tronc et celle du G.-T.-P.)—3062.

BILLS—Suite.

- M. Blanchet—L'opposition dit que l'affaire du Grand-Tronc-Pacifique est si mauvaise, alors qui achètera les actions si le Grand-Tronc ne les achète pas?—3099 ; il faut bien autoriser le Grand-Tronc à les acheter—3099 ; elle les achètera au même taux que le public—3099.
- *M. Blain—Propose en amendement que toute convention de cette sorte soit assujettie à l'approbation du Gouverneur en conseil et que copie certifiée doive être déposée au secrétariat d'Etat—5063 ; le siège social du G.T.R. est en Angleterre et le Grand-Tronc-Pacifique pourrait y envoyer des représentants qui concluent des arrangements à l'insu du gouvernement—5063.
- Hon. Fitzpatrick—L'article en question permet au Grand-Tronc-Pacifique de passer ses obligations au Grand-Tronc pour que celui-ci l'aide à trouver de l'argent—3064 ; de ce fait le G.T.R. assume de nouvelles obligations—3064 ; il est cependant à propos d'accepter que copie des arrangements intervenus figure au secrétariat d'Etat—3065 ; quant à l'approbation antérieure, elle est inutile—3065.
- Sous-amendement Fitzpatrick adopté relatif à la publicité des traités—3100.
- Les ingénieurs étrangers travaillant au Canada :
- Mulock (Sir W.)—La plainte communiquée au gouvernement au sujet de l'emploi d'ingénieurs étrangers ne vise pas seulement le G.T.R., mais aussi le C.P.R.—3104 ; liste envoyée à M. Hays, le 19 avril—3104 ; deuxième lettre à M. Hays, 26 avril—3105 ; réponse confidentielle de M. Hays au premier ministre disant que 96 p.c. des ingénieurs sont canadiens et seulement 3 ou 3½ p.c. américains—3106 ; troisième lettre à M. Hays, 3 mai 1904—3107 ; quatrième lettre à M. Hays, 9 mai—3108 ; réponse de M. Hays, 12 mai—3109 ; réponse de M. Mulock à M. Hays, 12 mai, se plaignant du manque de diligence—3110 ; M. Hays dit qu'il n'y a eu qu'une légère violation de la loi mais cela suffit pour condamner son action—3112 ; si la loi est impuissante, il faut la réformer—3112 ; il faut que la compagnie soit bien avertie dès l'origine de l'esprit canadien qui va présider à ces travaux—3113 ; le gouvernement n'a eu rien à faire jusqu'à présent avec ces explorations—3129.
- M. Clarke—La présence d'ingénieurs américains est connue en Canada depuis un an—3113 ; le gouvernement ne s'est décidé à agir que sous un feu roulant d'interpellations—3113 ; le ministre a été dans toute cette correspondance traité de la façon la plus humiliante par tout le personnel du Grand Tronc—3114 ; les Canadiens sont employés seulement comme bûcherons, lettre Martin—3116 ; circulaires aux ministres par M. Griffith, secrétaire de la Fédération des Ingénieurs du Canada—3117 à 3123 ; le département du Travail ne s'est certainement pas montré digne de la confiance des travailleurs canadiens—3125 ; l'opposition a fait tout son devoir, interpellations successives—3134.

BILLS—Suite.

- M. Borden (R. L.)—Si le gouvernement n'eût pas été en termes aussi intimes avec le Grand Tronc, il y a longtemps que ces ingénieurs seraient expulsés—3137.
- Hon. Fielding—Le gouvernement ne se servira des travaux faits par le G.T.P. que s'ils sont utiles—3141 ; il ne les a pas commandés—3141.
- M. Smith (Ralph)—Il n'y a pas une compagnie en Canada qui ait importé autant de travailleurs étrangers que le Pacifique Canadien—3145 ; on devrait décréter par une loi générale que, dans l'exécution des entreprises subventionnées par le trésor public, les travailleurs canadiens auront la préférence sur les étrangers—3146.
- Tupper (sir C. H.)—M. Ralph Smith ne représente pas les ouvriers—3149 ; le gouvernement espère que justice sera rendue, mais il n'ose pas agir—3151.
- M. Kendall—Après que nous avons fait au gouvernement des remontrances au sujet de la présence d'Américains dans les aciéries de Sydney, le gouvernement a agi, pas un Américain n'y travaille aujourd'hui—3152.
- M. Oliver—Si nous n'avons pas tous les ingénieurs qu'il nous faut, nous devons en chercher au dehors—3156.
- M. Morin—Quand les Etats-Unis ont besoin d'un bon ingénieur, ils vont le chercher en Allemagne ou en Angleterre—3157.
- M. Puttee—Est en faveur d'une loi générale contre l'embauchage d'ouvriers à l'étranger—3157.
- Article 3 en comité, permettant au Grand Tronc Pacifique de donner à la Compagnie du Grand Tronc en paiement de l'aide ou garantie qu'elle pourra recevoir d'elle, des parts de son capital-actions—3166.
- M. Bell—Propose en amendement que pour chaque part livrée à la Compagnie du Grand Tronc, il en soit livré 3 au gouvernement pour son assistance—3167 ; la part d'assistance du Grand-Tronc est minime, celle du gouvernement est énorme—3168 ; la proportion indiquée est celle qui incombe au gouvernement dans l'association—3169 ; si le Grand Tronc ne peut pas remplir ses obligations, il se retire et tout est dit—3169 ; ce capital action ainsi livré mettra la direction du Grand Tronc Pacifique aux mains de ses ennemis les plus implacables—3172.
- M. Borden (R. L.)—Il n'y aurait aucun mal que le chemin de fer fût régi par le gouvernement—3184 ; on nous dit que ce contrat est définitif, qui nous l'assure—3184 ; le gouvernement canadien est encore beaucoup plus que le G.T.R. intéressé à mener à bien l'affaire du Grand Tronc Pacifique—3198.
- M. Hughes (S.)—Quand bien même le Grand Tronc laisserait les marchandises se rendre à Québec, il ne les conduirait pas moins à Portland qui est de 200 milles plus près de Québec que les ports de provinces maritimes—3190.

BILLS—Suite.

M. Maclean—Les Etats-Unis vont mettre la main sur le Grand Tronc et le Grand Tronc Pacifique, c'est aussi certain que le soleil existe—3188 ; le gouvernement devrait acheter le Grand Tronc ; pour \$50,000,000 on pourrait aujourd'hui acquérir le capital-actions du G.T.R.—3192.

Hon. Sifton—On sait très bien que le gouvernement aurait préféré que le contrat fût resté tel qu'il avait été signé primitivement—3177 ; le Grand-Tronc se porte garant sur \$25,000,000 d'obligations représentant le quart du coût du chemin, obligations portant 2e hypothèque, si l'entreprise ne réussit pas, il ne sera pas débarrassé de cette obligation, il lui faudra payer, voilà où est son intérêt que l'entreprise soit menée à bonne fin et soit payante—3178 ; les grandes dépenses commenceront avec l'exploitation—3179 ; c'est le Grand-Tronc qui devra fournir cet argent, le Grand-Tronc-Pacifique n'aura pas de crédit, il ne pourra placer ses obligations que par le secours du Grand-Tronc—3179 ; le Grand-Tronc a déjà fourni les \$5,000,000 de dépôt—3179 ; les transports de l'ouest iront de Winnipeg à Québec par le Grand-Tronc-Pacifique, plutôt que de Winnipeg à l'ancienne ligne du Grand-Tronc parce que la nouvelle ligne sera meilleure et meilleur marché—3182 ; on ne peut pas prétendre que le Grand-Tronc porteur d'obligations et d'actions aura intérêt à mettre le Grand-Tronc-Pacifique en faillite—3182 ; si le gouvernement devait recevoir 3 actions contre le G.T.R., une, celui-ci dirait prenez tout et l'on aurait un chemin de fer régi par l'Etat, ce que nous ne voulons pas—3183.

Amendement Bell rejeté—3192.

Article 3, adopté—3192.

Discussion générale, en comité—3192.

M. Roche (W. J.)—Propose en amendement au Bill que la section des prairies soit commencée immédiatement et terminée dans le délai de quatre ans—3198 ; on ne nous donne comme garante de la prompte construction que l'intérêt égoïste de la compagnie—3193 ; toute la droite a demandé la construction immédiate—3195 ; dans tout le reste du contrat la section des prairies et celle des montagnes sont traitées séparément—3196.

Hon. Fitzpatrick—Le gouvernement tient que la construction de la ligne de Winnipeg au Pacifique se fasse en un bloc, aussi ne veut-il pas faire de distinction dans les conditions, c'est la seule façon d'engager la compagnie à compléter le tout avant le délai fixé—3198.

M. Oliver—L'opposition qui jusqu'alors prétendait qu'il n'y avait pas besoin de précipiter la construction est bien pressée maintenant—3212 ; ce qui s'est fait pour le succès de cette entreprise s'est fait en dépit des députés conservateurs, ceux de l'ouest comme les autres—3214 ; ce sont les retards de la session et la morte saison dans laquelle le contrat a été signé l'année dernière qui ont empêché de le mettre à exécution tel quel—3214 ; on veut faire le même jeu cette année, pour sauver encore le Pacifique Canadien—3214.

BILLS—Suite.

M. Maclean—Le meilleur moyen de venir en aide à l'ouest serait d'avoir le courage de forcer le Pacifique à montrer ses livres—3205 ; le Transcontinental n'est pas la solution du problème des transports. Ce sera un monument élevé à M. Laurier, et voilà tout—3208 ; le gouvernement pourrait louer le Grand Tronc pour 99 ans à \$1 de loyer par année à condition de prendre charge de toutes ses obligations—3229 ; MM. Hays et Shaughnessey travaillent dans l'intérêt des Américains—3231.

M. Scott—Le premier effet de l'adoption de l'amendement serait de retarder tous les travaux d'un an ; il faudrait renvoyer le contrat en Europe pour être ratifié—3223.

Amendement rejeté—3236.

Article 4 laissé en suspens—3237.

Articles 5 et 6 adoptés—3238.

Article 7, obligation pour le G.T.R. de garantir les obligations du G.T.P. pour l'achèvement de la ligne de l'Ouest et de prendre \$24,900,000 d'actions du G.T.P., en comité—3239.

M. Alcorn—Propose en amendement que ni le G.T.R. ni le G.T.P. ne devront faire d'effort pour détourner le trafic des ports canadiens, sinon le gouvernement ne sera pas tenu à ses obligations—3244 ; article du "Boston Advertiser" disant que la Nouvelle-Angleterre n'est pas alarmée—3242.

Hon. Fitzpatrick—Le Grand Tronc détendra la majorité des actions du G.T.P. qu'il aura payées, y a-t-il du bon sens à dire qu'il voudra le ruiner—3245.

Amendement rejeté—3246.

M. Clancy—Propose en amendement que le gouvernement ait le droit d'inspecter les livres de la Compagnie du Grand Tronc—3246 ; le Grand Tronc est le maître du Grand Tronc Pacifique, il peut mettre à son gré celui-ci hors d'état de payer le loyer et les intérêts pour le forcer à mettre à effet la garantie du gouvernement ou obtenir les délais prévus—3247.

Hon. Fitzpatrick—L'inspection des livres est prévue par l'acte spécial du G.T.P. et aussi par l'acte général des chemins de fer—3249 ; un arrangement pour la répartition des profits ne peut pas se conclure entre le G.T.R. et le G.T.P. sans l'intervention de la commission des chemins de fer—3252 ; chacune des lignes est obligée de soumettre ses tarifs à la commission—3253.

Amendement rejeté—3258.

M. Blain—Propose en amendement que notwithstanding toute disposition du contrat nouveau le montant de l'intérêt que le gouvernement devra payer pour les sept ans ne devra pas dépasser ce qu'il était d'après le premier arrangement—3262 ; les changements introduits comportent une augmentation de 6 millions de dollars dans l'intérêt à payer par le gouvernement, qu'est-ce que le Grand Tronc Pacifique donne de plus?—3264 ; le gouvernement ne remplit pas son devoir en obligeant pas le ministre des Chemins de fer à donner lui-même des explications sur les changements introduits dans le contrat primitif—3265.

BILLS—Suite.

M. Bennett—M. Wade a fait savoir que dans toute distribution d'argent les Provinces maritimes devraient avoir leur part—3268; le gouvernement s'incline devant le moindre désir du Grand Tronc—3270.

M. Roche (Wm)—Proteste contre l'insulte de M. Bennett qui a dit qu'il était un inconnu en dehors de son baïllage, sa réputation est honorable, aussi bonne et aussi répandue que celle de n'importe quel autre député—3275; si la Nouvelle-Ecosse approuve le projet c'est parce qu'il sera à l'avantage du Canada tout entier—3276.

M. Wade—N'a jamais dit que sa province attendait de l'argent, mais a déclaré que dans toute entreprise nationale elle voulait participer et que s'il s'agissait d'un transcontinental les provinces maritimes voulaient le terminus—3270; l'année dernière c'est le Nouveau-Brunswick que les conservateurs dénigraient, cette année, c'est la Nouvelle-Ecosse—3272; ces provinces ont foi dans l'entreprise, leurs intérêts doivent être protégés—3273.

Amendement rejeté—3276.

M. Northrup—Propose en amendement que les actions libérées du G.T.P. acquises par le Grand Tronc soient engagées et transférées à la Confédération canadienne en garantie de l'exécution des contrats respectifs du G.T.P. et du G.T.R.—3276.

Hon. Fitzpatrick—Le G.T.R. a besoin de toucher les fonds de ces obligations pour couvrir ceux qu'elle fournira au G.T.P. pour les travaux de terminus et autres—3280.

Amendement rejeté—3285.

Avis de motion.

M. Bennett—Annonce, à propos de la location par la commission de certains tronçons de voie au cours de la construction, qu'il proposera que chaque bail soit approuvé par l'exécutif et que copie en soit déposé au secrétariat d'Etat—3285.

Hon. Fielding—En substance l'amendement est légitime, il sera étudié—3286.

M. Sproule—Propose en amendement que si en aucun temps le gouvernement a raison de croire que la répartition des recettes entre les deux compagnies n'est pas régulière, la situation pourra être éclaircie par arbitres ou par la commission des chemins de fer—3286; pourquoi fait-on perdre du temps à 214 députés du peuple, s'il est impossible de changer une seule ligne du contrat—3287.

Hon. Fielding—La loi des chemins de fer couvre la difficulté—3290; au cas où il y aurait contestation si le trafic passait en partie par voie fluviale, il vaudrait mieux amender la loi générale des chemins de fer pour pourvoir au règlement équitable de la répartition—3291.

Amendement Sproule rejeté—3296.

M. Kemp—Propose que le G.T.P. au lieu de payer un loyer fixe de 3 p.c. sur la partie est paie un loyer qui ne sera pas moindre que l'intérêt payé par le gouvernement sur l'argent emprunté pour la construction—3296; le gouvernement a dû faire de nouvelles concessions parce que le

BILLS—Suite.

M. Kemp—Suite.

prix de l'argent a monté et que le G.T.P. n'a pas pu financer, le prix peut monter encore, il est important de ne pas laisser l'intérêt fixe pendant 50 ans—3297; une différence de un quart pour cent dans l'intérêt de l'argent, causerait pour les 40 ans une différence de \$7,500,000—3298; la Compagnie du Grand Tronc a grand désir de faire l'affaire et en passera par là—3298.

Hon. Fielding—Il y a tout autant de chance que le prix de l'argent baisse encore et alors le bénéfice de \$7,500,000 sera pour nous—3299.

Amendement rejeté—3300.

M. Earle—Propose en amendement qu'aucun entrepreneur ne puisse employer de travailleurs chinois—3300.

Hon. Fielding—L'amendement va trop loin ou pas assez; il est inutile de spécifier les Chinois quand une loi spéciale leur prohibe virtuellement l'entrée au Canada, tant qu'à stipuler quelque chose ce serait qu'aucun travailleur étranger ne soit employé aux travaux—3302.

M. Macpherson—M. Earle est bienvenu à présenter une motion de ce genre; quand il a construit le chemin de fer de Nainaimo à Esquimalt avec des subsides du gouvernement il a employé des Chinois, par troupes—3305; maintenant qu'il n'y a plus de danger que les Chinois viennent à cause de la taxe de \$500 imposée par les libéraux, il fait le rigide—3306; voudrait une loi pour empêcher l'emploi de n'importe quelle espèce d'étranger—3307.

M. Puttee—Maintenant que les Chinois ne peuvent plus venir, il n'y a pas de danger d'employer ceux qui sont au pays—3310; c'est faire croire qu'il y a toujours une question chinoise, tandis qu'elle est réglée—3310.

M. Smith (Ralph)—Il est connu dans toute la Colombie-Anglaise que quand M. Earle importait des Chinois, c'était pour des travaux subventionnés du gouvernement—3311; il faut une loi générale—3312.

Amendement rejeté—3317.

Avis de motion par M. Clare, que sur la 3e lecture il proposera un amendement relatif à la main-d'œuvre étrangère—3309.

M. Porter—Propose en amendement que la Compagnie du Grand Tronc se rende responsable de l'exécution par le Grand Tronc Pacifique de tous ses engagements tant que cette compagnie sera sous son contrôle—3317.

Amendement rejeté—3318.

M. Pringle—Propose en amendement que la Compagnie du G.T.R. ne puisse se servir à son avantage que des obligations du G.T.P. qu'elle aura acquises au comptant et au pair, tant que toutes les conditions ne seront pas remplies—3319; c'était l'opinion du gouvernement l'année dernière, il n'a pas de raison pour en avoir changé—3223.

Amendement laissé en suspens—3331.

BILLS—Suite.

Hon. Haggart—Propose en amendement que le droit de confiscation pur et simple de prise de possession et de vente soit rétabli comme dans le contrat primitif—3331.

Amendement rejeté—3334.

M. Casgrain—Propose en amendement que la majorité des directeurs de la Compagnie du G.T.P. y compris le président, sera composée de sujets britanniques—3336.

Amendement laissé en suspens—3336.

Avis de deux amendements par M. R. L. Borden, l'un pour permettre au gouvernement de choisir les embranchements dont il voudra se servir; l'autre pour donner pendant 50 ans au gouvernement le droit de circulation sur la section de l'ouest, s'il juge bon d'exploiter la section est à l'expiration du bail—3338.

Laurier (sir W.)—Présente une résolution pour fixer le nombre des commissaires à 4 au lieu de 3 prise en comité—3328; il importe que toutes les parties du pays soient représentées—3338; Provinces maritimes, Québec, Ontario, Ouest, auront un représentant—3339.

Résolution rapportée, lue une deuxième fois, adoptée, renvoyée au comité général—3340.

Amendement Casgrain repris pour que la majorité des directeurs soient sujets britanniques, résidant en Canada.

Hon. Fitzpatrick—Le gouvernement a décidé de modifier la loi générale de façon à ce que cette obligation soit commune à tous les chemins de fer du Canada—3351.

M. Barker—Une loi générale de ce genre pourrait être une gêne pour certaines compagnies, pourquoi ne pas l'appliquer directement au Transcontinental—3356.

M. Casgrain—On a bien imposé déjà cette obligation spécialement au C.P.R., pourquoi ne pas l'imposer spécialement au Transcontinental—3351.

Hon. Fielding—Cette disposition peut être aussi utile pour une petite ligne que pour une grande—3354.

M. Kemp—On avait promis que cette disposition ferait partie du contrat spécial—3353; nous n'avons au Canada que deux grandes compagnies pour lesquelles ce soit nécessaire—3353.

M. Sproule—Il n'est pas convenable d'appliquer cette disposition à toutes les compagnies de chemin de fer—3358; quelquefois, la masse des capitaux consacrés à la construction des chemins de fer a été versée par des capitalistes américains et les recettes sont la propriété de ces capitalistes; on ne peut pas leur enlever la direction—3359; bien que le Pacifique Canadien soit d'intérêt public au Canada, il n'en est pas moins vrai qu'une partie de son réseau se trouve aux États-Unis—3359.

Amendement Casgrain rejeté—3360.

M. Lavell—Propose en amendement que si à l'expiration du bail de la partie est le G.T.P. décide de ne pas exploiter la ligne principale, mais seulement quelques embranchements, le gouvernement aura le premier choix sur les embranchements

BILLS—Suite.

Lavell—Suite.

qu'il lui plaira de conserver—3361; à l'expiration du bail, il importe que le gouvernement ait à sa disposition d'autres raccordements que ceux dont le Grand Tronc Pacifique n'aurait plus besoin—3362; le G.T.P. aura toujours droit de circulation sur le Transcontinental, où en serait le gouvernement s'il conservait aussi pour lui seul toutes les lignes nourricières—3362.

Hon. Fielding—Dans cinquante ans, il n'y aura pas un seul embranchement improductif dans cette région—3364.

Hon. Fitzpatrick—Actuellement la compagnie n'a que trois embranchements qu'elle peut construire, Lac Supérieur, North Bay, Montréal, quand elle demandera l'autorisation pour de nouveaux embranchements on pourra mettre une condition—3363.

M. Morin—Il se construira des embranchements pour l'exploitation forestière qui ne vaudront plus rien, une fois le bois coupé; faudra-t-il les acheter comme le Drummond—3366.

Amendement Lavell rejeté—3368.

Protestation Casgrain contre l'absence systématique du ministre des chemins de fer—3368.

M. Casgrain—Chaque fois que le bill vient en discussion le ministre des chemins de fer s'absente—3369; MM. Macaulay, Mills, Todd sur la division de l'exécutif en ministères et son objet—3371; M. Blair était opposé au bill, on lui a demandé de laisser faire un autre ministre. La solution est-elle la même? 3372; M. Emmerson manque de courtoisie envers la Chambre—3374.

Laurier (sir W.)—La division en ministères a pour objet de faciliter l'administration; pour la législation la solidarité est absolue—3375; M. Emmerson est entré en fonctions à la veille de la session il n'eût pas été juste de lui imposer la présentation de cette mesure dont il n'avait pas pu s'imprégner suffisamment—3376; si M. Emmerson n'eût pas approuvé la mesure comme on veut l'insinuer, il aurait fait comme M. Blair et démissionné—3377.

M. Borden (R. L.)—La Chambre a le droit de bénéficier de l'avis et des lumières du ministre des Chemins de fer sur les questions qui lui sont soumises—3378; s'il ne devait pas prendre la défense du projet, pourquoi lui a-t-on laissé signer le contrat?—3379.

M. Robinson (Jabel)—Si j'étais ministre des Chemins de fer aucun membre de l'opposition n'attaquerait le projet que j'ai signé sans que je ne me lève pour le défendre—3380; donne avis d'amendement proposant qu'après dix ans de la signature du contrat, le gouvernement puisse exproprier le G.T.P. en payant les deniers dépensés et résilier le bail—3381.

M. Ganong—Nous n'avons pas encore entendu parler de la démission de l'honorable M. Emmerson mais il ne serait pas surprenant qu'elle fût entre les mains de M. l'Orateur—3383; cette nomination a été une insulte au Nouveau-Brunswick—

BILLS—Suite.Ganong—*Suite.*

3384 ; le ministre a profité de sa position pour satisfaisre de mesquines vengeances—3386.

M. Sproule—M. Emmerson n'a pas prononcé un mot en faveur du projet tant qu'on n'a pas fait miroiter devant lui un porte—3386.

Incident clos—3392.

Amendement Sproule au sujet de la réparation des recettes remis en discussion—3392.

Hon. Fitzpatrick—L'acte des chemins de fer y pourvoit déjà, d'ailleurs cette loi sera complétée pour ne laisser aucun doute—3392.

Amendement Bennett relatif au pouvoir des commissaires de contrôler les taux remis en discussion—3392.

Hon. Fitzpatrick—Propose en substitut un amendement prescrivant que tout bail et contrat sera d'abord approuvé par l'Exécutif—3392.

Amendement Bennett retiré, amendement Fitzpatrick adopté—3392.

M. Borden (R. L.) propose en amendement qu'en cas de plaintes relatives à l'observation du contrat, une enquête immédiate soit faite et rapport en soit soumis au parlement s'il siège, ou dans les dix jours suivant la plus prochaine ouverture afin que celui-ci décide en dernier ressort—3393.

Hon. Fitzpatrick—La loi générale prescrit des enquêtes, mais ne couvre pas le moyen d'utiliser le rapport, le gouvernement va voir s'il amènera la loi générale ou le présent bill—3394.

Amendement rejeté—3394.

Hon. Fitzpatrick—Propose l'addition d'un paragraphe disant que depuis le 8 mars 1904 la compagnie du G.T.R. est autorisée à engager son crédit pour garantir le dépôt prévu au contrat—3394.

Amendement adopté—3394.

Amendement Borden pour donner au gouvernement droit de passage sur la section de l'Ouest après l'expiration du bail de la section est, s'il l'exploite lui-même, remis en discussion—3395.

Amendement rejeté—3395.

Articles 7, 8, 2 adopté—3395.

Hon. Fitzpatrick—Propose en amendement à l'article 9 que les travaux commencent en même temps à Winnipeg, à Québec et à Moncton et à la jonction avec la ligne de North Bay, vers l'ouest et l'est, de façon que les deux sections Winnipeg-Québec et Moncton-Québec soient achevées en même temps—3396 ; cette disposition est introduite à la demande de M. Morin—3396.

M. Morin—Propose en sous-amendement que le tracé traverse les comtés de Lévis et de Dorchester puis suive la rivière Etchemin jusqu'au lac Etchemin et ensuite aille à l'est vers Moncton—3402 ; détails du tracé—3404.

BILLS—Suite.

Hon. Fitzpatrick—Le gouvernement a eu dès le début l'intention de construire la ligne en passant par les comtés signalés dans le sous-amendement—3406 ; si M. Monk a tant envie que ses compatriotes de la province de Québec jouissent des avantages du Transcontinental, il devrait convertir ses amis—3408 ; M. Barker maintient encore que la construction du chemin de fer à l'est de North Bay est absolument inutile—3408 ; l'intention du gouvernement est que la section de l'est puisse être ouverte à l'exploitation au moment où la division de l'Ouest sera construite jusqu'aux Montagnes rocheuses—3409.

Sous amendement Morin rejeté, amendement Fitzpatrick adopté—3411.

Hon. Fitzpatrick—Propose en amendement que le nombre des commissaires soit de 4—3411.

M. Borden (R. L.)—Un quatrième commissaire est inutile, 3 pourraient faire la besogne ; en cas d'égalité de voix, qui décidera ?—3412.

Laurier (sir W.)—Si les commissaires sont divisés, ils n'y aura rien de décidé, ils feront une recommandation au gouvernement ; ils ne peuvent pas accorder d'entreprises pour plus de \$10,000 sans le consentement de l'Exécutif—3420.

M. Reid (J. D.)—La quatrième place va sans doute être donnée à M. Parent, premier ministre de Québec—3412 ; le gouvernement va acheter sa charte de Trans-Canada—3412 ; démenti formel de sir W. Laurier et de l'honorable M. Fitzpatrick, l'honorable M. Parent n'a pas un sou dans la charte du Transcanada—3412.

M. Talbot—Non seulement M. Parent n'est pas dans le Trans-Canada, mais il s'est fait des ennemis de la compagnie parce que il lui refuse des subventions en terres—3417.

Bill rapporté—3422.

Laurier (sir W.) propose la 3e lecture—3425.

Amendement Monk—3425.

M. Monk—Propose en amendement le renvoi au comité pour ajouter clause disant que la section est devra traverser la chaîne des Laurentides à la Baie des Pères en suivant les vallées et parallèlement aux rivières Gatineau, Lièvre, Rouge, Mattawa et Saint-Maurice—3425 ; le tracé doit passer soit sur le versant nord, soit sur le versant sud de la hauteur des terres—3426 ; il vaudrait mieux pour la colonisation construire des lignes de pénétration vers le nord, mais en tout cas, si le chemin doit être construit, il faut qu'il passe au sud de la hauteur des terres—3428.

Laurier (sir W.)—M. Monk s'est constamment opposé au projet, il est conséquent en faisant de son mieux pour le faire avorter à coups d'amendements—3430 ; rien n'est plus facile de tracer une ligne en l'air et de dire aux électeurs de Pontiac, Berthier et l'Assomption, Joliette,

BILLS—Suite.

Laurier (sir W.)—*Suite.*

Maskinongé que si son projet eût été adopté, chacun aurait eu un chemin de fer à sa porte—3430 ; avec un tracé parallèle aux rivières citées par M. Monk, le chemin de fer n'atteindra jamais l'est, il ira au nord—3431 ; c'est un tracé pour le moins tortueux—3431.

Amendement Monk, rejeté : 38 pour, 91 contre—3432.

M. Henderson—Propose en amendement le renvoi au comité pour ajouter clause disant que toutes conventions entre G.T.P. et G.T.R. a propos de garantie et d'échange d'obligations doit être soumis à l'approbation préalable de l'Exécutif—3435.

Amendement Henderson rejeté, même division, 38, 91—3435.

Amendement Pope—3447.

M. Pope—Propose en amendement le renvoi au comité pour ajouter clause disant que pour chaque obligation du G.T.P. attribuée, cédée ou donnée au G.T.R., trois devront être attribuées ou cédées au gouvernement—3447 ; le transport est une fonction de l'Etat—3436 ; le Canada a payé \$39,422,000 de plus que n'ont coûté tous les chemins de fer existant au Canada et ne possède pas un sou d'intérêt—3437 ; nous avons en plus autorisé ces compagnies à nous taxer pour payer des dividendes sur \$400,000,000 d'actions que nous les avons autorisées à émettre—3437 ; état des sommes reçues du Trésor par le Grand Tronc—3437 ; il nous faudrait un réseau national exploité par et pour le peuple—3443 ; sur 51 nations, 41 possèdent et exploitent des voies ferrées—3445 ; si des difficultés surgissent, on peut être sûr que la compagnie s'adressera encore au gouvernement pour de l'aide—3447.

Laurier (sir W.)—M. Pope a plaidé la nationalisation, il s'arrête en chemin dans sa motion que la Chambre a déjà discutée—3447.

Amendement Pope rejeté : 43 pour, 92 contre—3449.

M. Taylor—Propose en amendement le renvoi au comité pour ajouter clause disant que le matériel roulant sera sujet à l'hypothèque de quelque façon que la compagnie se le procure—3449.

Hon. Fitzpatrick—En vertu du contrat, le titre du gouvernement est parfaitement clair—3449.

Amendement Taylor rejeté, même division, 43-92, 3449.

Amendement Sproule—3450.

M. Sproule—Propose le renvoi en amendement le renvoi au comité pour ajouter clause disant que si en aucun temps il s'élève des doutes quant à la répartition des recettes entre G.T.P. et G.T.R., la question sera décidée par arbitres ou par la commission des chemins de fer—3450. Le contrat actuel ne prévoit rien pour un arbitrage de cette nature—3450.

BILLS—Suite.

Hon. Fitzpatrick—Le gouvernement a décidé de modifier la loi générale des chemins de fer à cet effet—3451.

Amendement Sproule rejeté, même division, 43-92—3451.

Amendement Lavell—3453.

M. Lavell propose en amendement le renvoi au comité pour ajouter clause disant qu le gouvernement, à l'expiration du bail, s'il veut exploiter la section est pourra prendre et garder tels embranchements qu'il lui conviendra—3453 ; s'il n'est pas loisible au gouvernement de prendre les embranchements autres que ceux que le G.T.P. voudra bien lui laisser, il peut être exposé à en être réduit à atteindre la côte du lac Supérieur par des lignes parallèles—3452.

Amendement Lavell rejeté, même division, 43-92, 3453.

Amendement Blain—3453.

M. Blain—Propose en amendement le renvoi au comité pour ajouter clause disant qu'en dépit des conventions nouvelles pour la section ouest le montant total d'intérêt que le gouvernement paye sur sa garantie ne pas être augmenté—3453 ; les nouveaux arrangements augmentent l'intérêt pour les sept ans que nous le payons de \$1,200,000—3453.

Amendement Blain rejeté, même division 43-92—3455.

Amendement Ingram—3455.

M. Ingram—Propose le renvoi au comité pour y ajouter clause disant que advenant le cas où le gouvernement à l'expiration du bail de 50 ans prendrait à sa charge l'exploitation de la section est, il aura pour 50 ans droit de traction sur la section ouest et sur tous les embranchements de la section est—3456.

Hon. Fitzpatrick—Demande retrait de l'amendement pour l'étudier—3456.

Amendement retiré—3456.

Amendement Northrup—3457.

M. Northrup—Propose en amendement le renvoi au comité pour ajouter une clause disant que toute plainte se rapportant à l'exécution du contrat devra faire l'objet d'un enquête immédiate par la commission des chemins de fer et que le rapport devra être aussitôt soumis au parlement s'il siège, sinon, dans les dix jours de l'ouverture de la première session suivante—3487.

Hon. Fitzpatrick—Le même but est atteint par l'article 47 de l'acte des Chemins de fer—3457.

Amendement rejeté, même division 43-92—3459.

Amendement Richardson—3459.

M. Richardson—Propose en amendement le renvoi au comité pour ajouter clause disant que le loyer payé par le G.T.P. pour la section-est ne devra pas être inférieur à l'intérêt payé par le gouvernement pour les fonds nécessaires aux travaux de construction—3460.

BILLS—Suite.

Amendement rejeté, même division 43-92—3461.

Amendement Clancy—3461.

M. Clancy—Propose en amendement le renvoi du bill au comité pour ajouter une clause disant que au cas de l'achèvement de la portion de la ligne de l'est jusqu'au raccordement avec l'embranchement du G.T.P. de North Bay à Winnipeg avant l'achèvement total de la section est, cette portion pourra être louée par le G.T.P. en payant un loyer de 3 p. 100 du coût de construction et le gouvernement aura droit de traction sur la partie ainsi louée, en déduction du bail requis—3462; il serait absurde de laisser gratuitement au G.T.P. pendant dix-huit ans l'usage de cette section, 8 ans de construction, dix ans de grâce d'intérêt—3462.

Hon. Fitzpatrick—Le gouvernement veut pousser en même temps la construction sur toute la section est en tous ses points—3464; il veut pouvoir louer au G.T.P. chaque morceau construit—3464; l'opposition veut désigner spécialement et exclusivement la section de Winnipeg à l'embranchement North Bay pour être sûre que le trafic sera dévié vers North Bay et ne prendra pas la direction de Québec—3464; dire que le gouvernement ne veut pas exiger un sou de loyer est une interprétation absurde du contrat—3465.

Amendement Clancy rejeté, même division 43-92—3465.

Amendement Alcorn—3465.

M. Alcorn—Propose en amendement le renvoi au comité pour ajouter clause disant que le gouvernement ne sera pas tenu à l'exécution du contrat tant que le Grand Tronc n'aura pas pris l'engagement de ne pas permettre, conseiller ou encourager le détournement du trafic des ports canadiens—3466; actuellement le Grand Tronc Pacifique seul est lié, le Grand Tronc ne l'est pas—3466.

Hon. Fitzpatrick—Les intérêts des deux compagnies sont identiques, la violation par le G.T.P. de son contrat pourrait amener sa résiliation qui serait la ruine du G.T.R.—3469.

Amendement Alcorn rejeté, même division 43-92—3469.

Amendement Clare.

M. Clare—Propose en amendement le renvoi au comité avec instruction d'ajouter une clause prescrivant que sur les travaux du Transcontinental la préférence sera toujours donnée aux travailleurs britanniques, qu'il sera illégal d'employer des travailleurs pas sujets britanniques ou naturalisés depuis moins d'un an; ces restrictions ne pourront être levées que par ordre en conseil paru à la "Gazette du Travail", des amendes seront imposées recouvrables comme dettes par toute personne qui tentera une action devant juges propres à recouvrer une dette de ce montant—3485; est en faveur du prolongement de l'Intercolonial au Pacifique—3476; M. Clarke a été injustement accusé de prendre par intérêt la défense des ouvriers—3477; jamais il n'a reçu un sou

BILLS—Suite.

M. Clare—Suite.

pour services rendus aux associations ouvrières—3477; il a encouru pour elles la prison—3477; depuis le commencement de la session l'opposition a essayé de faire sentir au gouvernement l'importance de la présence des ingénieurs étrangers sur les levés du G.T.P.—3478; énumération chronologique des questions posées à cet égard par l'opposition—3479; liste du personnel des divisions de Winnipeg et d'Edmonton—3482; proposition faite en 1901 pour une loi protectrice applicable—3483; opposition raisonnée de M. Clarke au projet du gouvernement en 1900—3484; la loi sur la main-d'œuvre étrangère actuelle ne sert qu'à satisfaire des intérêts de parti—3484.

M. Mulock (sir W.)—Le gouvernement a l'intention de présenter une loi complète à cet égard—3486; pourquoi limiter ces excellentes précautions à une seule ligne—3486; au sujet de l'emploi d'étrangers sur les travaux du G.T.P., il y a affirmation d'un côté et négation de l'autre—3487; le gouvernement a décidé d'ouvrir une enquête sur les accusations portées—3487; le juge enquêteur est choisi, juge Winchester—3487; le gouvernement avait déjà introduit une disposition de ce genre pour le contrat de construction du chemin de fer de la Passe du Nid-de-Corbeau—3488; les bons résultats dans ce cas montrent qu'il faut généraliser—3489.

M. Monk—Non-seulement les ouvriers devraient être Canadiens, mais le matériel roulant devrait être construit en Canada—3489; pourquoi ne pas donner ces travaux aux élèves de l'Ecole polytechnique—3490; l'incurie de notre gouvernement fait contraste avec la vigilance américaine—3491; rapport de la commission d'enquête sur l'immigration étrangère au Sénat américain—3491; rapport du commissaire général d'immigration américain pour l'exercice 1903—3492; 70,000 Canadiens-français, par année vont travailler aux Etats-Unis—3492.

M. Bourassa—En empêchant absolument les compagnies de chemin de fer d'employer des ingénieurs étrangers on pourrait les priver des services d'auxiliaires indispensables—3493; l'amendement Clare permet de faire venir des ingénieurs d'Angleterre, d'Ecosse, d'Irlande, d'Australie—3494; il faut protéger la main-d'œuvre canadienne contre la concurrence anglaise aussi bien que contre la concurrence américaine—3494; si nous ne nous limitons pas aux ingénieurs de McGill et de Polytechnique, ayons alors le choix parmi les sommités de tous les pays—3494; l'exemple des Américains ne prouve rien, nous n'avons que faire de leurs statistiques nous devons nous baser sur nos propres lumières—3495; les Américains ont été trop loin dans bien des choses, ne les suivons pas jusque-là—3496.

M. Taylor—Donne lecture du rapport du sous-comité sur le bill Taylor présenté en 1890 pour réglementer le travail étranger—3497; témoignage Wm Wainwright—3498; en 1897 le gouvernement poussa M. Cowan pour reléguer dans l'ombre la proposition Taylor et faire passer un bill

BILLS—Suite.M. Taylor—*Suite.*

sans sanction pénale—3500 ; l'an dernier ce bill inutile a coûté \$44,000 d'application pour résultat nul—3500 ; A. D. J. O'Donoghue agent spécial a coûté \$663 de frais de voyage en sus de ses \$1,000 d'appointements—3501.

M. Macpherson—Le Pacifique Canadien a bien été construit par des Américains et par des Chinois—3502 ; la loi actuelle n'est pas applicable, texte du jugement du juge Duff dans la cause de Downie contre la "Vancouver Engineering Works"—3502 ; la Colombie Anglaise demande une loi complète et générale—3505.

M. Hughes—Le ministre du travail ne devrait pas parler de ce qui est survenu à la Passe du Nid-de-Corbeau—3506 ; cela a été une honte pour le Canada—3506 ; le collège militaire de Kingston forme lui aussi des ingénieurs—3508 ; le Canada fait partie intégrale de l'empire britannique—3508 ; le député de Labelle devra en prendre son parti—3508.

M. Puttee—Le jugement du juge Duff a annulé une partie de l'effet de la loi de 1891, celle qui a trait aux annonces, en détruisant leur équivalence à l'embauchage si elles ne comportent pas l'offre d'emploi—3510 ; les accusations contre M. O'Donoghue sont déshonnêtes, le parti conservateur ne gagne rien à essayer de ternir ce citoyen—3510.

M. Campbell—Le contraste entre la conduite du présent gouvernement et de l'ancien gouvernement à l'égard des ouvriers est frappant—3512 ; pendant des années M. Taylor a été bafoué et rebuté par ses amis quand il tentait de leur faire comprendre le besoin d'écarter les ouvriers étrangers—3512.

M. Clarke—M. Clare en 1901 avait trouvé le véritable moyen de venir en aide au travailleur canadien—3517 ; l'adoption de l'amendement n'est pas incompatible avec le dépôt d'une nouvelle loi du travail—3518 ; exposé des lois des Etats-Unis, New-York, Illinois, Idaho, New-Jersey, Californie—3519 ; la loi pourvoit au cas de nécessité de spécialistes étrangers—3520 ; lorsque M. Taylor du côté conservateur essayait de faire passer une loi de protection de la main-d'œuvre canadienne, jamais, du côté des libéraux, personne ne l'a aidé—3520 ; il n'y a de loi de ce genre dans aucune contrée britannique—3522 ; ce sont des partisans du gouvernement au Sénat qui ont bloqué systématiquement la législation ouvrière, discours de l'honorable M. Scott—3523 ; le gouvernement aurait dû charger M. O'Donoghue ou M. King de faire l'enquête au lieu du juge Winchester—3525 ; le temps presse pour passer une loi, extraits du "Toronto Star" entrevue Basso—3526 ; le "Mail" affaire Sault Sainte-Marie—3527 ; le plus sûr moyen de subvenir au besoin présent est d'adopter l'amendement Clare—3528.

Hon. Fitzpatrick—Aux Etats-Unis, il n'y a que des lois générales, on ne peut pas citer un statut particulier contenant ce que demande M. Clare—3531 ; des plaintes ont été portées contre C.P.R. pour les mêmes motifs, pourquoi ne pas vouloir

BILLS—Suite.Hon. Fitzpatrick—*Suite.*

d'une loi générale—3592 ; la loi que le gouvernement veut passer tiendra compte des droits des compagnies aussi bien que des ouvriers—3592 ; il veut protéger l'ouvrier canadien dans la limite de ses droits—3532.

M. Borden (R. L.)—Quand la législation promise sera soumise à la Chambre la droite se fera un plaisir de l'appuyer si elle répond à ses idées—3534 ; si l'opposition a réussi à amener la présentation de cette loi, elle aura droit à la gratitude des ouvriers—3534.

M. Sproule—Qui dit que la loi qu'on promet ne sera pas aussi inutile que celle qui vient d'être déclarée telle par un juge de la Colombie-Britannique ?—3536.

M. Smith (R.)—Qu'est-ce que ça peut bien faire aux ouvriers canadiens que le G.T.P. n'emploie pas d'ingénieurs américains si le C.P.R. et les compagnies de charbon continuent à employer les ouvriers étrangers—3536 ; le seul remède est dans une loi générale—3537 ; les Etats-Unis avaient créé en 1888 un bureau du travail, les conservateurs ne les ont pas imités, il a fallu l'arrivée des libéraux pour en fonder un au Canada—3537.

M. Smith (E. D.)—Le Canada a donné au monde dans ces 30 dernières années plus d'ingénieurs éminents qu'aucun pays du monde proportionnellement à la population—3539.

M. Johnston (Alex.)—Les conservateurs avouent enfin que pendant 18 ans ils n'ont rien fait pour les ouvriers—3541 ; aucun des mémoires envoyés ne demandait une loi s'appliquant à une compagnie en particulier—3544.

M. Pringle—Lorsqu'une motion a été présentée pour rendre obligatoire l'acquisition au Canada du matériel nécessaire pour le G.T.P., elle a été rejetée et cependant elle figure mot pour mot dans le contrat—3547.

Amendement Clare, rejeté par 50 à 96—3548.

Amendement Lennox—3549.

M. Lennox—Propose en amendement le renvoi au comité pour ajouter une clause donnant en aucun temps à l'avenir le droit d'exproprier le G.T.P. après six mois d'avis et à certaines conditions—3549 ; autrefois le pouvoir d'expropriation figurait aux statuts, il figure dans l'acte d'autorisation du Grand Tronc—3552 ; il s'agit de faire une voie nationale non seulement de nom, mais de fait—3554 ; cette disposition permettra au peuple de se prononcer et de donner effet à son verdict pour ou contre la possession par l'Etat—3554.

M. Robinson (Jabel)—Renonce à l'amendement dont il avait donné avis—3557 ; tout ce qu'on peut dire ne fera pas broncher le gouvernement ; si la gauche était à sa place, ce serait la même chose—3559.

Hon. Fitzpatrick—L'objet de l'amendement est directement opposé au bill, impossible de l'accepter—3559 ; on prépare les voies pour une motion en faveur de la nationalisation—3559.

BILLS—Suite.

- M. Clancy—On prive le peuple de sa seule chance de se prononcer sur le projet—3560.
- Laurier (sir W.)—Les observations relatives à la privation du peuple du droit de se prononcer n'ont pas de raison d'être—3562 ; le droit d'expropriation est inhérent à l'Etat—3562 ; nous pouvons exproprier demain le C.P.R. ou le G.T.R.—3562 ; le renvoi de l'amendement ne modifiera pas ce droit—3562.
- Amendement Lennox rejeté, même division 50-86—3565.
- Amendement Bennett—3567.
- M. Bennett—Propose en amendement le renvoi au comité avec instruction d'ajouter une clause disant que, si le gouvernement constate que le G.T.R. dans la direction du G.T.P. n'exécute pas loyalement les conditions du contrat, il pourra, sur avis de six mois exproprier à certaines conditions—3566 ; cette clause devrait être insérée pour l'information des capitalistes qui mettent des fonds dans l'entreprise—3567.
- M. Armstrong (J. E.)—L'opposition a présenté 25 amendements tous dans l'intérêt du pays ; pas un n'a passé—3568.
- Hon. Fitzpatrick—Le gouvernement, une des parties contractantes, aurait le droit de décider sur sa propre interprétation comment l'autre partie contractante exécute son contrat et de confisquer le chemin de fer—3569.
- Amendement Bennett rejeté, même division, 50-86—3572.
- Amendement Borden—3575.
- M. Borden (R. L.)—Propose en amendement que le bill ne soit pas lu une troisième fois, mais qu'il soit résolu que les obligations imposées au pays sont hors de proposition avec celles imposées à la compagnie, qu'il vaudrait mieux que le pays se charge de toute l'entreprise et construise un Transcontinental appartenant en entier à la population du Canada et sous son contrôle—3609 ; très peu de membres du parlement comprennent parfaitement le contrat—3575 ; nous subventionnons virtuellement des embranchements de la section de l'est à Port-Arthur et à North-Bay—3577 ; le moyen de faire parvenir aux ports canadiens le trafic du Grand-Tronc-Pacifique rendu à North-Bay est de prolonger l'Intercolonial jusqu'à North-Bay—3578 ; lettre de M. Russell, député de Hants, au "Toronto Globe" 11 janvier 1899—3579 ; c'est à tort qu'on dit que le Canada n'a pas de port d'hiver—3582 ; le Pacifique Canadien expédie de plus en plus par Saint-Jean, N.-B., comme port d'hiver—3583 ; dans les estimations données aux actionnaires par M. Hays, il n'est pas dit un mot des frais de loyer de la section est—3584 ; en donnant une valeur arbitraire à ses installations à Portland, le Grand Tronc peut rendre improductive la section de l'est et forcer le gouvernement à la reprendre—3585 ; il est absurde de faire une comparaison entre le G.T.P. et le C.P.R. d'il y a vingt-cinq ans—3586 ; bien qu'ostensiblement sur un pied d'égalité le G.T.R.

BILLS—Suite.

M. Borden (R. L.)—Suite.

est dans une position meilleure relativement au G.T.P. que le gouvernement—3588 ; il y a quelque influence non révélée au pays qui force le gouvernement à céder à la Compagnie du chemin de fer du Grand Tronc—3590 ; récapitulation des amendements proposés—3591 ; le mot de M. Pope, le transport est une fonction nationale, discours du président Garfield, la commission interfédérale du commerce, en 1882—3596 ; la capitalisation totale de nos voies ferrées canadiennes est de \$908,471,074—3597 ; la nationalisation des chemins de fer à l'étranger, Belgique, Allemagne, Russie, Australie, Nouvelle-Zélande, Inde, France—3599 ; l'exploitation par l'Etat de l'Intercolonial en Nouvelle-Ecosse a été rémunératrice—3600 ; plus on donnera d'importance à l'Intercolonial plus on l'affranchira des petites des factions politiques—3601 ; le public canadien est adverse au transport de l'Intercolonial à une compagnie particulière—3602 ; même si nous construisons cette ligne, rien ne nous empêcherait de l'affermir quelque temps jusqu'à ce que l'opinion publique du Canada se soit prononcée pour la nationalisation—3606 ; c'est au peuple de se prononcer, nous nous inclinons devant son verdict—3608.

Hon. Fielding—Changements opérés en un an, l'année dernière les conservateurs disaient que c'était folie de négocier pour un nouveau transcontinental, cette année, ils sont tous en faveur—3610 ; quand le contrat fut soumis à la Chambre l'année dernière, il fut qualifié de piteuse capitulation, de cadeau princier à la compagnie—3612 ; les actionnaires du Grand Tronc à Londres qui y avaient de leur argent n'en jugeaient pas ainsi—3613 ; protestations Allen et Merlin—3614 ; la clause de dix pour cent de revenu limitant nos droits fait tout le fardeau du C.P.R., mais n'existe pas dans le cas présent et nous n'avons pas à nous occuper du capital sur lequel marche le G.T.P.—3616 ; la loi des chemins de fer nous donne les pouvoirs les plus absolus pour contrôler les tarifs de la nouvelle ligne—3617 ; article 309, loi des chemins de fer—3617 ; il y a eu des changements graves faits dans le contrat du Pacifique Canadien—3619 ; très peu de temps après sa formation, le C.P.R. prit à la gorge le gouvernement pour \$20,000,000 en menaçant d'arrêter les travaux—3619 ; revue des différents changements opérés—3620 ; l'opposition était d'abord hostile à tout transcontinental, maintenant, elle l'est simplement à la section de l'est et fait de son mieux pour dénigrer cette partie du pays—3626 ; le gouvernement a confiance dans la partie nord de Québec et d'Ontario—3626 ; quand l'opposition appuie un projet comme celui de M. Monk longeant toutes les rivières d'une région avant d'atteindre son but, c'est qu'elle est prête à faire n'importe quoi pour entraver le gouvernement—3627 ; rapport Bell—3628 ; rapport Macoun—3629 ; M. Osler prie le ciel que la section de Québec à Moncton ne soit jamais construite—3630 ; le sentiment en faveur d'une nou-

BILLS—Suite.Hon. Fielding—*Suite.*

velle ligne existe depuis 1889—3630 ; le chef de l'opposition voudrait que cette deuxième ligne fût une succursale de l'I. C.R.—3631 ; comme ligne locale, la nouvelle ligne n'aurait pas un sou de fret, jamais le C.P.R. n'aurait rien transporté à Saint-Jean s'il n'y était pas entré directement, s'il fût entré par une ligne locale—3631 ; le projet de M. Borden de continuer l'Intercolonial jusqu'à North-Bay pour y prendre le trafic de l'ouest, c'est l'ancien projet Mackenzie pour utiliser les cours d'eau, ce projet, les conservateurs l'ont condamné—3632 ; la législature du Nouveau-Brunswick en 1890, approuva une nouvelle ligne à travers le Nouveau-Brunswick—3634 ; résolution Robson—3634 ; le "Sun" de Saint-Jean en 1903 disait que l'Intercolonial sera inutile comme auxiliaire du Grand-Tronc pour le transport des marchandises en hiver—3637 ; la résolution de la chambre de commerce de Halifax en faveur du prolongement de Québec à Moncton—3638 ; les articles 42 et 43 assurent le trafic canadien aux ports canadiens—3640 ; le Transcontinental National n'est pas destiné à transporter rien que du grain, il transportera aussi des produits de l'est vers l'ouest—3642 ; Moncton a été choisi comme terminus parce que c'est le point de distribution des deux ports, Saint-Jean et Halifax—3643 ; M. Blair a dit que si Saint-Jean à 90 milles de Moncton luttant contre Halifax qui est à 186 milles, n'est pas capable d'avoir sa part, cette ville ne mérite pas de savoir ce que c'est que le succès—3644 ; le projet de M. Borden est de 195 milles plus long entre Winnipeg et Halifax—3645 ; le projet Northrup par North-Bay, les lignes actuelles jusqu'à Montréal et l'Intercolonial de Montréal à Halifax est de 284 milles plus long que le projet du gouvernement—3646 ; l'adoption par le chef de l'opposition du principe de la nationalisation va sans doute amener une redistribution de parti—3648 ; la "Gazette", sir John Macdonald, sir Chs Tupper, se sont prononcés contre la nationalisation—3653 ; l'année dernière la motion Puttee en faveur de la nationalisation a été rejetée par la gauche—3653 ; au Manitoba, M. Roblin avait promis la nationalisation, il s'est bien gardé de nationaliser le Canadian Northern. il le fait fonctionner sous contrat—3656 ; explication du mot "charges"—3656 ; en 1890, un ingénieur, M. Davy, a fait un estimé du coût d'une ligne d'Edmonton, N.-B., à Moncton et l'a évalué à \$25,000 par mille—3658 ; estimé Schreiber de Moncton à Winnipeg—3659 ; l'estimation officielle du coût de la division-est, est \$71,156,975—3661 ; les deux partis politiques se sont engagés à construire le pont de Québec—3662 ; la manière la plus équitable est de laisser le pont de Québec en dehors des calculs du coût du Transcontinental—3663 ; calculs révisés : en face du nouveau contrat, les dépenses à la charge du gouvernement sans perspective de retour financier, pour la construction du Transcontinental National, sont de \$13,833,356—3666 ; M. Haggart et M. Pope ont dit que le Grand-

BILLS—Suite.Hon. Fielding—*Suite.*

Tronc aurait construit sa ligne de North-Bay à Winnipeg avec les subventions ordinaires, c'est faux—3669 ; proposition confidentielle du Grand-Tronc demandant subventions spéciales—3669 ; les subventions se seraient élevées à \$53,328,000 ; le peuple du Canada est unanime—3673 ; le peuple du Canada ne s'occupera pas de ces amendements puérils quel qu'en soit le nombre—3674.

Hon. Haggart—Le ministre des Finances a fait des révélations: le devis de construction Schreiber, la demande confidentielle de subvention—3675 ; partage l'avis du leader du gouvernement que pour la fixation des tarifs et n'y a pas lieu de se préoccuper de ce qui a été payé pour le stock—3678 ; opinion du prof. E. R. Johnson—3678 ; la proposition de considérer le Transcontinental comme chemin de défense nationale n'a pas raison d'être—3680 ; le montant qui doit être porté au débit du gouvernement est la dette contractée dans le moment et l'argent dépensé—3681 ; la nationalisation vaut la peine d'être tentée—3682 ; n'approuve pas l'acquisition du Canada Atlantique par l'Intercolonial que propose M. Borden—3685 ; il est inutile d'essayer de se rendre à la Baie Georgienne pour faire concurrence aux voies fluviales—3686 ; la question des voies ferrées domine la politique—3690 ; la concurrence, pour être efficace doit être contrôlée par l'Etat—3690 ; le peuple canadien ne veut pas de la tyrannie des compagnies—3691.

M. Daniel—Vœux exprimés par la ville de Saint-Jean, N.-B., au sujet des ports d'expédition des marchandises du G.T.P.—3693.

Hon. Emmerson—L'honorable M. Haggart est subitement converti à la nationalisation—3696 ; dans les provinces maritimes on le soupçonne d'avoir voulu, en 1896, livrer l'Intercolonial à une grande compagnie—3697 ; les Etats-Unis se sont développés grâce aux chemins de fer, chiffres—3699 ; c'est la cabale conservatrice en Europe qui a empêché le premier contrat d'être mis à exécution—3701 ; la discussion s'est faite sur les mêmes bases et par les mêmes ministres que l'année dernière, pendant ce temps le ministre des chemins de fer recevait les délégations du peuple—3703 ; explications des diverses attitudes tenues depuis la genèse du projet—3706 ; favorise le prolongement de l'Intercolonial dans Ontario—3707 ; sir Mackenzie Bowell et la nationalisation—3707 ; texte de la "Gazette" contre la nationalisation—3708 ; Hendrick et la nationalisation—3709 ; la vérité sur l'élection de Saint-Jean—3710.

M. Bell—Le régime de régie des chemins de fer par l'Etat est le cauchemar du ministre—3722 ; l'opinion des anciens chefs du parti conservateur est chose du passé—3722 ; proclamations sécessionnistes de l'hon. M. Fielding—3730.

L'amendement Borden mis aux voix et rejeté : pour 59, contre 105—3735.

Amendement Haggart—3735.

BILLS—Suite.

Hon. Haggart—Propose en amendement renvoi du Bill au comité avec instruction d'ajouter clause disant qu'à défaut par le G.T.P. de payer les intérêts sur les obligations garanties le gouvernement pourrait exercer ses droits de reprise, forclusion, etc., comme s'il n'y avait rien dans l'acte complémentaire—3785.

Amendement Haggart rejeté, 59 pour, 105 contre—3786.

Amendement Hughes—3736.

M. Hughes (S.)—Propose en amendement le renvoi du Bill au comité avec instruction d'ajouter clause disant que la section des prairies devra être commencée de suite et terminée dans les quatre ans—3736.

Amendement Hughes rejeté, même division 59-105—3737.

Amendement Porter—3737.

M. Porter—Propose en amendement le renvoi au comité avec instruction d'ajouter une clause demandant que le Grand-Tronc s'engage au respect des conventions par le Grand-Tronc-Pacifique tant que celui-ci sera sous son contrôle—3737.

M. Borden (R. L.)—L'opposition à mainte reprise a demandé communication de toute la correspondance se rapportant au projet—3738 ; réponses ministérielles—3738 ; on a déjà assuré que tout était produit et le ministre des Finances a lu un document inconnu datant de 1902—3740 ; il est heureux que le Grand-Tronc lui ait permis de le lire—3740 ; il faut attribuer les réponses du premier ministre à un manque de mémoire—3741.

Laurier (sir W.)—Chacun sa façon de comprendre les choses : quand je reçois une lettre marquée confidentielle, je ne me crois pas autorisé de la communiquer au parlement—3741 ; la lettre confidentielle était ma possession—3742 ; je ne pouvais la livrer au public avant d'avoir demandé la permission de M. Hays—3742 ; c'était une lettre d'un caractère personnel pour demander des subventions pour un chemin de fer de North-Bay au Pacifique. Il n'a été tenu aucun compte de cette proposition ; ensuite le G.T.R. a fait une autre proposition qui a été communiquée à la chambre relativement à la construction d'un chemin de fer de Québec à l'océan Pacifique—3744.

Hon. Fielding—Tout homme qui écrit une lettre a le droit de la rendre confidentielle—3746 ; on a présenté celle-ci pour redresser les assertions erronées de l'opposition—3746.

M. Northrup—Le gouvernement prend la part de ses associés Hays, Cox et Cie, nous prenons la part du peuple—3751.

Mulock (sir W.)—On remet sur le tapis les documents publiés par le département des Postes et qui étaient confidentiels ; le dossier a été préparé sur l'ordre du ministre qui n'a pas vu les documents eux-mêmes, mais seulement le rapport qui avait trait à une question administrative—3753 ; c'étaient des documents dénotant une conspiration pour voler le pays et de ce fait ils n'avaient plus de caractère confidentiel—3753 ; ces documents étaient dans des casiers publics à l'accès du mi-

BILLS—Suite.

Mulock (sir W.)—Suite.

ministère, ils n'avaient pas été illégalement obtenus comme le memorandum Blair dont s'est servi le chef de l'opposition—3753.

Amendement Porter rejeté, même division 59-105—3753.

Amendement Ingram—3753.

M. Ingram—Propose en amendement le renvoi du Bill au comité avec instruction d'ajouter clause disant qu'à l'expiration du bail de 50 ans, si le gouvernement prend l'exploitation de la partie est, il aura le droit de traction sur la section ouest—3753.

Amendement Ingram rejeté, même division 59-105—3754.

Motion Laurier pour 3e lecture adoptée, 105 pour, 59 contre—3754.

Bill lu une troisième fois et adopté—3754.

Sanctionné—7017.

INSPECTION DES BATEAUX A VAPEUR (AMENDEMENTS).

Hon. Préfontaine (Bill n° 101), expl. : voir à l'inspection des machines employées sur bateaux mus par gaz, électricité, fluide, etc., quand ils sont employés au service du public, discussion, 1re lect.—2712 ; 2e lect.—4122 ; en comité—4122.

M. Clancy—Les inspecteurs refusent d'inspecter les chaloupes à naphthé, à quoi bon passer ce Bill tant qu'on ne saura pas pourquoi ils refusent et s'ils entendent continuer à refuser—4126.

M. Taylor—Pourquoi ne pas inspecter les automobiles ?—4126.

Ajourné—4127.

Hon. Préfontaine—Les bateaux transportant des passagers payants seront inspectés d'office, les autres pourront l'être sur la demande de leurs propriétaires—5262 ; le tarif d'inspection a été aboli l'année dernière sur les bateaux de toute sorte—5262.

Bill rapporté, lu une troisième fois et adopté—5263.

Sanctionné—7017.

INSPECTION DES GRAINS.

Cartwright (sir R.) (Bill n° 113), exp. : pour réunir les modifications apportées à la loi et pour uniformiser l'application entre l'est et l'ouest. Le bill sera soumis

à un comité spécial ; 1re lect.—3158.

Renvoyé à un comité spécial composé de MM. Campbell, Ross (Ont.), Sifton, Douglas, Bickerdike, Talbot, Scott, Henderson, Smith (Wentworth) Wilson, Robinson (Elgin-ouest)—3920.

Discuté en comité général—8172.

M. Henderson—Propose un amendement disant que la qualité réelle du grain sera déterminée par l'inspection à la sortie de l'élevateur—8174 ; amendement repoussé. Bill rapporté, 3e lect. adopté—8174.

Sanctionné—9212.

BILLS—Suite.**INSPECTION GENERALE (AMENDEMENTS).**

Cartwright (sir R.), (Bill n° 124) Expl. : Diminuer les rigueurs pour violation à la loi de la ficelle d'engergage—3756.

1re lect.—3756.

2e lecture—8158.

Cartwright (sir R.)—Le bill veut simplement rendre responsables du poids de la ficelle vendue ceux qui en exposent en vente—8139 ; le commerçant a recours contre le fabricant qui lui vend—8162 ; de par la loi le peloton de la ficelle doit porter, indiqué, le poids avec la longueur—8162.

M. Henderson—Les Américains nous laissent pour la ficelle d'engergage la moitié du marché, si nous essayons d'aller plus loin, ils nous étouffent—8146.

M. Thomson—Dit que les fabricants américains ont pris le contrôle des prix et de la production de la ficelle d'engergage parce que le parti libéral n'a pas tiré un parti suffisant de la fabrique de ficelle d'engergage du pénitencier de Kingston—8168.

Hon. Fitzpatrick—Il est risible d'entendre parler du pénitencier de Kingston comme régulateur des prix quand il fournit 400 tonnes par année et que le pays en consomme au moins 1,500 tonnes—8168 ; quand le gouvernement a voulu vendre aux cultivateurs seulement, ils n'ont pas acheté, et il a fallu vendre le reste aux enchères 8172.

Bill rapporté, 3e lect., adopté—8172.

Sanctionné—9212.

LOI CONCERNANT LES ELECTIONS FEDERALES (AMENDEMENTS).

Hon. Fitzpatrick—Propose (Bill n° 140) amendement à la loi des élections fédérales pour dispositions spéciales relativement à la date des élections dans 2 Algoma, Gaspé, Chicoutimi et Saguenay, Bur-rard et Yale et Caribou en Colombie-Anglaise—5932.

1re lect.—5933.

2e lect.—7755 ; en comité—7755.

M. Borden (R. L.)—Dans plusieurs de ces districts, les élections provinciales ont lieu le même jour que dans le reste de la province ; il devrait en être de même pour les élections fédérales—7756.

M. Galliher—Expose les difficultés de l'élection dans Kootenay—7760.

M. Macpherson—Rend compte des difficultés dans Yale et Caribou—7761.

Hon. Fitzpatrick—Propose de rayer du bill les deux Algoma et Nipissing—7761 ; adopté—7761 ; le ministre de la Justice fait remarquer que le président d'élection n'est pas tenu de faire l'élection plus tard, cela est laissé à sa discrétion—7764 ; expose les difficultés de communications en hiver pour Gaspé et pour la côte nord de Chicoutimi—7768.

M. Borden (R. L.)—Lit une lettre de M. A. H. MacNeil, de Rossland, demandant que l'élection de Kootenay se fasse avec les autres—7775.

BILLS—Suite.

Discussion remise—7775.

Revient en comité—8138.

Hon. Fitzpatrick—Retire complètement Algoma—8138.

Discussion remise—8138.

Discussion reprise—8245.

Hon. Fitzpatrick—Propose qu'il n'y ait aucune division mise à part dans Ontario—8245 ; adopté—8246.

M. Alcorn—Il est très désirable que toutes les élections aient lieu en même temps—8250 ; aujourd'hui, rien ne s'y oppose—8250 ; propose que pour certaines divisions éloignées la mise en nomination précède de quatorze jours le vote, mais que celle-ci ait lieu partout en même temps—8251.

Amendement rejeté—8251.

M. Marcell—Expose les difficultés de l'élection aux Iles de la Madeleine en hiver—8254 ; expérience personnelle—8254 ; il est impossible d'avoir une élection dans Gaspé en hiver à moins de deux semaines d'intervalle entre la présentation des candidats et la votation—8254.

Bill rapporté—8255.

3e lecture proposée—8503.

M. Alcorn—Propose que pour les districts éloignés indiqués dans le bill la votation ait lieu en même temps que pour les autres mais que la présentation des candidats précède de quinze jours la votation—8503.

Hon. Fitzpatrick—Le remède est insuffisant—8504.

M. Borden (R. L.)—Rien ne justifie le retard pour les divisions de la Colombie-Anglaise, c'est simplement pour favoriser le parti—8504.

Amendement Alcorn rejeté sur division—8503.

Troisième lecture, adopté—8504.

Sanctionné—9212.

LOI DES BANQUES (AMENDEMENTS).

Hon. Fielding—Présente (Bill n° 160) pour permettre aux banques canadiennes faisant des affaires dans des colonies britanniques d'émettre des billets portant mention de la valeur nominale de la monnaie fiduciaire ayant cours dans le pays—7317 ; ces billets devront être rachetés à tout comptoir ou agence de banques au Canada—7318.

1re lect.—7318.

2e lect.—7894.

En comité—7894.

Hon. Fielding—Les billets ainsi émis ne seront pas monnaie légale au Canada—7895.

Rapporté, 3e lect., adopté—7895.

Sanctionné—9212.

BILLS—Suite.**LOI DES CHEMINS DE FER (AMENDEMENTS).**

Hon. Fitzpatrick (Bill n° 132) expl. : pour faire disparaître toute difficulté relative à répartition des recettes entre deux compagnies exploitant une ligne en vertu arrangement de tarif conjoint ; aussi régler la question de nationalité des directeurs—4269.

1re lect.—4269.

2e lect.—5746.

En comité—5746.

Hon. Fitzpatrick—Sur l'article premier, expose qu'il assure sans conteste à la commission des chemins de fer le droit de faire enquête sur tout traité relatif aux transports pouvant intervenir entre les deux compagnies du G.T.R. et du G.T.P.—5747 ; propose en amendement d'ajouter qu'il y aura appel à la cour Suprême—5748 ; sur l'article édictant que la majorité des directeurs de toute compagnie subventionnée seront sujets britanniques, le ministre de la Justice promet d'étudier s'il y a lieu de créer la même obligation pour les conseils exécutifs, mais ne s'occupe pas d'une proposition pour que tous les directeurs soient sujets britanniques 5750 ; articles nouveaux pour donner à l'Exécutif juridiction pour sanctionner les ordonnances de la commission des chemins de fer, et pour prescrire que les lignes de tramways dans une province déclarées d'utilité générale seront soumises aux lois de la province quant à l'observation du dimanche—5752.

M. Maclean—Propose d'ajouter une clause permettant au Gouverneur en conseil de confirmer par proclamation toute loi d'une législature provinciale rendue pour réglementer le travail du dimanche—5752.

Discussion remise—5753.

En comité—6772.

M. Maclean—Il est faux que les compagnies de messageries soient distinctes des compagnies de chemin de fer—6772 ; propose que l'acte des chemins de fer s'applique aux compagnies de messageries—6774.

Hon. Fitzpatrick—Croît que le parlement fédéral n'a pas le droit de réglementer les contrats dans une province—6777 : cause Peerson vs la Cie d'Assurance Citizens—6776.

M. Casgrain—Partage l'avis du ministre de la justice—6779 ; la réglementation des tarifs des messageries est du ressort provincial—6779.

M. Maclean—Dans ces conditions, les compagnies de chemin de fer pourraient éluder la réglementation des tarifs de fret en remettant tout leur fret à leurs compagnies de messageries—6782.

Hon. Fitzpatrick—Propose de remettre la question à une autre année pour la mûrir davantage—6784.

M. Borden (R. L.)—Il ne s'ensuit pas du fait que nous donnons une existence légale à une compagnie que nous pouvons nous immiscer dans tous ses contrats—6785.

BILLS—Suite.

M. Blain—On devrait amender la loi, soit en adoptant l'amendement de M. Maclean, soit en acceptant une proposition qui laissera à la commission des chemins de fer le soin de réglementer le tarif de transport des marchandises sur toutes les voies ferrées du Canada—6790.

M. Northrup—Ne peut appuyer l'amendement Maclean—6790 ; il est inutile de compliquer déjà la loi des chemins de fer à laquelle on vient à peine de se faire—6790 ; le parlement fédéral peut autoriser une compagnie de chemin de fer et cependant, les législatures provinciales ont le droit de s'occuper comment ces compagnies administrent leurs affaires—6792.

Hon. Emmerson—Il ne faut pas toucher à la loi des chemins de fer avant qu'on l'ait appliquée suffisamment—6793 ; on demande que d'autres compagnies aient le droit de mettre des marchandises à bord de l'Intercolonial sur le même pied que la Cie des messageries canadiennes qui a seule ce privilège—6794 ; nous perdriions pour l'I.C.R. sans profit pour le peuple les \$100,000 que cela nous rapporte par année—6794 ; les autres compagnies, le C. P.R., par exemple, refuseraient ce privilège aux concurrents de la Cie des messageries Dominion, sa doublure—6794.

M. Maclean—La Chambre peut aujourd'hui placer les Cies de messageries sous la direction de la commission des chemins de fer et l'an prochain, en soumettant le cas aux cours civiles, on saurait si ces compagnies sont ou non soumises à l'autorité du parlement fédéral—6796.

M. Logan—Demande de référer un cas à la cour Suprême pour déterminer si le pouvoir fédéral peut légiférer sur le tarif de transport des compagnies de messageries—6798 ; amendement Maclean rejeté sur division—6800.

M. Maclean—Propose un amendement à l'article disant que la décision du président de la commission des chemins de fer prévaudra dans tous les cas où la question soumise est une question de droit—6800 ; les cultivateurs et les gens dans le commerce ne veulent pas être à la merci d'un avocat maître suprême du tribunal des chemins de fer—6802 ; ils veulent que toutes les questions soumises à la commission soient traitées comme des questions de faits—6804.

M. Sproule—Toutes les questions soumises à la commission des chemins de fer comportent nécessairement une question de droit—6804.

M. Gallihier—Les recours sont nombreux, le Conseil Privé et la Cour Suprême sont ouverts aux mécontents—6806.

M. Borden (R. L.)—La question soumise ne peut être déclarée question de droit qu'avec l'acquiescement des autres commissaires—6806 ; le défaut n'est donc pas dans la loi ; si les plaignants ne peuvent pas faire prévaloir leurs idées, il réside dans la faiblesse et dans la mauvaise constitution de la commission—6806.

M. Casgrain—L'amendement de M. Maclean ne dispense pas des appels, il donne simplement plus d'importance aux commissaires qui connaissent moins de droit—6809.

BILLS—Suite.

- M. Gourley—Serait en faveur de trois avocats comme commissaires—6811; les gens qui ne connaissent pas le droit se butent à une idée et refusent toute discussion, tout compromis s'ils sont en face de quelqu'un qui discute suivant le droit 6812; ayons trois avocats ou trois cultivateurs—6812.
- M. Robinson (Jabel)—Dit que ce serait aussi bien de supprimer les deux autres membres de la commission et de conserver le président tout seul—6814.
- M. Maclean—Pourquoi faut-il que le juge qui doit décider ces questions soit un avocat quand ceux qui font la loi ne sont pas avocats—6815.
- M. Gourley—C'est là justement la raison—6816. Amendement rejeté sur division—6818.
- M. Maclean—Propose que l'indemnité à payer par les compagnies de téléphone pour l'usage des gares et installations de chemin de fer corresponde juste au préjudice réel, sans considérer le préjudice d'affaires—6819.
- Hon. Fitzpatrick—Expose la difficulté entre la compagnie de téléphone de Port-Arthur et le C.P.R.—6820; décision le M. Blair—6821; M.M. Blair et Bernier étaient d'accord—6821.
- M. Maclean—Nous devrions interdire aux compagnies de chemin de fer que nous subventionnons de passer des contrats adverses à l'intérêt public—6824; on ne demande pas aux compagnies de perdre de l'argent, mais de traiter le peuple équitablement—6825.
- Hon. Fitzpatrick—On demande au parlement, au nom de l'équité, d'autoriser la Compagnie du Pacifique Canadien à violer avec impunité un contrat qui a été déclaré par la commission des chemins de fer valide et légal—6828; puisque les parties intéressées ne font pas régler la question légale, il faudrait d'abord s'adresser à la cour Suprême pour savoir si la Cie. Bell a un droit légal à l'usage exclusif des gares de chemins de fer—6828; il n'est pas nécessaire pour affirmer un principe de commettre une injustice—6829.
- M. Borden (R. L.)—Il faut respecter les contrats, cependant pas au détriment du pays—6830; nous intervenons bien déjà dans les cas de monopole—6830; texte des réclamations présentées dans le cas de Port-Arthur—6830.
- M. Oliver—On accuse de socialisme ceux qui protestent contre les monopoles et petit à petit on se rend à leurs raisons—6832; c'est ainsi qu'on a obtenu la liberté des éleveurs au N.-O.—6832.
- M. Sproule—Les compagnies ont vendu et engagé ce qui ne leur appartenait pas; elles ont mis en valeur à leur seul bénéfice un droit indivis avec le public—6840; accaparements de la compagnie de téléphone Bell aux Etats-Unis—6840.
- M. Maclean—Donne le texte du traité entre la Cie. Bell et le C.P.R.—6844.

BILLS—Suite.

- M. Campbell—Il n'avance à rien d'investir la Compagnie Bell, il faut être pratiques—6847; tant qu'il ne s'est pas fondé de compagnies locales on a trouvé très avantageux l'arrangement entre la Compagnie Bell et le Pacifique—6847; maintenant le moment est peut-être venu de les faire disparaître—6848; si le contrat est légal, la loi devra être modifiée—6848.
- M. Blanchet—Est en faveur d'en référer à la cour Suprême—6848.
- Amendement mis aux voix et rejeté—6850.
- M. Maclean—Propose en amendement que le tarif des passagers soit fixé à 2½ cents et 3 cents du mille sur les chemins de fer du Canada—6850; tarif proportionnel du Michigan—6850; partout où les tarifs ont été diminués, la recette a été augmentée—6851; l'Intercolonial donne le tarif de 2 cents, le G.T.R. fait encore payer 3½ cents—6852; consentirait à un tarif plus élevé sur les lignes à petites recettes—6854.
- M. Oliver—N'est pas en faveur d'une détermination si tranchée, mais considère que la commission des chemins de fer devrait étudier et fixer les tarifs en vertu de ses pouvoirs—6854.
- Hon. Fitzpatrick—La commission des chemins de fer est tenue d'établir le tarif base de tous les tarifs, laissons-la faire avant d'intervenir—6856.
- M. Henderson—Est d'avis de laisser à la commission le soin de trancher équitablement la question sans adopter des déterminations fixes qui peuvent retarder de plusieurs années la diminution des tarifs de transport—6860.
- Amendement Maclean repoussé—6863.
- Article 1er, (en comité)—Pour permettre au Gouverneur général de sanctionner et de ratifier les ordonnances de l'ancien comité des chemins de fer du Conseil Privé qui ne l'ont pas été et ne peuvent pas l'être, le comité étant supprimé afin de pouvoir les traiter comme si elles avaient été rendues par la commission des chemins de fer—6864; adopté—6865.
- Art. 2—Pour appliquer la loi provinciale du dimanche aux lignes déclarées d'intérêt général mais entièrement contenues dans une province—6865.
- Hon. Fitzpatrick—Propose en amendement que cette loi ne s'applique pas aux lignes de cette nature qui font partie d'un réseau ininterrompu entre deux provinces ou reliant à un port de mer—6866; amendé et adopté—6866.
- Art. 3—Fixant que la commission des chemins de fer aura le droit incontestable de déterminer la part à payer par le G.T.R. au G.T.P. pour parfaire les gains nets de la division de l'est et du réseau de la compagnie du G.T.P.—6869.
- M. Barker—Propose qu'il y ait appel à la cour Suprême en cas de contestation—6870.
- Amendement rejeté, art. 3 adopté—6870.
- Art. 4—La majorité des directeurs et du comité de régie doit être formée de sujets britanniques—6870.

BILLS—Suite.

- Hon. Fitzpatrick—N'est pas en faveur d'imposer cette condition pour le comité de régie—6871; cela peut détourner les capitalistes—6874.
- Amendements subissent Ire et 2e lecture—6871.
- 3e lecture proposée—7647.
- M. Maclean—Propose son amendement pour inclure les messageries dans l'acte des chemins de fer—7648.
- M. Borden (R. L.)—N'approuve pas la proposition de M. Maclean, mais consid(ère) que le service de messageries devrait être sous le contrôle de l'Etat—7650; serait en faveur d'un bill pour établir à l'égard des compagnies de messageries un pouvoir régulateur semblable à celui de la commission des chemins de fer, mais spéciale—7650.
- Du consentement de la Chambre le nom du proposeur de l'amendement est changé, celui de M. Blain est substitué à celui de M. Maclean—7649.
- Amendement Blain rejeté—33 pour, 72 contre—7653.
- M. Maclean—Propose en amendement à la 3e lect. le tarif de 2 cents, 2½ cents et 3 cents—7653.
- M. Borden (M. L.)—La Chambre serait mal inspirée en présentant une loi qui retarderait indéfiniment l'avènement d'un tarif raisonnable—7654; les conditions au Michigan ne sont pas les mêmes qu'au Canada—7655; il faut voir d'abord ce que va faire la commission des chemins de fer à laquelle nous avons donné l'année dernière mission de contrôler les tarifs—7656; le résultat de l'amendement serait de pousser les compagnies à hausser leurs tarifs de marchandises, à abolir les tarifs d'excursion. Les tarifs étant basés sur les recettes, les contrées les moins peuplées paieraient le plus cher. Les compagnies confieraient l'exploitation des embranchements à d'autres compagnies au détriment du service—7660. Est obligé de voter contre—7661.
- M. Boyd—Combat l'amendement, proposé par M. Maclean, on pourrait dire que c'est un attrappe suffrages—7664; cette loi ne s'appliquera à aucune des grandes lignes existantes—7664.
- Amendement Maclean rejeté par 17 pour, 94 contre—7664.
- M. Bennett—Propose en amendement à la 3e lecture que dans le cas d'établissement de téléphones dans des gares ou locaux de chemins l'indemnité à payer sera seulement celle des dommages réels—7666.
- Hon. Fitzpatrick—S'engage à obtenir une décision de la cour Suprême sur ce point—7667.
- Amendement Bennett rejeté, pour 25, contre 74—7668.
- M. Barker—Discute l'article relatif à l'observance du dimanche—7669; le gouvernement fédéral se fait autoriser à mettre en vigueur les lois que d'autres provinces pourront juger à propos d'établir—7670.
- Hon. Fitzpatrick—Ceci s'est déjà fait pour le cens électoral—7672; Nous avons adopté les lois des provinces—7672.

BILLS—Suite.

- Troisième lecture passée—7674; Bill adopté—7674.
- Sanctionné—9211.

LOI DES PECHERIES.

- Hon. Préfontaine—Présente (Bill n° 74) pour émettre des permis pour la pêche de la baleine—Ire lecture—1793.
- 2e lecture—8255.
- En comité—8255.

Hon. Préfontaine—Donne connaissance du Bill—8257; la même loi existe à Terre-neuve—8258; Jes précautions sont prises pour empêcher l'établissement d'un monopole de la pêche de la baleine—8258; la loi s'applique à toutes les eaux canadiennes—8258; la Baie d'Hudson est sans conteste sous la juridiction du Canada—8258; article 2 autorise le ministre de la Marine à accorder des licences pour la pêche au saumon dans certaines eaux de la Colombie-Anglaise au moyen de trap net—8260; l'objet de cet article est de pouvoir mettre nos pêcheurs sur le même pied que les Américains qui emploient ces filets pour pêcher le saumon, au détriment de nos saumonneries—8261.

M. Morrison—Les statistiques prouvent que cette pêche ne devrait pas être encouragée—8262; le commissaire des pêcheries du Canada ne connaît rien aux pêcheries de la Colombie-Britannique—8262.

M. Smith (Ralph)—Les Américains se servent du trap net et ne veulent pas y renoncer, le meilleur moyen, c'est de l'employer des deux côtés de la frontière, si les résultats sont ce qu'on craint les deux pays auront intérêt à se concerter pour trouver d'autres moyens de capturer le poisson—8264.

Discussion reprise.

Hon. Préfontaine—Retire l'article relatif à la concession de permis pour des filets à trappe en Colombie-Anglaise—8323; la loi reste ce qu'elle est—8323.

Hon. Fitzpatrick—On a interprété la loi qui existe depuis 1886 comme autorisant le ministère à donner des permis pour cette pêche—8324.

Amendements rapportés et adoptés—8331.

Bill lu une troisième fois et adopté—8331.

Sanctionné—9212.

LOI DES POSTES (AMENDEMENTS).

Mulock (sir W.)—Présente Bill n° 153 modifiant la loi des Postes—6630; ce Bill comporte la prolongation du délai pour les facteurs qui veulent tirer parti du nouveau mode de rétribution de leurs services et accorde une indemnité de déplacement aux facteurs dans les grandes villes—6631.

Ire lecture—6631.

2e lecture—8138.

En comité—8138.

BILLS—Suite.

Mulock (sir W.)—Le poste d'inspecteur en chef des postes est supprimé—8138 ; des surintendants vont être nommés dans les villes rapportant plus de \$500,000 de recettes par année—8139 ; il n'y en a que deux en Canada, Toronto et Montréal—8139 ; le département des Postes n'a aucun intérêt que les facteurs des postes se rallient à la nouvelle loi—8149 ; en se soumettant aux nouvelles dispositions, ils se mettent à même d'arriver à un salaire plus élevé—8141 ; au point de vue du temps perdu pour cause de maladie, ils restent dans la même situation si la maladie est réelle—8141.

M. Clarke—Lit la pétition des facteurs—8144.

M. Monk—Expose le cas du facteur Goldrick, de Westmount—8148.

Mulock (sir W.)—Propose d'ajouter un amendement défendant la transmission par la poste de publications annonçant des guérisons chimiques ou des remèdes merveilleux—8155.

M. Sproule—Demande comment l'acte atteindra le récit des guérisons survenues en visitant certains sanctuaires—8156.

M. Robinson (J.)—Demande qu'un homme étranger à la politique ait le soin de décider entre les annonces de guérisons merveilleuses et celles de guérisons chimiques—8157.

Discussion suspendue—8158.

Discussion reprise—8376.

Mulock (sir W.)—Demande à retirer la clause relative aux annonces de guérisons merveilleuses—8375.

Motion adoptée, Bill rapporté, 3e lect., adopté—8375.

Sir W. Mulock—Propose seconde lecture et adoption des amendements faits au Sénat—9184 ; adopté—9184.

Sanctionné—9212.

LOI RELATIVE AUX BIENS-FONDS (AMENDEMENTS).

Hon. Sifton—Présente (Bill n° 158) pour permettre au propriétaire de bien-fonds d'enregistrer une hypothèque d'après le système Torrens avant d'avoir obtenu son titre de la compagnie de laquelle il achète—8964.

1re lecture—8965.

2e lecture—8829.

En comité—8829.

Hon. Sifton—L'amendement permet d'enregistrer une hypothèque sur la présentation d'un simple certificat des directeurs du chemin de fer attestant que le prix de vente a été payé et que le porteur du certificat a droit à son titre de propriété—8829 ; l'hypothèque ne devient valide que lors de l'enregistrement du titre de propriété—8829 ; dans l'intervalle la négociation peut se faire—8829.

Rapporté, 3e lecture, adopté—8833.

Sanctionné—9212.

BILLS—Suite.**LOI DES MALADIES CONTAGIEUSES DES ANIMAUX.**

Hon. Fisher—Propose discussion ultérieure de résolutions relatives aux indemnités à payer pour chevaux abattus en raison de maladies contagieuses—8364 ; adopté—8364.

En comité.

Hon. Fisher—L'objet essentiel des résolutions est de déterminer le maximum de l'évaluation possible des animaux à abattre—8546 ; et puis de déterminer que l'indemnité payée sera la même, c'est-à-dire deux tiers si l'animal est abattu pour cause de maladie infectieuse ou seulement de contact—8648 ; les sacrifices faits ont à peu près réussi à faire disparaître les épidémies parmi les animaux, il faut faire encore un sacrifice pour arriver à l'extermination complète—8550.

M. Stephens—La population agricole paie sa large part des primes de toute nature, aux industries, il est juste qu'elle soit protégée—8550 ; l'indemnité était insuffisante pour décider les agriculteurs aux sacrifices nécessaires, maintenant ces incertitudes vont disparaître—8550.

Résolution rapportée, deuxième lecture adoptée—8550.

Hon. Fisher—Présente (Bill n° 166) basé sur la résolution.

1re lecture—8550.

M. Henderson—Proteste qu'il n'a pas eu le temps d'étudier le Bill—8551.

2e lecture, comité, rapp. 3e lecture, adopté—8552.

Sanctionné—9212.

LOI DE LA MILICE.

Résolutions préliminaires—252.

Motion pour que la Chambre considère les résolutions (sir W. Laurier)—252.

Résolutions en comité—480.

Résolution 1 :—que les appointements de l'officier général commandant la milice seront \$6,000 par année, adjudant général \$3,200, quartier-maître général, \$3,200—480.

Borden (sir Frédéric)—Demande d'ajouter à la résolution \$3,200 pour la directeur général d'artillerie—480 ; la solde de l'officier commandant devra comporter une retraite quand cet officier sera canadien ; il devra être pourvu en se retirant—484 ; le gouvernement canadien étudie le moyen d'obtenir des équivalances pour les places que nous donnons à des officiers impériaux—485 ; la présence de lord Dundonald en Canada ne doit pas nous empêcher de tenter d'obtenir pour les officiers canadiens le traitement qui leur est dû—490 ; le chef de l'opposition verrait sûrement d'un mauvais œil une loi empêchant le juge en chef de la cour Suprême du Canada d'être un canadien—495.

Borden (R. L.)—Un avocat de 10 ou 15 ans de pratique peut être juge en chef de la cour Suprême, un officier de milice canadien n'aura jamais l'expérience de l'armée régulière d'Angleterre—496 ; repousse l'argument que la loi actuelle jette du discrédit sur les Canadiens—499.

BILLS—Suite.

M. Hughes (S.)—Les autres pays paient tous à leurs officiers supérieurs une solde plus élevée que le Canada—482.

M. Thompson—Il y a des incapables même dans l'armée impériale—497; le gouvernement est responsable au peuple du choix qu'il fera—497.

M. Tisdale—La loi actuelle n'empêche pas un Canadien qui est devenu officier dans l'armée impériale d'obtenir le commandement de la milice du Canada—486; tant que le choix de l'officier commandant ne peut pas se faire en dehors de la politique, il vaut mieux ne pas faire de changement—490.

Résolution 1 adoptée—493.

Résolutions 3 et 4—Fixant la solde de la milice active et l'allocation aux cavaliers, adoptées—506.

Directeur de l'artillerie.

Borden (sir Frederick)—Propose la discussion ultérieure d'une résolution pourvoyant que le directeur de l'artillerie recevra un traitement de \$3,200 par année—602.

Borden (sir Frederick)—Propose discussion ultérieure d'une résolution comportant que les allocations des officiers d'état-major général et de district que ne prévoit pas la loi de milice seront fixées par l'Exécutif—1794.

Résolution 2 fixant la solde de la milice permanente, communication Ingram—2946; adoptée—2949.

Maître général de l'intendance.

Borden (sir Frederick)—Propose que le maître général de l'intendance reçoive \$3,200—2949; à rapporter au comité sur le Bill de la milice—2950.

Solde de l'état-major.

Borden (sir Frederick)—Propose que le gouverneur général en conseil fixe les salaires de l'état-major non déterminés par le Bill de milice, adopté—2951.

Inspecteur de milice.

Borden (sir Frederick)—Propose que la Chambre se forme à date ultérieure en comité pour pourvoir à la nomination d'un inspecteur de la milice d'un grade pas inférieur à celui de colonel dans la milice ou dans l'armée impériale avec un salaire de \$6,000—2713.

En comité—2951.

Borden (sir Frederick)—Le gouvernement songe à adopter le système anglais qui a supprimé le commandant général et l'a remplacé par un conseil de l'armée—2952; si le gouvernement adopte ce système, il faudra un inspecteur général aviseur du conseil de l'armée, qui sera officier impérial, c'est pourquoi le gouvernement demande ce pouvoir—2954; le chef de l'organisation militaire sera alors le ministre et son chef d'état-major—2954; l'inspecteur ne sera nommé que si le commandant en chef est supprimé—2954; tous les fonctionnaires du conseil de l'armée existent déjà et sont déjà rétribués. Il n'y aura pas augmentation de dépense.

Acte de la milice, 1904, présenté—204.

BILLS—Suite.

Borden (sir Frederick)—La loi actuelle est virtuellement la même qu'à la Confédération—204; loi projetée pourvoit au maintien du pouvoir civil à l'intérieur et à la défense du pays contre l'invasion—204; la portion ayant trait à la marine militaire est rayée d'après avis et conseils de l'amirauté et du comité de défense coloniale—204; l'interdiction de confier le commandement à un Canadien disparaît—205; officiers anglais et canadiens sur le même pied quant à l'ancienneté—205; en temps de guerre le commandant des troupes britanniques à Halifax prendra la place que lui assure son rang—205; suppression de l'obligation de se conformer aux dispositions et règlements de Sa Majesté; l'Army Act seul applicable—205; augmentation de la troupe permanente de 1,000 hommes à 2,000—205; la solde des troupes augmentée—206; la troupe permanente devra être appelée d'abord en cas d'émeute—206; grandes manœuvres portées de 16 à 30 jours—206; organisation des bataillons scolaires—207; le grade de major général en chef pourra être accordé à officiers coloniaux en retraite ayant accompli services signalés—207.

M. Hughes (S.)—Opposé au changement permettant de choisir commandant en chef milice parmi officiers canadiens—207; approuve l'établissement de la préséance à grade égal par ancienneté entre impériaux et coloniaux—208; s'oppose à ce que l'on fasse des soldats des hommes de police, l'autorité civile ne devrait avoir aucun droit d'appeler la milice—210.

Bill lu une première fois—210.

Deuxième lecture proposée—253.

La Chambre décide de passer les clauses en revue sans rien adopter, puis de faire réimprimer et distribuer le Bill—254.

Borden (sir Frederick)—L'augmentation proposée dans la solde grossira la dépense annuelle de la milice d'environ \$250,000—255; un comité de cinq à six officiers supérieurs a étudié le projet—257; le commandant en chef a été consulté—258; la milice active comprend les corps permanents—265; l'exécutif pourra en tout temps libérer un soldat—266; texte du serment ancien et nouveau à prêter par la milice—268; des règlements seront passés pour assurer aux cadets ayant obtenu des certificats des privilèges s'ils entrent dans la milice—276; s'il y avait eu moyen d'améliorer la loi quant à l'appel de la milice en cas d'émeute, on y serait arrivé depuis un demi siècle—281; l'indemnité pour les chevaux a été augmentée et pas la solde des hommes, parce qu'il est plus difficile de se procurer des chevaux que des hommes—282; l'autorité municipale qui appelle les troupes est maîtresse de s'en dispenser quand cela lui semble bon—284; les autorités impériales sont d'avis qu'il n'y a aucune raison pour qu'un officier canadien ne puisse pas commander la milice du Canada—288; on a tout lieu de soupçonner au Canada que, dans l'armée impériale, des influences bien pires à celles des sphères politiques se donnent franc jeu pour les nominations—292; en cas de guerre impériale, le roi est investi

BILLS—Suite.

Borden (sir Frederick)—*Suite.*

du choix du commandant de la milice qui participerait à cette guerre, mais en cas d'insurrection ou d'attaque du sol canadien, le commandant de la milice quel qu'il soit, aura charge des troupes—293 ; la durée de service du commandant en chef sera déterminée par règlement, mais le pouvoir qui le nomme à la faculté de le congédier—294 ; le grade de major général honoraire de la milice canadienne permettrait de récompenser les officiers généraux ayant fait partie avec honneur de l'état-major de cette milice—304 ; quand la milice canadienne sera appelée à servir conjointement avec l'armée impériale, Sa Majesté nomme le commandant de toute l'armée et cet officier devra être le supérieur de l'officier commandant la milice—313 ; l'application de l' " Army Act " étant aboli au Canada en dehors du service, de nouveaux règlements seront préparés, imprimés et distribués aussitôt la loi nouvelle passée—317.

M. Borden (R. L.)—Le pouvoir pour réclamer des municipalités le montant dû pour les troupes appelées en cas d'émeute devrait incomber à la Couronne et non à l'officier commandant—278.

M. Clarke—Est chaleureusement en faveur d'augmenter la solde—256 ; proteste contre toute disposition donnant à deux juges de paix ou au maire le pouvoir d'appeler la milice, ce qui se fait pour ne pas payer des constables spéciaux ou une police municipale suffisante—275.

Hon. Fitzpatrick—L'article exemptant du service les ministres, sénateurs, conseillers législatifs, députés fédéraux et provinciaux, sous-ministres, ne les frappe pas d'incapacité militaire—264 ; l'esprit de la loi est ceci : l'autorité civile à l'initiative d'appeler les troupes ; lorsqu'elle fait sa réquisition à l'autorité militaire, cette réquisition est transmise à l'officier commandant du district ou l'officier supérieur de la milice active et celui-ci doit faire sortir la troupe permanente si elle est disponible, en cas d'absence seulement, la milice active peut être appelée—274 ; pour empêcher que des ouvriers dans la milice soient appelés à combattre des frères, il faudrait restreindre le champ de recrutement de la milice—279.

Hon. Haggart—Prétend que s'il plaît au souverain seul de faire une nomination militaire contrairement aux vœux de son ministre, celui-ci n'a pas d'autres recours que de se démettre—267.

M. Hughes—Demande que les officiers aient le droit de réquisitionner des fourrages et des provisions et d'émettre des bons de réquisition—264 ; demande que les musiciens puissent s'engager au-dessous de 18 ans—264 ; n'admet pas que le roi seul puisse nommer un officier, sans l'avis de son ministre—266 ; les miliciens en cas d'émeute n'ayant pas de pouvoir de constables sont exposés aux injures des émeutiers et ne peuvent faire d'arrestation—276 ; le système d'après lequel on nommait un commandant en chef de l'armée impériale permettait de s'en débarrasser, s'il

BILLS—Suite.

M. Hughes—*Suite.*

ne convenait pas, ce sera impossible avec la nouvelle loi—287 ; les cadres où l'on pourra choisir un commandant en chef canadien sont trop restreints—294 ; la mesure soumise quant au changement dans le commandement de la milice à l'air de s'adresser au commandant actuel, lord Dundonald—296 ; n'a pas des officiers anglais la haute opinion professée à leur égard par certaines personnes—296 ; félicite le ministre d'avoir augmenté le traitement de l'intendant général et du chef d'état major—300 ; les officiers de milice devraient être habitués au commandement d'unités plus considérables, comme les brigades, les commandants de district devraient s'occuper de la tâche administrative—301 ; il serait à propos que tous les officiers montés aient droit au harnachement comme les officiers de cavalerie (accordé)—306 ; demande qu'on établisse aux quartiers de chaque compagnie des salles de tir à tube pour s'exercer l'hiver—310 ; il ne faut jamais porter atteinte à la liberté individuelle des officiers de la milice canadienne lorsqu'ils ne sont point de service—316 ; les dispositions relatives aux réquisitions devraient s'appliquer aux compagnies de navigation—351 ; les avis ne devraient pas être affichés aux portes des églises pour ne pas détériorer les édifices du culte—323.

M. LaRivière—Dit qu'il ne serait que juste que les jeunes gens ayant servi comme cadets soient assurés de grades s'ils entrent dans la milice—276.

M. McCreary—Ne considère pas que le peuple ait été suffisamment informé qu'on voulait accroître des dépenses de la milice—255.

M. Robinson (J.)—Demande qu'on puisse choisir comme commandant un officier britannique quel qu'il soit—298 ; sans les officiers anglais nous ne serions qu'un peuple de " Canucks "—298.

Hon. Tarte—Demande s'il n'y aurait pas moyen de supprimer complètement l'appel de la milice en cas de grève—278 ; les miliciens ont tous des amis dans les rangs de grévistes—278.

M. Thompson (A. T.)—Aucun honneur qui relève du gouvernement canadien ne doit être trop élevé pour un Canadien—297 ; nous avons une pépinière excellente pour de futurs commandants dans le collège militaire de Kingston—297.

Hon. Tisdale—S'oppose de toutes ses forces au moindre empiètement de l'autorité militaire, sur l'autorité civile—286 ; le pouvoir militaire existe pour deux raisons seulement : la défense du pays et la protection de nos droits civils—286 ; opposé comme en 1898 à la proposition de remplacer par un Canadien le commandant de la milice—290 ; les politiciens au pouvoir s'empresseront de nommer comme commandant en chef un des leurs—291.

Discussion reprise en comité—6452.

M. Borden (sir Frederick)—Dépêches Chamberlain, Minto, Lyttleton invitant sir Frederick à venir en Angleterre discuter la loi de milice avec le secrétaire d'Etat à

BILLS—Suite.

Borden (sir Frederick)—*Suite.*

la guerre—6452 ; le comité de la défense n'est plus sous comité de l'exécutif, mais un comité d'initiative—6453 ; a étudié le rapport du comité Esher nommé par l'honorable M. Balfour pour faire enquête sur l'organisation du bureau de la guerre en Angleterre—6453 ; ce rapport va être appliqué en Angleterre—6454 ; a inséré dans le Bill actuel les dispositions qui permettront de suivre l'exemple du gouvernement impérial—6453 ; le système de la milice, sans récrimination, a mal fonctionné au Canada—6454 ; pas d'esprit de suite—6454 ; système changé avec chaque commandant—6454 ; à l'avenir il y aura un conseil de la milice qui prendra toutes les décisions importantes—6454 ; il sera composé ainsi : ministre de la Milice, président, principal officier commandant la milice, adjudant général, quartier-maître général, maître général de l'artillerie et deux civils, député ministre et comptable en chef du ministère—6454 ; le ministre de la Milice n'avait pas le droit de consulter ni de faire venir à son bureau les fonctionnaires de la branche militaire—6455 ; le mot de défense est rétabli dans le titre du Bill pour pouvoir utiliser les anciens imprimés, c'est le Bill de la milice et de la défense—6456 ; les questions de rang n'intéresseront pas le conseil militaire, tous les membres seront sur le même pied—6457 ; sous le nouveau régime, il n'y aura pas d'officier général commandant mais un premier officier général, le chef de l'état-major général—6459 ; il n'y a plus en Angleterre de commandant en chef—6459 ; tous les officiers qui font partie du conseil seront aptes à commander—6460 ; deux officiers canadiens iront chaque année suivre l'école d'état-major en Angleterre—6460.

Article 2, paragraphe (f)—6460.

M. Borden (sir Frederick)—Les ordres généraux sont les ordres et instructions donnés à la milice avec l'approbation du ministre—6460 ; ces ordres seront donnés par le conseil—6460.

M. Fowler—S'oppose à l'exception faite pour les cas de circonstances critiques qui permet au gouvernement en conseil de mettre à son gré la milice en service actif en dehors du Canada—6461 ; il ne faut pas que le parlement se dépouille de ses pouvoirs—6461 ; les circonstances ne peuvent pas être assez critiques pour ne pas convoquer le parlement—6461 ; c'est autre chose que de permettre à des volontaires d'aller servir—6462.

M. Hughes—Les volontaires n'ont pas besoin de permission pour aller où ils veulent lutter pour l'empire—6462 ; les autorités impériales ont le droit absolu de recruter des soldats à Ottawa même, sans permission du Canada pour servir l'empire dans quelque partie du monde que ce soit—6462.

Borden (sir Frederick)—La loi nouvelle fait bien ressortir que la milice peut être mise en service actif en dehors du Canada seulement pour la défense du Canada—6462.

BILLS—Suite.

Tout l'article 2 adopté sauf paragraphe (f)—6466.

Article 4, attribuant au roi le commandement en chef de la milice pour l'exercer par l'intermédiaire du Gouverneur général agissant comme son représentant—6466.

Borden (sir Frederick)—On a supprimé "personnellement" après exercer—6466.

Hon. Fitzpatrick—Propose de supprimer cet article dont l'équivalent figure dans l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord—6466.

M. Bourassa—Demande que l'on ajoute que c'est l'acte du Canada autonome qui attribue au Gouverneur en conseil les pouvoirs définis par la loi ; il importe d'affirmer nettement la suprématie du parlement canadien dans les affaires de milice comme dans toutes les autres—6467 ; pour cela la clause devrait être modifiée en ajoutant les mots "en conseil" après Gouverneur général—6468.

M. Gourley—Proteste qu'on veut élever un mur entre le roi et le cœur du peuple canadien—6469.

Article laissé en suspens.

M. Ingram—Reprend toute la discussion d'ingérence politique à propos de la clause permettant à tout ministre de veiller aux intérêts de sa section du pays dans le cas de formation de corps nouveau—6470.

M. Daniel—Introduit la question des fournisseurs de la milice à Saint-Jean—6478 ; il se plaint qu'un colonel Armstrong n'ait pas été nommé colonel honoraire—6479.

Laurier (sir Wilfrid)—Le bon sens exige que lorsque le conseil des ministres est saisi d'une proposition de nomination ou d'avancement tous ses membres aient le droit d'exprimer leur opinion—6482 ; tout le monde admettra que le bon sens exige également que les membres s'inclinent devant l'opinion de celui qui représente le district intéressé—6482.

M. Hughes—Dit que les prolongations de durée de commandement sont accordées ou refusées suivant la politique—6483 ; il cite plusieurs cas de Nouvelle-Ecosse—6486.

Borden (sir Frederick)—La meilleure réponse à faire c'est que le chef de l'opinion, lui-même, a dit que la politique n'a rien eu à faire dans l'administration de la milice en Nouvelle-Ecosse—6483.

En suspens—6488.

Retour au paragraphe (f)—6488.

Borden (sir Frederick)—Propose cette rédaction : Les ordres généraux sont des ordres transmis à la milice par l'adjudant général ou par son entremise avec l'approbation du ministre de la Milice—6488.

Adopté.

Retour à l'article 4.

M. Bourassa insiste pour une déclaration claire que le pouvoir souverain ne peut être exercé que par le Gouverneur général en conseil—6490 ; il propose la rédaction suivante : le commandement en chef de la milice continuera à être attribué au roi et sera exercé et administré par le Gouverneur général en conseil des ministres

BILLS—Suite.

M. Bourassa—*Suite.*

—6489 ; ceci est nécessaire dit-il à cause de l'interprétation donnée à l'ancien Acte par M. D. McMaster à Montréal, qui a dit en face de lord Minto, sans protestation de celui-ci, qu'il avait personnellement le pouvoir de mettre sur pied la milice du Canada—6502.

Hon. Fitzpatrick—Démontre que si la clause peut sembler ambiguë ou prolix, elle signifie ce que veut dire M. Bourassa—6501 ; définition du terme Gouverneur en conseil—6493 ; doctrine constitutionnelle—6494.

M. Alcorn—M. Bourassa voudrait enlever la direction de la milice au parlement pour la donner au gouvernement—6490.

M. Gourley—Chaque fois que les services de la milice du Canada seront requis pour les Indes ou les îles les plus lointaines, nous répondrons à l'appel—6499 ; le gouvernement qui ne partagerait pas cette opinion serait renversé en moins de deux jours—6499.

M. Robinson (J.)—Se plaint qu'on gaspille du temps à ergoter—6506.

Amendement Bourassa rejeté—6508.

Article 15 relatif aux exemptions de service actif—6511.

Hon. Fitzpatrick—Tous les citoyens mâles du Canada, âgés de plus de 18 ans et de moins de soixante, sauf les exemptés peuvent être appelés en service actif—6512 ; le Gouverneur général en conseil en cas de levée en masse peut appeler en service toute la population mâle en état de porter les armes, sans exemption—6512 ; pas même pour le clergé—6512.

M. Gourley—Proteste contre l'exemption en faveur des députés, il la trouve insultante—6513.

Borden (sir Frederick)—Ajoute les pompiers parmi les exemptés—6516.

M. Hughes—Demande le rétablissement des anciennes dispositions exemptant ceux que leurs opinions religieuses empêchent de prendre les armes—6517.

M. Bourassa—Comment s'appliquera la loi qui exige de fournir un mois d'avance les preuves du motif d'exemption à invoquer—6518 ; quand l'intéressé saura-t-il qu'il sera appelé à servir—6519 ; en cas, par exemple, de tirage au sort pour compléter les vides du recrutement—6519 ; ce cas équivaut au service obligatoire, l'exempté sera enrôlé s'il n'est pas prévenu un mois d'avance que son numéro sera désigné par le sort, ce qui est absurde—6518.

Hon. Fitzpatrick—L'Exécutif fera des règlements à cet effet—6520.

Articles 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27 adoptés—6522.

M. Bourassa—Propose d'inscrire l'article suivant entre 27 et 28 : en temps de paix l'effectif total de la milice active ne dépassera pas 50,000 hommes—6522 ; l'ancienne loi limitant à 45,000 le nombre d'hommes pouvant recevoir l'instruction—6522 ; maintenant, il n'y a plus de limite—6522 ; il faut songer à enrayer les dépenses—6522.

BILLS—Suite.

M. Gourley—Les pays soumis au militarisme en ont retiré de grands avantages, exemple, l'Allemagne—6525 ; demande une définition du militarisme—6526.

M. Thompson (A. T.)—C'est un peu plus qu'une protection suffisante—6526.

M. Gourley—Rappelle le discours de sir Wm Mulock, à Toronto, où il a parlé contre le militarisme—6526 ; les succès du Japon sont dus au militarisme—6527 ; la milice devrait prendre les enfants de quatorze ans—6527 ; le service devrait être obligatoire dans la milice—6527.

M. Hughes—La milice est l'entithèse du militarisme—6528 ; deux membres du gouvernement, l'honorable M. Sifton et le premier ministre, se sont déclarés en faveur de la création d'une milice de 1,000,000 d'hommes—6529.

M. Bourassa—Approuve le système du Gouvernement de faire enseigner aux jeunes gens le tir à la cible—6529 ; on peut enseigner à la jeunesse le devoir sans créer des effectifs qui seront toujours trop modiques, mais qui détourneront la jeunesse des occupations nécessaires—6530 ; pourquoi habituer la jeunesse qui porte le casque à railler l'agriculture comme on l'a fait pour l'honorable M. Fisher—6530 ; approuve les bataillons scolaires si la jeunesse est libre d'en faire partie ou de s'abstenir—6530 ; on doit imposer une limite au cas où le portefeuille de la milice tomberait aux mains d'exaltés comme le colonel Hurhes—6531 ; un gouvernement libéral est apte à céder aux caprices torries en matière de panache et de militarisme—6532 ; il est absurde de prétendre que nous avons assez d'argent disponible pour nous mettre sur un pied de guerre permettant de lutter avec les Etats-Unis—6532 ; le bon sens populaire est notre meilleure sauvegarde et la seule—6533 ; au fond du cœur dans le peuple canadien on sait que nous avons trop dépensé d'argent pour le militarisme depuis quelques années—6534 ; en augmentant notre milice dans le but avoué de faire face aux Etats-Unis nous préparons de graves embarras à la mère patrie que nous prétendons chérir—6535.

M. Thompson (A. T.)—Il y a trente-six ans la milice était limitée à 40,000 hommes dont l'exercice était obligatoire, il nous faut plus que cela maintenant—6536 ; maintenant le parlement sera maître d'en exercer suivant les besoins—6536 ; que ferait-on si on enseignait le tir à toute la jeunesse et si l'on n'avait que 40,000 fusils—6536 ; il est faux que la milice soit le rendez-vous des désœuvrés—6536.

M. Ingram—Condamne la conduite du parti libéral à propos des achats de fusils en 1896—6537.

M. Hughes—Si M. Bourassa fréquentait les camps, il changerait d'opinion quant à la milice—6538.

M. Osler—L'Angleterre nous défendra quand bien même nous aurions d'autres gens du calibre de M. Bourassa—6539 ; M. Bourassa est le seul dans la Chambre à entretenir les idées qu'il a exprimées—6540.

BILLS—Suite.

M. Puttee—Tout sert de prétexte à tomber sur M. Bourassa—6540 ; nous n'avons pas actuellement 50,000 hommes de milice, il ne propose donc pas de réduction—6540 ; il est vrai que le peuple s'inquiète des dépenses militaires—6540 ; elles montent trop—6540.

Amendement Bourassa rejeté—6541.

Formule de serment adoptée—6541 : " Je promets et jure solennellement que je serai fidèle et loyal et porterai loyale allégeance à Sa Majesté—6541.

Article 29 portant les troupes permanentes à 2,000 hommes—6541.

Borden (sir Frederick)—En plus des armes spéciales cela permettra de créer un poste de 200 hommes à Montréal et 100 hommes à cheval dans le Nord-Ouest pour prendre la place de la police à cheval qui sera envoyée plus au nord—6542.

Articles 46, 47, 50, 51 et suivant adoptés.

Article 56, équipements.

M. Taylor—Se plaint que certains uniformes sont trop coûteux—6544.

Borden (sir Frederick)—Quelques uns de ces uniformes sont des reliques du passé, nous devrions adopter un costume canadien—6546.

M. Monet—Il est absurde au camp de La Prairie de voir les soldats étouffer sous leurs képis tandis qu'ils seraient à l'aise avec des chapeaux de paille—6548.

M. Fowler—Demande qu'il n'y ait pas d'uniforme de gala et que tous soient de même modèle et du même prix pour ne pas exciter d'ambition—6548.

Article 69, permission aux militaires de se vêtir en civil.

M. Ingram—Lit une protestation contre la faveur accordée à des soldats des corps permanents de ne pas revêtir l'uniforme—6550.

Article 65 accordant une rémunération de \$1 par jour pour les chevaux—6553.

Discussion remise—6553.

Article 68, installation et protection des champs de tir.

M. Bourassa propose un amendement disant que Sa Majesté sera tenue à compensation pour mort ou accident à la personne ou à la propriété, provenant de l'usage du champ de tir, sauf le cas de négligence de la personne ou si elle prend part au tir—6556 ; rappelle accident Côte St. Paul ; dans ce cas les tribunaux ont décidé qu'il n'y avait pas de remède et ce jugement a été confirmé—6556 ; il faut protéger maintenant les cultivateurs qui travaillent paisiblement dans leur champ—6556.

M. Monk—Approuve la proposition et regrette qu'elle ne puisse pas avoir, dans le cas de Larose un effet rétroactif—6557.

M. Gourley—Croit l'amendement sage et l'appuiera—6558.

Borden (sir Frederick)—Cette disposition pourrait être sage pour les champs de tir de l'Etat, mais non pour ceux des clubs de tir que le gouvernement ne fait qu'encourager et assister—6559.

BILLS—Suite.

M. Thompson (A. T.)—Voudrait qu'il y eut compensation même pour un homme blessé en prenant part au tir s'il n'y a pas de négligence de sa part—6562.

M. Tisdale—Tel que rédigé l'amendement rendrait le gouvernement responsable dans tous les cas, si un club quelconque loue un champ et s'exerce au tir le gouvernement aurait à payer en cas d'accident—6565.

Borden (sir Frederick)—Propose que l'on rende Sa Majesté responsable dans le cas de mort ou blessures résultant de l'usage d'un champ de tir pour l'exercice du tir à la cible conformément aux règlements du ministère de la milice—6567.

Article laissé en suspens—6573.

Articles relatifs aux tirs et aux cadets adoptés—6574.

Article 74, appel au service actif en cas de circonstances critiques.

Borden (sir Frederick)—Propose d'ajouter que lorsque la milice, en cas de guerre, sera appelée pour servir conjointement avec les armées régulières de Sa Majesté, Sa Majesté pourra en conférer le commandement à un officier supérieur de son armée régulière—6574.

M. Bourassa—Proteste contre cette restriction du pouvoir du gouvernement canadien—6574 ; cet officier supérieur pourra prolonger la guerre à son gré sans s'occuper du parlement—6574 ; le Canada a été mêlé dans une guerre pendant deux mois sans consulter le parlement—6575 ; ce n'était même pas la milice, mais un corps spécialement formé pour lequel on dépensait de l'argent que les représentants du peuple n'avaient pas voté—6576 ; on a payé avec des mandats spéciaux—6576 ; dans toutes les autres colonies où le parlement n'était pas en session, le gouvernement refusa d'organiser des contingents sans convoquer les Chambres—6576 ; veut que le gouvernement ait le pouvoir de mettre la milice sur pied, mais avec l'obligation de convoquer le parlement aussitôt—6576.

Article 77, la milice du Canada ne pourra sortir du Canada que pour la défense du pays—6577.

Borden (sir Frederick)—La milice ne pourra pas être envoyée en dehors du Canada pour contribuer à la défense de l'empire sauf en vertu d'un arrangement spécial comme celui qui a eu lieu lors de la guerre des Boers—6577.

M. Gourley—Proclame que cet article est un renoncement à notre agrandissement national—6578 ; cet article est un changement radical de politique—6578.

Borden (sir Frederick)—Il n'y a pas de changement à l'ancienne loi, la preuve en est qu'il n'a pas été considéré qu'elle permit l'envoi de la milice en Afrique et qu'on a envoyé des volontaires—6580 ; la milice anglaise ne peut pas être appelée à servir en dehors des îles britanniques—6580.

M. Daniel—Notre milice comprend à la fois une milice et une armée régulière—6581.

BILLS—Suite.

Borden (sir Frederick)—Lit l'acte de la milice de la Grande-Bretagne—6584.

Article prescrivant que si les troupes impériales et canadiennes sont appelées sous les armes conjointement Sa Majesté pourra en donner le commandement à un officier supérieur de son armée qui aura préséance sur le commandant de la milice—6585.

Borden (sir Frederick)—Sans cet article, le gouvernement canadien pourrait nommer un officier canadien à son choix—6586; une clause spéciale permet en tout temps, même s'il n'y a pas de troupes impériales de donner le commandement à un officier impérial—6586.

Article 79, rendant applicables les Règlements du Roi à la milice canadienne—6588.

M. Hughes—S'oppose à ce que les officiers et soldats de notre milice puissent perdre leurs prérogatives de citoyens—6589; ces règlements ne doivent s'appliquer qu'aux soldats en uniforme—6589; nous ne promettons jamais à la tyrannie militaire d'Europe et des Etats-Unis de s'implanter au Canada—6589; une fois l'exercice fini un homme a parfaitement le droit de dire ce qu'il voudra à un officier—6589.

Articles passés jusqu'à 79, inclus—6,600.

Articles 36, appel de la milice en cas d'émeute, appel par trois juges de paix—6600; troupes permanentes employées d'abord—6600.

M. Puttee demande de mettre une restriction au pouvoir d'appel des troupes qui ne devrait être permis que lorsque toutes les ressources du pouvoir civil sont épuisées—6601.

Article adopté—6603.

Article 36, formule de réquisition—6603.

M. Hughes—On ne saurait trop faire comprendre aux municipalités qu'elles sont tenues de maintenir le bon ordre chez elles—6605.

M. Gilmour—Ne voit pas pourquoi les municipalités devraient payer le coût de la milice quand elle est appelée par 3 magistrats pour la sécurité générale—6605.

M. Ingram—Ceux qui font venir la milice sont peut-être la cause première des troubles—6608.

M. Hughes—La milice ne devrait pas être appelée du tout; que l'on nomme des constables—6610.

M. Macpherson—S'oppose à ce que l'on appelle la milice pour servir dans la ville où elle réside, c'est exposer les miliciens à servir contre des amis personnels—6610.

M. Fowler—En donnant à trois magistrats au lieu du conseil municipal le droit de réquisitionner les troupes, on viole le principe pas de taxes sans représentation—6612.

M. Puttee—Demande quatre juges de paix pour signer la réquisition si le maire refuse—6613.

Article 39—La paie de \$1 par jour aux miliciens appelés s'appliquera aux troupes permanentes—6614.

BILLS—Suite.

Article 41, pourvoyant à la nomination d'un officier du grade de colonel au moins dans la milice ou dans l'armée impériale, lequel sous la réserve des règlements et sous la direction du ministre, pourra être chargé du commandement militaire de la milice et qui sera payé au maximum \$6,000 par année—6614.

M. Hughes—Propose d'ajouter un amendement comportant les connaissances requises de l'officier choisi—6615.

Borden (sir Frederick)—Propose de laisser ce soin au gouvernement au moyen d'un règlement—6616.

Article 41, prescrivant qu'en cas d'absence du commandant général, le Gouverneur général pourra nommer un officier de l'état-major général pour prendre sa place—6616.

Borden (sir Frederick)—L'état-major va subir des réformes—6616; il y aura échange entre officiers canadiens et impériaux.

M. Hughes—Signale un article du "Herald" sur l'étiquette militaire—6618; il raconte les incidents de la visite des ministres au camp de Laprairie—6618.

Article 41a.—Pourvoyant à la nomination d'un inspecteur général, \$6,000, rapporté—6619.

Article 42, nomination de l'adjudant général—6619.

Borden (sir Frederick)—Le gouvernement se propose de retenir les services d'un officier de l'armée impériale—6619.

Articles 43, 43a, 44, rapportés—6620.

Article 6 (a)—Conseil de la milice—6620.

Borden (sir Frederick)—Chaque officier du conseil aura la responsabilité de son propre service—6621; il y aura des relations plus intimes entre les diverses branches du service—6621; le ministre de la milice se familiarisera avec les besoins des différents services—6622; les décisions seront consignées aux archives, il pourra y avoir plus de suite dans les décisions rendues—6622.

M. Hughes—Cite l'article de M. Amery du "Times" sur le fonctionnement de ce système en Grande-Bretagne—6622; au Canada malheureusement les officiers ne sont pas assez indépendants pour faire valoir une idée à l'encontre du ministre—6622; on demandait le renvoi d'un professeur de Kingston parce qu'il avait exprimé des opinions favorables à la Russie—6622.

Article 68 repris, indémité pour blessures ou dommages résultant de l'usage de champs de tir—6623.

M. Bourassa—Demande d'ajouter que l'Etat ne permettra à personne de se servir des champs de tir d'une façon non conforme aux règlements—6624; sans cela, il n'y aura pas de protection pour les cultivateurs que la milice à tort de rallier—6624.

Laurier (sir W.)—La question de protection du public est sérieuse—6626; il vaut mieux refaire tout cet amendement—6626; il importe qu'en toute circonstance le tir soit pratiqué conformément aux règle-

BILLS—Suite.

- Laurier (sir W.)—*Suite.*
 ments de l'Etat—626 ; comme cela, s'il arrive un accident, le gouvernement sera responsable—626.
- M. Daniel—Propose d'établir que c'est un délit de se servir de ces champs de tir sans permission—628.
- M. Ingram—Demande qu'on distribue des cartouches gratuitement aux bataillons scolaires—630.
- M. Hughes—Propose de payer une solde aux bataillons scolaires—630.
- Bill repris en comité—8176.
- Borden (sir Frederick)—Propose d'amender l'article 69 pour provoquer la convocation du parlement dans les quinze jours qui suivront l'appel de la milice en service actif pour la défense de l'empire—8177.
- M. Maclean—Ne veut pas que la milice canadienne serve exclusivement pour la défense de l'empire—8177 ; la loi devrait permettre au Gouverneur général du Canada d'envoyer nos troupes pour la défense de l'empire ; 8177 ; pourquoi imposer des restrictions—8178 ; si nous refusons de remplir nos devoirs envers l'empire, agissons franchement et prenons des mesures pour nous en séparer—8178 ; le temple de Janus n'est pas fermé—8180 ; le salut de la nation et de l'empire est la loi suprême—8180.
- Hon. Fitzpatrick—Pourquoi ne pas laisser au parlement le droit de décider si nos troupes doivent être envoyées au dehors, après tout, cela ne fait que quinze jours de retard, au maximum—8182.
- M. Sproule—Ce serait faire preuve de lâcheté que de ne pas être prêts à faire notre part pour la défense de l'empire en quel que coin du globe qu'il soit menacé—8184.
- M. Robinson (J.)—Considère que le Gouverneur en conseil devrait pouvoir envoyer les troupes où il lui plairait, pour la défense de l'empire—8184.
- M. Gourley—Aucune puissance au monde ne peut détacher de l'empire une partie quelconque du Canada—8185 ; nous voulons que le gouvernement canadien puisse envoyer à son gré les troupes canadiennes dans telle partie du monde qui lui conviendra—8187.
- M. Maclean—La suprématie de la Grande-Bretagne est assaillie de toute part—8188.
- Borden (sir Frederick)—La loi proposée ne diffère pas de la présente loi—8190 ; elle assure la convocation du parlement et celui-ci pourra s'il lui plaît ordonner que la milice aille au dehors—8190.
- M. Hughes—Nous sommes anglais d'abord—8191.
- M. Sproule—Tous les actes du gouvernement tendent à la séparation—8194 ; il vaut mieux faire savoir à l'empire que nous sommes prêts à le suivre tout le temps que cela sera nécessaire—8194 ; si quel qu'un attaquerait Terre-Neuve, il nous faudrait bien aller la défendre—8195.
- M. Borden (R. L.)—Pourquoi ne pas laisser la loi telle quelle, du moment où, dans les quinze jours, le parlement est sûr d'avoir la haute main sur les envois ou non—8199.

BILLS—Suite.

- Borden (sir Frederick)—Le projet de loi a été examiné par les autorités impériales qui s'en déclarent très satisfaites—8199.
- M. Barker—Se demande si le Canada n'aurait pas sombré dans l'humiliation, au cas où il n'aurait pas envoyé de troupes en Afrique du Sud—3200 ; cela n'est pas une excuse de dire qu'on a fait comme les conservateurs—8202.
- M. Lavergne (A.)—Ce sont les Canadiens-français qui ont conservé ce pays-ci à l'Angleterre en 1776 et en 1812—8203.
- M. Barker—Rappelle que les gens d'Ontario y ont été pour quelque chose—8204.
- Borden (sir Frederick)—Donne le texte officielle de cette partie de l'acte de la milice en Angleterre décrétant qu'elle ne pourra pas être renvoyée au dehors du Royaume-Uni—8206 ; c'est la même chose en Australie et en Nouvelle-Zélande—8206.
- M. Hughes—Les services volontaires des miliciens anglais peuvent être acceptés pour la guerre à l'étranger—8209.
- M. Maclean—Exprime l'espoir de voir un jour M. Bourassa ministre de la Milice—8213.
- M. Gallier—Ne voudrait pas supposer un instant que le parti libéral pût contenir des hommes qui refuseraient leur secours à la Grande-Bretagne en cas de besoin réel—8215.
- M. Bourassa—La loi de 1855 était bien plus restrictive que celle-ci—8220 ; la loi telle que présentée permet en somme d'envoyer notre milice à peu près partout—8220 ; l'affirmation de la restriction de l'emploi à la défense nationale fait le fond de toutes nos lois de milice—8221 ; il n'y a pas de Gourley ni de Hughes dans les rangs de la droite, il n'y a personne qui ait dit qu'il fallait être un idiot pour être élu aux Communes d'Angleterre, ou que le ministre de la Guerre anglais qui avait rappelé Dundonald était un lâche—8221 ; la droite n'appartient pas à cette secte dont le grand maître faisait appel à la révolte contre la Reine à cause d'une loi passée qui ne lui convenait pas—8221 ; si les chefs du parti libéral hésitaient à passer la loi telle que préparée s'ils cédaient devant les Gourleys ou les Hughes ils s'apercevraient vite que bien des libéraux ne pensent pas comme eux—8222.
- M. Hughes—On sent enfin que c'est M. Bourassa qui a imposé cet amendement comme condition de son support au bill—8222.
- MM. Bourassa et sir Frederick Borden nient—8222.
- M. Hughes—Quels que soient les termes de la loi, on ne pourra pas empêcher les fidèles canadiens de voler à la défense de l'empire—8224 ; l'agitation anti-militariste qu'entretiennent les journaux du gouvernement ressemble aux débuts de 1837 ; le livre de John McMullin de Brockville—8224.
- L'article est adopté tel quel—8225.
- Article relatif aux compensations pour accidents provenant des champs de tir refait et adopté—8227.

BILLS—Suite.

Article relatif à l'application de l'acte de l'armée et des règlements royaux—8227.

M. Hughes—Veut faire expliquer que la milice n'y est soumise que lorsqu'elle est en uniforme et en service—8228 ; le premier principe de notre milice c'est qu'elle est libre—8228 ; nos miliciens sont par nature polis envers leurs officiers—8228 ; cas de tyrannie anglaise, le cas d'un milicien à Colenso—8229 ; propose l'amendement annoncé permettant à la milice une critique modérée—8229.

Borden (sir Frederick)—La discipline est chose délicate qu'on ne doit toucher qu'avec précaution—8229 ; des changements dans ce sens se feront plus avantageusement par règlement—8230.

Bill rapporté, amendements lus Ire et 2e fois—8235.

Troisième lecture proposée—8264.

Hon. Tisdale—Présente un long amendement contenant toutes les modifications et additions qu'il veut faire subir au bill—8264 ; n'a jamais entendu dire qu'on se soit plaint de l'introduction de la politique dans la milice sous le régime conservateur—8267 ; témoignage de sir Frederick Borden au banquet de sir Percy Girouard—8267 ; la réforme en Angleterre—8269 ; il faut deux têtes à la milice, un général pour les affaires militaires, un ministre pour les affaires civiles—8270 ; il nous faut un commandant de milice ayant fait des campagnes, ce qui ne peut se trouver qu'en Europe—8272 ; il n'y a pas de commandant en chef des troupes en Angleterre, de nom, mais il y en a un de fait—8273 ; preuves—8274 ; la situation est très grave—8276 ; c'est une indignité de subordonner au ministre le commandant en chef de la milice canadienne—8278 ; s'indigne de la façon dont Dundonald a été traité, cite des facéties de journaux—8279 ; le nouveau Bill crée une scission complète entre notre plan de défense et celui des armes impériales, la chose est grave—8279 ; proteste contre ce projet qui accuse un désir répréhensible de rompre les liens de fraternité qui nous unissent à l'armée impériale—8280.

Borden (sir Frederick)—Félicite M. Tisdale d'avoir renoncé à son humeur chagrine pour se permettre des facéties—8280 ; le War Office approuve les propositions contenues dans le Bill de milice 8281 ; l'amendement proposé signifierait que nous refusons de nous conformer aux innovations introduites par le War Office—8282 ; loi de 1879 soumettait le commandant des troupes en Angleterre au secrétaire d'Etat à la guerre—8282 ; les ministres sont comptables au parlement et au public et tous ceux qui relèvent d'un ministère sont subordonnés au ministre—8283 ; met tout le monde au défi de citer un seul cas où il aurait abusé de sa position pour nuire à un officier ou pour favoriser indûment un autre en faisant une nomination politique contraire aux règlements et ordonnances de la milice—8283 ; conclusions du rapport Esher—8284 ; paragraphe 8 du rapport—8285 ; paroles prononcées par M. Arnold Forster—8286 ; il n'y a pas d'inconséquence à garder dans l'acte

BILLS—Suite.

Borden (sir Frederick)—Suite.

de la milice une clause permettant de nommer un commandant en chef, c'est pour les cas de nécessité, de réunion de troupes—8238 ; en temps de paix, le ministre et un conseil peuvent parfaitement administrer la milice—8238 ; refuse de prêter la main à l'exclusion des officiers canadiens du commandement en chef de la milice—8239 ; cite l'article maintenant en vigueur l'Army Act quant à la milice active et à la milice permanence—8290.

M. Ward—Sous les conservateurs, il n'y a que quatre généraux commandants qui soient partis avant l'expiration de leur temps—8291 ; le ministre aurait dû attendre pour voir comment fonctionnera le système en Angleterre—8292.

M. Borden (R. L.)—Il n'est peut-être pas toujours bon d'imiter en tout l'Angleterre—8292 ; tant que nous n'aurons pas la preuve qu'un officier canadien peut avoir la même expérience qu'un officier impérial, ne faisons pas de changements dans le commandement—8295 ; quant aux conflits survenus, il doit y avoir eu des torts des deux côtés, en somme ils n'ont pas été assez graves pour nécessiter un bouleversement dans la loi de la milice—8297.

M. Hughes—Les communications entre le ministre et le commandant de la milice n'auraient pas dû se faire par l'entremise du sous-ministre—8297 ; la nomination d'un officier anglais au commandement en chef de la milice est un des rares liens qui nous rattachent à l'Europe, on le brise—8298 ; on tend à se séparer de l'Angleterre par l'évolution sinon par la révolution—8298 ; dépenses comparées en hommes et en argent pour les troupes des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et du Canada, dépenses par tête, dépenses pour la marine, dépenses pour tous les pays du monde—8299, 8302 ; si le Canada devenait indépendant, il lui faudrait consacrer au moins \$4 par tête pour sa défense—8303 ; marine marchande de différents pays et coût de la protection par la flotte—8304 ; dépenses qu'entraînerait la défense militaire du Canada préconisée par M. Bourassa—8307 ; cela coûterait annuellement \$8,800,000—8307 ; a toujours été admirateur de la France—8308 ; exposé historique du développement des peuples depuis 1892—8308 ; l'Angleterre et les Etats-Unis policiers du monde civilisé 8311 ; si l'Angleterre et ses colonies s'alliaient aux Etats-Unis, la paix et la prospérité régneraient sur le monde—8311.

Motion Tisdale rejetée sur division—8311.

M. Logan—Propose un amendement relatif à l'appel de la milice en cas d'émeute, exigeant que l'appel soit fait soit par les autorités municipales responsables, soit par un tribunal—8312 ; le maire ne pourra pas appeler seul la troupe, il lui faudra le concours de deux magistrats, mais il pourra empêcher deux magistrats de le faire de leur propre initiative. Dans ce cas il faudra s'adresser à un juge de la cour Supérieure—8314.

BILLS—Suite.

- M. Gourley—Expose que le "custos" qui constituait l'administration municipale dans les provinces maritimes a disparu de fait et devrait disparaître de la loi—8316 ; la municipalité doit avoir un mot à dire quand il s'agit de la grève d'une dépense—8316 ; il est dangereux de confier trop de pouvoir à trois magistrats irresponsables qui peuvent être à la discrétion des compagnies—8316.
- M. Campbell—Proteste contre cette façon de présenter sur la 3e lecture un amendement important dont il n'a pas même été donné avis—8318.
- M. Puttee—Il est bien préférable de confier au maire le pouvoir d'appeler la milice qu'à des juges de paix—8318.
- M. Taibot—Les grèves au Canada sont suscitées par des associations américaines, au lieu de rendre plus difficile l'appel de la milice, on doit au contraire le faciliter légalement—8320.
- M. Borden (R. L.)—Propose que la Chambre se forme en comité pour discuter cette question d'appel des troupes en cas de grève—8323.
- M. Emmerson—Propose que le droit d'appeler la milice soit confié au shérif—8323.
- Discussion remise—8323.
- Discussion reprise—8375.
- Hon. Fitzpatrick—Présente article relatif à l'appel de la milice dans le sens de la proposition Logan—8376.
- M. Clarke—Considère que c'est un mouvement rétrograde de donner à un juge le droit d'appeler la milice si le maire refuse—8378.
- M. Borden (R. L.)—On crée ainsi un tribunal d'appel, du maire au juge, il importe de fixer une procédure pour savoir dans quelles conditions peut se faire l'appel—8382.
- Hon. Fielding—Il ne faut pas oublier qu'un juge est une personne responsable au même degré qu'un maire de municipalité—8384.
- Mulock (sir W.)—Dans dix-neuf cas sur vingt, le maire refusera d'agir et préférera laisser à un juge la responsabilité d'appeler la troupe—8384 ; d'un autre côté celui-ci demandera la preuve du refus—8385 ; il serait aussi bien de conserver la loi actuelle—8286.
- M. Daniel—Le droit d'appeler la milice ne devrait appartenir qu'aux représentants du peuple—8390 ; conseillerait de le conférer au gouvernement provincial, par le procureur général si le maire refuse d'agir—8390.
- Hon. Fielding—Lorsqu'il s'agit du maintien des lois et du bon ordre, il n'est pas toujours sage de s'appuyer sur le sentiment populaire—8394.
- M. Logan—Propose amendement définitif donnant au maire et à deux juges de paix, ou en cas de refus à un juge le pouvoir d'appeler la milice—8398.
- Amendement adopté—8398.
- Troisième lecture soumise—8398.

BILLS—Suite.

- M. Smith (E. D.)—Propose toute une série de réformes nouvelles—8398 ; solde de \$1 par jour, paiement de la solde aussitôt le retour dans les foyers, un cheval fourni au chirurgien-major—8398 ; la détermination des droits de réclamation des officiers—8399 ; le cas du colonel Von Wagner—8400.
- Laurier (sir Wilfrid)—Demande à la Chambre de ne pas encore retarder l'adoption du Bill—8400.
- 3e lecture du Bill, adopté—8400.
- Sanctionné—9212.

LOI MODIFIANT LE TARIF.

- Résolutions soumises—5803.
- Hon. M. Fielding—Soumet à la Chambre les modifications que le gouvernement compte faire subir aux résolutions du tarif—5303 ; texte des résolutions modifiées—5304 ; changer le calibre des plaques de métal, adopter le calibre impérial—5807 ; quant à la clause du rabais en suspendre l'application en cas de marchandises ne faisant pas réellement concurrence à la fabrication canadienne—5807 ; le droit sur le verre étranger sera réduit à 15 p.c. pour ne pas trop avantager le verre anglais—5808 ; la clause des cravates s'appliquera aux mouchoirs de cou—5808 ; les dents artificielles n'entreront en franchise que le 1er avril prochain—5809 ; seules les presses à imprimer rotatives entreront en franchise—5809 ; jusqu'au dernier jour d'août, les marchandises achetées avant le 7 juin paieront les anciens prix—5810.
- M. Birkett—Les manufacturiers américains ont averti qu'ils expédient leurs marchandises aux prix qu'elles se vendent aux Etats-Unis et qu'ils paieront la même commission qu'aux vendeurs américains—5812.
- En comité—8967.
- Hon. Fielding—Propose que la Chambre se forme en comité sur la 2e résolution présentée dans le discours du budget pour imposer un droit spécial sur les marchandises vendues à sacrifice—8967 ; propose en amendement que la résolution ne s'applique pas dans le cas où les marchandises paient déjà des droits très élevés ou dans le cas où la différence entre la valeur marchande et le prix vendu est peu importante—8968 ; la légitime valeur marchande est le prix normal de vente au pays de production—8968 ; pour les usages de douane le prix de gros sert de base—8969 ; un marchand qui fait de grosses affaires peut acheter ses marchandises à meilleur marché que celui qui en fait de petites, les autorités douanières ont à user de discernement et à établir la comparaison basée sur les quantités et les conditions similaires—8970.
- M. Brock—Préférerait une protection adéquate qu'une mesure de ce genre pour permettre aux commerçants de gros ou de détail de réaliser des bénéfices—8974 ; il est faux que le relèvement des droits protecteurs augmente le prix des articles pour le consommateur—8974 ; l'intention du gouvernement est excellente, il veut

BILLS—Suite.M. Brock—*Suite.*

protéger l'industrie, mais il y arrive par un long détour—8975 ; il vaudrait bien mieux imposer de bons droits protecteurs qui arrêtent l'article étranger à la frontière—8975 ; un régime protectionniste prononcé en créant la concurrence au pays réussira à empêcher la hausse des prix bien mieux que n'importe quelle disposition législative—8976 ; la ruine de l'industrie des lainages—8976 ; même si le gouvernement la sauve aujourd'hui, personne ne lui devra de gratitude—8976 ; avec cette surtaxe le ministre des douanes est en train de se créer un monde d'embarras—8977.

Hon. Paterson—On prévoit un monde de difficultés parceque l'élévation de la surtaxe va provoquer des fraudes, les fraudes seraient les mêmes si nous élevions tout le tarif—8978 ; d'ailleurs, le conseil des douanes est tout puissant, il a des armes pour combattre la fraude et traquer les fraudeurs—8982 ; les peines sont très sévères et le département les appliquera dans toute leur rigueur—8983 ; c'est un essai loyal dans lequel le gouvernement doit être aidé par le commerce honnête—8983.

Résolution adoptée—8996.

Troisième résolution relative aux changements dans les différents articles du tarif, énumérés et expliqués au discours du budget—8997.

M. Brock—Proteste contre le fait que les couvertures, les douillettes, etc., sont exemptées de l'article qui relève la loi sur les lainages—9003 ; l'objection qu'il n'en entre qu'une très petite quantité ne vaut rien—9003 ; quand bien même il n'en entrerait qu'une par année, il faut protéger le manufacturier—9004.

Hon. Fielding—Les fabricants de couvertures et couvertures ne se plaignent pas et font de bonnes affaires, pourquoi changer la situation—9005.

M. Henderson—Dit que sa politique consiste à fabriquer et produire au Canada tout ce qu'il faut pour les Canadiens—9006 ; puisque dans le tarif de 1897 les couvertures étaient sur le même pied que les autres lainages, pourquoi leur attribuer maintenant un traitement particulier—9010 ; commerce de la laine brute en Canada—9010 ; protéger le marché contre les importations de couvertures étrangères, ce serait protéger le producteur de laine brute—9011 ; il n'est pas bon que toutes les choses s'achètent à bon marché—9011 ; propose en amendement que l'exception pour les couvertures soit supprimée et qu'elles tombent sous le même régime que les autres lainages en vertu des résolutions—9013.

Hon. Fielding—Refuse d'accepter l'amendement—9013 ; l'importation est insignifiante—9013 ; la commission du tarif jugera—9013 ; l'amendement de M. Henderson ne peut pas être proposé, il constituerait un relèvement de droits et un simple député n'en peut pas prendre l'initiative—9022.

Résolutions rapportées.

BILLS—Suite.

Hon. Fielding—Présente (Bill n° 172) pour modifier l'acte des douanes et basé sur la résolution—9023.

1re lecture ; 2e lecture, en comité rapp., 3e lecture adopté—9023.

Sanctionné—9212.

LOI DE LA DOUANE—AMENDEMENTS.

Hon. Paterson—Donne avis pour discussion ultérieure d'une résolution pour appliquer l'article du tarif relatif aux ventes à sacrifice—8502.

En comité—8833.

Hon. Paterson—Donne lecture de la résolution—8834 ; lorsque des articles mélangés et d'une espèce similaire sont évalués en bloc, on prend pour base d'évaluation l'article de la plus haute valeur—8834 ; 3e lecture—8835.

Sanctionné—9212.

LOI DE NATURALISATION DES ETRANGERS.

Hon. Fitzpatrick—(Bill n° 147) expl. : pour éclaircir l'endroit dans la province de Québec où doit être présentée la pétition de naturalisation au cas où la cour de circuit du district de résidence du postulant siège en différents endroits—5910 ; 1re lecture—5910.

2e lecture proposée—6879.

Hon. Fitzpatrick—Le juge Killam a demandé que la loi s'applique aussi au Manitoba, lettre—6880 ; la date du 13 août 1903 depuis laquelle cette loi sera effective est celle à laquelle a été sanctionnée la loi qu'il s'agit d'amender—6882 ; 2e lecture passée—6883.

En comité—7322.

Hon. Fitzpatrick—Propose amendement pour le Manitoba afin que l'étranger soit tenu de s'adresser à la cour de comté la plus rapprochée de l'endroit où il réside—7323.

Amendement adopté—7323.

Rapporté, 3e lecture, adopté—7323.

Sanctionné—9212.

LOI DE NAVIGATION DANS LES EAUX CANADIENNES INTERIEURES.

Hon. Préfontaine—(Bill n° 112) explication : pour pouvoir assimiler nos règlements de navigation sur les lacs aux règlements américains—3050.

M. Hughes—La loi s'applique-t-elle au littoral ? Non—3050.

1re lecture—3050.

2e lecture, en comité, rapporté, adopté—4129.

Sanctionné—7016.

PAIEMENT DES SUBVENTIONS AUX CHEMINS DE FER.

Hon. Emmerson—(Bill n° 157) expl. : permettant de fixer à l'avance le montant de la subvention qui reviendra à un chemin de fer—6964 ; lorsque la subvention dépassera les \$3,200 minimum, le calcul du prix total de construction sera déterminé et la compagnie recevra 70 p.c. de la somme à lui revenir par mille en sus de la subvention fixe, au cours de l'exécution et 30 p.c. au parachèvement—6964.

BILLS—Suite.

- 1re lecture—6964.
 2e lecture—8236.
 En comité—8236.
 Hon. Emmerson—L'estimation du coût de construction sera faite par l'ingénieur du gouvernement et les paiements seront basés là dessus—8237.
 M. Clancy—S'il y a écart entre le coût réel et le coût prévu, le gouvernement assume maintenant les risques que prennent actuellement les banques qui avancent aux entrepreneurs—8238.
 Hon. Emmerson—Consent à mettre 60 et 40 p.c.; soixante p.c. payés pendant les travaux, 40 p.c. retenus en garantie d'achèvement—8242.
 Sanctionné—9212.

LOI DES PETITIONS DE DROIT.

- Hon. Fitzpatrick (Bill n° 38) explication : pour amender la loi des pétitions de droit de façon que la pétition soit produite directement en cour d'Echiquier par le secrétaire d'Etat; 1re lecture—994.
 2e lecture, en comité, rapporté, lu 3e fois, adopté—1797.
 Sanctionné—4284.

LOI DE PILOTAGE.

- Hon. Préfontaine (Bill n° 100) explication : conférer au ministre de la Marine la direction du pilotage pour les ports sous juridiction de commissaires; 1re lecture—2709.
 2e lecture—4107; en comité—4107.
 Hon. Préfontaine—Le Bill place les pilotes sous la gouverne du ministère de la Marine et des Pêcheries dans les cas où l'intérêt de la navigation peut le demander—4109; les pilotes ne s'opposent pas à cette mesure, au contraire—4109; à Montréal, le ministère de la Marine a assumé la direction du pilotage et rendu les examens plus sérieux—4111; ceci s'est fait à la demande des pilotes, de la chambre de commerce et des compagnies de navigation—4113; le pays est intéressé à ce que les pilotes subissent des examens effectifs 4120; accepte l'amendement Casgrain, n'a jamais eu l'intention de s'ériger en tribunal—4121.
 M. Borden (R. L.)—Le Bill a une portée générale et non locale comme on l'a annoncé d'abord—4109; il n'y a pas de rouage institué au cas où le ministère prendrait charge du pilotage—4110.
 M. Casgrain—Dans chaque circonscription de pilotage ceux qui sont appelés à nommer les pilotes sont aussi appelés à les juger—4108; dans ce projet de loi le ministre s'érige en tribunal pour juger tous les pilotes—4108; ce sont des causes importantes, les causes de pilotes—4108; énoncé de la loi donnant juridiction sur les pilotes—4112; peines décrétées—4114; propose en amendement d'ajouter que rien ne permet au ministre de s'ériger en tribunal dans les causes où les pilotes sont accusés devant l'administration de pilotage—4121.

BILLS—Suite.

- M. Geoffrion—La commission de pilotage à Québec comprend des personnes ne connaissant rien à la navigation—4117; s'il surgit des difficultés elle s'adresse au ministre—4117; le Bill n'attribue pas au ministre d'autorité judiciaire excessive—4117.
 M. Talbot—La seule objection des pilotes de Québec, c'est la crainte d'être traités avec moins d'indulgence que maintenant—4118.
 Amendement Casgrain adopté—4121; Bill rapporté; 3e lecture, adopté—4121.
 Amendements du Sénat exposés et présentés—6979.
 Hon. Fitzpatrick—Le changement de juridiction du pilotage ne pourra se faire que sur la recommandation des navigateurs du port et de la chambre de commerce—6980.
 Adopté—7980.
 Sanctionné—7917.
PRIMES A L'ACIER.
 En comité—8505.
 Cartwright (sir R.)—Donne avis d'une résolution pour amender la loi relative aux primes à l'acier—8138.
 En comité—8505.
 Cartwright (sir R.)—L'objet est de donner droit à la prime aux industriels qui ne fabriquent pas le fil métallique comme article de commerce, mais pour employer eux-mêmes—8505.
 Résolutions rapportées—8505.
 Cartwright (sir R.)—Présente le (Bill n° 165) basé sur les résolutions—8505.
 1re lecture, comité, 3e lecture, adopté—8505.
 Sanctionné—9212.
PRIMES AUX MINERAIS DE PLOMB.
 Résolution déposée—2713.
 Cartwright (sir Richard)—Présente sa résolution pour faire remonter au 1er juillet 1903, la prime sur le plomb votée à la dernière session et entrée en force seulement le 24 octobre à cause du retard de la session—3919; il a été payé \$70,000 à \$80,000 dans le cours du présent exercice—3919; l'exploitation de certaines classes de minerai a été stimulée—3920.
 Résolution rapportée, lue 2e fois et adoptée.
 Cartwright (sir Richard)—Présente (Bill n° 127) basé sur les résolutions, 1re lecture—3920.
 Cartwright (sir Richard)—Il a été payé jusqu'à présent \$51,000 qui représentent 60 p.c. des demandes—4106; l'inspecteur des réclamations est M. Buchanan, qui reçoit \$2,500—4106.
 Bill rapporté, lu une 3e fois, adopté—4106.
 Sanctionné—7016.
 Cartwright (sir R.)—Propose discussion ultérieure d'une résolution pour répartir le restant de la somme de \$500,000, non dépensé chaque année, à payer la prime sur les minerais livrés pour être fondus dans l'année mais qui l'auront été plus tard—8645.
 Examen en comité—8828.

BILLS—Suite.

Cartwright (sir R.)—60 p.c. de la prime est payé quand le minerai est extrait et 40 p.c. quand il est fondu—8828; une partie seulement a pu être fondue dans l'année et le montant prescrit pour l'année est périmé, il faut une loi pour permettre de payer les 40 p.c. à même le crédit de l'année quand ils sont gagnés plus tard pour raison de force majeure—8829; il a été payé l'année dernière en primes sur le plomb \$104,000—8829.

Résolutions rapportées—8829.

Cartwright (sir R.)—Présente (Bill n° 169) basé sur les résolutions—8829.

1re lecture, 2e lecture, en comité, rapporté 3e lecture, adopté—8829.

Sanctionné—9212.

Hon. Fielding—Présente (Bill n° 115) pour modifier le Bill passé à cette session afin que les paiements permis puissent s'appliquer à l'exercice qui vient de se clore—9185.

1re lecture, 2e lecture, en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—9186.

Sanctionné—9212.

PRIMES AU PETROLE.

Hon. Fielding—Donne avis d'une résolution pour le paiement à partir du 8 juin 1904 d'une prime de 1 cent $\frac{1}{2}$ par gallon sur le pétrole canadien—7893.

En comité—8552.

M. Clancy—Le gouvernement avant de faire ce changement n'a pas écouté la voix du peuple—8554; M. Chamberlain, le gérant de l' "Imperial Oil Co." voulait lui donner des conseils, il ne l'a pas écouté—8554; les intéressés voulaient maintenir à 5 cts les droits sur le pétrole raffiné et réduire de 5 cts à 2 cts les droits sur le pétrole brut—8554; la prime proposée est insuffisante, les producteurs d'huile vont être ruinés, il faut l'augmenter—8560; l'économie réalisée par le peuple avec les changements dans les droits sur le pétrole ne sera que de trois cents et deux cinquièmes par tête de population—8561; le peuple ne demandait plus de changements dans les droits du pétrole, on avait cessé d'en parler—8563; on aurait dû établir une proportion entre l'impôt sur le pétrole brut et sur le pétrole raffiné—8563; le gouvernement s'est vengé contre les gens de Sarnia qui avaient voté contre son candidat dans Lambton—est—8566; le gouvernement va perdre un revenu de \$850,000; s'il eût accepté le projet de l' "Imperial Oil Co.", il aurait réalisé une épargne annuelle de \$756,000—8566; la suppression des droits sur le pétrole brut a été demandée seulement par la compagnie du gaz de Montréal et la "Canadian Concentration Oil Co."—8567; en thèse générale, est opposé aux primes, mais dans ce cas, on ferait bien d'en payer une plus forte—8570; toutes les autres industries sont protégées, la protection sur la houille coûte 86 cents par tête de population, celle sur le sucre coûte 87 cents par habitant, celle sur l'huile de pétrole coûterait 21 cents, ne peut-on pas faire cela pour la prospérité de la ville de Sarnia?—8573.

BILLS—Suite.

M. Armstrong—Dit que les producteurs de pétrole brut ne sont pas satisfaits et voudraient que la prime fut plus forte—8573; le ministre des Finances a dit que sa politique allait sauver au pays \$390,000 par année, en ajoutant une demi-cent à la prime, cela ferait pour les producteurs un supplément de \$85,000 qui leur serait d'un grand secours—8580.

Hon. Fielding—Le gouvernement n'a jamais eu l'intention de se laisser guider par les grandes compagnies, ni par leur gérants, pas plus de la "Standard Oil" que des autres—8542; n'a jamais détruit aucune industrie—8583; aux dernières nouvelles, le pétrole brut canadien à Petrolia avec la prime se vend plus cher qu'il ne s'est jamais vendu—8584; le gouvernement continue sa politique de 1897, de réduire le prix de l'huile de pétrole en traitant cette industrie avec générosité—8584; M. Clancy devrait bien essayer de présenter une motion pour blâmer le gouvernement d'avoir réduit le droit sur le pétrole purifié—8586.

Résolution rapportée, lue seconde fois, rapportée—8589.

Hon. Fielding—Présente (Bill 167) basé sur les résolutions—8589.

1re lecture, 2e lecture, comité, rapporté, 3e lecture, adopté—8589.

Sanctionné—9212.

REVENU DE L'INTERIEUR.

Hon. Fielding—Présente une résolution ayant pour objet de déterminer les droits à payer sur les alcools fabriqués avec des mélasses indigènes et sur le malt importé au Canada broyé ou moulu—9022.

Résolution rapportée—9023.

Hon. L. P. Brodeur—Présente (Bill n° 173) basé sur les résolutions et comportant modification à l'acte du Revenu de l'intérieur—9023.

1re lecture, 2e lecture, en comité, rapp., 3e lecture, adopté—9023.

Sanctionnée—9212.

REVOCACTION DES LICENCES POUR LA FABRICATION DU TABAC.

Hon. Brodeur—Donne avis d'une résolution autorisant la révocation des licences de fabrication du tabac dans les cas de vente par contrat exclusif—8245.

Hon. Brodeur—Texte de la résolution—8506; cette résolution est la conséquence de l'enquête du juge McTavish en 1903—8503; distribution de mémoires par les compagnies intéressées—8506; historique du trust—8506; liaison intime entre le trust canadien et le trust américain—8507; le juge McTavish dénonce la fusion en 1898—8508; conditions portées aux contrats exclusifs—8508; le marchand signataire n'a pas le droit de vendre d'autre tabac canadien que celui débité par le trust—8509; donne lecture de l'article 4—8509; les fabricants anglais en Angleterre ont tenté de résister par une contre combinaison, finalement les deux adversaires se sont séparé le pays—8510; le trust américain a gardé les Etats-Unis, le trust anglais garde l'Angleterre et ils mettent les af-

BILLS—Suite.Hon. Brodeur—*Suite.*

faïres en commun—8511; le trust met ici tout en œuvre pour ruiner ses concurrents, il peut mettre au jeu le produit de plusieurs années—8512; les entraves au commerce ne doivent pas être tolérées au Canada—8512; jusqu'à présent aux Etats-Unis, la répression législative contre les trusts a été impuissante—8517; les amendes ne servent à rien; en plaidant, les trusts peuvent traîner les affaires jusque dans l'éternité—8513; le seul remède est de traiter le trust comme il traite les autres, d'annuler sa licence s'il n'annule pas ses traités exclusifs—8513; les pouvoirs demandés ne sont pas arbitraires—8513; en 1893 les conservateurs ont par un statut donné au ministre du Revenu de l'intérieur le droit de refuser à son gré une licence—8514; ici la révocation ne peut se faire que pour des raisons déterminées—8514; les coupables pourraient bien tomber sous le coup de la loi criminelle quant aux trusts, mais ils épuiserait toutes les juridictions—8514; le trust est dangereux, il peut monopoliser toutes les fabriques de cigares et ensuite dicter à quel prix se vendra le tabac canadien—8515; toutes les lois de tarif empiètent sur les droits privés, celle-ci pas plus que les autres—8515.

M. Borden (R. L.)—Le danger pourrait être le même de la part d'un trust canadien—8516; nous ne devons pas nous protéger contre l' "American Tobacco Co.", mais contre les trusts en général—8516; les trusts ne sont pas une génération spontanée du tarif protecteur, il y en a en Angleterre—8516; il y a d'autres trusts au Canada, le trust des aciers est aussi exorbitant—8518; il faut un régime spécial pour les grandes coalitions modernes—8518; il est tard pour saisir la Chambre d'une proposition aussi importante—8519; le remède proposé ne serait pas général, ne pourrait pas s'appliquer aux industries qui n'ont pas besoin de permis pour fonctionner—8519; le droit d'annuler un permis est un pouvoir considérable à donner à un ministre—8520; ne vaudrait-il pas mieux que la licence fût révoquée *ipso facto* en certains cas déterminés—8520; ne pourrait-on pas s'adresser au procureur général pour faire révoquer la licence?—8520.

M. Monk—Se dit responsable du retard dans la présentation de la loi parce qu'on a attendu qu'il en eût parlé pour la soumettre—8520; il est grandement en faveur de la proposition—8520; les conclusions de l'enquête du juge McTavish—8521; si les trusts réussissent le prix du tabac Canadien en feuille sera bientôt déterminé aux Etats-Unis, le producteur canadien sera à la merci des monopolistes—8521; les progrès du trusts—8522; le trust a cinq permis dans la province de Québec, 1 à Montréal, 2 à Granby, 2 à Québec—8522; il est regrettable que le gouvernement ait mis deux ans à s'occuper de cette question—8523; il eût mieux valu une loi générale mais l'essentiel est de prendre celle qui peut réussir, d'essayer—8523; il aurait mieux valu confier à un juge le pouvoir

BILLS—Suite.M. Monk—*Suite.*

de révoquer la licence—8524; suggérerait de rendre la révocation de la licence obligatoire au lieu d'être facultative—8524; approuve cordialement la démarche du ministre du Revenu de l'intérieur—8525.

M. Taylor—Signale que la loi telle que rédigée ne s'adresse pas seulement aux vendeurs de tabac, mais à tous les vendeurs d'articles soumis à l'accise qui font des contrats spéciaux—8526; le Bill n'est pas bien vu du commerce—8527; tous les manufacturiers passent avec leurs agents des contrats comme ceux dont il est question—8527; le résolution devrait dire formellement qu'elle ne s'applique qu'au tabac—8527.

M. Sproule—Le gouvernement a encouragé le monopole de la "Standard Oil Co."—8528; la prétendue tentative pour empêcher la colition de la "Standard Oil" d'obtenir des compagnies de chemin de fer des tarifs spéciaux, n'a abouti à rien—8528; le conseil des ministres est le plus grand trust qui existe—8530; le peuple ne devrait pas lui renouveler sa licence aux élections générales—8530; le gouvernement n'a pas voulu abattre le trust du cuir—8530; est en faveur du Bill actuel mais aurait préféré une loi générale—8530.

M. Gourley—Le devoir est d'appuyer cette proposition—8531; si le parlement anglais eût agi, il aurait évité à l'Angleterre l'humiliation de se soumettre à ces vastes corporations—8532; c'est volontairement que nous mettons des pouvoirs arbitraires entre les mains du gouvernement pour qu'il écrase les tyrans—8533; le trust est un des adversaires les plus redoutables de la civilisation—8533; si nous réussissons dans ce cas, nous pourrions nous attaquer aux autres trusts—8534.

M. Maclaren—Déplore que son Bill des cigarettes soit resté dans le massacre des innocents—8536; approuve le Bill qui va faire cesser la réclame insensée et dangereuse du trust pour ses cigarettes—8536.

M. Gallagher—Conseille au gouvernement d'en arriver à un mode par lequel les remises de droits sur les rognures de tabac importé pourront être réclamées et payées même si le tabac a été mélangé—8538.

M. Holmes—Déplore le sort funeste du Bill concernant la cigarette—8538.

En comité sur la résolution—8539.

Hon. Brodeur—Si la résolution s'applique à tous les articles payant l'accise c'est pour la rendre aussi générale que possible suivant le vœu de l'opposition—8539; les intéressés devront être notifiés de la teneur de la loi basée sur ces résolutions avant qu'elle puisse être appliquée—8541; la loi s'appliquera aux spiritueux, au vinaigre, tabac, cigares, malt et acide acétique des brasseurs—8542; il faudra des preuves de l'existence actuelle des traités exclusifs pour pouvoir agir—8544; le gouvernement agira avec la plus grande célérité possible—8544.

BILLS—Suite.

M. Taylor—Propose d'ajouter un amendement disant que la résolution ne s'appliquera qu'au tabac, cigares et cigarettes—8545.

Amendement rejeté sur division—8545.

Première lecture de la résolution—8545.

M. Taylor—S'oppose à la deuxième lecture—8545.

Discussion remise—8545.

Reprise de la discussion.

M. Pringle—S'oppose à ce que l'on donne par le droit de révocation de licence la haute main à un homme sur les industries du pays—8647; c'est l'"Empire Tobacco Co." qui a répandu dans le peuple le goût du tabac mélangé—8648; rien dans le rapport du juge McTavish ne dit qu'il y a un monopole ou que le consommateur est lésé—8648; la loi sur les coalitions illégitimes, art. 520—8649; trouve parfaitement légitime qu'une compagnie qui a fait de grandes dépenses paie une commission plus élevée à celui qui ne vend que ses produits—8651; la combinaison n'a pas fait fermer de manufactures en Canada, il y en a plus que jamais—8652; celui qui engage son argent dans une entreprise a droit à la liberté de contrat, autorités citées Eddy. Law reports. Chitty—8653-8657; jugement du juge Dugas en 1896—8658; reconnaissez au moins aux fabricants de tabac le droit d'en appeler à un tribunal supérieur—8660; la résolution repose sur un principe vicieux, elle porte en soi le germe de la corruption la plus éhontée—8661.

M. Porter—Lit des lettres de membres de l'association des épiciers venus à Ottawa pour combattre le Bill Brodeur et déclarant que leurs dépenses n'ont pas été payées par la combine—8661.

M. Leonard—M. Pringle parle plus en avocat défendant un client qu'en député à cette Chambre—8662; proteste contre l'accusation d'avoir fait une motion pour retarder la deuxième lecture des résolutions 8662; demande qu'on donne un "fair trial", quitte à amender ensuite si c'est nécessaire—8662.

Deuxième lecture de la résolution, agréée—8662.

Hon. Brodeur—M. Leonard a secondé la motion d'obstruction du whip conservateur pour retarder le Bill—8662.

Hon. Brodeur—Présente (Bill 168) basé sur la résolution—8662.

1re lecture, 2e lecture, en com. rapp.—8662.

Troisième lecture proposée—8662.

Passée, Bill adopté—8663.

Sanctionné—9212.

SINISTRES MARITIMES (POUR MODIFIER L'ACTE 1902).

Hon. Préfontaine—Présente (Bill n° 102) pour permettre à l'officier enquêteur dans un sinistre de s'enquérir non seulement des actes du capitaine, mais aussi du pilote; 1re lecture—2712.

2e lecture proposée—5264.

BILLS—Suite.

Hon. Préfontaine—Ce Bill a été préparé par le président des examinateurs des pilotes—5265; cette loi aura le pas sur l'Acte du pilotage—5265.

Deuxième lecture passée—5266.

M. Casgrain—On donne des pouvoirs très étendus au tribunal des sinistres et on enlève à la cour des pilotes à Québec l'autorité dont elle jouit—5351; un pilote peut être condamné à l'amende de la moitié de son gain annuel—5352.

En comité—5352.

Rapporté—5355.

M. Casgrain proteste.

3e lecture, adopté—5355.

Amendements du Sénat—soumis—6980.

Hon. Fitzpatrick—L'amende ne sera pas supérieure à \$400, ni inférieure à \$50—6981.

Adopté—6981.

Sanctionné—7017.

STATUTS REVISES.

Hon. Fitzpatrick—Présente (Bill n° 154) modifiant la loi des statuts révisés de 1903 pour corriger deux erreurs de copie au sujet du rôle—6631.

1re lecture—6631.

2e lecture, comité, rapp. 3e lecture, adopté—6631.

Sanctionné—9211.

SUBSIDES PROVISOIRES.

En comité de voies et moyens—6872.

Hon. Fielding—Propose que la somme de \$25,873,406.47 soit accordée sur le revenu du Canada pour faire face aux subsides accordés à Sa Majesté le 5 juin 1905—6872.

Résolution rapportée, 2e lecture, adoptée—6872.

Hon. Fielding—Présente (Bill n° 156) accordant certaines sommes à Sa Majesté—6872.

1re lecture, 2e lecture, en comité, rapp., 3e lecture, adopté—6872.

Sanctionné—7017.

SUBSIDES.

Hon. Fielding dépose le (Bill n° 174) tendant à accorder à Sa Majesté des subsides pour les exercices finissant respectivement le 30 juin 1904 et le 30 juin 1905—9211.

1re lecture, 2e lecture, en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—9211.

Sanctionné—9213.

SUBVENTIONS AUX CHEMINS DE FER.

Hon. Emmerson—Propose que la Chambre se forme plus tard en comité pour discuter les résolutions relatives aux subventions de chemins de fer—8365.

En comité sur les résolutions—8904.

Texte des résolutions—8904.

Hon. Emmerson—Ce sont des résolutions à voter de nouveau, il n'y en a pas eu de nouvelles depuis la dernière session du parlement—8908.

BILLS—Suite.

- M. Maclean—Demande qu'on profite de cette occasion pour imposer l'obligation de la main-d'œuvre canadienne—8910.
- Laurier (sir W.)—La question a été réglée dans un bill spécial, et suffisamment—8910.
- M. Sproule—Se plaint que le gouvernement subventionne les lignes de chemin de fer où ses partisans ont la haute main et pas celles où ce sont ses adversaires—8916.
- M. Haggart—D'après l'ancienne loi, les subventions ne pouvaient être payées à moins que la ligne ne fût terminée par sections de dix milles chacune—8920 ; en morcelant les subventions par tronçons on peut subventionner les travaux par bouts de trois ou six milles—8920.
- M. Barker—Dénonce la composition de la compagnie du chemin de fer du Lac Nepigon—8923 ; il y voit une entreprise libérale d'abord, américaine ensuite—8930.
- M. Emmerson—Avant de signer le contrat de subvention le gouvernement s'informerait de la valeur des entrepreneurs—8931.
- M. Lennox—Est opposé au subventionnement des entreprises particulières—8932 ; il est opposé à ce que le gouvernement fédéral aide le gouvernement d'Ontario à faire ce que celui-ci ne peut pas faire—8932.
- M. Hughes (S.)—Dénonce les accaparements de M. Conmee—8933 ; du temps de sir John A. Macdonald la politique du gouvernement était de n'accorder des subventions qu'aux chemins de fer qui traversent des districts colonisés ou de nouveaux districts dans lesquels l'Etat fédéral avait des intérêts—8933 ; il n'y a pas autour du lac Nepigon un seul endroit où un colon puisse s'installer—8937.
- M. Blain—Cette subvention va tomber dans le gousset de promoteurs américains—8937.
- M. Sproule—Qualifie cette subvention d'opération immorale—8939.
- M. Henderson—Proteste contre la subvention à un embranchement de la ligne du C.P.R. à Saint-Philippe d'Argenteuil vers le nord—8943.
- M. Maclean—Proteste également par principe et protestera contre toute subvention devant aller au C.P.R. ou au G.T.R. tant que ces compagnies auront un contrat exclusif avec la compagnie de téléphone Bell—8944.
- M. Christie—La ligne d'Argenteuil desservira une carrière où on paie maintenant \$5,000 par mois de salaires, quand l'embranchement sera construit, on paiera 4 ou 5 fois ce montant—8945.
- M. Maclean—Propose d'ajouter une clause mettant comme condition des subventions que les compagnies qui en jouiront devront assurer faveur égale à toutes les compagnies en ce qui a trait à l'usage des gares et locaux pour communication téléphonique—8948.

BILLS—Suite.

- M. Blain—Désirerait étendre au matériel roulant la clause imposant l'obligation d'acheter des rails canadiens quand on peut se les procurer—8950 ; le tarif ne suffit pas à protéger le fabricant canadien—8952 ; on devait fabriquer des rails au Sault Sainte-Marie et il ne s'en est pas fabriqué un—8954.
- Hon. Fielding—Une résolution de cette nature dirait en somme que les compagnies de chemin de fer devront se procurer leur matériel roulant en Canada chaque fois qu'il sera possible de se le procurer à des prix aussi favorables qu'à l'étranger—8954 ; mais c'est ce qui se fait maintenant sans résolution—8954 ; la fabrique de locomotives de Kingston ne peut pas suffire aux commandes—8954 ; depuis 3 ans il ne s'est pas importé de locomotives—8954 ; il est faux que le gouvernement ait donné des primes pour la fabrication des rails d'acier—8955.
- M. Johnston (Alex.)—La compagnie de forges et d'aciéries Dominion complète la construction d'une usine pour la fabrication des rails d'acier—8956 ; elle prend des commandes—8957 ; en 1887, le gouvernement conservateur a refusé d'imposer un droit pour protéger la fabrication des rails d'acier—8957.
- M. Kaulbach—S'étonne qu'on n'ait pas songé à subventionner des chemins de fer dans le beau comté de Lunenburg—8960.
- Hon. Fielding—Rappelle que ce sont seulement d'anciennes subventions qu'on fait renaître—8961.
- Résolutions rapportées—8963.
- Hon. Emmerson—Présente (Bill n° 171) basé sur les résolutions—8964.
- Hon. Emmerson—Propose deuxième lecture (Bill n° 171) autorisant le paiement de subventions à certains chemins de fer, adopté—9186.
- 2e lecture adoptée et en comité—9186.
- Hon. Emmerson—Propose que toute décision rendue par la commission des chemins de fer relativement aux versements fractionnaires pourra être annulée ou modifiée par le Gouverneur en conseil suivant qu'il le trouvera juste et convenable—9186.
- Adopté—9186.
- Bill rapporté—9188.
- Troisième lecture proposée—9188.
- M. Sproule—Propose amendement Maclean mettant comme condition aux subventions les facilités téléphoniques—9188.
- Rejeté sur division—9188.
- 3e lecture, adopté—9188.
- Sanctionné—9212.
- TERRITOIRE DU YUKON.**
- Hon. Fitzpatrick présente (Bill n° 39) expli. : pour amender l'acte du territoire en permettant aux commissaires de délimiter les divisions et de prendre des dispositions pour l'élection des conseillers ; 1re lecture—944.
- En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—5262.
- Sanctionné—7017.

BILLS—Suite.**BILLS RETIRES.****ACTE DES MALADIES CONTAGIEUSES DES ANIMAUX.**

Hon. Fisher—Présente (Bill n° 145) pour modifier l'acte des maladies contagieuses des animaux de 1903 ; explication pour inclure parmi les maladies visées la syphilis du cheval ; pour indemniser en cas d'abattage de chevaux, comme pour l'espèce bovine—5645.

1re lecture—5645.

Retiré—8244.

ASSOCIATION DES PRODUCTEURS DE GRAINS DE SEMENCE.

Hon. Fisher—Présente (Bill n° 151) pour former en corporation l'association de producteurs de grains de semence—6450 ; c'est la même loi que celle formant en association les éleveurs de bétail—6451 ; 1re lecture, 6451.

2e lecture—7323.

Hon. Fisher—Le Bill est de même nature que ceux pour la généalogie du bétail—7325 ; les règlements doivent être approuvés par le gouvernement—7326 ; il ne pourra y avoir qu'une seule société pour chaque espèce de semence, pour donner une valeur aux certificats, elle pourra avoir des succursales—7328 teneur du règlement au sujet de l'inscription des semences—7334 ; la sélection des grains de semence a produit des semences—7339.

Discussion remise—7340.

Retiré—8370.

COMMISSION DU PORT DE MONTREAL.

Hon. Préfontaine—Bill amendant l'Acte de la commission, retiré—3889.

COMMISSION DU HAVRE DE QUEBEC.

Hon. Préfontaine—Bill amendant l'Acte de la commission, retiré—3889.

COMMISSION DU HAVRE DE TROIS-RIVIERES.

Hon. Préfontaine—Bill amendant l'Acte de la commission, retiré—3889.

PORT DE PORT-ARTHUR.

Hon. Préfontaine (Bill n° 98) explication : pour mettre le port de Port Arthur sous la juridiction de commissaires, 1re lecture—2708.

2e lecture—3921.

Hon. Préfontaine—Ce Bill est présenté à la demande du conseil de comté—3921 ; simple commission administrative sans pouvoir d'emprunt—3922 ; 2e lecture passée—3922.

Hon. Préfontaine—Le soin du port est divisé maintenant entre ministre de la Marine et ministre des Travaux publics, de cette façon tout sera dans une main—3922 ; les commissaires du port ne reçoivent pas d'appointements, s'ils nomment un maître du port, ils le paieront—3923 ; les taxes imposées seront soumises à l'approbation de l'exécutif—3923.

M. Clancy—On ne devrait pas gréver notre commerce, chaque taxe nouvelle est un fardeau—3927.

BILLS—Suite.

Laurier (sir W.)—Il ne faut pas de taxe nouvelle—3928 ; mais si les citoyens de Port-Arthur ou de Fort-William-veulent gérer eux-mêmes leurs affaires pourquoi ne pas leur en donner la chance—3928 ; il serait de l'intérêt de ces ports qui font concurrence aux ports américains de ne pas alourdir leurs charges—3930.

M. Clancy—Nous avons fait fausse route en créant ces commissions par le passé et en leur donnant des droits de percevoir ayant pour corollaire le droit de dépenser—3931 ; les recettes devraient rentrer à l'Etat—3931 ; le résultat serait que les commissaires demanderaient aussitôt l'abolition des droits—3931 ; il faut arriver à dégrever complètement nos ports—3931.

Laurier (sir W.)—Le dégrèvement imposerait de lourdes charges à l'Etat—3932 ; ce serait une révolution—3932 ; force nous sera bientôt d'étudier la question pour Montréal—3932 ; après Montréal, ce sera tous les ports du pays—3932.

M. Monk—Le système de la commission du havre à Montréal est critiqué depuis la Confédération—3944 ; la commission des transports devrait élaborer un système nouveau de régie pour nos ports—3946 ; le gouvernement est trop enclin à confier la gestion des affaires à des commissions—3946.

Discussion ajournée—3952.

Bill retiré—8370.

PORT DE FORT-WILLIAM.

Hon. Préfontaine (Bill n° 99) explication : pour mettre le port de Fort-William sous la juridiction de commissaires, 1re lecture—2708.

Retiré—8370.

INSPECTION ET VENTE DES GRAINES DE SEMENCE.

Hon. Fisher—Propose une résolution disant qu'il est à propos de passer une loi interdisant la vente de graines de semence quand elles contiennent certaines plantes étrangères désignées et de pourvoir à l'inspection des graines—3757 ; en comité—3759 ; résolution adoptée en 2e lecture—3761 ; (Bill n° 125) présenté.

1re lecture—3761.

2e lecture—4988.

En comité—4988.

Hon. Fisher—Il a été distribué 32,000 exemplaires du Bill—4988 ; 900 assemblées ont été tenues dans Ontario pour discuter—4989 ; aucune voix dissidente—4990 ; on a trouvé jusqu'à vingt espèces de mauvaise herbe dans des échantillons d'Ontario—5001 ; il n'y a peut-être pas mauvaise volonté, mais ignorance—5001 ; le Bill ne s'occupe que des graines ordinairement vendues—5009.

M. Sproule—Dit que si le Bill passe les grainetiers seront obligés de fermer boutique—5013.

M. Ingram—C'est un abus de laisser à l'exécutif le soin de décider combien il pourra être toléré de mauvaises graines—5019.

Discussion ajournée sur motion de l'honorable M. Fisher—5019.

Retiré—8370.

BILLS—Suite.**BILLS N'AYANT PAS PASSE.****COUR DE L'ECHIQUIER.**

Hon. Fitzpatrick (Bill n° 37) explications: pour amender l'acte de la cour d'Echiquier conférant appel dans toutes causes où la Couronne est partie au lieu de seulement pour causes de \$500; 1re lecture, 994; 2e lecture—1800.

En comité—4049.

M. Borden—Le sujet n'a pas le même avantage, il devrait avoir le même avantage que la Couronne—4030.

Hon. Fitzpatrick—Le sujet a virtuellement le droit de poursuivre la couronne devant les cours—4050; la Couronne a généralement le dessous dans la cour d'Echiquier 4050; il est important de pouvoir avoir dans toutes les causes une décision finale—4050.

M. Borden (R. L.)—Lorsque le sujet n'a pas le droit d'appel, on devrait décréter que la Couronne ne peut recouvrer de frais contre le sujet—4051.

Hon. Lemieux—Le ministère ne montre jamais de dureté pour refuser les pétitions de droit, souvent même il refuse d'invoquer la prescription—4053.

Débat ajourné—4053.

M. Fitzpatrick—Propose d'amender le Bill en donnant au sujet le même droit d'appel qu'à la Couronne—5259.

M. Casgrain—Cela va trop loin et peut entraîner le plaideur à des dépenses considérables—5260; il vaudrait mieux désigner les cas dans lesquels l'appel pourrait être pris—5260.

Article amendé, adopté, Bill rapporté—5260. Troisième lecture proposée—5260.

M. Borden (R. L.)—Si c'est nécessaire, le Sénat fera les amendements pour que le Bill ne s'applique pas aux causes pendantes—5261.

3e lecture, bill adopté—5261.

PRESTATION DES SERMENTS D'OFFICE.

Laurier (sir W.)—Présente (Bill n° 1) concernant la prestation des serments d'office—5.

Resté là.

INTRODUCTION D'OUVRIERS ETRANGERS.

Mulock (sir W.)—Présente (Bill n° 162) pour amender et refondre les lois relatives à l'introduction d'ouvriers étrangers—8005; rend illégale l'introduction d'ouvriers auxquels on a fait simplement une promesse ou offre d'emploi—8006; prescrit la procédure à suivre pour obtenir le droit d'importer en Canada les ouvriers qu'on ne peut pas se procurer—8006; supprime la sanction d'un fonctionnaire autorisé pour pouvoir poursuivre en vertu de la loi—8006; rend illégales les annonces contenant des représentations justifiant une espérance raisonnable d'avoir un emploi—8006; rend justifiables du code pénal les déclarations fausses sur l'état du marché du travail pour amener des étrangers—8007; impose aux compagnies de chemins de fer subventionnées l'obligation d'employer des ouvriers canadiens ou anglais d'avoir une majorité de directeurs cana-

BILLS—Suite.**Mulock (sir W.)—Suite.**

diens ou anglais, la majorité du stock entre les mains de canadiens ou d'anglais—8007; met aux frais de ceux qui violent la loi les frais de retour des ouvriers introduits illégalement au Canada—8007; énumère les immigrants inacceptables, donne au ministre du Travail le droit d'ordonner la déportation—8008; donne au Gouverneur général en conseil le droit de nommer les officiers chargés de faire exécuter la loi, permet à Sa Majesté de recouvrer les dépenses des ouvriers qu'elle aura dû renvoyer—8008.

M. Wilson—Demande si le Bill permet d'examiner les émigrants avant l'embarquement, ce qui eût été utile pour empêcher l'entrée des Syriens amenés à Montréal par le "Lac Simcoe"—8009.

Mulock (sir W.)—Répond dans l'affirmative—8009.

1re lecture passée—8009.

2e lecture—8678.

Mulock (sir W.)—Les Italiens amenés à Montréal sont venus sur de fausses promesses de travail—8679; nos chemins de fer subventionnés devront être bâtis par des Canadiens—8680; sévérité des lois américaines, la loi de l'Illinois—8680; le travail fait par les Canadiens est meilleur—8680; en cas de besoin la loi doit imposer dans une grande entreprise que les ouvriers nécessaires amenés seront de telle ou telle nationalité et pas d'une autre—8682; ceci est en vue de la colonisation future par ces travailleurs—8682; loi vient aussi en aide à la loi d'immigration en énumérant les immigrants inacceptables—8682; il n'y a pas de mesure draconienne et les personnes qui redoutent que ce Bill leur cause des embarras pour le recrutement de leurs ouvriers dans leurs industries ont tort—8685.

Deuxième lecture passée—8686.

En comité—8687.

Art. 2.—Prescrivait qu'il est interdit d'aider ou d'encourager l'immigration par dons, promesses, offres, etc., et prohibant l'entrée d'immigrants ainsi amenés—8687.

M. Boyd—Demande si ceci empêchera des colons d'engager de leurs amis à venir, de leur envoyer de l'argent?—8688.

Mulock (sir W.)—La loi ne s'applique qu'aux pays ayant des lois contre l'introduction de la main-d'œuvre étrangère—8688; les Etats-Unis ont seuls une loi de ce genre—8688; seuls les travailleurs des Etats-Unis seront empêchés de venir dans ces conditions—8688.

M. Taylor—Rappelle qu'il a présenté une loi qu'on n'a pas laissé passer, une loi calquée sur celle des Etats-Unis—8689; la loi actuelle va laisser les Italiens pénétrer comme avant—8689; actuellement il a des plaintes entre les mains à propos d'ouvriers étrangers amenés, mais il ne peut pas agir, il a les mains liées—8689; si son Bill eût passé, il aurait pu agir—8690; son Bill lui a été volé par M. Cowan qui l'a laissé émasculer—8690.

BILLS—Suite.

M. Cowan—M. Taylor se plaint à tort qu'on lui a dérobé sa loi—8691; pendant sept ans il l'avait proposée et l'avait systématiquement retirée—8691; un comité a été nommé, a fait un rapport adverse, sir John Thompson a demandé le retrait du Bill, M. Taylor reniant ses principes a voté contre son propre Bill—8691; en 1897, M. Cowan a présenté un Bill copié mot pour mot sur celui des Etats-Unis—8691; recevant peu d'appui, il a dû consentir que la loi ne serait mise en mouvement qu'avec le consentement du ministre de la Justice—8692; aussitôt la loi passée les ouvriers canadiens de Windsor n'ont plus été inquiétés 8692; deux ouvriers américains sont exclus du Canada contre un Canadien des Etats-Unis—8692; en 1901 l'autorisation expresse du ministre de la Justice a été supprimée, n'importe qui peut mettre la loi en mouvement—8692.

M. Ingram—Demande qu'on trouve le procès-verbal de la séance où M. Taylor a voté contre son propre Bill—6893; discussion—8693-8702.

M. Cowan—Page 302 des procès-verbaux, 3 mars 1892, on trouve que M. Taylor avait présenté son Bill, que son chef fit une motion le renvoyant à six mois et qu'il a voté pour cette motion de son chef—8702.

M. Taylor—Dit que rien n'indique qu'il ait consenti—8704.

M. Gervais—Lit un télégramme des clubs ouvriers de Montréal approuvant le Bill, texte donné—8705; la gauche n'a pas à rire des ouvriers, ils savent que cette loi est pour leur protection et sauront en tenir compte au gouvernement—8706; est fier d'avoir travaillé à la rédaction de ce Bill—8707.

Laurier (sir W.)—Cette loi s'appliquera aux pays ayant édicté des lois de ce genre et pas aux autres—8703; ce n'est pas une loi dont un pays ait lieu de s'enorgueillir—8703; les nécessités l'ont imposée—8708; M. Cowan a montré que même avec les restrictions elle a eu de bons résultats—8708; l'article 6 qui prescrit une peine pour toute personne au Canada qui publie des renseignements faux sur l'état du marché du travail est général et s'applique à tous—8708.

M. Galliher—Considère que l'article 2 ne change pas la loi et que les mots qu'on ajoute "promesse ou offre d'emploi" comme devant provoquer l'interdiction d'entrée étaient déjà contenus dans la clause disant "contrat ou convention, verbal ou spécial, explicite ou implicite"—8717.

M. Puttee—Est en faveur de l'article 2 parce que, dit-il, l'ancien article permettait de poursuivre l'embauteur, mais ne fournissait pas le moyen d'empêcher l'entrée de l'embauché—8718; la classe ouvrière ne s'oppose pas à l'entrée des immigrants qui viennent prendre part au développement du Canada—8718.

M. Sproule—Lit des déclarations d'associations ouvrières demandant le rappel de M. Preston—8722.

BILLS—Suite.

M. Reid—Demande une protection spéciale contre les Italiens—8724; il insiste sur le renvoi du Bill à une autre session—8726.

M. Clancy—S'en prend particulièrement aux Belges—8731.

L'article 2 est retiré par sir W. Mulock—8729.

M. Galliher—S'oppose à toute mesure tendant à mettre les Italiens qui viennent ici de leur plein gré hors la loi—8731.

M. Scott—Proteste contre les restrictions ayant pour résultat de rendre la main-d'œuvre plus rare et plus coûteuse—8734; les Canadiens-français ne sont pas maltraités aux Etats-Unis—8734; la preuve en est dans le grand nombre qui vivent là-bas et qui y vivent bien—8734.

M. Logan—Il vaut mieux se contenter d'une population de 8 millions que d'en avoir une de dix millions qui serait le dépôt de des anarchistes et de l'écumé du monde entier—8736.

M. Kendall—Les ouvriers du Canada sont actuellement mécontents de leur sort—8738; la classe ouvrière du Canada ignore actuellement sa puissance—8739; l'union ouvrière est salutaire pour le travail, pour le patron comme pour l'ouvrier—8739; opinion de M. Mather—8740; l'augmentation des salaires de l'Intercolonial a été une pensée à la fois généreuse et profitable—8741; la réduction des heures de travail est une conquête de l'unionisme—8741; opinion de M. John Rae—8741; on devra en venir à une loi de dédommagement pour les accidents de travail—8743; les ouvriers ne doivent pas s'en tenir à élire des ouvriers comme eux, mais des représentants conservateurs et libéraux liés à leur programme et décidés à le faire triompher—8745; on doit suivre le mot de Gladstone: "Il est de l'essence du torisme de se méfier du peuple et de l'essence du libéralisme de s'y fier—8745.

M. Léonard—Propose que l'on insère une clause permettant spécialement d'importer des cultivateurs français au Canada—8746; la loyauté reconnue des Canadiens-français leur permet de faire cette demande sans porter ombrage—8746.

M. Talbot—Considère cette demande inutile, à cause du petit nombre d'immigrants français qui viennent au Canada—8748; d'ailleurs, elle est soutenue par M. M. Reid et Fowler qui ont déjà déclaré qu'il y a trop de Canadiens-français dans le pays—8748.

MM. Reid et Fowler—Protestent et disent n'avoir jamais entretenu ni émis une telle opinion—8750.

M. Boyd—Propose qu'on excepte de la loi les manœuvres destinés aux travaux de la ferme—8754.

M. Mulock (sir W.)—Explique que jamais la loi ne s'est appliquée à ce genre de travailleurs—8754.

L'article est adopté—8754.

L'article 6 relativement aux renseignements faux sur l'état du marché du travail est mis en discussion—8755.

BILLS—Suite.

M. Fowler—Voudrait inclure les renseignements ayant pour objet "de détourner" les immigrants qui veulent venir au Canada—8755.

Proposition rejetée, article adopté—8756.

Article 8 en discussion pour imposer la main-d'œuvre canadienne pour la construction des chemins de fer subventionnés—8756.

M. Reid—Veut qu'on applique cette disposition aux canaux, aux entreprises publiques—8756.

Mulock (sir W.)—Le cas de la construction du G.T.P. a été seul examiné à cet égard et l'article a été introduit à la demande de l'opposition et en exécution d'une promesse faite lors de la discussion du Bill du G.T.P.—8756.

M. Logan—Cette clause est spéciale, d'ailleurs le gouvernement libéral a suffisamment montré sa sollicitude pour tous les travailleurs en imposant aux entrepreneurs de l'Etat la clause du salaire équitable dans les contrats—8763.

M. Lennox—Répond que dans le contrat passé par l'ancien gouvernement avec Laverdure et Cory en 1895 pour la construction du canal de Trent, une clause obligeant à employer des travailleurs britanniques avait été insérée—8764.

Les autres articles sont adoptés après discussion—8767.

Bill rapporté—8767.

Troisième lecture proposée—8780.

M. Boyd—Propose d'introduire une clause pour permettre aux cultivateurs du Manitoba d'engager les ouvriers nécessaires pour faire leur récolte—8780.

Mulock (sir W.)—Rien dans le Bill, ni nouveau, ni ancien, ne le défend—8781 ; pourquoi faire une distinction spéciale pour une certaine catégorie—8782.

M. Sproule—On fait bien une distinction pour l'entrée des ouvriers spécialistes—8782.

Laurier (sir W.)—Le seul effet de l'amendement, s'il était adopté serait de faire croire à l'existence de restrictions qui n'existent pas et de provoquer des représailles dont il n'était heureusement plus question depuis quelque temps—8783.

M. Scott (Walter)—Il nous est inutile de voter une loi de ce genre ; il n'y a pas ici d'ouvriers sans travail—8784 ; les grandes compagnies de chemin de fer invoquent la rareté de la main-d'œuvre pour excuser leurs retards dans l'achèvement de leurs travaux—8785 ; ces restrictions font les affaires des agents américains des Etats de l'Ouest qui s'en servent pour effrayer les colons désireux de gagner le Canada—8786.

Hon. Sifton—L'amendement de M. Boyd est inutile—8788 ; jamais les hommes ne viennent pour la récolte sur contrat, ils viennent avec des excursions de moissonneurs—8788 ; si quelqu'un était poursuivi pour avoir fait venir un moissonneur par contrat, le gouvernement aurait par la loi le contrôle suffisant pour arrêter les poursuites—8788.

BILLS—Suite.

M. Fowler—Dit que c'est ridicule de suivre toujours dans notre législation les données des Etats-Unis—8790 ; on ne peut pas nuire à nos ouvriers agricoles en laissant venir ceux des Etats-Unis, puisque les nôtres ont tout le travail qu'ils peuvent faire—8790.

Amendement Boyd rejeté sur division—8791. Eill rapporté, lu une 3e fois, adopté—8791. N'est jamais sorti du Sénat.

TERRITOIRES DU YUKON—PROMULGATION DES REGLEMENTS.

M. Sifton—Propose conformément à la loi l'approbation par la Chambre des règlements promulgués par le Gouverneur en conseil sous l'empire de l'Acte des terres fédérales—8770 ; énumération et détail des ordres en conseil—8770.

Motion adoptée—8773.

BILLS D'INTERET PUBLIC.

Sanctionnés.

HONORAIRES DES MAGISTRATS.

M. Lennox—(Bill n° 56) modifiant le Code Criminel. Explications : pour régler les cas où les magistrats ont droit à des honoraires ; 1re lecture—1146 ; 2e lecture—3835 ; en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3835.

Sanctionné—7016.

LOI DES COMPAGNIES.

M. Cowan (Bill n° 75) 1re lecture—1794.

2e lecture—4027.

En comité—4027.

M. Cowan—Le Bill dissipe un doute de rédaction et rend parfaitement clair qu'une compagnie peut être formée par lettres patentes pour entreprendre la construction de lignes de chemin de fer et de téléphone, l'ancienne rédaction de l'acte des compagnies semblait faire une proscription générale de la construction comme de l'exploitation—4028 ; l'acte des compagnies permet de subdiviser les actions en parts inférieures à \$100, mais ne parle pas du groupement, le deuxième article de cette loi permet de grouper des actions d'une valeur inférieure à \$100 pour en faire des actions plus élevées—4029.

Débat ajourné—4029.

Repris—4763.

Hon. Fitzpatrick—Propose insertion d'un article interprétatif établissant que l'interdiction de l'octroi de lettres patentes pour l'exploitation ne s'applique pas à la construction—4764.

Discussion ajournée—4764.

Reprise—5159.

Hon. Fitzpatrick—Après consultation avec M. Barker propose une autre rédaction de la clause—5160.

M. Sproule—La création de compagnies de construction à côté des compagnies de chemin de fer et affiliées à celle-ci peut être dangereuse, surtout à la veille de construire le G.T.P.—5161.

BILLS—Suite.

Hon. Fitzpatrick—N'entend pas pousser le Bill et propose l'ajournement de la discussion—5161; discussion ajournée—5161.

Hon. Fielding—Propose 2e lecture du (Bill n° 164) du Sénat pour amender la loi des compagnies commerciales—8963; cette loi a pour objet de rendre clair le fait que si les compagnies de chemin de fer ne peuvent pas être autorisées par lettres patentes, cette forme d'autorisation peut être donnée aux sociétés constituées pour entreprendre des travaux de chemin de fer—8964.

M. Sproule—Nous avons eu aux Communes à cette même session un Bill identique—8964; le bill a été retiré—8965; on essaie une résurrection—8965.

Motion de l'honorable Fielding retirée—8965.

Hon. Fielding—Explique que ce Bill n'est pas un Bill du gouvernement—9024; il a été adopté au Sénat—9024; un bill analogue avait été soumis à la Chambre, mais est resté en suspens—9024; les raisons qui existaient alors contre le Bill ont disparu—9024; le Bill explique simplement la pensée du législateur lorsque la loi primitive a été prassée; il n'a jamais été songé à interdire la formation de compagnies de construction par lettres patentes—9026.

M. Sproule—Si le Bill passe, il faudra amender la loi générale des chemins de fer pour empêcher les directeurs de faire partie des compagnies de construction—9026.

Débat remis—9026.

Hon. Fielding—Annonce que de convention mutuelle on a rayé du Bill primitif l'article contentieux, propose 2e lecture—9184; adopté, 9184.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—9184.

Sanctionné—9212.

MUTUAL RESERVE LIFE INSURANCE CO.

Laurier (sir W.)—Propose de mettre en délibération le (Bill n° 161) relatif aux actionnaires de la "Mutual Reserve Life Ins. Co.", adopté—8791.

M. Heyd—Propose 2e lecture—Expose origine à la loi venant du Sénat—8791; une grande majorité des assurés consultés sur le projet l'ont approuvé—8792; c'est la seule occasion pour les porteurs de police de retirer quelque chose de leur mise de fonds—8792; les plus âgés ne peuvent plus être acceptés dans d'autres compagnies—8792; trois alternatives, trois propositions sont soumises aux anciens assurés—8792; la réserve de \$228,000 entre les mains du gouvernement ne peut pas être reprise par la compagnie vu que, à chaque police revenant en force correspond une obligation sur cette réserve—8793; quels qu'aient été les crimes de l'ancienne compagnie, il faut songer à l'état présent des victimes—8794.

2e lecture adoptée—8794.

Hon. Fielding—Ce n'est pas un projet de loi du gouvernement—8794; le surintendant des assurances est satisfait que le Bill est juste—8794; ce Bill reste le Bill de la compagnie—8794.

BILLS—Suite.

M. Sproule—Considère que le Bill est bon parce qu'il permet aux assurés d'obtenir des polices parfaites d'assurance sur la vie et de les maintenir au même taux à l'avenir, sans quoi ils seraient forcés d'abandonner tout espoir de paiement—8795.

M. Fowler—Lit une communication d'un membre du Sénat demandant d'inclure une disposition en vertu de laquelle le receveur général ne pourra pas se dessaisir du dépôt de \$228,000—8795.

M. Heyd—Lit le texte de la circulaire envoyée aux assurés et signée par 785 et rejetée par 46—8801; quelques dettes payées, il resterait \$150,000 de dépôt à être divisé entre les porteurs de police—8802.

M. Oliver—La compagnie est virtuellement en faillite, on demande à la Chambre, à la fin de la session de la réhabiliter et de lui permettre de recommencer à faire des opérations en Canada—8806.

M. Gervais—Du fait de ce Bill, la Chambre se constitue en cour de faillite, ce qu'elle ne devrait pas faire—8810; un décret du Conseil privé d'Angleterre récemment rendu met la compagnie cinquante fois plus en faillite qu'elle n'est maintenant—8811; des milliers de jugements vont être émis contre la compagnie—8811; nous mettons en danger les droits de milliers d'assurés dans la "Mutual Reserve Life Association"—8811; il vaut mieux attendre six mois et savoir où est allé l'actif de la compagnie—8811; la Chambre n'a pas d'ordres à recevoir du Sénat pour ce Bill—8812; la compagnie veut mettre la main sur le dépôt et s'en aller aux Etats-Unis—8812; à la suite du jugement du Conseil privé dans la cause de Foster, toutes les cours seront obligées de décider que chaque assuré doit être remboursé de son argent à même les fonds de la compagnie—8812; ces fonds, nous les trouverons plus tard—8812; en ce moment, la compagnie veut inaugurer un nouveau mode d'assurance et avoir une licence à cette fin. Elle sera tenue à un dépôt moindre que celui qui existe actuellement et retirera dans les vingt-quatre heures la seule garantie des assurés—8820; propose en amendement que personne n'aura le droit de réduire le dépôt d'ici à cinq ans—8820; si à cette époque la "Mutual Reserve" fait des affaires sérieuses on pourra lui permettre de réduire son dépôt—8821.

Hon. Fielding—Le gouvernement ne peut pas se servir actuellement du dépôt pour payer un sou d'assurance—8823; les tribunaux seuls peuvent décider l'emploi de cet argent—8823; le gouvernement ne peut être tenu à faire aucune remise de dépôt, c'est lui qui est seul juge du dépôt à exiger—8823; la somme déposée sera gardée pour la garantie des porteurs de police actuels—8824; à mesure qu'ils passeront de la classe de cotisation dans la classe ordinaire, le dépôt deviendra utilisable pour la protection de la nouvelle classe dans sa pleine limite—8824.

Amendement Gervais rejeté—8826.

BILLS—Suite.

M. Henderson—Dit que cette discussion montre la nécessité de donner aux porteurs de police une autorité plus considérable dans la gestion financière des compagnies d'assurances—8826 ; cite le cas de la "Canada Life" où des profits revenant aux porteurs de police sont inscrits au fonds de réserve pour améliorer le sort des actionnaires—8828.

Bill rapporté, lu 2e fois, adopté—8828.

Sanctionné—9212.

PROCES SOMMAIRE DES MINEURS.

Amendement Lancaster, Code Criminel 1892 (Bill n° 3) 1re lecture—10.

2e lecture—422 ; M. Lancaster, explications : quand un mineur est arrêté pour offense criminelle et n'a pas d'avocat, le juge ne pourra pas lui demander s'il veut un procès sommaire ou par jury, sans que le père ou le tuteur de l'inculpé soient présents—424.

Hon. Fitzpatrick—On accorde aux criminels plus de protection qu'ils n'ont droit d'en avoir quand il s'agit de leur faire subir leur procès—426 ; offre rédiger lui-même un amendement—428 ; discussion ajournée—428.

En suspens—598.

Reprise de la discussion sur la motion de 2e lecture—3829.

Hon. Fitzpatrick—Demande la limite de seize ans pour cette protection—3830 ; propose un amendement reconstruisant entièrement le Bill—3834 ; adopté—3835.

Bill lu une troisième fois et adopté—3835.

Sanctionné—7016.

ACTE DE TEMPERANCE DU CANADA.

M. Law (Bill n° 119) explication : permettre au magistrat condamnant en vertu de l'Acte d'imposer travaux forcés ; 1re lecture, 3470.

Appelé, discussion remise—4049.

2e lecture, en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—4781.

Resté au Sénat.

COMPTABILITE REGULIERE EXIGEE.

M. Bickerdike (Bill n° 86) amendement—Explication : pour obliger les commerçants à tenir comptabilité régulière ; 1re lecture—2133.

2e lecture—4029.

En comité—4029.

M. Lancaster—Il serait bon de définir le terme commerçant dont l'acception varie—4030 ; le terme est défini dans le statut d'Ontario—4031.

M. Fitzpatrick—Il est bien important de faire comprendre aux commerçants qu'ils ne peuvent pas profiter du crédit dont ils jouissent pour frauder leurs créanciers—4037.

M. Rivet—A été prié par la chambre de commerce de Montréal d'appuyer le Bill—4038 ; un commerçant est celui qui s'occupe habituellement de commerce—4038 ; résolution de la chambre de commerce—4039 ; c'est un achèvement vers une loi complète de faillite—4040.

BILLS—Suite.

Bill rapporté, lu une troisième fois et adopté—4040.

Sanctionné—7016.

PROTECTION DES OUVRIERS DE CHEMINS DE FER.

M. Lennox—Présente Bill n° 73 pour empêcher les compagnies de chemins de fer soustraire par des conventions à leur responsabilité ordinaire en cas de négligence, 1re lecture—1793 ; 2e lecture proposée—3874 ; explications : les lignes visées sont l'I.C.R. et le G.T.R.—3874 ; divers jugements rendus dans Ontario dans le cas d'employés de chemins de fer ayant renoncé à leur droit de réclamation—3878, 3883 ; il y a 100,000 employés de chemins de fer intéressés—3884.

Hon. M. Fitzpatrick—De prime abord la proposition paraît ultra vires, cependant elle doit être étudiée en fond—3884 ; propose que le Bill reste en suspens—3886.

Repris—4764.

Hon. Fitzpatrick—Ce projet est analogue au Bill de M. Guthrie, il constitue un empiètement sur les droits des provinces—4766 ; décisions judiciaires citées—4765.

M. Clancy—Les ouvriers ont droit à un recours—4766 ; on dit que le gouvernement fédéral n'a pas le droit et on ne dit pas que le gouvernement provincial a le droit—4766 ; les ouvriers sont-ils tenus de subir cette tyrannie qui les ruine eux et leur famille—4762.

M. Guthrie—Les ouvriers sont trop pauvres pour prendre un appel des décisions citées—4767 ; le gouvernement devrait prendre un test-case devant la cour Suprême pour savoir si le projet de loi est constitutionnel ou non—4767.

Hon. Fitzpatrick—Est en faveur d'envoyer le Bill au comité des chemins de fer pour l'y discuter et proposera un amendement allant plus loin que le Bill. Ensuite le gouvernement décidera peut-être de déférer la question à la cour Suprême—4770.

M. Demers (L. P.)—Croît que la loi ne devrait pas être adoptée, il y aurait conflit entre la juridiction fédérale et provinciale—4774 ; ce conflit existe quant à la fausse déclaration en cas d'assurance, la loi de Québec dit qu'elle annule le contrat, la loi fédérale dit que non—4774 ; le cas serait le même, la loi provinciale dirait le contrat des employés valable, la loi fédérale le dirait invalide—4774.

Deuxième lecture adoptée—4774.

Hon. Fitzpatrick—Propose renvoi au comité des chemins de fer, adopté—4774.

Hon. Fitzpatrick—Propose que le Bill soit transporté aux ordres du gouvernement—6450.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—6772.

Sanctionné—7016.

BILLS—Suite.**BILLS N'AYANT PAS PASSE.****AIGUILLAGE DES CHEMINS DE FER.**

M. Lancaster (Bill n° 88) amendement—Explication : pour donner à la commission des chemins de fer le pouvoir d'exempter temporairement seulement les compagnies de l'obligation du remplissage des aiguilles en hiver, 1re lecture—2201.

CERTIFICATS AUX CAPITAINES ET SECONDS.

Amendement Lancaster (Bill n° 4) 1re lecture proposée—428 ; reste en suspens—429 ; 2e lecture—3335 ; débat ajournée sur demande de l'honorable R. Préfontaine—3336.

Discussion reprise—5233.

Hon. Préfontaine—Propose le renvoi de ce Bill à un comité spécial, la plupart des modifications peuvent être obtenues par règlement, le reste peut attendre la session prochaine—5232 ; le député de Simcoe-nord, M. McCarthy, a accepté cet arrangement pour un Bill analogue—5233.

M. Lancaster—Dit qu'il avait la promesse du ministre de la Marine que cet amendement serait inclus dans un Bill du gouvernement—5233 ; comme celui-ci refuse, il lui faut discuter maintenant, dernier jour des Bills publics—5234 ; le Bill est très important et a pour objet d'accroître la sévérité dans le choix des capitaines et seconds dans la navigation des voies fluviales—5235 ; les certificats donnés par les capitaines aux aspirants seconds et capitaines devraient être attestés sous serment—5236 ; les capitaines de vaisseaux canadiens devraient être des sujets britanniques—5236 ; les seconds devraient avoir 24 mois de timonnerie—5237 ; les examinateurs devraient avoir l'expérience de la navigation des grands lacs et un certificat l'attestant—5238.

Hon. Fitzpatrick—Nous ne pouvons pas faire des sujets britanniques, nous pouvons seulement conférer les privilèges de sujets britanniques—5240.

Hon. Préfontaine—La loi entière devrait être refaite et une refonte est préparée, mais ne peut pas être terminée à temps pour la session—5243 ; lettre du ministre à M. Lancaster exposant la situation et les objections à son Bill—5244.

M. Clancy—Le ministre veut renvoyer ce Bill à un comité, sans doute pour empêcher que des capitaines soient forcés de devenir canadiens ou sujets anglais—5246.

Vote sur la motion de seconde lecture : pour 16, contre 39—5248.

Motion rejetée—5248.

LOI PROHIBANT LA CIGARETTE.**RETTE.**

M. Maclaren (Huntingdon)—Propose que la Chambre se forme ultérieurement en comité pour délibérer sur la résolution déclarant expédient de passer une loi prohibant l'importation, fabrication et vente de cigarettes, restée en suspens—246 ; en comité—336 ; expose l'objet de la résolution—336 ; opinions de docteurs sur les dangers de la cigarette—337, 338 ; lois et réglementation aux Etats-Unis sur l'usage de la cigarette—339, 340.

BILLS—Suite.

M. Richardson—Une loi ne peut pas être prohibitive, la loi est l'essence de la liberté, loi et liberté sont synonymes—344 ; nouvelles opinions sur l'usage de la cigarette—345, 346 ; le mal se propage par l'exemple—348 ; la résolution devrait être votée par patriotisme—349.

M. Oliver—On peut voter la loi si l'on veut les fumeurs de cigarettes ne s'en porteraient pas plus mal—350 ; le gouvernement fédéral devrait concéder par amendement à la constitution le pouvoir suprême aux provinces en ces matières—350.

M. Holmes—L'usage funeste de la cigarette s'accroît constamment au Canada—351 ; les partisans de la mesure n'attendent aucun intérêt pécuniaire, ils veulent protéger la jeunesse—352.

M. Lavergne (Montmagny)—Il ne manque pas de médecins qui déclarent l'innocuité de la cigarette—352 ; fume la cigarette depuis l'âge de 10 ans—352 ; la cigarette était le reconfort des blessés anglais au Transvaal—353.

M. McCarthy—L'usage abusif de la cigarette est indubitablement un mal—354.

M. Osler—Une loi prohibitive de ce genre ne fera pas de bien, mais fera du mal—354 ; le remède au mal est dans la surveillance des parents et des instituteurs—354 ; la mauvaise cuisine fait plus de mal que la cigarette—355.

M. Henderson—Le mal moral causé par la cigarette est très grand au Canada—356.

M. Puttee—Est en faveur de la résolution en principe, mais ne veut pas d'une Bill conforme à la résolution—356 ; préfère un amendement au code criminel punissant la vente aux mineurs—356.

M. Douglas—L'usage immodéré de tout stimulant avant la croissance complète est nuisible—356 ; on devrait aussi prohiber les autres stimulants—357.

M. Macpherson—N'emploie jamais aucune personne fumant la cigarette—358 ; la morphine et la cigarette vont de pair—359.

Hon. Ross (W.)—Les lois promulguées par les provinces ne sont jamais appliquées avec la même rigueur que les lois fédérales—359.

M. Borden (R. L.)—Il est impossible de prohiber la cigarette effectivement si du tabac est mis en vente sous autre forme—360 ; le meilleur remède est la surveillance familiale—360 ; on pourrait renforcer l'autorité paternelle—361.

Laurier (sir W.)—Ne sais pas pourquoi le tabac serait plus nuisible sous forme de cigarette—362 ; la résolution va trop loin—362 ; on n'a pas prouvé que la cigarette était nocive pour les grandes personnes—363 ; c'est un danger de passer une législation qui n'est pas observée—363 ; voudrait empêcher les enfants de faire usage du tabac sous quelque forme que ce soit—363 ; les lois provinciales existent mais on ne veille pas à leur application—364 ; pourquoi encore porter atteinte aux prérogatives provinciales ?—364 ; il faut faire quelque chose pour punir la vente aux enfants—364 ; ce n'est pas une question de parti—364.

BILLS—Suite.

- La Chambre de nouveau en comité—3810.
Résolution rapportée et lue une deuxième fois—3810.
- Hon. Fitzpatrick—S'oppose à 2e lecture de la résolution—3811.
- 2e lecture, de la résolution, adoptée—4027.
Bill présenté—4102.
- M. Maclaren présente Bill n° 128 basé sur la résolution—4102 ; 1re lecture—4103.
- 2e lecture adoptée, vote, 52 pour, 28 contre—4782.
- En comité—5196.
- M. Emmerson—Propose d'interdire seulement l'importation, la fabrication et la vente des cigarettes toutes faites mais de laisser libres ceux qui veulent faire leurs cigarettes, beaucoup de gens y renonceraient—5198.
- M. Clarke—Ceux qui ont voté l'année dernière pour le Bill de la cigarette votaient pour la prohibition aux mineurs, personne n'a jamais songé qu'il fût possible d'empêcher les adultes de se procurer des cigarettes, citations—5201.
- M. Demers (L. P.)—Donne lecture de l'article de la "Gazette", 15 juin, condamnant le Bill—5202 ; le Bill tend à détruire un commerce considérable et il viole la liberté individuelle—5203.
- M. Wright—Est en faveur du Bill qui a l'approbation du corps enseignant et des ministres du culte—5206.
- M. Parmelee—L'éducation familiale vaut mieux que toutes les lois du monde—5207 ; il serait aussi à propos d'interdire absolument tout usage du tabac—5207 ; ce que l'on devrait faire ce serait prohiber la vente des cigarettes à la jeunesse—5208 ; l'année dernière on croyait que ce Bill était une comédie, cette année-ci, c'est devenu sérieux—5208.
- Hon. Ross (W.)—Réformer l'humanité au moyen de mesures législatives est une absurdité—5209.
- M. Maclaren—L'union de tempérance chrétienne des femmes et l'association chrétienne des jeunes filles enseignent l'art culinaire dans les quartiers pauvres—5209.
- M. Kaulbach—On devrait créer des ligues pour encourager la suppression des cigarettes, les patrons devraient s'y associer—5210.
- Article 1er prohibant la fabrication, l'importation et la vente des cigarettes, adopté: 50 pour, 27 contre—5210.
- Article 2, prohibant l'importation de papier à cigarette.
- M. Sproule—L'application est impossible—5210.
- Hon. Fitzpatrick—On veut faire une race d'hypocrites—5210 ; si ce Bill est passé, il empêchera d'adopter une réforme au code pénal qui pourrait prohiber la vente aux mineurs—5212 ; la loi ne pourrait plus prohiber une chose n'existant plus—5212 ; qui est-ce qui empêchera de faire des cigarettes avec du papier qui ne soit pas à cigarettes—5214.
- M. Galliher—Désapprouve le Bill comme voué d'avance à l'avortement—5216.

BILLS—Suite.

- Article 2 adopté: pour 39, contre 25—5216.
Hon. Fitzpatrick—Il est facile d'être vertueux aux dépens de son voisin—5216.
- Article 3, pénalités, emprisonnement—5216.
Hon. Fitzpatrick—On veut emprisonner un homme qui vend du papier à cigarette et on ne dit même pas ce que c'est que du papier à cigarettes—5218 ; à la deuxième offense, vente d'une deuxième cigarette, un homme peut être mis en prison, c'est monstrueux—5222 ; maintenant, a-t-on songé aux compensations qu'il faudra payer aux fabricants ayant établi leur industrie sous l'égide de la loi—5222.
- M. Clarke—Cette loi est si absurde, qu' aussitôt mise en application elle devra être abrogée et empêchera de passer une loi efficace—5222.
- M. Maclaren offre un amendement pour réduire la peine—5230 ; son amendement annulait l'article 3, il le retire—5230.
- Article 3 adopté: pour 39, contre 36—5230.
Article 4—5230.
- M. Galliher—Propose que le comité se lève—5230.
- Rejeté: 37 à 37, l'Orateur-suppléant vote contre—5230.
- Article 4 adopté: pour 41, contre 34—5230.
- M. Bourassa—L'auteur du Bill devrait le laisser mûrir jusqu'à la prochaine session tant sont nombreux les doutes quant à sa possibilité d'application—5231.
- M. Gervais—La rédaction du Bill est défectueuse—5231 ; le Canada va être la risée de l'univers—5231 ; c'est une absurdité de mettre en prison l'homme qui fume un quinzième d'once de tabac et de laisser en liberté celui qui en fume une demi-livre—5231 ; le tabac n'est pas plus nuisible que des milliers d'autres articles de consommation courante—5232.
- M. Guthrie—Suggère que le Bill ne soit exécutoire qu'en 1906 pour permettre d'écouler les produits—5232.
- Hon. Fitzpatrick—Il faudra aussi remettre les droits d'accise sur les articles qui vont être détruits—5232.
- Préambule adopté, pour 41, contre 32—5232.
Le comité fait rapport—5232.
- Resté là.
- COUR SUPREME ET COUR D'ECHIQUIER.**
- M. Demers (L. P.)—Présente un Bill relatif aux cours Suprême d'Echiquier—Explication: le but est de faire de ces deux tribunaux des cours exclusivement fédérales—4464 ; c'est l'avis de sir Elzéar Taschereau—4464 ; présentation reçue—4464 ; Bill lu une première fois—4465.
- DETTES DES COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER.**
- M. Marcell (Bill n° 134) concernant la juridiction de la cour d'Echiquier en matière de dettes de chemin de fer, 1re lecture—4721.
- ETIQUETTES OUVRIERES.**
- M. Ralph Smith (Bill n° 35) autorisant l'enregistrement des marques ouvrières au département de l'Agriculture, 1re lecture—878.
- 2e lecture—proposée—3872.

BILLS—Suite.

M. l'Orateur s'objecte parce qu'un Bill de cette nature demande une résolution préalable—3873.

Bill retiré—4269.

Résolution présentée—4762.

M. R. Smith—Propose qu'il est à propos de pourvoir à l'enregistrement des étiquettes des unions ouvrières et à l'amende pour usage illégitime—4762.

En comité—4762.

Hon. Fitzpatrick—Dit qu'il lui paraît étrange de permettre à une association non autorisée d'avoir une marque de fabrique autorisée—4762.

Résolution rapportée, deuxième lecture, adoptée sur division—4762.

Bill n° 135 présenté, 1re lecture—4763.

INSPECTION DES BATEAUX A VAPEUR.

M. McCarthy présente (Bill n° 1) Explication : améliorer la classe de mécaniciens, empêcher remorqueurs et dragueurs américains de naviguer dans les eaux canadiennes sans mécaniciens ayant un certificat canadien—330 ; supprimer les permis de saison et créer 4e classe de mécaniciens—331 ; 1re lecture—331.

MESSAGERIES.

M. Maclean—Propose en amendement à l'Acte des chemins de fer (Bill n° 6)—Explication : le Bill a pour objet de soumettre les compagnies de messageries à la juridiction de la commission des chemins de fer—324 ; d'établir un tarif uniforme de 2 cts par mille pour les voyageurs sur toutes les voies ferrées du pays—324 ; d'enlever au président de la commission l'opinion prépondérante dans les questions de droit—325 ; de déterminer la compensation à être accordée aux compagnies de chemin de fer tenues de donner accès à leur gare pour communications téléphoniques indépendantes—327 ; décisions des commissaires dans le cas de Port-Arthur—327 ; la nationalisation des services télégraphiques se fait en grand en Angleterre—329 ; les lois actuelles sont seulement destinées à favoriser les compagnies et les avocats—330 ; le parlement est au-dessus de la loi et de l'interprétation de la loi et doit donner satisfaction au public—330 ; 1re lecture—330.

2e lecture proposée—3837.

M. Maclean—Le premier article a pour objet de soumettre les messageries à la juridiction de la commission des chemins de fer—3837 ; les compagnies de messageries sont tellement puissantes aux E.-U. qu'elles ont empêché M. Vanamaker, ministre des Postes, d'établir un service postal à son goût—3838 ; nous voulons que les tarifs soient soumis à un règlement comme pour les chemins de fer—3839 ; le deuxième article est pour mettre le président de la commission des chemins de fer sur le même pied que ses collègues et lui enlever le pouvoir prépondérant dans les questions de droit—3840 ; affaire des téléphones de Fort-William—3840 ; en cas d'indemnité à payer pour l'usage des facilités des compagnies de chemin de fer, les téléphones locaux

BILLS—Suite.

M. Maclean—Suite.

n'auront à solder que les dommages directs—3842 ; le Bill demande encore l'abaissement des tarifs de passagers de 3 cts à 2 cts par mille—3844 ; loi de l'Etat de New-York, 1861—3844 ; l'abaissement des taux stimule la circulation des voyageurs—3844 ; nous pourrions adopter le système de l'échelle mobile, la loi en vigueur au Michigan—3848 ; arrangement Roblin avec le Canadian Northern—3848 ; étude Walter E. Weyl de l'Université de Pennsylvanie sur le transport des voyageurs en chemin de fer—3850.

M. Ingram—Est en faveur d'une loi générale réduisant les tarifs des passagers mais sera formellement opposé à toute loi s'appliquant dans ce sens à une ligne en particulier—3852 ; en ce moment il y a des lignes qui ne pourraient pas supporter une réduction, il est donc inutile de tenter une loi générale maintenant—3852.

Hon. Fitzpatrick—Le Bill devrait être rejeté ; quant aux messageries, la Chambre a déjà décidé, l'année dernière, qu'elles ne tomberaient pas sous le coup de la commission des chemins de fer—3856 ; quant au privilège du président de la commission des chemins de fer, pour qu'une question soit considérée question de droit il faut qu'elle soit reconnue telle à l'unanimité de la commission—3856 ; quant à l'indemnité pour les téléphones, une cause est pendante en cour Suprême—3856 ; pour décider la question du taux de deux cents, il faut des statistiques—3857 ; propose que le Bill soit renvoyé au comité des chemins de fer—3857.

M. Lancaster—Le renvoi au comité des chemins de fer est du temps perdu—3858 ; le Bill n'enlève pas à la commission des chemins de fer la liberté de régler le tarif, il détermine seulement un maximum—3859.

M. Robinson—Il est humiliant pour un Canadien qui paie 3 cts le mille d'être assis à côté d'un Américain qui ne paie que 2 cents—3860.

Sur amendement Fitzpatrick pour renvoi au comité des chemins de fer—3861.

M. Maclean—L'union des municipalités se méfie du renvoi au comité—3862 ; propose en sous amendement que le Bill ne soit pas envoyé au comité des chemins de fer mais soumis au comité général de la Chambre—3862.

M. Heyd—Il est impossible d'imposer un tarif maximum applicable à toutes les compagnies à moins d'avoir étudié la position de chaque compagnie en particulier—3864.

M. Ross—Il ne semble pas qu'aucune ligne canadienne fasse des recettes suffisantes pour être classée dans la catégorie des chemins de fer donnant le mille à 2 cts—3866 ; ceci devrait être étudié au comité des chemins de fer—3866.

Hon. Fitzpatrick—Cite un "Mémoire sur la proposition de réduction du tarif de 3 cts à 2 cts" et le "Manuel de Poor" pour prouver que les voyageurs canadiens ne sont pas maltraités—3868.

Motion de renvoi au comité des chemins de fer adoptée—3871.

BILLS—Suite.**PASSAGES A NIVEAU.**

M. Lancaster propose en amendement à l'Acte des chemins de fer, 1903 (Bill n° 2) Explications : obliger les compagnies à placer un gardien aux croisements à niveau dans les villes quand vitesse dépasse 10 milles à l'heure ; 1re lecture—9 ; 2e lecture—404 ; jugement de sir Louis Davis, cour Suprême, relatif au clôturage des voies publiques—406, 407.

Hon. Fitzpatrick—La loi actuelle donne satisfaction, vous n'avez qu'à vous présenter devant la commission et vous serez protégé—418 ; 2e lecture, passée—419.

Hon. Fitzpatrick—Propose renvoi du Bill au comité des chemins de fer—419.

M. Lancaster—Refuse—420.

Laurier (sir W.)—Accepte proposition Borden, étudiant d'abord en comité général le Bill, puis le renvoyer au comité des chemins de fer pour entendre intéressés—422 ; en l'absence du ministre des chemins de fer, considération remise—422.

Reprise de la discussion sur motion Fitzpatrick pour renvoi au comité des chemins de fer—3811.

Motion retirée suivant convention Laurier—3812.

Examen du Bill en comité général—3812.

Article 1, en comité—3812.

M. Lancaster—La loi oblige les compagnies d'établir des clôtures le long de la voie ou d'en défendre l'accès de toute autre façon ; l'objet visé par l'article est de remplacer "ou" par "et"—3812 ; la loi prescrit que la commission des chemins de fer déterminera le mode de protection à adopter, il importe que la loi elle-même l'indique—3813 ; la cour Suprême a décidé qu'il était suffisant que la voie fut clôturée jusqu'aux garde-bestiaux, mais cela ne protège pas la voie publique elle-même—3814 ; il faut un ordre spécial de la commission pour chaque passage à niveau ou l'on veut établir une protection—3814 ; l'amendement proposé prescrit que dans toute ville, ou le chemin de fer traversera à plus de 10 milles à l'heure, il faudra un gardien à chaque croisement de voie publique—3814 ; ce serait une dépense de \$2 à \$3 par jour par passage—3814.

M. Borden (R. L.)—La cour Suprême a décidé que si la ligne est convenablement clôturée, avec clôture recourbée jusqu'aux garde-bestiaux, les trains peuvent passer à l'allure qu'ils veulent—3817 ; cause Mackay vs G.T.R., détails—3818.

Hon. Fitzpatrick—La cause Mackay que l'on cite a été rendue avant le nouvel Acte des chemins de fer—3819 ; la nouvelle loi dit que la vitesse de dix milles n'est permise que si la voie est clôturée conformément aux prescriptions de l'acte, c'est la commission qui décide cela—3821 ; il faudrait envoyer le Bill au comité des chemins de fer pour pouvoir entendre des experts—3821.

Ordre du jour du Bill en comité rayé, Bill envoyé au comité des chemins de fer—3828.

Repris en comité général—5162.

BILLS—Suite.

Hon. Fitzpatrick—Le Bill a été rejeté par le comité des chemins de fer, M. Lancaster en appelle au comité général de la Chambre, il doit donner des raisons—5162.

M. Lancaster—Le comité des chemins de fer n'a pas autorité pour décider d'une question aussi sérieuse—5163 ; le comité des chemins de fer n'a tenu aucun cas des décisions judiciaires qui laissent la sécurité des voyageurs à la merci des compagnies—5164 ; la loi dit que les compagnies sont tenues de clôturer ou protéger, nous voulons qu'elles soient tenues à clôturer et protéger—5164.

Hon. Emmerson—Le comité a donné toute l'attention nécessaire au bill—5170 ; il s'est basé sur l'acte de la dernière session où des dispositions sont édictées pour la protection du public aux passages à niveau—5170 ; la présence d'un gardien n'est pas une protection assurée—5170 ; l'exiger serait de l'arbitraire—5171.

M. Lancaster—Propose que son bill ne s'applique qu'à la partie populeuse des villes ou villages—5171.

Hon. Emmerson—On doit s'opposer à l'amendement de M. Lancaster parcequ'il restreint le pouvoir discrétionnaire de la commission—5182 ; la loi actuelle fournit un remède, si un gardien est jugé nécessaire, la commission peut ordonner qu'il en soit placé un—5194 ; l'amendement ne prévoit qu'un seul mode de protection, la loi actuelle permet de juger des circonstances et des besoins pour appliquer le remède nécessaire—5194.

Article demandant la substitution de "et" à "ou" rejeté : 24 pour, 34 contre—5196.

Discussion ajournée—5196.

REPRESENTATION DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST.

M. Casgrain (Bill n° 117) relatif aux certificats des agents de votation, 1re lecture—3422.

En suspens—4780.

REPRESENTATION DU TERRITOIRE DU YUKON.

M. Casgrain (Bill n° 118)—1re lecture—3422 ; 2e lecture proposée—4044.

M. Casgrain—Actuellement les électeurs peuvent s'inscrire jusqu'au matin de la votation et sur simple déclaration, l'objet du Bill est de déterminer une date à laquelle la liste sera close—4047.

Discussion ajournée—4049.

En suspens—4780.

VOLS DE QUARTZ ET DE MINERAIS D'OR.

M. Wade (Bill n° 76) pour pourvoir au châtement des voleurs de quartz et de minerai d'or en faisant peser le fardeau de la preuve sur l'homme en possession de qui l'or est trouvé, loi s'appliquant seulement à la Nouvelle-Ecosse, 1re lecture—1974 ; 2e lecture proposée—4775 ; adoptée—4776.

En comité—4776 ; lettre de M. Stuart de Truro—4780.

Discussion ajournée—4780.

BILLS D'INTERET PRIVE.**PROLONGATION DES DELAIS.**

M. Borden (R. L.)—Propose, vu l'ajournement de la fête Victoria, que le délai pour la présentation des bills privés expirant le 20 soit prolongé au 27—3469.

Laurier (sir W.)—Accepte—3469.

Motion adoptée—3469.

Bills sanctionnés.

ALLIANCE BANK OF CANADA.

M. Henderson—ne s'oppose pas à l'extension de délai si le chef de l'opposition accepte, mais il trouve étrange que la banque ne soit pas encore organisée—5370; 2e lecture faite—5370.

M. Russell (Bill n° 140)—1re lecture—5137; 2e lecture—5370.

En comité, rapporté, 3e lecture—adopté—5936.

Sanctionné—9211.

AMELIORATION DE LA RIVIERE THOMPSON.

M. Morrison (Bill n° 79) 1re lecture—2021; 2e lecture—2345.

En comité général—4749.

Hon. Fitzpatrick—Nous n'avons pas autorité à passer cette loi, c'est du domaine provincial—4750.

M. Fowler—La rivière est navigable—4750.

Rapporté, 3e lecture, adopté—4750.

Motion en suspens—8077.

M. Galliher—Propose l'adoption des amendements faits au Sénat—8075; les amendements ont été acceptés des deux côtés—8076.

M. Sproule—La Chambre représente le peuple et n'a rien à voir aux arrangements entre deux compagnies rivales—8076.

Sanctionné—9211.

BANQUE DES FERMIERS DU CANADA.

M. Guthrie (Bill n° 131) 1re lecture—4190; 2e lecture—4328; en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—5369; sanctionné—7067.

CANADIAN CREDIT INDEMNITY AND GUARANTEE COMPANY.

M. Guthrie (Bill n° 29) 1re lecture—797; 2e lecture—996.

En comité—5367.

M. Guthrie—Propose d'ajouter que si des directeurs s'absentent les restants peuvent nommer des remplaçants; s'ils ne le font pas, le quorum sera la majorité des restants—5367.

Amendement adopté—5369.

Rapporté, 3e lecture, adopté—5369.

Sanctionné—9212.

CANAL DE MONTREAL, OTTAWA ET BAIE GEORGIENNE.

M. Mackie (Bill n° 12) 1re lecture—396; 2e lecture—553; en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—995; sanctionné, 4283.

CANAL A NAVIRES DE SAINTE-CLAIRE ET ERIE.

Hon. Tisdale (Bill n° 9) 1re lecture—396; 2e lecture—553; en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—996; sanctionné—4283.

BILLS D'INTERET PRIVE—Suite.**CHEMIN DE FER ATLANTIQUE, QUEBEC ET OCCIDENTAL.**

M. Malouin (Bill n° 19) 1re lecture—479; 3e lecture—553; en com. rapp., 3e lecture, adopté—996; sanctionné—4283.

CHEMIN DE FER DE L'ATLANTIQUE ET DU NORD-OUEST.

M. Thompson (A. T.)—(Bill n° 14) 1re lecture—397; 2e lecture—553; en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—996; sanctionné—4283.

CHEMIN DE FER DE BAIE CROWFORD A SAINTE-MARIE.

M. Macpherson—(Bill n° 96) 1re lecture—2708; 2e lecture—2831; en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3389; sanctionné—7016.

CHEMIN DE FER DE LA BAIE D'HUDSON ET DU NORD-OUEST.

M. Scott (Bill n° 68) 1re lecture—1462; en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3516.

Amendements du Sénat adoptés—4686; sanctionné—7016.

CHEMIN DE FER DE LA BAIE DE JAMES.

M. Stewart (Bill n° 49) 1re lecture—1064; 2e lecture—1349; en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—2168; sanctionné—7016.

CHEMIN DE FER DE BERLIN, WATERLOO, WELLESLEY ET LAC HURON.

M. Clare (Bill n° 44) 1re lecture—1064; 2e lecture—1349; en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—2624; sanctionné—7016.

CHEMIN DE FER DE BESSERER A BARRY BAY.

M. Northrup (Bill n° 90) 1re lecture—2300; 2e lecture—2624; en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3389; sanctionné—7016.

CHEMIN DE FER BRANTFORD ET HAMILTON.

M. Calvert (Bill n° 22) 1re lecture—600; 2e lecture—717; en comité, discussion, rapporté, 3e lecture, adopté—1834, 1838; sanctionné—7016.

CHEMIN DE FER CANADIEN DU PACIFIQUE.

M. Thompson (A. T.)—(Bill n° 13) 1re lecture—397; 2e lecture—553; en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—996; sanctionné—4283.

CHEMIN DE FER CANADIEN DU PACIFIQUE.

M. Douglas (Bill n° 70) 1re lecture—1561; 2e lecture—1838; en comité—2623.

M. Hyman—Propose en amendement au droit d'émettre des obligations privilégiées que celles-ci soient sujettes aux amendes qui pourront être imposées en vertu de l'Acte des chemins de fer, 1903, adopté—2623; Bill rapporté, 3e lecture, adopté—2623; sanctionné—4283.

CHEMIN DE FER CANADIEN DU NORD-OUEST.

M. Davis (Bill n° 55) 1re lecture—1145—2e lecture—1349; en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3389; sanctionné—4283.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

CHEMIN DE FER CAMPBELLFORD, LAC ONTARIO ET OUEST.

M. Ross (W.), (Bill n° 10) 1re lecture—396 ; 2e lecture—553 ; en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—1600 ; sanctionné, 4283.

CHEMIN DE FER CENTRAL DE LA FRONTIERE, KAMLOOPS ET CARIBOU.

M. Calvert (Bill n° 46) 1re lecture—1064 ; 2e lecture—1349 ; en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—2387 ; sanctionné—4284.

CHEMIN DE FER CENTRAL DE KOOTENAY.

M. Calvert (Bill n° 47) 1re lecture—1064 ; 2e lecture—1349 ; en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—2168 ; sanctionné—4284.

CHEMIN DE FER D'EDMONTON AU LAC DES ESCLAVES.

M. Costigan (Bill n° 63) 1re lecture—1310 ; 2e lecture—1370 ; en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—2168 ; sanctionné—4284.

CHEMIN DE FER DU GRAND-TRONC-PACIFIQUE.

M. McCarthy (Bill n° 34) 1re lecture—797 ; 2e lecture—996 ; en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—4031 ; sanctionné—7067.

CHEMIN DE FER DE GUELPH A GODERICH.

M. Holmes (Bill n° 31) 1re lecture—797 ; 2e lecture—996 ; en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—2628 ; sanctionné—4284.

CHEMIN DE FER DE HURON ET ONTARIO.

M. Ross (Wm), (Bill n° 130) 1re lecture—4190 ; 2e lecture—4328.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—5099 ; sanctionné—7067.

CHEMIN DE FER DE JONCTION DE GUELPH.

M. Guthrie (Bill n° 30) 1re lecture—797 ; 2e lecture—996 ; en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—2628 ; sanctionné—4284.

CHEMIN DE FER DE KINGSTON ET DOMINION.

M. Harty (Bill n° 123) 1re lecture—3756 ; 2e lecture—4328.

En comité—5099.

Hon. Haggart—Se plaint que ce tracé soit parallèle à quelques milles seulement, au chemin de fer de Brockville à Westport et au Sault Sainte-Marie—5100.

Rapporté, 3e lecture, adopté—5100 ; sanctionné—7067.

CHEMIN DE FER DU LAC ERIE A LA RIVIERE DETROIT.

M. Sutherland (Bill n° 105) 1re lecture—3049 ; 2e lecture—3159 ; en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3796 ; sanctionné—7016.

CHEMIN DE FER DU MANITOBA ET DE KEWATIN.

M. McCreary (Bill n° 52)—1re lecture—1145 ; 2e lecture—1349 ; en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3516.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

CHEMIN DE FER DU MANITOBA ET DU NORD-OUEST DU CANADA.

M. McCreary (Bill n° 18) 1re lecture—397 ; 2e lecture—553 ; en comité, rapporté, 3e lecture, adopté, 1600 ; sanctionné—4283.

CHEMIN DE FER DE MONTREAL AU NIPISSING ET BAIE GEORGIENNE.

M. Campbell (Bill n° 109) 1re lecture—3049 ; 2e lecture—3159 ; en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—4328 ; sanctionné—7016.

CHEMIN DE FER DE NEPIGON.

M. McCool (Bill n° 83) 1re lecture—2021 ; 2e lecture—2345 ; en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3516 ; sanctionné—4284.

COMPAGNIE DE HOUILLE ET DE CHEMIN DE FER DE NICOLO, KAMLOOPS ET SIMILKAMEEN.

M. Logan (Bill n° 48) 1re lecture—1064 ; 2e lecture—1349 ; en comité, discussion pour savoir si c'est une entreprise d'utilité publique, en suspens—3513.

M. Hyman—Bill d'utilité publique par statut 1903—3795 ; Bill rapporté, 3e lecture, adopté—3795 ; sanctionné—7016.

CHEMIN DE FER DU NORD-EST DE CHICOUTIMI.

M. German (Bill n° 106) 1re lecture—3049 ; 2e lecture—3159 ; en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—4328 ; sanctionné—7016.

CHEMIN DE FER OTTAWA, BROCKVILLE ET SAINT-LAURENT.

M. Logan (Bill n° 71) 1re lecture—1561 ; 2e lecture—1838 ; en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3389 ; sanctionné—4284.

CHEMIN DE FER D'OTTAWA, DU NORD ET OUEST.

M. Champagne (Bill n° 15) 1re lecture—397 ; 2e lecture—553 ; en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—996 ; sanctionné—4283.

CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE NORD ET OMINECA.

M. McCreary (Bill n° 66) 1re lecture—1462 ; 2e lecture—1838 ; en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—2623 ; sanctionné—4283.

CHEMIN DE FER PONTIAC ET INTERPROVINCIAL.

M. McCool (Bill n° 21) 1re lecture—717 ; en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—996 ; sanctionné—4283.

CHEMIN DE FER DE QUEBEC ET DU LAC HURON.

M. Talbot (Bill n° 43) 1re lecture—1064 ; 2e lecture—1349 ; en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—2330 ; sanctionné—4284.

CHEMIN DE FER DE LA RIVIERE CHAUDIERE.

M. Galliher (Bill n° 60) 1re lecture—1310 ; 2e lecture—1369 ; en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3389 ; sanctionné—7016.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

CHEMIN DE FER DE LA RIVIERE OTTAWA.

M. Ethier (Bill n° 78)—2021 ; 2e lecture—2345.

En comité—4504.

M. Christie demande la suppression de l'article 4 annulant toute condition de délai et de dépôt—4805.

M. Ethier—Propose de prolonger simplement le délai jusqu'au 1er octobre 1904—4505.

Amendement Christie retiré, amendement Ethier adopté—4505.

Bill rapporté, 3e lecture, adopté—4505 ; sanctionné—7067.

CHEMIN DE FER SIMILKAMEEN A KERE-MEOS.

M. Campbell (Bill n° 136) 1re lecture—4880 ; 2e lecture, 5139 ; en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—5936 ; sanctionné—7067.

CHEMIN DE FER DU SUD DU CANADA.

M. Ingram (Bill n° 40)—1re lecture—1064 ; 2e lecture—1349.

Comité, rapporté, 3e lecture, adopté—

Amendement du Sénat—6935 ; adopté—6936 ; sanctionné—7067.

CHEMIN DE FER DU SUD DE LA COLOMBIE ANGLAISE.

M. Galliher (Bill n° 11) 1re lecture—396 ; 2e lecture—553 ; en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—996 ; sanctionné—4283.

CHEMIN DE FER DE TEMISCOUATA.

M. Malouin (Bill n° 28) 1re lecture—796 ; 2e lecture—996 ; en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—2168 ; sanctionné—7016.

CHEMIN DE FER TERMINAL.

M. Demers (L. P.)—(Bill n° 120)—1re lecture—3756 ; 2e lecture—4328.

M. Talbot—Propose renvoi au comité des chemins de fer—6872 ; le nom de M. Demers avait été apposé au Bill par erreur—6873 ; le Bill a été en son absence justifiée renvoyé par le comité—6873 ; entre les intéressés, il est convenu de le laisser revenir—6873.

M. Casgrain—Reconnait entente—6873.

Adopté—6873.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—7256.

Sanctionné—9211.

CHEMIN DE FER TERMINUS D'ESSEX.

M. Cowan (Bill n° 82) 1re lecture—2021 ; 2e lecture, 2345 ; en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—4031 ; sanctionné—7007.

CHEMIN DE FER DE THOROLD AU LAC ERIE.

M. German (Bill n° 61) 1re lecture—1310 ; 2e lecture—1369 ; en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3389 ; sanctionné—7016.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

CHEMIN DE FER DE THOROLD AU LAC ERIE.

M. German—Demande permission de présenter une pétition modifiant le (Bill n° 61) du même nom présenté à cette session, pour raison d'erreurs—5909 ; propose le renvoi de la requête au comité des ordres permanents, adopté—5910.

M. German—Demande permission de présenter le Bill—6227.

Bill présenté, lu une 1re fois et envoyé au comité des ordres permanents—6228.

Retour et inscription au feuilleton—6874.

2e lecture, comité, rapporté, 3e lecture, adopté—6935.

Sanctionné—9212.

CHEMIN DE FER DE TILSONBURG AU LAC ERIE ET AU PACIFIQUE.

M. Calvert (Bill n° 104) 1re lecture—2959 ; 2e lecture—3159 ; en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3796 ; sanctionné—7016.

CHEMIN DE FER DE TIMAGAMI.

M. Logan (Bill n° 94) 1re lecture—2300 ; 2e lecture—2624 ; en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3796.

Sanctionné—9211.

CHEMIN DE FER DE TORONTO A HAMILTON.

M. Calvert (Bill n° 91) 1re lecture—2300 ; 2e lecture—2624 ; en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3796.

Sanctionné—7015.

CHEMIN DE FER TRANSCANADIEN.

M. Girard (Bill n° 97) 1re lecture—2708 ; 2e lecture—2998 ; en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—5369 ; sanctionné—7067.

CHEMIN DE FER DE LA VALLEE DU SAINT-MAURICE.

M. Bureau (Bill n° 50) 1re lecture—1064 ; 2e lecture—1349 ; en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3516 ; sanctionné—4284.

CHEMIN DE FER DE WALKERTON A LUCKNOW.

M. Henderson (Bill n° 32) 1re lecture—797 ; 2e lecture—717 ; en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—1600 ; sanctionné—4283.

CHEMIN DE FER DE WHITE HORSE A ALSEK.

M. McPherson (Bill n° 25) 1re lecture—600 ; lecture—5139 ; en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—1600 ; sanctionné—4283.

COMPAGNIE CANADIENNE D'AMEUBLEMENTS POUR BUREAUX ET ECOLES.

M. Clare (Bill 137) 1re lecture—4880 ; 2e lecture—717 ; en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—5936 ; sanctionné—9212.

COMPAGNIE D'ASSURANCES CONTRE LES INCENDIES.

M. McCreary (Bill n° 24) 1re lecture—600 ; 2e lecture—717 ; en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—1832 ; sanctionné—4284.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

COMPAGNIE D'ASSURANCE DE L'AMERIQUE BRITANNIQUE.

M. McCarthy (Bill n° 115) 1re et 2e lectures—3260 ; en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3516 ; sanctionné—4284.

COMPAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE "CENTURY".

M. Morrison (Bill n° 121) 1re lecture—3756 ; 2e lecture—4328 ; en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—5369. Sanctionné—7017.

COMPAGNIE D'ASSURANCE "DOMINION".

M. Macpherson (Bill n° 54) 1re lecture—1145 ; 2e lecture—1349 ; (observations Fielding) ; en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—5369 ; sanctionné—7017.

COMPAGNIE D'ASSURANCE CONTRE LES ACCIDENTS D'ONTARIO.

M. Cowan (Bill n° 67) 1re lecture—1462 ; 2e lecture—1838 ; en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3516 ; sanctionné—7016.

COMPAGNIE D'ASSURANCE DE L'OUEST.

M. McCarthy (Bill n° 114) 1re lecture—3259 ; avec consentement de la Chambre en raison de l'ajournement du lundi suivant, 2e lecture immédiate—3260 ; en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3516 ; sanctionné—4284.

COMPAGNIE D'ASSURANCE D'OTTAWA CONTRE L'INCENDIE.

M. Rosamond (Bill n° 122), 1re lecture—3756 ; 2e lecture—4031 ; en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—5369 ; sanctionné—7067.

COMPAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE "MONARQUE".

M. Osler (Bill n° 69) 1re lecture—1462 ; 2e lecture—1838 ; sanctionné—7067.

COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER ET DE NAVIGATION DE VANCOUVER, DE VICTORIA ET DE L'EST.

M. Morrison (Bill n° 33) 1re lecture—797 ; 2e lecture—996 ; en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—1600 ; sanctionné—4284.

COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER ET D'IRRIGATION D'ALBERTA.

M. Oliver (Bill n° 85) 1re lecture—2133 ; 2e lecture—2345 ; en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3516 ; sanctionné—4284.

COMPAGNIE D'ESTACADES DE LA RIVIERE DES FRANÇAIS.

M. Grant (Bill n° 16)—1re lecture—397 ; 2e lecture—553 ; en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—1348 ; sanctionné—4283.

COMPAGNIE DE FORCE MOTRICE DU RAPIDE DES CEDRES.

M. Geoffrion (Bill n° 89) 1re lecture—2708 ; 2e lecture—2831.

En comité, ajourné—4504.

En comité, ajourné—4686.

Renvoyé au comité des bills privés—4742.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—5936.

Sanctionné—7067.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

COMPAGNIE D'EXPLOITATION FORESTIERE ET DE DEVELOPPEMENT D'OKOTOKS ET DE HIGH RIVER.

M. Stewart (Bill n° 51) 1re lecture—1065 ; 2e lecture—1349 ; en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3088 ; sanctionné—7067.

COMPAGNIE DES HOULLERES DE L'OUEST (à resp. lim.).

M. Oliver (Bill n° 80)—2021 ; 2e lecture—2345.

En comité—4327.

M. Cowan—Demande que le Bill soit renvoyé au comité des bills privés, la compagnie a une charte d'Angleterre et certaines clauses essentielles aux chartes canadiennes ont été omises—4327.

Renvoyé au comité des bills privés—4328.

En comité général—4742.

M. Borden—Les pouvoirs demandés sont très étendus—4743 ; la compagnie demande à pouvoir changer sa constitution sans s'adresser au parlement et en conformité de l'acte des compagnies de la Grande-Bretagne—4743 ; de cette façon, on ne soit jamais où l'on en est—4743.

Hon. Fitzpatrick—A fait examiner le Bill. Les pouvoirs accordés sont en conformité des articles de société et analogues à ceux dont la compagnie jouit actuellement—4743.

M. Logan—Ceci encourage les promoteurs incapables d'obtenir certains pouvoirs en Canada de s'adresser d'abord en Angleterre, puis de faire ratifier ici—4744.

M. Casgrain—Fait appel au ministre de la Justice qui a une responsabilité dans la législation privée—4747 ; les clauses sont incompréhensibles.

Hon. Fitzpatrick—C'est le parlement et non le ministre de la Justice qui est responsable de la législation privée—4748 ; propose l'ajournement de la discussion—4748.

M. Oliver—Il y a plus qu'une question de droit, il y a une question financière—4748 ; cette compagnie existe, a fait des dépenses considérables, il est de l'intérêt de la contrée que les diverses industries soient fusionnées, comme on le demande 4748.

Motion Fitzpatrick adoptée, discussion ajournée—4749.

Renvoyé au comité des bills privés—5097.

En comité—5934 ; discussion remise—5936.

Reprise en comité—6174.

M. Oliver—Le Bill a été étudié avec grand soin par le ministre de la Justice et le chef de l'opposition qui sont tombés à peu près d'accord sur les clauses—6175 ; le comité des bills privés a passé et recommandé le Bill ainsi modifié—6179.

Hon. Hyman propose que le comité se lève et que le Bill soit renvoyé au comité des chemins de fer pour étudier les clauses ayant trait aux chemins de fer—6182 ; motion adoptée—6186.

En comité—6935.

Rapporté, 3e lecture, adopté—6935.

Amendements du Sénat adoptés—7828.

Sanctionné—9212.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

COMPAGNIE GENERALE D'ECLAIRAGE ET DE FORCE MOTRICE DE RIO JANEIRO.

M. Calvert (Bill n° 142) 1re lecture—5254 ; 2e lecture proposée—5371.

M. Sproule—Trouve singulier qu'on demande au Canada d'autoriser une compagnie à fonctionner dans un autre pays—5372 ; 2e lecture faite—5372.

En comité—5935 ; sanctionné—7067.

COMPAGNIE GENERALE CANADIENNE D'ELECTRICITE.

M. Grant (Bill n° 116) 1re lect.—3260 ; 2e lecture—3516 ; en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—4928 ; sanctionné—7016.

COMPAGNIE MANUFACTURIERE ET COMMERCIALE DE CASCAPEDIAC.

M. Marcil (Chs.) (Bill n° 20) 1re lecture—479 ; 2e lecture—553 ; en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—1348 ; sanctionné—4283.

COMPAGNIE MANUFACTURIERE DE SPRAGUE-FALLS (ltd).

M. Ganong (Bill n° 42) 1re lect.—1064 ; 2e lect.—1349 ; en comité, rapporté—4325 ; 3e lecture proposée—4325.

Hon. Brodeur—La même question se souève qu'avec le Bill de l'Electricité d'Ottawa, cette compagnie demande le pouvoir d'absorber des compagnies ayant des arrangements avec la municipalité—4326.

Mulock (sir W.)—Il ne doit pas y avoir deux poids et deux mesures, propose l'ajournement du débat—4326.

Débat ajourné—4327.

Débat repris et ajourné à la demande de sir W. Mulock—4506.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—4742 ; sanctionné, 7016.

COMPAGNIE DU PONT DU DETROIT DE CANSO.

M. Wade (Bill n° 64) 1re lect.—1310 ; 2e lect.—1370 ; en comité, rapp. 3e lect. adopté.—2168 ; sanctionné—4284.

COMPAGNIE DU PONT DE WELAND A GRANDE-ILE.

M. German (Bill n° 63) 1re lect.—1310 ; 2e lect.—1370 ; en comité, rapp., 3e lect., adopté—3389 ; sanctionné—4284.

COMPAGNIE DE TELEGRAPHE DE L'AMERIQUE DU NORD.

M. McCreary (Bill n° 53) 1re lect.—1145 ; 2e lect.—1349 ; en comité, rapp., 3e lect., adopté 2998 ; sanctionné—4284.

COMPAGNIE DE TRAMWAY D'EDMONTON.

M. Scott (Bill n° 111) 1re lect.—3049 ; 2e lect.—3389.

En comité—5567.

M. Haggart—Pourquoi un seul article de l'Acte des chemins de fer s'applique-t-il à ce projet?—5567.

M. Oliver—La compagnie demande différents pouvoirs, on a pris dans les actes généraux les articles s'appliquant aux pouvoirs demandés—5568.

Rapporté, 3e lect. adopté, 5568.

Sanctionné—9212.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

HOME BANK OF CANADA.

M. Osler (Bill n° 45) 1re lect.—1064 ; 2e lect.—1369 ; (obj. Fielding) ; en comité, rapp., 3e lect., adopté—3516.

Sanctionné—7015.

HOPITAL GENERAL ET DE MARINE A COLLINGWOOD.

M. McCarthy (Bill n° 23) 1re lect.—600 ; 2e lect.—717 ; en comité, 3e lecture, adopt.—1348 ; sanctionné—4283.

PACIFIC BANK OF CANADA.

M. Sutherland (R. T.)—(Bill n° 159) 1re l.—7065 ; 2e l.—7828.

En comité, rapporté, 3e l., adopté—8439.

Sanctionné—9212.

PONT INTERNATIONAL DU NOUVEAU-BRUNSWICK.

Marcil (Chs) (Bill 57) 1re lect.—1310 ; 2e lect.—1369 ; en comité, titre changé ; Pont Interprovincial ; rapporté, 3e lect., adopté—2389 ; sanctionné—7016.

POUR FAIRE DROIT A E. R. CAHOONE.

M. German (Bill n° 129) 1re lect.—4190 ; 2e lect.—4505 ;

En comité, rapp., 3e lect., adopté—5099.

Sanctionné—7067.

POUR FAIRE DROIT A ANNIE CHRISTMAN.

M. Sutherland (Bill n° 155) pour faire droit à Annie Christman, 1re lect.—6766 ; adoptée sur division—6766.

En comité, rapporté, 3e lect., adopté—7519.

Sanctionné—9211.

POUR FAIRE DROIT A LEWIS CURTIS.

M. Ross (Bill n° 65) 1re lect.—1462 ; 2e lect.—1838 ; en comité, rapp., 3e lect., adopté—2742 ; sanctionné—7016.

POUR FAIRE DROIT A WILLIAM A. DAMEN.

M. Campbell (Bill n° 92) 1re lect.—2300 ; 2e lect.—2624 ; en comité, rapporté, 3e lect., adopté—3088 ; sanctionné—7067.

POUR FAIRE DROIT A S. GIRONCOLI.

M. MacKinnon (Bill n° 126) 1re lect.—3889 ; 2e lect.—4505.

En comité—5098.

M. MacKinnon—Le Bill est pour remettre en vigueur un brevet annulé par expiration de délai, le titulaire est malade et réside en Autriche et n'a pas eu connaissance de l'expiration du délai, un amendement limite à 6 mois le temps utile pour se relever de l'annulation—5099.

Rapporté, 3e lect. adopté—5099 ; sanctionné—7067.

POUR FAIRE DROIT A ANDREW WILLIAM MANN.

M. Macdonald (Bill n° 138) 1re lect.—5061 ; 2e l.—5139 en comité, rapp. 3e l. adopté—5936 ; sanctionné—7067.

POUR FAIRE DROIT A JENNIE DAVIDSON MOORE.

M. Macdonald (Bill n° 139) 1re lect.—5061 ; 2e l.—5139 ; en comité, rapp., 3e l., adopté 5936 ; sanctionné—7067

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

POUR FAIRE DROIT A L'HON. C. A. PARSONS.

M. Clarke (Bill n° 17) 1re lect.—397; 2e lect.—553; en comité, rapp., 3e lect., adopté—1348; sanctionné—4284.

POUR FAIRE DROIT A ROBERT JAMES McDUFF RODGER.

M. Grant (Bill n° 84) 1re lect.—2133; 2e lect.—2345; en comité, rapporté, 3e lect., adopté—2742; sanctionné—4284.

POUR FAIRE DROIT A E. A. SMALL.

M. Logan (Bill n° 93) 1re lect.—2300; 2e lect.—2624; en comité—3089; demande d'amender le Bill pour empêcher de fabriquer ceux qui auraient commencé illégalement, c'est-à-dire avant l'extinction du brevet—3089; adopté, rapporté, 3e lecture, adopté—3091; sanctionné—7016.

POUR FAIRE DROIT A JAMES A. TAYLOR.

M. Grant (Bill n° 87)—1re lect.—2300; 2e lect.—2300; en comité, rapp., 3e lect., adopté—2742; sanctionné—4284.

SOCIETE DES CONSTRUCTIONS PERMANENTES ET D'EPARGNE DE LA NOUVELLE-ECOSSE.

M. Borden (R. L.)—(Bill n° 8) 1re lect.—396; 2e lect.—553; en comité—3513.

M. Borden propose d'amender le Bill pour permettre à la compagnie de profiter en Nouveau-Brunswick et I. P.-E. des pouvoirs que doivent lui procurer une loi générale passée à la N.-E. et dont elle peut invoquer les bénéfices—3514.

Amendement adopté, bill rapporté, 3e lect., adopté—3515.

Sanctionné—7016.

BILLS N'AYANT PAS PASSE

CHEMIN DE FER DE LA LIEVRE ET D'OTTAWA.

M. Marcil (Chs) (Bill n° 41) 1re lect.—1064; 2e lect.—1349.

CHEMIN DE FER ELECTRIQUE DE HAMILTON A GRIMSBY ET BEAMSVILLE.

M. German (Bill n° 77) 1re lect.—2021; 2e lect.—2344; en com., rapp., 3e lect., adopté—3796.

CHEMIN DE FER ATHABASKA ET MACKENZIE.

M. Scott—(Bill n° 26) 1re lect.—600; 2e lect.—717.

CHEMIN DE FER DE L'ILE VANCOUVER.

M. Macpherson (Bill n° 95) 1re lect.—2708; 2e lect.—2831.

CHEMIN DE FER DU SUD DU NOUVEAU-BRUNSWICK.

M. Gibson (Bill n° 113) 1re lect.—5426; 2e lect.—5647.

CHEMIN DE FER DE LA VALLEE DE TOBIQUE.

Hon. Costigan, Bill (n° 36) 1re lect.—994.

BILLS N'AYANT PAS PASSE—*Suite.*

COMPAGNIE D'ASSURANCES CANADA-VIE.

M. Campbell. (Bill n° 108) 1re lect.—3049; 2e lect.—3159.

COMPAGNIE CANADIENNE DE FORCE MOTRICE ET DE TRACTION.

M. Champagne (Bill n° 81) 1re lect.—2021; 2e lect.—2345.

COMPAGNIE ELECTRIQUE D'OTTAWA.

M. Champagne (Bill n° 110) déposé—3049.

M. Maclean demande si le Bill pourvoit à l'autorisation de fusionner? R. Non, seulement pour augmenter le capital—3049; 1re lect.—3049; 2e lect.—3159.

En comité—4230.

M. Birkett—La ville d'Ottawa s'oppose au Bill en ce qu'il permettrait d'employer l'augmentation de capital à l'acquisition d'autre compagnies électriques—4232; elle pourrait ainsi mettre la main sur toute l'électricité qu'il y a à Ottawa—4232; requête du conseil de ville d'Ottawa—4242.

M. Blain—Au comité des Bills Privés, le Solliciteur général a dit que la mesure ne lui paraissait pas opportune—4243.

M. Henderson—Le gouvernement qui est responsable de toute législation publique et privée et qui veut faire d'Ottawa la Washington du Nord ne devrait pas laisser passer ce Bill—4244.

M. Sproule—Propose que le comité se lève 4233.

Heure des Bills privés passée—4245.

Discussion reprise—4273.

M. Maclean—La compagnie cherche par ce Bill à se soustraire à l'engagement pris avec la cité d'Ottawa, de ne pas se fusionner—4273; responsabilité du gouvernement dans l'œuvre des comités, citation "Vie de Lord Elgin"—4274; la nationalisation des services publics est le nouvel évangile du siècle qui commence—4275; il faut insérer dans tous les Bills de ce genre une clause permettant le rachat—4275; la "Presse" et les monopoles—4276; propose d'insérer une clause pourvoyant au rachat par expropriation, texte—4278; la population d'Ottawa ne le demande peut-être pas, mais on lui donne quand même le pouvoir de se délivrer—4280; c'est le peuple du Canada qui donne le plus de revenu à cette compagnie à Ottawa—4280.

M. Birkett—L'adoption de cette loi représenterait pour la ville d'Ottawa une perte d'un quart de million par année—4282; pétition de la municipalité d'Ottawa—4285; état des affaires de la compagnie—4288; le Bill aurait pour effet de perpétuer l'existence des compagnies englobées—4288; avis de motion disant qu'en cas d'amalgamation, la compagnie d'Ottawa ne pourra pas élever les prix plus haut que ceux fixés dans les chartes de la "Metropolitan" et de la "Consumers"—4289.

BILLS N'AYANT PAS PASSE—*Suite.*COMPAGNIE ELECTRIQUE D'OTTAWA—*Suite.*

Hon. Brodeur—Il semblerait qu'il y a un contrat entre la ville d'Ottawa et la Compagnie électrique fixant le prix de l'électricité et que la ville d'Ottawa saisisse ce prétexte pour rompre son contrat—4290; le Bill ne peut avoir aucun effet sur les consommateurs d'Ottawa, l'augmentation du capital ne peut pas dégager la compagnie de son contrat avec la cité—4298; c'est la ville d'Ottawa qui a violé son contrat—4298; la loi d'Ontario permet à une compagnie d'acquiescer des actions d'une autre compagnie, cela s'est déjà fait également à Ottawa—4300;

M. Champagne—Lit lettre de la Compagnie électrique d'Ottawa démentant tous les dires de M. Birkett—4292.

M. Clancy—Proteste contre la lecture de journaux ou documents étrangers à la Chambre—4296.

Hon. Fitzpatrick—La loi primitive dérogeait à deux principes: elle permettait à la Compagnie électrique d'acheter des actions des autres compagnies; elle permettait de ne pas payer en espèces sonnantes—4310; ce sont deux obligations, art. 41 et art. 30 de la loi des sociétés—4310; la loi de 1894 a créé un monopole en permettant l'acquisition des compagnies existantes, en échange de ce monopole il a permis à la municipalité de fixer les prix—4312; il y a monopole du moment où l'on réserve à la municipalité le droit de fixer le prix de l'électricité—4313; les conservateurs qui en 1894 accordèrent à une compagnie le droit de ne pas payer comptant les actions achetées à une autre compagnie sont ceux qui voulaient un amendement spécial pour forcer le G. T. R. à payer en espèces les actions du G. T. P.—4311.

Laurier (S. W.)—Le gouvernement n'a pas à intervenir, c'est un bill d'intérêt privé et qui ne provoque aucune agitation à Ottawa—4294; un journal seulement y porte intérêt—4294.

M. Lancaster—Le Bill fait disparaître les restrictions qui protégeaient le consommateur—4307.

M. Lavell—Un monopole n'est pas toujours une mauvaise chose—4315; la loi d'Ontario va trop loin pour l'intérêt public—4316; il vaudrait mieux faire une loi générale pour permettre à toutes les compagnies de faire ce que demande la Cie électrique—4317.

Hon. Haggart—Il s'agit de savoir si une compagnie qui en absorbe une autre en assume les obligations—4318.

Motion Sproule demandant que le comité se lève, rejetée—4319.

Préambule adopté: 30 contre 28—4319.

Art. 2 adopté, même division—4319.

Bill rapporté—4319.

Troisième lecture proposée—4319.

Hon. Haggart—Propose la remise à la prochaine séance, un Bill ne pouvant pas franchir deux étapes à la même séance—4319.

BILLS N'AYANT PAS PASSE—*Suite.*COMPAGNIE ELECTRIQUE D'OTTAWA—*Suite.*

Hon. Brodeur—La discussion en comité et la troisième lecture ne forment qu'une seule procédure—4320.

M. Puttee—Propose en amendement que le Bill soit renvoyé au comité des Bills privés pour ajouter clause prescrivant que le pouvoir d'acheter des obligations ne s'appliquera pas à celles des Consumers et de la Metropolitan—4320; c'est simple justice pour les citoyens d'Ottawa de les protéger contre les monopoles pour l'électricité et la lumière—4321.

M. Maclean—Le feuillet ne porte pas que le Bill est imprimé en anglais et en français—4324.

Hon. L. P. Brodeur—Cette mention ne se met que pour la 2e lecture, ensuite elle est omise—4324; vote sur l'amendement Puttee: pour 50, contre 47—4325. Amendement adopté.

Bill renvoyé au comité des Bills privés—4325.

COMPAGNIE DU PARC ET DE L'ILE DE MONTREAL.

M. Geoffrion (Bill n° 59) 1re lect.—1310; 2e lect.—1369.

COMPAGNIE DE PRETS ET DE PLACEMENTS DU CANADA.

M. T. Thompson (Bill n° 58) 1re lect.—1310. 2e lect.—1369;

COMPAGNIE DES TRANSPORTS DES GRANDS LACS ET DU NORD-OUEST.

M. German (Bill n° 107) 1re lect.—3049; 2e lect.—3389.

MUTUAL RESERVE FUND ASSOCIATION COY.

Bill (n° 161) 1re lect.—7755.

NORTHERN BANK.

M. Scott—Propose 2e l. du (Bill n° 146) du Sénat, lundi suivant—5909; adopté—5909. 2e l.—5936.

POUR FAIRE DROIT A ELIZA ROBERTSON.

M. Holmes (Bill n° 141) 1re lect.—5254; 2e lect.—5647; en comité, rap., 3e lect. adopté—5936; sanctionné—7016.

REAL ESTATE TITLE GUARANTEE AND TRUST CO.

M. Demers (Bill n° 27); 1re lect.—601; 2e lect.—717; en comité. Hon. M. Fielding (obs.) Ce bill est analogue à celui de la Royal Trust Coy., passé l'année dernière; rapporté, 3e lect., adopté—1833.

BUDGET.

VOIES ET MOYENS.

Budget de 1904-05 transmis à la Chambre—203.

Hon. Fielding propose que la Chambre se forme en comité des voies et moyens—4387; continuation de prospérité—4387; l'hiver canadien est une part précieuse de notre actif—4387; il faut tenir compte de la situation commerciale des Etats-Unis—4387; surplus, exercice 1902-03, \$14,343,166

BUDGET—*Suite.*Hon. Fielding—*Suite.*

—4388; augmentation du revenu de 133 p. c. 4389; déficits postaux changés en surplus en dépit de la réduction des taux—4390; réduction de deux millions et quart sur les dépenses de toute nature—4392; évaluation du surplus 1903-04 à \$16,500,000—4395; évaluation de la réduction de la dette \$7,500,000—4395; moyenne des surplus depuis 1897, \$7,235,011—4396; la dette du Canada n'a pas augmenté en huit ans—4396; les comptes des provinces constituent une rente annuelle et non pas un capital, ils portent intérêt—4397; les provinces doivent encore \$3,000,000 environ—4398; l'augmentation de la population réduit le poids de la dette—4399; la dette par tête, \$46.31—4400; les recettes ont pourvu à toutes les échéances d'emprunts—4401; accroissement du commerce sur toute la ligne, tableaux—4402; vente de terres, immigration—4404; la surtaxe allemande a réduit les importations d'Allemagne—4405; le Canada a montré le chemin dans la voie de la préférence.—4406; les deux partis au Canada sont d'accord sur le principe—4407; en Angleterre les partis sont divisés—4408; il est inutile au Canada d'intervenir dans le mouvement en Angleterre—4408; quelques changements dans le tarif, pas de révision importante, une enquête nécessaire—4409; grandes lignes de la révision à faire—4410; un tarif maximum, un tarif minimum et la préférence—4410; les articles pourront être traités séparément—4411; les plaintes pour les lainages ne sont pas justifiées—4411; les importations de laine d'Angleterre sont surtout des bourres de laine—4412; explication détaillée des changements, article par article—4412; clause des ventes à sacrifice—4420; le gouvernement est prêt à faire une enquête sérieuse—4424; texte de la motion présentée pour amender l'acte des douanes—4425.

M. Bell (A. C.)—L'argent qu'on retire sous forme de droits de douane constitue un impôt—4428; le parti conservateur n'est pas satisfait de la préférence actuelle—4428; le ministre des Finances n'a donné aucunes prévisions pour 1904-05—4429; le parti libéral a accumulé 58 millions d'excédents extirpés du peuple ils ont été dépensés et ils ne peut montrer que \$1,000,000 de diminution de dette—4630; le gouvernement administre le pays avec des commissions—4430; le ministre des Finances foule aux pieds les anciennes résolutions et les anciens programmes son discours a été purement protectionniste—4432, les réformes qu'il propose aujourd'hui sont protectionnistes—4433; on pourrait faire disparaître les excédents extirpés du peuple en réduisant les droits sur le sucre et le tabac—4434; les gouvernants anglais ont dénoncé les traités allemands et belges par pitié pour la position où s'était mis le gouvernement Laurier—4436; avis de sir Richard Cartwright sur la protection en 1893—4436; le gouvernement n'a rien fait, la prospérité naturelle a tout fait—4438; le gouvernement ne s'est pas occupé de l'entrée

BUDGET—*Suite.*Bell (A. C.)—*Suite.*

de Terre-Neuve dans la Confédération, ni de la ligne rapide—4438; les remaniements au tarif ne peuvent rien, il faut un système général de protection adéquate—4441; nos exportations grossissent, mais pas dans une mesure satisfaisante—4442; le gouvernement actuel a été merveilleusement favorisé par la chance—4444; ce n'est pas sir W. Laurier qui a amené la prospérité avec ses méthodes ensoleillées—4444; c'est la politique conservatrice qui a permis au Canada de traverser la dépression américaine de 1893, Article Forum—4446; l'augmentation des affaires du Canada a été le résultat de la hausse des prix—4446; la prospérité s'est fait sentir dans tous les pays—4449; les dépenses ont fabuleusement augmenté—4450; comparaison entre les dépenses libérales et conservatrices—4452; l'impôt par tête en 1903 est \$8.87, la dépense par tête, \$11.17—4454; depuis 1891, jusqu'à 1897, les conservateurs ont fait remise de droit et laissé dans les poches du peuple \$17,069,773—4436; Charlton et Mills sur le surplus—4458; l'excédent représente \$3 par tête perçu en trop—4458; on peut relever le tarif sans augmenter le revenu—4458; qu'est-ce que le gouvernement a fait de ses excédents puisqu'il n'a pas diminué la dette—4459; ce que le gouvernement conservateur a fait pour justifier l'augmentation de la dette—4460; si les membres de la commission du tarif sont bien choisis, il peut encore y avoir une chance de salut—4461.

Cartwright (sir R.)—Extrait d'un discours de M. Bell en 1891, glorifiant le libre-échange—4472; (protestation de M. Bell qui dit que c'était une discussion académique—4472); en 1891, M. Bell faisait des mamours aux libéraux—4472; M. Bell a donné une preuve irréfutable que les gens qui ont passé sept ou huit ans dans l'opposition sont aptes à préférer les inepties les plus épouvantables—4473; loin d'avoir la prospérité, en Angleterre, les consolidés ont baissé de 113 à 85, la plus basse cote depuis 50 ans—4474; la commission du tarif ne sera pas une délégation de pouvoir à des étrangers, elle sera composée de ministres responsables—4474; en 1878-79 le gouvernement conservateur a nommé une commission pour préparer la politique nationale, mais une commission d'industriels intéressés—4475; il se peut qu'un homme politique ait à se reprocher des opinions émises, des principes dans sa carrière—4475; ainsi sir R. Cartwright a été conservateur, M. R. L. Borden dans sa jeunesse a fait des discours en faveur de son cousin, sir F. Borden, libéral—4475; la prospérité du pays est un ver rongeur au cœur des adversaires du gouvernement—4476; en 1837, les patriotes disaient que le Saint-Laurent n'était pas patriote parce qu'il ne gelait pas assez vite pour empêcher le mouvement des troupes anglaises—4476; Jos. Rymal disait qu'il préférerait rencontrer une course à qui on a enlevé ses petits qu'un conservateur chassé du pouvoir—4476; l'argent des surplus est resté au trésor au lieu d'être par-

BUDGET—*Suite.*Cartwright (sir R.)—*Suite.*

tagé comme autrefois entre les amis conservateurs—4477; il y a trois points pour juger de la prospérité du Canada: progrès de la colonisation, augmentation du volume du commerce, augmentation du revenu—4477; quant au chiffre des dépenses, il faut d'abord examiner si elles sont légitimes—4482; dissection des dépenses du dernier exercice et justification—4482; examen de l'immigration, valeur importée au Canada—4484; que sont devenus les immigrants amenés par les conservateurs, ils sont introuvables—4485; de 1870 à 1900, nous avons perdu par l'émigration 1,235,000 Canadiens—4486; l'émigration est arrêtée—4486; la dépense a diminué par tête, elle était de \$7.93 par tête en 1895 et de \$7.33 en 1903—4488; la dette, par famille était de \$270 en 1896, elle est de \$215 en 1903—4489; le recensement de 1891 a été une tromperie, on y a porté 557 établissements, 40,000 âmes, 400,000 acres de culture de plus qu'il n'en existait, rien que dans la province de Québec—4493; la politique des conservateurs est: élévation des taxes, diminution des revenus, la balance ira aux amis—4494; nous avons réduit les taxes, la préférence a réduit les impôts de 30 à 18 p.c.—4496; notre politique est d'ouvrir des territoires par le G.T.P.—4496; nous risquons moins dans cette entreprise que ne risquait sir John Macdonald en entreprenant le C.P.R.—4496; il risquait 9 dixièmes de son revenu, nous en risquons juste 10 ou 12 p.c.—4496; notre revenu est quatre fois plus considérable qu'il n'était en 1871—4496; l'opposition fait œuvre de démagogue—4498; l'opposition ne sait rien apprendre—4497; le parti libéral a fait disparaître l'opprobre d'impuissance qui pesait sur le Canada—4498; que les libéraux réclament tout le mérite auxquels ils ont droit—4498.

M. Pope—Sir Richard Cartwright avait annoncé en 1895 qu'il serait ministre des Finances si les libéraux arrivaient au pouvoir, il ne l'a pas été—4500; la première déconvenue du chevalier d'Oxford—4501; sir W. Laurier et sir Richard Cartwright, dix-huit ans de silence—4502; les parents de M. Cartwright placés—4502; l'accroissement d'immigration est le trop plein des Etats-Unis—4502; lorsque le ministère du Commerce fut créé, sir R. Cartwright déclara que c'était la cinquième roue du coche—4508; citations de discours Cartwright contre la protection—4510; l'honorable M. Fielding prêche l'entrée en franchise du charbon—4513; les Russes ne sont que des enfants en fait de législation arbitraire si on les compare au parti libéral—4515; déclarations libre-échangistes de sir W. Laurier—4516; plus nous serons nombreux, plus il y aura ici un groupe fort prêt à mourir pour le maintien des institutions britanniques—4518; M. Chamberlain veut faire entrer nos bois et nos produits agricoles sous un régime de préférence en Angleterre—4518; partage l'avis du ministre des Finances quant au besoin de fixité du tarif—4519; les noms des ministres actuels ne figurent pas dans l'histoire du

BUDGET—*Suite.*M. Pope—*Suite.*

Canada—4520; les forts ont disparu—4520; le volume des échanges d'un pays n'est pas l'indice de sa richesse—4521; nous n'arriverons jamais à développer le pays en ayant une balance du commerce contre nous—4522; le système de surtaxe pour les ventes à sacrifice ne pourra pas fonctionner dans le cas des bestiaux—4525; augmentation des dépenses—4525; les excédents sont fictifs, ce sont des artifices de comptabilité—4527; tout le mérite du développement du Canada revient à sir John Macdonald—4528.

M. Heyd—Lorsque l'oubli se sera fait sur le nom de M. Pope, celui de sir R. Cartwright survivra—4528; ce qui a été fait avec les \$14,000,000 d'augmentation de dépenses—4529; l'immigration que l'on condamne a donné d'excellents résultats, les Galiciens sont d'excellents colons—4530; la balance adverse du commerce à toujours été plus élevée du temps des conservateurs que maintenant—4531; jamais il n'y a eu au Canada d'administration libre-échangiste—4531; l'adoption de la politique actuelle a eu pour résultat la prospérité du Canada—4532; nos exportations étaient de \$222,000,000 en 1896 et de \$448,000,000 en 1904—4534; le gouvernement a bien fait de faire disparaître les inconvénients de la préférence sur les laines anglaises—4537; explication du fonctionnement de la clause des ventes à sacrifice, exemple—4539; nous n'avons pas à copier les Etats-Unis, doctrine protectionniste raisonnée—4539; les Etats-Unis ont payé trop cher leur prospérité, les trusts—4540; opinions du cardinal Gibbons, Mgr Luden, John Redmond—4541; c'est une grande erreur de croire qu'un tarif élevé améliore la condition de la classe ouvrière—4542; les ouvriers de Brantford, nombre en 1896 et en 1903, salaires, ouvriers demandés—4544; ce développement s'est fait sous le tarif actuel, pourquoi prendre le tarif des Etats-Unis qui a causé tant de maux—4545.

M. Osler—Dans l'ouest des Etats-Unis la prospérité a régné, on a fait des feux de joie des hypothèques—4548; le discours du budget est plus remarquable par ce qu'il omet que par ce qu'il contient—4549; ces omissions sont faites pour induire le public en erreur—4549; il est naturel dans un pays qui grandit que les dépenses augmentent, mais les nôtres ont grandi à pas de géant—4550; qu'est-ce que le gouvernement a fait de ses \$57,000,000 de surplus?—4550; notre commerce devait nécessairement augmenter—4551; nous n'en connaissons pas plus long sur le Canada qu'il y a 200 ans—4551; nous devrions nous occuper d'arrêter le déboisement et de faire du reboisement—4552; si le chemin de fer Transcontinental réussit, nous n'avons pris aucune précaution pour tirer parti des pouvoirs hydrauliques—4552; en cas de détresse locale les Etats-Unis chercheront des débouchés et c'est nous qui souffrirons—4554; si nous n'avons pas déjà cédé la préférence, la position de Chamberlain serait beaucoup plus forte, il pourrait montrer quelque chose à donner de notre part—4554;

BUDGET—*Suite.*M. Osler—*Suite.*

Chamberlain réussira dans un avenir assez rapproché—4554; ce que le gouvernement a fait sur les laines aurait dû être fait, il y a longtemps—4555; la Standard Oil a baissé le prix de l'huile en vue des élections—4555; un tarif doit être aussi simple que possible—4556; la clause des ventes à sacrifice donne des pouvoirs arbitraires au gouvernement—4556; le système des primes provoque la spéculation—4556; on ne trouvera pas un conservateur pour décrier son pays—4557.

M. Thompson (A. T.)—Pour le bois que nous exportons, nous recevons l'équivalent en espèces qui augmentent le capital du pays—4557; nous avons maintenant du bois de seconde coupe—4558; emploi des 57 millions d'excédents accumulés—4559; il y a deux cents ans Voltaire croyait que le Canada était seulement quelques arpents de neige—4560; maintenant tout le monde connaît les richesses du Canada—4561; les faussetés des brochures électorales conservatrices—4562; explication de l'augmentation des dépenses, service par service—4567-4582; 365 articles du budget discutés—4582.

M. Lennox—Il y a une différence entre dépenses et prodigalité—4582; le député de Haldimand a exagéré son dévouement au gouvernement—4584; les déclarations des députés de l'opposition ne constituent pas la politique de l'opposition—4586; c'est le chef de l'opposition qui formule le système politique de l'opposition—4586; s'il est impossible de trouver un qualificatif meilleur qu'adéquate, qu'on adopte celui-ci—4587; les primes enrichissent le producteur aux dépens des masses—4589; la prime du pétrole sera réellement de 3 centins par gallon car il faut 2 gallons de pétrole brut pour faire un gallon de pétrole raffiné—4590; le "Free Press" d'Ottawa loue sir Richard Cartwright—4590.

M. Campbell (A.)—Les discours de l'opposition sont courts, il y a si peu à redire—4592; les conservateurs étaient satisfaits d'accroître le commerce du pays de \$3,500,000 par année—4592; maintenant il augmente de \$32,000,000 par année—4593; le gouvernement a permis à la prospérité d'avoir son plein effet—4594; la suppression de la quarantaine pour nos bestiaux à l'entrée des Etats-Unis—4594; les bienfaits du service frigorifique—4596; l'exportation des produits manufacturés—4597; la prospérité du pays est liée au succès des manufactures—4597; le gouvernement a réduit le prix des matières premières, fer et acier, résultat: Dominion Radiator Co, Masssey et Harris, Deering—4598; l'immigration s'est améliorée, l'année dernière 80 p.c. étaient coté classe la plus désirable—4600; l'œuvre du gouvernement pour les classes ouvrières—4601; on protège les industries de deux façons, en augmentant les droits sur les importations, en dégrèvant les matières premières—4602; c'est cette dernière méthode que la commission du tarif devra suivre—4603; les libéraux dans l'opposition ne criaient pas en bloc à l'augmentation des dépenses,

BUDGET—*Suite.*M. Campbell (A.)—*Suite.*

ils donnaient des particularités, canal de Tay par exemple—4604; le gros des dépenses a été encouru pour terminer des travaux conservateurs inachevés—4604; l'opposition blâme-t-elle les dépenses du chemin de fer de la Passe du Nid de Corbeau qui a affranchi l'ouest—4606; le gouvernement libéral a accompli des travaux immenses en sept ans et il a même réduit la dette—4607.

M. Smith (E. D.)—Les manufacturiers américains sont venus s'établir au Canada quand ils ont vu que le parti libéral trahissait ses principes et renonçait à la réciprocité illimitée—4610; si les libéraux n'avaient pas prêché cette doctrine, les Américains se seraient établis ici quinze ans plus tôt—4610; la levée de l'embargo sur le bétail américain en échange de cette concession pour notre bétail a détruit toute espérance de voir disparaître l'embargo anglais—4610; l'entrée libre du maïs a ruiné cette culture au Canada—4611; état des produits agricoles importés au Canada en 1903—4612; les cultivateurs sont protégés par un droit de 18 pour cent, les industriels, par un droit de 28 pour cent, la proportion n'est pas juste—4613; il faut imposer un droit sur le blé, le fromage et le beurre, si nous n'en importons pas, cela ne fera de tort à personne—4613; les primeurs devraient être taxées d'un droit de 35 p.c. et même 45 p.c.—4614; importation de tomates, pommes et atocas—4616; il faut fixer le tarif de façon à forcer le marchand de l'Ouest à acheter les fruits d'Ontario au lieu de ceux de Californie—4618; les taux de transport sont ruineux par Montréal—4620; on paie un prix extravagant pour une subvention postale et nous devrions avoir un abaissement du fret en retour de cette subvention—4620; l'incertitude de la route de Montréal aux bancs de Terre-Neuve coûte un million au commerce d'expédition transatlantique—4620; échouement du Carrigan Head, Iberian, Protector, Stord, Sarthana, résultat des enquêtes—4621-4623; il y a eu amélioration dans le transport des articles périssables, mais pas assez pour se vanter—4624; les thermographes manquent—4624; la température n'est pas tenue uniforme—4626; le Dr. Montague est l'initiateur des transports frigorifiques—4627; pour garder le fromage et les pommes ce n'est pas du froid qu'il faut c'est de l'aération—4628; détails des essais d'aération—4628; il faut encore des thermographes—4629; depuis que les chambres d'aération existent, les compartiments frigorifiques ne sont plus employés, l'argent est perdu—4630; essais du Lake Champlain—4631; l'entrée libre de la ficelle d'engrègement a fait tort à l'industrie canadienne—4632; on compte maintenant des protectionnistes parmi les libéraux—4633; les arboriculteurs ont besoin de protection—4634.

M. Holmes—Les jardiniers du district de Niagara exportent aux Etats-Unis et ne seraient pas satisfaits de se voir fermer le marché des E.-U.—4786; les

BUDGET—*Suite.*M. Holmes—*Suite.*

fruits de Californie ont la préférence parce qu'ils sont mieux empaquetés—4786; appréciations des journaux sur les changements des droits sur le pétrole—4788; le "Mail and Empire" satisfait—4788; l'ouest se réjouit, "Winnipeg Free Press"—4789; le "Philadelphia Ledger" fait l'éloge des immigrants qui arrivent au Canada—4792; le Dr Montague était en faveur de l'abolition des droits sur le maïs—4793; jamais un gouvernement aussi sage n'a présidé aux destinées du pays—4797.

M. Borden (R. L.)—La prospérité existe, nous le savons—4797; M. Charlton a dit qu'elle était due à des causes tout à fait étrangères à l'action des gouvernements—4797; ne s'oppose pas à ce que le gouvernement fasse toutes les dépenses légitimes—4798; si dans les années de prospérité on augmente les dépenses, il sera dur de les réduire dans les périodes difficiles—4799; comparaison de l'augmentation des dépenses—4799; état comparatif des recettes globales provenant des taxes—4891; la moyenne de l'impôt annuel a augmenté de \$13,159,250—4802; le premier ministre et l'impôt—4802; tableau de l'impôt par tête, depuis 1895—4802; l'honorable Paterson et la taxe par tête en 1895—4803; texte de la résolution de sir Charles Tupper en 1899 proclamant les avantages de l'établissement d'un système de préférence mutuelle entre la Grande Bretagne et ses colonies—4804; le premier ministre disait alors que c'était absurde à moins d'adopter le libre-échange et d'abolir le tarif—4804; maintenant il est converti, le ministre des Finances dit que tout le monde est d'accord quant à la préférence—4804; le premier ministre à la Conférence Coloniale a menacé l'Angleterre de lui enlever la préférence si elle n'accordait aux produits canadiens des avantages analogues—4805; quel plus grand danger y a-t-il de conclure un traité de réciprocité avec la grande Bretagne qu'avec les Etats-Unis?—4806; le Canada a pris les devants dans la question de préférence non par loyauté mais pour concilier deux factions hostiles du cabinet—4808; comparaison entre les importations de Grande Bretagne et des Etats-Unis au Canada, tableau—4810; la balance du commerce est en notre faveur quant à la Grande-Bretagne, adverse quant aux Etats-Unis—4811; les Etats-Unis sont mieux traités quant aux droits que la Grande-Bretagne, comparaison, chiffres—4812; la proposition d'une commission d'examen du tarif est un expédient—4814; la prime pour le pétrole brut laisse une incertitude et un malaise, combien de temps durera-t-elle?—4814; un droit spécifique aurait été plus avantageux pour l'industrie des lainages que la nouvelle disposition—4815; sir Richard Cartwright raillait, il y a deux ans la frayeur des ventes à sacrifice, texte discours—4816; la loi de surtaxe sur les ventes à sacrifices sera inapplicable, opinion W. Macmaster—4818; état des principaux articles imposés, de provenance des Etats-

BUDGET—*Suite.*M. Borden (R. L.)—*Suite.*

Unis et de Grande Bretagne, importations comparées 1896-1903—4820; quantités importées de 1896 à 1903 d'articles pouvant être produits au Canada—4821; répétition des principes exposés l'année dernière comme devant guider le remaniement du tarif—4821; propose en amendement à la motion de formation en comité des voies et moyens, une motion en faveur de la protection adéquate—4822.

Laurier (sir W.)—Tout ce qu'a dit le chef de l'opposition a déjà été resassé—4823; on ne peut pas signaler une seule dépense à laquelle les conservateurs se soient opposés depuis que les libéraux sont au pouvoir—4823; M. Borden est devenu l'émule de sir Chs Tupper quant aux scrap books—4823; dans un pays neuf, il faut dépenser de l'argent—4823; nous avons fait 56 millions de travaux sans augmenter la dette d'un sou—4823; les conservateurs reprochent aux libéraux leurs excédents, alors, il aurait mieux valu emprunter, suivant eux—4824; les conservateurs croient arriver au pouvoir, ils se vantaient déjà en 1900, ce n'est pas avec les méthodes qu'ils préconisent qu'ils captiveront le peuple—4824; il y a deux ans, M. Borden tonnait contre les ventes à vil prix, maintenant il n'approuve pas la mesure proposée—4825; qu'on laisse le gouvernement essayer on verra ce que la mesure produira—4825; les libéraux comptent sur le bon sens de la population pour aider à maintenir à flot l'importante industrie du pétrole—4826; le jour même où le discours du budget a été prononcé, le pétrole a baissé de 2½ cts par gallon—4827; la prime sera maintenue aussi longtemps qu'elle sera nécessaire—4827; le tarif Fielding, passé il y a sept ans a donné toutes les grandes choses qu'on en attendait—4828; la Providence a choisi les libéraux pour être les dispensateurs de ses bienfaits—4828; le ministre des Finances peut dire du pays comme Ambroise Paré de son patient: je l'ai soigné, Dieu l'a guéri—4828; les conservateurs veulent prendre la place des libéraux pour faire mieux que la Providence—4828; le tarif de 1897 a été créé pour augmenter les revenus et incidemment pour protéger nos produits contre l'invasion des produits étrangers—4829; les conservateurs ne veulent pas corriger le tarif, mais le bouleverser—4829; que veut dire protection adéquate?—4829; la version du "Star"—4829; on veut faire opter le Canada pour le tarif des Etats-Unis—4830; les effets du tarif américain sur les industries—4830; le tarif élevé en Allemagne—4832; la théorie de Bastiat sur la balance du commerce—4833; le Canada ne pourrait pas se dispenser des articles qu'il importe des Etats-Unis, ce sont au point de vue industriel des matières premières—4834; les articles dont l'importation est injuste, les articles vendus à sacrifice, le gouvernement va en enrayer l'entrée—4836; depuis huit ans le Canada bat la marche en tête du progrès, il a donné l'exemple pour la préférence, pour la surtaxe allemande, pour l'arrêt des importations à sacrifice—4839; le parti

BUDGET—*Suite.*Laurier (sir W.)—*Suite.*

libéral entend à l'avenir encore trancher les problèmes qui se présenteront à l'aide de mesures canadiennes par leur origine et par leur caractère—4839.

M. Broder—Le parti libéral n'a jamais osé appliquer à son malade les remèdes qu'il préconisait—4840 ; il y a des coalitions en Angleterre, pays du libre échange comme dans l'Allemagne protectionniste—4841 ; le Dr Montague est le père de l'industrie laitière—4842 ; le Canada a fait moins de progrès que les autres nations pour l'importation du beurre en Angleterre—4844 ; le gouvernement avec tous ses excédents a dépensé moins d'un demi million par année à encourager l'agriculture—4845 ; dépenses du gouvernement américain pour l'agriculture, tableau—4846 ; dépenses des provinces, tableau—4845 ; ce ne sont pas les compartiments frigorifiques qui ont donné l'élan à l'exportation du fromage—4848 ; la population des villes a augmenté sous les libéraux de 9 quand la population rurale augmentait de 1.

M. Hughes (J. J.)—Les péripéties du député de Dundas et de son bouc dans l'île du Prince-Edouard—4851 ; les dépenses ont augmenté aux Etats-Unis avec la croissance du pays—4855 ; toutes les fois que l'opposition a fait une enquête au comité des comptes publics sur la légitimité d'une dépense, elle n'a rien pu trouver à condamner—4858 ; l'Irlande est dans la misère et pourtant, depuis des siècles les exportations y dépassent les importations—4858 ; le Peau Rouge qui échangeait des fourrures contre des couvertures et des fusils savait bien qu'il faisait le meilleur marché quand il vendait moins de fourrures et recevait plus de couvertures et de fusils—4860 ; les importations ne peuvent pas nuire au commerce car il faut produire des marchandises pour échanger contre ce que nous importons—4860 ; on demande ce que le parti libéral a fait "si momentum quis, circumspecte"—4860.

M. Wilson—Si M. Tarte ne fait plus partie du cabinet, c'est parce qu'il est resté fidèle à ses principes—4862 ; les conservateurs veulent savoir si les libéraux ont donné au peuple l'équivalent de son argent—4864 ; les dépenses de William Kelly et de Hurley—4866 ; le calcul du "Weekly Sun" donnant le chiffre de la récolte indique que les cultivateurs devront sortir de leur poche \$14,000,000 pour combler le budget de cette année—4873 ; les calculs du port de Québec—4876 ; il y a un trust sur le caoutchouc et le gouvernement devrait faire une enquête—4878.

M. Armstrong—N'a aucun intérêt financier personnel dans les raffineries de pétrole—4888 ; la loi relative au pétrole brut et à ses produits secondaires a subi 16 amendements différents—4888 ; le raffineur indépendant et le producteur de Petrolia sont à la merci de la "Standard Oil Co."—4890 ; les démarches de la "Standard Oil Co."—4894 ; les raffineurs de pétrole en demandant l'abolition du droit d'entrée sur le pétrole brut ont obéi à leur égoïsme—4894 ; le gouvernement libéral ne dé-

BUDGET—*Suite.*M. Armstrong—*Suite.*

pense pas un sou pour forages, pour recherche de nouveaux puits de pétrole—4896 ; la "Standard Oil Co." préférera employer le pétrole d'Ohio que celui du Canada, la densité est plus forte—4902 ; tableau comparatif des densités—4902 ; le système des primes va faire dénoncer les producteurs de pétrole brut comme des parasites—4904 ; n'est pas libre-échangiste mais aimerait bien que les producteurs de pétrole puissent importer sans payer de droits leur houille et leurs tuyaux des Etats-Unis—4908 ; développement de l'industrie du pétrole aux Etats-Unis—4909 ; articles du "World" et du "Telegram" de Toronto blâmant l'action du gouvernement—4910 ; série d'autres articles de journaux conservateurs dans le même ton—4912 ; opinion du juge Lyster en 1887—4914 ; en abaissant les droits le gouvernement ne protège pas le consommateur—4916 ; le fil barbelé et le fil de fer—4916 ; voter pour la mesure ministérielle, c'est voter pour la "Standard Oil Co."—4917.

Hon. Broder—Le gouvernement a toujours traité sévèrement la "Standard Oil Co."—4918 ; quand la "Standard" avait fait des arrangements de transport différentiels avec le G.T.R. et le C.P.R., le gouvernement a cassé ces arrangements—4918 ; le gouvernement a aidé la compagnie Gall, Schneider à faire concurrence à la "Standard"—4919 ; la majorité des actions de la compagnie indépendante de raffinage appartient à des Américains—4919 ; la compagnie indépendante est coalisée avec la "Standard" et, depuis, a majoré deux fois ses actions—4920 ; toutes les compagnies ont baissé le prix du pétrole le lendemain du discours du budget—4920 ; les changements récents augmentent le tarif de 13.40 p.c. sur certains articles—4920 ; l'impôt moyen sur les importations est aujourd'hui de 15.87 p.c., en 1890, il était 21.21 p.c.—4921 ; les frais de perception ont diminué—4921 ; la balance du commerce avec les Etats-Unis est réellement en notre faveur de \$2,671,646—4923 ; l'exportation du foin aux Etats-Unis—4924 ; il est faux que le gouvernement néglige les intérêts des cultivateurs—4925 ; comparaison détaillée entre nos exportations et nos importations de produits agricoles aux Etats-Unis—4927 ; à qui la faute si le Yukon s'approvisionne aux Etats-Unis, à ceux qui ont empêché la construction du chemin de fer—4927 ; les grèves aux Etats-Unis—4928 ; l'opposition demande de dégrever les sucres et les tabacs—4929 ; les progrès du tabac canadien—4930 ; le tabac indigène a remplacé le tabac importé et le consommateur obtient à moins de frais, un produit de meilleure qualité—4931 ; l'opposition veut un tarif pour les trusts ; le gouvernement actuel veut un tarif pour le peuple—4932 ; toutes les retouches faites au tarif ont été bien accueillies—4932.

M. Kemp—La politique du gouvernement n'a pas pu accroître nos exportations de foin en Angleterre, puisqu'on n'y a obtenu aucune concession en notre faveur—4934 ; si

BUDGET—*Suite.*M. Kemp—*Suite.*

on élevait les droits le Yukon serait bien obligé de se fournir en Colombie-Anglaise et dans les Territoires—4936 ; les monopoles en Angleterre, citation "Contemporary Review"—4936 ; les libéraux ont été en faveur de la politique fiscale des Etats-Unis ; M. Laurier à Oakville, à Toronto—4938 ; la surtaxe allemande a été proposée d'abord par les conservateurs—4938 ; le gouvernement a des excédents, mais il s'est rendu endosseur, il a garanti dans une foule d'entreprises, Canadian Northern, pont de Québec, port de Montréal, G.T.P.—4942 ; dépenses exagérées dans certains comtés, comté Victoria, N.B.—4943 ; si en élevant le tarif, vous empêchez l'importation, cela n'augmente pas le revenu—4944 (sir W. Mulock, interr. : Et l'argent va dans la poche des industriels au lieu du coffre public—4944 ; le tarif sur les bogheis est maintenant plus élevé que celui des Etats-Unis parceque des libéraux sont intéressés à cette fabrication—4948 ; le parti libéral manque de sincérité quant au tarif—4949 ; félicite le gouvernement de toutes les élévations de tarif opérées—4950 ; les retards dans la révision sont nuisibles aux manufacturiers—4950 ; l'importance des manufactures canadiennes, rendement, capital engagé—4953 ; nous ne devons être les vassaux d'aucun pays du monde—4953.

M. Bourassa—Tous les gouvernements dépensent autant que possible, toutes les oppositions y trouvent à redire—4954 ; le présent budget est le plus pratique et le plus clair qui ait été soumis depuis que sir John a proposé la politique nationale en 1878—4954 ; l'opposition dit qu'elle ne veut pas copier le tarif des Etats-Unis, tous ses journaux proclament que c'est ce qu'on devrait faire—4954 ; s'est depuis longtemps prononcé en faveur d'une protection modérée—4954 ; nous ne devons pas aller à l'étranger emprunter une politique fiscale, ni en Angleterre, ni aux Etats-Unis—4954 ; a déjà dénoncé en 1898 les ventes à sacrifice—4956 ; plus le tarif sera élevé, plus il y aura de fraudes pour y échapper—4956 ; enfin on s'est décidé à toucher à l'arche-sainte de la préférence—4956 ; il importe d'étudier l'influence des tarifs sur les relations internationales—4958 ; l'adoption du principe des tarifs maximum et minimum est un pas vers la liberté absolue de traiter—4958 ; nous avons eu le tort d'introduire des questions de sentiment dans des questions de commerce—4960 ; dans nos discussions commerciales avec la Grande-Bretagne, nous devons nous mettre sur un pied d'égalité—4960 ; est en faveur d'un traité de réciprocité le plus avantageux possible avec les Etats-Unis—4960 ; combat la politique Chamberlain—4961 ; déclaration Chamberlain à Birmingham—4964 ; la vérité sur Chamberlain—4964 ; M. Chamberlain veut que les colonies deviennent le dépotoir de l'industrie anglaise—4964 ; il veut empêcher les colonies de traiter avec les nations étrangères—4964 ; M. Chamberlain a dit que sa politique donnerait à l'Angleterre des vivres à bon marché et des soldats et des marins

BUDGET—*Suite.*M. Bourassa—*Suite.*

pour l'empire—4964 ; les discours de M. Chamberlain—4966 ; pourquoi faire naître l'impression que le Canada approuve la politique Chamberlain—4968 ; le peuple anglais est adverse à la politique de M. Chamberlain parce qu'un tiers de la population ne peut déjà pas manger et ne veut pas voir accroître le prix du pain—4970 ; la loyauté conservatrice consiste à se faire des rentes en affamant la population ouvrière anglaise—4970 ; discours Sifton au Canadian Club sur la politique Chamberlain—4970 ; le dernier mot de la guerre de l'Afrique du Sud est l'esclavage jaune dans le Sud africain—4971 ; nous devons nous inquiéter des intérêts canadiens avant tout, du commencement à la fin, comme a dit le premier ministre—4971 ; ce n'est pas en ruinant nos manufactures que l'Angleterre s'assurera une possession durable au Canada—4972 ; la décentralisation est le principe fondamental de l'empire anglais—4972.

M. Donnelly—Félicite le gouvernement de la limitation de l'importation des chevaux—4974 ; l'industrie des meubles en Canada—4974 ; le prix des produits de la ferme n'est pas déterminé par le marché anglais—4975.

M. Hazard—En dépit des dépenses de guerre, le commerce de l'Angleterre libre-échangiste est plus prospère qu'il n'a jamais été—4979 ; tableaux—4979 ; en Angleterre, pour les lainages la balance du commerce avec l'Allemagne est adverse à la Grande-Bretagne—4980 ; serait heureux de voir entrer Terre-Neuve dans la Confédération—4981.

Vote sur l'amendement Borden, rejeté par 52 à 110.

Motion pour la formation en comité des voies et moyens, adoptée—4983.

BUDGETS SUPPLEMENTAIRES.

DEPOT.

Hon. Fielding—Présente les premiers crédits supplémentaires et demande renvoi au comité des subsides, adopté—1888.

Message de Son Excellence transmettant le budget supplémentaire pour l'exercice en cours—3803.

Hon. Fielding—Demande que ce budget soit pris en considération avant budget ordinaire, vu urgence des travaux—3803.

Hon. M. Fielding—Présente le message de Son Excellence transmettant le budget supplémentaire pour l'exercice expirant le 30 juin 1905—7632 ; propose qu'il soit renvoyé au comité des voies et moyens—7632 ; adopté—7632.

Hon. M. Fielding—Transmet à la Chambre deux messages relatif aux budgets supplémentaires de 1903-1904 et 1904-1905—8499.

COMITES:

COMITE D'AGRICULTURE ET DE COLONISATION.

M. Parmelee—Demande que le comité soit autorisé à siéger pendant les séances de la Chambre—6762.

COMITE D'AGRICULTURE ET DE COLONISATION—*Suite.*

- M. Sproule.—Ce n'est pas le comité qui fait la demande et elle ne devrait pas être accordée—6762.
- M. Wade.—La motion à cet effet a été faite, mais un groupe du comité a empêché de prendre une décision en prétendant qu'il était l'heure d'aller à la séance de la Chambre—6724.
- M. Douglas.—Présidait le comité et n'a pas pu obtenir une décision à cause de l'obstruction.
- Laurier (sir W.)—Demande de retirer la motion puisque les membres assurent qu'avec une séance de plus le différend pourrait être réglé—6765.
- M. Douglas.—Propose l'adoption du rapport du comité d'agriculture recommandant certaines impressions—8242.
- Hon. Fielding.—Le coût s'élèvera entre \$4,000 et \$5,000—8244.
Adopté—8244.
- M. Douglas.—Propose adoption du 3e et dernier rapport du comité d'agriculture et colonisation. Adopté—8645.

COMITE DES CHEMINS DE FER.

- Hon. Hyman.—Propose que le comité des chemins de fer siège pendant les séances de la Chambre—5930.
- M. Henderson—C'oppose—5430.
- Laurier (sir W.)—Propose que cette motion s'applique au lendemain seulement parce que des arrangements ont été faits—5931
Adopté—5932.

COMITE DES DEBATS.

- Laurier (sir W.)—Propose la composition du comité pour 1904. M. Gervais remplace M. Madore, adopté—8.
1er rapport adopté—246.
2e rapport—paiement des clavigraphistes à \$3.50 par jour présenté—551; adopté—993.
- M. Champagne.—Présente le 3e rapport du comité spécial, où il est recommandé de publier en un volume séparé un index analytique des débats et de confier ce soin à MM. D. McGillicuddy et Maro Sauvalle contre une rétribution de \$750. par session, adoption du rapport proposée—8301.
- M. Taylor.—S'oppose à l'adoption à cause des frais que cela va occasionner—8361.
- M. Champagne—Justifie l'utilité de l'innovation—8362; donne un spécimen du travail—8362; il est suggéré de faire ensuite le même travail pour les sessions écoulées—8363.

COMMISSION D'ECONOMIE INTERNE.

- M. l'Orateur.—Soumet le rapport recommandant que l'indemnité accordée à M. C. Panet comme secrétaire de la commission soit jointe à son salaire et en fasse partie permanentement.—8769.
- Hon. Fielding propose l'adoption du rapport—8769.
Rapport adopté—8769.

COMITE DES IMPRESSIONS.

- M. Parmelee.—Propose l'adoption du 3e rapport du comité mixte des impressions—6845.
- Hon. Fielding—Demande remise, adopté—8645.
- M. Parmelee propose l'adoption du 3e rapport, déterminant la classification et les fonctions des employés du bureau de distribution—8768.
Adopté.—8769.

COMITE DES ORDRES PERMANENTS.

- M. Demers (L. P.) fait un rapport du comité recommandant de surseoir à la règle d'expiration de délai pour la pétition de l'Alliance Bank of Canada, aucun intérêt ne pouvant être affecté—5060
Adopté—5060.
- M. Demers (L. P.)—Fait rapport du comité recommandant de surseoir à la règle d'expiration de délai pour la pétition de la compagnie d'éclairage et de force motrice de Rio de Janeiro, aucun intérêt ne pouvant être affecté—5060.
Adopté—5060.

- Pétition lue et reçue—5061.

Laurier (sir W.)—Nous élargissons nos frontières—5061.

M. Johnston.—Propose adoption de la clause du 18e rapport suggérant que l'affichage des Bills privés soit réduit à 3 jours—5254.

Motion adoptée—5255.

COMITES PERMANENTS.

- Composition du comité spécial pour préparer la composition des comités permanents—7.
- Rapport du comité spécial adopté et liste des membres—166.
- Comité mixte des impressions, proposé par sir W. Laurier et adopté—166.
- Comité de la bibliothèque, composition—167.
- Mutation entre M. Birkett et M. Roche du comité des comptes publics à celui des ordres permanents—478.

DECES:

DECES DE JOHN McINTOSH.

- Laurier (sir W.)—M. McIntosh ravi à ses amis à la suite d'une longue maladie—6636; l'a rencontré il y a dix-huit ans dans les luttes provinciales de Québec 6636; il était alors dans toute sa force—6636; ne se souvient pas d'avoir connu un homme plus honorable—6637.
- M. Borden (R. L.)—C'est avec regret et par sacrifice que M. McIntosh avait accepté son mandat dans l'intérêt de sa patrie et de son parti—6637.
- M. Casgrain—Passe en revue la carrière de M. McIntosh—6638.
- M. Pope—M. McIntosh jouissait au plus haut point de la confiance de ses compatriotes des Cantons de l'est—6638.

DECES DE M. McCREARY.

Voir Ajournements.

DECES DE M. PROULX, M.P.

Laurier (sir W.)—M. Proulx était à un caractère tranquille, il ne prenait pas grande part aux discussions, mais il était respecté de tous ceux qui le connaissaient et il n'y avait pas d'ami plus fidèle—8010.

M. Borden (R. L.)—Ne connaissait pas M. Proulx intimement, mais l'avait connu suffisamment pour apprendre à l'aimer et à l'estimer—8010.

DEPOT DE DOCUMENTS.

COMMISSION TREADGOLD.

Laurier (sir W.)—Dépose le rapport du juge Britton, commissaire de l'enquête—8133.

M. Sproule—Demande l'impression immédiate—8133.

COMPTES PROVINCIAUX ET AUDITEUR GENERAL.

Hon. Fielding.—Dépose le mémoire du sous-ministre des Finances sur les comptes des provinces et produit la lettre de démission de l'auditeur général—5753.

DEMISSION DU COLONEL GREGORY.

Borden (Sir Fred.)—Dépose la correspondance relative à la prolongation du commandement du col. Gregory et à sa démission—6553; il espère que ce dépôt ne sera pas considéré comme créant un précédent car le rapport contient sur les capacités des officiers des indications de nature entièrement confidentielle—6553.

HAUTE COMMISSION MIXTE.

Laurier (sir W.)—Dépose le protocole des conférences tenues à Washington en mai 1898 pour instituer la commission mixte—5832.

REVOCACTION DE LORD DUNDONALD.

Borden (Sir F.)—Dépose documents demandés par M. Monk entre autre la lettre au col. Whitley, confidentielle, mais dont le secret a été levé—5830.

DISCOURS DU TRONE:

DISCOURS DU TRONE.

Texte du discours d'ouverture—5.

Texte du discours de prorogation du Parlement—9214.

ELECTIONS:

Certificats et rapports reçus des élections: de J. E. Armstrong, Lambton; J. B. Blanchet, Saint-Hyacinthe; honorable L. P. Brodeur, Rouville; J. W. Daniel, Saint-Jean, N.-B.; J. J. Donnelly, Bruce-ouest; honorable H. R. Emmerson, Westmoreland; H. Gervais, Saint-Jacques, Montréal; P. H. Hazzard, Queen-ouest, I.P.-E.; E. Lapointe, Kamouraska; A. Lavergne, Montmagny; honorable R. Lemieux, Gaspé; L. A. Rivet, Hochelaga—2.

ELECTIONS CONTESTEES.

Pétitions renvoyées: Grey-nord et Ontario-nord—5.

EXPLICATIONS PERSONNELLES.

ARRANGEMENTS ENTRE WHIPS.

M. Bell (Pictou)—Se plaint d'un article du "Globe" l'accusant d'avoir violé une convention pour la clôture du débat du G.T.P.—2022; le droit de clore le débat n'appartient pas au premier ministre—2023.

M. Calvert—Le whip en chef de l'opposition a dit, lui-même, que c'est contre son propre vœu que M. Bell a parlé—2027.

M. Hughes (S.)—Il ne convient pas que les whips décident qu'un débat sera clos à une heure déterminée—2027.

CANADA DECRIE.

M. Barker—N'a pas décrit le Canada comme l'en a accusé le "Globe", il a cité des paroles du premier ministre—2481.

CORRECTION.

M. Hughes (S.)—Corrige une erreur relative au tonnage de la marine marchande canadienne, qui s'élève à 1 million de tonneaux et non à 2,000,000 comme lui font dire les Débats—8646.

DEMISSION DU COLONEL GREGORY.

M. German—N'a jamais rien fait pour empêcher le colonel Gregory, de Sainte-Catherine, d'avoir un troisième terme comme l'a dit le colonel Hughes—4722; a félicité le colonel Gregory en apprenant qu'il était recommandé pour une prolongation—4722.

DERNIER BUDGET CONSERVATEUR.

Hon. Fielding—Nie s'être jamais servi d'un mémoire confidentiel préparé par les conservateurs en 1896 pour les subventions aux chemins de fer—2148.

Hon. Haggart—N'a pas dit que c'était un mémoire confidentiel mais que c'étaient seulement des estimations sujettes à révision—2149.

DIGBY, CONSTRUCTION D'UN QUAI ET D'UN BASSIN DANS LE PORT.

M. A. J. S. Copp (Digby)—Cite un discours de M. Bennett l'accusant d'avoir voulu soutirer de la ville de Digby \$5,000 pour obtenir un travail du gouvernement—224; discours de M. Lancaster, 16 mars—225; la convention en vertu de laquelle la ville de Digby convenait de verser \$5,000 à M. Copp pour obtenir la construction du quai a été passée à une assemblée régulière où assistait le candidat conservateur qui ne s'est pas opposé—226; M. Copp n'a jamais compté faire l'entreprise lui-même—226; il n'a pas sollicité l'aide du gouvernement—227; M. Copp ne devait pas recevoir un sou des \$4,500 que verserait la ville de Digby comme contribution à la construction—227; les \$500 qu'il a reçus représentent ses dépenses légitimes dans ses négociations avec M. Wilson Smith de Montréal, président de la compagnie de pulpe de Sissiboo—227; le "Weekly Courier", de Digby, a déclaré que le contrat en question a été passé par l'assemblée des contribuables de mauvaise foi et simplement pour s'en faire un instrument politique, sans idée de l'exécuter—228; jamais à Digby cette affaire n'a reçu l'interprétation que lui ont donnée MM. Bennett et Lancaster—228.

EXPLICATIONS PERSONNELLES—*Suite.*

HON. S. FISHER ET M. R. POPE.

Hon. Fisher—Lit un article du "Citizen" l'accusant de s'être fait payer d'un cavalier pour un cheval loué pour les manœuvres—5914 ; cet article est la répétition du discours de M. R. Pope—5915 ; M. Fisher avait un cheval dans une écurie de louage ; le propriétaire de cette écurie l'a loué à son insu à un cavalier—5915 ; n'a jamais loué de cheval devant servir dans la milice du Canada et n'a jamais reçu un sou de location—5915.

HON. FITZPATRICK ET LE G.T.P.

Hon. Fitzpatrick—Signale et lit article du "Mail and Empire" intitulé "La course à l'argent", l'accusant de rechercher la charge d'avocat du G.T.P.—7321 ; jamais telle charge ne lui a été proposée, si elle eût été proposée il l'aurait rejetée—7322 ; article injustifiable—7322 ; dénégation déjà parue à Ottawa—7322.

INCIDENT LOGAN.

M. Logan—M. Ingram a fait allusion à un député qui aurait fait destituer un agent de station de l'I.C.R. pour avoir refusé de retarder un train pour lui—6231 ; M. Ingram n'a pas voulu donner le nom—6231 ; il a consenti à donner le nom en particulier et c'est M. Logan qu'il visait dans cette dénonciation—6362 ; cette rumeur est un mensonge—6362 ; il n'y a pas eu d'agent de station destitué pour ce motif—6362.

M. Ingram—Accepte cette dénégation—6362.

MEMORANDUM BLAIR.

M. Borden (R. L.)—Lit la lettre du chef des sténographes relative à l'apparition erronée des mots "déjà publié" au sujet du memorandum Blair—1463.

MIDLAND, SUBVENTION POUR LA CONSTRUCTION D'UN DOCK.

M. McCarthy—Rappelle l'allusion de M. Bennett à cette transaction—365 ; cite rapports "Globe" et "Mail"—366 ; démenti à M. Bennett—366 ; M. Bennett est l'égout par lequel s'écoulent toutes les calomnies politiques—366 ; ne redoute pas une enquête et est prêt à défendre sa conduite dans cette affaire—368 ; toutes les démarches faites auprès du gouvernement étaient légitimes—369.

M. Bennett—Du temps des conservateurs M. Bennett a travaillé pour des entrepreneurs sans se faire rien payer—384 ; M. Chew, son adversaire aux dernières élections, a reçu \$400, mais il en a remis la moitié à l'église—392.

M. Cowan—Ou l'honorable député de Simcoe-nord devrait être chassé de la Chambre pour s'être rendu coupable de ce dont on l'accuse ou le représentant de Simcoe-est devrait en être expulsé pour avoir lancé une accusation fautive—393.

COMMISSION DE CONSTRUCTION DU G.T.P.

M. Clarke—On dit que M. Wade est désigné pour présider la commission de construction du G.T.P.—2066.

M. Wade—Nie catégoriquement toute demande de sa part et toute offre et déclare qu'il reprendra son siège à la prochaine session—2067.

EXPLICATIONS PERSONNELLES—*Suite.*

M. ROCHE ET M. WILSON.

M. Roche—Se plaint qu'on l'ait contredit quand il a dit que M. Wilson avait répondu à son discours—3993 ; maintient que M. Wilson a parlé huit fois le soir en question et à plusieurs reprises, après lui—3994.

Reprise—4138.

M. Ingram—Explique son intervention—4138 ; amende honorable, reconciliation Roche-Wilson—4194.

HON. WM ROSS ET LETTRE DENNIS EAGAN.

Hon. Wm Ross—Réfute l'accusation portée par M. Blain d'avoir écrit en 1878 une lettre pour forcer les employés de l'I.C.R. à voter pour les libéraux, et, une fois accusé de ce fait, de ne pas l'avoir démenti—7645 ; il cite une réponse faite en 1878 dans un journal conservateur—7646 ; il cite les remarques éditoriales de ce journal—7646 ; il donne connaissance d'une déclaration de sir Charles Tupper en 1877 l'exonérant de cette accusation et reconnaissant que la lettre reprochée était forgée—7646 ; jamais un membre de la Chambre n'a porté une accusation aussi odieuse et aussi injuste contre un collègue—7647.

RAPPORT MENSONGER.

M. Bourassa—Se plaint du rapport du "Mail and Empire"—6642 ; citation de l'article—6642 ; proteste contre l'abus des privilèges concédés par tolérance à la galerie de la presse—6642 ; contradiction flagrante avec les faits—6642 ; a déclaré que le commandement en chef de la milice est une prérogative du Roi et que l'exercice de cette prérogative est dévolu au parlement du Canada—6642.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

AGRICULTURE.

EXPORTATION DU BÉTAIL SUR PIED AUX ÉTATS-UNIS.

M. Sproule—Désire exposer le cas de M. Page de Mission, C.-A., qui demande qu'on lui rembourse les droits de douane payés sur des chevaux exportés aux États-Unis sur la foi d'une circulaire du département d'agriculture laissant croire qu'il n'aurait pas de droits à payer—9029 ; circulaire du département—9030 ; lettres de M. Hodson commissaire du bétail et de son Secrétaire Clemens—9032-9035 ; note des autorités américaines—9036 ; M. Sproule demande qu'on rembourse \$1,075 à M. Page—9039.

Hon. Fisher—Le gouvernement canadien a fait tout son possible pour faire obtenir justice à M. Page—9040 ; M. Page est victime d'une interprétation inusitée de la loi mais que le gouvernement des États-Unis couvre de sa responsabilité—9041 ; ce serait un mauvais précédent pour le gouvernement canadien de payer une compensation dans ce cas—9041.

CHEMINS DE FER ET CANAUX.

CANADA ATLANTIQUE.

Hon. Haggart—Demande si le gouvernement est en pourparlers pour l'achat du Canada Atlantique—6965 ; si quelqu'un n'a pas écrit à la compagnie faisant entrevoir la possibilité d'un contrat après les élections—6965.

Laurier (sir W.)—Il n'y a pas de pourparlers—6965.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

CHEMIN DE FER INTERCOLONIAL—SERVICE DES TRAINS.

M. Talbot—Le département des Chemins de fer s'obstine à priver les habitants du district de Québec d'un express le samedi soir, tandis qu'il en part un chaque samedi des Provinces maritimes dans la direction de l'ouest, c'est une gêne considérable—3346.

Hon. Emmerson—Personne ne s'est plaint de cet arrangement—3346.

CHEMIN DE FER DE QU'APPELLE, LAKE LONG AND SASKATCHEWAN.

M. Davis—Le district de Saskatchewan est privé de communications postales à cause du mauvais vouloir du C.P.R. qui exploite cette ligne et pourrait faire parvenir les malles par bateau traversier—2206.

M. Davis—Lit des dépêches de Prince-Albert, T.N.-O., à propos de défauts du service—2378 ; la construction a rapporté \$5,000,000 à une compagnie dont M. Osler, M.P., était directeur—2380 ; le pays paie \$80,000 par année pour un service postal qui ne se fait pas—2381.

M. Scott—Signale au gouvernement la position précaire des colons de Davidson, T. N.-O., qui ne peuvent se procurer de grains de semence parce que le chemin de fer de Qu'Appelle ne marche pas par suite d'inondations—2301 ; autre dépêche de plainte de Hanley sur la même ligne 2789 ; depuis quatorze ans la ligne marche au petit bonheur—2790 ; la ligne a coûté \$11,000 par mille et a été subventionnée pour \$22,000 par mille—2790 ; M. Osler et ses associés ont réalisé en chiffres ronds 16 millions et demi—2796 ; lettre d'un capitaliste anglais sur les opérations de M. Osler—2800 ; état de la façon dont on a disposé des terres—2808 ; il n'y a aucun service à l'heure actuelle—2811.

M. l'Orateur—Le rappel au respect du règlement relatif à la lecture de lettres doit se faire au moment où le règlement est violé—2818.

M. Davis—Cette ligne est censée desservir 200,000 milles carrés de territoire—2818 ; M. Osler dit qu'il n'était pas promoteur, liste des promoteurs, avec son nom—2821 ; la compagnie a allongé sa ligne pour grossir la subvention—2824 ; résolution du conseil municipal de Prince-Albert demandant le prolongement du Canadian Northern jusqu'à cette ville—2827 ; si le Pacifique Canadien reçoit des subventions, il doit donner quelque chose en échange—2830 ; il faut faire rendre gorge à ceux qui ont pris l'argent et avec cet argent réparer le pont—2831.

M. Osler—Fait historique de la transaction de la ligne de Prince-Albert—2832 ; la commission reçue a été moindre que celle payée pour la négociation des obligations municipales de Toronto—2833 ; lettre de M. N. Kingsmill au sujet du chemin de fer Calgary à Edmonton—2884 ; la principale commission reçue a été en terres dont les obligations tombèrent à 5 shillings par livre sterling—2886 ; ces attaques sont des compliments—2887 ; a agi uniquement comme homme d'affaires—2888.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

M. Scott—La prétention de M. Osler que la différence entre le montant réalisé sur les obligations et le rendement brut, soit \$3,000,000, a été laissée chez le banquier pour garantir l'intérêt de l'argent que celui-ci conservait entre ses mains est absurde—2890 ; le peuple veut savoir où ont été les trois millions—2890 ; l'homme responsable de toute la détresse dont souffre une population ne trouve pas un acte, pas même une parole pour ceux qui souffrent—2895.

M. Clarke—Lit la lettre de M. Kingsmill au sujet de la compagnie du chemin de fer Qu'Appelle, Lac Long et Saskatchewan—2899 ; si M. Osler avait appuyé le projet de Transcontinental National, il serait l'enfant gâté de la droite—2903.

M. Davis—Il y a du louche dans toutes ces transactions de terrain ; la "Calgary and Edmonton Land Co.", dont M. Osler est un des directeurs a vendu cette année pour un demi million de terrains—2906 ; M. Osler est pris d'une sainte horreur des subventions de chemins de fer aussitôt qu'elles ne sont pas pour le C.P.R.—2910 ; les assertions de M. Osler ne contredisent aucun des faits.

Imbroglio de procédure parlementaire : explications personnelles ou motion d'ajournement ?—2913.

Reprise de la discussion—2922.

M. Oliver—La gauche qui s'inquiète si fort des \$25,000,000 d'actions ordinaires du G.T.P., n'a rien à dire des \$16,000,000 absorbés pour un chemin de fer de 550 milles—2925.

M. Ingram—Il aurait mieux valu envoyer aux colons l'argent gaspillé dans cette discussion—2927.

M. Sproule—Il est plus facile de combattre et de réfuter un mensonge complet qu'une demi vérité—2931.

M. Clancy—M. Osler n'a pas fait pire que ceux qui acquièrent à bon marché des scrips des métis pour acheter des terres du gouvernement—2937.

Incident clos—2937.

M. Scott—Donne lecture du télégramme P. M. Bredt annonçant la reprise des communications sur l'embranchement de Prince-Albert—3475 ; article élogieux du "Free Press"—3475.

CORRESPONDANCE DE TRAINS.

M. Taylor—La correspondance des trains de Toronto du G.T.R. et du C.P.R. à destination d'Ottawa ou venant d'Ottawa se fait irrégulièrement—1483 ; le service des voyageurs et des malles en souffre—1484.

Hon. EMMERSON—La question est du ressort de la commission des chemins de fer—2136.

Mulock (sir W.)—Ce serait au C.P.R. d'établir la correspondance, à Bröckville, mais il ne répond pas aux demandes—2482.

Hon. Emmerson—Le ministre des Chemins de fer n'a de contrôle que sur la circulation des trains de l'Intercolonial, pas sur les autres—3346 ; le département n'a pas à s'occuper des contrats de transports postaux—3347.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

- Mulock (sir W.)—Les chemins de fer établissent leurs propres horaires, le département des Postes n'y peut rien—3349.
- M. Pringle—Il n'y a qu'un seul courrier par jour d'Ottawa à Cornwall—3349.

GARE DE SAINTE-PERPETUE.

- M. Ball—Rappelle que les citoyens de Sainte-Perpétue ont demandé une gare ; on ne leur a pas même mis un wagon à voyageurs comme abri temporaire, on leur a mis un vieux wagon à marchandises—8773.

NATIONALISATION DES TELEPHONES.

- M. Maclean—Le moment est venu de nationaliser le téléphone et le télégraphe en Canada—3052 ; opinion de lord Stanley, aux Communes d'Angleterre—3051 ; état du service nationalisé en Suède—3051 ; avec la nationalisation, tous les cultivateurs pourraient avoir dans leur maison un téléphone pour \$8 ou \$10 par an—3053 ; le gouvernement avait promis un Bill dans ce sens—3053.
- M. Fitzpatrick—Jamais le gouvernement n'a promis de déposer un Bill pour la nationalisation des téléphones—3055 ; le ministre de la Justice avait préparé une loi générale et l'a soumise aux délégués des municipalités, l'année dernière, il n'y a pas eu d'accord en faveur du système—3055 ; il n'y a rien que M. Maclean qui demande la nationalisation des téléphones—3055.
- M. Sproule—La doctrine de l'état propriétaire de services publics fait de grands progrès—3059

TARIFS DE TRANSPORT SUR LES CHEMINS DE FER D'ONTARIO.

- M. Broder—Le Grand-Tronc vient d'augmenter ses tarifs sous prétexte de difficultés d'exploitation—2962 ; le Grand-Tronc comme tous les autres chemins du réseau total du Canada constituant en tout 19,000 milles, reçu une moyenne totale de subvention de \$2,587 par mille—2963 ; le "Financial Times", de Londres, a déjà annoncé que le gouvernement n'interviendra pas—2963.
- Laurier (sir W.)—Le parlement a retiré de son domaine la réglementation des tarifs de chemins de fer pour en charger la commission des chemins de fer—2965 ; attendons la commission à l'œuvre—2965.
- M. Sproule—Le réseau du Grand-Tronc a reçu en tout du Canada \$75,000,000 de subventions, détails—2967 ; le Grand-Tronc augmente ses tarifs parce qu'Ontario veut lui faire payer sa part légitime d'impôts—2968.
- M. Pope—L'augmentation des tarifs provient de la négligence avec laquelle les chartes sont accordées sans restrictions—2972.
- M. Richardson—Le peuple devrait pourtant comprendre que ceux qui ont mis de l'argent dans les compagnies de chemin de fer espèrent en tirer des dividendes—2973.
- M. Johnston (R.)—N'a jamais été en faveur d'une commission de chemins de fer—2974 ; il est plus facile aux compagnies de rallier à leurs demandes trois hommes que 214 députés—2974.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

- M. Cochrane—Les wagons du G.T.R. ne sont pas chauffés et les produits expédiés se détériorent—2977 ; le même chemin de fer demande 2 cents du mille à un expéditeur américain et 3 cents à un canadien—2978.
- M. Donnelly—Si on obtient des réformes elles ne durent pas longtemps—2978.
- M. Robinson (J.)—Si la loi ne donne pas à la commission le pouvoir de fixer les taux, il faut changer la loi—2978 ; la rigueur de nos hivers ne peut pas être mise en ligne de compte—2979.
- M. Lennox—Le Grand-Tronc n'est pas outillé comme il devrait l'être pour répondre au trafic du Canada, détails—2981.
- M. Ingram—Les extravagances du gouvernement d'Ontario ont rendu nécessaires les taxes sur les chemins de fer—2984 ; le gouvernement Ross a refusé d'intervenir auprès du gouvernement fédéral pour faire réduire les tarifs—2985 ; si l'élévation des tarifs est due aux taxes provinciales, ce sera à la commission des chemins de fer, de le faire savoir bien haut—2986.

TELEPHONES ET CHEMINS DE FER.

- M. Maclean—Se plaint que les déclarations du ministre de la Justice et du ministre des Chemins de fer quant au revoilà de la question du monopole à la cour Suprême ne concordent pas—4783 ; annonce qu'il proposera encore ses amendements lors de la discussion du Bill de l'honorable Fitzpatrick amendant l'acte des chemins de fer—4783.

COMMERCE.

FICELLE D'ENGERBAGE.

- M. Henderson—Donne communication des chiffres suivants pour la ficelle d'engergage fabriquée en Canada durant l'exercice 1903-1904 : 164,048 livres ayant employé 7,473,754 livres de Manille brute—9211.

SERVICE CONSULAIRE CANADIEN.

- M. Gervais—Le service consulaire anglais et celui des agences commerciales canadiennes est insuffisant pour les besoins de notre commerce—8870 ; il nous faut un service consulaire payé par le Canada, recruté parmi nos concitoyens instruits à des écoles supérieures de commerce et nommé soit par l'Angleterre, soit par le Canada, par voie de délégation—8870 ; le gouvernement a fait de son mieux avec les agences commerciales actuelles, il y a eu des progrès notables—8871 ; mais les crédits sont insuffisants—8871 ; il est temps de se passer des services d'un corps consulaire britannique qui ne reconnaît même pas le drapeau de la marine marchande canadienne—8872 ; rien ne s'oppose à ce que la Grande-Bretagne fasse droit à notre demande de nommer nos propres consuls—8872 ; ce privilège était accordé à la compagnie des Indes Orientales et aux compagnies chartrées—8873 ; des Canadiens ont déjà participé aux transactions diplomatiques de l'Angleterre—8873 ; il faut avant tout demander—8873 ; l'établissement d'un service consulaire devrait précéder le droit

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*M. Gervais—*Suite.*

de faire nos traités—8873; les idées de Kipling sur le développement commercial—8874; opinions anglaises sur l'insuffisance du service consulaire—8874; article de la "Quarterly Review"—8874; Henry Labouchère—8875; sir Edward Grey—8876; Louis Sinclair—8876; Gryce—8877; sir Charles Dilke—8877; les rapports consulaires anglais sont insignifiants et incomplets et ne peuvent pas supporter la comparaison avec ceux des consuls des Etats-Unis—8880; le Canada ne pourrait pas demander à l'Angleterre de payer ces consuls canadiens, mais nous pouvons bien faire face à cette dépense—8881; comparaison entre le commerce global du Canada et celui des autres pays—8881; des pays ayant un commerce bien moindre que le Canada sont représentés au dehors par des consuls—8881; vœux exprimés par la chambre de commerce de Montréal et par l'association canadienne des industriels en faveur de l'établissement d'un corps consulaire—8882; il y a au Canada 350 consuls accrédités par l'Angleterre—8882; nous ne sommes représentés par personne—8882; la charte d'Edouard VI à Richard Chancellor 8882; traitement des consuls dans les différents pays—8883; dépenses consulaires dans les différents pays—8884; connaissances nécessaires aux consuls d'après Vatel—8884; aperçu d'un plan général pour assurer et hâter l'expansion de notre commerce avec l'étranger au moyen d'un service consulaire anglo-canadien—8886; la création d'une école spéciale serait nécessaire sur le plan des grandes écoles supérieures de l'ancien continent—8887; cours d'études de l'école des aspirants consuls de Leipzig—8887; personne n'a le droit de nous tenir à l'arrière plan—8889; il n'y a pas de raison pour que l'Angleterre refuse au Canada la permission de choisir des consuls pris parmi les sujets britanniques du Canada que nous paierons avec de notre argent—8889; la Grande-Bretagne y perdra une parcelle de souveraineté peut-être, mais nous avons conquis nos droits d'hommes libres—8889.

STEAMERS ENTRE LE CANADA ET LE MEXIQUE.

- M. Earle—Les steamers feront-ils escale à Victoria, C.-A. ?—R. Oui—4196.
 M. Daniel—On ne parle pas de Saint-Jean, N.-B., dans les soumissions de l'Atlantique, sera-ce un port d'escale ?—4196.
 Cartwright (sir R.)—Impossible de dire, les fonds sont restreints—4196.
 M. Clarke—Où en sont les négociations du service rapide, est-ce l'avortement—4196.
 Cartwright (sir R.)—Le statu quo—4196.

FINANCES.

ACIERIES DOMINION—GREVE A SYDNEY.

M. Borden (R. L.) demande si le gouvernement a pris des mesures au sujet de la grève déclarée à la Dominion Iron and Steel Co. de Sydney.—4104; 1800 hommes sont en grève—4104; il faut éviter qu'ils partent aux Etats-Unis—1404; le gouvernement doit tout faire pour arrêter la grève—4104.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

- Hon. Fielding—Le gouvernement fera tout en son possible pour déterminer l'accord entre la compagnie et les ouvriers—4104.
 M. Smith (R.)—Les intéressés dans la grève ont-ils demandé l'intervention du gouvernement du Canada ?—4269.
 Mulock (Sir W.)—Lit la correspondance échangée avec MM. Challoner et Nicholls.—4270.

AUDITEUR GENERAL.

- M. Borden (R. L.)—Signale le "Hamilton Times" et le "Globe" disant que l'auditeur général joint à sa démission une demande de majoration de dix années de service—5631; demande communication de tout document de ce genre qui serait entre les mains du gouvernement—5652; a été accusé de ne pas faire de zèle pour l'auditeur—5652; a réparti l'examen du rapport de l'auditeur entre douze de ses partisans pour en faire une étude complète—5652.
 Hon. Fielding—L'auditeur général a offert sa démission et a demandé une majoration de dix années, mais n'en a pas fait une condition—5653; la démission n'a pas été acceptée, il est inutile de la rendre publique—5653.
 M. Puttee—Signale une lettre de l'auditeur général dans l'"Evening Journal" sommant l'hon. Fitzpatrick de déposer tous les documents devant le comité des comptes publics de la Chambre et de discuter la question avec lui—6970; le gouvernement devrait accorder cette demande—6970.
 Hon. Fielding—Le gouvernement n'est pas prêt à se rendre à une demande aussi insolite—6971.

CABLES POUR BATEAUX DE PECHE.

- M. Kaulbach—Dit que les câbles des bateaux de pêche devraient être admis en franchise comme la ficelle d'engrègement—1796.
 Hon. Fielding—Il est toujours réjouissant de voir l'opposition demander de laisser entrer en franchise les article qui l'intéressent—1796.

COMMERCE DE BOIS DANS LA COLOMBIE ANGLAISE.

- M. Morrison—Proteste contre l'importation envahissante du bois américain dans les Territoires et au Manitoba au détriment des marchands de bois de la Colombie Anglaise—2586; protestation de l'Association des fabricants de bois et de bardeaux de la Colombie Anglaise contre les lois douanières actuelles—2589; demande de rétablissement d'un droit protecteur—2589.
 M. Mackie—Les marchands de bois sont en mesure de se protéger eux-mêmes—2592; les marchands de la Colombie Anglaise se sont coalisés et ont fait monter si haut le prix du bois canadien que le bois américain est entré en concurrence—2592.
 M. Macpherson—Du moment où l'on abolit le droit sur les bois pour le Manitoba et les Territoires, on devrait abolir les droits sur les œufs, le blé et les légumes, que la Colombie britannique importe ou est forcée d'acheter à n'importe quel prix chez ses voisins—2598.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

- M. Davis—Les Américains viennent établir des scieries au Canada, c'est l'indice que la position n'y est pas si mauvaise—2600.
- M. Scott—Il existe une coalition dans l'ouest qui veut dominer le consommateur, c'est pourquoi celui-ci s'adresse aux Etats-Unis—2595; le bois américain se vend meilleur marché et pourtant il est transporté de plus loin—2595.
- M. Douglas—Il existe une coalition en Colombie-Anglaise aussi bien qu'au Manitoba et dans les Territoires—2603.
- Hon. Fielding—La question sera traitée dans le budget—2604.
- M. Bennett—Les importations de bois américain commencent à se faire sentir dans Ontario—2605.
- M. Oliver—Le progrès de l'industrie forestière en Colombie-Anglaise a pourtant marché de pair avec la colonisation du Nord-Ouest—2607.
- M. Fowler—Les marchands de bois ont tout autant droit à la protection que les autres industriels—2609; historique de la coalition en Colombie britannique—2611.
- M. Clancy—Les députés de l'Ouest sont protectionnistes quand leur intérêt est en jeu. Autrement ils sont libres-échangistes—2614.
- M. Ingram—Les produits agricoles devraient être protégés davantage—2615.

COMMISSION DU TARIF.

- M. Maclean—Demande quelles sont les perspectives pour l'établissement d'une commission du tarif et s'il y a chance qu'elle se rende aux vœux des maraîchers pour un plus fort tarif—8966.

COMPTES PROVINCIAUX.

- M. Henderson—Demande si le gouvernement a ou n'a pas payé au gouvernement d'Ontario la somme portée au crédit du fonds des écoles supérieures et du fonds de construction—9207.

Hon. Fielding—Le gouvernement fédéral voudrait rembourser, mais le gouvernement d'Ontario refuse—9208; la question devra être soumise aux tribunaux—9208; le sous-ministre considère que le règlement des comptes avec Ontario entraînera une diminution de cinq millions sur la réduction actuellement calculée de la dette publique—9208.

DROITS SUR LE PETROLE.

- M. Armstrong—Demande comment et quand la prime sur le pétrole brut annoncée au budget sera payée aux producteurs?—4723; depuis que l'intention du ministre a été énoncée, les raffineurs ont abaissé le prix du baril d'huile brute et les primes ne sont pas payées—4722.
- Hon. Fielding—Les primes ne peuvent être payées que sur une loi du parlement—4723; lorsque les résolutions seront discutées en comité on en rendra l'application aussi facile que possible—4723;

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

- M. Armstrong—Généralement le tarif devient applicable, aussitôt le discours du budget prononcé—4723; si l'on avait su que les primes ne seraient payées que plus tard on aurait pris des précautions—4723.
- M. Armstrong—Propose que toutes les pétitions envoyées pour demander de ne rien changer à la loi actuelle sur les pétroles soient déposées—4783.

LAINAGES ET COTONNADES, INSUFFISANCE DES DROITS.

- M. Pringle—Le ministre des Finances a dit avoir en sa possession une circulaire d'une fabrique de lainages qui fonctionne malgré l'insuffisance du tarif et sollicite des commandes—1464; le texte de cette circulaire devrait être fourni—1464; quatre compagnies de lainages ont fermé leurs portes—1465.
- Hon. Fielding—La circulaire a été publiée par les journaux—1470; texte—1473.
- M. Brock—Deux seulement des manufactures en question sont fermées, mais nous avons l'intention de fermer les autres—1470.
- M. Hyman—Le Grand-Tronc-Pacifique donnera de la protection industrielle—1472.
- M. McCreary—Certains articles de lainage se fabriquent avec profit au Canada et même s'exportent en Angleterre—1474; les fabriques canadiennes sont médiocrement outillées—1474.
- M. Blain—Cite les avis de mise en vente de filatures de lainages—1475.
- M. Cowan—Dans Essex, à Kingsville, la filature devait fermer en 1896 si les libéraux arrivaient au pouvoir, elle fonctionne aujourd'hui plus activement que jamais—1476.
- M. Northrup—Le gouvernement admet que l'industrie a besoin de plus de protection puisqu'il veut en donner à l'aide du Grand-Tronc-Pacifique—1477.
- M. Oliver—Depuis 1897 toutes les industries ont prospéré sauf les lainages, ce doit être la faute des industriels—1480.
- M. Logan—Les conservateurs se disent partisans de la politique Chamberlain, cependant ils ne voudraient sûrement pas abaisser notre tarif au bénéfice des produits manufacturés anglais, ce qui est l'essence du chamberlinisme—1482.

LAPRAIRIE, INONDATIONS.

- M. Monet—L'inondation de Laprairie est causée par la présence au milieu du fleuve de l'île au Million construite par les conservateurs—1155; le gouvernement devrait envoyer une commission pour étudier les causes—1157; il faut deux nouveaux quais briseglace à Laprairie—1157.
- M. Geoffrion—Approuve l'idée de l'enquête—1158.
- Laurier (Sir W.)—La question recevra l'attention du gouvernement—1159.
- Hon. Préfontaine—L'île au Million n'est pas la cause de l'inondation—1159; Montreal avait le droit et le devoir de se protéger par cette construction—1159; le seul re-

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

Hon. Préfontaine—*Suite.*

mède serait l'emploi d'un bateau brise-glace—1160; la question est à l'étude—1160.

Hon. Tarte—Approuve l'essai de brise-glaces—1161.

M. Léonard—Les conservateurs aideront le gouvernement à protéger les riverains du Saint-Laurent—1162.

M. Monk—Demande qu'on n'oublie pas Verdun—1163.

MONNAIE DES ETABLISSEMENTS DU DETROIT.

M. Maclean—Le gouvernement devrait différencier par quelque marque notre monnaie de celle des établissements du détroit (Straits Settlements) qui n'a pas la même valeur—2207.

RAPPORTS DE LA PRESSE CANADIENNE.

M. Barker—Cite une dépêche publiée dans le "Star" comme venant de ce service et relative à un prétendu discours de M. Healy contre lord Dundonald—8774; la version du "Times"—8774; lettre de protestation de M. Healy—8774; le gouvernement subventionne ce service—8775; s'il avait blâmé le parti libéral au lieu de lord Dundonald, il y a longtemps que la subvention serait suspendue—8775.

Hon. Fielding—Le gouvernement n'a rien à voir avec la préparation des dépêches—8776; celui qui est chargé du service est un conservateur, le frère de M. J. Ross Robertson, propriétaire du "Telegram" de Toronto—8776; en faisant une dépêche politique, il est difficile de ne pas heurter quelqu'un—8776; les dépêches sont bien meilleures maintenant qu'auparavant—8776; ce sont les deux partis qui ont demandé d'accorder la subvention—8777.

M. Hughes (S.)—Ce M. Robertson est un libéral—8778; il a dû s'inspirer d'un membre du gouvernement pour dire que la victoire de Scholes avait été accueillie à Londres comme la victoire d'un "foreigner"—8780.

RELATIONS PLUS INTIMES AVEC LA GRANDE-BRETAGNE.

M. Hughes—Demande si le gouvernement n'a pas l'intention de proposer un moyen de rendre plus intimes les relations entre la Grande-Bretagne et les colonies—9042; on pourrait laisser subsister les parlements de toutes les colonies, mais avoir un grand parlement pour la plus grande Angleterre—9042; on y discuterait les questions internationales, diplomatiques, consulaires, etc.—9042; le gouvernement canadien pourrait faire une déclaration de nature à donner plus de force à Chamberlain dans ses élections—9042.

INTERET GENERAL.

ALASKA, FRONTIERE.

M. Borden (R. L.)—Demande quand les documents seront distribués, ils le sont déjà dans le parlement impérial—4; sir W. Laurier répond qu'une première liasse sera distribuée insstmmnt—4.

M. Borden (R. L.)—Demande les documents—9.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

M. Borden (R. L.)—La Chambre aura-t-elle toute la correspondance relative à la frontière de l'Alaska, tel que promis par sir W. Laurier?—R. Le gouvernement correspond à ce sujet avec les autorités impériales—1369.

M. Borden (R. L.)—Demande quand les documents promis seront produits, il importe de pouvoir les imprimer pour discuter—4987.

Laurier (sir W.)—La semaine prochaine—4988.

M. Borden (R. L.)—Quand les documents relatifs à la frontière de l'Alaska seront-ils produits?—5645.

Laurier (sir W.)—Ils sont chez l'imprimeur—5645.

CONFERENCE INTERNATIONALE.

M. Borden (R. L.)—Y a-t-il objection à communiquer les instructions données à la commission internationale de 1898 qui ne doit plus se réunir vraisemblablement—1368.

Laurier (sir W.)—Aucune objection, le texte de la commission sera déposé—1368.

ELECTIONS GENERALES.

M. Sproule—Signale une dépêche de Brandon où l'on fait dire à M. Sifton qu'il n'y aura pas d'élections générales cette année?—8644; demande ce qu'il faut en croire?—8644.

Hon. Fielding—Dit qu'il serait très heureux pour sa part de savoir s'il y aura des élections, et quand?—8644.

M. Ingram—Pense qu'on devrait imiter les Etats-Unis et avoir des élections à date fixe—8644.

M. Fowler—Doit-on supposer que nous allons avoir des élections générales, le gouvernement s'est fait autoriser à distribuer des crédits au montant de \$81,491,582.36?—9209.

Hon. Fielding—En tout cas, il y a une diminution sur l'année dernière où l'on nous accusait de devoir dépenser \$250,000,000—9210.

IMPRIMERIE NATIONALE.

M. Bourassa—Se plaint du retard excessif de l'impression des listes électorales—6877.

Laurier (sir W.)—Il va falloir agrandir l'imprimerie nationale, le local est insuffisant—6877.

M. Wilson—Désire savoir où en est l'impression des listes électorales?—4386; les listes du Nouveau-Brunswick ont été imprimées deux fois et celles d'Ontario datent de 1900—4386.

Laurier (sir W.)—Lit un mémoire de l'Imprimeur du Roi donnant en détail l'état d'avancement des listes—4386.

INONDATIONS A VERDUN.

M. Monk—Les inondations ont été causées par des travaux exécutés avec la permission de la commission du port de Montréal qui est sous le contrôle du gouvernement fédéral, celui-ci va-t-il indemniser?—1068.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

Laurier (sir W.)—Le gouvernement n'a pas la direction de la commission du port de Montréal et ne peut être tenu responsable de ses actes—1068 ; le gouvernement n'intervient pour indemniser que dans les cas exceptionnels, feu de Hull, etc.—1069.

PRIVILEGES DES DEPUTES.

M. Clarke—Se plaint de n'avoir pas été traité poliment par sir W. Mulock quand il a demandé à celui-ci si c'était vrai que M. Hays reçut journallement copie des dépositions du sténographe du juge Winchester—6982.

Laurier (sir W.)—Affirme que M. Clarke a tort de se montrer froissé—6982 ; il n'y a pas eu d'impolitesse—6982 ; sir W. Mulock a simplement dit qu'il n'y avait rien de fondé dans l'assertion de M. Clarke—6982.

M. Borden (R. L.)—Lit une lettre de M. Griffith, secrétaire de l'association des ingénieurs, se plaignant de n'être pas aussi bien traité que M. Hays par le département du Travail au point de vue de la communication des documents—6988.

Mulock (sir W.)—Dément catégoriquement le secrétaire de l'association des ingénieurs—6984.

PRIVILEGE D'INTERPELLATION.

Borden (R. L.)—Du moment où une question est acceptée sous sa forme par l'Orateur, le gouvernement doit y répondre—1164.

Laurier (sir W.)—Le gouvernement ne doit pas être tenu de répéter des faits de notoriété publique—1166.

PROPOS DE LORD STRATHCONA.

M. Bourassa—A propos de paroles attribuées à M. Preston, commissaire d'immigration, et peu conformes aux doctrines impérialistes, le gouvernement a fait savoir qu'il ne permettait pas à ses fonctionnaires de laisser croire en Angleterre qu'il favorisait un parti plus que l'autre—3791 ; lord Strathcona, le 14 mai, s'est publiquement prononcé pour une politique de préférence réciproque entre l'Angleterre et le Canada—3791 ; il n'est pas admissible que le représentant du Canada prenne une part active dans la politique d'Angleterre—3791.

Laurier (sir W.)—Le gouvernement n'est pas responsable des actes ou des paroles de ses fonctionnaires agissant en dehors de leur qualité officielle—3791 ; outre sa position officielle, lord Strathcona occupe personnellement une position politique et sociale éminente en Angleterre—3791.

RAPPORT DU JUGE McTAVISH.

M. Monk—Demande que le rapport et la preuve dans l'enquête du juge McTavish sur l'industrie du tabac soit imprimée—7644.

Laurier (sir W.)—Pas d'objection, les documents ont d'ailleurs déjà été donnés à l'impression—7644.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

RETARD DE LA SESSION.

M. Boyd—Rappelle que les députés de l'Ouest ont souffert de la convocation du parlement depuis deux ans—8371 ; sur 17 mois depuis mars 1903, treize ont été passés à Ottawa—8371 ; le premier ministre critiquait autrefois le gouvernement conservateur qui convoquait tard les Chambres—8371 ; ce n'est pas la discussion faite par l'opposition qui cause le retard—8372 ; le vote populaire punira les coupables—8372.

M. Smith (E. D.)—Il serait peut-être à propos de changer la date de clôture des exercices financiers, les faire expirer le 30 avril ou le 31 décembre—8373.

Laurier (sir W.)—La session a été retardée cette année pour avoir la ratification des actionnaires du G.T.R.—8373 ; ne serait pas en faveur de convoquer la Chambre en novembre, mais en janvier—8373 ; s'efforcera d'en arriver là—8374.

M. Borden (R. L.)—Appuierait une mesure pour changer la date de clôture de l'année fiscale—8374.

SUBVENTIONS AUX PROVINCES.

M. Borden (R. L.)—La déclaration de l'honorable M. Pugsley, procureur-général du N.-B., faite à la législature du N.-B., annonçant que le gouvernement fédéral lui a donné l'assurance la plus forte possible que les résolutions de la conférence interprovinciale de Québec relatives aux subventions provinciales seront mises à exécution est-elle fondée ?—228.

Laurier (sir Wilfrid)—Le gouvernement n'a pas encore abordé la question—228 ; il a dit à M. Pugsley que cette question, à son avis, devait venir prochainement sur le tapis, sans dire dans quel sens—229.

M. Borden (R. L.)—Demande de nouveau si l'allusion dans discours du trône de Québec au sujet du rajustement de la subvention fédérale est fondée ?—R. La question n'a pas encore été discutée, sir W. Laurier a dit personnellement aux ministres qu'elle serait promptement mise à l'étude—507.

TERRES AUX VETERANS.

M. Hughes (S.)—Demande si le premier ministre peut donner une réponse aux officiers de l'Association des vétérans du Canada qui ont demandé des terres au Nord-Ouest—8646.

Laurier (sir W.)—Question pas encore étudiée—8646.

TREADGOLD (AFFAIRE ET COMMISSION).

M. Borden—Le rapport de la commission Treadgold a-t-il été reçu ? Sinon, quand le sera-t-il—5646 ; il y a un an que la commission est émise et plusieurs mois qu'elle a été renouvelée au juge Britton—5646 ; si ce sont les fonctions judiciaires du commissaire qui retardent le rapport c'est la preuve que la nomination était défectueuse—5646.

Hon. Sifton—Aucune nouvelle—5646.

M. Casgrain—La nouvelle de l'annulation de la concession Treadgold est-elle fondée ? Si oui, c'est un succès des efforts de l'opposition—5832.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

Laurier (sir W.)—La rumeur d'annulation est bien fondée, les documents s'y rapportant seront déposés—5832.

Laurier (sir W.)—Informe la Chambre que l'honorable M. Scott quand il a averti le juge Britton, commissaire, de ne pas faire de rapport, ne s'était pas consulté avec ses collègues, le juge Britton a été informé de tenir cette lettre comme non avenue, le gouvernement attend un rapport—6093.

M. Borden—Se plaint des délais extraordinaires dans le dépôt du rapport de la commission—7900; M. Bell, le membre défunt de la commission avait annoncé que son rapport était prêt—7901; cette enquête paraît avoir été une plaisanterie—7901;

Laurier (sir W.)—Le sujet dont il vient d'être parlé n'est plus en discussion, son sort a été réglé—7902; la nécessité de cette enquête a disparu, vu que la concession Treadgold sur laquelle portaient le plus grand nombre de plaintes a été révoquée—7902.

M. Clarke—La Chambre doit tenir d'autant plus à l'enquête que la compagnie Treadgold a abandonné ses privilèges—7902;

M. Sproule—Avant de révoquer la concession, le gouvernement a dû faire sa propre enquête et avoir son rapport—7903; les témoins devant la commission ont été tyrannisés—7904; on a jeté en prison les récalcitrants—7904.

Laurier (sir W.)—Le gouvernement a écrit au juge Britton pour accélérer le rapport—7905.

JUSTICE.

HONORAIRES MCCARTHY, OSLER, HARKIN, HARCOURT.

M. McCarthy—Demande que la question directe relative à ces honoraires soit posée pour que le public soit fixé?—686.

Hon. Lemieux—Le ministère de la Justice n'a fait aucun paiement à MM. McCarthy, Osler, Harkin et Harcourt—686.

REPRESENTATION A LA CHAMBRE DES COMMUNES.

M. Borden (R. L.)—Les mémoires dans les appels du Nouveau-Brunswick et de l'île du Prince-Edouard au sujet de la redistribution des sièges sont-ils préparés et seront-ils donnés à la Chambre—3918.

Hon. Lemieux—Ils sont préparés et seront soumis aussitôt qu'imprimés—3918.

Hon. Haggart—Demande communication du factum avant qu'il soit envoyé au Conseil privé—5064.

INTERIEUR ET IMMIGRATION.

D. J. O'DONOGHUE.

M. Taylor—Cite un article du "Citizen" disant que M. O'Donoghue a fait de la politique à Nanaïmo—4130; rapport du "Daily Herald" de Nanaïmo 27 décembre 1903—4130; insulte au parlement—4132; M. Haycock, un autre employé fait de la politique—4133.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

M. Smith (R.)—M. O'Donoghue n'est pas venu en Colombie-Anglaise faire la politique, il venait préparer une liste des salaires raisonnables—4234.

M. Clancy—Le parlement a été insulté—4136; M. H. Roebuck, un employé conservateur, a été destitué pour s'être promené en voiture avec un afficheur conservateur—4137.

IMMIGRATION CHINOISE.

M. Morrison—Le gouvernement est-il informé que l'empereur de Chine demande au gouvernement impérial d'entraver des lois provinciales de la Colombie-Anglaise sur immigration chinoise?—R. Aucun renseignement—7367.

IMMIGRANTS ITALIENS A MONTREAL.

Mulock (sir W.)—Le sous-ministre du travail est allé à Montréal pour s'enquérir d'où sont venus les immigrants italiens qui traînent dans cette ville—7024; il n'a pas pu faire de rapport parce qu'il ne pouvait pas interroger sous serment—7024; les pouvoirs du juge Winchester ont été étendus, il fera une enquête aussitôt qu'il en aura fini avec l'enquête du Grand-Tronc-Pacifique—7024.

IMMIGRANTS INACCEPTABLES.

M. Wilson—Le gouvernement va-t-il laisser entrer au Canada les immigrants déportés des Etats-Unis? On dit que 50 juifs russes ont été déportés de Fargo, Dakota, à Winnipeg? R. Pas d'information—365. Réponse—une seule famille venant déjà de Winnipeg a été renvoyée dans cette ville—479.

IMMIGRANTS PAUVRES.

M. Clarke—Lit un article du "Citizen" 31 mai dénonçant un afflux d'immigrants indigents—3889; le département d'immigration devrait faire porter à qui de droit les frais d'entretien des immigrants pauvres 3891.

M. Rosamond—Une bande d'Autrichiens sont à Almonte et vit sur la charité publique—3891.

M. Monk—Le gouvernement a fait preuve d'incurie en ne nous protégeant pas contre cette invasion de miséreux—3891; il aurait dû être mis sur ses gardes par le rapport de M. Maurice Brown, agent américain, 3892; c'est une exploitation des compagnies de navigations—3892; il faut exiger l'application de nos lois aux ports européens aussi bien qu'aux ports canadiens—3892.

Hon. Sifton—Nous ne pouvons rien en Angleterre sur les agences anglaises—3893; nous faisons tout pour décourager toute autre immigration que celle de travailleurs de la terre—3894; un seul groupe considérable est arrivé à Montréal, des Italiens; ils sont venus sur l'appel de bureaux de placement et aucunement de nos agents—3894; rien ne sera épargné pour les remettre aux soins des compagnies de transport responsables—3894; nous n'avons pas cru jusqu'à présent devoir faire surveiller l'embarquement aux ports européens—3896; cette surveillance n'améliore pas l'immigration américaine—3896;

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

Hon. Sifton—*Suite.*

l'immigration qui vient au Canada est meilleure que celle qui va aux Etats-Unis—3896.

M. Robinson (Jabel)—Il y a besoin dans Ontario de 50,000 travailleurs, pourquoi ne pas répartir ceux qui ne font rien à Montréal?—3897.

M. Puttee—Une grande quantité d'ouvriers sont venus dans nos grandes villes sur de faux renseignements—3898; article "Winnipeg Free Press"—3898; ces faits devraient être signalés au gouvernement britannique—3898.

M. Holmes—Pense qu'avec une organisation locale on pourrait placer beaucoup de travailleurs dans Ontario et rendre service à l'agriculture—3900;

M. Cochrane—Il est inutile de songer à faire travailler des Italiens sur des fermes avec des Anglais—3903.

M. Hughes (S.)—Serait en faveur de faire payer les compagnies de chemins de fer pour chaque immigrant envoyé dans l'ouest—3409; ou bien de faire des avances aux immigrants qui voudraient sérieusement s'établir—3904.

M. Avery—Si l'on voulait dépenser un peu d'argent à éduquer les Italiens ils feraient de bons ouvriers—3905; ils sont utiles maintenant pour les travaux qu'ils font—3906.

M. Wright—Si on donne à ces immigrants italiens le temps de se faire au pays, la deuxième, sinon la première génération fait d'excellents citoyens—3907.

M. Wilson—La plupart des prétendues rapatriements des Etats-Unis sont fictifs—3908; avec le temps l'immigration s'améliorera—3908;

M. Clarke—Donne un tableau indiquant les immigrants atteints de maladies contagieuses ou indigents qui ont été refusés à la frontière américaine et sont restés au Canada: 1575 indigents et 1434 malades—3912.

M. Borden (R. L.)—Admet que la plus grande partie des colons du Nord-Ouest de langue anglaise ou autre a été recrutée dans la bonne classe—3914.

M. Roche—Les compagnies de navigation à Halifax se plaignent que l'inspection est beaucoup trop sévère—3915.

M. Armstrong—Si l'on annonçait d'avance l'époque à laquelle des immigrants passeraient par les villes d'Ontario, ils y trouveraient de l'emploi—3916.

M. Murray—C'est le devoir du peuple du Canada de venir en aide à ces hommes émigrés qui sont ici, il y a amplement place pour eux au Canada—3916.

Hon. Sifton—Nous sommes en mesure de fournir tant qu'on voudra des hommes qui consentiront à travailler sur la ferme et qui donneront un travail satisfaisant—3917.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

MARINE ET PECHERIES.

BASSIN DE RADOUB DE VANCOUVER.

M. Lennox—Expose le cas de C. Jackson qui s'était adressé au gouvernement pour obtenir la subvention votée pour la construction d'un bassin de radoub à Vancouver—9192; correspondance Jackson—9193; lettre Sutherland—9195; mémoire Jackson—9197.

M. Macpherson—Jackson n'a pas à se plaindre—9101; il n'a pas su profiter de l'occasion de présenter requête de subvention de présenter une requête de subvention comme le demandait le gouvernement—9202.

Hon. Hyman—Dans une lettre au ministre des Travaux publics la compagnie de M. Jackson s'était elle-même désistée de l'entreprise—9203; lettre—9204.

CABOTAGE.

M. Borden (R. L.)—Permission a-t-elle été donnée aux vaisseaux étrangers de transporter en franchise des marchandises des ports de la Colombie-Anglaise au Yukon?—1066.

Hon. Paterson—Oui, en échange de concessions à Skagway—1066.

M. Borden (R. L.)—Donne lecture d'un article du "Journal du Commerce" commentant des observations faites par lord Lansdowne au sujet de l'opposition des gouvernements coloniaux à l'exclusion des vaisseaux étrangers du cabotage—6973; il demande s'il y a eu à ce sujet correspondance entre le gouvernement canadien et le gouvernement impérial—6973.

Laurier (sir W.)—Quelque correspondance a été échangée, mais sir Wilfrid ignore si elle peut être produite il en confèrera avec Son Excellence—6974.

COMMISSION DES PECHERIES DE HALIFAX, 1877.

Borden (R. L.)—Un mémoire a-t-il été préparé de concert avec les provinces pour soumettre à la cour Suprême au sujet de la décision de la commission des pêcheries?—R. Pas encore préparé, sera soumis à la Chambre aussitôt prêt—3159.

FLEAU DU CHIEN DE MER.

Hon. Préfontaine—Lit le rapport du prof. Prince sur le chien de mer—7066; le gouvernement fait faire des études sur les vaisseaux de l'Etat, pour trouver le moyen d'enrayer le fléau—7066; on a proposé une prime de 1½ cts par tête de poisson capturé cela coûterait \$100,000 par année—7066; le département va demander un crédit pour ériger des usines et essayer de convertir le poisson en engrais—7066; en France ce poisson se mange—7066; on arrivera peut-être au Canada à s'en servir comme comestible—7066.

M. Borden (R. L.)—Nos pêcheurs suivent les anciennes méthodes et se plaignent sans cesse—7067; ils ne font rien pour accaparer le marché de Québec et d'Ontario—7068; rapport du prof. Prince—7068; lettre de M. Howard Smith, conseillant une prime de ¼ cent—7070; lettre de M. Wilson—7073; lettre de M. Whit-

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

M. Borden (R. L.)—*Suite.*

man et proposition pour améliorer l'industrie des pêcheries canadiennes—7076 ; demande qu'on s'occupe sérieusement de la question—7078.

M. Copp—La commission chargée de s'enquérir de l'industrie du homard et du hareng et du fléau du chien de mer ne pourra se réunir pour faire son rapport qu'après la session—7078.

M. Sinclair—Une prime de 1½ cent par chien de mer capturé coûterait pendant la saison de pêche \$50,000 par jour—7080 ; la législature du Massachusetts a repoussé la proposition d'une prime de 2 cts par tête—7080 ; extrait du "News" de Cap Ann—7080 ; autre lettre de M. Whitman, consultant de créer des usines d'expérimentation pour trouver quel parti on pourrait tirer du chien de mer—7082 ; ce n'est pas tout de payer des primes pour faire prendre le poisson, il faut tirer parti du poisson pris, on ne peut pas le rejeter à la mer—7082.

Hon. Ross—La commission ne paraît guère composée de spécialistes—7083 ; il y a trois modes d'utiliser le chien de mer, en faire de l'huile, de l'engrais ou de la boîte—7084 ; le chien de mer chasse le maquereau mais ne le mange pas—7085 ; conseille de mettre le chien de mer en conserves et de l'expédier en Chine et dans l'Inde ou l'Europe méridionale où on le mangera—7086 ; nos pêcheurs ne préparent pas le poisson aussi bien que ceux de Terre-Neuve—7087.

M. Hughes (J.)—Demande qu'on adjoigne à la commission un membre de l'I.P.-E. 7088.

M. Roche (Wm)—Autrefois le gouvernement de la Nouvelle-Ecosse accordait une prime de 50 cents du cent pour la destruction des chiens de mer et avait presque réussi à les faire disparaître—7090.

M. Kendall—L'apparition du chien de mer sur les côtes des Provinces maritimes semble avoir été périodique—7090 ; le meilleur mode de protection des pêcheries pour transporter dans Ontario le poisson frais des Provinces maritimes—7012.

M. Kaulbach—On devra obtenir la coopération des Etats-Unis dans toute mesure pour combattre le fléau—7094 ; une prime devrait être basée sur le poids, par exemple \$5 la tonne—7095 ; exposition du procédé Eaton pour la fabrication de la glace—7098 ; il faudrait tout de suite disposer d'un montant considérable pour provoquer une extermination du chien de mer—7100.

Hon. Fielding—Les crédits supplémentaires, à la demande du ministre de la Marine et des Pêcheries, contiennent un montant important pour l'établissement d'une fabrique d'essai afin de convertir le chien de mer en article comestible, en huile ou en engrais—7101.

M. Wright—Demande des trains frigorifiques pour amener dans Ontario le poisson frais des Provinces maritimes—7012.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

M. Wade—Conseillerait la formation d'une compagnie privée montant une usine avec l'aide du gouvernement et obligée d'acheter aux pêcheurs le chien de mer à un prix déterminé—7104.

M. Turgeon—On pourrait doubler la production des pêcheries du Canada—7106 ; au lieu de \$23,000,000, elles devraient produire \$50,000,000 par an—7106 ; on devrait utiliser les croiseurs de l'Etat à faire en gros la pêche du chien de mer au moyen de grandes seines—7106.

M. McLennan—Le ministre de la Marine a la particularité de sortir des sentiers battus—7108 ; il considère les choses au point de vue pratique—7109 ; on pourrait donner une prime par gallon d'huile livrée au commerce ou par tonne d'engrais fabriqué—7109 ; les neuf-dixièmes du poisson peuvent servir à l'alimentation, le reste fait un excellent engrais—7110.

M. Gourley—Qu'on dépense, s'il le faut \$1,000,000 pour exterminer le fléau—7111 ; encourage la pêche, si vous voulez une marine nationale—7112.

M. Macpherson—La Colombie-Anglaise a depuis plusieurs années réglé la question du chien de mer—7113 ; des usines ont été érigées pour faire de l'engrais, elles font de l'argent avec leur industrie sans rien demander du gouvernement—7114 ; l'huile sert dans les exploitations forestières pour lubrifier les glissoires en l'absence de neige, l'huile de chien de mer vaut l'huile de foie de morue au point de vue médical—7114.

M. Borden (R. L.)—Se plaint qu'un rapport promis au sujet d'une enquête sur le fléau du chien de mer n'a pas encore été déposé—7022.

Hon. Préfontaine—Le gouvernement a un rapport préliminaire, mais le rapport définitif n'est pas complété—7023.

SS. "GAUSS".

M. Clarke—Signale un article de journal annonçant que le "Gauss" est détenu à Brême—2302.

PAVILLON DE LA MARINE CANADIENNE.

M. Bourassa—Signale à l'attention du ministre de la Marine le fait que le capitaine Taylor, commandant un bateau de la Nouvelle-Ecosse dans un port argentin a été obligé d'amener son pavillon canadien sur l'ordre du consul anglais—5225 ; en 1870, les lords de l'amirauté anglaise ont reconnu notre pavillon marchand, il a été reconnu aussi par un acte du parlement canadien—5255 ; le conseil anglais a donc insulté la nation canadienne et violé les ordres de l'amirauté—5255 ; justice doit être rendue—5255.

Hon. Préfontaine—Prendra des renseignements et interviendra sans faute s'il y a lieu—5255.

M. Kaulbach—Demande la remise de la discussion au lendemain pour produire documents relatifs à un cas analogue, celui du "Canada" de Lunenburg, N.-E.—5256.

Discussion remise—5286.

Reprise—5342.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

M. Kaulbach—Lit l'article du "Star" relatant l'incident de la goélette "Taylor"—5342; le même outrage a été commis à Bahia, Brésil, en 1901, cite Débats, 1901—5343; texte de l'arrêté de l'amirauté reconnaissant le pavillon canadien—5344; circulaire du département de la marine, 1895—5344; le gouvernement devrait s'adresser à l'amirauté pour faire respecter le pavillon canadien—5345; éloge poétique de l'Union Jack—5346.

Laurier (sir W.)—M. Kaulbach n'a jeté aucun jour nouveau sur la question—5346; le gouvernement se mettra en communication avec les autorités impériales—5346.

PECHERIES DE HOMARDS.

M. Lefurgey—Lit une lettre de négociants du comté de Kings, I.P.-E., protestant contre les abus résultant des règlements concernant la pêche des homards et envoyée au département—4725; réponse du département—4726; nouvelle communication de l'honorable R. Préfontaine—4728; questionnaire envoyé au département de la Marine et des Pêcheries avec réponses 4728; le ministre n'est pas justifiable de s'être écarté de la politique de prudence à l'égard des permis de pêche de homards pour l'île du P.-E. et d'avoir donné un permis à l'un de ses partisans—4731.

M. Hughes (J. J.)—Ce sont les conservateurs qui avaient créé un monopole en abolissant les permis et laissant subsister seulement deux de leurs partisans qui avaient le monopole de cinquante mille de côtes—4734; les pêcheurs offrirent de s'associer avec les concessionnaires monopolistes, qui refusèrent—4736; M. Hughes fit accorder un permis à un nommé Ryan auquel il a prêté son concours financier de crainte de voir la concurrence échouer—4736; la protestation soumise à la Chambre a été préparée par les monopolistes conservateurs—4736; les signatures sont forgées—4736; ce n'est pas le nombre de homarderies qu'il faut limiter, c'est le nombre des casiers—4737.

M. Borden (R. L.)—Les pêcheurs ne doivent pas être si maltraités par les monopolistes puisque lorsqu'on leur a conseillé de former des associations et qu'on ferait exception pour leur donner des permis, il ne s'est trouvé qu'un seul pêcheur, M. Ryan pour profiter de la faveur offerte—4738.

M. Lefurgey—N'a obéi à aucun motif d'intérêt personnel en présentant cette question—4739; la situation du ministère de la Marine est la même au point de vue de la véracité que celle du ministre de l'Agriculture à l'égard de lord Dundonald—4749.

PECHERIES DE TERRE-NEUVE.

M. Kaulbach—Des privilèges exclusifs ont été accordés à un syndicat américain à Terre-Neuve en échange de la libre entrée du poisson de l'île aux Etats-Unis—2137; article du "Globe"—2139; le gouvernement canadien devrait intervenir—2139.

Laurier (sir W.)—C'est une question purement domestique, le Canada n'a pas à intervenir—2142.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

M. Borden (R. L.)—On pourrait faire des remontrances amicales—2143.

Hon. Fielding—L'éloignement politique de Terre-Neuve pour le Canada provient de notre intervention trop fréquente dans son action indépendante—2144.

Hon. Préfontaine—Le gouvernement va s'occuper immédiatement de cette question pour obvier au monopole de la boîte dans la plus large mesure—2146.

M. Kaulbach—Demande quel sera l'effet pour les pêcheurs des Provinces maritimes du compromis anglo-français à Terre-Neuve—6875.

Laurier (sir W.)—Va s'informer—6876.

PORT DE TORONTO.

M. Clarke—Communique au gouvernement les plaintes des compagnies de navigation au sujet de la défectuosité des aides à la navigation dans la passe de l'est—4740; article du "World"—4741; les navigateurs se plaignent de l'insuffisance de l'alarme—4741.

PROLONGATION DE LA SAISON DE PECHE.

M. Bell—Le département de la Marine et des Pêcheries a-t-il reçu des demandes de prolongation de la saison de pêche du homard le long de la côte à l'est de Halifax—4987.

Hon. Préfontaine—A l'étude—4987.

QUAI A CAMPBELLTON.

M. Fowler—Signale le fait qu'il n'y a qu'un quai à Campbellton, N.-B., que doivent utiliser les expéditeurs de bois et que le ministère de la Marine a accordé une préférence à une compagnie au détriment du public—7896; lettre du département—7896; protestation de la "William Richards Co., Limited"—7896; réponse du département—7897; deuxième protestation de William Richards—7898; demande que l'ordre soit annulé—7898.

Hon. Préfontaine—Pas prévenu de la question, demande le temps de s'enquérir—7900.

REGLEMENT DE PECHE DANS ONTARIO.

M. Taylor—Lit une lettre de M. Amsden, propriétaire d'hôtel à Guananoque, au sujet du changement des règlements de pêche—4384; aussi un article du "Post", de Rochester, N.-Y.—4384; M. Bastedo informe les pêcheurs américains qu'ils ne pourront pas emporter leur poisson pêché, il y a eu abus—4385; ce serait la ruine du Parc International des Mille-Isles—4386; l'argent qu'apportent les Américains serait perdu—4386; il faudrait rassurer les Américains par une déclaration officielle—4386.

De nouveau—4471.

De nouveau—4547.

Hon. Préfontaine—Donne lecture de la note explicative du département et de l'ordre en conseil—4634.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

M. Taylor—Lit une lettre de M. Day à propos d'une circulaire ambiguë s'appliquant seulement aux permis requis pour pêcher dans les eaux intérieures et disant "les eaux canadiennes" ce qui semble s'appliquer au Saint-Laurent entre Kingston et Ogdensburg, neutralisés pour la pêche—5257.

Hon. Préfontaine—Cette circulaire émane du gouvernement d'Ontario, les plaintes lui seront transmises—5257.

REGLEMENTS DE PECHE DANS LES PROVINCES MARITIMES.

M. Daniel—Les rivières à saumon du Nouveau-Brunswick sont dévastées—8890 ; texte de la loi—8890 ; les lois ne sont pas observées—8890 ; le département de la Marine fait la remise des amendes, ce qui enhardit les braconniers—8890 ; ceux-ci tentent même le meurtre, affidavit W.-G. Good—8891 ; demande de rechercher les coupables—8892.

La séance est levée parce qu'il est minuit samedi—8892.

Discussion reprise—8900.

Hon. Préfontaine—Explique les circonstances de l'affidavit Gilbert—8900 ; le département s'est considéré lui-même en faute s'il y avait faute et il a fait remise de la peine—8901 ; M. Gilbert en a appelé à la cour Suprême du Nouveau-Brunswick qui a maintenu la décision du département—8901 ; M. Gilbert recommence ses persécutions et le département agira de même s'il y a encore condamnation—8901 ; protestation des pêcheurs—8901 ; rapport Venning démontrant que le département protège la pêche du saumon à la ligne—8902.

M. Fowler—La décision du ministre de la Marine est un empiètement sur les droits provinciaux—8902 ; c'est une injustice envers l'association des pêcheurs à la ligne dont Gilbert est le gardien—8904.

M. Turgeon—Lit une protestation des personnes accusées par M. Fowler de tentative de meurtre contre G. Good, gardien de pêche—9086 ; ces accusations sont odieuses contre la population paisible du comté de Gloucester—9086 ; cet individu Good est un irresponsable—9086.

SAISIES PAR LA RUSSIE.

M. Borden (R. L.)—Demande si le gouvernement sait quand l'indemnité pour les vaisseaux de pêche saisis par la Russie sera payée ?—5427.

Laurier (sir W.)—Le ministre de la Marine répondra demain—5427.

Hon. Préfontaine—Les représentants du Canada et de la Russie ont soumis à leurs gouvernements un projet de règlement—5521 ; la décision de la Russie est encore inconnue—5522.

MILICE.

AFFAIRE DUNDONALD.

M. Maclaren (W. S.)—Signale un article du "Citizen", 6 juin, rapportant un discours de lord Dundonald au banquet du Windsor à Montréal—4546 ; demande si le gouvernement en a pris connaissance ? 4546.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

Laurier (sir W.)—Oui, le gouvernement donnera une réponse demain, l'incident est grave, le ministre de l'agriculture est dans une position qui exige une solution immédiate—4547.

Hon. Fisher—Lit sa déclaration officielle—4639 ; lettre de demande d'explications de sir F. Borden à lord Dundonald à la suite du discours—4637 ; réponse de lord Dundonald réaffirmant ses accusations d'intervention politique—4633 ; M. Fisher n'a eu d'autre objet que d'assurer le recrutement convenable d'un corps destiné aux Cantons de l'est qu'il connaît—4638 ; sur la liste le Dr Pickel était indiqué comme obligé de passer le certificat d'aptitude—4638 ; le Dr Pickel ne s'était jamais mêlé de milice et répugnait à entrer dans le mouvement—4639 ; lettre du col. Smart annonçant que le Dr Pickel renonce à entrer dans l'escadron—4639 ; lettre Hon. Fisher, au nom de sir F. Borden au greffier du Conseil privé annonçant radiation du Dr Pickel et demandant confection du décret confirmant les nominations—4640 ; c'est à la Chambre de décider si un fonctionnaire du gouvernement peut critiquer les actes officiels d'un membre de ce gouvernement—4640.

Borden (sir F.)—L'honorable M. Fisher favorisait depuis longtemps l'organisation d'un escadron dans les Cantons de l'est—4640 ; le ministre de la Milice a le droit de consulter dans ce cas tous ceux qui peuvent lui donner un bon avis, un collègue, ou un membre du parlement ou un simple citoyen—4640 ; comme le ministre de la Milice s'absentait, il confia l'intérim de son département au ministre de l'Agriculture—4641 ; c'est alors que s'est passé ce qu'a raconté l'honorable S. Fisher—4641 ; à trois heures au début de la présente séance le ministre de la Milice a reçu de lord Dundonald une lettre l'informant qu'il lui livrait copie d'une lettre envoyée au colonel Hughes pour expliquer sa version de l'incident—4641 ; la lettre lue par l'honorable M. Fisher est la seule communication reçue de lord Dundonald par le ministre de la Milice—4642.

M. Borden (R. L.)—La Chambre a le droit d'être informée de tout document reçu par le ministre—4642 ; peu importe que le document ait été transmis au colonel Hughes—4642 ; le gouvernement ne peut pas laisser le public avec la seule version du ministre de la Milice et du ministre de l'Agriculture—4642.

Laurier (sir W.)—Le ministre de la Milice a mis la Chambre au courant de ce qui s'est passé entre lui et le général, il a communiqué toute la correspondance entre lui et le général—4643 ; si le commandant en chef avait une défense à faire valoir, c'est à son chef le ministre qu'il aurait dû l'adresser—4643 ; il a préféré l'envoyer au colonel Hughes, que celui-ci en fasse ce qu'il lui plaira—4643.

M. Hughes (S.)—A reçu des lettres de Sherbrooke et des centres de recrutement du 13e dragons se plaignant de l'intervention politique—4643 ; a sollicité une lettre d'explication de lord Dundonald et l'a obtenue—4644 ; dissertation sur les pouvoirs

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*M. Hughes (S.)—*Suite.*

respectifs du commandant en chef et du ministre de la Milice, avec documents et citations—4644 ; définition de la charge de commandant en chef, décret 1898, art. 3—4645 ; jamais les conservateurs n'ont mêlé la politique aux questions de milice—4646 ; affaire Gregory, batterie de campagne de Sainte-Catherine—4646 ; M. German, député de Welland, a empêché le col. Gregory d'obtenir la prolongation de service promise par lord Dundonald—4647 ; (dénégation de sir Fred. Borden)—4647 ; en l'absence de lord Dundonald, le ministre a de son autorité promu deux majors d'intendance, les majors Bélanger et Bliss—4648 ; lecture d'une lettre de Sherbrooke au sujet d'intervention politique dans le choix du site de la salle d'exercice—4651 ; le lieutenant-colonel commandant le district de Sherbrooke se plaint que l'honorable M. Fisher ait pris dans ce cas la part des Canadiens-français—4652 ; tout le monde se mêle de faire des recommandations et des nominations, même le premier ministre—4653.

Laurier (sir W.)—Je n'ai connaissance que d'un seul cas de ce genre et je ne le mentionnerai pas—4653.

M. Hughes—Moi non plus—4653 ; lecture de la lettre d'explications Dundonald—4654 ; lettre du colonel Smart contredisant la lettre envoyée à l'honorable M. Fisher—4658 ; les ancêtres de Dundonald à Navarin et à Louisbourg—4660 ; le général était exaspéré—4660 ; son avenir au Canada lui importe peu—4660 ; lord Dundonald a fortifié la position du ministre de la Milice en tenant sous le talon le ministre de l'Agriculture—4661 ; lord Dundonald avait tout le droit possible de s'adresser au parlement par l'entremise d'un député, un député est au-dessus d'un militaire de n'importe quel grade, même ministre de la Milice—4661 ; propose l'ajournement de la Chambre—4660.

Hon. Fisher—Le général Dundonald a donné un piètre exemple de discipline en ne s'adressant pas à son chef direct—4661 ; quant au colonel Hughes il est connu par la désinvolture avec laquelle il a déjà critiqué les officiers qui lui étaient bien supérieurs—4662 ; M. Fisher n'est intervenu dans le recrutement du 13^e dragons que lorsqu'il a été informé par des personnes des Cantons de l'est que le colonel Smart était nommé commandant et cherchait à faire des nominations contraires à l'intérêt du régiment—4663 ; entrevue avec les colonels Whitley et Smart, la liste a révélé que tout l'état-major était composé de parents du sénateurs Baker, le chef conservateur des Cantons de l'est—4664 ; le régiment eût été une organisation tory—4664 ; l'honorable Fisher en re-révisant la liste laissa passer tous les tories ayant des titres sérieux—4664 ; il fit remarquer que les propositions ainsi faites porteraient un coup fatal au succès du régiment—4666 ; la politique était introduite dans la milice par la manipulation de la liste par la famille Baker—4667 ; lord Dundonald a voulu discuter par

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*Hon. Fisher—*Suite.*

téléphone, ce n'est pas à un ministre Canadien à courir après Dundonald—4668 ; lord Dundonald prétendait être responsable de la milice du Canada, ce n'est pas lui qui en est responsable ; c'est le gouvernement du Canada—4668 ; avant de parler à Montréal, lord Dundonald aurait dû demander des explications aux ministres intéressés—4668 ; la lettre écrite à l'honorable M. Fisher par le colonel Smart est la contradiction flagrante de celle rendue publique par lord Dundonald—4670 ; le ministre s'en rapporte au jugement de la Chambre—4671.

M. Borden (R. L.)—La deuxième déclaration de l'honorable M. Fisher contredit la première—4671 ; quelle affaire le ministre de l'Agriculture avait-il de s'inquiéter des opinions politiques de l'état-major—4672 ; le ministre de l'Agriculture subit son procès devant le pays—4672 ; parmi les 16 officiers choisis, deux seulement possédaient les aptitudes voulues—4673 ; lord Dundonald ne s'est inspiré au Canada que du désir de donner plus de valeur à notre milice—4676 ; nous ne voulons pas d'im-mixtion politique dans la milice—4677.

Laurier (sir W.)—Le discours de lord Dundonald fut un discours malheureux—4677 ; il ne convient pas d'insister maintenant sur les conséquences, l'affaire est grave et doit être traitée avec prudence et après mûre délibération—4677 ; lord Dundonald porte un nom honorable, mais ce n'est pas la première fois qu'un brave soldat aura manqué de discrétion—4677 ; il doit se consulter avec les autorités d'Ottawa quand il s'agit d'organiser un régiment—4677 ; lord Dundonald est un étranger "foreigner", c'est-à-dire, pas un étranger au pays mais étranger "stranger" aux Cantons de l'est où se recrute le régiment—4678 ; il a dû consulter quelqu'un, il a consulté le colonel Smart qui était tombé aux mains d'un pacte de famille—4678 ; un régiment doit être commandé par des officiers choisis dans les deux partis—4678 ; reminiscence personnelle des Cantons de l'est—4678 ; parce que M. Fisher est ministre de l'Agriculture n'aura-t-il pas voix au chapitre pour la formation d'un régiment dans sa région—4678 ; si l'on pense qu'un régiment ne doit pas être un club politique, on doit féliciter l'honorable M. Fisher d'avoir agi comme il l'a fait—4679 ; parce que lord Dundonald avait préparé une liste de gens qu'il ne connaissait même pas, était-ce la loi des Mèdes et des Perses et n'y devait-on plus toucher—4679 ; quand l'honorable M. Fisher a rayé le Dr Pickel, il était ministre intérimaire et le ministre chargé de la direction du ministère a le droit de rayer un nom de la liste s'il n'approuve pas la recommandation—4680 ; lord Dundonald ou tout commandant de la milice en Canada commettrait la plus grave des erreurs lorsqu'il s'agit de la nomination d'officiers à un régiment quelconque dans une partie du pays qui lui est inconnue en ne tenant pas compte des avis des deux partis politiques intéressés en pareille matière—4681.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

- M. Osler—Il est regrettable que les députés de la droite paraissent jubiler de l'impasse où lord Dundonald se trouve acculé et de la perspective qu'on lui enlèvera la charge qu'il a occupée avec tant d'honneur—4682.
- M. Bourassa—Si l'on admet que lord Dundonald est serviteur de l'Etat, sa conduite est injustifiable—4683; comment peut-il charger un député de plaider sa cause contre un ministre dont il est le serviteur?—4683.
- M. Hughes—C'est moi qui ai proclamé le premier que le commandant général est le serviteur de l'Etat—4683.
- M. Bourassa—Enregistrons l'aveu—4683; lord Dundonald ne l'a jamais compris—4684; il n'a qu'une alternative, se soumettre ou se démettre—4684; une fois retiré, il pourra critiquer tout à son aise—4684; il bien fallu protéger le colonel Hughes quand le général Hutton voulait l'empêcher d'exprimer son opinion comme représentant du peuple—4685; que dire d'un chef militaire qui se permet de blâmer le chef du ministère dans l'exercice de ses fonctions officielles de membre de l'exécutif populaire?—4685; la présente cause est celle de lord Dundonald et le colonel Hughes est son avocat—4685.
- M. Lennox—Les conservateurs se sont toujours présentés en plus grand nombre que les libéraux pour sauver l'Empire—4688; le premier ministre a qualifié lord Dundonald d'étranger, il a retiré le mot, mais, dans la colère on trouve le fond de la pensée—4689; en matière militaire le ministre de l'agriculture est le dernier homme dont on devrait prendre l'opinion—4690; le pays a contracté une dette de reconnaissance envers le colonel Hughes d'avoir soulevé cette question—4690; le départ de lord Dundonald fera descendre le gouvernement de son piédestal—4691.
- M. Northrup—Nous écrivons une page d'histoire que la droite une fois qu'elle sera dans l'opposition désirera bien n'avoir jamais été écrite—4692; lord Dundonald n'a pas été traité avec assez d'égards par les ministres—4692; le commandant de la milice est autant que les ministres—4692; l'intervention politique du ministre de l'agriculture dans la milice aura un retentissement terrifiant sur notre crédit et notre réputation en Grande-Bretagne—4694; il vaudrait mieux que le gouvernement admit des torts réciproques—4695; le peuple condamnera le gouvernement s'il destitue lord Dundonald—4695; conservons lord Dundonald à tout prix—4696.
- M. Monk—Partout dans la province de Québec on admire l'œuvre de lord Dundonald en fait de réorganisation de la milice—4696; il parle français—4696; il n'est pas constitutionnel qu'un ministre donne des ordres dans un autre ministère—4697; exposé de doctrine constitutionnelle—4698; le parlement devrait hésiter à voter les \$2,000,000 de crédit de la milice si cette intervention politique doit continuer—4700; M. Monk admet que le général aurait pu adopter un autre mode de protestation que ce discours après banquet—4701.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

- Hon. Haggart—Lord Dundonald était justifiable d'agir comme il a agi—4702; le renvoi de la liste au commandant avec la radiation du Dr Pickel était une insulte qu'aucun Anglais n'aurait supportée—4702; la deuxième lettre du colonel Smart explique fort bien que le Dr Pickel ne se retirait pas de bonne volonté, mais pour ne pas faire manquer l'organisation—4702; lit un article du "Star" accusant l'honorable Fisher d'avoir dit que jamais le Dr Pickel ne serait officier du régiment—4702; si le commandant a violé la discipline en confiant sa défense au colonel Hughes, qu'il en porte les conséquences—4705.
- M. Clarke—La gauche qui a défendu Lord Dundonald et attaqué l'honorable M. Fisher est aussi jalouse que la droite des prérogatives des ministres de la Couronne—4706; aux yeux de la population, lord Dundonald et non M. Fisher est responsable de la valeur de notre milice—4706; dans l'organisation récente du corps de santé à Toronto, on a refusé les services de personnes utiles à cause de leurs opinions politiques—4707; lord Dundonald n'a jamais laissé voir qu'il désirait la nomination de tel ou tel officier des Cantons de l'est à cause de la politique—4707; est-ce la protestation de lord Dundonald qui inspire le changement projeté dans le bill de la milice, la suppression du commandant anglais—4708; les Anglais n'ont-ils pas l'échine assez souple—4708.
- M. Pope—Fait l'éloge du Dr Pickel, qui se fit prier pour accepter un grade—4710; la seule circonstance où l'on ait connu au premier ministre des goûts militaires, c'est à propos du fameux mousquet de la Saskatchewan—4711; le ministre de l'Agriculture a loué un cheval lui appartenant à un volontaire qui faisait les manœuvres et a empêché les \$18 payés par l'Etat pour l'homme et la monture—4712; le général ne s'est pas défendu avec la rouerie d'un homme de loi, c'est la preuve de sa droiture—4712; le commandant de la milice ne doit pas être traité comme un humble serviteur—4713.
- M. Fowler—L'attitude du ministre de la milice dans cette question nuit à son prestige, on le considérerait comme le meilleur ministre de la Milice qu'un gouvernement libéral pût nous donner—4713; on pourra lire sur la porte du ministère de la milice: les tories ne sont pas admis—4714; les rapports diffèrent, où est le menteur?—4714; on peut se rendre facilement compte des sentiments du premier ministre à l'égard des généraux et des officiers anglais—4716; lord Dundonald n'est étranger nulle part où flotte le drapeau anglais—4716; le ministre n'a pas montré grand empressement à emmener au couronnement du roi les volontaires d'Afrique du Sud—4716; la mesquinerie et le fanatisme du ministre de l'agriculture auront de graves conséquences pour le Canada si elles le privent des services de lord Dundonald—4717.
- M. Hughes—On n'a pas expliqué en quoi la conduite de lord Dundonald a été inconstitutionnelle—4717; lord Dundonald n'a jamais cherché à méconnaître l'autorité du ministre de la milice—4718; en ac-

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*M. Hughes (S.)—*Suite.*

ceptant de venir faire du service en Canada les officiers anglais ne deviennent pas des serviteurs des ministres—4718; un représentant du peuple ne reconnaît pas de supérieur, ses électeurs sont ses seuls maîtres—4719; M. Hughes a refusé la place de député-ministre et d'adjutant général, ne veut pas être fonctionnaire dans ce pays—4719; le premier ministre devrait renvoyer de son cabinet le ministre de l'agriculture—4720; c'est grâce à l'enseignement des clubs libéraux que l'on ne voit pas plus de libéraux sous les drapeaux—4720; Lord Dundonald est un sujet anglais comme tous les canadiens quelle que soit leur langue, leur race et leur nationalité—4720.

Motion d'ajournement Hughes rejetée—4721.

M. Borden (R. L.)—Demande communication officielle de tous les documents dont il a été parlé dans la discussion antérieure—4742.

Laurier (sir W.)—Le ministre de la Milice s'occupe de réunir la correspondance—4742.

Laurier (sir W.)—Annonce par ordre de Son Excellence qu'il a plu à l'exécutif de relever lord Dundonald de la charge de commandant de la milice—4881; le décret sera déposé avec la correspondance qui s'y rapporte—4881.

Laurier (sir W.)—Dépose les documents relatifs à la révocation de lord Dundonald et propose qu'ils soient imprimés—4983; le dossier n'est pas encore complet, d'autres documents seront déposés—4984.

M. Borden (R. L.)—Si tous les documents ne lui sont pas livrés de bonne volonté, il se les procurera lui-même—4984.

Laurier (sir W.)—Dépose documents supplémentaires—5030.

Hon. Fielding—Dépose les derniers papiers relatifs à la destitution de lord Dundonald—5059.

M. Monk—Demande des documents signalés dans la correspondance soumise et qui ne figurent pas au dossier—5249.

Hon. Fisher—Dépose copie de la lettre du colonel Smart demandée par M. Monk, il refuse de déposer l'original à moins de bonnes raisons—5346; les originaux ne sont jamais déposés—5346; le ministre refuse de déposer les deux lettres Withley, l'une est marquée confidentielle, l'autre absolument confidentielle—5347.

M. Monk—Soutient que toute lettre même confidentielle, perd cette qualité si elle traite d'une affaire intéressant le public—5348; il accuse sir W. Laurier d'avoir lu une lettre du Père Lacombe sur la question des écoles marquée confidentielle—5348.

Laurier (sir W.)—Dément catégoriquement cette assertion—5348.

Motion Borden, en subsides—5427.

M. Borden (R. L.)—Intervenir dans les devoirs que doit remplir un officier, c'est préparer des résultats funestes pour la milice du pays—5428; on ne peut découvrir aucun indice de politique dans le recrutement du 13e dragons légers écossais,

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*M. Borden (R. L.)—*Suite.*

jusqu'à l'intervention du ministre de l'Agriculture—5428; le ministre de l'Agriculture a avoué que ce n'est pas le défaut d'aptitudes du Dr Pickel, mais sa parenté avec les Baker qui a dicté son opposition—5430; il ne peut chasser de son esprit les Baker—5430; le sénateur Baker et le colonel Whiley ne se sont jamais parlé—5432; dès le début l'honorable M. Fisher est intervenu et a fait arrêter l'organisation du régiment, note Dundonald—5433; lettre Smart à Dundonald examinée—5434; le commandant général a pour devoir de recommander au ministre de la Milice les noms des personnes que lui soumettent ses officiers et pas les ministres—5436; pourquoi cacher tant de lettres, toute cette correspondance entre des officiers et des amis et le ministre de l'Agriculture, si on voulait agir loyalement, on ne devrait rien cacher—5436; le ministre de l'Agriculture est intervenu avant d'être ministre intérimaire de la Milice—5440; enquête du "News", de Toronto—5441; chronologie des événements relatifs à l'organisation du 13e dragons—5442; liste des officiers—5446; la correspondance établit hors de doute l'ingérence acharnée du ministre de l'Agriculture—5457; lord Dundonald part avec le respect de toute la milice canadienne—5458; M. Borden présente une résolution disant que "les officiers devraient être choisis en dehors de toute considération de parti, que le commandant de la milice a le devoir de recommander les personnes qu'il juge compétentes, que la conduite du ministre de l'Agriculture mérite la censure de la Chambre; qu'il est regrettable que cette intervention ait retardé le recrutement et ait eu pour résultat de priver la milice d'un chef distingué—5459.

Hon. Fisher—A rempli son devoir comme homme politique dans l'intérêt de la milice du Canada—5459; aborde la résolution d'un cœur léger—5459; ne faisait pas partie du sous comité du conseil des ministres qui a préparé le rapport recommandant la destitution de lord Dundonald—5460; texte du rapport—5461; n'a commencé à s'occuper de l'organisation du régiment que lorsqu'il en a été prié par ses commentants—5462; le colonel Smart, étranger aux townships de l'est, avait justement pris l'attitude qui pouvait faire dénoncer le régiment comme un pacte tory et il devait être mis sur ses gardes—5464; les conservateurs parlent de s'abstenir de politique dans la milice "que messieurs les assassins commencent!"—5465; si le colonel Smart n'a pas cédé à une influence politique, son attitude a été politique—5466; explication de la proposition Adams—5467; le capitaine Converse que les conservateurs réclament hautement comme un des leurs a été recommandé par le ministre de la Marine, cela ne semble pas démontrer beaucoup de politique dans les recommandations—5468; lord Dundonald quand il a parlé à Montréal savait parfaitement que le colonel Smart avait demandé la radiation du Dr Pickel—5469; la lettre du colonel Smart à cet

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*Hon. Fisher—*Suite.*

effet est contresignée du colonel Whitley—5471 ; le discours du Windsor était une incartade, la lettre de lord Dundonald au colonel Hughes a été une déclaration de guerre au gouvernement—5474 ; si le commandant de la milice voulait saisir le public de ses griefs, il avait un excellent moyen, donner sa démission—5475 ; il a voulu se mettre au-dessus de toutes les règles du gouvernement constitutionnel—5475 ; la lettre souvent citée du colonel Pughes a posé en principe que le commandant de la milice ne peut rien commander ni transmettre sauf par l'entremise du ministre de la Milice—5476 ; les conservateurs voudraient continuer à intriguer et à écarter les libéraux de la milice comme ils le font depuis vingt ans—5479 ; tant que les libéraux seront au pouvoir ils ne toléreront pas ces intrigues—5480 ; les affirmations de lord Dundonald étaient sans fondement et inexactes—5480 ; on ne lui fait pas même l'aumône d'un petit éloge dans la résolution Borden—5480.

M. Monk—Se plaint amèrement que M. Borden soit traité d'avocassier—5481 ; reproduit les anciens compliments de sir Fred. Borden à l'adresse de lord Dundonald—5481 ; un journal libéral de Montréal demande de quel côté sera M. Monk, et bien, il donne tout son appui à lord Dundonald—5482 ; question constitutionnelle : la position du commandant en chef est différente de celle de tout autre serviteur de l'Etat—5483 ; le rapport du conseil des ministres est contraire à la doctrine constitutionnelle—5485 ; un ministre qui s'absente ne peut pas déléguer ses pouvoirs à un collègue—5486 ; tant que nous confierons le commandement de notre milice à un officier envoyé d'Angleterre, il faudra lui donner carte blanche—5490 ; déplore la conduite indigne et cruelle du gouvernement à l'égard de lord Dundonald—5490.

Borden (sir Fred.)—M. Monk a tourné en ridicule l'agriculture dont a charge l'honorable M. Fisher, l'agriculture est aussi honorable que la milice—5491 ; enfin, il reste un protecteur et un ami à lord Dundonald, c'est M. Monk—5491 ; le dîner du Windsor était si peu une affaire privée qu'on avait fait venir un reporter de la "Gazette" pour transcrire les paroles qu'allait prononcer lord Dundonald—5492 ; il est vrai que le ministre de la Milice a fait autrefois l'éloge de lord Dundonald, si cela ne fait pas honneur à sa perspicacité, cela prouve son bon cœur—5494 ; au lieu de faire comme lord Dundonald et de chercher à rabaisser l'autorité, il s'efforçait alors de la relever—5494 ; la position du commandant de la milice n'est pas spéciale, le ministre de la Milice exerce la plénitude de son autorité sur tous les fonctionnaires, y compris le commandant en chef—5495 ; citation de l'honorable H. Childers et de sir R. Biddupt—5496 ; la milice n'est pas une armée régulière, c'est une armée de citoyens qui tous ont et doivent avoir des sentiments politiques—5497 ; pour recruter la milice les citoyens influents de la région doivent

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*Borden (sir Fred.)—*Suite.*

être consultés—5497 ; en Angleterre pour recruter des volontaires, des yeomen, on confie au gouverneur du comté la distribution des grades ; le gouverneur de comté est la créature du gouvernement du jour—5497 ; le général qui est si strict sur l'étiquette s'est adressé non pas au commandant du district pour faire choisir les officiers, il a consulté des étrangers à l'état-major du district—5498 ; est-ce parce que le commandant de district était Canadien-français?—5498 ; le chef de l'opposition n'est sûrement pas de l'avis de M. Monk qu'on doit laisser carte blanche au commandant de la milice ?—5499 ; lord Dundonald a dit dans sa proclamation au peuple canadien qu'il avait préparé son coup depuis longtemps—5500 ; hypocrisie de l'attitude de lord Dundonald—5500 ; le sauveur du Canada—5500 ; "moi et le Canada", moi d'abord, voilà le fond de l'idée de lord Dundonald—5500 ; avant que lord Dundonald, employé du gouvernement du Canada devienne dictateur, il faut qu'il apprenne à se gouverner lui-même—5500 ; la question de la suprématie de l'élément militaire sur l'élément civil a été réglée depuis longtemps en pays anglo-saxon—5501 ; lord Dundonald dit qu'il ne s'est jamais mêlé de politique, les dépenses de la milice sont une question de politique, le ministre a eu tout à faire pour arrêter le commandant dans les dépenses où il voulait lancer le peuple du Canada—5501 ; le commandant en chef se plaint de notre ingérence et de notre inertie, contradiction—5501 ; lord Dundonald a créé cette agitation pour tâcher d'empêcher l'adoption de la nouvelle loi de milice par laquelle nous nous dispensons des services d'un général anglais—5502 ; il se plaint de la suppression de la deuxième partie de son rapport, le ministre est seul juge de l'opportunité de la publication—5505 ; correspondance relative à la publication du rapport—5506 ; les injures du "News"—5507 ; la question du corps d'intendance—5510 ; l'affaire Gregory—5512 ; lord Dundonald accuse le gouvernement libéral d'indifférence malgré ce qui a été fait pour la milice depuis 1896—5515 ; les griefs de lord Dundonald au sujet des cours d'instruction—5517 ; les griefs au sujet des camps—5518 ; l'affichage des placards—5519 ; en arrivant au Canada lord Dundonald trouvait tout bien et ne se jugeait pas capable de faire mieux—5520 ; le manifeste Dundonald est simplement une pièce politique contre le gouvernement, mais la milice est composée de citoyens intelligents qui savent flairer ces trucs politiques—5520 ; la publication des rapports sur la défense du pays serait un acte anti-patriotique, mais ils pourront être soumis à un comité spécial des chefs de en gauche comme documents confidentiels—5521.

Dépôt de correspondance—5522.

Laurier (sir W.)—Dépose l'original du tableau d'avancement avec la rature de l'honorable M. Fisher. Il fait remarquer que cette exigence de la part du chef de l'opposition est pour le moins extraordinaire—5522.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

M. Hughes (S.)—Le gouvernement soutient le ministre de l'Agriculture et glorifie sa conduite—5522 ; les bonnes relations entre l'opposition et le ministre de la Milice sont rompues du moment où il prend le parti du ministre de l'Agriculture—5523 ; lord Dundonald devrait publier immédiatement son rapport qu'on a caché, il devrait le lancer dans le monde entier—5524 ; l'affaire Hutton—5525 ; il n'y a que le premier ministre qui puisse agir au nom d'un autre ministre—5526 ; le ministre de la Milice a pu opérer les réformes qu'il a énumérées uniquement parce qu'il a eu l'appui des conservateurs—5528 ; le rédacteur du "News" qui condamne l'attitude du gouvernement dans l'affaire Dundonald est un ami de sir W. Laurier—5529 ; les agents du gouvernement en Angleterre publient à foison les discours du ministre de l'Agriculture dans des journaux pro-Boers—5532 ; c'est en attaquant les gouvernements qu'on amène toutes les grandes réformes, souvenirs historiques—5532 ; la politique s'est déjà immiscée dans la milice du temps des conservateurs, exemples—5534 ; il est faux qu'on ait passé par dessus la tête du commandant de district, le colonel Roy, parce qu'il était Canadien-français—5534 ; les négociations Smart-Withley—5536 ; le premier ministre doit renvoyer de son cabinet le ministre de l'Agriculture, sinon le Gouverneur général doit changer de premier ministre—5536 ; lettre du colonel Fraser protestant contre l'assertion de l'honorable Fisher que les régiments de la frontière sont des fourmillières de tories—5539 ; une fois qu'ils ont revêtu l'habit rouge, nos jeunes gens oblient la politique—5540 ; correspondance citée pour démontrer que l'honorable Fisher voulait faire du 13e dragons une fourmillière libérale—5543 ; Christian Dewet et Delarey auraient fait de bons tories parce qu'ils étaient bons soldats—5546 ; opinions stratégiques du colonel Hughes sur la frontière de l'Alaska et sur celle du Canada—5547 ; lord Dundonald s'est fâché parce que les ordres du ministre lui étaient transmis par le sous-ministre—5548 ; certaines lettres ne sont pas assez obséquieuses—5549 ; le capitaine Mahan et la politique dans la milice—5550 ; il y a eu collusion entre le ministre de la Milice et le ministre de l'Agriculture—5552 ; le cas de lord Beresford—5552 ; lord Dundonald se serait rétracté si le ministre de l'Agriculture avait été renvoyé et si le ministre de la Milice eût promis de le laisser faire à l'avenir—5553 ; le cas de Roosevelt et du général Miles—5554 ; correspondance Glen dans le "Commercial Advertiser", de New-York, sur la sécession du Canada—5554 ; un vent de séparatisme souffle dans Québec—5555 ; le nationalisme sévit—5555 ; le colonel Hughes est opposé au choix d'un commandant de la milice canadien, opinion exprimée en 1901—5556 ; on en veut à lord Dundonald parce qu'il appartient à l'aristocratie britannique—5556 ; il ne faut pas ostraciser les aristocrates—5557 ; un officier impérial possède une meilleure éducation militaire qu'un colonial—5557 ; supprimer le poste pour un officier impérial sera ris-

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

M. Hughes—*Suite.*

quer de perdre pour les militaires canadiens les avantages dont ils jouissent actuellement en Angleterre—5558 ; le Gouverneur général peut renvoyer le premier ministre, s'il lui plaît, par exemple, pour divergence d'opinion dans le cabinet—556 ; les conservateurs ont tout fait pour ne pas mêler la politique à la milice, la postérité leur en sera reconnaissante—5562 ; poésie sur le mot "foreigner"—5563.

M. Russell—Les discours du colonel Hughes sont toujours les mêmes : grande éloquence et enflure, vantardises et rodomontades—5564 ; M. Hughes a fait un jour la leçon au général Hutton comme il la fait au ministre de l'Agriculture, puis il lui a fallu ignominieusement se mettre à quatre pattes—5564 ; texte de l'amende honorable au général Hutton—5566 ; le colonel Hughes n'a pu trouver dans le parlement anglais aucun précédent à la conduite de lord Dundonald, il lui a fallu en chercher un aux Etats-Unis, pays de l'anarchie parlementaire—5566 ; on a voulu nous faire une panique, effrayer le pays, mais ce n'était pas sérieux, l'opposition est trop joyeuse, ce n'est pas un péril qui nous menace, c'est une bonne aubaine politique dont l'opposition espère jouir—5570 ; lord Dundonald a justement trouvé l'homme qu'il fallait pour empêcher cette campagne de tourner au tragique—5571 ; M. Russell lit toutes les lettres du colonel Hughes sur ses campagnes de l'Afrique du Sud—5571-5576 ; lord Dundonald prétendait avoir des griefs sérieux mettant en péril la défense du Canada et le jour où il fait un coup d'éclat il ne parle plus de cela, mais il prend pour texte une misérable affaire de nomination de capitaine dans un escadron rural—5578 ; le commandant se vante en disant qu'il a fait cette sortie de propos délibéré, il doit y avoir une autre raison à cette explosion d'après-dîner—5578 ; lord Dundonald comme ses prédécesseurs est tombé aux mains des coteries—5579 ; lettre du colonel Hughes sur le favoritisme et les influences extérieures aux Horse Guards—5581 ; la conduite de l'opposition en insistant sur l'erreur entre "foreigner" et "stranger" commise par le premier ministre est une manœuvre vile et méprisante—5583 ; le chef de l'opposition doit en avoir honte, mais il est leur chef, il faut bien qu'il les suive—5584 ; il n'y avait aucun mal d'employer le terme "foreigner", définition—5585 ; les deux principes fondamentaux de notre vie nationale sont la souveraineté de la population dans ses affaires internes et la suprématie du pouvoir civil sur le pouvoir militaire. Tous deux sont violés dans cette campagne autour du nom de lord Dundonald—5586 ; périssent nos gloires militaires plutôt que de laisser porter atteinte à la suprématie du peuple canadien—5586.

M. Robinson (J.)—Si le ministre de l'Agriculture n'avait pas fait le complaisant, s'il était resté à son bureau, cela ne serait pas arrivé—5586 ; énumération des grands soldats anglais—5588 ; quand il

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

M. Robinson (J.)—*Suite.*

s'agira de lever de nouveaux régiments, que les officiers recrutent les soldats et que le commandant désigne les officiers—5588.

M. Pope—Les deux tiers des miliciens et officiers de la milice des Cantons de l'est sont conservateurs—5591; le ministre de l'Agriculture recrute ses officiers dans la famille Millimore—5592; dossier Millimore pour la radiation des listes électorales—5592; l'honorable Fisher en veut au sénateur Baker parce qu'il a contesté l'élection de M. McCorkill—5593; dans le dossier, il y a vingt lettres de l'honorable Fisher et une seule de sir Fred. Borden—5596.

Laurier (sir W.)—Ce n'est pas sûrement le ministre de l'Agriculture qui a fait partir lord Dundonald, il était décidé de s'en aller, a-t-il dit, depuis des semaines—5599; extrait du manifeste Dundonald à cet effet—5599; pourquoi l'opposition n'a-t-elle pas le courage de s'en prendre au gouvernement et de présenter une motion de censure pour avoir révoqué lord Dundonald—5600; sir W. Laurier approuve tout ce que l'on peut dire de plus flatteur de lord Dundonald, comme soldat et comme homme privé, mais la nécessité de se priver de ses services n'est pas le fait du gouvernement—5600; toutes les difficultés survenues sont la répétition de la lutte de l'élément militaire contre l'élément civil—5600; l'Australie est aux prises avec la même question—5601; lord Dundonald avait lui-même fait un règlement pour défendre aux officiers de parler en public ou d'insérer des articles dans les journaux sur les questions militaires—5601; l'attaque contre l'honorable Fisher n'était qu'un prétexte, lord Dundonald se donne la peine dans son manifeste de faire savoir que le conflit réel est entre lui et le ministre de la Milice—5602; évidemment des deux côtés chacun était sincère dans ses opinions, mais le chef de l'Etat a le droit de préférer l'opinion du supérieur à celle du subordonné—5602; le commandant de la milice reçoit sa commission du gouvernement du Canada et pas du War Office, texte—5603; texte du décret de nomination—5603; lord Dundonald avait mission de conseiller et pas de commander le ministre—5603; de quel droit le commandant de la milice aurait-il eu un programme?—5604; exemple de lord Wellington, serviteur modèle—5604; le rôle du commandant est d'écrire des rapports pour son ministre et celui-ci décide s'ils doivent être publiés ou non—5604; le conflit a éclaté à propos de l'insistance de lord Dundonald à publier les propositions faites par lui au ministre et que celui-ci avait rejetés—5605; le rôle du commandant de la milice d'après Todd—5606; M. Todd sur les rapports confidentiels—5607; Disraeli, même sujet—5608; le cas de lord Wolseley—5608; réponse de lord Lansdowne—5609; réponse de lord Salisbury—5610; le premier ministre connaît mieux les institutions anglaises que ceux qui l'attaquent—5611; aussi longtemps qu'il y aura un gouvernement libéral au Ca-

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

Laurier (sir W.)—*Suite.*

nada, le pouvoir civil contrôlera le pouvoir militaire—5612; lord Dundonald avait remis une liste de noms de personnes qu'il ne connaissait même pas et il s'indigne qu'on ait osé y toucher—5613; lorsque ce document est venu au conseil des ministres, c'était le devoir du ministre qui savait quelque chose de ces noms de faire part de ses connaissances à ses collègues et de réparer les fautes ou les erreurs commises—5613; le parti conservateur est bien en décadence, M. Monk dit qu'on devrait donner carte blanche aux commandants que l'Angleterre nous envoie—5613; le ministre devrait se borner à enregistrer ses volontés—5613; revenons alors au temps du "family compact" qu'en diront les grits descendants de Brown et de Mackenzie?—5613; on dit que la conduite du gouvernement a été cruelle à l'égard de lord Dundonald, n'a-t-il pas tout fait pour créer un scandale?—5614; le cas du général Colville—5614; sa défense par M. C. Douglas—5614; la réponse de M. Broderick, secrétaire d'Etat à la guerre—5614; le précédent Colville justifie la mesure de rigueur prise à l'égard de lord Dundonald—5615; les explications des termes "foreigner" et "stranger"—5616; jamais sir W. Laurier n'a insulté un adversaire—5616; emplois divers du mot "stranger"—5618; sir W. Laurier ne craint pas les appels aux préjugés—5618; il a déjà été accusé par les conservateurs dans sa province d'être traître à sa race et à sa religion—5618; ces appels ne produisent que l'unanimité du mépris au cœur et à l'âme d'un peuple intelligent et honnête—5618.

M. Casgrain—Le nom de Dundonald est sur les lèvres de tous les patriotes—5619; les Canadiens-français déplorent son départ—5617; le discours du ministre de la Milice va faire de l'excellente littérature électorale conservatrice, on va en imprimer des milliers—5619; M. Casgrain est un admirateur de l'aristocratie anglaise—5620; les journaux libéraux font bien ressortir le cas des colonels Roy et Boulanger et proclament que lord Dundonald voulait faire une distinction à l'encontre des officiers canadiens-français—5620; discussion sur les textes pour établir la position du commandant en chef—5622; discussion sur les documents confidentiels—5623; M. Casgrain n'est partisan ni du militarisme, ni de l'établissement d'une armée permanente—5627; au pays de se prononcer en faveur de lord Dundonald ou du ministre de l'Agriculture—5631; lettres de M. Dooley sur la guerre—5632.

M. Ingram—Le ministre de la Milice est le chef de la milice du Canada; au second rang vient le commandant général—5633; texte du rapport du ministre de la Milice à cet égard—5634; nulle part il n'est question des attributions dans la milice du ministre de l'Agriculture—5634; quant à l'insuffisance de notre milice, elle a été proclamée par des libéraux comme le colonel Thompson—5638.

M. Hackett—Donne lecture de plaintes contre les camps d'instruction—5640.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

Résolution Borden mise aux voix—5642.

Rejeté par 42 pour, 84 contre—5643.

Hon. Fisher—A préféré s'abstenir de voter—5644.

LETTRE PRESTON.

M. Clarke—Signale une lettre de M. W. T. Preston dans le "Times", 18 juin, au sujet des officiers impériaux et de la milice canadienne—6095; texte de la lettre—6096; des fonctionnaires peuvent-ils aduler le gouvernement dans les journaux, tandis que ceux qui le critiquent sont destitués—6098.

Hon. Sifton—Le gouvernement ne connaît rien de cette publication, mais va s'enquérir—6098.

M. Hughes (S.)—Se plaint d'articles évidemment écrits par un fonctionnaire du gouvernement et faisant l'éloge de l'honorable Fisher, en Angleterre, comme agriculteur—6100; textes cités du "Daily Mail"—6101.

M. Clarke—Demande ce qu'il est advenu de la lettre de M. Preston au "Times", de Londres, et ce qu'a fait le gouvernement à cet égard?—6641.

Hon. Sifton—Une lettre de blâme a été envoyée à M. Preston pour avoir manqué à ses devoirs de fonctionnaire de l'Etat—6641.

DISCOURS DE L'HONORABLE R. LEMIEUX EN ANGLETERRE.

M. Borden (R. L.)—Le gouvernement a prétendu s'abstenir de toute intervention dans la polémique provoquée en Angleterre par la campagne de M. Chamberlain en faveur d'une préférence réciproque—7180; il a prétendu que cette intervention serait malséante—7180; comment un membre du ministère de passage à Londres se prononce-t-il défavorablement à la politique de M. Chamberlain—7180; dépêche relative au discours de l'honorable M. R. Lemieux à Dollis Hill House—7180; M. Lemieux a eu raison de dire que la fidélité du Canada n'est pas aux enchères—7181; cependant, des concessions de l'Angleterre aux colons renforceraient l'empire—7182; autre télégramme où l'honorable R. Lemieux dit que l'affaire Dundonald est un prétexte pour soulever l'Ontario contre sir W. Laurier—7189; le parti conservateur n'a pas cherché à se servir de lord Dundonald, il n'a rien eu à faire avec les réceptions offertes au général—7182; le "Canada" a cherché à faire croire à la province de Québec que lord Dundonald avait voulu commettre une injustice à son égard—7184; lord Dundonald n'a été poussé par personne, il a agi délibérément—7184; les militaires qui font l'éloge du ministre de la Milice devraient être tout aussi bien passibles de destitution—7185.

Laurier (sir W.)—Il est injuste de juger un homme public sur des compte-rendus télégraphiques—7186; les deux versions citées par M. Borden se contredisent—7186; lorsque nous saurons ce que M. Lemieux a dit, il se peut qu'on n'y trouve rien à redire—7186; nous ne devrions pas être tenus d'avoir à défendre constamment

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

Laurier (sir W.)—*Suite.*

notre loyauté—7186; pourtant elle est mise en doute, au moins par insinuation—7186; un mot échappé et aussitôt retiré sert cependant aussitôt de texte à des accusations de déloyauté—7187; quelle que soit l'attitude de la Grande-Bretagne sur la question de préférence notre attachement ne sera pas diminué d'un iota—7187; quand à lord Dundonald, si M. Lemieux a dit qu'il devrait être rappelé, ce n'est pas son opinion propre qu'il exprimait, mais celle du gouvernement anglais énoncée en pleine Chambre des communes—7187; lord Dundonald a pris son parti, c'est au public de juger; le gouvernement n'en dira plus un mot—7187; la révocation de lord Dundonald a été un acte administratif, l'opposition peut l'attaquer, comment se fait-il qu'elle ne le fait pas?—7188.

M. Hughes (S.)—Cite les paroles de M. Arnold Foster aux Communes anglaises—7189; M. Lemieux ne représente pas l'élément loyal de notre pays—7189; MM. McIntosh et Lemieux—7190; le gouvernement impérial dans ses relations avec les colonies a toujours cédé aux clameurs de l'élément déloyal pour éviter des difficultés—7190; si lord Dundonald avait été en Afrique du Sud en 1820 et eût fait ce qu'il a fait au Canada en 1904, il n'y aurait pas eu de guerre des Boers—7192; lord Dundonald n'est ni directement ni indirectement sous la direction de M. Arnold Foster, ministre de la guerre d'Angleterre—7192; lord Dundonald n'a jamais tenté d'imposer le militarisme au Canada—7192; jamais il ne s'est montré injuste à l'égard des Canadiens-Français—7193; les jeunes gens de l'école de tir devraient envoyer promener leur commandant quand il s'enquiert de leurs actes—7194;

Borden (sir F.)—Toute les assertions lancées par le Col. Hughes au sujet de l'École de tir d'Ottawa sont démenties par les documents officiels—7200.

M. Sutherland—Il est faux que les élèves de l'école de tir aient été sollicités de protester contre les calomnies lancées à leur égard par le col. Hughes—7201; ils ont pris ce moyen sur le conseil de M. Sutherland—7201.

Hon. Fielding—Le gouvernement canadien n'a fait aucune protestation en Angleterre contre lord Dundonald—7202; lord Dundonald était un fonctionnaire canadien et c'était au gouvernement canadien de régler son cas—7202; le Canada apprécie hautement l'attitude prise au sein du parlement impérial—7202; on y a déclaré que l'opposition canadienne exploitait l'affaire Dundonald dans son intérêt de parti, c'est vrai—7203; le gouvernement approuve les déclarations faites dans le parlement britannique—7203.

Hon. Tisdale—S'étonne que personne ne blâme M. Lemieux et que tout le monde blâme lord Dundonald—7203; c'est une indignité de représenter lord Dundonald comme le serviteur du peuple—7204; si on prouve que le parti conservateur exploite

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

Hon. Tisdale—*Suite.*

à son profit l'affaire Dundonald. M. Tisdale tourne le dos à son parti—7205 ; le parti conservateur n'a pas pris assez énergiquement la défense de lord Dundonald—7206 ; lord Dundonald est un martyr de la réforme—7206 ; ce n'est pas l'incident actuel qui a provoqué le rappel de lord Dundonald—7208 ; le "News" et le "Weekly Sun" au sujet du discours de M. Lemieux—7209 ; que Dieu ait lord Dundonald en sa sainte garde !—7209.

M. Bell—La destitution de lord Dundonald était décidée dès le début—7210 ; le gouvernement britannique a dû rappeler lord Dundonald pour lui confier une mission plus importante—7213 ; le gouvernement impérial est d'une générosité excessive, à l'égard des gouvernants actuels, il a voulu les débarrasser de quelqu'un qu'ils n'aimaient pas—7214 ; loin du parti conservateur l'idée de donner à cette affaire une teinte de partisanerie—7215 ; lord Dundonald a été traité comme l'avait été M. Tarte—7215.

M. Thompson (A. T.)—Le retour de M. Bell sur le mot d' "étranger" prouve bien que les conservateurs ne font pas autre chose que de la politique avec cet incident—7217 ; le loyalisme des conservateurs a vu ses beaux jours quand ils assommaient lord Elgin d'œufs pourris—7218 ; le gouvernement actuel a doublé les dépenses affectées à la milice—7218 ; énumération des changements heureux accomplis dans la milice par les soins de sir Frederick Borden—7220 ; l'honorable R. Lemieux est estimé de toute la Chambre—7223 ; c'est de la couardise de l'insulter par derrière un mort—7224 ; ses compatriotes ont une loyauté de meilleur aloi que celle de M. Hughes—7224.

M. Sproule—Le colonel Thompson n'est pas allé en Afrique comme le colonel Hughes—7225 ; si on a fait de la politique aux banquets Dundonald c'était dû à des explosions de fidélité—7226 ; le colonel Hughes a eu tort de dire que le gouvernement britannique cédait lâchement aux frayeurs que lui causent les agitations coloniales—7230 ; "lâchement" est de trop—7230 ; lord Dundonald a dit qu'il n'est jamais intervenu dans nos querelles politiques, on devrait le croire—7230 ; les Écossais du Canada s'affirmeront le jour où il faudra voter—7232.

M. Northrup—Le premier ministre n'a pas blâmé les sentiments attribués à M. Lemieux—7233 ; déclarations antérieures du colonel Thompson—7234 ; les membres de l'opposition ne seraient pas dignes de la position qu'ils occupent s'ils tiraient de l'affaire Dundonald un avantage de parti—7237.

M. Oliver—C'est de l'hypocrisie de la part des conservateurs de dire qu'ils ne font pas de politique avec l'affaire Dundonald—7238 ; aveu de la "Gazette"—7238 ; les conservateurs se cachent derrière lord Dundonald puis s'indignent que celui-ci reçoive des coups—7240 ; lord Dundonald dès le début a été l'agent politique de l'opposition—7242 ; le président du ban-

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

M. Oliver—*Suite.*

quet de Toronto, M. Ellis s'est indigné de la chaleur politique déployée par lord Dundonald dans son discours—7244 ; lord Dundonald s'est rendu en Afrique sans ordre et sans commandement, en soldat de fortune comme le colonel Hughes—7244.

M. Osler—Le banquet de Toronto n'était pas une affaire de politique conservatrice, mais lord Dundonald y a parlé contre le gouvernement libéral—7247 ; M. Osler réfute M. Lloyd-George—7248 ; déplore les questions de race—7248 ; paroles de lord Dundonald à l'égard des Canadiens-français à Toronto—7248.

M. Ward—Lord Dundonald a organisé, pendant son séjour au Canada, le service de l'intendance et celui des renseignements—7250 ; la ballade du sergent Tilmon Joy—7252 ; pas un ministre ne s'est levé pour défendre lord Dundonald ; ils ont tous signé sa révocation—7253.

M. Barker—Il n'y a pas de question Dundonald, il y a la question Fisher—7253 ; se plaint des compliments décernés à M. Lloyd-George—7254 ; ce que l'on pense de l'ingérence de l'honorable Fisher n'a rien à voir avec l'attitude du commandant dant général—7255 ; les conservateurs sont blancs comme neige de l'incident—7256 ; les splendeurs de la réception de Toronto—7260 ; lord Dundonald ne s'occupe pas plus de la politique du Canada que de celle de la Nouvelle-Zélande—7260 ; si cet incident fût survenu sous un gouvernement conservateur les libéraux auraient fait exactement ce que les conservateurs font maintenant—7260.

M. Porter—Compare la conduite du gouvernement à l'égard de lord Dundonald et à l'égard de W. T. Preston—7262 ; révocation pour l'un, simple réprimande pour l'autre—7264 ; l'affaire du colonel Ponton—7264 ; lord Dundonald s'est sacrifié, mais le peuple va le venger en renversant le gouvernement—7266.

SIR ELZÉAR TASCHEREAU ET LORD DUNDONALD.

M. Clarke—Signale une dépêche du "Citizen" et une du "Journal" rapportant une entrevue de sir Elzéar Taschereau à Londres, au sujet de lord Dundonald—7114 ; les paroles rapportées sont inconvenantes—7114.

Hon. Fielding—Il faut attendre d'autres renseignements—7116 ; bien que le service télégraphique soit subventionné par le Canada, le gouvernement n'exerce aucun contrôle—7116.

M. Clarke—Demande si le gouvernement est informé du retour de sir Elzéar Taschereau et s'il s'est occupé des paroles qui lui sont attribuées comme il s'est occupé de celles attribuées à lord Dundonald—7461.

Laurier (sir W.)—Il y a une différence. Nous avons demandé compte à lord Dundonald parce qu'il était notre employé. Sir Elzéar Taschereau ne l'est pas—7461.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

M. Sproule—S'informe si le gouvernement a demandé au juge Taschereau des explications sur son entrevue donnée en Angleterre—9171; s'il n'est pas vrai que depuis son retour il en a donné une autre encore pire—9171.

M. Hughes (S.)—Ceux qui connaissent ce vieillard sont depuis longtemps sous l'impression qu'il est tombé en enfance et ce qu'il a pu dire importe peu—9171.

ADIEUX A DUNDONALD.

M. Sproule—Demande que la Chambre ne reprenne sa séance du soir qu'à neuf heures afin de permettre d'aller dire adieu à lord Dundonald—7645.

Laurier (sir W.)—Le meilleur moyen de servir le pays est de s'occuper des travaux de la Chambre—7645.

CANADIAN MILITARY GAZETTE.

M. Hughes (S.)—Lit un article du "Citizen" à propos de la suppression de l'abonnement et des annonces du département de la Milice à la "Canadian Military Gazette"—8011; lit la loi militaire relative à la discipline de la milice—8012; annonce un amendement à la loi militaire pour permettre aux officiers ou aux membres de la milice de discuter en public les questions militaires—8012; compare le premier ministre et le ministre de la Milice à Robespierre—8013.

Borden (sir Frederick)—N'a pas connaissance de la lettre en question écrite dans le cours ordinaire des affaires du bureau, l'utilité de l'abonnement et de l'annonce ayant sans doute cessé—8013.

M. Hughes (J. J.)—Demande qui nous débarrassera des colonels pour permettre à la Chambre de s'occuper d'affaires sérieuses—8014.

DEMISSION DU LIEUT.-COL. GREGORY.

M. Lancaster—Lettre du colonel Gregory à M. Lancaster, député de son comté, exposant son cas, prétendant qu'on lui a refusé une prolongation de commandement de trois ans parce qu'il n'a pas voulu donner un certificat de capacité à un officier à l'encontre de sa conscience—7790; il est vrai cependant que son commandement a été prolongé d'un an sans condition—7790; mais il y a un grand principe en jeu, le principe de non intervention—7791; M. Lancaster avoue n'être pas très militaire et laisse les explications techniques aux militaires—7795.

Borden (sir Fred.)—La lettre citée a été publiée par le colonel Gregory en violation des règlements—7796; texte des règlements du Roi—7796; personne ne lui a offert de prolongation de son commandement, il a voulu le faire croire pour imposer une décision dans ce sens—7797; une prolongation d'un an peut être continuée d'année en année, et de cette façon on ne bloque pas d'avance l'avenir des officiers qui sont en arrière—7797; le colonel Gregory maintenait systématiquement comme commandant en second le Dr Ferguson, parce qu'il savait celui-ci incapable de commander et qu'ainsi il avait une raison à donner pour conser-

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

Borden (sir Fred.)—*Suite.*

ver son commandement—7798; c'est pourquoi il a refusé de recommander le docteur Glasgow comme commandant en second; si celui-ci avait été nommé son utilité aurait cessé—7798; les docteurs font d'aussi bons miliciens que n'importe qui—7798; c'est le colonel Gregory qui a posé des conditions, le premier, il a dit que si sa prolongation n'était pas de trois ans, il ne proposerait pas le major Glasgow comme commandant en second du régiment—7804; le colonel Gregory ne s'est nullement inquiété de l'intérêt du régiment, il a maintenu cinq ans en fonctions un officier incapable de servir, il a empêché d'arriver un officier capable afin de s'assurer une prolongation de service—7806.

M. Hughes (S.)—La milice canadienne n'entend pas plier l'échine devant n'importe quel freluquet d'officier, pas même devant son ministre—7810; les officiers de la milice ne subissent pas l'arbitraire du ministre même s'ils sont soumis aux Réglements Royaux—7819; lettre du colonel Gregory envoyant sa démission du camp de Niagara à titre de protestation contre le système d'intrigues politiques—7822; le colonel Gregory est victime de la tyrannie, le district de Niagara est en deuil de son départ—7826; lettre de lord Aylmer, commandant la milice canadienne suspendant le colonel Gregory—7826; ordre de la milice annonçant la suspension—7827; touchant appel du colonel Hughes suppliant de bannir la politique de la milice—7828.

M. Borden (R. L.)—Les preuves du ministre sont des preuves d'induction et non des preuves légales—7829; il est triste pour la milice que cet amas de correspondance et les intrigues mesquines qu'elle révèle ait vu le jour—7838.

M. Osler—Demande si oui ou non un milicien qui n'est pas en uniforme et qui n'est pas en activité de service cesse absolument d'être soumis à l'autorité de ses supérieurs—7839.

Borden (sir Fred.)—Le cas devrait être réglé par les tribunaux—7840.

M. Macpherson—Demande s'il n'y aurait pas moyen de terminer la session sans tant de militarisme—7843.

ECOLE DE TIR.

M. Hughes (S.)—Se plaint qu'on mette à contribution les jeunes gens venant à l'école de tir pour orner le cercle—6640; qu'on les emploie comme ordonnances—6640; si le commandant de l'école de tir est l'auteur de ce système, le pays paie assez cher la famille Cartwright sans encore faire entretenir un de ses membres par la jeunesse qui vient à l'école de tir—6640.

Borden (sir Fred.)—Blâme sévèrement le colonel Hughes de son allusion déplacée à l'égard de la famille Cartwright et promet d'aller aux renseignements—6640.

M. Hughes (S.)—Déclare n'avoir pas voulu dire qu'un seul sou de l'argent soit tombé dans le gousset du colonel Cartwright—6640.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

Borden (sir Fred.)—Lit la réponse du colonel Cartwright à l'adjudant général à propos des accusations du colonel Hughes sur la tenue de l'école de tir de Rockliffe—7062 ; protestation des sous-officiers—7064.

FUSILIERS D'ESSEX.

M. Cowan—Signale un article du "Citizen" raillant les Fusiliers d'Essex que l'on désigne comme devant parader à l'exposition de Saint-Louis—1794 ; il proteste contre les termes employés à l'égard de ce régiment qui a déjà reçu les éloges de toute la presse américaine—1795.

M. Clarke—Approuve entièrement les paroles de M. Cowan à l'adresse des Fusiliers d'Essex—1795.

Borden (sir Fred.)—Dit qu'aucun régiment n'a encore été désigné pour aller à Saint-Louis—1795.

INSULTES AU 13e DRAGONS.

M. Hughes (S.)—Lit un article du "Herald" de Montréal, invitant le colonel Smart à protester contre la façon dont le colonel S. Hughes a traité en Chambre le 13e Dragons au camp de Laprairie—6966 ; le ministre de l'Agriculture a demandé au colonel Smart de démentir les bruits lancés par M. S. Hughes—6968 ; discussion sur la tenue de différents officiers au camp—6969 ; M. Hughes s'oppose que le ministre de l'Agriculture reçoive le salut militaire—6970 ; proteste contre une circulaire lancée demandant les noms et adresses des officiers et des hommes de la milice—6970.

RAPPEL DE LA MILICE DE SYDNEY.

M. Clarke—Désire savoir pour quels motifs la milice envoyée à cause des troubles a été rappelée de Sydney et si c'est sur l'intervention du gouvernement canadien qu'un vaisseau de guerre anglais a été envoyé—6876.

Borden (sir Fred.)—Expose que lors des grèves 200 soldats de la milice ont été envoyés de Halifax—6894 ; les trois juges de paix ayant signé la requisition ont déposé l'argent nécessaire à l'envoi—6895 ; depuis, la milice a demandé à être remplacée par de l'armée active, 100 hommes ont été envoyés, il n'y a rien de fondé dans l'histoire de l'envoi d'un bateau de guerre anglais—6895.

REGIMENTS DE CAVALERIE.

M. Clarke—Veut savoir pourquoi les régiments de cavalerie ont maintenant 5 escadrons au lieu de 4 autrefois—8593.

Borden (sir Fred.)—C'est l'ex-commandant de la milice qui avait fixé ce chiffre—8593 ; le conseil de la milice verra s'il y a lieu de persister dans ce système—8593.

SOLDE DES MILIENS.

M. Henderson—Il y a des doutes pour savoir si la milice va cette année jouir du supplément de solde prévu par les résolutions passées au début de la session—3792.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

Borden (sir Fred.)—Les règlements sont préparés à cet effet, lecture des règlements—3794 ; si un milicien n'a pas été convoqué une année au camp, cela n'interrompt pas son service en vue de la gratification—3794.

VAINQUEURS CANADIENS.

Borden (sir Fred.)—Fait l'éloge du soldat Perry, de Vancouver, qui a remporté le prix du roi, à Bisley—7537 ; c'est le premier tireur canadien qui ait eu cet honneur—7538.

M. Hughes (S.)—Perry est un enfant de Toronto—7538.

Hon. Fielding—Le major Howard, agent de la Nouvelle-Ecosse en Grande-Bretagne, a remporté le prix Saint-Georges à Bisley—7538.

M. Maclean—Lou Scholes, de Toronto, est le rameur champion du monde—7538.

POSTES ET TRAVAIL.

COMMUNICATIONS CONFIDENTIELLES.

M. Wilson—Annonce qu'il a obtenu, des si dans un rapport déposé au sujet de la démission du maître de poste de Wilton—2628.

Mulock (sir W.)—Ce doivent être des lettres confidentielles qui seront déposées si l'envoyeur le permet—2629.

M. Wilson—Annonce qu'il a obtenu des signataires des lettres marquées confidentielles dans l'affaire du maître de poste de Wilton qu'elles soient produites—4987.

ENQUETE WINCHESTER.

M. Borden (R. L.)—Le gouvernement a-t-il nommé un avocat auprès du juge Winchester dans l'enquête sur les ingénieurs étrangers. Sans un avocat ce sera sans résultat—3992.

Laurier (sir W.)—Le ministre du travail sera prévenu—3992.

M. Hughes (S.)—Les contribuables sont opposés à une enquête par le juge Winchester, il devrait juger et ne pas faire autre chose—3993.

M. Clarke—Des mesures devront être prises pour obtenir promptement le compte rendu de l'enquête—4106.

Mulock (sir W.)—M. H. M. Mowat a été nommé avocat de la commission—4387.

M. Clarke—Demande les documents des départements relatifs à l'emploi des ingénieurs étrangers—4986.

Mulock (sir W.)—Ces documents sont divisés entre plusieurs départements, ils vont être réunis et déposés—4986.

M. Borden (R. L.)—Le rapport de l'enquête du juge Winchester est-il reçu ?—5646.

Mulock (sir W.)—Aucun rapport n'a encore été reçu. Le gouvernement va se mettre en communication avec le juge Winchester—5646.

M. Clarke—Demande s'il y a de nouvelles correspondances—5754.

M. Maclean—Insiste pour que le rapport du juge Winchester et les dépositions soient imprimés et déposés le plus tôt possible—5754 ; le juge Winchester s'est admirablement acquitté de sa besogne—5754.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

M. Clarke—Demande s'il est vrai que des copies des témoignages rendus devant le juge Winchester ont été livrées journellement au Grand-Tronc et au Pacifique-Canadien et pourquoi les députés n'en ont pas encore eu—6971; le sténographe officiel a-t-il reçu ordre de livrer des copies au Grand-Tronc?—6972; cette information provient du secrétaire de la société des ingénieurs civils du Manitoba—6972;

Mulock (sir W.)—Oppose le démenti le plus catégorique à toute insinuation de fauteur envers les compagnies intéressées, de la part de la commission—6972.

M. Mulock (sir W.)—Lit une lettre du juge Winchester niant formellement l'assertion de M. Griffiths que le secrétaire du juge Winchester a fourni chaque jour une copie des dépositions à M. Hays—7116.

SERVICE DE LA POSTE.

M. Taylor—Se plaint que le receveur des postes à Frankville, comté de Leeds, ait refusé une lettre adressée à lui M. Taylor, député, sans affranchissement—6638.

Mulock (sir W.)—Le receveur a eu tort, on remettra à M. Taylor ses 2 cents s'il le désire—6639.

M. Casgrain—Se plaint d'avoir reçu de Joliette un mandat poste entièrement imprimé en anglais—6639.

Mulock (sir W.)—Il doit y avoir eu erreur, car il existe partout des formules de mandat poste dans les deux langues—6640.

TRAVAUX PUBLICS.

ASCENSEURS DU PARLEMENT.

M. Macpherson—Un accident a failli arriver; les ascenseurs du parlement devraient être confiés à des personnes compétentes—2480.

PONT DE LA COTE SAINT-PAUL.

M. Monk—Demande l'achèvement du pont; les piliers sont faits, la pose de la superstructure subit un retard inexplicable—3261; des remontrances devraient être adressées à l'entrepreneur—3261.

Hon. Emmerson—Les entrepreneurs, la Dominion Bridge Co. sont cause du retard—3261; le département a fait mettre des traverses pour permettre la communication—3261.

M. Hughes (S.)—À Montréal, il devrait y avoir des tunnels sous les canaux—6262. De nouveau—3790.

M. Monk—Demande un protêt régulier, les mêmes entrepreneurs achèvent à Montréal des travaux moins pressés—3790.

Laurier (sir W.)—Des ordres vont être donnés—3790.

DEPENSES DE M. J. GOBEIL.

M. Broder—Signale les dépenses de M. Gobeil au Yukon—9189; comptes d'après rapport de l'auditeur général—9190; cet employé ne fait rien et achète à son gré—9191.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

Hon. Hyman—Il se fait tant d'achats dans le service des Travaux publics qu'il peut se produire des irrégularités surtout pour des articles d'importance minime—9191.

RECLAMATION O'BRIEN.

M. Monk—Signale la réclamation de M. O'Brien; ingénieur sur le canal de Soulanges en 1892 dont le contrat fut résilié et qui demande un règlement—8124.

Hon. Emmerson—La question est à l'étude—8124.

UNION JACK SUR LES EDIFICES PUBLICS.

M. Bourassa—Demande pourquoi le vieux drapeau canadien arboré sur le parlement a été remplacé par l'Union Jack pour les jours de fête—219; la Ligue de l'empire britannique qui siège actuellement a-t-elle eu quelque chose à y voir?—219

Hon. Sutherland—Le pavillon jusqu'alors déployé, rouge avec écusson est le pavillon de la marine marchande du Canada et n'avait pas lieu d'être déployé sur les édifices publics—219; les choses sont remises simplement comme elles doivent être—219.

VENTILATION DE LA CHAMBRE.

M. Taylor—La chaleur est accablante dans la Chambre, les croisées du haut devraient être ouvertes—4471.

Hon. Hyman—Des mesures seront prises à cette fin—4471.

MOTIONS DE CENSURE.

AUDITEUR GENERAL.

M. Borden (R. L.)—L'auditeur est l'employé du parlement—6643; M. McDougall a eu plus de froissements avec ce gouvernement qu'avec aucun autre antérieur—6643; changements suggérés par l'auditeur général en 1904—6644; rapport relatif au canal Cornwall—6644; ordres en conseil de février et juin 1896—6646; M. Borden prétend que l'ordre en conseil passé à la veille des élections par les conservateurs n'avait aucune importance—6646; proposition de loi préparée par M. McDougall pour reformer la loi d'audition—6648; le chiffre du salaire a été laissé en blanc dans le projet, il est confié à la générosité du parlement—6651; M. McDougall considère que \$4,000 par an est suffisant—6651; M. Borden propose une résolution générale disant que les dispositions de l'acte de l'audition devraient être étendues pour conférer à l'auditeur général d'amples pouvoirs sous tous rapports afin de protéger et sauvegarder le trésor public—6654.

Hon. Fielding—Ne peut accepter l'amendement tendant à dire que les pouvoirs actuels de l'auditeur général ne permettent pas de sauvegarder le trésor public—6654; l'ancienne loi a subi l'épreuve du temps, aucune condition nouvelle n'a surgi—6655; l'opposition n'était pas en faveur de la motion Lennox pour former un comité d'étude, ce projet a été rejeté des deux côtés de la Chambre—6655; l'auditeur général, comme les vieux policiers fait du zèle—6656; le projet soumis par M. Bor-

MOTIONS DE CENSURE—*Suite.*Hon. Fielding—*Suite.*

den reviendrait à enlever au parlement le contrôle de l'emploi des deniers publics pour le confier au juge de la cour d'Echiquier—6656; le parti libéral n'y consentira pas—6657; expose le rôle de l'auditeur dans l'affaire du contrat Davis—6658; tout ce qui a été fait a été approuvé par l'auditeur général—6658.

M. Lennox—Prétend que la Chambre n'était pas désertée lors de la discussion de sa motion sur l'à propos de mettre à l'étude devant un comité la position de l'auditeur général—6659; si l'auditeur général est soupçonneux, le peuple l'est aussi—6660; il se produit un empiètement constant sur les prérogatives de l'auditeur général—6663; sir Chs Tupper a fait l'éloge de l'auditeur général—6664; l'affaire Corry-Laverdure—6668; l'affaire du canal de la Pointe Farran—6669; l'opposition demande, en cas de difficulté que l'auditeur général ne soit pas tenu de payer les deniers avant que l'affaire ait été instruite en cour d'Echiquier et soumise au parlement à la session suivante—6670.

M. Clancy—On persiste à vouloir restreindre les pouvoirs de l'auditeur général—6674; lettre de démission de M. McDougall—6676; M. McDougall dit que la pension si importante qu'elle soit est le moindre de ses soucis—6678; l' "Observer", de Sarnia, et le chien de garde—6678; le traitement de l'auditeur général est mesquin auprès de celui des premiers employés—6679.

M. Heyd—La réalité sur la réclame faite autour du rôle de M. McDougall dans l'affaire du contrat Davis—6680; l'auditeur général a agi de façon à mécontenter les deux parties—6680; le rapport de l'auditeur général regorge de faussetés de tout genre, spécialement politiques et de nature à nuire aux deux partis—6682; l'auditeur général aime à coquetter avec les partis politiques—6683; M. Aylesworth a émis l'opinion que ses pouvoirs étaient suffisants, opinion exprimée—6684.

M. Sproule—La conduite de l'auditeur général est admirable—6686; ses décisions cependant sont invariablement rejetées par le conseil de la Trésorerie—6689; statut relatif au renvoi des décisions devant le conseil de la Trésorerie—6690; éloge d'Alexander Mackenzie—6691; le peuple ne voit pas d'un bon œil la démission de l'auditeur général—6692.

M. Bell—M. Mills et l'auditeur général—6697; l'auditeur général ne demande pas à mettre le couteau sur la gorge au gouvernement—6698; regrette que l'on ait exprimé des doutes quant à l'honnêteté de la transaction conservatrice avec M. Davis—6700; si l'auditeur général a cherché à éveiller des soupçons dans son rapport, il a failli à son devoir—6700.

M. Barker—Le gouvernement seul à la force de faire passer un Bill de réforme, c'est pourquoi l'opposition laisse ce soin au gouvernement—6703; doit-on laisser continuer la pratique de faire décider par les collègues d'un ministre une différence d'opinion entre ce ministre et l'auditeur général—6705; article 48 permettant à l'au-

MOTIONS DE CENSURE—*Suite.*M. Barker—*Suite.*

diteur général de faire des rapports spéciaux—6706; la réforme proposée par le chef de l'opposition répond aux différents besoins—6708; le gouvernement dans les circonstances actuelles peut être lié à des contrats contraires à ses intentions—6712.

Hon. Fitzpatrick—La loi actuelle existe depuis vingt-cinq ans—6712; si les décisions de l'auditeur général ont été injustement renversées par le conseil de la Trésorerie, comment se fait-il que le parlement ne soit pas intervenu—6712; l'auditeur général a-t-il toujours raison et le conseil de la Trésorerie toujours tort—6713; il n'y a pas eu plus de décisions renversées depuis 1896 qu'avant—6713; l'auditeur général est comme l'Ismaélite avec la main levée contre tout le monde—6714; l'opposition n'a pas pu citer un cas où de l'argent ait été payé sans que le pays ait reçu valeur en échange—6714; aucun argent n'a été payé à Davis sauf en vertu du contrat amendé—6719; si \$125,000 ont été payés à Corry et Laverdure sans que le pays ait rien reçu d'équivalent, l'opposition qui n'en a rien dit jusqu'à ce jour a failli à tous ses devoirs—6716; s'il y a un changement à faire ce serait pour empêcher l'auditeur de garder par devers lui pendant six mois les documents d'une cause avant de les soumettre au conseil de la Trésorerie—6718; si le parlement veut aller plus loin que la décision du conseil de la Trésorerie il a le comité des comptes publics qui a des pouvoirs plus étendus qu'aucune cour de justice du pays—6719; devant ce comité les députés ont plus de pouvoirs que devant la cour d'Echiquier—6720; si l'auditeur général avait le droit de tout référer à la cour d'Echiquier, c'est dix juges qu'il nous faudrait—6720; nous sommes trop enclins à attribuer à nos hommes publics des motifs malhonnêtes—6720; le gouvernement est prêt à faire des réformes dans l'acte de l'audition si elles sont nécessaires—6721; nous n'atteindrons pas ce but en substituant les cours de justice au parlement—6721.

M. Robinson (J.)—Pense qu'on devrait bien payer l'auditeur—6722.

Motion Borden mise aux voix et rejetée : 56 pour, 94 contre.

CANAL DE TRENT.

M. WARD (H. A.)—Les intérêts les plus chers du Canada demandent l'achèvement du canal de Trent—8836; M. J. Hill et l'avenir de l'ouest du Canada—8836; le rôle joué par le canal Erié dans l'Etat de New-York—8836; rapport de l'ingénieur Bond—8837; rapport de M. Maingy à sir H. John Colborne en faveur de la route de Port-Hope pour le canal de Trent—8838; rapports de l'ingénieur Rogers de Peterborough—8838; rapports de M. McLeod—8840; pétition des propriétaires de vaisseaux et intéressés de la navigation de Port-Hope à Kingston—8845; transaction avec la banque de Commerce pour le barrage de la rivière Otonabee à Nassau—8848; le gouvernement ne devrait pas consacrer un sou à la rétention de l'eau en plus des besoins du canal pour la navigation—8853.

MOTIONS DE CENSURE—*Suite.*

M. Porter—Le gouvernement devrait immédiatement déclarer ce qu'il entend faire—8853; l'abandon des travaux serait une folie criminelle—8854; sir Th. Shaughnessy et les voies fluviales—8855; les voies fluviales à l'étranger, leur importance—8856; il a déjà été dépensé \$4,000,000 pour le canal de Trent—8887; il en faut autant pour achever les travaux—8887; opinion de M. Culverwell, de Peterboro, sur l'avenir du canal de la vallée de Trent—8858; opinion de M. D. Gilmour de Trenton—8860; opinion de M. Rogers—8862; en utilisant la puissance hydraulique sur tout le parcours entre Midland et Peterboro le gouvernement se créerait une source de revenu sans cesse croissante—8864; les divergences d'opinion sur le tracé à adopter ne doivent pas empêcher de tendre à la réalisation du but, le parachèvement du canal de Trent—8865; M. Ward juge que le canal devrait finir à Port-Hope, M. Porter considère que le terminus devrait être à Trenton—8866; conclusions du rapport McLeod—8866; inconvénients de la route de Port-Hope—8867; la différence de prix de construction serait de \$144,000 seulement—8867; par la route de Trenton on n'aurait pas à indemniser les propriétaires de pouvoirs hydrauliques, on créerait de nouveaux pouvoirs rémunérateurs—8868; avantages de la route de Trenton—8868; travaux en moins sur la route de Trenton—8869; la somme inscrite au budget pour le canal de Trent est insuffisante—8870; le canal est fini au milieu et fermé aux deux extrémités—8870; le canal devrait être complété sans retard par la voie de Trenton—8870.

STATIONS AGRONOMIQUES.

M. Taylor—Présente une motion blâmant le gouvernement pour le manque de concordance (différence, \$19,141.66) entre les chiffres portés au rapport du ministre de l'Agriculture et ceux portés au compte de l'auditeur général à propos des frais de gestion des stations agronomiques 1903-1904, et approuvant le compte de l'auditeur, blâmant aussi le ministre de l'Agriculture de présenter un compte qui peut induire le public en erreur—7275.

M. Taylor—Revendique la paternité de la loi pour interdire l'introduction de l'oléomargarine et des substituts du beurre—7268; en 1896 les conservateurs géralent la ferme d'expérimentation avec un déficit de \$36,420.57; en 1902-1903 sous le régime libéral, le déficit est de \$62,228.52, détails—7269; les \$82,327.56 dépensés pour les chambres de maturation des fromages sont une folle extravagance—7270; dépenses et profits des stations d'engraisement de volailles, tableau—7271; tableaux des dépenses des stations de Holmesville et de Bondsville—7272; inexactitude du rapport du ministre, détails—7273.

Hon. Fisher—L'accusation d'inexactitude n'est pas fondée—7276; les deux comptes sont identiques, preuve—7276; la proportion des salaires dans le rapport du ministre est chargée aux différentes fermes—7276; on s'en tient à ce qui se faisait en 1896—7277; les chambres de maturation ont coûté de l'argent mais elles ont parfaitement réussi—7279; le fromage ainsi

MOTIONS DE CENSURE—*Suite.*

Hon. Fisher—*Suite.*

mûri se vend plus cher, chiffres—7279; avant l'installation des stations d'engraisement des volailles nous exportions en Angleterre \$10,000 seulement, l'année suivante, nous avons exporté pour \$230,000—7280; témoignages de personnes ayant étudié aux stations d'engraisement des volailles—7282; s'il se présente l'occasion de faire une dépense profitable aux cultivateurs, le gouvernement la fera—7282.

M. Lennox—Discute le mode de comptabilité qui a produit la divergence entre les deux comptes—7284.

M. Holmes—Les conservateurs de Holmesville ont approuvé la création de la station agronomique et leurs produits ont acquis de son existence une plus value considérable—7285.

M. Wright—Approuve entièrement les dépenses faites pour les stations agronomiques—7286; tous les produits agricoles se vendent plus cher—7287; la vente des œufs, le prix doublé, énumération de la cote dans tout le pays—7288; le prix des volailles—7289; un témoignage de Californie—7289.

M. Smith (E. D.)—Si tout se vend si bien, comme à Holmesville, comment le prix de vente de la volaille, n'a-t-il pas seulement payé le prix de l'alimentation?—7290.

Motion Taylor rejetée sur division—7291.

INDUSTRIE DU TABAC.

M. Monk—Propose la motion suivante: Que le gouvernement n'a pas accordé à l'industrie du tabac au Canada la protection et l'encouragement qu'elle mérite—6984; la culture du tabac intéresse beaucoup de monde, elle peut donner de \$120 à \$150 l'acre—6985; il faudrait pour la rendre très rémunératrice créer un commerce d'exportation—6986; état actuel des droits de douane et d'accise—6986; tableau des diverses catégories de tabac utilisées au Canada depuis 1896—6988; sur les 12,688,775 livres de tabac total fabriquée en 1903, le tabac étranger entre encore pour 7,091,900 livres—6988; le tabac indigène a fait des progrès, il devrait en faire davantage—6989; il faut supprimer le monopole de l' "American Tobacco Co."—6990; il faudrait augmenter de 10 cents par livres les droits sur le tabac étranger en feuille et de 15 cents sur le tabac manufacturé—6990; l'estampille devrait être de couleur uniforme sur le tabac importé ou indigène—6990; les cultivateurs de tabac demandent l'établissement de stations d'expérimentation—6990; enquête du juge McTavish, résultats—6992; amendement au code criminel pour les trusts présenté l'année dernière par le ministre de la Justice—6992; regrette qu'on ne s'en soit pas tenu à cet amendement—6994; la coalition continue à accaparer—6995; le gouvernement a négligé d'imprimer et de faire distribuer les rapports des experts envoyés pour étudier la question d'exportation des tabacs canadiens—6996; les Américains ont dépensé \$30,000,000 pour acquérir la science de la culture, de la préparation et du paquetage du tabac—6998.

MOTIONS DE CENSURE—*Suite.*

Hon. Brodeur—Les conservateurs n'avaient rien fait pour protéger le tabac en dépit des demandes réitérées de cultivateurs depuis 1893—7001 ; aussitôt arrivés au pouvoir les libéraux ont encouragé la culture du tabac—7002 ; les cultivateurs de tabac ont réalisé l'année dernière un million et demi de plus que sous les conservateurs—7002 ; état complet des progrès réalisés dans la culture, la vente, la fabrication des tabacs depuis 1896—7002 ; les conservateurs ne sont même pas aujourd'hui d'accord sur le traitement à appliquer aux tabacs—7003 ; M. Bell a demandé de réduire les droits sur le tabac—7003 ; la brochure conservatrice n° 4 blâme le gouvernement d'imposer des droits trop élevés sur les tabacs, texte—7003 ; M. Monk dans sa motion dit que le tabac ne reçoit pas assez de protection—7004 ; M. Monk dit que le tabac de l' "American Tobacco Co." fabriqué en Angleterre peut être importé au Canada au tarif de préférence réduit ; ceci est faux, la préférence ne s'applique pas aux tabacs—7005 ; le gouvernement libéral a permis le mélange du tabac canadien et du tabac importé, résultats—7006 ; le ministre du Revenu de l'intérieur avait fait part à la Chambre de son intention de mettre un terme aux exactions de la coalition avant que M. Monk ait donné avis de sa motion—7006 ; l'enlèvement de la licence, comme se propose de l'infliger le gouvernement atteint bien plus sûrement les monopolistes que le code pénal—7007 ; la question des estampilles est à l'étude—7008 ; le gouvernement a fait et encouragé des expériences de culture—7008 ; les délégués au Wisconsin—7009 ; le prix du tabac a été diminué pour le consommateur—7010.

M. Gourley—Le tabac canadien est de qualité supérieure—7010 ; le Canada produit le plus beau type d'hommes qui soit au monde—7010 ; M. Gourley a perdu confiance dans l'honorable Foster comme ministre des Finances le jour où celui-ci a dégrevé les sucres—7012 ; le parti conservateur n'est pas responsable des circulaires électorales—7013 ; M. Bell s'est peut-être laissé gagner aux idées libre-échangistes—7014.

M. Clancy—Les libéraux en 1897, lorsqu'ils élevèrent les droits sur les tabacs n'entendaient pas protéger les cultivateurs, ils ne croyaient pas à la protection, ils le faisaient pour satisfaire des amis—7018 ; déclaration Fielding—7018 ; il approuve ce que dit le pamphlet conservateur contre les droits sur le tabac—7019 ; les droits sur le tabac sont pris dans la poche du peuple—7020.

Motion Monk rejetée : 19 pour, 50 contre—7020.

NOMINATION DE J. B. JACKSON.

M. Bennett—Appelle l'attention sur la nomination de M. J. B. Jackson d'Ingersoll comme agent commercial à Leeds, Angleterre—7905 ; la carrière de M. Jackson—7905 ; ses aspirations aux emplois publics—7906 ; la contestation de l'élection de M. Sutherland—7907 ; comment Jackson a conduit sa cause, son entrevue avec Chambers pour procurer des faux témoins—

MOTIONS DE CENSURE—*Suite.*

M. Bennett—*Suite.*

7908 ; MM. Clark, Sutherland, Fournier, leurs dossiers—7910 ; les parois sévères du juge Street sur la conduite de Jackson—7911 ; le ministre des Travaux publics a déclaré que le ministre du Commerce était seul responsable de la nomination de Jackson, c'est donc à celui-ci de s'expliquer—7912.

Cartwright (sir R.)—Accepte toute la responsabilité de la nomination de Jackson—7913 ; l'élection d'un conservateur dans Oxford-sud avait été une surprise pour tous les libéraux qui savaient parfaitement que la corruption conservatrice avait dû faire son œuvre—7914 ; Jackson fut chargé de découvrir des preuves et il s'est adressé à Chambers, organisateur conservateur—7914 ; si l'on pose en principe qu'on ne doit rien payer pour obtenir des déclarations dans les contestations d'élection, aussi bien proclamer l'amnistie complète après chaque élection pour tous les candidats—7914 ; Jackson a cherché des témoins complaisants mais n'a pas tenté d'en suborner—7915 ; les conservateurs annoncent à chaque élection qu'ils paieront des récompenses à ceux qui leur fourniront les preuves de manœuvres corruptrices—7916 ; M. Jackson ne s'est rendu coupable d'aucune offense punissable sans quoi ses adversaires se seraient empressés de le faire arrêter—7917.

M. Ingram—Attribue à la popularité seule de M. Sutherland son succès électoral, il n'y a pas eu de corruption—7918 ; les témoins de M. Jackson étaient de faux témoins—7920 ; réponse au Sénat à une interpellation de sir Mackenzie Bowell sur M. Jackson—7912 ; M. Jackson est une canaille—7922 ; le temps est passé où l'on parlait des dangers du mélange de la politique provinciale et fédérale—7922 ; le parti libéral est plongé dans un abîme de dégradation—7923.

M. Sproule—Nos représentants à l'étranger sont choisis parmi ce qu'il y a de plus malhonnête dans la population, M. Preston, M. Jackson—7925 ; ils sont d'autant plus aptes aux hauts emplois qu'ils ont trempé plus profondément dans le crime politique au service de leur parti—7926 ; les élections arrivent, le peuple va se venger—7925.

M. Borden (R. L.)—Passe encore en revue le procès—7928 ; il dissèque la preuve—7930 ; propose une motion de censure déclarant que dans le choix des titulaires aux emplois publics, il ne faut pas seulement tenir compte des services politiques mais aussi des aptitudes et des qualités morales—7933.

Motion Borden rejetée : 43 pour, 70 contre—7933.

PESAGE DES PRODUITS LAITIERS A MONTREAL.

M. Pope—Propose une motion disant que la Chambre regrette que le gouvernement ait maintenu un système défectueux pour le pesage des produits laitiers à Montréal et n'ait pas suivi le mode indiqué par le rapport de M. W. G. Parmelee—texte—7363.

MOTIONS DE CENSURE—*Suite.*

M. Pope—Les cultivateurs des Cantons de l'est et de l'est d'Ontario souffrent du système de pesage pratiqué à Montréal—7340; interpellations déjà faites—7340; le ministre d'Agriculture et M. Bell en 1902—7342; M. McLeod n'avait pas le droit d'agir comme peseur officiel—7344; lettre de l'honorable M. Fisher annonçant que M. Parmelee va faire une enquête—7348; circulaire de l'honorable M. Fisher—7348; rapport de M. Parmelee discuté—7354-7362; M. Parmelee recommande de modifier la loi pour permettre au Gouverneur général en conseil de nommer des peseurs de beurre et de fromage officiels au lieu de laisser cette nomination aux chambres de commerce qui confient ce soin à l'association du commerce de beurre et de fromage composée de parties intéressées—7362; le ministre avait des raisons politiques pour ne pas agir et les cultivateurs ont perdu des milliers de dollars—7363.

Cartwright (sir Richard)—M. Pope a songé beaucoup moins aux cultivateurs qu'à tenter de jeter du discrédit sur le ministre de l'Agriculture—7364; si les cultivateurs avaient à choisir entre M. Fisher et M. Pope, il est facile de savoir où irait leur choix—7363; les séances de l'enquête n'ont pas été secrètes, des reporters étaient admis—7364; le retard de la préparation du rapport était dû à la maladie de M. Parmelee en 1902 et 1903—7364; il y a eu peu de plaintes récemment 7365; quand le fromage est expédié à maturation complète, il n'y a pas de déperdition de poids—7365; les cultivateurs sont pas tenus de s'en rapporter à M. McLeod qui n'est pas peseur officiel; ils pourraient s'arranger entre eux—7365; le ministre de l'Agriculture hésite à donner à son ministère des pouvoirs aussi importants que ceux dont il est fait mention—7365; le député de Compton a fait preuve de plus de zèle que de jugement—7366;

M. Avery—Est d'avis que les cultivateurs sont volés par les commissaires de Montréal qui se donnent la main pour les extorquer—7366.

Motion Pope mise aux voix—7366.

Rejetée: 46 pour, 75 contre—7367.

PRODUITS MARAICHERS.

M. Blain—Propose une motion disant que les tarifs sur les produits agricoles et maraichers devraient être rajustés de façon à assurer le marché canadien au producteur canadien—4055; requête des cultivateurs, droits demandés—motions successivement repoussées—4056; comparaison du tarif canadien et américain—4057; importation pour consommation locale—1902-1903, chiffres—4057; progrès de la culture des fleurs, exportées aux Etats-Unis—4058; chiffres des fruits tropicaux introduits en franchise—4058; les importations de graine de lin—4059; importations et exportations beurre, fromages, œufs en 1903—4060; la gauche est prête à donner son appui au gouvernement pour mieux protéger les agriculteurs et les maraichers—4062.

MOTIONS DE CENSURE—*Suite.*

Laurier (sir W.)—Le gouvernement ne peut pas faire connaître maintenant sa politique, elle sera énoncée au discours du budget—4063.

M. Monk—Nous exportons aux Etats-Unis des produits agricoles pour 10 cents par tête de population canadienne et nous en importons \$2.50—4064; les maraichers sont protégés par un droit de 2 p.c. et paient une protection de 25 à 35 p.c. sur tout ce qu'ils consomment—4064; cette industrie représente un capital de \$250,000 et occupe autour de Montréal 2,000 personnes—4065; les légumes importés des Etats-Unis sont cultivés par des Chinois—4065; si l'on ne veut pas adopter le tarif américain, qu'on essaie d'une échelle mobile—4066.

M. Heyd—Les importations de beurre et de fromage étrangers sont ridiculement minimes en comparaison de nos exportations, chiffres donnés—4067.

Hon. R. Lemieux—M. Monk a beau se montrer protectionniste il a été déposé par M. Tarte, l'apôtre de la protection au Canada—4072; M. Tarte a toujours été opposé à l'accroissement de la protection sur les légumes, déclarations, 1902—4071; le peuple ne se laissera pas leurrer par cette proposition—4072.

M. Léonard—M. Tarte a changé d'avis en vieillissant—4072; les maraichers demandent un droit spécifique au lieu d'un droit ad valorem qui favorise les fraudes—4074.

M. L. P. Demers—M. Monk a déjà dit: Pouvez-vous enthousiasmer les gens avec le tarif? Les maraichers ne se laisseront pas leurrer, c'est la classe la plus prospère—4073.

M. Henderson—Le tarif actuel est disposé de manière à rapporter le plus de revenus possibles sans égards à ses effets sur la population—4078 on pourrait diminuer les droits sur les fruits secs importés et les augmenter sur les fruits frais, chiffres—4080.

M. Clancy—Ne connaît rien de plus absurde que des représentants du peuple canadien qui ne veulent pas appliquer à nos voisins le même traitement que les Américains nous appliquent—4083.

M. Morin—L'assassinat de Lincoln a empêché les Américains de conquérir le Canada—4083; les Américains s'attendent toujours que nous allons les aborder chapeau bas—4084; sur toute la ligne ils ont le dessus sur nous, en matière de droits—4084.

M. Ingram—M. Tarte était opposé à la protection pour ne pas contredire les autres membres du cabinet—4085; importation et exportations comparées d'avoine, chevaux, bestiaux entre les Etats-Unis et Canada—4087.

M. Sproule—Cette discussion va montrer aux cultivateurs de quel côté sont leurs amis—4087; ce que la protection peut faire pour le porc canadien—4089; le pays compte 412,000 cultivateurs et horticulteurs—4090;

Motion Blain rejetée: 46 pour, 71 contre—4091.

MOTIONS DE CENSURE—*Suite.*

SITUATION FINANCIERE.

M. Bell (A. C.)—Présente une motion condamnant l'augmentation des dépenses et des taxes et protestant contre le dépôt tardif des budgets supplémentaires, texte—8420 ; les libéraux ont toujours promis de réduire le fardeau des impôts—8401 ; de 1890 à 1896, les conservateurs ont réduit les impôts de \$2,554,866—8401 ; de 1897 à 1904, les impôts ont presque doublé—8402 ; pendant les sept dernières années les libéraux ont dépensé \$83,001,016 ou \$11,943,902 de plus par année que les conservateurs—8402 ; tableau d'augmentation des dépenses—8404 ; l'augmentation de la population a été de 8 p.c., celle des dépenses de 213 p.c.—8404 ; tableau des impôts et dépenses par tête—8405 ; l'honorable M. Fielding en Nouvelle-Ecosse en 1885—8406 ; en 1885, la Nouvelle-Ecosse avait 442,572 habitants payant trois millions d'impôts, soit \$6.60 par tête—8406 ; aujourd'hui la population a augmenté de 4.1 p.c. et les impôts de 27 p.c., il y a disproportion absolue—8407 ; texte de la motion de non-confiance de M. Fraser de Guysboro à la législature de la Nouvelle-Ecosse en 1885—8407 ; amendement de l'honorable Fielding—8408 ; grande motion Fielding en 1886, résolution sécessionniste exprimant le mécontentement du peuple de la Nouvelle-Ecosse et demandant la rupture—8409-8410 ; si la situation était si grave en Nouvelle-Ecosse en 1883, que dire de la situation fédérale à Ottawa, maintenant—8412 ; les excédents proviennent de l'exagération de l'impôt—8413 ; en 4 ans les libéraux ont perçu \$6,081,733 de plus que leurs prédécesseurs sur le tabac—8413 ; ils ont retiré \$10,461,340 de plus sur le sucre—8414 ; le budget des dépenses de 1907 s'élève presque à \$78,000,000—8416 ; tableau des primes et des rabais accordés par le gouvernement libéral—8419.

Hon. Fielding—Le mot d'Abraham Lincoln—8420 ; l'habitude des revues financières de fin de session, legs de sir Charles Tupper—8421 ; sur un budget de 250 millions, au dire des conservateurs, ils se sont opposés juste à \$60,000—8422 ; toutes les fois qu'ils proposaient de réduire la dépense de \$1, ils demandaient de l'augmenter de \$10—8422 ; M. Hughes demandait plus d'argent pour la milice, M. Haggart pour le canal de la Baie Georgienne, un autre pour l'expédition du Pôle Nord—8423 ; ils trouvaient la dépense trop faible pour le G. T.P. et demandaient que le gouvernement se chargeât de toute la dépense—8423 ; la fameuse dépense de \$250,000,000 dont on veut effrayer le peuple se répartit sur une centaine d'années—8424 ; la somme de revenus que nous tirons des taxes est moindre qu'autrefois—8424 ; l'augmentation du volume des taxes n'est pas un danger, ce qui est un danger, c'est l'augmentation du taux des taxes—8424 ; nos prédécesseurs percevaient peut-être moins par tête, mais ils accumulaient une dette énorme, le gouvernement libéral n'a rien ajouté à la dette—8426 ; malgré tous les travaux faits, la dette par tête, qui était de \$50.61 en 1896 n'est plus que de \$46.31 aujourd'hui—

MOTIONS DE CENSURE—*Suite.*Hon. Fielding—*Suite.*

8427 ; en 1896, les droits perçus sur les marchandises soumises aux droits étaient de 29.94 p.c., ils sont aujourd'hui de 27.06 p.c.—8427 ; les libéraux ont réduit les droits sur le sucre raffiné à \$1.11½ par cent livres au lieu de \$1.14 en 1896—8429 ; l'augmentation des droits sur le tabac était nécessaire pour maintenir une industrie canadienne—8430 ; M. Monk a d'ailleurs demandé l'augmentation des droits sur le tabac—8430 ; les conservateurs se plaignent de l'augmentation des impôts, toute leur politique tend à une élévation de l'impôt—8431 ; toutes nos augmentations de dépenses sont justifiables et profitables, examen des départements—8432 ; dans tous les départements les recettes ont augmenté—8434 ; la Nouvelle-Ecosse en 1885 était tombée dans le gouffre sous le régime conservateur, les libéraux l'en ont tirée, il n'y a plus de mécontentement et maintenant les libéraux travaillent à Ottawa à sauver le Canada de la triste position où l'avaient mis les conservateurs—8435 ; le Canada d'aujourd'hui n'est pas le Canada de 1896—8436 ; immenses progrès accomplis—8436 ; les conservateurs dépensaient peu, c'était de l'extravagance ; nous dépensons plus, c'est de l'économie parce que nous proportionnons nos dépenses à nos moyens—8436.

M. Henderson—Dit que l'opposition n'a pas le temps de provoquer des votes sur tous les crédits du budget qu'elle blâme—8438 ; examine l'attitude des libéraux dans l'opposition depuis 1879 et leur opposition à des crédits en particulier—8428 ; les hypothèques ont augmenté de 1896 à 1902—8440 ; la création des nouvelles banques est un moyen de drainage de notre argent aux Etats-Unis—8440 ; nous détenons en valeurs et obligations américaines un montant de 26 millions plus élevé que le capital additionné de toutes les banques canadiennes, voilà pourquoi on éprouve tant de difficulté à se procurer de l'argent—8440 ; l'œuvre des conservateurs, l'origine de la dette—8441 ; l'incidence du trou de l'Eldorado—8442 ; la taxe et la protection sont deux choses différentes—8444 ; les conservateurs et les droits sur le sucre—8445 ; les libéraux et les excédents, anciennes déclarations—8446 ; la demande d'autonomie provinciale des territoires du Nord-Ouest—8448 ; discussion des chiffres de moyenne d'augmentation du commerce dans divers pays, brochures électorales—8450 ; le gouvernement met de côté la préférence pour revenir à la politique nationale de sir John Macdonald—8451.

M. Borden (R. L.)—Un tarif plus élevé ne signifie pas une taxation plus élevée—8452 ; le revenu serait diminué par l'exclusion des marchandises étrangères, celles-ci seraient fabriquées au Canada à l'avantage d'ouvriers canadiens—8452 ; s'il y a concurrence raisonnable le prix de l'objet ainsi fabriqué n'augmente pas pour le consommateur canadien—8452 ; félicite le gouvernement d'avoir augmenté la subvention aux territoires du Nord-Ouest,

MOTIONS DE CENSURE—*Suite.*

Borden (R. L.)—*Suite.*

mais il devrait leur donner l'autonomie—8453 ; proteste que les estimés supplémentaires viennent trop tard—8453.

Amendement Bell rejeté : 48 pour, 90 contre—8455.

SUPPRESSION DE DOCUMENTS.

Hon. Haggart—Propose une motion disant que la Chambre regrette de voir le gouvernement ne pas soumettre à la Chambre des documents d'un caractère public et dont le parlement a le droit de prendre connaissance—5034 ; le memorandum de M. Blair n'était pas confidentiel et avait été communiqué à diverses personnes—5234 ; la pétition des promoteurs du Grand-Tronc-Pacifique pour des subsides n'était pas confidentielle—5336 ; le commandant de la milice était seul juge si son rapport était confidentiel ou non—5337 ; la Chambre n'est plus un corps consultatif, on ne peut plus lui faire parvenir de requête—5338 ; doctrine constitutionnelle—5339 ; les attributions du commandant de la milice—5340 ; le Gouverneur général est l'autorité suprême, il pouvait refuser de publier le rapport, mais, pas le ministre—5342 ; en Angleterre on ne nie pas l'existence des documents confidentiels, mais on invoque le privilège de ne pas les déposer—5343 ; Disraeli et Todd sur les lettres personnelles—5340 ; le parti libéral est dans la dégradation jusqu'au cou—5350 ; M. Haggart entreprend d'expliquer que le mot "stranger" est aussi insultant que "foreigner"—5381 ; il fait une citation erronée et doit la rectifier, mais il dit que ça ne fait rien parce que tous les moyens sont bons quand on se bat—5381 ; rappelle le mot de sir Chs Tupper, à Winnipeg, demandant de voter pour lui anglais et protestant contre Laurier, français et catholique—5382 ; prédit que le mot "foreigner" sera la grande arme des conservateurs aux prochaines élections—5382.

Laurier (sir W.)—N'a jamais demandé et ne demande pas de quartier à la gauche—5353 ; quand M. Blair s'est retiré et a demandé au Gouverneur général de s'expliquer il s'est fait autoriser à dévoiler certains documents, le memorandum sur lequel l'opposition a mis la main n'était pas de ce nombre—5354 ; M. Blair entendait donc qu'il restât confidentiel—5354 ; quant au rapport Dundonald, M. Haggart a fait preuve d'une ignorance regrettable—5355 ; M. Todd et les rapports à déposer par les différents ministères—5356 ; les ministres ne sont jamais tenus de dévoiler leurs intentions futures, surtout en ce qui concerne la défense du territoire—5357 ; M. May et les lettres personnelles—5358 ; une demande de communication ne doit pas être faite arbitrairement, par curiosité, il faut prouver que l'intérêt public veut que les archives soient ouvertes—5358 ; il est faux qu'il y ait deux pouvoirs dans le département de la milice, un pouvoir militaire et un pouvoir civil—5358 ; cette question n'est plus à discuter, en 1900 le gouvernement dans le cas du colonel Hutton a fait connaître toute sa pensée, déclaration—5360.

MOTIONS DE CENSURE—*Suite.*

M. Borden (R. L.)—Un député libéral, M. Thompson, a fait à la Chambre sur l'état de la milice des révélations bien plus compromettantes que n'en pouvait contenir le rapport supprimé de lord Dundonald—5364 ; le gouvernement a communiqué aux journaux la nouvelle de la révocation de la concession Treadgold avant d'en informer le parlement—5363 ; n'a jamais prêté un sens malveillant aux paroles échappées à sir W. Laurier et à tout de suite accepté son explication de son lapsus lingua—5370 ; l'Évangile, les inconnus et les étrangers—5372 ; un homme de la race et de la famille de lord Dundonald ne sera jamais considéré au Canada comme un étranger ou un inconnu, mais comme un concitoyen—5372.
Motion renvoyée sur division—5372.

TRANSPORT DE PRODUIT PÉRISSABLES.

M. Smith (E. D.)—Présente une motion demandant à la Chambre de déclarer que le gouvernement n'a pas profité des occasions qui se sont offertes depuis sept ans pour donner aux cultivateurs des facilités sûres de transport à prix modiques pour leurs produits périssables et leur a fait ainsi perdre des millions de dollars—8030 ; le Canada a fait des progrès évidemment pour ces transports, mais le système n'est pas encore parfait—8016 ; énumère les données thermologiques sur tous les vaisseaux muns de réfrigérateurs—8016 ; tout le blâme doit retomber sur le gouvernement—8019 ; il n'en est pas ainsi aux États-Unis—8019 ; on aurait dû forcer les compagnies à donner satisfaction quand on a renouvelé les contrats—8020 ; éloge des ventilateurs—8022 ; absence de thermographes—8022 ; ventilation des divers steamers subventionnés—8024 ; si nous avions des wagons bien ventilés, des navires bien ventilés, nous pourrions livrer sur le marché anglais les produits les plus précieux du Canada en état parfait—8028 ; le gouvernement devrait s'assurer de plus forts chargements de retour en adoptant une politique fiscale dont le résultat serait de nous faire acheter en Angleterre une proportion plus considérable des marchandises que nous achetons actuellement—8029.

Cartwright (sir R.)—M. Smith parle-t-il au nom de ses amis en demandant une réduction plus forte de tarif sur les articles importés de Grande-Bretagne ?—8030 ; il y a eu 199 thermographes placés—8032 ; les inspections sont faites régulièrement—8032 ; article du "Commercial Intelligencer" félicitant le ministre de l'Agriculture de la façon dont les pommes du Canada arrivent en Angleterre—8034 ; les ministres sont aussi anxieux que l'opposition de venir en aide aux cultivateurs et de leur faciliter l'écoulement avantageux de leurs produits—8034.

M. Sproule—Les cultivateurs, par suite de la taxe supplémentaire pour l'usage des compartiments frigorifiques perdent le bénéfice qui résulterait pour eux de l'usage des compartiments à air froid—8037.

M. Broder—Les produits canadiens sont chassés du marché anglais par ceux de la Sibérie, de la Nouvelle-Zélande et du Danemark—8042.

Motion Smith rejetée : 38 pour, 62 contre—8044.

M. L'ORATEUR.**OUVERTURE.**

Avs de l'ouverture de la session, lu à la Chambre—1.

CHOIX DE L'ORATEUR.

La Chambre renvoyée pour faire choix d'un Orateur de M.—1.

Election de M. N. A. Belcourt proposée par sir W. Laurier, appuyée par sir Richard Cartwright, motion adoptée—3; M. Borden approuve—3; M. Belcourt remercie—4.

DECORUM DES SEANCES.

M. l'Orateur—Les députés parlent si haut que l'exemple est suivi par les tribunes—2207.

PETITIONS DEPOSEES.

M. l'Orateur—Rappelle que toutes les pétitions doivent être revêtues de la signature d'un membre de la députation qui en assume la responsabilité—253.

PETITIONS EN RETARD.**ALLIANCE BANK OF CANADA.**

M. Russell—Propose la réception de la requête de M. John P. Stairs pour prolonger le temps d'obtention de certificat de "The Alliance Bank of Canada", en dépit de l'expiration des délais—4461; la compagnie a attendu jusqu'au dernier moment pensant n'avoir pas besoin d'extension de délai—4462.

M. Borden (R. L.)—Le gouvernement a fait des concessions pires que celle-là pour le Grand-Tronc-Pacifique—4462.

Hon. Fielding—Les promoteurs de banque devraient réunir les fonds avant de demander l'incorporation—4462; cette faveur a déjà été accordée à d'autres, il vaut mieux ne pas agir de rigueur—4462.

M. Henderson—Des neuf banques qui ont demandé des chartes l'an dernier, une seule est établie—4463.

Motion adoptée—4464.

BANQUE DES FERMIERS DU CANADA.

M. Guthrie—Présente une requête de James Gallagher demandant à la Chambre de recevoir la pétition pour incorporation de la banque des Fermiers du Canada et de l'envoyer au comité des ordres permanents—3754.

M. Borden (R. L.)—Il faudrait modifier le règlement et exiger certaines formalités lorsque les pétitions sont en retard—3755.

Laurier (sir W.)—Inutile de modifier la loi, on peut exiger des raisons sérieuses, dans le cas présent, l'incorporation demandée ne peut léser personne—3755.

Hon. Fielding—On pourrait exiger doubles honoraires—3755.

Pétition reçue—3755.

BREVET D'INVENTION DE CAHOONE.

M. Germain—Présente requête de John Murphy demandant à la Chambre de recevoir la pétition de E. R. Cahoon pour un acte prolongeant le délai pour construire en vertu d'un brevet, et de l'envoyer au comité des ordres permanents—3790; raison, erreur, accordé—3790.

PETITIONS EN RETARD—Suite.**BREVET D'INVENTION DE GIRONCOLLI.**

M. MacKinnon—Présente une requête de S. Gironcolli demandant à la Chambre de recevoir sa pétition pour un acte déclarant le brevet d'invention n° 66,962 resté valide; le requérant était malade et résidait en Autriche à l'expiration des délais, requête reçue—3756.

CHEMIN DE FER D'EDMONTON.

M. Bickerdike—Propose que la pétition de F. H. Markie au nom du chemin de fer d'Edmonton soit reçue et envoyée au comité des ordres permanents—adopté—2627.

CHEMIN DE FER DE L'ERIE A LA RIVIERE DETROIT.

M. Sutherland—Propose que la pétition de J. T. Schell pour la compagnie de chemin de fer de l'Erie à la rivière Détroit soit reçue et envoyée au comité des ordres permanents—adopté—2627; acceptation recommandée par le comité—2958; protestation Sproule, approbation Laurier—2958.

CHEMIN DE FER HURON ET ONTARIO.

M. Ross (Wm)—Propose la réception de la pétition de la compagnie du chemin de fer Huron et Ontario conformément au rapport du comité des ordres permanents, en dépit de l'expiration des délais, adopté—3887.

CHEMIN DE FER DU SUD DU NOUVEAU-BRUNSWICK.

M. Gibson—Demande la suspension des règlements pour recevoir la pétition du chemin de fer du sud du Nouveau-Brunswick pour être déclaré à l'avantage général du Canada—5251.

Laurier (sir W.)—La compagnie n'a su que tout récemment par une décision de la commission des chemins de fer que sa charte provinciale est insuffisante—5251.

M. Borden—La gauche ne s'oppose pas, mais il devient fatigant d'avoir à violer les règlements; s'ils sont trop sévères, qu'on les amende ou qu'on les supprime—5253. Motion adoptée sur division—5254.

M. Gibson—Demande la suspension des règlements pour présenter le Bill de la compagnie du chemin de fer du sud du Nouveau-Brunswick—5426.

Accordée—5426.

CHEMIN DE FER SIMILKAMEEN A KEREMOS.

M. Morrison—Propose que la pétition pour un Bill d'incorporation du chemin de fer Similkameen et Keremos soit reçue malgré l'expiration des délais—3888.

Laurier (sir W.)—Proteste contre l'abus de ces demandes trop tardives sans motif—3888.

M. Sproule—Si la loi est trop sévère, il faut la changer, sinon, l'observer—3888.

Motion adoptée—3888.

PETITIONS EN RETARD—*Suite.*

COMPAGNIE ANGLO-AMERICAINE D'ASSURANCES et CIE DE L'OUEST.

M. McCarthy—Propose que les pétitions de la compagnie d'assurances de l'ouest et de la compagnie anglo-américaine d'assurances soient envoyées au comité des ordres permanents. Adopté—2950.

COMPAGNIE D'ASSURANCES CONTRE L'INCENDIE D'OTTAWA.

M. Rosamond—Propose qu'on accorde la requête de ladite compagnie pour pouvoir présenter un Bill en dépit des délais expirés. La compagnie fonctionne dans Ontario, et demande une charte fédérale—3259.

Requête accordée—3259.

COMPAGNIE DES AMEUBLEMENTS DE BUREAUX ET SALLES D'ECOLES.

M. Clare—Propose la réception de la requête de A. Harvey pour un Bill pour admettre aux patentes les brevets de la "Canadian Office and School Furniture Co.", en dépit du retard, adopté—3888.

COMPAGNIE D'ECLAIRAGE ET DE FORCE MOTRICE DE RIO-JANEIRO.

M. Calvert—Propose l'acceptation, malgré l'expiration des délais, de la pétition de la compagnie d'éclairage et de force motrice de Rio-Janeiro pour changement de nom et être autorisée à construire des chemins de fer et téléphones au Brésil, conformément à la loi du pays—4880; les membres de la compagnie sont canadiens, ils ont une charte et ont payé \$2,900 d'honoraires, leur traité au Brésil exige le commencement des travaux cette année ce qui ne pourrait se faire sans le Bill, aucun pouvoir n'est demandé pour le Canada—4881.

Pétition reçue—4881.

COMPAGNIE ELECTRIQUE D'OTTAWA.

M. Morrison—Demande la réception de la pétition de la compagnie électrique d'Ottawa, malgré l'expiration des délais—2335; réservé—2335; accepté, renvoyé au comité des ordres permanents—2479.

COMPAGNIE ELECTRIQUE GENERALE CANADIENNE.

M. Thompson—Au nom de M. Curtis demande que la pétition de la compagnie électrique générale canadienne pour importer une turbine dont elle a le brevet soit reçue, adopté—2788.

DIVORCE ANDREW MANN.

M. Calvert—Propose la réception de la pétition de Andrew M. Mann pour un Bill de divorce; adopté—3888.

"KINGSTON AND DOMINION CENTRAL RAILWAY".

M. Grant—Demande la réception de la pétition de la "Kingston and Dominion Central Railway Co."—2385; réservé—2385; acceptée, envoyée au comité des ordres permanents—2479.

TRAMWAY D'EDMONTON.

M. Oliver—Demande que la pétition du tramway d'Edmonton soit lue, reçue et envoyée aux ordres permanents—adopté—2708.

PIECES DEMANDEES.

SANS DISCUSSION.

BAIE LA VALLIERE.

M. Bruneau—Copie de documents concernant le dragage de la Baie La Vallière—3809.

BASSIN DE RADOUB DE LA COTE DU PACIFIQUE.

M. Borden (R. L.)—Copie de correspondance de toute nature relative à l'agrandissement du bassin de radoub de la côte du Pacifique—564.

BRISE-LAMES DE PORT-MORIEN, C.-B.

M. Bell—Demande le relevé des deniers dépensés, des travaux exécutés au brise-lames de Port-Morien, Cap-Breton—5159.

BRONTE, ONT., TRAVAUX DU PORT.

M. Hendersen—Etat des sommes payées pour l'amélioration du port de Bronte depuis 1900—

BUREAU DE POSTE DE IRENA, COMTE DE DUNDAS.

M. Broder—Copie de la correspondance échangée au sujet du remaniement de la direction du bureau—2878.

CANAL DE TRENT.

M. Ward—Copie des rapports relatifs aux mérites respectifs des tracés de Trenton et de Port-Hope pour le canal de Trent—565.

CHAMBRE DE MATURATION DE COWANSVILLE.

M. Taylor—Etat détaillé des dépenses et recettes—2878.

CHAMBRE DE MATURATION DE SAINT-HYACINTHE.

M. Taylor—Etat détaillé des recettes et dépenses—2878.

CHARBON AUX EDIFICES PUBLICS.

M. Clare—Etat des fournitures—1895.

CHATHAM, N.-E., A TERRE-NEUVE.

M. Hackett—Pétitions pour une ligne de steamers de Chatham à Terre-Neuve—1896.

CIRCULATION SUR L'INTERCOLONIAL.

M. Casgrain—Demande copie de toute correspondance au sujet de la circulation sur l'Intercolonial d'un train de voyageur de Campbellton et Causapsal et Campbellton à Sainte-Flavie—5159.

COMMISSION DES GARDE-BESTIAUX.

M. Lennox—Copie de documents de toute nature relatifs à cette commission—2879.

COMMUNICATIONS TELEPHONIQUES.

M. Maclean—Copie du jugement de la commission des chemins de fer sur la demande de Port-Arthur et de Fort-William de se relier par téléphone aux stations du C.P.R.—565.

PIECES DEMANDEES—*Suite.*

COMPAGNIE DE FABRICATION DE CARABINES ROSS.

M. Bell—Documents se rapportant à la concession de terrains dans Québec à la compagnie de fabrication de carabines Ross—2879.

CONCESSIONS FORESTIERES AU MANITOBA et T.N.-O.

M. Roche—Etat donnant le nombre des concessions et le nom des concessionnaires—565.

CONTRATS POSTAUX.

M. Borden (R. L.)—Copie de tous les contrats pour transports postaux entre les ports du Saint-Laurent, Nouvelle-Ecosse et Nouveau-Brunswick et les ports du Royaume-Uni—429.

COTON BRUT IMPORTE.

M. Bell—Etat du coton brut importé et utilisé en Canada dans les six dernières années—1894.

DEBARCADERE RE BEATON, C.-A.

M. Casgrain—Documents, pétitions, etc., relatifs au creusage de la rivière Lardo auprès du débarcadere de Beaton, C.-A.—2809.

DELEGUES AGRICOLES.

M. Roche—Etat des délégués agricoles canadiens envoyés en Grande-Bretagne en 1903, avec les sommes payées—1894.

DEMISSION DE HENRI GOODERICK.

M. Monk—Copie de la correspondance relative à la démission de H. Gooderick de Mount-Royal Vale— comme employé des postes—3998.

DEMISSIONS D'OFFICIERS DU 9e REGIMENT.

M. Casgrain—Copie des lettres de démission d'officiers du 9e régiment adressées au colonel Evanturel—3810.

DESTITUTION DE E. A. NASH DE KAMLOOPS.

M. Taylor—Documents et correspondance relatifs à la destitution de E. A. Nash de Kamloops—2879.

EDIFICES PUBLICS ERIGES OU REPARES.

M. Clare—Etat des constructions et réparations d'édifices publics du Canada depuis 1896—1896.

EMPLOI D'ETRANGERS SUR LES EXPLORATIONS DU G.T.P.

M. Borden (R. L.)—Demande le dépôt de toute nouvelle correspondance au sujet de l'emploi d'étrangers sur les explorations du G.T.P., depuis l'émission du dernier ordre de la Chambre—4886. Accordé—4886.

EXPLORATIONS DU G.T.P.

M. Clarke—Copie de la correspondance au sujet des demandes d'emploi pour les explorations du G.T.P.—4782.

PIECES DEMANDEES—*Suite.*

FICELLE D'ENGERBAGE.

M. Clancy—Demande copie de tous les documents relatifs aux saisies de ficelle d'engerbage—5159.

FRUITS ET LEGUMES IMPORTEES.

M. Monk—Etat détaillé des fruits et légumes importés en douane des Etats-Unis par Montréal et Toronto en 1902 et 1903; adopté—2837.

FUSIONNEMENT DU CHEMIN DE FER DE LA RIVE SUD.

M. Monk—Copie de toute correspondance relative au fusionnement—565.

GARRISON COMMONS DE TORONTO.

M. Clarke—Copie des documents relatifs à la vente ou à la location du Garrison Commons de Toronto—223.

HAMPTON STATION.

M. Fowler—Documents relatifs au transport de bureau de poste de Ossekeag à Hampton Station—1894.

HUNTINGDON, P.Q., BUREAU DE POSTE.

M. Borden (R. L.)—Documents relatifs à la nomination de M. Boyd au bureau de poste de Huntingdon—1894.

ILE DU PRINCE-EDOUARD, CHEMIN DE FER.

M. Lefurgey—Etat des dépenses du pont d'Hillsboro et de l'embranchement de Murray-Harbour—3810.

ILE HOPE, BAIE GEORGIENNE.

M. Bennett—Copie de la correspondance concernant la coupe de bois sur l'île Hope, Baie Georgienne—222.

IMMIGRATION.

M. Wilson—Etat donnant les noms de tous les agents d'immigration employés du 30 juin 1902 au 1er janvier 1904—222.

M. Wilson—Etat indiquant les montants payés aux agents d'immigration comme commissions ou dépenses, du 30 juin 1902 au 1er janvier 1904—222.

M. Wilson—Etat donnant tous les renseignements relatifs aux agents d'immigration pour l'année fiscale 1903—222.

INGENIEURS POUR LE TRANSCONTINENTAL.

M. Borden (R. L.)—Copie des documents relatifs aux demandes d'emploi d'ingénieurs britanniques pour les levés du Transcontinental et des protestations contre l'emploi d'ingénieurs américains—2879.

INGENIEURS DE LA MARINE ET DES PHARES.

M. Northrup—Copie de l'arrêté ministériel déterminant les attributions des ingénieurs—1897.

INSTRUMENTS AGRICOLES EXPORTES.

M. Roche—Etat des remises payées aux différents fabricants d'instruments agricoles pour l'exportation—565.

PIECES DEMANDEES—*Suite.*

LIGNE DE MANCHESTER.

M. Smith—Copie du contrat de la ligne de Manchester pour son service, saison 1903—1896.

METIS DE LA SASKATCHEWAN.

M. Davis—Correspondance avec M. D. R. McDowall relativement à l'émission des scrips après la rébellion—1894.

M. Davis—Pétitions antérieures à 1896—1894.

MURRAY HARBOUR, I.P.-E.

M. Lefurgey—Documents relatifs au tracé et au coût de l'embranchement de Murray Harbour—1895.

NAVIGATION DE LA RIVIERE SASKATCHEWAN.

M. Davis—Copie de plans, documents, correspondance relatifs à la navigation de la rivière Saskatchewan—3809.

PECHERIES DE HOMARDS, COMMISSION.

M. Ganong—Copie des ordres en conseil, correspondance, etc., relatifs à la nomination d'une commission d'enquête des pêcheries de homards—565.

PERMIS DE CIRCULATION.

M. Bell—Liste des permis de circulation sur les chemins de fer émis aux députés et sénateurs—1896.

PERMIS DE MISE EN BOITE DE HOMARDS.

M. Lefurgey—Copie de la correspondance au sujet des nouveaux permis sur la côte est de l'I.P.-E.—3819.

PERMIS DE VENTE DE BOISSON AU YUKON.

M. Bennett—Etat des permis accordés—1895.

QUEBEC CENTRAL RAILWAY.

M. Morin—Etat des sommes reçues par le gouvernement pour l'usage de l'I.C.R. par le Québec Central de Harlaka à Lévis—3997.

RAPPORT DE M. BLAISE DUGAS.

M. Monk—Copie du rapport de M. Blaise Dugas sur ses travaux en Belgique au sujet du tabac—2879.

REPARTITION DES TRAVAUX ENTRE LES MINISTERES.

M. Casgrain—Copie de tous les décrets rendus en vertu de l'Acte concernant l'administration et le contrôle des travaux publics et autres—3809.

RESERVE DES DOUKHOBORS.

M. Roche—Copie de correspondance relative à l'accroissement de la réserve des Doukhobors—565.

RETS A TRAPPES EN COLOMBIE-ANGLAISE.

M. Earle—Correspondance entre le gouvernement de la Colombie-Anglaise, l'association des fabricants de conserves et le ministre de la Marine au sujet de permis d'emploi de rets à trappes—2879.

PIECES DEMANDEES—*Suite.*

SAINT-JEAN, P.Q., BUREAU DE POSTE.

M. Monk—Correspondance relative au choix de l'emplacement du bureau de poste de Saint-Jean, P.Q.—2878.

SALAIRES EQUITABLES.

M. Smith (Ralph)—Copie de tous les contrats pour travaux publics contenant la clause des salaires équitables—5159.

SASKATCHEWAN, NAVIGATION DE LA RIVIERE.

M. McCreary—Etat des sommes dépensées pour améliorer la navigation de la rivière Saskatchewan—223.

M. McCreary—Etat des concessions forestières accordées au Manitoba et dans les territoires du Nord-Ouest de 1878 à 1896 et de 1896 à 1904—223.

P. V. SAVARD.

M. Casgrain—Copie des rapports, opinions, etc., transmis par P. V. Savard au sujet de la Seigneurie de Mingan—565.

SCRIPS AUX METIS.

M. LaRivière—Copie des pétitions, réclamations, etc., relatives à la répartition des scrips aux métis du Manitoba et des territoires du Nord-Ouest—222.

M. LaRivière—Etat des scrips émis aux métis du Manitoba et distribués, et des scrips non rentrés en 1903—1896.

SECHOIRS BREVETES.

M. Hackett—Pétition de la chambre de commerce d'Alberton, I.P.-E., au sujet des séchoirs brevetés—1896.

STATION D'INDUSTRIE LAITIERE DE MABOU, C.-A.

M. Bell—Correspondance, coût de construction, recettes, etc., de la station d'industrie laitière de Mabou, C.-A.—3809.

STATION D'INDUSTRIE LAITIERE A NAPPAN, N.-E.

M. Bell—Etat indiquant le nombre de livres de beurre fabriquées à la station d'industrie laitière de Nappan, N.-E.—3809.

TERRES DU MANITOBA.

M. Stewart—Correspondance relative au choix et lotissement des 250,000 acres de terre du Canadian-Northern auxquels a droit la province du Manitoba—5158.

TORONTO, ILE ET PORT DE TORONTO.

M. Osler—Copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et ses ingénieurs au sujet des dommages causés par les eaux du lac Ontario à l'île en face de Toronto—223.

TRENT, CANAL DE LA VALLEE DE TRENT.

M. Blain—Copie du rapport de M. McLeod sur la continuation du canal entre le lac Rice et le lac Ontario—223.

TROUPES A SYDNEY.

M. Kendall—Demande la production immédiate des documents relatifs à l'envoi de la milice et des troupes permanentes à Sydney—6642 ; accordé—6642.

PIECES DEMANDEES—*Suite.*

VENTILATION DE LA CALE DES NAVIRES.

M. Smith—Copie de la correspondance entre le ministre de l'Agriculture et les compagnies de steamers relativement à la ventilation de la cale des navires—222.

M. Smith—Copie des conventions avec toutes les lignes de navigation primées ou subventionnées—223.

M. Smith—Copie de toutes les données thermiques prises à bord des navires subventionnés—223.

VENTILATION DES CHEMINS DE FER.

M. Smith—Copie de la correspondance entre le département de l'Agriculture et les compagnies de chemins de fer pour la ventilation des chars—565.

AVEC DISCUSSION :

BRUCE, ONT., SERVICE POSTAL.

M. Donnelly—Demande copie de la correspondance relative aux irrégularités du service postal de la ville de Walkerton et se plaint de ces irrégularités—592 ; accordé—595.

Hon. Sutherland—La rigueur de l'hiver a causé les retards—595.

CHAMBRE DE MATURATION DE FROMAGE DE BROCKVILLE.

M. Taylor—Demande un état détaillé de toutes les recettes et dépenses de la chambre de maturation de Brockville—2869 ; les quatre chambres de maturation existantes ont laissé un déficit de \$20,157.50 en 1903—2870 ; opinion Everetts—2871 ; opinion du "Trade Bulletin" de Londres, sur les fromages enduits de cire—2873.

Hon. Fisher—Les chambres de maturation ont été établies pour amener une uniformité d'affinage—2875 ; le gouvernement ne peut pas faire de recettes ; il a traité les fromages pour les fabricants et ceux-ci ont retiré les profits—2878.

Demande accordée en ajoutant Woodstock à Brockville—2878.

CHEMINS A BARRIERES DE MONTREAL—WESTMOUNT.

M. Rivet—Demande copie de la correspondance entre le département et la ville de Westmount au sujet d'achat d'obligations de la compagnie des chemins à barrières de Montréal—3994 ; la ville de Westmount a commué sa part d'entretien du chemin à raison de \$6,800 en capital, soit \$408 par année à 6 p.c.—3995 ; l'intérêt a été payé régulièrement—3995 ; la ville de Westmount demande à pouvoir acheter des obligations de la compagnie pour éteindre sa commutation et être propriétaire du chemin—3995 ; la compagnie prétend ne pouvoir pas aliéner une partie de son chemin—3995 ; on devrait aider Westmount qui a été autorisé par la législature à faire cette opération et mettre la ville à même d'être maîtresse de sa route—3995.

PIECES DEMANDEES—*Suite.*

Hon. Fielding—Les papiers seront soumis ; le gouvernement est prêt à prendre des mesures d'ensemble avec les municipalités ou les autorités provinciales, mais n'a pas cru devoir fixer de prix à Westmount pour une partie des obligations qu'il détiend—3996.

M. Monk—Le gouvernement devrait ouvrir une enquête sur le fonctionnement de la compagnie des chemins à barrières—3997.

Motion accordée—3997.

CHEMIN DE FER DU GRAND-TRONC-PACIFIQUE.

M. Barker—Demande copie de tous les documents non encore produits relativement au G.T.P., propositions de construction, demande de subventions, correspondances—3998 ; la demande de subvention lue par l'honorable M. Fielding n'était pas un document confidentiel—4000 ; la compagnie du G.T.P. quand elle a fait cette demande était prête à livrer à Montréal à l'I.C.R. le fret venant de l'ouest—4001 ; nous n'avons pas la réponse à cette lettre, il nous la faut, c'est la raison d'être de cette motion—4003 ; il est douteux que le premier ministre puisse déclarer qu'aucun de ses partisans en dehors de ses collègues du ministère n'a eu connaissance de cette demande de subventions—4006.

Laurier (sir W.)—En affaires, chacun a le droit de faire toute espèce de propositions sous le sceau du secret, verbalement ou par écrit confidentiel—4006 ; la demande n'a pas été agréée, il n'y avait plus rien qui intéressait le public—4007 ; le document n'a jamais été montré à personne en dehors des ministres—4008 ; lorsque la gauche a prétendu faussement que le G.T.P. voulait construire la ligne de North-Bay à Winnipeg avec les subventions ordinaires, nous nous sommes fait relever du secret et nous avons montré que cette assertion était erronée—4009 ; M. Todd et les documents confidentiels—4010, 4011 ; le gouvernement ne s'oppose pas à la demande—4011.

M. Borden (R. L.)—Condamne la manière de voir du premier ministre—4012 ; les documents demandés devraient contenir s'il y en a, les propositions faites par d'autres promoteurs, même si elles sont confidentielles—4017 ; M. Bourinot et les communications confidentielles—4024 ; M. Charlton avait eu connaissance d'une autre proposition—4022 ; M. McCreary en avait eu connaissance—4025.

Laurier (sir W.)—Déclare qu'il n'y a pas de réponse à cette lettre de demande de subvention—4027.

Motion adoptée—4027.

DETTE DU PORT DE MONTREAL.

M. Kemp—Demande copie d'une lettre ouverte de M. Tarte demandant au gouvernement de prendre à sa charge la dette du port de Montréal—5157.

En suspens : sir W. Laurier veut conférer avec M. Kemp—5157.

PIECES DEMANDEES—*Suite.*

INONDATIONS DANS SAINT-JEAN, IBERVILLE, MISSISQUOI.

M. Demers (L. P.)—Demande copie de toute correspondance, réclamations, etc., pour dommages provenant des inondations de la rivière Richelieu—221 ; vingt-cinq mille acres sont inondés tous les ans—221 ; l'utilisation du bras le plus profond de la rivière pour le canal Chambly est cause du séjour prolongé de l'eau sur les terres—221 ; des études d'amélioration ont été faites mais les travaux recommandés n'ont pas été exécutés—221.

Motion adoptée—221.

INSURRECTION DU NORD-OUEST.

M. Davis—Demande copie de tous les documents relatifs au paiement d'indemnités après l'insurrection du Nord-Ouest de 1885—2837 ; les pétitions des métis ont été brûlées au département de l'Intérieur avant l'avènement du gouvernement actuel—2838 ; si la commission des réclamations eût été nommée six mois plus tôt l'insurrection n'aurait pas éclaté—2840 ; les citoyens ont été pillés—2840 ; le commissaire McKay disait aux métis qu'ils ne seraient pas indemnisés s'ils ne votaient pas pour les conservateurs—2841 ; compte de McKay, \$14,898—2842 ; pétition des métis contre McKay—2844 ; aperçu de la façon dont les réclamations ont été réglées—2846 ; réclamations McLean, lettres de Hugh John Macdonald—2851 ; le gouvernement doit reprendre l'affaire et rendre justice à ceux à qui elle a été refusée—2854.

M. Scott—Réclamation de M. Legaré qui a ramené Sitting Bull aux Etats-Unis en 1881 pour qu'il se livre aux autorités américaines—2855.

M. Henderson—Pourquoi les députés libéraux n'ont-ils pas fait régler ces torts par leurs amis depuis sept ans qu'ils sont au pouvoir—2857.

Laurier (sir W.)—La grande difficulté est de rouvrir la discussion—2857 ; les documents seront soumis—2858.

Motion adoptée—2861.

LIBERATION CONDITIONNELLE.

M. Monk—Demande un état des libérations conditionnelles depuis 1er mai, délit, non-condamnation, raison de libération—3804.

Hon. Fitzpatrick—Impossible de livrer les noms à la publicité, ni les rapports confidentiels des juges sur lesquels la libération est basée—3804 ; déposera le nombre de détenus de chaque pénitenciers libérés conditionnellement—3806.

Adopté—3807.

PENSIONS AUX VOLONTAIRES DE L'AFRIQUE DU SUD.

M. Broder—Demande copie de toute correspondance entre le gouvernement et les postulants de pension pour blessures dans la guerre de l'Afrique du Sud—4752 ; le blessé Mulloy est connu partout où l'on parle anglais—4753 ; il reçoit du gouvernement anglais 65 cts par jour—4753 ; ses parents sont dans la gêne—4753 ; il a reçu \$2,000 de souscriptions, mais ce n'est pas assez—4753 ; si l'on veut que les Canadiens retournent au feu, il faut prendre soin des invalides—4754.

PIECES DEMANDEES—*Suite.*

M. Borden (sir Fred.)—Il n'est pas à propos que le parlement statue sur des cas isolés—4754 ; le classement avec la détermination des mérites des postulants n'est pas encore achevé—4754 ; il y a 90 pensionnaires provisoires—4754 ; ceux qui se sont engagés savaient qu'ils ne devaient pas s'attendre à autre chose qu'au traitement prévu dans l'armée impériale—4754 ; le gouvernement serait disposé à parfaire la différence entre la pension impériale et celle qui se paie pour les pensionnaires existant déjà par suite de l'invasion féminine et la rébellion du Nord-Ouest—4755.

Motion adoptée—4755.

PESAGE DES PRODUITS DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE.

M. Pope—Demande copie de la correspondance échangée au sujet du pesage et de la nomination d'une commission d'enquête—3807 ; désire interpeller le gouvernement pour le blâmer de son indifférence—3807.

Motion adoptée—3807.

RECLAMATION DE M. JOHN CAMPBELL.

M. Hughes (S.)—Demande copie de toute correspondance au sujet d'un envoi de moutons de la ferme de Fairview, Woodville, P.Q., aux Etats-Unis et de la quarantaine qu'ils ont subie—3799 ; M. Campbell prétend avoir expédié sur de fausses indications du ministère de l'Agriculture des moutons aux Massachusetts et ces moutons lui ont été renvoyés, il réclame le remboursement des messageries—3800.

Hon. Fisher—Le ministère n'a pas de fonds à cet effet, les documents seront produits—3800.

Motion adoptée—3803.

RESERVE DE DONCASTER.

M. Léonard—Demande copie de tous les documents relatifs à l'échange de terrain pour les sauvages propriétaires de la réserve de Doncaster ou pour les squatters établis là—2861 ; le gouvernement ne fait pas figurer au budget du prochain exercice les \$11,325 qui avaient été votés l'année dernière et n'ont pas été payés pour indemniser les squatters—2862 ; les prétendus squatters n'ont aucun droit, ce sont des cabaleurs d'élection—2862 ; M. Léonard est en faveur du règlement pourvu qu'il ne se fasse pas au gré du ministre de la Marine—2863.

Laurier (sir W.)—Le crédit ne reparait pas au budget du prochain exercice parce que le montant sera payé avant l'expiration de celui-ci—2864 ; les squatters établis de bonne foi sur la réserve ont, en équité, le droit d'être indemnisés—2864 ; si le paiement n'est pas déjà fait c'est à cause de difficultés de délimitation du rang—2865.

M. Monk—Si la réclamation est si claire, pourquoi ne l'avoir pas encore payée ?—2865 ; les squatters se sont établis sur la réserve en pleine connaissance de cause—2865 ; on ferait mieux d'employer cet argent à augmenter les salaires des facteurs de poste—2866.

Hon. Préfontaine—Les conservateurs qui ne se sont jamais occupés de cette question sont furieux de voir les libéraux la régler—2867 ; les squatters sont de bonne

PIECES DEMANDEES—*Suite.*Hon. Préfontaine—*Suite.*

foi, quelques uns sont là depuis 20 ans, la réserve n'a jamais été délimitée—2864; M. Préfontaine n'a jamais conseillé à personne d'aller s'établir sur la réserve—2869; le montant voté comprend des fonds pour la construction d'un chemin du comté de Montcalm au comté de Terrebonne à travers la réserve—2868.

Motion accordée—2868.

SERVICE DE STEAMERS ENTRE LE CANADA ET LA FRANCE.

M. Casgrain—Demande copie de tous les documents relatifs au contrat et à la subvention—4756; la Chambre a voté sans opposition une subvention de \$133,000 par année pour dix ans; les négociations se faisaient officiellement avec M. Colombier—4757; le gouvernement ne connaissait pas officiellement M. Carbonneau—4757; cependant, une fois signé, le contrat était transporté à M. Carbonneau—4757; M. Carbonneau a cédé l'entreprise à la compagnie des Transports Canadiens, limitée—4757; deux navires ont fait la traversée de France en Canada—4758; le gouvernement dit que le contrat n'a pas été rempli—4758; maintenant, le gouvernement dit qu'il négocie avec la maison Armstrong—4758; on dit que M. Carbonneau a transporté une deuxième fois son contrat à M. Armstrong—4758; la gauche avait raison de dire que M. Carbonneau était dans l'affaire—4759; M. Carbonneau est un contumace; les ministres étaient aveuglés—4759.

Laurier (sir W.)—Ne fait aucune opposition au dépôt des documents—4759; M. Carbonneau était peut-être derrière le projet mais le gouvernement n'a pas eu affaire à lui—4759; le gouvernement n'a pas voulu ratifier le transport de M. Colombier à M. Carbonneau—4760; il a exigé l'observation du contrat—4760; on ne peut pas tenir compte de la piètre tentative d'exécution du contrat par l'envoi du "Malou"—4760; aucune des conditions n'a été respectée—4760; M. Colombier a été prévenu que son contrat était annulé, le gouvernement a entamé des négociations avec M. Armstrong et espère réussir—4760.

M. Borden (R. L.)—Pourquoi le ministre de la Marine a-t-il annoncé que les navires étaient en construction et que quatre seraient parachevés au printemps—4760; on dit que si le gouvernement ne connaissait pas officiellement M. Carbonneau il le connaissait réellement—4761; l'espoir d'établir ce service n'est pas abandonné, a-t-on abandonné celui d'établir un service transatlantique rapide?—4762.

Cartwright (sir R.)—Les conservateurs ont essayé assez longtemps sans y réussir—4762.

Motion accordée—2868.

TRANSCONTINENTAL NATIONAL.

M. Barker—Demande copie de tous les rapports préliminaires, comptes, états, etc., relatifs aux explorations des divisions de l'ouest et de l'est du transcontinental?—221.

PIECES DEMANDEES—*Suite.*

Hon. Emmerson—Le gouvernement n'a aucun document relatif aux explorations de la division de l'ouest et n'a pas d'ingénieur sur la division de l'est—222.

Motion retirée—222

TREADGOLD—COMMISSION D'ENQUETE.

M. Casgrain—Demande production de la commission nommant les commissaires enquêteurs dans l'affaire Treadgold, avec enquête et rapport?—220.

Hon. Sifton—Rapport n'est pas encore prêt—220; tous les documents en la possession du gouvernement seront produits—220.

VENTILATION DES VOITURES DE CHEMIN DE FER.

M. Smith—Demande la production de correspondance relative à la ventilation des voitures de chemin de fer—220.

Hon. Emmerson—Aucune correspondance de ce genre n'est en existence—220.

Motion retirée—220.

WAGONS OFFICIELS OU PARTICULIERS.

M. Tolton—Demande un état de l'emploi de wagons officiels ou particuliers par les ministres depuis le 1er janvier 1900—3808.

Hon. Fielding—Il serait préférable d'avoir les informations complètes depuis 1878—3808.

Motion en suspens—3809.

WAGONS OFFICIELS.

M. Taylor—Demande un état de l'emploi des wagons officiels depuis 1896—5158.

Laurier (sir W.)—Demande que l'état parte de 1888—5158.

Adopté—5158.

WILTON, ONT., DESTITUTION DU MAITRE DE POSTE.

M. Wilson—Demande la production des pièces relatives aux accusations portées contre L. L. Gallagher, maître de poste de Wilton, Ont., et ayant motivé sa destitution—219.

Mulock (sir W.)—S'oppose à la production du rapport de l'inspecteur des postes qui est confidentiel—220.

Motion adoptée—220.

PRESENTATION DES DEPUTES.

PRESENTATIONS.

Présentation de députés: J. E. Armstrong, Lambton-est: R. L. Borden et Clancy; J. W. Daniel, Saint-Jean, N.-B.: R. L. Borden et Lefurgey; J. J. Donnelly, Bruce-est: R. L. Borden et Clarke; A. Lavergne, Montmagny: sir W. Laurier et Louis Lavergne; H. Hazard, Queen-ouest, I.P.-E.: Hon. H. R. Emmerson et McKinnon; L. A. A. Rivet: sir W. Laurier et hon. S. Fisher—6.

L'Orateur annonce l'élection de M. John H. Sinclair pour Guysboro—718; présenté par Hon. W. S. Fielding et A. Johnston—802.

QUESTIONS.**AGRICULTURE.****ABATTAGE DE BESTIAUX AMERICAINS EN ENTREPOT.**

M. Clarke—Des personnes ont-elles le pouvoir d'abattre au Canada en entrepôt du bétail américain pour l'exportation ?—R. Non, sauf pour les porcs par ordre en conseil de 1880—1890.

BEURRE ET FROMAGE.

Hon. Brodeur—Quantités exportées de 1898 à 1903, quantités exportées en compartiments frigorifiques ?—R. Chiffres fournis—798.

COTON, SA CULTURE AU CANADA.

M. Ross—A-t-on fait des expériences pour voir si le coton peut pousser au Canada ?—R. Expériences faites à la ferme expérimentale, en serres, de 1890 à 1893—559.

DEPLACEMENTS MINISTERIELS.

M. Tolton—Quels ont été pour les cultivateurs les avantages retirés des frais de déplacements et voitures et de dépenses à l'exposition d'Osaka du ministre de l'Agriculture ?—R. Les cultivateurs ont retiré les avantages d'une administration profitable et progressiste—800.

EXPOSITION DE SAINT-LOUIS.

M. Richardson—Le gouvernement va-t-il faire représenter le Canada au congrès de l'Association des dentistes à l'exposition de Saint-Louis ?—R. Pas invité—3164.

MODELES DE BREVETS.

M. Porter—Les modèles déposés au département des brevets ont-ils été vendus, pourquoi, à qui, à quel prix ?—R. Oui, à cause de l'encombrement, à E. G. Brigham, pour \$800—399-400.

NOMINATION E. P. EASTMAN.

M. Fowler—M. E. P. Eastman est-il sous-commissaire à l'exposition de Saint-Louis, est-il sujet britannique, quel prix est-il payé ?—R. Oui, naturalisé, \$7 par jour dépenses comprises—7542.

PESAGE DU BEURRE ET DU FROMAGE.

M. Pope—Une commission a-t-elle été nommée pour s'enquérir du système de pesage à Montréal, qui la compose, pourquoi nommée ?—R. M. Parmelee, député-ministre, nommé pour s'enquérir des plaintes relatives au pesage—1561.

POMMES EXPEDIEES EN EUROPE VIA MONTREAL.

M. Smith (E. D.)—Quelle quantité de pommes a été expédiée en compartiments à air frais en 1902 ?—R. 8790 barils au taux supplémentaire de 1 chelin 6 d.—685.

M. Smith (E. D.)—Quel système de ventilation existe-t-il à bord de certains vaisseaux désignés, destinés au transport des pommes ?—R. Information donnée pour chaque steamer—802.

QUESTIONS—Suite.**PROTECTION FORESTIERE.**

M. Lancaster—Le gouvernement a-t-il connaissance de résolutions de l'association forestière pour la protection des bois le long du nouveau Transcontinental ?—R. Oui, études sérieuses se font à présent—3797.

RECENSEMENT, 1901.

M. Blain—Combien a coûté le recensement jusqu'à ce jour, y aura-t-il des dépenses supplémentaires ?—R. \$1,183,729.48 ; encore quelques dépenses minimales—7318.

M. Wilmot—Une enquête a-t-elle été faite quant aux religions dans Sunbury, N.-B. ?—R. Oui, pour vérifier assertions du représentant du comté quant aux Baptistes—2833.

M. Kemp—Quels sont les résultats du recensement industriel 1901—R. Détail donné—1890.

M. Kemp—Coût des recensements 1881-1891-1901, volumes publiés et à publier ?—R. \$456,904.19 ; \$570,115.54 et \$1,179,376.00 au 17 mars 1904 ; liste des volumes donnée—331-332.

RECENSEMENT DU DISTRICT DE SASKATCHEWAN.

M. Taylor—Le gouvernement fait-il faire le recensement du district de Saskatchewan ?—R. Non—3796.

RECLAMATION HUBERT PAGE.

M. Sproule—Le gouvernement s'est-il informé de la réclamation de H. Pagé qui a été forcé de payer des droits pour des chevaux importés des Etats-Unis pour la reproduction ?—R. Détails donnés, les chevaux ont été importés pour la vente et non directement pour la reproduction—2833.

STATIONS EXPERIMENTALES DE VOLAILLES.

M. LaRivière—Le gouvernement entend-il établir des stations expérimentales de volailles au Manitoba en réponse à la demande de l'Association du Manitoba ?—R. Oui—397.

STATION D'EXPERIMENTATION DU TABAC A SAINT-JACQUES L'ACHIGAN.

M. Monk—Existe-t-il une station d'expérimentation de l'Etat pour la culture du tabac à Saint-Jacques de l'Achigan, comté de Montcalm ?—R. En 1899, 1900, 1901, des expériences ont été faites par Louis V. Labelle par ordre du gouvernement ; depuis que M. Labelle a été nommé à un emploi du revenu de l'Intérieur, les expériences ont cessé—8135.

TABAC.

M. Monk—Qui a été envoyé au Wisconsin pour l'enquête du tabac ?—R. Pierre Denis et J. B. Dugas, \$100 par mois—1891.

M. Monk—Combien B. Dugas a-t-il eu pour visiter la Belgique pour le commerce du tabac ?—R. \$470.25—1893.

M. Mulock—Combien de tabac canadien a-t-il été exporté en Belgique ?—R. De 1898 à 1902, 7,340 livres annuellement, en moyenne—1893.

QUESTIONS—*Suite.*

M. Monk—A-t-on fait des essais de culture du tabac l'année dernière aux fermes modèles ?—R. Oui, détails des résultats donnés d'après les rapports—7540.

M. Monk—Qui composait la commission envoyée pour étudier la culture du tabac aux Etats-Unis, quelles instructions, quels salaires ?—R. Pierre Denis et Basile Dugas, pour étudier les méthodes en cours dans le Wisconsin ; M. Denis, frais, \$227.75, salaire, \$218.34 ; M. Dugas, frais, \$213.17, salaire, \$197.33, rapport fait, mais pas publié—7319.

VENTILATEURS.

M. Smith (E. D.)—Etat des ventilateurs du "Lake Champlain" ?—R. Aucun en mauvais état—1370.

M. Smith (E. D.)—Quel système de ventilation sur les SS. "Livonia", "Tritonia" et "Devonia" ?—R. Détails donnés—4546.

CHEMINS DE FER ET CANAUX.

ALBERTON, I.P.-E., CHANGEMENT DE GARE.

M. Hackett—Le ministre a-t-il un rapport relatif au changement de la gare d'Alberton, I.P.-E. ?—R. Oui, défavorable—1372.

SS. "ALERT".

M. Reid—Combien d'hommes à bord, combien l'"Alert" coûte-il par mois, combien de meubles achetés, combien de personnes en sus de l'équipage dans le voyage à la Baie de Quinté, qui avait permis le voyage ?—R. Quatre hommes, \$270 par mois, \$60 de meubles ; quatre personnes en plus, pas besoin d'autorisation spéciale, le canal Murray est dans le service de l'inspecteur Stewart—8501.

CANAL DE BEAUHARNOIS.

M. Léonard—Motifs de la retraite de M. Béique, date retraite, remplaçant ?—R. Vieillesse et mauvaise santé, 1er mars 1904, \$952, J. M. Deschênes, surintendant—3161.

CANAL WELLAND, ECLAIRAGE.

M. Bennett—Qui fournit l'éclairage, à quel prix ?—R. "Lincoln Electric Light and Power Co.", \$14 par cheval vapeur, par année, pour 10 ans—1891.

CARDINAL, ONT., PERCEPTION DES PÉAGES.

M. Taylor—Nom du percepteur à Cardinal, appointements, recettes, maintien après la suppression des péages ?—R. Dr J. D. R. Williams, \$700, péages supprimés actuellement pour un intervalle de deux ans, percepteur maintenu pour cette période pour faire des relevés—251.

CHARLOTTETOWN, STATION DE CHEMIN DE FER.

M. Lefurgey—Coût des travaux et nombre d'hommes occupés pour remplir une cavité à la station ?—R. 148 hommes, 56 atelages, \$1,363—798.

QUESTIONS—*Suite.*

CHEMIN DE FER MONTREAL ET ATLANTIQUE.

M. Mignault—Le gouvernement sait-il que la section Yamaska, Saint-Guillaume n'est plus exploitée, va-t-il la faire remettre en exploitation ?—R. Le gouvernement ne le sait que par l'absence de rapports réguliers, va s'en occuper—6229.

CHEMIN DE FER DE TILSONBOURG, SUBVENTIONS.

M. Ingram—Quand les subventions ont-elles été votées, combien a-t-il de payé ?—R. Dates des différents votes données, total payé, \$117,431.48—7320.

CHUTES DE CARILLON.

M. Ethier—Le pouvoir est-il concédé, quand et à qui, les conditions sont-elles remplies, sinon que fera le gouvernement ?—R. Oui, à T. P. Mullarky, 13 mai 1901, prolongé à de nouvelles conditions, obligations remplies jusqu'à présent, sinon le gouvernement avisera—3160.

COMMISSION DES CHEMINS DE FER.

M. Taylor—Noms, charges antérieures, salaires des commissaires, sont-ils intéressés dans affaires de chemins de fer ?—R. Hon. Blair, ex-ministre ; Hon. M. E. Bernier, ex-ministre, professeur J. Mills, du collège agricole d'Ontario. Les traitements sont fixés par statut, ils ne sont intéressés dans aucune affaire de chemin de fer à la connaissance du gouvernement—218.

COMMISSION DES GARDE-BESTIAUX.

M. Lancaster—Coût total de la commission ?—R. \$6,828.68—1370.

M. Lennox—Le gouvernement a-t-il accordé une allocation supplémentaire à M. Holt, commissaire enquêteur ; M. Robertson a-t-il été payé les dimanches ?—R. M. Holt a reçu les honoraires conformes à son engagement ; M. Robertson n'était pas payé le dimanche—6635.

CROISEMENT DE LA RUE YONGE.

M. Clarke—Arrêt a-t-il été rendu au sujet d'un pont sur l'Esplanade à la rue Yonge, Toronto ?—R. Oui, 14 janvier 1904, mais un doute a surgi, l'affaire remise à l'étude—3341.

DEMANDE DE SUBVENTIONS DU G.T.P.

M. Barker—A qui avait été communiqué la demande de subvention signée Cox, Hays et Wainwright avant lecture en Chambre par Hon. M. Fielding ?—R. Personne—3799.

M. J. E. DUVAL.

M. Clarke—Quel est le commissaire des enquêtes pour la commission des chemins de fer, est-il sujet britannique ?—R. J. E. Duval, né au Canada—1152.

EMBRANCHEMENT DE MURRAY-BAY, I. P.-E.

M. Lefurgey—Coût du déblai sur l'embranchement Belfast à Murray-Bay du chemin de fer de l'île du Prince-Edouard, cubage enlevé ?—R. \$57,361.08, 204,159 verges cubes, 19½ centins la verge cube—4884.

QUESTIONS—*Suite.*

ETUDES ET LEVES DE PLANS DU G.T.P.

M. Lennox—Le gouvernement a-t-il des arpentements entre Winnipeg et Moncton; a-t-il enlevé ces travaux au G.T.P., quel est le montant réclamé par le G.T.P. pour travaux faits?—R. Non, non, pas de réclamation faite—6634.

FONCTIONNAIRES DE L'INTERCOLONIAL.

M. Kendall—Montants payés aux représentants des employés des postes tués en service sur l'Intercolonial et sur le chemin de fer de l'Île du Prince-Edouard?—Noms et indemnités payées—5911.

GARE DE TRURO.

M. Gourley—Quand construira-t-on à Truro une nouvelle gare, quand nivellera-t-on l'esplanade, quand choisira-t-on le site d'une nouvelle rotonde?—R. A la prochaine session—8137.

ILE DU PRINCE EDOUARD—EMBRANCHEMENTS DE CHEMIN DE FER.

M. Lefurgey—Le gouvernement a-t-il mis à l'étude des embranchements nouveaux pour le chemin de fer de l'Île?—R. Oui, détails—1148.

INTERCOLONIAL.

M. Bell—Travaux faits sur la voie de garage à Pictou pour la "Copper Crown Mining Co.", revenu?—R. \$20,234.31, pas de travaux depuis 1900, recettes depuis 1900, \$852.29—999.

M. Barker—Recettes et dépenses brutes de l'Intercolonial pour 8 premiers mois 1904?—R. Recettes, \$4,179,145, dépenses, \$4,840,817—1677.

M. Bruneau—Etat des salaires des employés de l'Intercolonial de Métapédia à Montréal; augmentations, quand et de combien?—R. Etat fourni avant et après l'augmentation—5831.

M. Clarke—Tarif par mille sur l'Intercolonial, tarifs d'entier parcours?—R. 3 cts pour les premiers 400 milles, puis 2 cts (détails complets fournis)—4466.

M. Gauvreau—Le ministre sait-il que Laplante et Beaulieu ont subi une enquête sur l'ordre de M. Dubé, devant M. Brosard et ont été exonérés, qu'ils ont subi une deuxième enquête devant M. Dubé et ont été suspendus, puis une troisième devant M. Price qui les a déclarés non coupables?—R. Oui, mais M. Price a confirmé la suspension—5647.

M. Gervais—Inconvénients du départ de l'express maritime à midi; retard aux voyageurs de l'ouest, arrangement insolite, remède?—R. Aux Etats-Unis certains trains directs partent dans le milieu du jour, un deuxième train express va bientôt partir de Montréal le soir—1681.

M. Gourley—Où en est le projet de pension pour les employés de l'Intercolonial?—R. Le projet soumis au département des chemins de fer par un comité conjoint des administrateurs et des employés de l'Intercolonial a été étudié, un Bill a été préparé, les actuaux ont été consultés, le résultats de leurs travaux n'est pas connu encore et le Bill définitif ne pourra être présenté de nouveau qu'à la prochaine session—8137.

QUESTIONS—*Suite.*

M. Smith (R.)—Fabien Léger et F. B. Wood ont-ils été renvoyés de l'Intercolonial, y avait-il des plaintes, y a-t-il eu enquête, la question des associations ouvrières était-elle en jeu?—R. Tous deux renvoyés, services plus nécessaires, inutile de faire enquête sur chaque renvoi suivant les besoins du service, la question des unions ouvrières n'était pas en jeu—3474.

R. B. NORTON ET CIE.

M. Lefurgey—Achats de R. B. Norton et Cie pour articles destinés au chemin de fer de l'Île du Prince-Edouard, au montant de \$100, détails demandés—R. Détails fournis—218.

RECETTES DU RESEAU DE L'ETAT.

M. Pope—Recettes et dépenses du réseau de l'Etat au 31 mai 1904?—R. Recettes \$6,000,766.75, dépenses \$6,666,071.26—5830.

RIVE SUD.—FUSION DES CHEMINS DE FER.

M. Monk—Un décret a-t-il été rendu pour fusionner le chemin de fer de la Rive Sud, les comtés unis et la vallée est du Richelieu, ce document est-il public?—R. Décret rendu 15 avril 1902; pas rendu public à la demande des intéressés—559.

SALAIRES EQUITABLES ET LES CHEMINS DE FER.

M. Clarke—A combien de chemins de fer subventionnés a été appliquée la résolution relative aux salaires équitables?—R. Quatorze—6974.

SAINT-JEAN, DESTITUTION D'EMPLOYES DE L'INTERCOLONIAL.

M. Daniel—Renvoi de J. P. Demill et O. Pederson, raisons, y aura-t-il enquête?—R. Impropres au service, pas d'enquête—334.

TARIF D'EXPORTATION PAR L'INTERCOLONIAL.

M. Fowler—Demande s'il y a un tarif spécial pour le grain destiné à l'exportation de l'ouest de Montréal à Saint-Jean à destination d'autres ports de la Baie de Fundy; du grain pour distribution locale a-t-il été transporté à ce prix, comment le gouvernement s'assure-t-il que le grain transporté à tarif spécial n'est pas employé à la distribution locale?—R. Il existe un tarif spécial de 21 cts le quintal pour Saint-Jean et de 13½ cts le quintal pour les ports de la Baie de Fundy; pour éviter la distribution locale les marchandises sont livrées à la compagnie de chemin de fer et il est dressé un connaissement d'entier parcours—7892.

TARIF REGULATEUR DES CHEMINS DE FER.

M. Maclean—Noms des compagnies ayant adopté un tarif régulateur pour les chemins de fer, quelles lignes font payer plus de 3 cts du mille, en Canada?—R. Noms donnés; aucune ligne—5830.

QUESTIONS—*Suite.*

TELEPHONE A PORT ARTHUR ET FORT-WILLIAM.

M. Maclean—Quelle est la nature du renvoi à la cour Suprême de la décision de la commission des chemins de fer à l'égard des téléphones de Port-Arthur et de Fort-William, motif du renvoi?—R. Etablir si la décision est valable; renvoi pas encore fait, le gouvernement a offert le 12 mai aux demandeurs de soumettre jugement, pas encore accepté—4333.

TUNNEL A LA RIVIERE DU LOUP.

M. Gauvreau—Le conseil de ville a-t-il demandé un tunnel à la station de l'Intercolonial à la Rivière du Loup, quel serait le coût, quelle décision?—R. Oui, en 1896, \$52,657; pas de décision prise—8364.

WAGONS OFFICIELS.

M. Tolton—Combien de wagons officiels achetés depuis 1896, à quel usage employés?—R. Trois wagons, usage officiel, en cas d'emploi privé les ministres paient les dépenses—3342.

COMMERCE.

AGENT COMMERCIAL A TERRENEUVE.

M. Sinclair—Un agent a-t-il été nommé à Terreneuve?—R. Non, question à l'étude—2833.

ETALON DE LA FARINE.

M. Smith (E. D.)—Quand l'étalon a-t-il été fixé pour la dernière fois; va-t-on le fixer cette année?—R. 3 juin 1903, pas avant la prochaine récolte—6635.

EXPORTATIONS CANADIENNES EN AFRIQUE DU SUD.

M. Smith (R.)—Exportations en 1901-02 et 1903, de produits de la ferme, des pêcheries, des forêts, des manufactures, du Canada en Afrique du Sud?—R. 1901-02, \$3,514,500; \$9,990; \$82,500; \$181,803; 1902-03, \$1,264,684; \$12,796; \$249,830; \$362,111—5341.

FICELLE D'ENGERBAGE ET FIL BARBELE.

M. Smith (E. D.)—Quantité de ficelle d'engerbage et fil barbelé importée en Canada en 1891-96-01?—R. Chiffres fournis—799.

GRAINS—EXPORTATION PAR HALIFAX ET INTERCOLONIAL.

M. Kemp—Quantité de grain exportée par Halifax en 6 mois avant 1er mars 1904, port origine, trajet par voie ferrée chemin de fer Intercolonial, recette par minot et dépense pour l'Intercolonial pour manipulation?—R. 147,437 minots, blé d'Inde Depot Harbor; 828 milles Intercolonial; cts. 2.24½ recette; cts. 2.27 dépenses—335, 336.

GRAIN DES PORTS DES LACS.

M. Bennett—Combien de minots reçus à Québec de tous les ports de lacs en 1903—R. Par navires, 548,486 minots par chemins de fer, 313,199 minots. Combien de minots envoyés à Buffalo de Port-Arthur et de Fort-William.—R. 2,376,099 et 5,527,162 minots. Combien de minots reçus à Montréal sans rompre charge?—R. 1,022,358. Liste des perceptions aux différents ports de lacs—214.

QUESTIONS—*Suite.*

INSPECTEUR DE FOIN.

M. Léonard—Existe-il des inspecteurs pour le foin exporté aux Etats-Unis?—R. Pas d'inspecteurs spéciaux pour Etats-Unis. Bickerdike à Montréal, Adamson, Toronto, peuvent inspecter—402.

INSPECTION ET VENTE DE GRAINES.

M. Lemieux—Mesures prises pour faire connaître aux cultivateurs les dispositions du Bill de la dernière session pour l'inspection des grains?—R. 30,000 exemplaires distribués, conférences faites—333.

MALLES CANADIENNES POUR L'ANGLE-TERRE.

M. Smith (E. D.)—Quel poids transporté année civile 1903 par vaisseaux de malle subventionnés?—R. 147,169 livres; combien par les Etats-Unis?—R. 564,023; combien payé aux Etats-Unis?—R. \$24,892.97. Rien transporté par vaisseaux britanniques non subventionnés—215.

PRIMES A LA FABRICATION DU FER ET DE L'ACIER.

M. Kendall—Montants payés à la Dominion Iron and Steel Co. depuis le commencement de ses opérations?—R. Total, \$1,721,556, détails donnés—591.

M. Henderson—Quel montant a été payé en prime pour 1903-04, sur l'acier, sur le plomb, sur l'acier en baguettes?—R. \$880,549.83, \$104,341.40, rien—8900.

SAISIES DE FICELLE D'ENGERBAGE.

M. Clancy—Combien de saisies, quel montant?—R. 16, \$839.93—3163.

M. Clancy—Quels frais ont été payés en plus des amendes par les marchands chez qui on a saisi de la ficelle d'engerbage?—R. Rien—3573.

M. Clancy—Quels frais ont été payés en sus des amendes pour saisie ficelle d'engerbage?—R. Rien, sauf pour la Cordage Co. de Chatham, Ont. qui a payé \$245 pour honoraires—4329.

SERVICE DE STEAMERS ENTRE LE CANADA ET LE MEXIQUE.

M. Smith (R.)—Le gouvernement se réservera-t-il l'approbation des taux de transport pour ce service?—R. Oui,—4752.

SERVICE DE PAQUEBOTS ENTRE FRANCE ET CANADA.

M. Casgrain—Une ligne a-t-elle été établie conformément au contrat, ce contrat a-t-il été transporté; des voyages ont-ils été faits, le gouvernement a-t-il eu avis d'un transport par Colombier à Carbonneau. Carbonneau est-il en correspondance avec le gouvernement *re* réclamation: que va être fait de la réclamation, partie de la subvention a-t-elle été payée?—R. Aucune ligne n'a été établie conformément au contrat; pas ce contrat transporté régulièrement; un paquebot a fait dit-on un voyage de Saint-Malo à Halifax via Saint-Pierre Miquelon; le gouvernement a été avisé que Colombier avait transporté à Carbonneau; le gouvernement à su indirectement que Carbonneau prétend avoir transporté ses droits à la compagnie "Les Transports Canadiens"; aucune réclamation n'a été faite par Carbonneau, aucune portion de la subvention n'a été payée—3344.

QUESTIONS—*Suite.*

M. Casgrain—Le gouvernement sait-il que le SS. "Malou", appartenant à la ligne formée en vertu du contrat Colombier a commencé à remplir son contrat; sinon a-t-il notifié Colombier ou le cessionnaire de l'annulation du contrat?—R. Le gouvernement ne sait pas que le "Malou" soit l'un des paquebots de la ligne qui devait être établie en vertu du contrat Colombier; le gouvernement ne reconnaîtra pas que M. Colombier a commencé à exécuter son contrat; il en a violé toutes les clauses; M. Colombier a été notifié de l'annulation de son contrat par lettre à lui signifiée en France, 17 mai dernier—4329.

M. Casgrain—Le gouvernement est-il en négociation depuis le commencement de la session pour un service entre le Canada et la France?—R. Oui, avec compagnie Armstrong—3798.

SUBVENTIONS POSTALES.

M. Henderson—Montant total payé en subventions postales dans l'année terminée 31 décembre 1903, pour service entre le Canada et la Grande-Bretagne.—R. \$110,656.25—248.

VITESSE DES PAQUEBOTS-POSTE.

M. Clarke—Vitesse des paquebots entre Angleterre et Canada en 1903?—R. Eté: Merville à Rimouski et vice versa 12-7 et 13-2 nœuds à l'heure; Hiver. Merville à Halifax et vice versa, 9-9 et 11-6—6635.

M. Clarke—Moyenne de vitesse en 1896 des steamers-poste de la ligne Allan et de la ligne Dominion?—R. Etat des vitesses fournies en détail—6979.

M. McCool—Vitesse en 1904 des paquebots poste de Merville à Rimouski, et vice versa?—R. 11.8 nœuds et 13.1 nœuds—7178.

DOUANES.

TAXE SUR LES INSTRUMENTS ARATOIRES.

M. Boyd—Quel montant et à qui a été payé une détaxe sur les instruments aratoires de 1896 à 1903?—R. Total \$113,474.42, détail donné par tabrique—8899.

DOUANE D'AYLMER, ONT.

M. Ingram—Quand a été établi le bureau secondaire de douane d'Aylmer, Ont.?—R. 1892—8899.

DROITS DE DOUANE SUR LE TABAC.

M. Henderson—Montant perçu en 1903-04, proportion provenant de la législation de 1904?—R. \$604,555.82; \$138,294.55—8899.

PERCEPTEUR DES DOUANES DE VICTORIA, C.-A.

M. Earle—Depuis quand la place est-elle vacante, par qui remplie, la place a-t-elle été offerte à M. L. Drury?—R. Depuis février, remplie par le sous-percepteur, pas offerte à M. Drury ni à personne autre—6451.

REMISE DE DROITS SUR LE MAIS.

M. Clancy—A-t-il été fait en 1896 remise de droit sur le maïs importé pour distillation?—R. Aucune—6766.

QUESTIONS—*Suite.*

SAINT-JEAN, N.-B. PERCEPTEUR DES DOUANES.

M. Daniel—Date de la mort du percepteur Lockhart; quel successeur?—R. 9 novembre 1902; G. F. Matthews, inspecteur, a servi jusqu'à la nomination du successeur actuel M. Dunn—333.

TARIF DE PREFERENCE.

M. Kemp—Liste des parties de l'empire britannique jouissant de la préférence, valeur totale des importations jouissant de la préférence, des entrées en franchise des articles ne jouissant pas de la préférence?—R. Liste donnée; \$37,614,595; \$18,783,480; \$7,224,844—3574.

VICTORIA, C.-A., PERCEPTEUR DES DOUANES.

M. Earle—Un successeur a-t-il été nommé à A. R. Milne, décédé?—R. J. C. Newbury, premier commis agit temporairement comme percepteur—562.

FINANCES.

ACTIONS DU PACIFIQUE CANADIEN.

M. Hughes (J. J.)—Montant des actions ordinaires et privilégiées émises par le C. P.R., montant des obligations émises par le C.P.R. ?—R. \$117,000,000; \$120,400,885—3472.

AUDITEUR GENERAL, DEMISSION.

M. Clarke—Le ministre a-t-il répondu à la lettre de démission de l'auditeur général, y a-t-il eu d'autres correspondance?—R. Le ministre a accusé réception, pas de correspondance subséquente, le gouvernement étudie ce qu'il va faire—6978.

CAUTIONNEMENT DES FONCTIONNAIRES PUBLICS.

M. Thompson (A. T.)—Le gouvernement accepte-t-il pour cautionnement de fonctionnaires des certificats de compagnies de garantie américaines, lesquelles, combien existe-t-il de compagnies de garantie canadiennes et britanniques, sait-on que les Etats-Unis refusent les certificats de compagnies canadiennes et britanniques?—R. Oui, quelquefois, deux compagnies citées, cinq compagnies citées, oui, le gouvernement canadien va prendre des mesures pour n'accepter de certificats que de compagnies britanniques—3424.

M. Clarke—Les compagnies étrangères de cautionnement ont-elles été informées que le cautionnement à l'avenir sera exclusivement confié à des compagnies anglaises ou canadiennes?—R. Avis a été donné dans les ministères que les cautionnements actuels à des compagnies étrangères ne seront plus renouvelés à leur expiration, tous les cautionnements nouveaux devront être à des compagnies canadiennes—7320.

COMMERCE DU BOIS AU NORD-OUEST.

M. Douglas—La commission d'enquête nommée pour étudier la situation du commerce de bois au Nord-Ouest a-t-elle fait rapport?—R. Juge Richardson, commissaire nommé le 23 juin 1903; personne n'a comparu, a renvoyé sa commission—560.

QUESTIONS—*Suite.*

COMPAGNIES DE CREDIT.

M. Léonard—Combien de compagnies de crédit en liquidation actuellement à Montréal fonctionnaient-elles régulièrement et irrégulièrement, le gouvernement va-t-il procéder, qui est responsable de l'émission des lettres patentes?—R. Trois compagnies en liquidation avaient des chartes; n'importe qui peut poursuivre, secrétaire d'Etat (détails)—3162.

COMPAGNIE DE COTON DE VALLEYFIELD.

M. Leonard—Le gouvernement a-t-il reçu communication de la délibération du conseil de ville de Valleyfield au sujet de l'arrêt du travail à la compagnie de coton?—R. Oui, à l'étude—3161.

M. Léonard—Demande si le gouvernement a eu communication d'une requête des contribuables de la ville de Valleyfield à la manufacture de coton, de la réponse du président et du gérant et de la résolution du conseil de ville?—R. Ces documents ont été communiqués au gouvernement, mais il est inutile d'entamer un débat—8898.

DEPOT DE GARANTIE DU G.T.P.

M. Barker—Date et nature du dépôt actuel et du dépôt intérimaire du G.T.P.?—R. Dépôt actuel, 9 mars 1904; intérimaire, 17 décembre 1903—402.

EMPRUNTS TEMPORAIRES EN COURS.

M. Sproule—Montant des emprunts, temporaires, emploi, intérêt?—R. £1,000,000 de bons du trésor sont actuellement escomptés—2205.

HOTEL DES MONNAIES.

M. Kemp—L'emplacement de l'hôtel des monnaies est-il choisi; soumissions sont-elles demandées?—R. Rien de réglé—246.

INDUSTRIE DE LA TOURBE.

M. Tolton—Le gouvernement va-t-il aider financièrement l'industrie de la tourbe?—Pas de décision prise—4467.

MUTUAL RESERVE FUND.

M. Taylor—Le gouvernement a-t-il connaissance de la cause de Foster contre la "Mutual Reserve Fund" devant le Conseil privé?—R. Aucune connaissance officielle—8895.

PONT DE QUEBEC.

M. Morin—Le gouvernement a-t-il payé quelque chose depuis le 1er juillet 1903 sur le million voté pour pont de Québec?—R. Non, rien—248.

M. Clarke—La compagnie du pont a-t-elle émis les obligations autorisées par le contrat de 1902?—R. Non, une avance temporaire a été faite seulement—398.

PRETS AU GOUVERNEMENT PAR LES BANQUES CANADIENNES.

M. Kemp—Totalité, période et taux de ces prêts?—R. Aucun emprunt ni prêt de banques canadiennes; deux émissions de bons du trésor placés à Londres: 1er octobre 1903, £500,000, 6 mois 4½ p.c.; 1er janvier 1904, £800,000, 4 mois 3½ p.c.—217.

QUESTIONS—*Suite.*

TELEGRAPHE MARCONI.

M. Clarke—La station Marconi à Glace Bay est-elle en exploitation, qu'a payé le gouvernement?—R. La station fonctionne dans l'intérêt de la navigation, pas encore dans un but commercial, le gouvernement a payé \$80,000—800.

VALEURS CANADIENNES SUR MARCHÉ FRANÇAIS.

M. Gervais—La résolution de la chambre de commerce française demandant au ministre des Finances de négocier l'admission des valeurs canadiennes sur pied des fonds d'Etat sur marché français a-t-elle occupé l'attention du ministre?—R. Va en prendre connaissance—2837.

INTERIEUR ET IMMIGRATION.

ACHAT DE BESTIAUX DE M. S. L. HEAD DE RAPID-CITY.

M. Roche (W. J.)—Combien de têtes achetées, quel prix?—R. 210 génisses \$28; 25 taureaux, \$125; 4 bœufs labour, \$80—4467.

ANNONCES DES REGLEMENTS RELATIFS AUX MINERAIS DES TERRES FEDERALES.

M. Clarke—Dans quels journaux publiées?—R. Liste donnée, \$1,988.80 payés; d'autres journaux pas encore payés—2835.

BAUX DE PATURAGES SUR LA RESERVE DU SANG.

M. Gilmour—Porteurs, prix, conditions?—R. Détails fournis—2580.

BUREAU DE PLACEMENT DE L'ARMEE DU SALUT.

Smith (R.)—Le gouvernement a-t-il connaissance de l'existence d'un bureau de placement impérial de l'Armée du Salut signalé dans l'article du "Citizen" 13 mai, (cité) et ayant l'approbation de W. R. Preston?—R. Aucune connaissance, le gouvernement ignore telle approbation—3165.

DELEGUES AGRICOLES EN ANGLETERRE ET IRLANDE.

M. Roche (W. J.)—Noms, sommes payées, fonctions des fermiers délégués en Angleterre et Irlande—R. Noms donnés, avances payées seulement, fonctions, encourager l'immigration par conférences données suivant les instructions du commissaire d'immigration—250.

DONCASTER, RESERVE DES SAUVAGES.

M. Léonard—La réserve de Doncaster a-t-elle été abolie?—R. Impossible, créée par la loi—997.

M. Léonard—Le gouvernement a-t-il distribué le crédit voté pour indemniser les squatters établis sur la réserve?—R. Pas encore, des arpentages se font pour délimiter la réserve—997.

DOUKHOBORS.

M. Wilson—J. Mavor a-t-il fait une enquête sur le différend entre les Doukhobors et le gouvernement fédéral?—R. Non—4470.

QUESTIONS—*Suite.*

GEOGRAPHIE DU CANADA.

M. Casgrain—Quand a été publié par le département de l'Intérieur la géographie du Canada, combien d'exemplaires, sera-t-elle distribuée dans les écoles, est-elle traduite?—R. 8 avril 1904, 100,000 exemplaires, envoyée aux écoles qui en font la demande, aussitôt traduite sera envoyée en France—4752.

HOMESTEAD DE M. DIXON.

M. Roche (W. J.)—Le nommé Dixon a-t-il demandé un homestead sur l'emplacement de la ville de Craik, T.N.-O., il y a trois ans, a-t-il rempli les conditions, a-t-il loué par lopins?—R. M. Dixon a fait la demande il y a trois ans, il a été malheureux et a reçu trois prolongations de délai, le ministre va s'enquérir s'il a loué—6976.

HOUILLE, SUPERFICIE DES GISEMENTS HOUILLERS APPARTENANT AU GOUVERNEMENT.

M. Robinson (J.)—Etendue et emplacement des gisements houillers?—R. Note du directeur de la commission géologique lu à la Chambre—213.

IMMIGRANTS.

M. Hughes (S.)—Le gouvernement a-t-il connaissance d'exploitation ou escroqueries sur immigrants?—R. Un seul cas connu, Emile Desjardins, Montréal, 1901; toutes précautions prises—1225.

IMMIGRATION CHINOISE.

M. Puttee—Les autorités chinoises ont-elles demandé l'entrée libre des Chinois au Canada en échange de la sanction de l'envoi des coolies chinois en Afrique?—R. Non—398.

IMMIGRATION, FAUX AGENTS.

M. Smith (R.)—Le gouvernement sait-il qu'il y a des faux agents d'immigration en Angleterre, quelles mesures ont été prises?—R. Oui, ces fraudeurs ont été signalées aux autorités impériales, des avis ont été publiés dans les journaux—5138.

IMMIGRANTS, HOMESTEADS.

M. Ross (Wm)—Combien d'immigrants arrivés du 1er janvier au 1er mai 1904, combien de homesteads pris dans le cours de l'exercice, jusqu'au 1er mai?—R. 36,666; 19,527—3163.

IMMIGRANTS RENVOYES.

M. Wilson—Combien d'immigrants renvoyés du 30 juin 1902 au 15 mars 1904?—405 pour maladie, 6 pour pauvreté—1005.

JOYASSON, INSPECTEUR DES HOMESTEADS.

M. Roche (W. J.)—M. Jovasson a-t-il démissionné, est-il à l'emploi du gouvernement, était-il candidat aux élections provinciales du Manitoba?—R. Oui, non, inconnu—801.

JOURNAUX DE WINNIPEG.

M. Roche (W. J.)—Sommes payées au "Free Press", "Northwestern", "Logberg", "Canada", tous de Winnipeg, en 1903?—R. \$5,299; \$2,456; \$2,228; \$765—2390.

QUESTIONS—*Suite.*

M. MACOUN.

M. Davis—A quel département travaille M. Macoun?—R. Deux, père et fils, travaillent à la Commission géologique—997.

PATURAGES, BAUX DANS L'ALBERTA ET L'ASSINIBOIA.

M. Reid—Liste des baux?—R. Liste fournie—212.

SCRIPS DES METIS.

M. LaRivière—Les commissaires chargés de répartir les scrips ont-ils terminé, vont-ils siéger de nouveau?—R. A l'étude—214.

SOUMISSIONS, COUPE DE BOIS, CANTON N° 1158.

M. Roche (W. J.)—Noms des soumissionnaires, prix, soumissionnaire heureux?—R. J. W. McIntosh a offert \$2,100; J. H. Larmont \$2,050; Samuel McLeod \$2,100. Soumission McIntosh acceptée—4468.

TERRES DU DOMAINE FEDERAL DANS LA ZONE DU CHEMIN DE FER.

M. Earle—A combien de personnes s'applique le décret du 13 juillet 1903 relatif aux terres fédérales dans la zone du chemin de fer; combien de personnes ont des homesteads n'ayant pas plus de 80 acres de superficie?—R. Cinquante, noms et adresses donnés—8894.

TERRITOIRES DU NORD-OUEST.

M. Lancaster—Quels arrangements le gouvernement a-t-il faits au sujet d'emplacements de villes au Nord-Ouest?—R. Le gouvernement avait des arrangements avec le C.P.R. jusqu'en 1902 pour les emplacements de Virden, Qu'Appelle, Regina et Moose-Jaw; il a reçu \$141,229.90—1152.

TRANSPORT GRATUIT DES DELEGUES AGRICOLLES.

M. Hackett—Le gouvernement entend-il transporter gratuitement les délégués agricoles allant aux conventions?—R. Impossible; il y en aurait trop—1374.

VENTE DE CANTONS DE BOIS.

M. Roche (W. J.)—Quels cantons de bois ont été vendus dans la Montagne du Canard, où la vente a-t-elle été annoncée, quels sont les acheteurs?—R. Un seul canton vendu, permis accordés aux colons pour coupes du bois, vente annoncée au "Dauphin Press", prix de location \$1010, adjudicataire, A. Keiller de Swan River—6633.

VENTES DE TERRAINS A M. BOSTOCK.

M. Casgrain—Des terres ont-elles été vendues ou louées à H. Bostock de Duck, C.-A., combien, quel prix, quelle nature?—R. Vendu 607.98 acres de terre de culture à \$2.50 et \$5, 8,813 acres de terre à pâturage loués 2 cts par année; bail, 21 ans—3473.

VENTE DE TERRES PUBLIQUES.

M. Léonard—Le gouvernement a-t-il vendu des terres publiques en 1903-1904?—R. 137,000 acres en 1903—8896.

QUESTIONS—*Suite.*

YOUNG, INSPECTEUR DES HOMESTEADS.

M. Roche (W. J.)—M. Young a-t-il démissionné comme inspecteur, était-il candidat aux élections provinciales de Manitoba, que fait-il maintenant ?—R. Oui, inconnu au gouvernement, garde-forestier, \$125 par mois—800.

JUSTICE.

COLOMBIE ANGLAISE, LOIS DESAVOUEES.

M. Smith (R.)—La loi provinciale d'immigration 1903 de la Colombie-Anglaise a-t-elle été désavouée ?—R. Oui, pour même raison que législation antérieure—998 ; même réponse pour les règlements miniers et l'acte concernant l'immigration chinoise—998.

HONORAIRES A MM. McCARTHY, OSLER, HASKIN ET HARCOURT.

M. Bennett—M. Osler est-il membre de la société de ce nom qui a reçu \$3,000 du gouvernement (voir déb. p. 679) ?—R. Oui—1002.

JUGE EN CHEF, NOUVELLE-ECOSSE.

M. Fowler—La place de juge en chef de la Nouvelle-Ecosse est-elle vacante, le gouvernement va-t-il nommer un titulaire ?—R. Charge vacante par démission de l'honorable James Macdonald ; vacance va être remplie, retard causé parce que titulaire occupe deux positions, est également juge d'amirauté—1680.

JUGES DE COMTE D'ONTARIO.

M. Bennett—Mutations depuis 1er janvier 1904 ?—R. Détails fournis—2331.

LISTES ELECTORALES.

M. Casgrain—Le gouvernement va-t-il modifier la préparation des listes électorales du Yukon par recenseurs ?—R. Non—210.

M. Blain—Dépenses d'achat et d'impression des listes électorales fédérales depuis 1898, total—R. Total du coût d'achat depuis 1898 : \$37,062.60 ; impression, \$56,121.49—334.

M. Alcorn—Dans quelles circonscriptions l'officier rapporteur peut-il fixer une date ultérieure pour les élections ?—R. Algoma, Gaspé, Chicoutimi et Saguenay, Burdard, Yale et Caribou—1150.

M. Casgrain—Le greffier de la couronne en chancellerie a-t-il reçu les changements à la liste électorale de Sainte-Flore suivant jugement rayant 97 noms ? R. Non, changements pas reçus—1374.

M. Léonard—Combien de listes électorales revisées en septembre pour la province de Québec ont été distribuées ?—R. Liste de comtés donnée, 20 listes envoyées au député, 20 au dernier candidat battu—1680.

M. Blain—Pour quels districts électoraux les listes sont-elles maintenant imprimées et distribuées ?—R. Énumération fournie—6977.

M. Boyd—A-t-on demandé à l'imprimeur du roi du Manitoba une copie des nouvelles listes électorales revisées—R. Demande faite, enverra copies authentique des additions, corrections et radiations—7541.

QUESTIONS—*Suite.*

SIR ELZEAR TASCHEREAU.

M. Clarke—Le gouvernement s'est-il informé si les paroles de sir Elzéar Taschereau rapportées dans les dépêches avaient réellement été prononcées ?—R. Non, pas informé—7543.

MARINE ET PECHERIES.

SS. " ABERDEEN ".

M. Casgrain—Les chaudières du SS. " Aberdeen " ont-elles été examinées, sont-elles en bon état, quand devront-elles être remplacées ?—R. Examinées, bon état, des neuves seront posées l'année prochaine—216.

ARISAIG, N.-E., QUAI.

M. Tolton—Dépenses et recettes du quai d'Arisaig ?—R. \$889.81 ; \$39.34—4468.

BAIE JAMES, DROITS DE PECHE.

M. Lancaster—Arch. McNee a-t-il payé les droits de pêche en 1902-1903-1904 ?—Oui—801.

BATEAU-PHARE " LURCHER ".

M. Kaulbach—Qui a fait le plan du " Lurcher ", en construit-on un autre ?—R. Les ingénieurs des phares des Etats-Unis ; un autre sera construit pour Anticosti—2396.

M. Kaulbach—Coût du " Lurcher " ?—R. \$193,636.

J. BERRIGAN, GARDE-PECHE, KINGS, I. P.-I.

M. Lefurgey—John Berrigan est-il garde-pêche ?—R. Oui, \$20 par saison depuis 1903, employé depuis 1898, a reçu en tout \$70—4465.

BOIS DE CONSTRUCTION SUR L'ILE HOPE.

M. Bennett—L'inspecteur a-t-il établi la quantité de bois coupée en vertu du contrat entre le ministre de la Marine et M. Chew sur l'île Hope ?—R. Le bois est coupé, mais n'est pas sorti de l'île ; pas de rapport—2837.

BOUEES DE LA RIVIERE NAPANEE.

M. Wilson—Les bouées ont-elles été peintes et mises en place, par qui, soumissions, quel est le surveillant ?—R. Oui, par R. B. Shipman, \$20 par bouée pour peinture et mise en place, soumissions demandées, pas de surveillant—6229.

ACHAT D'UN REMORQUEUR.

M. Léonard—Le gouvernement a-t-il acheté un dragueur, à Pierreville, de qui, quel prix, quelle était l'évaluation ?—R. Oui, de Conrad Deneau, \$13,000, évaluation \$15,200—7543.

CALE-SECHE AU PIED DU CANAL.

M. Gallery—Le gouvernement a-t-il reçu un mémoire relatif à la construction d'une cale-sèche au pied du canal à Montréal ?—R. Oui—4329.

CHAMPLAIN, QUAI.

M. Casgrain—Le gouvernement va-t-il construire un quai à Champlain, P.Q. ?—R. Le quai de H. Arcand, à Champlain, a été acheté \$1,000, on le répare—4455.

QUESTIONS—*Suite.*

CHIEN DE MER.

M. Kaulbach—Une enquête a-t-elle été faite sur le fléau du chien de mer?—R. Oui, terminée 21 avril, diverses propositions soumises—2396.

M. Sinclair—Le gouvernement va-t-il essayer l'emploi de chien de mer comme appât à la place de hareng salé?—R. Ordre a été donné de faire des essais sur tous les bâtiments de l'Etat—3343.

JULES D'E. CLEMENT.

M. Casgrain—Le gouvernement a-t-il autorisé l'envoi de lettres signées Jules d'E. Clement offrant des positions de facteurs?—R. Non—211.

COMMISSION DU PORT DE MONTREAL.

M. Gervais—Le gouvernement a-t-il connaissance de la résolution de la chambre de commerce du district de Montréal demandant que le gouvernement assume le pouvoir exécutif sur la commission du port de Montréal (résolution citée)?—R. Oui, à l'étude—3163.

J. DESROCHES.

M. Hackett—L'enquête contre J. Desroches de Little-Tignish, pour distribution irrégulière de primes de pêche a-t-elle été faite?—R. Un supplément d'enquête a été demandé—1147.

DRAGUE ASPIRANTE POUR LES PROVINCES MARITIMES.

M. Bell—La construction de la drague aspirante destinée aux provinces maritimes est-elle commencée?—R. Des soumissions sont demandées, pas encore d'adjudication—1677.

DRAGUEUR "RICHELIEU".

M. Monk—Depuis combien de temps le dragueur "Richelieu" est-il amarré à Sabrevois, combien coûte-il par jour, combien le salaire des hommes, combien d'hommes?—R. Resté seize pour réparer et repeindre, \$25 par jour, \$13 pour les dix employés—6633.

EXPORTATION DU SAUMON.

M. Earle—Le ministre de la Marine a-t-il reçu une demande de prohibition d'exportation aux Etats-Unis du saumon pris dans des rets à mailles dans les eaux canadiennes, que va-t-il faire?—R. Oui, la prohibition est limitée au saumon pris dans des rets à mailles—5427.

GARDIENS DE PHARES DE GANANOQUE.

M. Taylor—J. A. Landon et J. A. Acton ont-ils été renvoyés comme gardiens de phare, pourquoi sont-ils partis, par qui remplacés?—R. Par une bouée automatique—2395.

GARDIEN DU PHARE A LA POINTE AUX ANGLAIS.

M. Léonard—Quel était l'ancien gardien, pourquoi est-il parti, par qui remplacé, le successeur remplit-il bien ses fonctions?—R. Calixte Labrosse dit Raymond démissionnaire, remplacé par Lucas H. Masson, pas très satisfaisant, s'en ira quand l'éclairage automatique sera installé—7319.

QUESTIONS—*Suite.*

GAZ ACETYLENE.

M. Taylor—Combien de phares entre Montréal et Kingston sont éclairés au gaz acétylène au lieu d'être éclairés à l'huile?—R. Liste donnée de tous les phares—6766.

GAZ ACETYLENE POUR LES PHARES.

M. Kaulbach—L'acétylène est-il employé pour des phares du Canada et où?—R. Oui, liste donnée—2204.

HAVRE DE TRENTON, DRAGAGE.

M. Porter—Quelqu'un surveille-t-il pour le gouvernement le dragage de Trenton?—R. M. J. P. Shurie, depuis 17 juin 1904—6230.

ILE AU SABLE, PLANTATION D'ARBRES.

M. Kaulbach—A-t-on planté des arbres à l'île au Sable, quels résultats?—R. 82,000 en mai dernier, résultats peu encourageants—2134.

LACS DELA VALLEE DE TRENT.

M. Hughes (S.)—Le gouvernement entend-il repeupler les lacs de la vallée de Trent?—R. Dépend du gouvernement provincial—2582.

MEDECIN DU PORT DE FRASERVILLE, P.Q.

M. Daniel—Le Dr Gilbert de Fraserville a-t-il été nommé médecin du port?—R. Pas de médecin à traitement fixe à Fraserville—7178.

MONTAGUE-BRIDGE, MAITRE DE PORT.

M. Lefurgey—Renvoi de W. Porter, maître de port de Montague-Bridge, date et motif?—R. 5 mai 1904, âge trop avancé, inaptitude à remplir les fonctions—4468.

OUTILLAGE DE LA PASSE-EST, ILE DE TORONTO.

M. Clarke—Le gouvernement a-t-il reçu des plaintes, quelles mesures ont été prises?—R. Énumération des plaintes reçues; un puissant sifflet à vapeur va être installé et fonctionnera cet été—4885.

PAIEMENT DE L'EQUIPAGE DU SS. "LADY LAURIER".

M. Borden (R. L.)—Le paiement de l'équipage est-il en retard, quand sera-t-il soldé?—R. Crédit des salaires épuisé, crédit supplémentaire pour 1903-1904 inscrit au budget, arrérages seront payés quand le crédit sera mis à la disposition du département—7318.

PASSES-MIGRATOIRES, ILE JESUS.

M. Léonard—Existe-t-il des passes-migratoires dans la rivière Jésus?—R. Oui, mais imparfaites, question à l'étude—404.

PECHE DU MAQUEREAU.

M. Kaulbach—Le gouvernement sait-il que la cour suprême a déclaré illégaux les permis de pêche de maquereau sur les côtes de l'Atlantique délivrés par le gouvernement fédéral, comment s'arrangera-t-il avec le gouvernement de la Nouvelle-Ecosse?—R. Oui, il y a entente avec le gouvernement provincial; il n'y aura aucune difficulté là où les pêcheurs veulent conserver leurs baux—3424.

QUESTIONS—*Suite.*

PECHERIES DE HOMARDS, COMMISSION.

M. Ganong—Frais de la commission?—R. \$897.57—557.

PECHE DANS LE LAC CUMBERLAND.

M. Broder—Des privilèges exclusifs ont-ils été accordés pour la pêche sur le lac Cumberland, à qui, durée, prix?—R. Exclusifs seulement pour la pêche à l'esturgeon, avec filets à enclos, F. L. Merritt et E. D. Coffey, de Winnipegosis, 5 ans, \$200 par année—2961.

PECHE DANS LES LACS DU NORD DE WINNIPEG.

M. Boyd—Un privilège exclusif a-t-il été accordé pour la pêche dans les lacs du nord de Winnipeg?—R. Non—7891.

PHARE DE LA TRAVERSE SAINT-ROCH.

M. Casgrain—M. Caron est-il gardien, combien par jour, peut-il s'absenter, phare est-il terminé?—R. Oui, \$4 par jour et doit fournir un aide pour le remplacer en cas d'absence, presque terminé—4330.

PRIMES AUX PECHEURS.

M. Lefurgey—Comment sont distribuées les primes, pourquoi pas aux pêcheurs de homards?—R. Les primes sont distribuées conformément à la loi—4752.

M. Borden (R. L.)—Tous les chèques ont-ils été distribués pour l'année dernière?—R. Une partie reste à distribuer, l'insuffisance des locaux a empêché de préparer les états—2135.

PROPAGATION DES HOMARDS SUR LA COTE DU PACIFIQUE.

M. Morrisson—Quelles expériences ont été faites?—R. En 1896; 600 homards vivants et 100,000 alevins ont été expédiés; résultats peu satisfaisants—2391.

SS. "QUADRA".

M. Earle—Y a-t-il des plaintes de l'équipage du "Quadra" pour nourriture ou paye?—R. Aucune plainte, des journaux seuls s'occupent de cette question, le ministre va s'enquérir—8364.

RETS A TRAPPES EN COLOMBIE ANGLAISE.

M. Earle—A-t-il été émis des permis pour l'emploi de rets à trappes dans les eaux de la Colombie-Anglaise?—R. Non—2928.

ROUTE DU SAINT-LAURENT, BROCHURES.

M. Lennox—Combien d'exemplaires ont été distribuées de la brochure "Des grands lacs à l'océan"?—R. 10,000, coût \$651.22—554.

P. V. SAVARD.

M. Casgrain—Quelle est l'occupation de M. P. V. Savard, salaire, somme payée, réclamation?—R. Employé à faire une enquête sur l'acquisition de la Seigneurie Maingan; \$5 par jour par journée de travail; a reçu \$810; réclame encore \$757.10—215.

QUESTIONS—*Suite.*

SIGNAUX SOUS-MARINS.

M. Kaulbach—Le gouvernement a-t-il acheté des cloches sous-marines, combien, à quel prix?—R. Trois, \$1,200 pièce—2207.

TRAVERSE DE LA RIVIERE OUELLE A LA MALBAIE.

M. Angers—Le gouvernement va-t-il continuer le service de bateaux de la rivière Ouelle à la Malbaie, a-t-il passé un contrat, combien a coûté le service l'année dernière?—R. Oui, non, \$6,000—4330.

MILICE.

ACHATS MILITAIRES.

M. Hughes (S.)—Articles fournis pour la milice par M. H. Lamontagne et l'Ottawa Car Co. ont-ils fait l'objet d'adjudications?—R. Non, vendus conformément aux modèles du bureau de la guerre—1932.

ARRERAGES DE PAIE.

M. Borden—Les artilleurs de la batterie C recevront-ils leurs arrérages de solde d'Afrique de sud?—R. Non, ils ont reçu une solde plus élevée que la solde canadienne—2204.

CAMP MILITAIRE, DISTRICT I.

M. Ingram—En quelle année établi, combien de corps y prennent part aux exercices, quelle dépense totale effectuée pour ce camp?—R. 1891, huit, \$19,318.65—7321.

CERCLE DU 25e BATAILLON A SAINT-THOMAS.

M. Ingram—Quand le cercle a-t-il été établi, quelle somme payée jusqu'en 1896, quel loyer par mois?—R. Date inconnue, \$263.32, \$20 par mois—7321.

COIFFURE DE LA TROUPE REGULIERE

M. Clarke—Quels ont été les marchés passés pour la coiffure de la troupe régulière?—R. Détails complets donnés—1678.

COLONEL OTTER.

M. Smith (E. D.)—Quels ont été les services rendus par le colonel Otter dans l'incursion des fœniens de 1870?—R. A servi d'octobre 1869 à mai 1870—8501.

COMMISSIONS DANS L'ARMEE IMPERIALE.

M. Hughes (S.)—Conditions dans lesquelles sont remises ces commissions?—R. Détails donnés—1372-1373.

FUSIL ROSS.

M. Northrup—Conditions auxquelles le fusil Ross a été vendu au gouvernement?—R. Le gouvernement achète à la compagnie Ross 12,000 fusils et ensuite tous ceux dont il a besoin, le prix est \$25 par fusil, il n'y a pas de rapport défavorable, une commission spéciale canadienne a examiné le fusil, il a été examiné par un sous-comité du ministère de la Guerre, rapport pas encore connu—6978.

M. Bell—Sir Chs Ross a-t-il demandé un prolongement de terrain sur les plaines d'Abraham pour sa fabrique d'armes?—R. Oui—2396.

QUESTIONS—*Suite.*

GARDES A PIED DU GOUVERNEUR GENERAL.

M. Hughes (S.)—Pourquoi la nomination du major Merriman comme commandant n'a-t-elle pas paru à la Gazette Officielle ?—R. A paru le 27 mai 1904—5138.

GUERRE DE L'AFRIQUE DU SUD, BLESSES.

M. Monk—Le gouvernement va-t-il aider les Canadiens blessés incurables de la guerre d'Afrique du Sud ?—R. Le gouvernement impérial sert des pensions ; un "fonds patriotique" a été réuni au Canada et une enquête est faite sur les cas méritant considération spéciale—3573.

MEDAILLE SUD AFRICAINE.

M. Hughes (S.)—A-t-on refusé la médaille à des Canadiens ayant servi dans l'Afrique du Sud ?—R. Oui, à l'infanterie montée n'ayant pas servi dix-huit mois—

LIEUT.-COL. H. M. McLEAN.

M. Hughes (S.)—Le commandant du district 8 avait-il proposé le col. Jones comme brigadier au camp de Sussex, le col. McLean a-t-il été nommé à sa place ?—R. Le commandant avait recommandé les colonels McLean et Jones ; le colonel McLean étant le plus ancien a eu le commandement—5937.

MILICE D'OTTAWA.

M. Birkett—La milice d'Ottawa a-t-elle demandé l'agrandissement de la salle d'exercice actuelle ?—R. Oui, par l'entremise de M. N. A. Belcourt—3425.

SALLE D'EXERCICE A SAINT-JEAN, N.-B.

M. Daniel—Détails relatifs aux plans de la salle d'exercice de Saint-Jean ?—R. Détails fournis—2582.

M. Daniel—Le ministre a-t-il chargé quelqu'un d'obtenir une promesse de vente de la propriété Chipman pour construire une salle d'exercice ?—R. Pas le ministre, l'ingénieur du département a recommandé propriété Chipman—3990.

SALLE D'EXERCICE DE SHERBROOKE.

M. Pope—Le gouvernement a-t-il décidé de construire une salle d'exercice à Sherbrooke ; y a-t-il eu protestations ?—R. Oui, oui, détails donnés—2394.

SALLE MILITAIRE DE TRURO, N.-E.

M. Gourley—Le gouvernement va-t-il construire une salle militaire à Truro ?—R. A l'étude, fonds pris sur crédit global—8502.

SOLDE DE LA MILICE.

M. Sproule—Les règlements d'augmentation de solde sont-ils préparés, quand sera payée l'augmentation ?—R. Les règlements ont paru à l'officiel, l'augmentation sera payée une fois la période d'exercice terminée—5341.

SOLDE DE TROUPES PENDANT LES GREVES A MONTREAL.

M. Clarke—Combien doit Montréal pour la solde des troupes, est-ce payé ?—R. \$18,850.42, le gouvernement a obtenu jugement, la ville en a appelé—402.

QUESTIONS—*Suite.*

UNIFORMES DE LA MILICE ACTIVE.

M. Bell—Le gouvernement rembourse-t-il les dépenses résultant de changements dans les uniformes, le kaki est-il encore porté ?—R. Non, oui pour les corps permanents et les corps urbains—1678.

VALLEYFIELD, PAIEMENT DE LA MILICE APPELEE DANS LES TROUBLES.

M. Clarke—Les autorités civiles ont-elles payé pour le service de la milice ?—R. Non ; affaire réglée la municipalité payant les frais de transport et de solde pendant les deux jours avant l'avis de renvoi, \$2,040.24 é remboursé au gouvernement par la municipalité, de ce chef—249.

M. Clarke—Gouvernement a-t-il reçu quel que paiement de Valleyfield pour solde des troupes ; sinon, va-t-il agir ?—R. Non, oui—3160.

M. Clarke—Quelles mesures ont été prises pour faire payer par Valleyfield les dépenses de solde des troupes pendant les troubles ?—R. Lieut.-col. Roy a reçu le 23 mars 1904, ordre d'accepter le règlement offert le 27 novembre 1903 et approuvé le 10 mars 1904—3345.

WOODSTOCK, N.-B., SALLE D'EXERCICE.

M. Daniel—Le gouvernement va-t-il construire une salle d'exercice à Woodstock, N.-B., le terrain est-il acheté, combien, de qui ?—R. Oui, terrain acheté, contrat pas passé, \$60,000 de Paxton Baird—2960.

POSTES ET TRAVAIL.

ATHENES, ONT., BUREAU DE POSTE.

M. Taylor—Quel est le titulaire actuel, pourquoi la mutation ?—R. Mme Janet L. McLaughlin, femme de l'ex-titulaire, irrégularité dans le service—2627.

CHESLEY, ONT., MAITRE DE POSTE.

M. Blain—Un maître de poste a-t-il été nommé ?—R. Non—7178.

COMMISSION DU TRAVAIL.

M. Smith (R.)—Combien a coûté la commission du travail de 1886, combien de commissaires, quel résultat ?—R. \$81,718.90 ; quatorze commissaires, liste et paiement donnés, aucun résultat ; en 1890 une loi fut faite appliquant \$10,000 à la réunion de statistiques du travail, mais rien ne fut fait—4882.

FACTEURS.

M. Puttee—Le gouvernement a-t-il reçu des requêtes contre l'acte des Postes de 1902 ?—R. Oui, ne peut y faire droit—2581.

M. Puttee—Combien de facteurs ont désiré ne pas tomber sous l'acte de 1902 ?—R. 239 ; depuis ils ont demandé à être admis ; question à l'étude—2581.

FACTEURS DE POSTE, TORONTO.

M. Clarke—A-t-on fait de la propagande au bureau de poste de Toronto pour faire signer une requête demandant la prolongation du délai pour accéder à l'acte de 1902 ?—R. Aucune propagande officielle de ce genre n'a été faite ; la demande faite

QUESTIONS—*Suite.*M. Clarke—*Suite.*

est spontanée, les facteurs qui ont refusé le bénéfice de l'acte comprennent qu'ils ont été mal conseillés—4470.

FRANCHISE POSTALE.

M. Grant—Le gouvernement sait-il que des quantités d'imprimés politiques conservateurs sont expédiées dans Ontario et que ces imprimés sont expédiés par des étrangers à la Chambre, mais affranchis par un député ?—R. Nulle disposition de la loi n'empêche un député de se prévaloir de la franchise postale en faveur de quiconque ne fait pas partie de cette Chambre—5342.

GLEN ROSS, BUREAU DE POSTE.

M. Porter—Le bureau de poste de Glen Ross est-il fermé, quelqu'un a-t-il été désigné, le gouvernement a-t-il eu communication de M. B. O. Lott ?—R. Le receveur a démissionné et est parti aussitôt personne ne le remplace, rien reçu de B. O. Lott—3472.

GRAND-TRONC-PACIFIQUE—EMPLOI D'ÉTRANGERS.

M. Roche (W. J.)—Le tracé à l'ouest de Winnipeg est-il fixé, le G. T. P. passera-t-il sud ou nord C. N. Ry. ?—R. Tracés faits par G.T.P. pas encore approuvés—216.

M. Clarke—Des protestations ont-elles été reçues de l'association des ingénieurs contre l'emploi d'ingénieurs étrangers pour les explorations du Transcontinental ?—R. Oui, 16 mars 1904—249.

M. Puttee—Le gouvernement sait-il qu'il y a des explorateurs à l'est de Winnipeg, par qui sont-ils employés, le gouvernement va-t-il les payer, va-t-il se rendre aux représentations de l'association des ingénieurs canadiens ?—R. Ces explorateurs sont payés par le G.T.P. Le gouvernement étudie la protestation—554.

M. Kemp—Combien de brigades d'explorateurs y a-t-il sur la division-est du Transcontinental ?—R. Inconnu—556.

M. Clarke—Le gouvernement a-t-il émis des instructions pour déporter les étrangers employés aux explorations du Transcontinental ?—R. On ne peut pas prendre de mesure générale à cet égard—558.

M. Clarke—Le ministre du Travail a-t-il reçu une circulaire de l'Institut des ingénieurs du Canada contre l'emploi d'arpenteurs étrangers dans les levés du G. T. P. ; va-t-il expulser ?—R. Circulaire reçue ; le gouvernement n'a pas à prendre d'initiative ; tout particulier peut mettre en mouvement la machinerie légale—999.

M. Puttee—Le gouvernement a-t-il reçu une demande d'expulsion d'ingénieurs étrangers occupés aux arpentages du G.T.P. ?—R. Oui, il y a échange de correspondance—1150.

M. Clarke—Le gouvernement va-t-il faire reprendre la partie de l'enquête Winchester faite à Montréal avant la nomination d'un avocat ?—R. L'enquête sera aussi complète que possible—4469.

QUESTIONS—*Suite.*

M. Clarke—Quelles mesures ont été prises pour la déportation des étrangers employés aux explorations du G.T.P. ?—R. Le rapport du juge Winchester a été transmis par le ministre du Travail au ministre de la Justice qui a émis six ou sept mandats de déportation contre des employés de haut rang, ils étaient d'ailleurs partis, le ministre ne tenant pas à les mettre en arrestation dès qu'ils consentaient à quitter le pays—6632.

M. Smith (R.)—Quels sont les noms des personnes désignées par le juge Winchester comme introduites au Canada pour travailler, contrairement à la loi ?—R. Liste donnée—6975.

M. Clarke—Combien de mandats d'expulsion ont été émis, contre qui ?—R. Un mandat émis, vingt préparés, cinq signés. Date du 1er mandat, 14 juin. Tous ont quitté le pays. Des mandats ont été préparés contre toutes les personnes signalées par le juge Winchester—6975.

M. Clarke—Le gouvernement a-t-il eu connaissance du vœu de l'association canadienne des ingénieurs que seuls des ingénieurs canadiens soient employés aux explorations du G.T.P. ?—R. Pas de trace de réception—7540.

ILE DU PRINCE-ÉDOUARD, TRANSPORT DES MALLEES.

M. Lefurgey—Transport des malles par chemin de fer entre Sackville et Cap Tourmentine dans l'hiver 1904, par chemin de fer et par voiture, coût et conditions ?—R. Voir détail donnée—878.

KINGSTON, ENQUÊTE AU BUREAU DE POSTE.

M. Broder—Une enquête a-t-elle été faite à Kingston sur L. Renton, accusé d'ouvrir des lettres, a-t-il été suspendu ou destitué ?—R. Il y a eu enquête, l'accusation a été trouvée mal fondée, Renton n'a été ni suspendu ni destitué—2961.

MAYNOOTH, MAÎTRE DE POSTE RENVOYÉ.

M. Porter—Raisons du renvoi du maître de poste de Maynooth, successeur ?—R. Incurie et négligence, M. James Haryett remplaçant—5912.

MONTREAL, BUREAU DE POSTE.

M. Monk—Va-t-on agrandir le bureau de poste de Montréal et augmenter le personnel ?—R. A l'étude—555. Les employés des postes sont-ils tenus de faire du travail supplémentaire et reçoivent-ils pour ce travail une rémunération supplémentaire ?—R. Non—556.

PORT DE LETTRES ET COLIS POSTAUX.

M. Blain—Quels actes ont modifié le taux du port des lettres en Canada ?—R. Énumération des actes—8894.

PUGWASH, N.-E., MAÎTRE DE POSTE.

M. Bell—Quel est le directeur de poste à Pugwash ?—R. Peter McLaren, fils—1679.

RECETTES DU TRANSPORT DES JOURNAUX PAR LA POSTE.

M. Clarke—Recettes du transport des journaux depuis l'application de la loi ?—R. Détail donné par année, du 30 juin 1903 au 30 avril 1904, total \$100,071.08—4882.

QUESTIONS—*Suite.*

SALAIRE DES FACTEURS DE POSTE.

M. Clarke—Le gouvernement a-t-il donné l'ordre général de retenir les salaires des facteurs de poste malade?—R. Non; chaque cas est traité suivant son mérite—6979.

SERVICE POSTAL ENTRE ALBERTON ET KILDARE, I. P.-E.

M. Lefurgey—Soumissions, nom des soumissionnaires?—R. Soumissions reçues 1er avril 1904; J. T. Millman, \$94.95 par année; J. R. Oliver, \$95 par année; contrat à John T. Millman—3246.

SAINT-JEAN D'IBERVILLE. BUREAU DE POSTE.

M. Monk—Requêtes pour l'emplacement adresses, consultation en vue du choix sur la rue Richelieu, études du prix?—R. Rien n'est encore fait, tout est à l'étude—1891, 1893.

SALAIRES EQUITABLES.

M. Kendall—La résolution du gouvernement au sujet des salaires équitables sur les travaux subventionnés s'applique-t-elle à la Dominion Iron and Steel Co.?—R. S'applique aux travaux subventionnés, pas à ceux qui reçoivent des primes—5936.

SERVICE DES MALLES D'HIVER, I. P.-E.

M. Lefurgey—Etat des trains réguliers et spéciaux?—R. Etat détaillé fourni—5649.

SYDNEY, C.-B. BUREAU DE POSTE ET MANDATS POSTAUX DE TERRENEUVE.

M. Taylor—Le maître de poste de Sydney est-il rémunéré par le gouvernement de Terre-Neuve?—R. Reçoit \$50 du gouvernement de Terre-Neuve pour les opérations relatives aux mandats poste de Terre-Neuve avec le Canada et les Etats-Unis—250.

TRANSPORT DES MALLES ENTRE JACKVILLE ET CAP TOURMENTE.

M. Lefurgey—Comment ont été transportées les malles, y a-t-il eu adjudication?—R. Par le chemin de fer du Nouveau-Brunswick et de l'île du Prince-Edouard; continuation de contrat depuis 1887—561.

TRANSPORT DE MALLES ENTRE QU'APPELLE ET WISHART.

M. Taylor—Quel est le titulaire, quel prix?—R. W. A. Henbach, 71½ milles à \$560 par année—2582.

TRANSPORT DES CORRESPONDANCES POSTALES AU CAP TRAVERSE, I. P.-E.

M. Lefurgey—Nom de l'entrepreneur, paiement, soumissions depuis 1902?—R. Détails fournis—4882.

TRANSPORT DES DEPECHEES DE O'LEARY A WEST-CAPE.

M. Lefurgey—Quand a été signé le contrat, à quel prix?—R. Le contrat était confié à John Kelly et prit fin le 30 juin 1904; il recevait \$163.04 par année. Il ne voulut pas renouveler, le département demanda des soumissions, la plus basse était de \$145, John Kelly a pris le contrat à ce prix—8893.

QUESTIONS—*Suite.*

WILFORD-CENTRE, SERVICE POSTAL.

M. Lavell—Dans quelles conditions se fait le service postal de Wilford?—R. Semi-hebdomadaire—2960.

QUESTIONS D'INTERET GENERAL.

CHINOIS EN AFRIQUE-DU SUD.

M. Monk—Le gouvernement a-t-il été prié de protester contre l'introduction du travail chinois en Afrique?—R. Oui par M. Sheddon, premier ministre de la Nouvelle-Zélande; le gouvernement canadien a refusé de s'immiscer—216.

DEPUTES NOMMES A DES POSITIONS.

M. Casgrain—Liste de députés nommés est-elle exacte?—R. Voir documents publics—1003.

FORCE MOTRICE AUX ETATS-UNIS.

M. Clarke—A-t-on demandé la permission de transmettre aux Etats-Unis la force motrice engendrée au Canada?—R. Pas de trace de demande—3812.

GENDARMERIE A CHEVAL DU NORD-OUEST.

M. Hughes (S.)—Combien de gendarmes à cheval du Nord-Ouest ont pris part à la suppression de la rébellion de 1885, ont-ils eu médailles et srips?—R. 919; ils ont la médaille; pas de srips comme la milice parce qu'ils remplissaient leurs fonctions régulières de policiers—1153.

MONUMENTS SUR LES TERRAINS DU PARLEMENT.

M. Hackett—Est-ce l'intention du gouvernement d'élever un monument à d'Arcy McGee sur les terrains du parlement?—R. Le gouvernement entend ériger des monuments aux grands hommes du Canada, parmi lesquels d'Arcy McGee—3990.

NAVIGATION, MANITOBA ET NORD-OUEST.

M. LaRivière—Le gouvernement a-t-il reçu une demande de monopole de navigation du lac Supérieur aux Rocheuses?—R. Demande reçue, à l'étude—2832.

NAVIRES CANADIENS ET ANGLAIS DANS LES POSSESSIONS AMERICAINES.

M. Hughes (S.)—Situation relative des vaisseaux des deux nations?—R. Détail donné—2392.

PAIEMENTS A LA COMPAGNIE ROSS D'OTAWA.

M. Clarke—Pour quels matériaux a-t-on payé \$2,300 à la compagnie Ross, où ont été placés ces matériaux?—R. Meubles, tapis, etc.; appartements de l'Orateur sur ordre du ministre des Travaux publics—6633.

SAULT SAINTE MARIE.

M. Hughes (S.)—Le principal chenal de navigation de l'île Saint-Joseph au Sault Sainte-Marie est en territoire américain; le gouvernement a-t-il pris des précautions?—R. Impossible de répondre pour cause d'intérêt supérieur—2830.

QUESTIONS—Suite.

Sir ELZEAR TASCHEREAU.

M. Clarke—Le gouvernement sait-il si sir Elzéar Taschereau est embarqué sur l' " Ionian " pour revenir, a-t-il réglé les causes avant son départ, a-t-il démissionné ?—R. Non—7543.

SOCIETES DE CREDIT.

M. Demers (L. P.)—Le gouvernement sait-il que de prétendues sociétés de crédit ont obtenu des lettres patentes à Ottawa et promettent des bénéfices extravagants, a-t-il les arrêter ?—R. Les chartes sont obtenues pour un objet légitime et déterminé, si les porteurs en usent pour des opérations illégitimes, ils peuvent être poursuivis devant les tribunaux—1001.

TREADGOLD, CONCESSION.

M. Casgrain (T. C.)—Les travaux des commissaires enquêteurs sont-ils terminés, vont-ils remettre leur rapport ?—R. Travaux non terminés, le secrétaire, M. Bell mort par accident—212.

M. Casgrain—Le juge Britton a-t-il reçu une nouvelle commission pour continuer l'enquête ?—R. Oui—3798.

YUKON, ROUTE D'EDMONTON.

M. Clarke—Le gouvernement a-t-il été invité à faire étudier la route d'Edmonton pour atteindre le Yukon ?—R. Oui, le gouvernement a reçu plusieurs communications ; le rapport de marche du détachement de police de Moodie en 1897 et le " Guide Officiel du Yukon " d'Ogilvie contiennent des détails de route—3991.

REVENU DE L'INTERIEUR.

CONFITURES FALSIFIEES.

M. Smith (E. D.)—Quelles sont les peines imposées aux vendeurs et aux fabricants de confitures falsifiées ; quelles mesures sont prises à l'égard des contrefacteurs ?—R. Si la falsification n'est pas nuisible, amende de \$5 à \$100 et frais pour vendeur ; fabricant, amende ne dépassant pas \$200 ; si les frais ne sont pas réglés, les délinquants sont poursuivis—8136.

DROITS PERÇUS SUR LE TABAC.

M. Bell—Quel montant de droits d'accise a été payé sur le tabac en 1903 et 1904 au 30 juin ; combien provient des droits imposés en 1897 ?—R. Impossible de donner 1904 ; 1903 droits d'accise \$4,883,552.29 ; provenant des droits de 1897, \$1,513,908—6636.

M. Henderson—Montant total de droits sur le tabac perçu en 1903-1904, proportion provenant des droits imposés en 1897 ?—R. \$5,178,736.40, \$1,587,224.04—8899.

M. Clancy—Quelle somme a été perçue sur le tabac en feuilles dans l'exercice 1902-1903 ?—R. \$1,249,569.17—4103.

A. GERVAIS.

M. Monk—A. Gervais est-il employé à Saint-Hyacinthe, le gouvernement sait-il qu'il se soit mêlé d'élection ?—R. Oui, messager et concierge ; non—3160.

QUESTIONS—Suite.

INFRACTIONS A LA LOI DE L'ACCISE.

M. Macpherson—Combien de personnes ont été trouvées coupables et condamnées à Montréal pour infraction à la loi de l'accise concernant la fabrication du tabac, depuis juillet 1903 ?—R. Personne—5649.

REVENU DE L'INTERIEUR.

M. Clancy—Les remises de droits sur le malt employé dans la distillation et ayant acquitté l'accise existent-elles toujours ?—R. Oui—6223.

TRAVAUX PUBLICS.

APPOINTEMENTS J. E. GOBEIL.

M. Broder—Quels appointements avait M. J. E. Gobeil aux Travaux publics avant 1897 ; quels ont-ils été comme secrétaire particulier de M. Charleson au Yukon ?—R. \$900 comme sténographe français ; \$2,400, comme secrétaire de M. Charleson—3650.

ATELIERS POUR LES CANAUX DE CORNWALL ET WILLIAMSBURG.

M. Lennox—Le gouvernement a-t-il construit des ateliers ?—R. Les ateliers ne sont pas encore construits, soumissions demandées—6634.

BARRAGE DE POONAMALIE.

M. Lavell—Le barrage a-t-il été refait depuis sa construction sur le canal Rideau ; le barrage de protection a-t-il été enlevé ?—R. Reconstitue en 1870, deux reconstructions partielles depuis quinze ans, estacade pour arrêter le bois flottant enlevée, il y a trente-cinq ans, inutile—7892.

BASSINS DE RADOUB.

M. Taylor—Le gouvernement a-t-il promis une subvention à des personnes intéressées dans la construction ou agrandissement du bassin de radoub sur la côte du Pacifique ?—R. Démarche faite 18 mai 1903 ; promesse faite à S. Thompson, sur rapport de M. G. A. Keefe, ingénieur-dirigeant, 8 octobre 1903—

BRISE-GLACE SUR RIVIERE SAINT-FRANÇOIS A RICHMOND.

M. Pope—Prix du brise-glace ?—R. Huit jetées construites, \$15,824.84—2945.

CALE DE RADOUB DE COLLINGWOOD.

M. Bennett—Le gouvernement a-t-il un rapport sur la valeur de la cale de radoub de Collingwood, une prime a-t-elle été demandée ?—R. Valeur \$540,000, prime demandée mais pas encore payée—3343.

CANAL CHAMBLY, FOURNITURE DE PIERRE.

M. Monk—La fourniture de pierre pour les besoins du canal Chambly dans l'année courante a-t-elle été donnée, à qui, quel prix, plus bas soumissionnaire ?—R. Oui, à J. E. Hébert de Saint-Jean, plus bas soumissionnaire à \$2.45—5139.

M. Monk—La fourniture de pierre de carrière pour le canal a-t-elle été adjudgée pour 1904 ; le gouvernement va-t-il demander des soumissions pour la pierre concédée ?—R. Pas encore adjudgée ; pas de soumissions à demander cette année—5648.

QUESTIONS—*Suite.*

M. Monk—Le macadamisage de Saint-Jean à Saint-Luc a-t-il été donné par soumission ; le gouvernement a-t-il des soumissions pour la pierre du canal l'année prochaine, de qui ?—R. Travail fait en régie, soumission pour la pierre de J. E. Hébert acceptée la plus basse ; la pierre de l'année prochaine pas adjugée ; insolite de faire connaître les adjudicataires avant adjudication—3424.

COLE'S POINT, N.-B., QUAI.

M. Daniel—Montant dépensé jusqu'à date ?—R. \$27,852.29—4467.

DRAGAGE DE LA GRANDE RIVIERE.

M. Lancaster—Combien d'heures de dragage se sont faites en 1903 et 1904, combien a été payé, à qui, quel pointeur ?—R. 1,757 heures, \$10,161 payés à C. S. Boone, pointeur Hugh Boyle—7544.

DRAGAGE DU PORT DE SAINT-JEAN.

M. Daniel—Quand sera prête la drague destinée au port de Saint-Jean, va-t-on travailler cette année ?—R. Au printemps 1905 ; pas de drague disponible cette année—5341.

ECLAIRAGE DES TERRAINS ET EDIFICES PUBLICS A OTTAWA.

M. Maclean—Qui a le contrat pour électricité et gaz des édifices publics d'Ottawa, depuis quand, soumissions ont-elles été demandées ?—R. Compagnie d'éclairage électrique d'Ottawa, \$2.25 par lumière jusqu'à 3000 ; \$2 au-dessus ; Compagnie d'éclairage au gaz d'Ottawa, \$1.50 par mille pieds ; ler février, 1898 ; pas de soumissions demandées, seules compagnies à même de fournir—3343.

HOPEWELL CAPE, N.-B.

M. Daniel—Montants dépensés pour nouveau quai et pour vieux quai ?—R. \$25,466.25, \$11,162.28—4467.

ILE DE TORONTO.

M. Clarke—Quelles dépenses ont été faites pour protéger l'île de Toronto ?—R. Quatre batardeaux construits, \$2,106 de creusage—2836.

INONDATIONS DU SAINT-LAURENT.

M. Geoffrion—Le gouvernement s'occupe-t-il de prendre des mesures pour empêcher les inondations du printemps du Saint-Laurent et favoriser l'ouverture de la navigation de bonne heure ?—R. Oui, à l'étude—3165.

POINT PRIM, I.P.-E., JETEE.

M. Hackett—Quel ingénieur a fait le rapport pour la jetée de Point Prim, combien coûtera l'ouvrage ?—R. J. B. Higgin, \$1,500—1677.

PONT DE DUNNVILLE, PEINTURE.

M. Lancaster—Quel montant a été payé pour peindre le pont de la Grande Rivière à Dunville en 1903 et 1904 ?—R. \$182.75 en 1904—8135.

QUESTIONS—*Suite.*

PORT DE PORT-BURWELL, ONT.

M. Ingram—Quel montant a été dépensé à Port-Burwell de 1891 à 1896 ?—R. Rien—7541.

PORT DE PORT-STANLEY.

M. Ingram—Quel montant dépensé de 1891 à 1896 ?—R. \$9,593.42 ?—7541.

QUAI DE LA POINTE-AUX-TREMBLES.

M. Léonard—Le gouvernement a-t-il une demande pour la réparation du quai de la Pointe-aux-Trembles, de qui, va-t-il construire ?—R. Demande de M. Léonard, M.P. ; on recherche à qui appartient la propriété, il n'est pas prouvé qu'elle est à l'Etat—3798.

QUAI DE SAINT-MATHIAS, P.Q.

M. Monk—Quel est le coût estimatif du quai de Saint-Mathias, combien a été dépensé ; combien sont payés les travailleurs d'après le contrat ?—R. \$3,500, \$4,727 ; pas de contrat, travaux faits en régie—8363.

RAPIDES DE SAINT-ANDRE, MA.

M. Puttee—Combien a-t-il été payé aux entrepreneurs des améliorations des rapides Saint-André ?—R. \$75,800—3398.

M. LaRivière—Le gouvernement a-t-il reçu une protestation contre l'ajournement des travaux des rapides de Saint-André ?—R. Oui, continuation à l'étude—2628.

SALAIRES AUX OUVRIERS SUR LES TRAVAUX PUBLICS.

M. Bruneau—Salaires payés par jour, à Trois-Rivières, Montréal, Soulanges, Ottawa, Saint-Maurice, Sorel, Lachine, Saint-Ours, Sainte-Anne ?—R. \$1.25 ; \$1.50 ; \$1.50 ; 19 cts 4-9 de l'heure ; \$1.25 ; \$1 ; \$1.50 ; \$1.50 ; \$1.50—5651.

SEAL-COVE, QUAI.

M. Ganong—Des études ont-elles été faites pour un brise-glace à Seal-Cove, Grand-Manan, N.-B., quel prix ?—R. A 22 pieds de profondeur \$282,000 ; à 12 pieds \$74,700—2799.

TRAVAUX A GRAND-BEND, ONT.

M. Sherritt—Les plans des travaux de Grand-Bend ont-ils été modifiés, la soumission a-t-elle été adjugée, quelle sera la profondeur de l'eau ?—R. Quatre saisons supprimées, entreprise à J. D. Warwick pour \$21,388 ; profondeur, onze pieds au caisson n° 8—7542.

TRENT, CANAL DE LA VALLEE DE TRENT.

M. Ward—Nature des instructions données aux ingénieurs R. B. Rogers et McLeod relativement au tracé ?—R. Etude des deux routes par Port-Hope et Trenton—217.

M. Lennox—Quels travaux ont déjà été exécutés sur le canal ?—R. Premier crédit voté en 1878 ; travaux commencés par le gouvernement fédéral en 1880, quelques-uns avant la Confédération ; \$1,329,058 dépensés de 1880 à 1896 ; dépenses totales finales évaluées à \$6,960,000 par Trenton et \$6,850,000 par Port-Hope—247.

QUESTIONS—*Suite.*

M. Hughes (S.)—Le gouvernement a-t-il des informations relatives aux inondations le long du lac de l'Eturgeon, township de Verulam?—R. Informations reçues, communiquées à R. B. Rogers, ingénieur du canal de Trent, pas de rapport encore—802.

M. Hughes (S.)—Le gouvernement a-t-il construit une route au lieu de pont dans le township Carden, combien a été dépensé, combien aurait coûté le pont, va-t-on construire le pont?—R. Oui, dans la concession township Cardwell, \$13,614, le pont aurait coûté \$12,000 d'après devis, le gouvernement ne le construira pas—3471.

WILSON-BEACH, BRISE-LAMES.

M. Ganong—Dépenses faites sur la brise-lames de Wilson-Beach, date fixée pour achèvement?—R. \$31,987.06, 1900—557.

WINNIPEG, HOTEL DES POSTES.

M. Roche (W. J.)—Quel terrain a été choisi, à quel prix et par quelle entremise pour l'hôtel des postes de Winnipeg?—R. Terrain avenue du Portage, \$1,000 par pied de front, par l'entremise de Thomas Metcalf, avocat—1146.

RAPPORTS.

RAPPORT DEPOSES.

Rapport des bibliothécaires, déposé—8; Tableaux du commerce et de la navigation pour l'exercice 1902-1903—202; Rapport du ministère de l'Intérieur, 1902-1903—202; Rapport du directeur général des Postes—202; Rapport du ministère du Travail—202; Rapport du ministère des Travaux publics—203; Rapport du ministère du Commerce, 1902-1903—203; Comptes publics du Canada pour 1902-1903—203; Rapport du secrétariat d'Etat pour l'année terminée 31 décembre 1903—203; Rapport du Revenu de l'Intérieur, 1902-1903 (accise)—203; Liste du service civil pour 1903—203; Ordonnances passées par le conseil des territoires du Yukon en 1903—203; Sentence arbitrale relative à la frontière de l'Alaska—253; Rapport de l'auditeur général, 1902-1903—253; Rapport du ministère de l'Agriculture, 1902-1903—253; Rapport du ministère de la Marine et des Pêcheries, 1902-1903—303; Rapport du ministère du Revenu de l'Intérieur, 1902-1903—879; Rapport du ministère de la Justice pour 1902-1903—994; Rapport du ministère des Chemins de fer et Canaux, 1902-1903—1064; Police à cheval du Nord-Ouest—1367; Département des impressions—2205; Examens du service civil—2205; Rapport du ministère de la Milice—2879; Rapport de la Commission géologique, 1903—6230.

RESOLUTIONS PRESENTEES PAR LES DEPUTES.

AUDITION GENERALE DES FINANCES.

M. Lennox—Propose qu'il soit formé un comité spécial pour établir un nouvel Acte d'audition—3807; en suspens—3807.

RESOLUTIONS PRESENTEES PAR DES DEPUTES—*Suite.*

Discussion reprise—4331; Acte de l'audition date de 1878; présenté par sir R. Cartwright—4332; ce bill sépare l'audition de l'administration des finances—4338; dans l'esprit du législateur l'auditeur général n'est pas seulement chargé de l'apurement des comptes, il doit exercer une certaine surveillance sur l'administration de l'Exécutif en matière de finances—4333; les lacunes de l'acte d'audition se sont fait déjà sentir du temps des conservateurs—4334; le ministre des Finances est encore roi et maître avec la loi actuelle, art. 32—4335; les pouvoirs du Conseil du Trésor portent un coup fatal à l'application de l'acte—4336; la loi doit être modifiée dans une soixantaine d'articles qui devront être mis à l'étude—4338; l'auditeur général demande la création d'une cour des comptes—4339; nos dépenses ont doublé, il faut un changement, de là la résolution proposée—4339; lecture de la lettre McDougall, 9 mars 1904—4340; c'est grâce à la ténacité de l'auditeur général que le contrat Davis a été modifié et que le pays a réalisé une économie de \$750,000—4343; les dépenses du canal de Soulanges pour l'éclairage sont de \$10,000 par année et celles de Cornwall \$20,000—4347; M. Lennox proposerait bien de référer certaines questions aux tribunaux, mais il n'a plus en matières touchant à la politique autant de confiance dans les juges que du temps des conservateurs—4350; il faut plus de pouvoirs pour l'auditeur général—4350; aux Etats-Unis, il y a six auditeurs et deux contrôleurs—4351; M. Mackenzie montrait une grande répugnance pour les extras—4352.

Laurier (sir W.)—Impossible d'accéder à cette demande—4353; parce qu'une loi existe depuis 26 ans, il ne s'ensuit pas qu'elle soit démodée—4353; l'auditeur général a toujours la ressource de constituer le parlement en appel du litige élevé entre le Conseil du Trésor et lui—4354; les paiements discutés sont exécutés pour ne pas enrayer la marche de l'administration, mais le gouvernement en porte la responsabilité devant le parlement—4356; aucune pression ne s'exerce sur l'auditeur général—4355; lorsqu'un jour l'auditeur général prit sur lui de refuser les chèques pour payer l'indemnité des députés ceux-ci ne se sont pas fait faute de lui donner tort—4355; le fonctionnement des affaires publiques ne peut pas être mis à la merci d'un fonctionnaire—4355; il n'y a pas lieu de nommer le comité demandé, on ne fera pas mieux que la loi actuelle—4356; quant au contrat Davis, le contrat de 1900 a été le complément du contrat de 1896 qui était satisfaisant, voilà pourquoi il n'a pas été demandé de soumissions—4359; dans le contrat de 1900 les arrangements ont été faits avec M. Davis pour un pouvoir déterminé et les calculs ont été basés sur le prix que coûterait la production de ce pouvoir—4358; l'éclairage est compté toute l'année parce que la production coûte le même prix que la lumière brûle ou ne brûle pas—4358; le contrat a été changé en 1903 après des études évidemment inspirées par les représentations de l'auditeur général et on a trouvé le moyen de

RESOLUTIONS PRESENTÉES PAR DES DEPUTES—*Suite.*Laurier (sir W.)—*Suite.*

réduire le prix au paiement de la force telle que réellement employée tant que tous les appareils destinés à fonctionner ne sont pas placés—4359 ; au lieu de 400 chevaux prévus en 1900, nous payons les 125 chevaux réellement utilisés depuis 1902—4359 ; plus tard le prix augmentera proportionnellement—4359 ; la comparaison entre Soulanges et Cornwall est injuste ; pour Soulanges, on ne tient pas compte du personnel, de l'intérêt, d'achat et de l'usure du matériel—4360.

Hon. Haggart—Il ne peut pas être question de faire de l'auditeur général l'arbitre de ce qui se rattache aux dépenses du pays—4360 ; le pays ne lui a pas donné ce pouvoir—4360 ; l'établissement du système préconisé par M. Lennox rendrait impossible l'administration des affaires publiques—4360 ; le premier contrat Davis passé en 1896, n'a pas été passé en vue des élections—4362 ; M. Haggart demande qu'on produise tous les rapports—4362 ; c'est l'auditeur général qui a cherché à faire un scandale en signalant la proximité de la date des élections et de celle du contrat—4363 ; le coût pour l'exécution du contrat de Cornwall est de \$40,000 par année pour M. Davis, s'il n'exécute pas le contrat à perte, il ne fait sûrement pas de profit—4364.

Hon. Fitzpatrick—Le bail primitif passé par les conservateurs le 25 juin 1896, deux jours après les élections fédérales, comportait une faculté de prolongation de quatre-vingt-quatre années, soit jusqu'en 1980—4366 ; l'auditeur général l'a cherché—4367 ; les experts l'ont approuvé—4368 ; le contrat primitif demeure dans toute sa teneur dans le contrat actuel—4368 ; le contrat de 1900 réalise le but visé dans celui de 1896—4369 ; M. Aylesworth, avocat, choisi par l'auditeur général pour discuter la question est formel sur ce point—4370 ; lorsque l'entrepreneur fut prêt à fournir la force, le gouvernement n'était pas prêt à l'utiliser, de là la nécessité d'une entente et le nouveau contrat—4371 ; le gouvernement avait le droit de dire : vous voulez nous faire payer le tout, même ce qui n'est pas employé, eh bien nous allons prendre possession de votre matériel, voilà comment on en est venu à un nouveau contrat—4371 ; l'auditeur général n'y a été pour rien—4371 ; si l'on tient compte de l'amortissement et de l'exploitation on arrive à \$29,000 pour Soulanges et \$30,000 pour Cornwall, calculs donnés—4372.

M. Clancy—N'approuve pas ce que M. Haggart, quand celui-ci a dit que l'auditeur général devrait être réduit à la position de simple commis—4376.

M. Pringle—La presse s'est fait une idée très fautive du contrat Davis—4278 ; les prix ont été fixés en 1896 et ne pouvaient pas être changés—4378 ; l'entrepreneur ne fait pas de bénéfices trop considérables—4379 ; l'entrepreneur retire moins de 4 p.c. sur un placement de \$250,000—4380 ; l'installation est magnifique—4382.

Résolution Lennox rejetée sur division—4383.

RESOLUTIONS PRESENTÉES PAR DES DEPUTES—*Suite.*

CHEMINS A BARRIERES DE MONTREAL, COMMISSION.

M. Monk—Propose une résolution ayant pour but que le gouvernement fédéral négocie avec les autorités provinciales pour obtenir l'abolition du système de péages—566 ; système abusif et suranné—566 ; le gouvernement fédéral dans les chemins à barrières de Montréal est créancier pour le montant total des obligations et des intérêts dus, il a le contrôle de la direction—568 ; les frais augmentent, les recettes diminuent—570 ; une enquête devrait être faite immédiatement—574 ; Montréal devrait participer à l'entretien de ces chemins—574 ; la dette devrait être remise par le gouvernement fédéral et la commission lancée sur une base nouvelle, économique et pratique avec en premier lieu l'abolition des péages—576.

Hon. Fielding—Le gouvernement fédéral a usé de toute la générosité possible à l'égard de la commission—578 ; il n'a d'autorité que par accident, c'est aux municipalités et au gouvernement provincial de prendre l'initiative—578 ; demande à M. Monk de retirer la motion—579.

Hon. Préfontaine—La question a été déjà réglée par toutes les municipalités progressistes au moyen d'une commutation qui fonctionne à la satisfaction de tous—580.

Hon. Brodeur—Propose en amendement que le gouvernement fédéral devrait étudier toutes les propositions qui pourront être faites par le gouvernement provincial et les municipalités pour régler la réclamation du gouvernement fédéral et, si possible, pour abolir les barrières—587.

Laurier (sir W.)—M. Monk n'offre pas de solution, il ne dit pas qui entretiendra les chemins une fois les péages abolis—588 ; c'est au gouvernement de Québec de faire des propositions—588.

Hon. Fitzpatrick—La suppression des péages, dans ce cas, sans l'obligation correspondante d'entretenir les chemins, serait une injustice aux autres municipalités du Canada—590.

Amendement Brodeur adopté sur division—592.

COMPAGNIES DE CREDIT.

M. Demers (L. P.)—Propose une résolution disant qu'il serait à propos de mettre fin aux spéculations illégales qui se pratiquent sous le couvert de l'appellation de compagnies de crédit—1897 ; articles du "Prix courant", "Witness", "Moniteur de Commerce", "Nationaliste"—1900 ; ces compagnies abusent des chartes—1901 ; un "scire facias" pourrait faire annuler les lettres patentes—1902.

Laurier (sir W.)—Ces compagnies violent leurs chartes ouvertement—1902 ; n'importe quel sujet de Sa Majesté peut faire lancer un "scire facias"—1902 ; le gouvernement s'en occupera immédiatement—1902.

RESOLUTIONS PRESENTEES PAR DES DEPUTES—*Suite.*

PREFERENCE ET PORTS CANADIENS.

M. Logan—Propose qu'il soit résolu que le tarif de préférence ne devrait s'appliquer qu'aux importations faites par les ports canadiens—5139 ; résolution endossée par les chambres de commerce—5140 ; discours de MM. Gaskin, Drummond, Wilkie—5141 ; les prix de transport sont les mêmes pour le Canada et pour les Etats-Unis—5142 ; les vaisseaux qui portent notre grain en Angleterre n'ont pas de fret de retour—5142 ; les ports du Canada sont outillés—5142 ; les Américains assimilent au cabotage le commerce entre leurs colonies—5144 ; ils excluent les vaisseaux canadiens, de quoi pourraient-ils se plaindre ?—5144 ; pour le thé et le café nous faisons déjà une distinction dans le cas d'importation directe au Canada—5144 ; les importations canadiennes par les ports du Canada—5145.

Hon. Fielding—Cette discussion est bonne et peut porter des fruits—5145 ; avant longtemps on pourra faire de cette question un article d'un programme véritablement national—5145 ; est bien aise d'appuyer la motion—5145.

M. Sproule—La motion aurait dû être présentée avant le budget pour forcer la main au gouvernement—5146.

M. Heyd—Cette obligation renchérirait le prix des articles importés—5148.

M. Brock—Ceci est l'indice qu'on ne peut pas compter sur le patriotisme national pour patroniser les voies nationales—5148.

M. Daniel—Tous les ports du Canada ont intérêt à l'adoption de cette résolution—5150.

M. Wright—Les Etats-Unis ne nous traitent pas si mal qu'on dit. L'année dernière ils ont enlevé de leur côté les droits sur le charbon, nous les avons maintenus—5152.

M. Fowler—Cette résolution est simplement un acte de justice—5153.

Laurier (sir W.)—Nous avons tenté la persuasion avec les Etats-Unis, mais sans réussite—5153 ; alors nous avons décidé le Transcontinental pour être indépendants—5155 ; nous devons assurer le trafic canadien à nos ports, et nous y arriverons—5154 ; la part par les Etats-Unis diminue—5154 ; mais il faut aller doucement—5154 ; des grandes maisons de l'intérieur ont souvent besoin de faire venir par voie des Etats-Unis—5154 ; mais on peut les amener à adopter les ports canadiens—5154 ; il est bon que cette résolution soit discutée publiquement pour acclimater l'opinion—5154.

M. Borden (R. L.)—Pourquoi ne pas décréter que les marchandises venant par des ports canadiens jouiront d'un avantage de tarif tout simplement—5155 ; pourquoi spécifier les marchandises jouissant du tarif préférentiel—5155 ; la difficulté dont se plaignent les marchands ne se présenterait pas si le gouvernement avait établi la ligne rapide—5156.

Motion adoptée sur division—5157.

SUBSIDES.

AGRICULTURE.

EXPOSITIONS.

Hon. Fisher—Le gouvernement a accepté de prendre part à l'exposition de Liège en Belgique et à deux petites expositions en Angleterre, l'une à Londres, l'autre à Liverpool—4148 ; les articles de l'exposition d'Osaka avaient été achetés parce que les industriels ne voulaient pas exposer à leurs frais—4151 ; le coût total de la participation à l'exposition de Saint-Louis sera \$325,000 ; on n'a pas exhibé de fromage canadien à Saint-Louis parce que les frais de réfrigération auraient été trop élevés et il s'en exporte trop peu aux Etats-Unis—4153 ; la participation à l'exposition d'Osaka a encouragé la vente des farines canadiennes—4154.

MM. Taylor, Thomson, Ganong et Bennett—Discussion au sujet de 2 caisses de whiskey, une malle de \$40, 24 paires de caoutchouc de dames et \$5.65 de pourboires—4146 à 4150.

M. Hughes (S.)—Il aurait mieux valu employer les \$350,000 de l'exposition de St-Louis à amener 10,000 bonnes familles au Nord-Ouest—4188.

BETAIL CANADIEN A L'EXPOSITION DE SAINT-LOUIS.

Hon. Fisher—Les éleveurs du Canada avaient demandé un crédit de \$120,000 pour exposer—4158 ; la plupart des associations d'éleveurs étaient opposées à l'idée d'exposer—4158 ; leurs raisons étaient l'impossibilité d'établir un commerce stable, et de pouvoir vendre aux Etats-Unis le bétail exposé—4155 ; un certain nombre d'éleveurs ayant décidé d'exposer individuellement le département de l'Agriculture à promis, de doubler les primes de ceux qui seront primés, pour défrayer leurs dépenses—4188 ; un Canadien ne peut pas introduire aux Etats-Unis du bétail de race en franchise et le vendre même pour la production—4160 ; les Américains peuvent amener leur bétail aux expositions canadiennes et le vendre librement—4161 ; les autorités américaines ne veulent pas faire de commerce avec le Canada, leur mauvais vouloir est tel qu'il ne mérite pas une protestation—4162 ; le département d'Agriculture prépare pour les douanes une liste des seules races qui pourront entrer en Canada des Etats-Unis comme animaux de choix—4162 ; quand on parle des animaux importés des Etats-Unis il faut tenir compte du bétail des colons et des animaux pour l'engrais—4162 ; nos exportations n'augmentent pas parce que la consommation intérieure augmente, les exportations actuelles se font sur des points entièrement différents des importations—4164 ; dans l'est le trafic est du sur au nord dans l'ouest, du nord au sud—4165.

MM. Cowan et Ingram—Discussion à propos de l'entrée en franchise du maïs—4170.

MM. Cowan et Blain—Discussion à propos de l'établissement des moyennes, de l'achat et de la vente ; tandis que chaque habitant des Etats-Unis nous vend \$1 de marchandises, chacun de nous lui vend \$6—4173.

SUBSIDES—*Suite.*

BEURRERIES ET FROMAGERIES.

M. Taylor—Proteste contre la maturation et le paraffinage—7512; cite le "Trade Bulletin" et M. Everts—7513.

Hon. M. Fisher—Ontario l'emporte pour le fromage et Québec pour le beurre—7514; le département paie pour les beurrieres ayant une chambre froide \$50 la première année et \$25 les deux années subséquentes—7514.

BREVETS D'INVENTIONS ET ARCHIVES.

Hon. Fisher—Explique le mode de classification et l'administration interne du bureau—2745-2762; fonctionnement du "Patent Record"—2759; de l'annuaire statistique—2764; du travail de P. Gaudet—2774; les Acadiens en Louisiane, citation du Washington Post—2774.

CAS DE M. EASTMAN.

M. Fowler—S'indigne contre la nomination de M. Eastman, comme sous commissaire à l'Exposition de Saint-Louis sous prétexte qu'il est citoyen américain—7520; au ministre qui lui dit qu'il l'ignorait, il affirme qu'il est sûr de ce fait—7520.

Hon. Emmerson—Dément catégoriquement M. Fowler—7530; M. Eastman a été naturalisé citoyen britannique il y a trois ans par son entremise—7530.

CONFERENCIERS, JUGES DE CONCOURS.

Hon. Fisher—Le département envoie des conférenciers agricoles et assiste les expositions locales en envoyant des juges compétents—7505; des juges ont été envoyés l'année dernière à 33 expositions; l'an dernier 28 conférenciers ont donné 199 conférences—7508; le département veut publier un tableau d'excellence, faire connaître les travaux accomplis par des cultivateurs—7508; le département compte aussi faire un recensement généalogique du bétail—7509.

EXPOSITION DE WINNIPEG, CREDIT SPECIAL.

M. Fisher—Le crédit est le même que celui voté pour l'exposition de Toronto, \$50,000—2778.

Hon. Sifton—La ville de Winnipeg donne le même montant que le gouvernement, \$50,000—2781.

Borden (R. L.)—On devrait procurer aux députés de l'est le moyen de visiter l'exposition—2762.

FRAIS DE VOITURE DES MINISTRES.

M. Taylor—Cite les protestations des libéraux contre l'emploi de voitures aux frais de l'Etat par sir John Macdonald, il cite MM. Wilson, Mills, et les répliques de sir John—5072; il propose que l'on retranche du crédit des appointements de la Marine \$53.50 représentant les frais des voitures utilisées par le ministre de la Marine—5072.

Hon. Préfontaine—Sir John Macdonald et tous les ministres conservateurs ont toujours fait payer leurs voitures—5073.

SUBSIDES—*Suite.*

M. Taylor—Cite encore M. Somerville qualifiant sir John Macdonald de Barnum—5077; il énumère les frais de voitures portés dans le livre de l'auditeur général—5078.

M. Cochrane—Un ministre arrivé pauvre ici a maintenant acheté un yacht de \$20,000 à M. Corby—5080.

M. Sproule—Raconte comment M. J. Howe dépensait l'argent du coffre public—5082.

GROSSE-ILE, QUARANTAINE.

Hon. Fisher—Le gouvernement paie par année 34,200 pour louer un vaisseau pour le service de la quarantaine, il a été décidé d'en acheter un de \$30,000—4246; le vaisseau sera sous le commandement de l'officier en service à la Grosse-Ile—4247; le vaisseau sera neuf et de construction canadienne—4253.

INSTITUT IMPERIAL DE LONDRES.

Hon. Fisher—L'institut impérial est maintenant sous les soins du Conseil du commerce—3764; les articles exposés ont pitteuse mine—3765; les provinces ont cessé de faire leur part des dépenses—3765; l'institut a son utilité, la section technique en particulier—3766; les galeries ont été remplies avec les articles restés de l'exposition de Wolverhampton—3772.

M. Osler—Plutôt que de ne pas avoir une exposition convenable il vaudrait mieux s'en passer—3769.

M. Taylor—Une caisse de whiskey a été achetée pour l'exposition de Wolverhampton et n'a pas été revendue il faut savoir où est allé le whiskey—3780.

M. Pope—Le crédit de \$8000 est insuffisant pour faire quelque chose de propre—3784.

QUARANTAINE VETERINAIRE.

Hon. Fisher—Ce service est double, il consiste à préserver nos troupeaux contre l'infection et préserver la santé dans nos troupeaux—4260; des règlements ont été émis au sujet de l'importation des animaux venant du Mexique, ils sont inspectés à la frontière des Etats-Unis, passent en transit et sont réinspectés en entrant au Canada—4261; texte des règlements—4261; liste des inspections et des quarantaines—4262.

M. Gilmour—Rapport du Dr Rutherford sur la fièvre du Texas—4260; notre importation s'élève à 25,000 têtes de bétail—4263.

M. Hackett—Demande comment il se fait que des cochons étant venus mourir sur l'île du Prince-Edouard, M. W. H. Patrick a reçu \$2 pour les enterrer?—4263.

QUARANTAINE.

Hon. Fisher—Il y a une diminution considérable dans le crédit demandé parce que le danger d'invasion de variole des Etats-Unis au Nord-Ouest a disparu—4198; division des dépenses—4198; on ne peut pas trouver exagéré le montant payé au Dr Petterson au Nord-Ouest, il a fait un bon travail et a arrêté l'épidémie de variole—4203; il est difficile de songer à un service d'hygiène publique pour tout le Canada, cela pourrait soulever des difficul-

SUBSIDES—*Suite.*

Hon. Fisher—*Suite.*

tés constitutionnelles—4204; le département de l'Agriculture s'occupe de l'état hygiénique des immigrants aux ports de mer et à la frontière, puis ils tombent sous les soins du département d'immigration, c'est-à-dire du ministère de l'Intérieur et des autorités provinciales—4209.

M. Kendall—Dit que la Chambre approuverait le département de l'Agriculture s'il fondait un institut vaccino-gène pour tout le Canada—4217.

M. Roche (W. J.)—Lit deux lettres où l'on se plaint de la façon dont sont appliqués au Manitoba les règlements se rapportant à la quarantaine. lettres Wood—4207.

M. Wilson—Odysée d'un cas de picote venant de Kobé, Japon et maintien en quarantaine de quinze voyageurs à North-Bay—4210.

M. Vrooman—Tout le monde au Nord-Ouest a l'air de se faire soigner aux frais du gouvernement—4201; on appelle le médecin et tout est dit—4201; a-t-on songé à un bureau général d'hygiène pour tout le Canada?—4204.

RECENSEMENT.

Hon. Fisher—Le travail du recensement comprendra trois volumes—9088; il est vrai qu'il n'y en a que deux de parus mais le dernier volume du recensement de 1891 a paru en 1897—9088.

STATIONS AGRONOMIQUES.

Hon. Fisher—Le crédit est augmenté de \$10,000 à cause de l'augmentation des salaires des ouvriers et des spécialistes—5020; énumération du personnel et emploi—5022-5026; expériences opérées—5035; manière d'attacher les animaux—5034.

M. Taylor—Les libéraux ont augmenté de \$30,000 le déficit de la ferme centrale d'Ottawa, par année—5038; différence entre les comptes de l'auditeur général et du ministre—5042-5044; liste des traitements de fonctionnaires et fonctions, salaires payés en 1903-1904—5046; le ministre dit que le coût de la ferme expérimentale d'Ottawa est de \$44,000; en réalité, il est de \$60,000, il faut expliquer cette différence—5056; discussion ajournée—5059.

Hon. Fisher—Donne une explication complète de la différence entre les comptes du département et ceux de l'auditeur général—7463; deux tableaux—7466-7468; les chiffres cités dans le rapport sont exacts et il faut confondre deux rapports différents de l'auditeur pour arriver à une solution contraire—7474.

M. Taylor—Ne trouve rien à dire aux chiffres en eux-mêmes mais regrette que dans le rapport du ministre ils soient disposés de façon à paraître donner un avantage à l'administration libérale sur l'administration conservatrice—7475.

Hon. Paterson—Il s'agit simplement d'une différence dans la façon dont l'auditeur général et dont le comptable de la ferme expérimentale comprennent la façon de tenir les comptes—7478; la comptabilité des fermes modèles est telle qu'elle existait à leur création sous les conservateurs—7480.

SUBSIDES—*Suite.*

M. Ingram—Les libéraux vont essayer de faire croire aux cultivateurs que la ferme expérimentale coûte moins qu'elle ne coûte réellement, voilà le danger—7489.

Hon. Fisher—M. Sproule prétend que le rapport du ministre est malhonnête et trompeur, mais avoue cependant qu'il est préparé comme il l'était du temps des conservateurs—7485.

M. Robinson (J.)—Déclare que M. Taylor a bien mérité des cultivateurs en dénonçant la tenue de livre de la ferme expérimentale—7500.

STATISTIQUE PERMANENTE.

Hon. Fisher—Annonce l'intention de créer un bureau permanent de recensement—9206; pour recueillir des données sur l'hygiène, l'agriculture et l'industrie—9206.

VICTORIA, QUARANTAINE.

Hon. Fisher—Il s'agit de remplacer l'ancien vaisseau de quarantaine qui est hors d'usage—4253; le crédit demandé est \$20,000, mais cela coûtera un peu plus pour avoir un vaisseau convenable—4254; il pourra être possible d'utiliser ce vaisseau en cas de naufrage pour les sauvetages—4255; il sera construit en Colombie-Angleise—4260.

M. Earle—Le vaisseau de la quarantaine devrait pouvoir être utilisé pour les sauvetages—4255; avec \$20,000 on ne peut pas faire construire un bateau répondant aux besoins—4257.

CHEMINS DE FER ET CANAUX.

ACCIDENT DE WINDSOR SUR L'I.C.R.

Hon. Emmerson—Cet accident a été causé par un train du C.P.R. qui a déraillé—6221; les wagons appartenaient au C.P.R. et la locomotive à l'I.C.R.—6221; les pertes ont été de \$25,000 ou \$30,000—6222; M. Duval, inspecteur de la commission des chemins de fer a ouvert une enquête—6222; c'est le mécanicien Copeland qui est responsable, il s'est enfié aux Etats-Unis—6224.

AGRANDISSEMENT DE LA GARE D'AMHERST, I.C.R.

Hon. Haggart—Proteste au nom des contribuables canadiens contre toute dépense non indispensable—6032; l'I.C.R. est en déficit de \$2,500,000, tout compté, en dépit de 23 millions dépensés depuis 1896—6032.

M. Logan—Les provinces maritimes contribuent aux canaux, pourquoi Ontario ne contribuerait-il pas à l'Intercolonial—6034; le commerce et le développement d'Amherst, N.-E.—6034.

M. Borden (R. L.)—Est en faveur d'agrandir la gare d'Amherst—6037.

STEAMER "ALERT".

M. Reid—Se plaint que le petit steamer "Alert" soit à la disposition de l'inspecteur des canaux du district, M. Stewart, et que celui-ci le fasse servir à des picnics—7574; du temps du prédécesseur de M. Stewart, M. Rubidge, M. Reid s'est déjà opposé à cette dépense—7574.

Hon. Emmerson—Promet d'y voir—7575.

SUBSIDES—*Suite.*

AMQUI, GARE SUR L'I.C.R.

M. Barker—Se plaint que le ministre ne demande pas immédiatement tout ce qu'il faut pour une gare complète—6039 ; on ajoute toujours, les constructions ne sont jamais finies—6039.

ANNONCES ET SOUMISSIONS DANS LES JOURNAUX.

Hon. Emmerson—Les journaux ne demandent pas mieux que d'annoncer les soumissions—7567 ; tous sont aux aguets pour nous faire annoncer—7567 ; si nous annonçons toutes les demandes de soumissions, les annonces mangeront les crédits—7567.

CANAL CHAMBLY, MACADAMISAGE DU CHEMIN.

Hon. Emmerson—La construction du canal a rendu le chemin impraticable, cette voie passe sur le terrain public. En 1873, une partie a été macadamisée, un mille—6961 ; le gouvernement macadamise le reste, un mille et demi, cela coûte \$3,000 du mille—6962.

Hon. Haggart—Les conservateurs avaient toujours refusé—6962.

M. Lennox—Le gouvernement pouvait être obligé de remettre le chemin en état, mais pas de l'entretenir, cela incombe à la municipalité.

Hon. Emmerson—Donne l'état des indemnités payées sur l'évaluation de M. Marcellin Robert pour dommages causés par l'inondation provenant d'un ponceau en dessous du canal—7639.

CANAL CHAMBLY, TRAFIC.

Hon. Brodeur—Les transports ont considérablement augmenté—8496 ; tout le bois à papier de Trois-Rivières et d'autres lieux à destination des Etats-Unis passe par ce canal—8496.

M. Demers (L. P.)—Il n'y a pas de comparaison à être établie entre le canal Chamblay et le canal Rideau au point de vue de la fréquence du trafic—8497.

Hon. Fitzpatrick—Discute contrat Davis—6732 à 6762 ; tous les documents cités ; le ministre de la Justice donne connaissance du Bill primitif, omis par l'auditeur général et qui démontre que le gouvernement actuel n'est pas l'auteur de la proposition d'un bail de 84 ans—6735.

CANAL DE CORNWALL.

M. Lennox—Reprend l'historique du contrat Davis pour le canal de Cornwall—8594 ; il explique le contrat tel qu'il le comprend—8594 ; il divise son historique en quatre points : 1° la convention de 1896 faite par les conservateurs et signée par l'honorable J. Haggart—8594 ; 2° nouveau bail du 19 octobre 1900—8595 ; 3° entrée en scène de l'auditeur général—8609 ; 4° le gouvernement modifie son attitude—8612 ; si l'entrepreneur subit des pertes, que le gouvernement exploite lui-même le contrat—8616.

SUBSIDES—*Suite.*

Hon. Fitzpatrick—Si l'auditeur général avance des assertions contraires aux faits personne n'est tenu de s'incliner—8616 ; la gauche rectifie l'erreur de l'auditeur général quant à la signature du premier contrat par les conservateurs en temps d'élection, on rectifierait bien d'autres erreurs si l'intérêt politique le permettait—8617 ; obligations imposées par le premier bail—8619 ; M. Aylsworth, avocat de l'auditeur général, ne voit pas d'écart des clauses et conditions de la convention primitive sauf sur des points déterminés, c'est-à-dire les quantités de chevaux-vapeur et lumières électriques—8622 ; avis de M. Newcombe—8622 ; toute la question est de savoir si le contrat de 1900 était marqué au coin de la prudence quand il a imposé au gouvernement l'obligation de payer le prix de la force électrique à date fixe, du moment qu'il n'avait pas encore été fait d'installation pour l'utiliser 8625 ; le gouvernement n'avait pas versé un sou et avait toujours le recours d'expropriation d'après le contrat primitif—8625 ; on parle d'exploitation par l'Etat, l'installation électrique sur le canal de Soulanges a coûté \$218,632.03, état Schreiber—8626 ; M. Davis était certainement bien content d'accepter un compromis en 1902 après avoir attendu deux ans et n'avoir pas touché un seul sou—8628 ; le ministre de la Justice revendique toute la responsabilité de la convention de 1902—8627.

Hon. Haggart—Réfute les assertions que sa conduite fut dictée par la politique en accordant le contrat en 1896—8620 ; admet que lorsqu'une des parties contractantes s'engage à fournir certains matériaux ou à faire certains travaux, il y a mutualité dans le contrat—8630 ; le contrat fait était dans le temps le meilleur qu'on pouvait faire dans l'intérêt du pays—8630.

M. Fowler—Considère que M. Davis est favorisé par ce gouvernement comme il l'a été par le gouvernement précédent—8637.

CANAL GALOP.

Hon. Emmerson—Il y a trois sections, Iroquois, Cardinal et Presqu'île—6386 ; il a été dépensé jusqu'à présent \$4,108,920—

M. Sproule—Le ministre, l'ingénieur et tous les autres s'entendent pour voler le pays ou bien ni les uns ni les autres ne savent ce qu'ils font—6391.

M. Reid—Dit que le tracé du canal a fait une ile du village de Cardinal et a déprécié les propriétés—6393 ; le cas du rév. M. McArthur—6393 ; demande des indemnités—6394.

Hon. Emmerson—M. Sproule ne voudrait pas qu'on paie cette indemnité—6394 ; les habitants aiment encore mieux que le canal passe par là que d'en être privés—6394.

Hon. Fitzpatrick—Impossible de payer une indemnité si la nature du dommage ne justifie pas un paiement—6398 ; tiendra compte de la recommandation si réellement la cour Suprême a recommandé de payer un dédommagement—6398.

SUBSIDES—Suite.

CHENAL DU NORD, CANAL GALOP.

Hon. Emmerson—Le département creuse à 3,000 pieds de largeur, 16 pieds de profondeur et 2 milles et demi de longueur—6400; l'entreprise coûtera en tout \$1,464,000.

Hon. Haggart—Fait l'historique de la construction du chenal nord—6409; aurait préféré se servir du chenal nord, qui n'aurait coûté que \$100,000 pour être mis en état d'utilisation—6410.

M. Reid—La navigation dans le nouveau canal est plus facile que dans l'ancien—6410; frais d'exploitation des différents canaux—6411; les frais ont augmenté sous l'administration libérale—6412; il y a trop d'employés libéraux à Cardinal—6412.

Hon. Emmerson—Si la droite était en faveur comme M. Haggart de creuser des canaux en territoire américain elle serait conspuée comme déloyale—6415; l'entretien et le personnel des canaux coûtent plus cher parce que le gouvernement traite et paie mieux son personnel—6418.

CHENAL DU RAPIDE GALOP.

M. Reid—Ce travail destiné à ouvrir un passage aux vaisseaux de fort tonnage est commencé depuis 1878 et les crédits qui s'y rapportent reviennent périodiquement—6421; on paie \$800 par jour aux entrepreneurs et \$8.40 par verge cube enlevée—6422.

Hon. Emmerson—Nous continuons le contrat de 1878, si les crédits reviennent périodiquement maintenant, ils revenaient non moins périodiquement de 1878 à 1896—6434.

CANAL WELLAND, MATERIEL D'ECLAIRAGE.

Hon. Emmerson—L'installation coûtera \$250,000; le canal sera éclairé par 250 lumières à arc de 2000 bougies réparties sur 27 milles à chacune des 25 écluses de Port-Dalhousie à Port-Colborne, plus une lumière tous les 400 pieds le long du canal—6425; l'installation sera à Decew Fall, le pouvoir est fourni par la Lincoln Light and Power Co. de Sainte-Catherine qui reçoit sa force de la Hamilton Cataract Co., qui exploite les chutes de Decew—6435; prix \$14 par cheval-vapeur—6435.

M. Sproule—Pourquoi ne pas produire nous-mêmes avec nos chûtes notre force motrice—6887; à Cornwall nous vendons 2000 forces pour \$1,000 par année et nous rachetons \$63 par force de cheval—6890;

M. German—Le prix n'est pas trop élevé, le cheval vapeur qui se vend du côté canadien \$14 se vend chez les américains \$25 à \$30—6892.

Hon. Emmerson—Rapport du R. J. Parke, ingénieur électricien de Toronto—6896.

M. Reid—Quelle est la politique du gouvernement à l'égard du canal Welland?—6447; actuellement, il donne 14 pieds et des vaisseaux de 17 pieds arrivent à Port-Colborne—6447; propose l'achat du chemin de fer entre Port-Colborne et Port-Dalhousie pour décharger et transporter le grain—6448.

SUBSIDES—Suite.

Hon. Emmerson—La commission de transport étudie cette question et le gouvernement attend son rapport—6448; le contrat est pour dix ans—6435.

CANAL WELLAND—ENTREE DE PORT COLBORNE.

Hon. Emmerson—Nous avons dépensé en chiffres ronds \$699,366 jusqu'au 30 juin 1904, il reste à dépenser \$450,363—6900; il y aura deux quais de 600 pieds de longueur et 200 de largeur avec 16 pieds de profondeur, et, devant l'élevateur, 22 pieds—6901; description des travaux—6902.

Hon. Emmerson—L'élevateur construit sera de la capacité de 2 millions de minots—8491; il coûtera \$1,250,000 et, avec les frais d'amélioration du port—\$1,600,000—8491;

Hon. Fielding—Pense que ceux qui utilisent ces élévateurs devront payer comme s'ils s'adressaient à des compagnies—8492; ces constructions doivent servir simplement à régulariser les prix—8492.

CANAL DU SAULT SAINTE-MARIE.

Hon. M. Emmerson—Le gouvernement canadien construit deux quais à proximité de la ville du Sault Sainte-Marie—6905; la profondeur est 22 pieds—6907.

M. German—Les vaisseaux du C.P.R. donnent le mauvais exemple en passant toujours par le canal américain et prennent toutes leurs provisions chez les Américains—6907.

CANAL DE TRENT.

Hon. M. Emmerson—Il a surgi des difficultés à l'égard de la direction à donner au canal—6915; la question est entre Trenton et Port-Hope comme terminus—6915; elle n'est pas encore réglée—6915; la navigation est ininterrompue de Heely, en aval de Peterboro à Kirksfield, 120 milles—6917; il faudra construire un autre élévateur hydraulique sur la section Larkin—Sangster—6917; il aura 50 pieds, soit 15 de moins qu'à Peterboro—6917; on ne pourra pas dire quand les travaux du canal seront terminés, \$310,000 avaient déjà été dépensés avant la Confédération—6918; le parachèvement coûtera six millions—6918; l'élevateur de Peterboro peut soulever un navire portant 25 mille minots de blé—6918.

Mulock (sir W.)—Expose que dans l'état actuel le canal est déjà profitable—6923; il servira non seulement aux grands transports, mais encore aux transports locaux—6923; il faut décider au plus tôt du débouché final—6923.

Hon. Haggart—Réclame l'honneur des travaux du canal et de la construction de l'élevateur hydraulique—6924; cette partie du pays a bénéficié au centuple des \$4,500,000 dépensés—6924; est d'avis d'avoir deux issues à Port-Hope et à Trenton—6925.

Mulock (sir W.)—En seize ans, le gouvernement conservateur a consacré aux travaux du canal \$82,000; en huit ans, les libéraux y ont consacré \$3,200,000, quatre fois plus—6927.

SUBSIDES—*Suite.*

- M. Cochrane—Plaide chaudement la cause de Trenton—6938 ; la sortie du canal doit être sur la baie de Quinté—6938.
- M. Henderson—Si les conservateurs dans le temps n'ont pas dépensé plus d'argent pour le canal de Trent, c'est que l'opposition, alors libérale faisait de l'obstruction—6942.
- M. Gourley—Raconte l'inauguration de l'élevateur hydraulique de Peterboro—6944 ; l'opposition libérale d'Ontario a enrayé pendant dix-huit ans tout progrès de cette province—6946.
- Hon. Emmerson—Etablit la comparaison de prix, d'entretien et de temps entre une écluse ascensionnelle et les cinq écluses ordinaires qu'elle remplace—6950.
- M. Lennox—Considère que le crédit demandé, \$100,000 est trop modique si on veut pousser les travaux rondement—6952.

CHEMIN DE FER DU DRUMMOND.

- Hon. Haggart—Demande s'il a été fait des dépenses au compte du capital sur la ligne du Drummond en dépit de la déclaration du gouvernement qu'elle était en parfait état et ne pouvait exiger aucun frais—8457.
- Hon. Emmerson—Répond qu'on a fait certaines dépenses au compte du capital, mais qu'il n'est pas tenu de compte séparé pour la section du Drummond—8458.

COMMISSION DES CHEMINS DE FER.

- Hon. Emmerson—La commission des chemins de fer coûtera en 1904 \$60,000 ; ce sera à peu près le prix régulier par année—8494 ; détail des dépenses—8494.
- Hon. Haggart—Un expert légal et trois ingénieurs pour cette commission, c'est aussi insensé que les dépenses au compte du capital pour l'Intercolonial—8496.

COMMISSION DES GARDE-BESTIAUX.

- M. Lancaster—Plaide la cause de M. Holt qu'il dit n'avoir pas été assez payé—7578 ; le gouvernement paraissait peu se soucier de trouver ou non un bon système de garde-bestiaux—7578 ; historique de la commission—7582-7586 ; discussion entre MM. Holt et Henderson—7588.

DOUBLEMENT DE LA LIGNE DE L'I.C.R. ENTRE MONCTON ET HALIFAX.

- M. Gourley—L'opinion publique demande ce doublement—6372 ; dit que l'opposition est prête à voter les fonds pour le doublement de la ligne et pour la construction de plusieurs milles de voies de garage nouvelles—6373 ; demande qu'on munisse les wagons de montants Miller pour le transport du bois—6373 ; si le gouvernement conservateur n'a pas fait plus pour l'Intercolonial, c'est que le parti libéral criait toujours contre les dépenses—6374.

EMBRANCHEMENT D'O'LEARY A LA COTE.

- M. Hackett—Lit une pétition demandant la construction d'un embranchement d'O'Leary-Station à Cap-Wolfe—6090.

SUBSIDES—*Suite.*

EMBRANCHEMENT MURRAY-HARBOUR ET PONT DE HILLSBORO.

- Hon. Emmerson—Les travaux coûteront \$2,795,113, pour 50 milles de chemin, l'entrepreneur est Willard Kitchen, il reste six milles à faire—6076 ; il a déjà été dépensé \$722,587 ; le gouvernement provincial paie l'intérêt sur le coût de la construction de la partie du pont qui servira au chemin de fer et la loi l'autorise à percevoir des péages—6079.
- M. Monk—Proteste contre les ponts de péages, les cultivateurs des environs de Montréal en ont trop souffert—6080.
- Hon. Fielding—Le gouvernement fédéral n'a pas à donner de routes libres et gratuites à l'île du Prince-Edouard ni à Québec—6081.
- Hon. Emmerson—S'il n'y a pas de pont les habitants sont obligés de payer un traversier qui est plus cher que les péages—6082 ; le contrat pour les fondations a été donné à M. Kenny et pour le transport du pont, de Miramichi à Hillsboro, à M. Hugh Macdonald—6085.

EMPLOYÉS DE L'I.C.R. ET TRAVAIL D'ELECTIONS.

- M. Bell—Se plaint de l'intervention de M. A. T. Leblanc, agent sollicitateur pour l'I.C.R. qu'il accuse de s'être mêlé de politique dans l'élection de Guysboro—6111 ; il dresse toute une liste de proscription d'employés de l'I.C.R. supposés favorables au gouvernement—6112 ; il accuse le préfet du pénitencier de Dorchester d'intervention politique—6113.
- Hon. Emmerson—On accuse les employés libéraux sur de simples bavardages sans témoignages sous serment—6115 ; dans l'élection de Saint-Jean, N.-B., le gouvernement a des preuves de cabale active d'employés conservateurs de l'I.C.R. en faveur des adversaires du gouvernement—6117 ; une enquête générale va être faite—6117 ; les renvois faits à Saint-Jean proviennent de motifs administratifs et non de motifs politiques—6118 ; il est impossible de faire une enquête sur chaque employé renvoyé de l'I.C.R.—6118.
- M. Puttee—Insiste pour que tout employé, sur l'I.C.R., comme partout reçoive une lettre l'informant et de son renvoi et des raisons de son renvoi—6120.
- M. Sproule—Se plaint qu'on rencontre trop souvent les employés des pénitenciers dans les comtés où il y a des élections—6122 ; on devrait faire un exemple des employés qui interviennent ainsi—6123 ; pour renvoyer un employé conservateur qui s'est mêlé d'élections, la parole d'un député suffit, pour accuser un employé libéral il faut des affidavits—6124 ; on considère cela comme une plaisanterie—6125.
- Hon. Emmerson—Le gouvernement considérerait comme un acte punissable le fait d'un employé qui se ferait le représentant d'un candidat dans une élection—6126 ; les employés ont le droit de voter—6126 ; du temps des conservateurs on envoyait hors de leur province les employés libéraux de l'I.C.R. pour les empêcher de voter—6126 ; détails de l'opération—6130.

SUBSIDES—*Suite.*

Hon. Haggart—Dit que ceci ne s'est jamais fait avec son consentement quand il était ministre des chemins de fer—6127.

M. Ingram—Déclare que le point faible de l'administration de l'Intercolonial est qu'on administre cette entreprise en vue des intérêts d'un parti, c'est ce qui s'est toujours fait depuis qu'ils est député et il fait cette déclaration sans crainte—6128 ; quand les conservateurs étaient au pouvoir, ils se conduisaient comme les libéraux maintenant—6141.

M. Blain—Revient sur la destitution des employés de l'I.C.R. en 1897 pour intervention politique—6129 ; question de sir Chs Hibbert Tupper—6130 ; question Ganong—6131.

M. Borden (R. L.)—Il ne sied pas de renvoyer cette affaire avec un simple haussement d'épaule—6132 ; c'est violer la politique annoncée en 1897 par le premier ministre promettant des enquêtes dans tous les cas de destitution—6132.

M. Kendall—Cite des cas de flagrante partialité politique des officiers de l'I. C.R., qui, en 1896, n'acceptaient pas un employé sans qu'il fût recommandé par le député conservateur du Cap-Breton, jamais il n'est intervenu dans l'administration du chemin de fer—6139.

M. Blain—Cite une lettre que l'on a prétendu avoir été écrite en 1874 par l'honorable M. Ross, alors ministre de l'administration de M. Mackenzie, texte de la lettre—6142.

Hon. Ross (Wm)—Cette lettre est un faux—6142 ; somme M. Blain de se rétracter—6144 ; le rédacteur du "Herald" de North-Sydney, journal conservateur a nié l'authenticité de la lettre—6144.

M. Ingram—Il n'y a pas lieu de faire de rétractation car M. W. Ross n'a pas nié sur le moment l'authenticité de la lettre et n'a pas cité devant les tribunaux l'accusateur—6144.

M. Mulock (sir W.)—Fait appel à la dignité du parlement qui doit accepter la parole d'un de ses membres, d'un homme de l'âge et de la position de M. Ross—6145.

M. Borden (R. L.)—Prie ses collègues de clore l'incident—6145.

M. Sinclair—Des correspondances de toute nature ont été prodiguées pour jeter du louche sur l'élection de Guysboro—6147 ; les libéraux ont loyalement et franchement combattu et gagné—6147 ; les conservateurs ont envahi le comté avec des professionnels de la fraude et de la corruption—6148 ; les journaux conservateurs pour cacher leur jeu, se sont procuré les noms d'un certain nombre de fonctionnaires libéraux du comté et les ont accusés à tort et à travers—6148 ; sous les conservateurs, l'exploitation des chèques de primes de pêche comme instrument de corruption se pratiquait sur une grande échelle—6149 ; mode de fonctionnement du procédé—6149 ; le "Sun", de Truro, révèle la présence de M. McNab du "Star", de Montréal, dans le comté de Guysboro—6150 ; sir Chs Tupper quand il émargeait au budget comme haut-commissaire est venu en Nouvelle-Ecosse conduire une

SUBSIDES—*Suite.*

M. Sinclair—*Suite.*

campagne électorale—6152 ; dénégation de M. Kirk, préfet du pénitencier de Dorchester—6153 ; exposé des manœuvres conservatrices dans Guysboro par M. Macdonald, député de Pictou à la législature locale—6155 ; affidavit de M. Floyd, de Guysboro—6157 ; affidavit de M. Aikins, de Mulgrave—6158 ; les bleus ont dû dépenser 2,500 facons d'eau de vie dans l'élection de Guysboro—6159 ; la prétendue radiation des noms des électeurs conservateurs des listes électorales—6159 ; l'article du "Mail" sur la prétendue conspiration—6160 ; démenti du réviseur, M. Ross—6162 ; cette question n'a pas été une seule fois discutée au cours de l'élection, elle n'a vu le jour qu'après l'élection—6162 ; affidavit du président du bureau des réviseurs, M. G. W. Ross—6164 ; toutes les communications conservatrices sur cette question sont anonymes—6166 ; du temps des conservateurs, on avait nommé tous des réviseurs conservateurs pour manipuler les listes suivant les besoins des Tories—6167 ; les députés conservateurs sont responsables de leurs propres actions et de celles de leurs prédécesseurs—6167.

M. Bell—Il n'est pas défendu de voyager sous un pseudonyme, le prince de Galles le faisait bien—6168 ; il n'y a pas de mal à aller dans un comté en temps d'élection si on s'intéresse à la politique—6170 ; le parti libéral est un parti d'hypocrites et dénué de toute sincérité—6174.

M. Sproule—Proteste que les officiers réviseurs conservateurs ont toujours rendu pleine justice aux libéraux—6187.

M. Borden (R. L.)—Se plaint du terme de meneurs politiques appliqué par M. Sinclair à quelques uns des acteurs de l'élection de Guysboro—6187 ; oppose aux affidavits publiés la fameuse lettre anonyme dont est armé M Bell—6188.

Hon. Emmerson—Il est regrettable que les conservateurs n'aient pas songé il y a trente ans qu'il était dangereux de faire de l'Intercolonial une machine politique—6190 ; tant qu'il faudra pour le gouvernement nommer des employés sur l'I.C.R. il suivra les conseils de ses amis plutôt que ceux de ses adversaires—6191.

Hon. Fielding—N'est pas d'avis qu'on ait tort de nommer les postulants que propose le député de la division électorale—6193 ; la déclaration de M. Haggart que le gouvernement nommait des employés sur l'I.C.R. sans s'occuper de leurs opinions politiques sera considérée par tout le public comme une immense fumisterie—6193.

Hon. Emmerson—Le parti conservateur est arrivé au pouvoir en 1878 en septembre ; en novembre, il avait congédié 400 employés de l'I.C.R. qui avaient voté pour Sir A. Smith—6194.

M. Lancaster—Se plaint que les employés du canal Welland soient libéraux et votent contre lui—6196 ; demande leur destitution en bloc—6196.

Mulock (sir W.)—Nous avons au Canada le système au vainqueur les dépouilles—6195 ; il serait regrettable que dans la dis-

SUBSIDES—*Suite.*

Mulock (sir W.)—*Suite.*

tribution des places au canal Welland les libéraux eussent été oubliés—6196; les travailleurs du canal Welland seront heureux de savoir ce qui les attend si MM. Borden et Lancaster arrivent au pouvoir—6196.

M. Logan—Cite le cas de la destitution du jeune Ryan en 1882—6201.

M. Hughes (J. J.)—Dans l'île du Prince-Edouard après les élections de 1891, on a destitué des employés du chemin de fer de l'île, pour être restés neutres et n'avoir pas travaillé pour les conservateurs—6203.

M. Blain—Donne l'opinion de l'honorable M. Blair sur les destitutions—6209.

M. Ganong—Aux élections du Nouveau-Brunswick, du temps de l'honorable Emmerson, on amenait en voiture les électeurs qui étaient tenus de voter avec des bulletins spéciaux—6214; les employés de l'I.C.R. sont légion à Moncton—6214.

M. Robinson (J.)—La population de la Nouvelle-Ecosse n'augmente pas parce qu'on la bourre de politique—6218; le peuple va balayer les politiciens à quelque parti qu'ils appartiennent—6218.

EXPLORATIONS DU GRAND TRONC PACIFIQUE.

Hon. M. Fielding—Le gouvernement demande des crédits pour ces explorations, mais ne pourra rien faire avant d'avoir nommé des commissaires et un ingénieur en chef—9091; tout ce qui se fait actuellement comme explorations est fait par le Grand Tronc Pacifique—9092; si ces études peuvent servir on s'en servira plutôt que d'en faire de nouvelles—9093; le gouvernement ne peut pas s'engager à ne pas se servir du travail exécuté par le Grand Tronc Pacifique s'il est avantageux de l'utiliser—9095.

M. Brock—Le gouvernement serait en bien meilleure posture pour marchander quant au paiement avec le Grand Tronc Pacifique si l'argent n'était pas voté—9101.

GARAGES ET STATIONS DE L'I.C.R.

Hon. Emmerson—Fait l'énumération et donne les prix des travaux à faire aux garages de l'I.C.R., nouveaux et agrandissements—6006; travaux aux stations, énumérations—6022.

GARE A CHARLOTTETOWN, CHEMIN DE FER DE L'ILE DU PRINCE-EDOUARD.

Hon. Emmerson—Le département affecte \$87,000 à ces travaux—6067; les devis de la gare s'élèvent à \$64,000—6068; le terrain n'est ni choisi ni acheté parce qu'on n'est pas d'accord sur l'emplacement—6069.

M. Wilson—C'est un abus de demander l'argent pour bâtir quand on ne sait pas où bâtir—6070.

M. Haszard—La gare actuelle est dans un bas-fond—6070; il faut la reporter sur un terrain élevé—6070.

M. Hackett—La gare actuelle de Charlottetown est une honte pour le Canada—6072.

SUBSIDES—*Suite.*

GARE MARITIME A PICTOU.

Hon. Emmerson—La gare sera placée à l'est de la douane et coûtera \$90,000—6051; on a acheté une lisière de la propriété Primrose pour \$1,000—6051; il n'y aura pas à faire d'autre achat de propriété—6051.

GAZ PINTSCH.

Hon. Emmerson—Le département compte installer ce système sur vingt-six wagons, vingt en sont munis maintenant—6000; l'éclairage à l'électricité n'a pas donné de résultats satisfaisants sur l'Intercolonial—6000; l'installation du gaz Pintsch coûte \$800 par wagon—6003; le C.P.R. emploie le gaz acétylène avec les appareils Pintsch—6004; l'huile de pétrole est fournie par l'"Imperial Oil Co.", société filiale canadienne de la "Standard"—6004.

INSTALLATION DE FREINS A AIR WESTINGHOUSE.

Hon. Emmerson—Les freins coûtent \$534 pour une locomotive; \$140.50 pour un wagon à voyageur et \$85 pour un fourgon à marchandises—6068.

CHEMIN DE FER INTERCOLONIAL—EXPOSE ANNUEL.

Hon. Emmerson—Recettes brutes pour l'exercice 1902-1903, \$137,670.53; augmentation des recettes, \$652,938; augmentation des frais d'exploitation, \$622,050; augmentation des voyageurs, \$156,975; augmentation des marchandises, \$483,742; détail, augmentation des frais, tableaux, locomotives—5938; wagons—5939; entretien de la voie—5940; stations—5941; salaires—5942; résultats des dix premiers mois 1904—5943; au 30 avril 1904 le déficit était un demi million dollars—5944; comparaison avec la même période de 1903—5946; état des améliorations faites respectivement dans les dix premiers mois de 1903 et 1904, augmentation 1904, \$121,254—5946; état des dépenses dans cette période—5948; augmentation sur 1903, \$546,530—5948; état des augmentations par chapitre de dépenses—5953; état des dépenses de l'I.C.R. imputables au capital depuis 1896—5954; état de l'augmentation des salaires, par emploi—5955; l'Intercolonial n'est pas une ligne commerciale—5957; il a été construit non à l'avantage des provinces maritimes mais dans l'intérêt d'Ontario et des districts à blé pour qu'ils envoient leur farine dans les provinces maritimes—5958; il est impossible d'y établir des tarifs payant—5958; c'est un instrument de cimentation des provinces—5958; il faut moderniser la ligne—5960.

INTERETS DES PROVINCES MARITIMES.

Hon. Haggart—Félicite le ministre des Finances de la large part de dépenses au compte du capital obtenue par les provinces maritimes, près de \$8,700,000 en deux ans—8482.

Hon. Fielding—Les provinces maritimes ne sont pas jalouses—8483; elles votent des millions pour les canaux où les péages ont été supprimés, elles paient leur part sur les améliorations de l'Intercolonial et ont aussi à payer les tarifs—8483.

SUBSIDES—*Suite.*

MATERIEL DE L'INTERCOLONIAL.

Hon. Emmerson—Il faut acheter vingt locomotives nouvelles et dix wagons-salons pour remplir convenablement le service—8463 ; l'Ocean Limited récemment inauguré fait en vingt-quatre heures le service de Montréal à Halifax, c'est un des plus beaux trains du continent—8464.

Hon. Haggart—Ce train coûte \$250,000 par année pour le plaisir de tenir tête au Pacifique—8465.

M. Lefurgey—Se plaint que les touristes américains qui se rendent à la Pointe-du-Chêne n'ont pas des wagons suffisamment élégants—8466 ; protestation de la chambre de commerce de Charlottetown—8466.

PENSION POUR LES EMPLOYÉS DE CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT.

Hon. Emmerson—Espérait soumettre un projet de pension à cette session—6304 ; n'a pas pu le faire parce qu'il lui a manqué le rapport des actuaire pour les ouvriers de chemin de fer de l'I.P.E.—6304 ; compte sur un bon accueil du parlement—6305 ; brochure électorale conservatrice n° 8 destinée à soulever le public contre l'I.C.R.—6306 ; les conservateurs avaient abaissé les salaires jusqu'à 90 cents par jour—6309.

M. Lefurgey—Cite une lettre des employés de l'I.C.R. demandant l'établissement d'un système de pensions de retraites—6310 ; lit une circulaire de la "Charlottetown Development and Tourist Association" demandant des wagons nouveaux entre Saint-Jean et Pointe-du-Chêne—6312 ; résolution de la chambre de commerce de Canso demandant pour la compagnie des messageries du Dominion les mêmes privilèges que pour la compagnie des messageries canadiennes—6313 ; résolution du même genre de la chambre de commerce de Halifax—6318.

M. Logan—S'il fallait écouter M. Lefurgey et donner tout ce qu'il demande, il faudrait encore grever le budget de l'Intercolonial et du chemin de fer de l'I.P.-E. de 2 à 3 millions—6329 ; que dirait M. Haggart qui demande pitié pour les contribuables ?—6330 ; comment augmenter le matériel sans dépenser de l'argent, et M. Haggart s'y oppose ?—6331.

PONT SUR LE CANAL LACHINE A LA RUE ATWATER.

Hon. Emmerson—Le pont sera un pont tournant et coûtera \$80,000—8487.

M. Fowler—Demande pourquoi la ville ne construit pas ce pont à ses frais, du moment où il a pour objet de permettre le passage d'une rue qui n'existait pas lors de la construction du canal—8487.

M. Rivet—Le trafic s'est développé de ce côté, la rue Atwater est la grande artère de cette division et doit être prolongée par-dessus le canal—8486 ; les gouvernements conservateurs ont payé les autres ponts sur le canal Lachine, il n'y a aucune raison pour que le présent gouvernement refuse à ceux qui le demandent le même avantage aujourd'hui—8486.

SUBSIDES—*Suite.*

Hon. Haggart—Voici le meilleur argument que j'aie encore entendu formuler aujourd'hui—8487.

M. Gallery—Le gouvernement conservateur a construit tous les ponts sur le canal Lachine, que vient-on maintenant reprocher au gouvernement fédéral ?—8487.

M. Gervais—Il y avait une route publique dès 1700 à l'endroit où est maintenant l'avenue Atwater—8488 ; le canal Lachine dont l'entreprise fut alors confiée à M. de Catalogne était au bénéfice de toute la Nouvelle-France—8488 ; la construction du canal—8488.

Hon. Emmerson—Ces travaux rentrent dans le système suivi par le ministère par le passé ; si par le passé le ministère s'est chargé à bon droit de la construction de ces ponts, il est parfaitement autorisé à le faire encore aujourd'hui—8489.

PONT DE GRAND NARROWS, I.C.R.

Hon. Emmerson—Ce pont réunit les deux bras du lac du Bras d'Or, sur la ligne de Pointe Tupper à Sydney, c'est un pont tournant d'un passage très fréquenté—6054 ; il est urgent de le consolider à cause du courant qui le détériore constamment—6054 ; les travaux à faire ont pour objet de détourner le courant—6054 ; le coût des travaux sera de \$89,475—6056.

M. Monk—Désirerait avoir sur tous les crédits vingt fois plus de renseignements que les ministres ne lui en donnent—6062 ; ils vont de l'avant et donnent les renseignements ensuite ou ne les donnent pas parce que ce n'est plus nécessaire—6062.

PONTS DE L'INTERCOLONIAL.

Hon. Emmerson—Donne la liste des ponts à renforcer et le montant des travaux à exécuter dans chaque cas en particulier—6348.

M. Lennox—Dit que ces détails donnés verbalement devraient figurer au budget pour la gouverne de l'auditeur général—6351 ; cependant il félicite le ministre des chemins de fer d'au moins fournir ces détails que refusaient ses prédécesseurs—6352.

Hon. Emmerson—Le renforcement de tous les ponts coûtera, une fois achevé un total de \$1,759,000—6366.

M. Barker—La tenue de comptabilité quant aux ponts remplacés est défectueuse et fallacieuse—5991 ; on inscrit au compte crédateur la valeur du pont nouveau et au compte débiteur la valeur du vieux pont, de cette façon on diminue le compte du revenu consolidé de centaines de mille dollars—5992.

PONT DE RESTIGOUCHE Pour L'I.C.R.

Hon. Emmerson—Le coût total sera de \$133,000—6023.

SERVICE DU QUÉBEC CENTRAL.

M. Morin—Lit une requête du cercle des commis voyageurs de Québec demandant que deux malles par jour soient transportées par les trains du Québec Central entre Lévis et Sherbrooke et vice versa—

SUBSIDES—*Suite.*M. Morin—*Suite.*

9136; se plaint pour sa part qu'il y a un service trop fréquent—9136; on joue au football avec la malle—9136; il y a 80 ans que le comté de Dorchester se plaint—9138.

VESTIBULES.

Hon. Emmerson—Veut munir 20 wagons de vestibules—6010; 6 sont déjà ainsi équipés—6009; le coût est de \$1,000 par wagon—6010.

WAGONS OFFICIELS.

M. Hughes (S.)—Les ministres promettent leurs familles en wagons particuliers et l'on n'a pas eu le cœur de fournir un wagon spécial pour conduire le corps de feu McCreary à Winnipeg—7592.

Hon. Emmerson—L'emploi des wagons officiels est réglé de la même façon qu'autrefois—7594; les ministres peuvent s'en servir quand ils sont disponibles—7594; il y a cinq wagons officiels—7594;

M. Blain—Se plaint que le wagon de la commission des chemins de fer soit fabriqué aux Etats-Unis—7605;

M. Bennett—Rappelle les discours des libéraux contre l'abus de wagons spéciaux—7610;

EMPLOYÉS DU CANAL WELAND.

M. Lancaster—Se plaint que les employés du canal Welland n'ont pas reçu de supplément de salaire comme les autres employés des canaux du Dominion—7611; les éclusiers et gardiens de ponts sont plus maltraités que les journaliers—7612; les salaires de l'Intercolonial et des chemins de fer de l'Île du Prince-Edouard ont été augmentés—7614; il n'y a aucune raison d'avoir fait une exception pour les employés du canal Welland—7616.

Hon. Emmerson—Les employés du canal Welland et du canal du Sault Sainte-Marie n'ont pas été augmentés parce qu'ils gagnent le taux maximum—7618; on n'a fait que mettre les autres à leur hauteur—7618.

M. Pringle—S'enquiert des fonctions de M. O'Callaghan sur le canal Cornwall et l'accuse de libéralisme militant—7624; blâme les extravagances de M. Hewart—7629.

M. Cochrane—Se plaint du surintendant du canal Murray et fait l'éloge des vieux libéraux d'autrefois—7626.

M. Monk—Demande comment il se fait qu'on paie des employés supérieurs à ne rien faire et qu'on fasse attendre jusqu'au 18 de juillet pour payer des employés au canal Lachine—7630.

DOUANES.

AFFAIRE BAIN.

M. Fowler—Le sous-commissaire des douanes est un serviteur qui écrit de la littérature électorale—1875; ce jeune homme fait cette besogne sur l'ordre du ministre—1877.

SUBSIDES—*Suite.*

M. Ingram—Propose que le crédit des salaires du département des douanes soit diminué de \$2,800 salaire du sous-commissaire des douanes; rejeté 23 à 13—1882.

Johnston (A.)—Donne sa parole de député que les brochures publiées ne sont pas l'œuvre de M. Bain—1953.

AFFAIRE BRISTOL.

M. Clancy—M. Bristol a été sacrifié à M. Bain—1948.

M. Paterson—M. Bristol a été augmenté cette année et est un bon employé—1949.

AUGMENTATION DU TRAVAIL DES DOUANES.

M. Paterson—Les recettes des douanes ont augmenté l'année dernière de 8.37 p.c.; le département ne demande qu'une augmentation des salaires de 2.45 p.c.—1907; détails de l'accroissement des affaires des douanes—1908; le gouvernement paie maintenant les frais de travail supplémentaire, au lieu de le faire payer par les compagnies de navigation—1915; les conservateurs même dans l'opposition, se font préparer leurs documents par des officiers publics à leur merci—1924; lecture des indicateurs 1, 2, 3 préparés pour la campagne électorale—1936; état complet des augmentations de salaire pour 1904—1987, 1995.

COMMERCE.

SUBVENTION POUR UN OUTILLAGE DE SAUVETAGE.

Cartwright (sir R.)—Cette subvention a pour objet de s'assurer de la présence constante du "Lord Strathcona" dans les eaux du Saint-Laurent en cas d'accident—7562; c'est à la demande des intérêts maritimes—7562.

M. Reid—Cette subvention a été accordée juste au moment où le capitaine Leslie de Kingston s'installait avec son matériel sur le Saint-Laurent—7562.

NAVIGATION D'HIVER DE QUÉBEC A LA MALBAIE.

Cartwright (sir R.)—Le ministre de la Marine s'occupe activement de ce problème et juge qu'il ne peut être résolu que par des bâtiments spéciaux—7554; ne croit pas que même en brisant la glace au printemps la navigation maritime pourrait commencer plus tôt—7556.

M. Monk—A été étonné du bon marché des vaisseaux brise-glace—7555; avec un vaisseau comme l'"Ermack" on pourrait briser la glace où elle se forme en aiguillettes et avancer la navigation de trois semaines—7555;

M. Morin—L'ouverture de la navigation a lieu quelquefois à Montréal avant Québec—7556; la clef à Québec n'a que dix milles de longueur—7556; avec un vaisseau spécial on pourrait la briser et donner un chenal au lac Saint-Pierre vers le 15 avril—7556.

SUBSIDES—*Suite*.

SERVICE D'ETE DE LA MALBAIE A LA RIVIERE OUELLE.

Cartwright (sir R.)—Ce service se fait maintenant par l'Intercolonial comme service auxiliaire—7557; cette ligne alimente beaucoup l'Intercolonial—7558; il a été impossible de trouver quelqu'un pour se charger de l'entreprise—7558; le bateau qui fait ce service l' "Eureka" a été emprunté au ministère des Travaux publics—7558.

M. Monk—Le prix du passage est trop élevé—7559.

M. Tarte—L' "Eureka" n'est pas bien solide en mer depuis qu'on y a ajouté un pont—7559.

SERVICE ENTRE LE CANADA ET LE MEXIQUE.

Cartwright (sir R.)—Le gouvernement va d'abord installer un service sur la côte du Pacifique—7564; le littoral du Pacifique nous semble plus favorable—7564; nous comptons exporter du charbon, du bois et du poisson—7564; de l'autre côté sur l'Atlantique, ce seront des cargaisons générales—7564; nous avons d'excellentes raisons pour nous tenir en excellent rapports avec les Mexicains—7565.

SERVICE POSTAL TRANSATLANTIQUE.

Cartwright (sir R.)—Le crédit est augmenté de \$85,000 pour encourager la ligne Allan a avoir des vaisseaux rapides—6234; on donne \$2,000 par voyage, aller et retour, pour les steamers à turbine et \$1,000 pour le "Tunisian" et le "Bavarian"—6234; les turbines feront 17 nœuds, le "Tunisian" et le "Bavarian" font 15 nœuds—6234; la durée moyenne du trajet de Merville à Rimouski a été de sept jours et cinq heures—6240; pour obtenir vingt nœuds, il faut deux fois autant de dépense que pour dix-sept nœuds—6241; le contrat nouveau n'a été fait que pour deux ans afin de ne pas entraver l'ancien projet de service transatlantique rapide—6246; en 1897, la durée du trajet de Merville à Halifax était de 10 jours et 22 heures—6254; il est défendu aux steamers d'aller à Portland—6279.

M. Lennox—Le premier ministre nous avait promis à Toronto un service très rapide, l'affaire était conclue—6261; discours de Toronto, 6 octobre 1897—6262; l'entreprise adjugée aux Allan par les conservateurs en 1896, était meilleure que celle-ci, elle donnait un service de 21 nœuds—6264.

M. Borden (R. L.)—Désire savoir quelle sorte de compartiments frigorifiques seront installés sur ces steamers subventionnés—6272; article du "Globe" disant que des fromages ont été envoyés dans de mauvaises conditions—6273.

M. Smith (E. D.)—Si les arrangements sont les mêmes que ceux existant sur les steamers actuellement subventionnés, ils ne serviront à rien—6274.

Mulock (sir W.)—Les changements dans la subvention ne peuvent pas nous assurer tout le service postal parce que New-York a des vaisseaux en partance tous les

SUBSIDES—*Suite*.

Mulock (sir W.)—*Suite*.

jours—6282; plus notre service sera rapide et donnera de facilités pour Ontario, plus nous transporterons nous-mêmes de nos matières postales—6282; dans les circonstances les plus favorables, il peut y avoir une différence de quarante-huit heures entre le transport des lettres par New-York et par le Canada—6284.

M. Clare—La subvention totale sera de \$330,000, soit un tiers de moins que ce qu'on devait payer pour un service complet—6284.

FINANCES.

ADMINISTRATION DE LA DETTE.

Hon. Fielding—Les frais de messagerie de ce service indiquent une augmentation à cause de l'accroissement du volume de circulation—229; les frais d'émission et rachats des billets fédéraux sont augmentés de \$3,300 pour faire disparaître des vieux billets—230; le gouvernement ne peut pas obliger les banques particulières à faire disparaître leurs vieux billets—243; le gouvernement étudie la suppression du billet de \$4 pour le remplacer par un \$5—244; au cas où M. Courtney, député ministre des Finances, se retirerait, il serait gardé quelques années attaché au ministère des Finances comme conseiller—245.

AUDITEUR GENERAL.

M. Borden (R. L.)—Signale le fait que le rapport de l'auditeur général n'est pas prêt pour entrer en subsides—229; consent à discuter les subsides sans le rapport, mais constate que ce n'est pas un précédent—230.

Hon. Fielding—L'auditeur général avait songé à accorder une augmentation au colonel Sherwood, mais il a changé d'idée—9167; il nous serait impossible de la lui accorder si l'auditeur général ne la recommande pas—9168; il y a assez d'occasions de différer avec lui, on doit le laisser maître dans son bureau—9168.

M. Lennox—Conseille d'augmenter le salaire de l'auditeur général—9169.

CHAMBRE DES COMMUNES.

M. l'Orateur—Donne le tableau des appointements du personnel de la Chambre—9109.

M. Sproule—Se plaint que l'augmentation du sergent d'armes n'est pas suffisante—9110.

M. l'Orateur—Donne le relevé des serviteurs de la Chambre—9115.

M. Blain—Fait un état comparatif des dépenses sous divers Orateurs—9120.

M. Barker—Se plaint que l'on ait enlevé au sergent d'armes la haute-main sur les \$305,450.42 provenant de l'apurement des factures—9122; il se plaint qu'il n'ait plus que la garde des objets une fois achetés—9122; il cite les rapports de l'auditeur d'où il résulte que certaines dépenses de 1902 ont été portées en 1903—9128; il se plaint que certaines dépenses ont été portées au compte des Travaux publics—9128.

Laurier (sir W.)—Le lieu pour discuter tout cela est au comité des comptes publics—9128.

SUBSIDES—*Suite.*

Hon. Brodeur—Dit que les dépenses ont été faites pour mettre en état les salons de la présidence et que son excuse est d'avoir cru devoir ces améliorations à la dignité de la Chambre des communes—9133.

COMPTES EN SOUFFRANCE ENTRE LE DOMINION ET ONTARIO ET QUEBEC.

M. Henderson—S'oppose au remboursement au gouvernement d'Ontario des \$2,848,000 de rente constituée pour venir en aide aux écoles, asiles et charités—234.

Hon. Fielding—Le gouvernement fera décider par les tribunaux s'il est tenu de payer 5 p.c. où s'il peut rembourser—237; pour sa part il pense que le gouvernement a le pouvoir de rembourser—239; les \$3,-305,450.42 provenant de l'apurement des comptes constituent une diminution de la dette—233; réaffirme que la dette est diminuée d'autant—552.

CREDITS DES SECRETAIRES PARTICULIERS.

M. Sproule—S'il n'y a pas de secrétaire particulier nommé et si le crédit est réparti entre plusieurs employés la loi n'est pas observée—1884.

CREDITS POUR LES EMPLOYES NOUVEAUX.

M. Lennox—Le parlement devrait connaître quels emplois nouveaux vont être créés et avoir les rapports des sous-ministres avec toutes les indications avant de voter le crédit—1813.

Hon. Fielding—Nous ne demandons pas au comité de créer des emplois, mais de voter des deniers qui pourront être affectés aux emplois créés par qui de droit, c'est-à-dire par l'exécutif sur rapport du sous-ministre et sur constatation que les fonds sont votés—1814.

Hon. Fitzpatrick—La loi dit que l'exécutif peut fixer le nombre d'employés nécessaires pourvu que le montant collectif des salaires ne dépasse pas les sommes votées par le parlement à cet effet—1821; il faut donc que les salaires soient votés d'abord—1822.

DEMANDES DE RADIATION DE CREDITS.

M. Henderson—Propose la radiation du crédit de \$16,000 pour le quai de la Grande Vallée—9207.

Motion rejetée—9207.

M. Blain—Propose la radiation du crédit de \$48,000 pour le quai des Sept-Îles—9207.

Motion rejetée—9207.

OPPOSITION AUX CREDITS.

M. Hackett—S'oppose à un crédit de \$1,000 pour une jetée de la rive Higs—7843; il trouve déplacé de dépenser de l'argent à de vieux ouvrages—7844; met le ministre au défi de supprimer le crédit—7844.

Hon. Hyman—Propose que le crédit soit supprimé—7844.

M. Henderson—Se plaint que cette manœuvre aurait pour effet de rendre M. Hackett responsable vis-à-vis des électeurs de la suppression de ce crédit—7844.

SUBSIDES—*Suite.*

M. Monet—Il n'y a rien de plus juste—7844; l'opposition critique en gros la dépense et jette les hauts cris quand on veut supprimer un crédit qu'elle prétend inutile—7844.

Hon. Hyman—Consent à retirer sa motion de radiation—7845.

SECRETAIRES DU PREMIER MINISTRE.

M. Borden (R. L.)—Les prédécesseurs de sir W. Laurier n'avaient pas besoin de trois secrétaires pour faire leur travail—432.

UTILISATION DES CREDITS.

M. Lennox—Exposé des principes constitutionnels pour d'utilisation des crédits—1839; la Chambre doit connaître la raison de la création d'un nouvel emploi—1840.

GENDARMERIE A CHEVAL DU NORD-OUEST.

AUGMENTATION DE L'EFFECTIF.

Laurier (sir W.)—Nous demandons \$100,000 de plus pour 100 nouveaux hommes—2714; avec l'accroissement de l'immigration la besogne de la police augmente—2714; dans les territoires, même organisés, la police à cheval est seule chargée de protéger les citoyens—2716; il y aura 600 hommes dans le Nord-Ouest et 300 au Yukon—2718.

M. Boyd—Il faut augmenter la solde des gendarmes parce que le gouvernement a augmenté le prix du tabac—2721.

M. Henderson—On demande de relever la solde des gendarmes et on nous a dit qu'avec le tarif Fielding, tout coûterait meilleur marché—2720.

M. Ingram—Au lieu d'augmenter le nombre on devrait augmenter la solde de l'effectif existant—2739.

M. Richardson—Demander un surplus de police c'est décrier l'immigration du Nord-Ouest—2725.

M. Scott—L'opposition demande qu'on accorde l'autonomie aux territoires pour supprimer la gendarmerie à cheval—2721; avec l'immigration étrangère la police a plus de travail qu'autrefois et il en faut plus—2723.

M. Sifton—Si la population des territoires devait penser que l'autonomie serait suivie de l'abolition de la gendarmerie à cheval, la proposition ne serait bien accueillie de personne—2734.

M. Sproule—Les libéraux disaient autrefois que si le pays était bien administré, il faudrait moins de gendarmes—2715.

INTERIEUR ET IMMIGRATION.

ARPENTAGES DES TERRES DES SAUVAGES DE L'ILE WALPOLE.

Hon. Sifton—Texte des instructions données aux arpenteurs—7024.

ARBORICULTURE AU MANITOBA ET DANS LES TERRITOIRES.

Hon. Sifton—Il a été distribué, en 1904, 1-700,000 plantes—7167; les arbres se cultivent à Indian-Head—7168; dépenses détaillées pour l'arboriculture—7170.

SUBSIDES—*Suite.*

DR BELL, DIRECTEUR INTERIMAIRE DE LA COMMISSION GEOLOGIQUE.

M. Armstrong—Demande pourquoi le Dr Bell n'est pas directeur en titre?—7152; il remplit l'intérim depuis quatre ans—7152; exposé de sa carrière—7155.

Hon. Sifton—Considère qu'il n'est pas possible de nommer M. Bell directeur—7152.

M. Sproule—Se plaint que M. Haanel, parce qu'il est l'ami du ministre, ait passé par-dessus la tête de M. Bell, au moins au point de vue du salaire—7154.

CHEMINS DE COLONISATION.

Hon. Sifton—Propose un crédit de \$25,000 pour des chemins de colonisation au Manitoba et dans les territoires du Nord-Ouest—9174.

M. Blain—S'oppose à ce que l'on dépense de l'argent dans le Manitoba, territoire organisé—9176.

Hon. Sifton—Propose que le crédit soit diminué de \$5,000 et qu'il n'y ait rien pour le Manitoba—9176; adopté—9176.

COMPAGNIE IMMOBILIERE DE LA SASKATCHEWAN.

M. Roche (W. J.)—Le gouvernement n'a pas le droit de compter comme colons amenés par cette compagnie les colons qui viennent spontanément sur l'appel général du gouvernement—7130; violation des règlements relatifs aux homesteads—7131; le gouvernement a livré 150,000 acres de terre sur 250,000 quand il n'y avait aucune trace de colonisation—7134; un des membres de cette compagnie est candidat libéral—7136.

Hon. Sifton—Le gouvernement a reçu \$250,000, ce qui est déjà quelque chose—7136; les électeurs ont le droit de choisir qui ils veulent comme candidat—7136.

M. Davis—Cette opération a été une des plus heureuses au pays—7138; la compagnie a ouvert cette région absolument déserte—7138.

Hon. Sifton—Expose l'opération de M. Osler sur les terres du chemin de fer de Qu'Appelle, Lac Long et Saskatchewan—7144.

M. Scott—Donne un exposé *de visu* des progrès de cette région, depuis l'établissement de la compagnie de colonisation—7148.

M. Henderson—Affirme que le parti libéral a violé sa promesse de la terre aux colons—7150.

EDUCATION DES JEUNES SAUVAGES.

M. LaRivière—Veut savoir si le gouvernement a l'intention de remplacer les écoles industrielles par des pensionnats—7039.

Hon. Sifton—Le gouvernement considère qu'il est inutile de conserver les jeunes sauvages trop longtemps aux écoles—7040; 7040; le but cherché est d'instruire le plus grand nombre possible—7040; les autorités de Saint-Boniface préfèrent plusieurs pensionnats répandus sur la réserve—7040; les élèves qui sortent des écoles industrielles sont incapables de vivre parmi les autres sauvages ou d'aller vivre parmi les blancs—7041; le seul

SUBSIDES—*Suite.*

Hon. Sifton—*Suite.*

moyen serait de grouper tout ceux qui ont eu un peu d'éducation et de les induire à vivre ensemble en gens civilisés—7042.

IMMIGRATION, AGENTS ET AGENCES CANADIENNES EN ANGLETERRE ET A L'ETRANGER.

M. Wilson—Nous dépensons maintenant par année \$786,993 pour l'immigration—7368; nos lois ont été améliorées mais ne sont pas satisfaisantes—7368; plaintes nombreuses sur la qualité des immigrants—7370; les agents sont nommés pour des raisons politiques et non en tenant compte de leurs capacités—7371; les agents des Etats-Unis envoient comme immigrants des gens qui viennent en promenade—7371; ce ne sont pas les agents qui amènent les immigrants, ils viennent tout seuls quand ils connaissent un peu le pays—7372; les lois américaines et leur rigueur—7373; dans le voyage des délégués agricoles en Angleterre, tous étaient des libéraux—7373; leurs rapports sont sans valeur mais coûtent cher, aperçus—7374; les 54 délégués ont coûté \$25,000—7376.

Hon. Sifton—La loi ne permettait pas d'empêcher l'entrée au Canada des Italiens qui sont venus individuellement à Montréal en chemin de fer—7378; à la suite de l'enquête faite par le département du Travail d'abord, puis par le juge Winchester, la loi relative aux étrangers va être changée pour empêcher l'entrée de ceux qui ne sont ni des forçats, ni des nécessiteux, ni des malades, mais qui peuvent tomber à la charge de la collectivité—7378; en tout cas, M. Wilson ne considère pas les sommes dépensées pour l'immigration trop élevées—7378; M. Parker qui fournit des renseignements sur les agences des Etats-Unis est un employé congédié qui se venge—7380; depuis le commencement de la saison le système d'examen des immigrants est aussi parfait que possible étant donné l'affluence—7380; c'est à cause de la campagne d'éducation faite par le département que les cultivateurs américains sont venus au Canada—7382; leur ignorance était inimaginable—7382; c'est une immigration précieuse—7382.

M. Osler—Lit une lettre du département de l'immigration des Etats-Unis de M. J. H. Clarke disant que 2441 immigrants ont été refusés aux postes des frontières canadiennes depuis le 30 juin 1903 et là-dessus 663 pour maladies contagieuses—7384; nous ne prenons pas assez de soin pour écarter les hommes des pays méridionaux atteints de ces maladies—7385; il nous faut les hommes des races fortes du nord—7385.

M. Clarke—Ne blâme pas le département de l'Intérieur, mais admire la vigilance des autorités américaines—7385; n'est pas d'avis de refuser un immigrant pauvre s'il est sain et robuste—7386; les malades qui ne sont pas admis aux Etats-Unis ne devraient pas pouvoir rester au Canada—7386; l'immigration au Canada devrait être aussi rigoureusement surveillée qu'aux Etats-Unis—7388.

SUBSIDES—*Suite.*

- M. Kendall—Les quelques immigrants malades qui entrent au Canada ne sont qu'une bagatelle auprès des maladies contagieuses qui exercent leurs ravages dans le pays sans qu'on fasse un pas pour les enrayer—7389 ; comment se fait-il que les plaintes viennent de particuliers et pas des associations médicales du pays ?—7389 ; que fait-on pour la tuberculose qui fait cent fois les ravages que causent les maladies pour lesquelles on empêche l'entrée d'un immigrant—7390 ; à moins de tenir assez longtemps en quarantaine les immigrants un médecin ne peut pas être sûr qu'il ne se déclarera pas de maladie quand ils seront débarqués—7392.
- M. Puttee—Demande comment le gouvernement peut savoir exactement combien il vient d'immigrants pour la colonisation ou autrement—7395 ; les agences prétendent avoir envoyé l'année dernière 14,000 ouvriers de métiers—7395 ; cela fait la moitié de l'immigration totale des îles britanniques—7396 ; il n'est pas juste de mettre l'ouvrier canadien aux prises avec l'importé qui travaille trois mois aux champs et le reste du temps fait concurrence à nos ouvriers—7396 ; concurrence des ouvriers hongrois et galiciens à Winnipeg, article du "Free Press"—7398 ; on agit avec une injustice flagrante à l'égard des ouvriers dans ce pays qui se dit protectionniste—7398 ; les fraudes des bureaux de placement pour ouvriers en Angleterre—7399 ; plusieurs cas cités—7400 ; l'association des manufacturiers canadiens doit agir de concert avec ces agences—7401 ; on se prévaut des renseignements fournis par le gouvernement canadien pour donner une tournure officielle aux circulaires, exemples—7405 ; les compagnies foncières font venir plus d'immigrants que les agents du gouvernement et revendent les terres \$4 et \$5 de plus que si elles n'avaient pas été cédées à ces compagnies—7406.
- M. Clarke—Cite les rapports américains au sujet des immigrants renvoyés—7408 ; comment se fait-il qu'on accepte dans les ports canadiens des immigrants qui sont ensuite rejetés à la frontière américaine comme inacceptables ?—7408 ; fraudes des bureaux de placements en Angleterre—7409 ; l'agence louche la plus importante tient son bureau dans la même bâtisse que l'agent officiel du Canada—7409 ; état des immigrants acceptés et refusés aux principaux ports canadiens—7412.
- M. Kendall—Rend hommage au zèle et au dévouement des médecins des différents ports et des quarantaines—7414.
- M. Roche (W. J.)—Se plaint des numéros illustrés du "Free Press", de Winnipeg, qui ont été distribués—7422 ; il critique les caricatures—7422 ; paragraphes dommageables pour le Canada—7423.
- Hon. Sifton—Le gouvernement ne peut pas être responsable des fraudes et tromperies d'individus sur lesquels il n'a aucun mode d'action—7426 ; on a tant fait pour dévoiler ces fraudes et mettre le public en garde—7426 ; le gouvernement a essayé de faire expulser l'agence Leopold de l'édifice qu'occupe l'agence canadienne—

SUBSIDES—*Suite.*Hon. Sifton—*Suite.*

7427 ; les Etats-Unis rejettent les immigrants pour les motifs les plus futiles parce qu'ils veulent restreindre l'immigration au lieu de l'encourager, notre cas n'est pas le même—7429.

M. Davis—Les citations du "Free Press" faites par M. Roche étaient tronquées et faisaient dire à ce journal le contraire de ce qu'il a dit, exemples—7431 ; quant aux faits énoncés, ils sont indiscutables et il vaut mieux dire la vérité sur notre pays qui présente assez d'avantages réels sans recourir aux faussetés—7435 ; ce qu'ont apporté les immigrants américains, 125,000 immigrants et \$6,000,000 de valeur pour \$650,000 de dépenses—7436.

M. Blain—Les délégués en Angleterre ont rapporté que la littérature expédiée ne servait à rien pour inviter les immigrants à venir—7438 ; demande si le gouvernement a pris des mesures pour procurer des travailleurs aux cultivateurs d'Ontario—7438.

Hon. Sifton—Le gouvernement s'occupe avec les gouvernements provinciaux de préparer un mode de distribution dans les campagnes avant de faire venir des immigrants—7440.

M. Cowan—Les conservateurs qui se plaignent des publications libérales faisaient bien pire, ils payaient d'avance, l'argent était empoché et les brochures ne paraissaient jamais—7455.

INTERVENTION D'EMPLOYES DU MINISTÈRE DE L'INTERIEUR DANS LES ELECTIONS.

M. Roche (W. J.)—Cas de M. Young qui a fait inscrire les Galiciens—7160 ; cas de M. Harvey—7161.

M. LaRivière—Employés du gouvernement candidats—7163.

GALICIENS AU MANITOBA.

M. Roche (W. J.)—Discussions entre Galiciens, Grecs catholiques et schismatiques au sujet d'une chapelle—7164.

INDIENS DU YUKON.

Hon. Sifton—Il y a environ 702 Indiens établis au Yukon—7081.

NOMINATION DU DR BRYCE, INSPECTEUR MEDICAL.

Hon. Sifton—Le Dr Bryce, ex-secrétaire du conseil d'hygiène de la province d'Ontario a été nommé inspecteur en chef du service médical du département de l'Intérieur et du département des Affaires des Sauvages—7052 ; il reçoit \$2,000 pour le premier service et \$1,000 pour le second—7052 ; avec le concours d'un homme actif comme le Dr Bryce, il va se produire des réformes satisfaisantes—7054.

M. Clancy—Il y aura longtemps que le ministre aura disparu du département avant que les sauvages aient commencé à améliorer leurs conditions sous le rapport de l'hygiène—7054.

SUBSIDES—*Suite.*

PRESSE VENDUE.

M. Roche—Se plaint que le gouvernement ait refusé de vendre à un conservateur le matériel d'imprimerie de l'école industrielle de Brandon et l'ait vendu à un libéral qui n'a pas payé—7042.

Hon. Sifton—En prend toute la responsabilité—7042.

RAPPORT MACOUN.

Hon. Sifton—M. Macoun a tiré dans son rapport sur la région de la rivière de la Paix des conclusions forcées sur des données insuffisantes—7296 ; le ministre n'a pas retiré le rapport, il ne peut pas le faire, mais il a donné des ordres pour en empêcher la propagation—7296 ; le gouvernement ne considère pas M. Macoun comme incapable de remplir sa position, la preuve en est qu'il demande de voter son traitement—7301.

Laurier (sir W.)—Serait peiné que ce que dit M. Macoun de la région de la rivière de la Paix fût vrai—7302 ; il a peut-être agi un peu à la légère—7302 ; espère qu'il s'est trompé, même s'il s'est trompé, regretterait d'avoir à se dispenser de ses services—7302.

M. Wilson—Approuvé le ministre d'avoir arrêté la propagation du rapport—7307.

RECHERCHE DES DEPOTS DE GAZ ET DE PETROLE.

M. Armstrong—Demande de continuer les recherches commencées avant 1898 pour les puits de gaz ou de pétrole—7310 ; il serait facile de s'assurer les services de prospecteurs expérimentés—7310 ; il y a du pétrole au Nord-Ouest—7310.

Hon. Sifton—Des essais ont été ici tentés, ils n'ont pas réussi, le matériel est resté à Edmonton—7311.

M. Oliver—Fait le récit des recherches de pétrole à Edmonton—7312 ; les envoyés de la commission géologique ont voulu faire les recherches à leur guise, sans écouter personne, le Dr Dawson qui dirigeait les travaux avait des théories à lui—7313 ; il est plus avantageux pour le pays que les particuliers creusent des puits de pétrole où il y a du pétrole que de voir le gouvernement en creuser où il n'y a pas de pétrole—7312.

REGISTRAIRE DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST.

Hon. Sifton—Les recettes qui étaient de \$10,000 en 1896, ont été en 1903 de \$74,000—

RECLAMATION LEGARE.

M. Scott—Expose la réclamation de Jean Louis Legaré à qui est due la soumission de Sitting Bull—7056 ; il n'a reçu que \$2,000—7056 ; on lui a officieusement promis comme récompense additionnelle les terres d'un township—7057 ; le moment serait venu de tenir parole—7057.

Hon. Sifton—Il n'a pas été possible jusqu'à présent d'accéder à cette demande—7057.

SUBSIDES—*Suite.*

SAUVAGES DES PROVINCES MARITIMES.

Hon. Sifton—Il y a 3,900 sauvages dans les Provinces maritimes—7033 ; le total des crédits pour ces sauvages est de \$16,000—7033 ; on ne peut pas dire que c'est avec ce montant qu'on les accoutume à la paresse et à l'indolence—7034.

TRAVAUX GEOLOGIQUES.

Hon. Sifton—Donne le détail des travaux à exécuter cette année—7294 ; employés du service géologique, liste des salaires—7295.

YUKON, ARPENTAGES.

Hon. Sifton—Donne un état détaillé des arpentages faits dans l'année—7120.

M. Osler—Proteste contre la coutume de porter au compte du capital les arpentages et de porter en recette les ventes de terres qui en sont le remboursement—7129.

YUKON, INDEMNITES DE SUBSISTANCE.

Hon. Sifton—Les fonctionnaires du Yukon ont reçu jusqu'à présent en sus de leur salaire \$1,800 comme indemnité de subsistance en raison de la cherté générale—7118 ; à l'avenir, ils recevront \$1,500 pour les hommes mariés et \$1,000 pour les célibataires—7118 ; le principe de l'indemnité évite de donner un salaire anormal aux fonctionnaires—7118.

YUKON, ROUTES ET EDIFICES PUBLICS.

Hon. Sifton—Le gouvernement a décidé de revenir à l'ancien système et de laisser sous le contrôle du département des Travaux publics la construction et l'entretien des édifices publics qu'on avait cru pouvoir confier au gouvernement local—7120.

JUSTICE.

AUMONNIERS DE PENITENCIERS.

M. Taylor—Lit une lettre d'un clergyman d'Ontario, se plaignant que l'aumônier du pénitencier de Kingston ait été nommé par influence politique—8059 ; l'exécutif libéral est accusé d'être intervenu—8060.

Hon. Fitzpatrick—Après cela, il faut tirer l'échelle—8060.

M. Taylor—Insiste pour que toutes les dénominations protestantes aient successivement leur tour dans les nominations à venir—8062.

LIBERES CONDITIONNELS.

Hon. Fitzpatrick—Le gouvernement a décidé, sur l'avis de M. Archibald, surintendant de l'Armée du Salut, de demander un crédit pour surveiller et encourager les libérés conditionnels—8063 ; plusieurs se conduisent fort bien—8064 ; état des libérations conditionnelles—8067.

HONORAIRES D'AVOCATS.

Hon. Fitzpatrick—Les frais de justice qui, en 1897, s'élevaient à \$101,000 n'étaient plus que de \$72,000 l'année dernière—6089.

Hon. Fitzpatrick—En 1893 le gouvernement payait \$143,000, en 1903, il a payé \$72,000—438.

SUBSIDES—*Suite*.

REFONTE DES STATUTS DU DOMINION.

Hon. Fitzpatrick—Donne l'état d'avancement de ce travail—8067; la revision de 1886 a coûté \$46,049 pour les salaires—8068; distribution du travail entre les commissaires—8068.

SOLLICITEUR GENERAL.

M. Borden (R. L.)—En Angleterre, le procureur général et le solliciteur général n'ont pas le droit d'avoir une clientèle particulière—434; la question devrait être mise à l'étude au Canada—434.

Hon. Fitzpatrick—Le ministre de la Justice à affaire avec la nomination des juges et il est rationnel qu'il ne s'approche pas des tribunaux—435; il n'en est pas de même du solliciteur général, il peut être bon qu'il reste en contact avec le barreau et les tribunaux—435.

Hon. Lemieux—A constaté que le service de son département prenait tout son temps et a, de lui-même, renoncé à sa clientèle particulière—436.

TRAITEMENTS AU YUKON, ALLOCATIONS DE SEJOUR.

M. Cochrane—Demande s'il ne vaudrait pas mieux payer des traitements fixes—8054.

M. Fowler—Dit que la vie n'est pas plus chère au Yukon qu'en Colombie-Anglaise—8054.

M. Lancaster—Ne se plaint pas du chiffre du traitement ni de celui de l'allocation mais considère qu'il vaudrait mieux payer aux juges un traitement fixe et les laisser s'arranger—8057.

Hon. Fitzpatrick—Fait remarquer que cette question devrait être discutée pour tout le service public du Yukon qui se trouve dans le même cas—8057; si les juges avaient un traitement cumulatif, le jour où ils seraient déplacés, ils se trouveraient dans une meilleure position que leurs collègues, il en serait de même pour la retraite—8057.

TREADGOLD, COMMISSION.

M. Borden (R. L.)—Demande instamment à avoir des nouvelles du rapport, à cause des bruits qui ont couru d'instructions au juge Britton—5997.

MARINE ET PECHERIES.

BAUX DE PECHERIES.

M. Boyd—Se plaint des contrats accordés à MM. Markey, Archie McNee et Mackenzie pour droits de pêche dans la Baie d'Hudson, dans la Baie James et dans le Lac des Esclaves—9070.

Hon. Préfontaine—Les baux en question ne comportent pas de privilèges exclusifs—9074; il y a des conditions de dépenses et d'explorations attachées à chaque bail—9074.

M. Boyd—Lit le texte du bail passé avec M. Markey—9082.

M. Fowler—Met le ministre de la Marine au défi de signaler un contrat entaché d'un tel favoritisme passé par les conservateurs—9084.

SUBSIDES—*Suite*.

SS. "BAYFIELD".

M. Bennett—Cite lettre de l'auditeur général insinuant qu'on aurait dû demander des soumissions pour la vente du "Bayfield"—5299; en février un fonctionnaire du ministère de la Marine évaluait le vaisseau à \$7,000, un mois plus tard, il était vendu à des amis du gouvernement \$3,250—5299.

Hon. Préfontaine—La vente s'est faite sur la recommandation du commandant W. T. Stewart, un des anciens fonctionnaires du département nommé par les conservateurs—5300; lettre des acquéreurs du "Bayfield" indiquant toutes les réparations qu'ils ont eues à faire—5300; jamais il n'a été fait l'offre de \$5,000 qu'on prétend avoir été faite—5302.

BOUEES SUR LA RIVIERE NAPANÉE.

M. Wilson—Se plaint qu'on n'ait pas laissé le contrat à un M. Mawers pour poser les bouées à Napanee et que l'on ait demandé des soumissions—5410; M. Mawers n'a pas voulu poser les bouées au printemps si on ne lui renouvelait pas son contrat, il a eu peur de ne pas être payé; la rivière n'est pas balisée—5410.

Hon. Préfontaine—M. Mawers a voulu prendre le gouvernement à la gorge; qu'il se désiste et qu'il soumissionne comme les autres—5414.

BROCHURE DES TRAVAUX ACCOMPLIS DANS LE DEPARTEMENT DE LA MARINE ET DES PECHERIES.

M. Clancy—Se plaint que le ministre fasse distribuer et payer de la littérature électorale aux frais du ministère—5067; ce résumé contient non seulement des informations mais des comparaisons dommageables aux conservateurs—5067.

Hon. Préfontaine—Cette publication se faisait sous ses prédécesseurs—5067; elle est destinée à l'étranger—5067; tous les députés en ont reçu un exemplaire—5067.

CAPITAINES DES PHARES FLOTTANTS.

M. Gauvreau—Présente une requête des capitaines des phares flottants de l'île Rouge, l'île Blanche et du bas de Traverse demandant une augmentation de salaire—5396; requête—5397.

Hon. Préfontaine—S'il est vrai que ces gardiens travaillent quinze jours plus tôt au printemps et quinze jours plus tard à l'hiver, leur demande est juste et raisonnable—5398; le cas de tous ceux dans les mêmes conditions sera considéré—5398.

CHENAL MARITIME DU SAINT-LAURENT.

Hon. Préfontaine—Lit l'ordre en conseil réorganisant le ministère de la marine et élevant certains travaux au ministère des Travaux publics—7704; détail de l'emploi de la somme de \$558,000 pour l'approfondissement du chenal maritime—7704;

M. Monk—Les promesses de Maisonneuve—7707; quelle politique a guidé le gouvernement en faisant les changements?—7708; va-t-on attribuer toutes les cons-

SUBSIDES—*Suite.*

M. Monk—*Suite.*

tructions à chaque département?—7709; On pourrait alors remplacer le département des Travaux publics par un autre plus utile—7709.

Hon. Préfontaine—Le gouvernement dans ces changements a fait disparaître des anomalies nombreuses—7709; on a attribué au ministère de la Marine le chenal maritime de Montréal à Québec et l'aménagement du Saint-Laurent, on a laissé aux Travaux publics les travaux de construction proprement dits—7710; la question du chenal est une question nationale—7711; historique de la question—7711; avec l'accroissement de la navigation, il y aura de nouveaux besoins, le gouvernement saura y faire face—7712; nous devons marcher de front avec les progrès des Etats-Unis—7712; au mois de novembre on a vu des steamers tirant de 26 à 27 pieds entrer la nuit à la vapeur dans le port de Montréal—7712; le peuple approuvera ce qui s'est fait—7712; M. Préfontaine a été insulté pour avoir accepté le portefeuille autrefois dévolu aux plus grands chefs conservateurs—7712;

M. Monk—Le projet suivi a été tracé en 1844 par l'honorable John Young—7715; l'amélioration du chenal est une question indépendante de la politique—7717.

Hon. Préfontaine—Il est faux que le projet actuellement en cours d'exécution date de 1844—7717; historique—7718; les plans ont été dressés en 1899, ce qu'il reste à faire, rapport—7718; avec ceci le chenal sera le mieux outillé et le mieux éclairé qui existe—7719; on ne s'arrêtera pas là—7719.

M. Sproule—Regrette qu'on ait dépouillé un ministre d'Ontario pour satisfaire la cupidité de M. Préfontaine—7720.

M. Taylor—Se plaint qu'on ait acheté dans le département un drapeau français et un drapeau américain, l'Union Jack doit suffire—1721.

Hon. Préfontaine—C'était pour la réception du duc d'York—7721; la gauche est-elle fâchée qu'on l'ait bien reçu—7722.

COMPAGNIE DE POISSON DE LA NOUVELLE ANGLETERRE.

Hon. Préfontaine—La compagnie de poisson de la Nouvelle-Angleterre a obtenu le privilège de prendre des provisions et de débarquer à Vancouver le poisson qu'elle pêche dans les eaux internationales, et de l'envoyer en transit sur le marché de Boston—7686;

Hon. Haggart—Le gouvernement n'avait pas le droit de faire cela—7688.

M. Macpherson—Cette compagnie a fait la richesse de la côte du Pacifique—7687; elle expédie le flétan à trois cents débits de poissons dans la Nouvelle-Angleterre—7688; la concession lui a été accordée à condition d'employer des pêcheurs canadiens, d'acheter des provisions canadiennes—7687; que nous importe si ce sont des Américains qui nous dotent des industries nécessaires—7688; les Canadiens n'ont pas les capitaux nécessaires ou ne pressentent pas les bénéfices à faire comme les Américains—7688.

SUBSIDIES—*Suite.*

M. Maclean—De cette façon toutes les pêcheries du Canada peuvent passer aux mains des Américains—7688.

Hon. Préfontaine—Le décret a été rendu en 1896 sous le ministère de sir Louis Davies—7689.

Hon. Paterson—Le gouvernement n'a rien fait d'illégal—7690; le décret se renouvelle d'année en année et aucun droit n'est abandonné—7690; si nous abolissons cet arrangement ce sont les pêcheurs et les marchands de Vancouver qui y perdront—7690.

CONGELATEURS DE BOITE.

M. Lefurgey—La brochure du ministère louange le département au sujet des congélateurs de boite, citation—5085; article du "Halifax Herald" blâmant le fonctionnement des congélateurs—5086;

M. Johnston (A.)—C'est un écrit anonyme—5087.

M. Lefurgey—Prétend-on que ces informations sont fausses?—5089.

M. Johnston (A.)—Déclare carrément qu'elles le sont—5089.

ECLAIRAGE DU SAINT-LAURENT.

M. Robinson (J.)—La navigation n'est pas sûre, le chenal n'est pas éclairé—5089; le chenal est balisé avec des branches vertes—5089; l'accident du "Canada" et du "Cap Breton" est dû au mauvais état du chenal—5089.

Hon. Préfontaine—L'endroit où l'accident est survenu est le plus large et le plus éclairé du chenal—5091; une enquête va être faite—5091; il est injuste de dire que l'accident provient de l'état du chenal—5091.

M. Taylor—Se plaint de la destitution à court avis des gardiens de phares—5093; il se plaint qu'on ait remplacé le pétrole par l'acétylène ce qui enlève du travail à de vieux employés—5094; il se plaint de la création des ateliers de Prescott; il croit qu'un membre du gouvernement est intéressé dans une manufacture de carbone pour faire l'acétylène—5094.

Hon. Préfontaine—La substitution de l'acétylène au pétrole a été recommandée par M. Fraser, ingénieur des phares, nommé par les conservateurs—5094.

PRIMES AUX PECHEURS.

M. Lefurgey—Demande pourquoi la somme payée en primes aux pêcheurs a diminué—5084; pourquoi pas de primes aux pêcheurs de homards—5085.

Hon. Préfontaine—Cite les remarques du rapport de la Marine—5084; la même somme est votée tous les ans, mais les primes payées varient suivant les prises—5084; on ne paie pas de primes aux pêcheurs de homards parce que la loi ne le prescrit pas—5085.

M. Lefurgey—Rien dans la loi n'empêche les pêcheurs de homards de participer aux primes—5102; la prime est l'intérêt provenant des \$4,500,000 accordés par la commission des pêcheries de Halifax; si, comme le demandent les provinces, on

SUBSIDES—*Suite.*M. Lefurgey—*Suite.*

divise entre elles ce capital, les pêcheurs continueront-ils à recevoir des primes?—5103;

Hon. M. Fielding—Le montant à distribuer en primes étant basé sur le revenu des \$4,500,000, si l'on y inclut les pêcheurs de homards les primes seront diminuées—5108; les conservateurs ont été longtemps à même de payer des primes aux pêcheurs de homards, ils ne l'ont jamais fait—5120.

Hon. Préfontaine—Les négociations pour la division entre les provinces de l'indemnité de Halifax ne sont pas closes, rien n'est encore décidé—5116.

M. Hughes (J. J.)—Dit que si les députés d'Ontario qui ont tant à cœur l'intérêt des pêcheurs veulent voter de l'argent, on relèvera les primes tout de suite—5121.

M. Sproule—Impossible, ce serait déranger la constitution, augmenter la subvention d'une province sans compensation pour les autres—5122.

Hon. Préfontaine—Prouve qu'il a appliqué la loi et que l'obligation de soumettre d'avance à la Chambre le projet de distribution des primes pour l'année suivante a été abrogée en 1892; rend compte de ses travaux pour encourager l'industrie du homard—5130.

M. Sinclair—Félicite le ministère de la Marine des travaux de repopulation du homard—5132; rend compte des résultats du transport du poisson congelé, du flétan de la Colombie-Anglaise—5133; extrait de la "Fishing Gazette"—5133.

ECLAIRAGE DES PHARES A L'ACETYLENE.

Hon. Préfontaine—Donne lecture du rapport de M. J. Fraser sur l'emploi de l'acétylène pour l'éclairage des phares—9058; le gaz Pintsch employé antérieurement coûtait 56 cts pour 7½ pouvoirs éclairants, l'acétylène coûte 60 cts pour 6 fois la même quantité de lumière—9059; il y a actuellement 35 phares où l'acétylène est installée—9059; le prix d'installation varie de \$300 à \$2,500—9059; il y a mille feux en tout dans le service de la marine—9060; le gouvernement compte l'année prochaine installer 35 feux nouveaux qui coûteront en moyenne \$1,000 chacun—9060; le carbure pour l'éclairage s'achète \$65 la tonne, le même prix que paie le C.P.R.—9061.

M. Sproule—Veut savoir pourquoi on ne demande pas de soumission pour le carbure—9061; un membre du gouvernement est intéressé dans la fabrique de carbure—9062; un nommé Wilson protégé des ministres a le monopole—9065.

Hon. Préfontaine—Le changement d'éclairage pour tout le Dominion, pour les bouées comme pour les phares coûtera \$300,000—9066; les expéditeurs et armateurs ont fait cette demande—9066; l'installation est faite sur 45 milles entre Montréal et Sorel, et le résultat est excellent—9068; le département complète l'éclairage du chenal entre Saint-François et

SUBSIDES—*Suite.*Hon. Préfontaine—*Suite.*

Batiscan, 35 milles—9068; avec cet éclairage les vaisseaux gagneront onze heures à la montée—9068.

M. Hughes (S.)—L'armée anglaise a fait des études et on a constaté que la lumière acétylène est la plus pénétrante qui existe—9069.

ENLEVEMENT DES OBSTACLES DANS LES RIVIERES NAVIGABLES.

M. Monk—Demande l'enlèvement de l'obstacle du Petit Rapide pour relier les paroisses de Sainte-Geneviève et de l'Île Bizard par un chenal navigable avec le lac des Deux-Montagnes et Ste-Anne—5357; il faudrait un chenal de quinze à vingt pieds—5357; ce serait établir deux ports de rivière importants—5358.

Hon. Préfontaine—Fera préparer les levés—5358.

ENQUETES SUR LES NAUFRAGES.

Hon. Préfontaine—Liste des sinistres dans l'année 1903-04—5329.

M. Casgrain—Demande des explications sur le crédit de \$4,000 demandé—5333.

M. Bickerdike—Dit que ces dépenses ont été faites à la demande du Board of Trade de Montréal pour rendre les enquêtes plus sérieuses—5334.

M. Fowler—Propose que M. Bickerdike soit nommé ministre de la Marine—5335.

EXAMEN DES CAPITAINES ET SECONDS.

Hon. Préfontaine—Les examinateurs reçoivent \$4 par candidat—5875; les certificats coûtent pour la grande navigation \$15 pour un capitaine et \$8 pour un second—5875; le système des appointements annuels tend à se généraliser pour les examinateurs—5876; le chef des examinateurs est le capitaine Salmon, 5877; l'année dernière 468 brevets ont été décernés, 5 candidats ont échoué—5880.

ENTRETIEN DES PHARES.

Hon. Préfontaine—Il y a dans tout le pays 963 phares et signaux de brume—5874; le coût moyen d'entretien et de réparation est de \$350; 43 nouveaux phares ont été construits l'an dernier—5874.

FOURRURE DU COMMANDANT SPAIN.

M. Fowler—S'oppose à l'avance faite au commandant Spain pour acheter un paletot de fourrure à Terre-Neuve—5365; facettes de l'opposition—5364; sans l'auditeur général, M. Spain héritait d'un paletot—5364.

Hon. Préfontaine—Le prix du paletot a été remboursé par M. Spain, l'affaire doit finir là—5367.

FRAIS ET GARDIENS DE PHARES.

M. Taylor—Se plaint qu'on a congédié en amont de Montréal de vieux gardiens de phares—5372; le système d'éclairage au carbure a été inauguré pour favoriser une compagnie d'Ottawa qui compte parmi ses membres des membres du gouvernement—5374; la propriété de M. Prescott a été

SUBSIDES—*Suite.*M. Taylor—*Suite.*

achetée sans consulter personne—5374 ; ne voudrait pas employer le gaz acétylène pour rien au monde—5374 ; pourquoi ne pas faire fabriquer les récipients à Kingston ?—5374 ; on n'aurait pas dû destituer les vieux gardiens de phares—5376.

Hon. Préfontaine—Donne l'état des changements opérés dans les phares constituant une économie de \$610 par année sur l'éclairage—5373 ; un crédit de \$35,000 a été ouvert l'année dernière pour acheter une propriété à Prescott évaluée à \$40,000, elle a été achetée \$26,000—5375 ; Prescott va être un grand chantier de l'Etat comme Sorel, pour éviter de s'adresser aux chantiers privés—5375 ; l'adoption du gaz acétylène s'est faite à la demande des compagnies de navigation—5378 ; nous payons le carbure le même prix que le C.P.R., soit \$65 la tonne—5378 ; il y a deux fabriques de carbure, l'une à Sainte-Catherine, l'autre à Ottawa—5378 ; maintenant les machines sont chargées pour 6 mois, il n'y a plus besoin de gardien—5379 ; le carbure n'est pas monopolisé—5381.

M. Bennett—L'honorable M. Sutherland est membre de la compagnie de carbure d'Ottawa—5378.

Mulock (sir W.)—S'il y avait au Canada une combinaison des fabricants de carbure à la faveur du brevet concédé, le gouvernement peut toujours importer en franchise des produits analogues, fabriqués d'après le même brevet en pays étranger, on peut d'après l'acte des brevets forcer à accepter un prix raisonnable—5390.

M. Osler—S'oppose à ce qu'on compare la gestion des affaires de la compagnie du Pacifique-Canadien et celle des affaires de l'Etat canadien—5390.

GARDIEN DE PHARE DE L'ILE LINDOE.

M. Taylor—Lit lettre d'avis de renvoi du gardien—5880 ; la loi de retraite permet d'ajouter dix ans—5881 ; on ne prend pas à la gorge un vieux serviteur de vingt années—5881 ; si l'on ne laisse qu'un seul gardien pour les phares des Mille-Iles, l'entretien ne sera pas suffisant—5882.

SS. " GAUSS ".

Hon. Préfontaine—L'achat du "Gauss" n'est pas une dépense ordinaire du ministère, il se rattache à trois services : marine, intérieur et gendarmerie à cheval—5278 ; le "Gauss" n'a été payé que \$70,000—5279 ; le capitaine Spain a surveillé l'enrôlement, le capitaine Bernier engageait les hommes—5279 ; on lui avait soumis une liste—5281 ; le capitaine Bernier a affirmé sous sa signature n'avoir jamais donné d'entrevue aux journaux—5282 ; avant l'achat, le "Gauss" a été examiné par le capitaine Mooney qui surveillait la construction du "Canada" en Angleterre—5288.

M. Bennett—Lit une prétendue entrevue du capitaine Bernier à un reporter du "Mail and Empire"—5281.

SUBSIDES—*Suite.*

M. Casgrain—Lit l'entrevue du capitaine Bernier dans la "Presse"—5291 ; il insiste pour que l'honorable Préfontaine produise la lettre où le capitaine Bernier dément ces entrevues—5293 ; le capitaine Bernier prétend qu'on lui a imposé un équipage inférieur, le tout est de savoir si c'est vrai—5394 ; peut-être est-ce confidentiel ?—5296.

M. Thompson—A Owen-Sound c'est le président de l'association libérale qui dicte aux capitaines les engagements à faire, aussi, les équipages ont dégénéré—5299.

STEAMERS DE L'ETAT.

Hon. Préfontaine—Il y a dans le crédit une diminution de \$27,000—5266 ; répartition des dépenses, sommes payées pour réparations—5266 ; les marchandises courantes sont achetées par adjudication—5273.

M. Taylor—Critique les prix payés pour fournitures—5274.

INSPECTION DES PECHERIES.

M. Osler—Se plaint que 3 p.c. du poisson qu'on prend dans les rivières de Québec et du Nouveau-Brunswick porte trace de s'être pris aux rets en dépit du règlement, prohibant l'usage de cet engin à certaines époques—7676.

Hon. Préfontaine—Le gouvernement prend les mesures les plus sévères—7677 ; il s'est aperçu des pertes réelles causées par la violation des règlements, par l'absence de soumissions quand il a voulu louer les pêcheries—7678.

INSPECTION DES PHARES ET AIDES A LA NAVIGATION.

Hon. Préfontaine—Ce crédit de \$502,000 a pour but les améliorations de l'éclairage du Saint-Augustin et l'adoption de la lumière acétylène pour les bouées et les feux d'alignement—5882 ; la commission des phares étudie la question et on ne peut dire si ce montant sera suffisant, il faudra sans doute \$300,000 en plus dans le budget supplémentaire—5884 ; l'éclairage du chenal entre Montréal et Sorel a eu un grand succès, les steamers ont parcouru en sûreté la nuit les 45 milles de Montréal à Sorel—5884 ; les générateurs d'acétylène fonctionnent à 30° au-dessous de zéro—5885 ; cette année on va éclairer le chenal de Sorel au Platon—5886 ; on ne peut aller plus loin tant que le chenal n'aura pas été redressé et creusé—5886 ; les améliorations exécutées ont procuré à la compagnie de navigation du C.P.R., ancienne Elder-Dempster, des taux d'assurances plus avantageux—5888 ; article élogieux de la "Shipping Gazette"—5800.

LEVES HYDROGRAPHIQUES.

Hon. Préfontaine—Les levés hydrographiques se feront cette année dans le lac Supérieur aux environs de Port-Arthur—5907 ; les levés du Saint-Laurent seront continués simultanément—5907.

MARINE MILITAIRE ET ECOLE DE NAVIGATION.

Hon. Préfontaine—L'année dernière une somme de \$7,500 a été votée, une portion

SUBSIDES—*Suite.*

Hon. Préfontaine—*Suite.*

a été dépensée à préparer des tableaux et à recueillir des renseignements pour créer une école de marine—5337; cette étude est dirigée par le capitaine Salmon—5337; le projet d'une marine militaire entraînera une dépense d'un demi-million. Il faut des études préliminaires—5338; la ligue navale a conseillé la création d'une marine militaire—5339; le gouvernement a accepté l'idée, en principe—5339.

M. Kemp—Approuve le projet—5340.

M. Ingram—L'approuve également—5340; mais trouve le crédit demandé insuffisant—5340.

OBSERVATION DES MAREES.

Hon. Préfontaine—Ce travail se fait avec un vaisseau spécial, le "Gulnare" acheté du gouvernement impérial pour \$36,000; il avait coûté \$85,000—5359.

M. Bennett—Le gouvernement achète toujours de vieux vaisseaux; quand en fera-t-il construire des neufs?—5358.

Hon. Préfontaine—Le gouvernement fait construire deux vaisseaux neufs, le "Canada" et le "Petrel"—5360.

PILOTES.

M. Smith (E. D.)—L'autorité semble bien émettée quant aux pilotes—5902; le ministre de la Marine n'a la haute-main que sur un groupe—5902; le parlement verrait d'un bon œil le ministre présenter les amendements voulus à la loi de façon à concentrer entre ses mains toute la direction du corps des pilotes—5902.

PORT DE BRONTE, ONT.

M. Henderson—Demande un phare pour les pêcheurs de harengs de cisco de Bronte 5894; le quai n'est pas encore construit mais on peut bâtir le phare tout de même.

Hon. Préfontaine—Rapport négatif du sous-ministre—5495.

RESERVE DE L'ILE HOPE.

M. Bennett—Le ministère de la Marine s'est fait donner par le département de l'Intérieur une réserve forestière indienne de cent acres sur l'île Hope dans la Baie Georgienne—5306; il en a disposé pour ses amis politiques—5306; on a vendu pour \$100 au fils de l'adversaire de M. Bennett une coupe de bois valant \$3,000; lettre de M. Grant député d'Ontario-sud recommandant M. Chew—5307; rapport demandé au gardien du phare—5307; rapport du gardien—5308; M. Chew a payé \$50 de plus au frère de M. Grant pour ses services comme intermédiaire—5310.

Hon. Préfontaine—Le bois s'est vendu \$100 parce que le département était informé qu'il valait cent dollars—5311; si M. Chew a coupé le bois auquel il n'avait pas droit, de la localité, bien des difficultés à sur- il paiera le droit ordinaire de \$2 du mille pied avant de l'enlever—5311.

M. Grant—Tout son rôle dans cette affaire peut se retracer par la correspondance—5314; c'est lui qui a payé les \$100 au département, il les avait reçus dans une lettre—5314; M. Chew avait, en raison

SUBSIDES—*Suite.*

M. Grant—*Suite.*

de la localité bien des difficultés à sur- monter pour tirer parti de son bois—5316; le frère de M. Grant est avocat à Midland et se fait payer comme tous les avocats pour ses services—5316.

M. Tobin—Si le ministre a reçu \$100 du tilleul coupé et \$2 du mille pieds pour la pruche, il a reçu un très bon prix—5324.

ROUTE DU SAINT-LAURENT.

M. Smith (E. D.)—La route du Saint-Laurent ne soutient pas favorablement la comparaison avec celle de New-York—5898.

Hon. Préfontaine—Bien des méfaits sont attribués à la route du Saint-Laurent qui ne s'y rapportent pas—5899; le gouvernement canadien ne peut rien pour les eaux de Terre-Neuve, seulement appeler l'attention du gouvernement britannique—5898.

STATION BIOLOGIQUE.

Hon. Préfontaine—Cette station date de 1898—5361; des professeurs y étudient la vie des poissons—5361; rapport de 1903, sujets traités—5362.

TELEGRAPHE SANS FIL.

Hon. Préfontaine—Quatre stations sont installées; il y en aura sept en tout—3904; chaque station coûte environ \$5,000.

VAISSEAUX BRISE-GLACE.

Hon. Préfontaine—Un vaisseau va être construit qui fera le service de la rivière Ouelle à la Malbaie en hiver et le service des phares en été—9046; un autre plus considérable dépagera la route du Saint-Laurent—9049; l'essai sur les lacs se fera plus tard—9049; le service entre la Malbaie et la rivière Ouelle est rémunérateur—9050.

MILICE.

ARSENAL FEDERAL.

Borden (sir Frederick)—Une maison d'Angleterre est disposée à établir à Ottawa une cartoucherie et une fabrique de poudre—8498; la capacité serait de 20 millions de cartouches par année, le gouvernement en achèterait une certaine quantité qui seraient utilisées à la cartoucherie de Québec—8493; le gouvernement a décidé d'établir un arsenal à Ottawa—8498.

SOLDAT MULLOY.

M. Broder—Ne demande pas l'aumône pour le soldat Mulloy mais demande que le pays montre sa reconnaissance—9028; il y a un précédent, le capitaine Peters blessé au Nord-Ouest dans la rébellion de 1885 a une pension de \$1,000—9028.

M. Borden (sir Fred.)—A la prochaine session le gouvernement trouvera moyen de faire droit aux cas spéciaux comme ceux du soldat Mulloy—9028.

SUBSIDES—*Suite*.

POSTES.

AFFRANCHISSEMENT DES LIVRES.

M. Borden—L'affranchissement des livres imprimés a été porté de 4 cents à 8 cents la livre, c'est rétrograder—5786 ; du moment où l'on a imposé les journaux, pourquoi ne pas faire bénéficier les livres d'une réduction—5786.

Mulock (sir W.)—Le tarif est le même qu'aux Etats-Unis—5786 ; autrefois nous laissions venir au Canada les livres à trop bon marché—5788.

ACCIDENTS AUX COURRIERS CONVOYEURS.

Mulock (sir W.)—Le département des Postes n'assure pas ses employés à des compagnies d'assurances mais, en cas de mort, paie \$2,000 aux héritiers de l'employé tué—5918 ; ceux-ci n'auraient pas de recours contre les compagnies de chemins de fer car ils voyagent sans payer et de ce fait renoncent à toute réclamation—5918.

M. Sproule—Beaucoup d'avocats doutent que cette convention délève les compagnies de leur responsabilité pécuniaire—5919.

CAUTIONNEMENTS.

Mulock (sir W.)—Le gouvernement a renoncé aux polices de garantie ou aux garanties individuelles ; il faut verser maintenant au fonds de cautionnement un pourcentage du salaire, soit \$2 par \$500—5921.

M. Sproule—Ce système est préférable à l'ancien—5921.

DEFICIT CONSERVATEUR DANS LE DÉPARTEMENT DES POSTES.

Mulock (sir W.)—L'exercice 1903 du département des Postes se solda par un excédent de \$395,000 et si l'on tient compte du déficit laissé par le service de l'Atlin et du Yukon, on trouve un excédent net de \$298,000—5658 ; on reproche au ministre des Postes de tenir un compte séparé des dépenses de l'Atlin et du Yukon, mais les conservateurs faisaient la même chose pour le service postal des Territoires qui n'entraîna pas au budget général des Postes—5666 ; à la chute du gouvernement conservateur en 1896, il restait des comptes impayés au département des Postes dépassant de \$680,000 les crédits votés—5667 ; c'était une accumulation de déficits successifs—5667 ; de plus, il y avait pour l'exercice une moins value de \$780,000, en sus des \$680,000—5667 ; l'équilibre a été rétabli au moyen d'un crédit spécial dans la loi des finances de 1896-1897—5668 ; si on avait tout additionné, il y aurait eu un déficit total de \$1,400,000—5670 ; l'erreur des conservateurs a été de ne pas demander chaque année une somme suffisante pour faire face aux dépenses de l'année—5672 ; texte du rapport des comptables auditeurs nommés en 1896—5674 ; les contribuables en 1903 ont économisé \$1,000,000, du fait de la réduction du port des lettres ; \$780,000 de déficits qu'ils n'ont pas eu à payer et \$292,000 d'excédent qui a été versé au trésor—5696.

SUBSIDES—*Suite*.

M. Clancy—Le ministre se crée des excédents en affamant le service—5660 ; en 1896, la taxe postale était, par tête, de 93 centins, en 1903, elle est de 97 centins—5661 ; les populations agricoles ont été victimes de la prétendue réduction des postes—5661.

M. Henderson—Le reliquat des déficits accumulés, les \$680,000 devaient faire partie du déficit de \$780,000 compté pour 1896 et non s'y ajouter—5670.

DEPENSES CASUELLES.

Mulock (sir W.)—Il est impossible de dire à l'avance quel emploi sera fait des crédits demandés pour faire face aux dépenses casuelles d'un département, le titre même du crédit l'indique—2014.

FACTEURS DE POSTE DE MONTREAL.

M. Monk—Il y a besoin d'une réorganisation complète au bureau de poste de Montréal—5767 ; insuffisance de traitement et rigueur de direction—5767 ; exposé de griefs des facteurs—5768 à 5771.

Mulock (sir W.)—M. Monk base un réquisitoire sur une lettre anonyme publiée dans un journal—5772 ; il est faux que les commis soient obligés de travailler après les heures régulières—5773 ; quelques-uns y sont obligés et reçoivent une rémunération supplémentaire—5773 ; rapport de M. Ross, surintendant en chef—5774 ; c'est le gouvernement libéral qui a établi la journée de huit heures aux postes, règlement—5776 ; il est faux que les facteurs parcourent 6 lieues par jour—5776 ; le bureau de poste de Montréal laisse à désirer comme installation—5777 ; la tendance doit être de décentraliser le système des postes—5777 ; avant longtemps le gouvernement aura remédié à l'encombrement de l'hôtel des postes à Montréal—5777 ; les assertions du mémoire lu sont fausses—5778.

M. Borden (R. L.)—C'est une excellente chose d'avoir des excédents dans le service postal, mais il ne faut pas que cet excédent soit obtenu en rétribuant insuffisamment les employés ou en les accablant d'ouvrage—5780 ; observations du grand jury de Halifax dans la cause d'O'Connell—5781.

Mulock (sir W.)—C'est une tendance générale quand un service va mal de demander d'augmenter le personnel—5782 ; il est faux que les employés soient surchargés d'ouvrage—5782.

M. Maclean—Si le gouvernement réunissait en un seul, sous son autorité les services postal, télégraphique et téléphonique il pourrait payer un prix suffisant un employé qui ferait un bon service—5759.

GRIMSBY, ONT., BUREAU DE POSTE.

M. Lancaster—Lettre de M. Doran, de Grimsby, demandant l'amélioration du service postal en cet endroit—5755 ; et surtout du local—5755.

Mulock (sir W.)—Cite le rapport du département qui prouve que le local est amplement suffisant—5764.

SUBSIDES—*Suite.*

MAÎTRES DE POSTE, AGENTS DE JOURNAUX.

M. Taylor—Citant l'exemple du "Toronto Star" dit que le gouvernement et le ministre des Postes forcent les maîtres de postes à trouver des abonnés pour les journaux—5760.

Mulock (sir W.)—A toujours laissé les maîtres de poste libres d'agir comme agents de journaux—5760; et, pour les journaux qu'il leur plaît—5760; il est faux que le ministre des Postes soit intéressé dans le "Toronto Star", il est faux que le public soit sous cette impression—5762.

POSTES RURALES AU CANADA.

Mulock (sir W.)—On a été beaucoup trop vite aux Etats-Unis pour le factage rural et il se produit un temps d'arrêt—5820; le Canada n'est pas mûr pour un système de ce genre—5820; les Etats-Unis ont déjà dépensé \$12,000,000 pour le factage rural—5820; ce service n'est déjà plus aussi populaire qu'il était—5820; au Canada avec l'étendue du territoire à couvrir, les dépenses atteindraient des dimensions incalculables—5821; avant peu, ce serait 25 millions qu'il faudrait faire voter—5821; incidents de la création du service aux Etats-Unis—5822; cette année le crédit demandé au Congrès américain est \$17,000,000—5822.

WILTON, ONT., AFFAIRES DU BUREAU DE POSTE DE.

M. Wilson—Reproche qu'un maître de poste à Wilton, Ont., ait été destitué à la demande de son adversaire dans le comté de Lennox-Addington—5722; lettres de plainte et affidavits disant que M. Gallagher, maître de poste destitué faisant de la politique—5724; plainte de M. Clyde à qui on a retenu une lettre recommandée, réponse Gallagher—5726; pétition pour le maintien de M. Gallagher—5728; M. Gallagher expose sa cause lui-même, mémoire—5728; si l'on était aussi sévère pour tout le monde que pour M. Gallagher, il y aurait bien des vacances dans le ministère des Postes—5731.

Mulock (sir W.)—Texte du rapport de l'inspecteur Merrick sur les plaintes reçues—5732; M. Gallagher a intentionnellement retenu une lettre, c'est même du ressort du code pénal—5734; il a laissé tenir des assemblées politiques dans son bureau—5732; le ministre a confiance dans son inspecteur—5737.

MM. Lennox et Lancaster—Trouvent le rapport insuffisant—5737.

REVENU DE L'INTERIEUR.

ALCOOL METHYLIQUE.

Hon. Brodeur—Le gouvernement s'approvisionne d'alcool méthylique, pour revendre aux fabricants, à la "Standard Chemical Co.", non par contrat mais parce qu'elle est seule à en fabriquer—3959; un marché avait été passé pour cinq ans, il est expiré—3970; il a été payé l'année dernière pour l'alcool de bois \$16,484.44—3970; on ne peut pas demander de soumissions, nous payons \$1.40 le gallon, la compagnie Rathburn qui nous vendait \$1.60 a été amalgamée—3970; pour avoir de la concurrence il faudrait faire appel aux Etats-Unis—3970.

SUBSIDES—*Suite.*

M. Bennett—Intervention de la "Standard Chemical Co" dans l'élection d'Ontario-nord—3978.

M. Grant—La compagnie a commencé à vendre au gouvernement en 1898 quand il n'était pas question d'élection—3976.

VERIFICATION DES BALANCES.

Hon. Brodeur—Les importateurs de balances avertissent le ministre chaque fois qu'ils reçoivent des balances et lorsque celles-ci sont mises en place on procède à leur vérification. Il n'est pas permis à l'importateur de les vendre avant qu'elles aient été vérifiées, quiconque les vend doit faire connaître au ministère le nom des personnes qui les ont achetées; l'inspecteur local va ensuite les examiner et les vérifier—4101; les balances a ressort dont la fabrication est interdite au Canada et qui sont importées sont réexportées—4100.

M. Blain—Désirerait que la vérification se fit en douane—4100.

TRAVAUX PUBLICS.

ACTON-VALE, EDIFICE.

M. Casgrain—Une dépense de \$15,000 pour un bureau de poste rapportant \$900 par année est trop élevée—663; citation discours Sutherland au sujet de travaux publics—672.

M. Marcell (D. E.)—Acton-Vale grandit et prospère et a droit comme le reste du pays à un édifice convenable—666.

M. Morin—Un édifice de \$4,000 suffirait—667.

ALEXANDRIA, EDIFICE PUBLIC.

Hon. Sutherland—Le terrain a été acheté de M. Macdonald pour \$3,500 soit \$50 du pied, la meilleure situation d'Alexandria—511.

M. Henderson—Les bureaux de poste devraient être bâtis économiquement, il n'y a pas besoin de somptueux édifices—516.

M. Borden (R. L.)—Le terrain a été payé plus cher proportionnellement dans Alexandria avec une population insignifiante que dans London, Ont., avec 50,000 âmes—526.

AMELIORATIONS ET REPARATIONS.

M. Lennox—S'oppose à ce qu'un crédit voté pour l'amélioration d'un port soit employé à des réparations—7889.

Hon. Hyman—Cet emploi est conforme aux traditions du département des Travaux publics—7889.

BERLIN, EDIFICE PUBLIC.

M. Clare—Félicite le ministre—532; demande pour Galt—532.

Hon. Sutherland—Demande de Galt sous considération—532.

BOWMANVILLE, EDIFICE PUBLIC.

M. Henderson—Promesse du gouvernement tenue—533.

SUBSIDES—*Suite.*

BUREAU DE POSTE D'OTTAWA, RECONSTRUCTION.

Hon. Hyman—On va ajouter un étage de plus—3952 ; le coût total sera \$160,000—3953 ; on emploie de la pierre américaine parce que le reste de l'édifice est en cette pierre—3953 ; le travail se fait en régie—3953.

CAMPBELLTON, EDIFICE PUBLIC.

M. Sutherland—Coûtera \$15,000—465 ; terrain acheté \$4,000 de Archibald Mackenzie—465.

MEMBREMENT DU MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.

Hon. Sutherland—La discussion des changements se fera sur le crédit des relevés hydrographiques—440 ; il n'y a que deux changements, les levés hydrographiques et le dragage et curage du chenal du Saint-Laurent—441 ; l'éclairage et tous les autres services dépendent du ministère de la Marine déjà—441 ; tout ce qui se rapporte à la navigation dans le chenal du Saint-Laurent est enlevé du département des Travaux publics—441 ; le gouvernement a l'intention de transférer les chantiers de Sorel au département de la Marine—442 ; les changements opérés n'enlèvent pas au ministère des Travaux publics la dépense de \$500,000 ou plus—446.

M. Clancy—Le pays a le droit de savoir si les changements dans le ministère se sont accomplis avec l'approbation du ministre—450.

M. Henderson—Ontario n'est pas satisfait que le département des Travaux publics ait été démembré pour plaire au ministre de la Marine—430 ; pourquoi demander une augmentation pour les frais du personnel quand le service va diminuer—444.

DRAGAGE DU LAC SAINT-JEAN.

Hon. Hyman—En fait de dragage il n'y a que celui du Saint-Laurent qui ait été transféré au ministère de la Marine—7883 ; avec lui ont été transférés les dragueurs y attachés—7883 ; ce transfert n'affecte pas les travaux de dragage qui appartiennent aux Travaux publics et les dragueurs qui restent à la charge de ce ministère—7883.

EDIFICES PUBLICS LOUES.

Hon. Hyman—Liste des édifices loués—7728 ; dépense globale de loyers, \$64,000—7729 ; liste des édifices loués à Ottawa—7733.

EDIFICES PUBLICS, OTTAWA.

Hon. Sutherland—L'observatoire coûtera \$96,000, dont \$74,900 pour le contrat, le reste pour l'aménagement—458 ; l'hôtel des monnaies coûtera \$250,000—459 ; l'emplacement n'est pas encore trouvé—459 ; le terrain pour le musée Victoria est acheté de la succession Stewart et coûte \$73,500—462 ; commission Taggart—462.

SUBSIDES—*Suite.*

FAVORITISME MINISTERIEL.

M. Blain—Se plaint d'une circulaire attribuant à M. Logan l'honneur de toute une série de travaux publics dans son comté—9151 ; texte de la circulaire—9152 ; les journaux libéraux devraient user de discrétion—9154.

GLISSOIRES ET ESTACADES.

M. Morin—Veut savoir ce qu'il en coûte au gouvernement pour entretenir ces glissoires—7998 ; il a toujours construit ses glissoires à ses frais et considère que le gouvernement pourrait aussi bien construire des scieries pour ses amis que de leur construire des glissoires—7998.

Hon. Hyman—Les recettes des glissoires ont été l'année dernière de \$29,232 et les dépenses de \$11,301—7998 ; depuis 1851 la construction des glissoires est considérée comme dépense nationale et d'ailleurs leur exploitation est très profitable—7998.

GUELPH, AGRANDISSEMENT DU BUREAU DE POSTE.

M. Clancy—Lorsqu'un crédit a été demandé à la Chambre pour exécuter un certain travail, si les devis faits ne permettent pas de l'exécuter avec ce crédit, on devrait adresser une nouvelle demande à la Chambre—546.

HALIFAX, BUREAUX PUBLICS.

Hon. Sutherland—Entreprise accordée avril 1902 ; contrat exigeait l'achèvement 15 septembre 1904, mais ce fut impossible ; coûtera en tout \$320,000—

HAWKESBURY, EDIFICE PUBLIC.

M. Cochrane—Si l'architecte en chef du département des Travaux publics fait une erreur d'un tiers dans les estimations, il ferait mieux de rester chez lui—550.

IMPRIMERIE NATIONALE.

M. Clarke—Le local est disproportionné au nombre des employés—629.

M. Casgrain—Le local de la cour Suprême est insuffisant également—629.

Hon. Lemieux—La bibliothèque est trop exigüe—630.

LOCATION D'EDIFICES PAR LE GOUVERNEMENT.

M. Taylor—Les sommes payées pour loyer devraient être capitalisées et servir à la construction d'édifices convenables—632.

M. Cochrane—Le gouvernement a augmenté le nombre des fonctionnaires malgré ses promesses—636.

LONDON, SALLE D'EXERCICES.

Hon. Sutherland—Le gouvernement a adopté la politique de payer autant que possible une commission à un architecte résident pour surveiller les travaux, plutôt que de nommer un surveillant à la jour—

LONGUEIL, EDIFICE PUBLIC.

M. Lennox—Un employé d'Ottawa allant évaluer une propriété dans un lieu qui lui est inconnu fait rarement un travail satisfaisant—676.

SUBSIDES—*Suite.*

Hon. Préfontaine—Le terrain acheté est dans une localité convenable, il a été acheté un prix raisonnable—677 ; ceux qui se plaignent sont ceux qui n'ont pas pu vendre leur terrain—677.

Hon. Lemieux—L'achat du terrain a été recommandé et l'évaluation a été faite par M. Michaud, architecte, et par le sénateur J. P. B. Casgrain—680.

M. Taylor—Cite la résolution de M. Mills relativement aux sommes qu'il convient de dépenser pour la construction d'édifices publics proportionnellement aux revenus—684.

MONTREAL, EDIFICES PUBLICS.

M. Gallery—L'édifice du revenu de l'Intérieur devrait être reconstruit—689.

M. Bickerdike—On néglige les édifices publics de Montréal qui paie le gros des revenus—689.

OSHAWA, EDIFICES PUBLICS.

M. Bennett—Citation du journal "Vindictor" contre l'emplacement choisi—619.

OUTILLAGES DE DRAGAGE.

Hon. Hyman—Les chantiers de Sorel ne sont pas sous la direction du département des Travaux publics—7987 ; le dragueur "Fielding" qu'on y construit coûtera \$500,000—7988 ; quand les travaux du chenal ont été transportés à la Marine, le dragueur "Tarte" y a été transporté ainsi que six autres—7988 ; quand le ministre des Travaux publics a besoin d'une drague il demande à la Marine un estimé du coût des travaux et c'est ce dernier département qui exécute d'après l'estimé—7989 ; autrefois, c'était l'inverse—7989.

M. Henderson—Tout ce qu'il y a dans ceci c'est qu'un ministre d'Ontario s'est déssaisi d'une partie de ses attributions au bénéfice d'un ministre de Québec—7991.

PORT DE TORONTO.

M. Osler—Lit un article du "News" disant que l'argent voté passe en réparations—7972 : le port de Toronto est le second du Canada, on l'a toujours négligé—7972 ; le gouvernement ne devrait pas avoir peur de dépenser de l'argent pour Toronto—7972 ; s'il ne le fait pas maintenant, il faudra dépenser dix fois plus tard—7973 ; pour le moment il ne s'agit que des travaux à faire à l'île—7973 ; il est inutile de rien faire pour le port même de Toronto tant que la ville n'aura pas détourné les égouts—7973.

Hon. Hyman—Le gouvernement a dépensé un million et quart de dollars pour le port de Toronto—7972.

M. Kemp—Le million et quart n'a pas été dépensé dans le port mais pour l'île et le canal qui amène les vaisseaux dans le port—7973 ; le gouvernement ne pourrait pas être blâmé pour dépenser de l'argent pour Toronto quand il en dépense tant pour Montréal, Sorel et Trois-Rivières—7976.

SUBSIDES—*Suite.*

M. Clarke—La ville de Toronto fait sa part pour débayer le port—7977 ; l'envasement provient de la rivière Don qui a été déclarée rivière navigable et tombe sous la responsabilité du gouvernement fédéral—7978 ; personne n'accusera le gouvernement de visées électorales s'il inscrit au budget un crédit pour Toronto—7978 ; sur une superficie de plusieurs acres dans le port de Toronto il n'y a que 2 ou trois pieds de profondeur—7977.

PORT INTERIEUR DE PORT LORNE.

Hon. Fielding—La personne qui passe pour avoir fourni à la gauche des renseignements relatifs aux travaux de Port Lorne a été le première à se servir de ce port—9155 ; c'est une nappe d'eau intérieure qu'on a convertie en port au moyen d'un passage creusé à travers la plage—9155 ; le niveau intérieur dépend de la marée—9155.

M. Fowler—C'est un partisan du ministre, M. Nickerson, qui a écrit cette poésie intitulée "Fielding's Folly"—

PORT DE VICTORIA, C.-A.

M. Earle—Considère qu'avec le dragage on ne fera jamais de Victoria un port propre à recevoir les navires modernes—7997 ; il faut autre chose que cela, il faut construire un brise-lames depuis la sortie du port jusqu'à Brotchie Ledge, un mille—7997 ; on aurait ainsi un port où l'on pourrait faire un commerce illimité—7997 ; l'amirauté s'est emparée du port naturel—7997 ; les particuliers ont dû en créer un autre qui est insuffisant maintenant—7997 ; c'est au gouvernement d'agir—7997.

QUAI DE GRANDE VALLEE, QUEBEC.

Hon. Hyman—Les travaux complets coûteront \$58,000—7876 ; la propriété appartient à la Couronne—7876 ; elle n'a rien payé—7876.

M. Morin—Se plaint qu'on fasse un quai pour un commerçant de bois—7877 ; on refuserait \$10,000 à un habitant pour défricher sa terre, on donne \$58,000 à un marchand de bois pour lui bâtir un quai—7877.

M. Fowler—On a donné ce quai pour que le député de Stanstead se représente aux prochaines élections—7877.

Hon. Fitzpatrick—Il n'y a pas un seul quai autre que celui-ci entre Percé et Matane, sur plusieurs centaines de milles—7877 ; il n'y a pas de chemin de fer—7877 ; le pays se développe, il y a une scierie—7878 ; on veut y faire de la colonisation—7878.

M. Bourassa—Il y a à Grande Vallée un village important—7879 ; ce quai est un des ouvrages les plus utiles que le gouvernement ait bâtis sur cette côte—7879 ; la population est de 400 habitants dans le village seulement—7880.

QUAI DE LOTBINIERE.

M. Fowler—Voudrait qu'en demandant des crédits pour un quai on puisse dire immédiatement quel revenu il rapportera—7884.

SUBSIDES—*Suite*.

Hon. Fitzpatrick—Expose la position économique de Lotbinière—7884 ; le trafic de cette rive du fleuve—7884 ; son éloignement des voies ferrées—7885 ; on dit que Québec demande trop de quais, ces villages n'ont pas d'autre mode de communication utilisable avec Québec que la rivière—7886.

M. Henderson—Dit que devant ces raisons, il ne proteste plus ; le gouvernement doit construire des quais là où le peuple en a besoin—7886.

QUAI DES SEPT-ILES.

Hon. Fitzpatrick—Fait une description complète de la grande entreprise des Sept-Iles—7986 ; la compagnie fait achever le quai sous la surveillance et d'après les plans de l'Etat—7936 ; le quai que l'on construit sera la propriété de l'Etat—7936 ; il bénéficiera à la compagnie Clark et à toutes les autres qui s'établiront—7936.

M. Osler—Doute que l'industrie de la pâte de bois soit en développement au Canada—7937 ; il s'est bâti beaucoup de fabriques, beaucoup ont avorté—7937.

M. Sproule—C'est la même affaire que celle de Grande Vallée—7940.

M. Clarke—Ne comprend pas pourquoi le gouvernement est intervenu, a dégage la responsabilité de la compagnie qui construisait elle-même un quai, lui accorda \$34,000 pour ouvrages faits et \$21,000 pour matériaux rendus sur les lieux—8082.

M. Morin—Le gouvernement ne faisait rien tant qu'il n'y avait que des pêcheurs aux Sept-Iles, maintenant qu'il y a les MM. Clark, il construit des quais avec l'argent du peuple—8085.

M. Bell—Lit les termes du contrat entre le gouvernement et la compagnie—8086 ; encore la question des demandes de soumissions—8088 ; on peut toujours la tourner en achetant les matériaux et en fournissant la main-d'œuvre—8089.

M. Clarke—Commente la correspondance du département—8090 ; la Chambre n'avait pas été mise au courant de tous les faits quand elle a voté le premier crédit—8094 ; rien ne justifie le gouvernement d'avoir pris les travaux à sa charge et d'avoir passé ce contrat avec la compagnie—8094.

M. Cochrane—Le crédit a été obtenu l'année dernière sur des déclarations fausses—8097.

M. Taylor—Lit une lettre anonyme dirigée contre l'honorable Fitzpatrick et donnant une version des opérations de la compagnie "North Shore Power Railway and Navigation Co."—8099 ; il prétend qu'elle émane d'une personne responsable qui donnera son nom si on lui promet de faire une enquête—8100.

Hon. Fitzpatrick—L'opposition a reçu cette lettre par des voies détournées, mais connues—8101 ; les MM. Clarke ne sont pas des aventuriers américains, mais sont de Toronto—8102 ; le ministre de la Justice ne fait plus partie de la société d'avocats qui portait son nom en 1898—8102.

SUBSIDES—*Suite*.

M. Sproule—Commente la lettre lue par M. Taylor, mais sans en prendre la responsabilité—8103 ; il admet cependant que ceux qui établissent des industries et donnent de l'ouvrage aux travailleurs ont droit à certains égards et que l'on est tenu de leur fournir certaines facilités—8105.

M. Hughes (S.)—Il incombe au gouvernement de prouver que cette dépense est pour un port de refuge et non pour l'avantage direct de marchands de bois—8106.

M. Taylor—Propose que le crédit soit rayé—8107.

M. Sutherland (R. L.)—L'emploi qui vient d'être fait de cette lettre est méprisablae—8115 ; non moins méprisablae l'acte de la communiquer à la presse quand le ministre intéressé en a démenti le contenu et quand son démenti a été accepté—8116.

M. Lancaster—Les renseignements sont toujours bons à prendre de n'importe quelle source ils viennent—8118 ; et quand bien même on ne peut pas en faire connaître les auteurs—8118.

M. Taylor—Admet que les concessions forestières ont pu être acquises d'une façon qui n'est pas répréhensible—8122.

Amendement Taylor rejeté, pour 21, contre 35—8123.

QUAI DE TROIS-RIVIERES.

Hon. Hyman—Ces travaux coûteront en tout \$355,400 ; le béton a été substitué au bois partout où cela a été praticable—7942 ; le changement entraîne une augmentation de dépense de \$50,000—7943.

M. Bureau—Ces travaux doivent être d'une solidité à toute épreuve pour résister aux glaces venant du lac Saint-Pierre et poussées par le courant du Saint-Laurent—7944.

M. Sherritt—Il est regrettable qu'on n'ait pas songé dès le début à se servir de béton 7947.

RESEAU TELEGRAPHIQUE DE L'ILE DU PRINCE-EDOUARD.

Hon. Fielding—Explique les difficultés existant dans l'île à propos du monopole réclamé par la "Western Union"—8001 ; le gouvernement a déjà permis la pose d'un autre câble et supportera un procès s'il le faut—8001 ; des travaux vont être entrepris pour améliorer les communications télégraphiques et téléphoniques—8002.

RIVIERE ESPAGNOLE, LAC SAINT-JOSEPH.

Hon. Hyman—\$5,000 ont été dépensés—7966 ; nous voulons faire d'autres travaux, utiliser les matériaux rendus sur les lieux—7969.

M. Sherritt—Le ministre des Travaux publics et M. Cantin—7966 ; M. McEwen et M. Cantin—7969 ; les promesses de M. Tarte—7968 ; les promesses de M. Sutherland—7968 ; c'est une terrible situation de ne plus pouvoir ajouter foi à la parole d'un ministre—7967.

SUBSIDES—*Suite.*

RIVIERE FRASER, C.-A.

Hon. Hyman—Il a été dépensé \$600,000 pour creuser et protéger la rivière Fraser—7983.

ROSSLAND, SALLE D'EXERCICE.

M. Borden (R. L.)—Nous dépensons trop pour les édifices de milice et pas assez pour la troupe—710.

SAINTE-CATHERINE, SALLE D'EXERCICES.

M. Casgrain—Des sommes sont inscrites au budget pour permettre aux députés de se glorifier devant les électeurs—640; à Beauharnois l'achat d'un terrain par l'Etat s'est fait par l'entremise d'un particulier—640.

M. Henderson—Quant un crédit est demandé on devrait fixer une somme maximum qui ne sera pas dépassée—643.

M. Clarke—Le département devrait avoir des modèles réglementaires à des prix déterminés pour chaque édifice—644.

SALLE D'ATTENTE DU PARLEMENT.

M. Ingram—Signale au ministre le fait qu'il n'y a au parlement aucun endroit où les dames puissent attendre—7725; il devrait y avoir un salon pour les femmes et les filles de députés—7725.

Hon. Hyman—Promet d'en parler au ministre titulaire—7726.

M. Hughes (S.)—Se plaint que la surveillance soit insuffisante et que les parapluies et les chapeaux disparaissent—9134.

SAULT SAINTE-MARIE.

Hon. Hyman—Le gouvernement entend prolonger le quai fédéral et creuser le lit du port à une profondeur de 20 pieds, du quai au chenal—7964; le quai sera prolongé de 250 pieds—7964; le coût estimatif de l'entreprise est de \$71,500—7964.

SURVEILLANTS DE TRAVAUX PUBLICS.

M. Fowler—Les travaux du département public à Saint-Jean sont surveillés par un ancien boulanger—470.

SUBSIDES—*Suite.*

Hon. Sutherland—Le gouvernement choisit un architecte pour surveiller aussitôt que les travaux sont importants—471.

VANCOUVER, EDIFICE PUBLIC.

M. Borden (R. L.)—Les déclarations du ministre relativement aux prévisions et devis devraient être révisées par les officiers du département avant de paraître dans le Hansard définitif—716.

WINNIPEG—NOUVEAU BUREAU DE POSTE.

M. Roche (W. J.)—Winnipeg est la seule ville du Manitoba ayant des édifices publics—696; comparaison entre la population, le coût des édifices et le revenu dans certaines ville du Canada—696.

M. LaRivière—Le conseil municipal de Saint-Boniface a demandé un édifice public—698.

M. McCreary—Demande un édifice pour Selkirk—698.

M. Puttee—On devrait tenir compte de l'accroissement certain de Winnipeg dans l'avenir—698.

VACANCES.

AVIS.

Avis reçu des vacances survenues dans la députation depuis la dernière session: Hon. M. E. Bernier, Saint-Hyacinthe, commissaire des chemins de fer; hon. A. G. Blair, Saint-Jean, N.-B., démissionnaire; hon. L. P. Brodeur, Rouville, ministre du Revenu de l'intérieur; H. Cargill, Bruce-est, décédé; hon. H. A. Carroll, Kamouraska, juge de la cour supérieure; H. R. Emmerson, Westmoreland, ministre des Chemins de fer et des Canaux; D. C. Fraser, Guysborough, juge; D. Farquharson, Queen-ouest, I.P.-E., décédé; R. Lemieux, Gaspé, Solliciteur général; J. A. C. Madore, Hochelaga, juge; M. R. Martineau, Montmagny, décédé; O. Simmons, Lambton-est, décédé—1-2.

INDEX, PAR DÉPUTÉ

DES

Travaux de la Quatrième Session du Neuvième Parlement

N.B.—Les pages, dont le chiffre est indiqué pour chaque sujet, sont celles de l'Index précédent, ou Index Analytique, auquel il faut se reporter pour trouver l'analyse des remarques faites en cette circonstance, et l'indication de la page des Débats où elles sont rapportées tout au long.

Alcorn, George Oscar, *Prince-Edouard, Ont.*

BILLS :

- Bills du gouvernement—
- Chemin de fer Transcontinental National, résolutions—20 ; en comité—27 ; 3e lecture—32.
- Loi concernant les élections fédérales—37.
- Loi de la milice, en comité—45.

QUESTIONS :

- Justice—
- Listes électorales—125.

Angers, Charles, *Charlevoix.*

QUESTIONS :

- Marine et Pêcheries—
- Traverse de la Malbaie—127.

Armstrong, Joseph E., *Lambton-est.*

BILLS :

- Bills du gouvernement—
- Chemin de fer Transcontinental National, 2e lecture—27 ; 3e lecture—34.
- Primes sur le pétrole—53.

BUDGET :

- Voies et moyens—78.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

- Finances—
- Droits sur le pétrole—86.
- Intérieur et immigration—
- Immigrants pauvres—90.

PRESENTATION DE DEPUTES :

- Présentation—117.

SUBSIDES :

- Intérieur et immigration—
- Dr Bell, directeur intérimaire de la commission géologique—147.
- Recherche des dépôts de gaz et de pétrole—149.

Avery, Melzar, *Addington.*

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

- Intérieur et immigration—
- Immigrants pauvres—90.

MOTIONS DE CENSURE :

- Pesage des produits laitiers—108.

Ball, Georges, *Nicolet.*

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

- Chemins de fer et Canaux—
- Gare de Sainte-Perpétue—84.

Barker, Samuel, *Hamilton.*

BILLS :

- Bills du gouvernement—
- Arbitrage entre le gouvernement et le G. T.R.—12.
- Chemin de fer Transcontinental National, résolutions—19-20 ; en comité—22, 25, 29.
- Loi des chemins de fer—39, 40.
- Loi de la milice, en comité—48.
- Subsides aux chemins de fer—56.

EXPLICATIONS PERSONNELLES :

- Canada décrié—81.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

- Finances :—
- Rapports de la presse canadienne—87.
- Milice—
- Discours de l'honorable M. Lemieux—101.

MOTIONS DE CENSURE :

- Auditeur général—105.

PIECES DEMANDEES :

- Avec discussion—
- Chemin de fer du Grand-Tronc-Pacifique—115.
- Chemin de fer Transcontinental National—117.

QUESTIONS :

- Chemins de fer et Canaux—
- Demandes de subventions du G.T.P.—119.
- Intercolonial—120.
- Finances—
- Dépôt de garantie du G.T.P.—123.

SUBSIDES :

- Chemins de fer et Canaux—
- Amqui, gare sur l'I.C.R.—138.
- Pont de l'Intercolonial—143.
- Finances—
- Chambre des communes—145.

Belcourt, Hon. Napoleon A., *Ottawa*, Orateur.

AJOURNEMENTS :

Motion rejetée—11.

COMITES :

Commission d'économie interne—80.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

Chemins de fer et Canaux—

Chemin de fer de Qu'Appelle, Lac Long et Saskatchewan—83.

M. L'ORATEUR :

Ouverture—111.

Choix de l'Orateur—111.

Décorum des séances—111.

Pétitions déposées—111.

SUBSIDES :

Finances—

Chambre des communes—145.

Bell, Adam C., *Pictou*.

BILLS :

Bills du gouvernement—

Chemin de fer Transcontinental National, résolutions—20 ; 2e lecture—21 ; en comité—22, 26 ; 3e lecture—35.

BUDGET :

Voies et moyens—74.

EXPLICATIONS PERSONNELLES :

Arrangements entre whips—81.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

Marine et Pêcheries—

Prolongation de la saison de pêche—92.

Milice—

Discours de l'honorable R. Lemieux—100.

MOTIONS DE CENSURE—

Auditeur général—105.

Situation financière—109.

PIECES DEMANDEES :

Sans discussion—

Brise-lames de Port-Marien—112.

Compagnie de fabrication des carabines Ross—113.

Coton brut importé—113.

Permis de circulation—114.

Station d'industrie laitière à Mabou, C.-A.—114.

Station d'industrie laitière à Nappan—114.

QUESTIONS :

Chemin de fer et Canaux :

Intercolonial—120.

Marine et Pêcheries—

Drague aspirants pour les provinces timés—126.

Milice—

Fusil Ross—127.

Uniformes de la milice active—128.

Postes et taravail—

Pugwash, N.-E., maître de poste—129.

Revenu de l'intérieur—

Droits perçus sur le tabac—131.

SUBSIDES :

Chemins de fer et Canaux—

Employés de l'I.C.R. et travail d'élections—140.

Travaux publics—

Quai des Sept-Iles—159.

Bennett, William H., *Simcoe-est*.

ADRESSES :

Adresse en réponse au discours du trône—9.

BILLS :

Bills du gouvernement—

Chemin de fer Transcontinental National, résolutions—20 ; 2e lecture—21 ; en comité—22, 23, 28 ; 3e lecture—34.

Loi des chemins de fer—40.

EXPLICATIONS PERSONNELLES :

Midland, construction d'un quai—82.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

Finances—

Commerce de bois en Colombie-Anglaise—86.

MOTIONS DE CENSURE :

Nomination de J. B. Jackson—107.

PIECES DEMANDEES :

Sans discussion—

Ile Hope, Baie Georgienne—113.

Permis de vente de boisson, Yukon—114.

QUESTIONS :

Chemins de fer et Canaux—

Canal Welland, éclairage—119.

Commerce—

Grain des ports des lacs—121.

Justice—

Honoraires McCarthy, Osler, Haskin et Harcourt—125.

Juges de comté, Ont.—125.

Marine et Pêcheries—

Bois de construction, Ile Hope—125.

Travaux publics—

Cale de radoub à Collingwood—131.

SUBSIDES :

Agriculture—

Expositions—135.

Chemins de fer et Canaux—

Wagons officiels—144.

Marine et Pêcheries—

SS. " Bayfield "—150.

Frais et gardiens de phares—153.

SS. " Gauss "—153.

Observation des marées—154.

Réserve de l'île Hope—154.

Revenu de l'intérieur :

Alcool méthylique—156.

Travaux publics—

Oshawa, édifices publics—158.

Bickerdike, Robert, *Saint-Laurent, Montréal*.

BILLS :

Bills d'intérêt public—

Comptabilité exigée—62.

PETITIONS EN RETARD :

Chemin de fer d'Edmonton—111.

SUBSIDES :

Marine et Pêcheries :

Enquêtes sur les naufrages—152.

Travaux publics—

Montréal, édifices publics—158.

Birkett, Thomas, *Ottawa*.

BILLS :

- Bills du gouvernement—
- Modifications au tarif, résolutions—50.
- Bills d'intérêt privé—
- Compagnie électrique d'Ottawa—72.

QUESTIONS :

- Milice—
- Milice d'Ottawa—128.

Blain, Richard, *Peel*.

BILLS :

- Bills du gouvernement—
- Chemin de fer Transcontinental National, en comité—26, 27. 3e lecture—31.
- Loi des chemins de fer—38.
- Subsides aux chemins de fer—56.
- Bills d'intérêt privé—
- Compagnie électrique d'Ottawa—72.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

- Finances—
- Lainages et cotonnades—86.

MOTIONS DE CENSURE :

- Protection des produits maraîchers—108.

PIECES DEMANDEES :

- Sans discussion—
- Canal de la vallée de Trent—114.

QUESTIONS :

- Agriculture—
- Recensement 1901—118.
- Justice—
- Listes électorales—125.
- Postes et travail—
- Chesley, Ont., maître de poste—128.
- Port de lettres et colis postaux—129.

SUBSIDES :

- Agriculture—
- Bétail canadien à l'exposition de Saint-Louis—135.
- Chemins de fer et Canaux—
- Employés de l'I.C.R. et travail d'élection—141.
- Wagons officiels—144.
- Finances—
- Chambre des communes—145.
- Demandes de radiation de crédits—146.
- Intérieur et immigration—
- Chemins de colonisation—147.
- Immigration, agents et agences canadiennes en Angleterre et à l'étranger—148.
- Revenu de l'intérieur :
 - Vérification des balances—156.
- Travaux publics—
- Favoritisme ministériel—157.

Borden, Hon. Sir Frederick W., K.C.M.G., *King, N.-E.*

BILLS :

- Bills du gouvernement—
- Association de l'artillerie canadienne—13.
- Loi de la milice, résolutions—41, 42 ; 2e lecture—43 ; en comité—44, 45, 46, 47, 48, 49 ; 3e lecture—49.

DEPOT DE DOCUMENTS :

- Démission du colonel Gregory—81.
- Révocation de lord Dundonald—81.

Borden, Sir Frederick—*Suite*.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

- Affaire Dundonald—93, 97.
- Discours de l'honorable R. Lemieux en Angleterre, 100.
- "Canadian Military Gazette"—102.
- Démission du colonel Gregory—102.
- Ecole de tir—102, 103.
- Fusiliers d'Essex—103.
- Rappel de la milice de Sydney—103.
- Régiments de cavalerie—103.
- Solde des miliciens—103.
- Vainqueurs canadiens—103.

PIECES DEMANDEES :

- Avec discussion—
- Pension aux volontaires de l'Afrique du Sud—116.

SUBSIDES :

- Milice—
- Arsenal fédéral—154.
- Soldat Mulloy—154.

Blanchet, Jean-Baptiste, *Saint-Hyacinthe*.

BILLS :

- Chemin de fer Transcontinental National, en comité—26.
- Loi des chemins de fer—39.

Borden, Robert L., *Halifax*.

ADRESSES :

- Adresse en réponse au discours du trône—7.
- Adresse d'adieux à lord Minto—11.

AJOURNEMENTS :

- Motion rejetée—11.

BILLS :

- Bills du gouvernement—
- Achat du chemin de fer Canada-Eastern—12.
- Chemin de fer de Témiscouata—13.
- Chemin de fer Transcontinental National, résolutions—14, 18, 20 ; 2e lecture—21 ; en comité, 23, 24, 25, 26, 29, 30 ; 3e lecture—33, 34, 36.
- Loi concernant les élections fédérales—37.
- Loi des chemins de fer, 38, 39, 40.
- Loi de la milice, résolutions—41, 42, 43 ; 2e lecture—44 ; en comité—45, 46, 48 ; 3e lecture—49, 50.
- Loi de pilotage—52.
- Révocation des licences pour la fabrication du tabac—54.
- Cour d'échiquier—58.
- Bills d'intérêt public :
 - Loi prohibant la cigarette—63.
 - Passages à niveau—66.
- Bills d'intérêt privé—
- Prolongation de délais—67.
- Compagnie des houillères de l'Ouest—70.
- Société de construction et d'épargnes de la Nouvelle-Ecosse—72.

BUDGET :

- Voies et moyens—77.
- Décès :
 - Décès de M. J. McIntosh—80.
 - Décès de M. Proulx—81.

DEPOT DE DOCUMENTS :

- Démission du colonel Gregory—81.
- Memorandum Blair—82.

Borden, Robert Laird.—*Suite.*

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

- Finances :
 Acieries Dominion—85.
 Auditeur général—85.
- Intérêt général—
 Alaska, frontière—87.
 Conférence internationale—87.
 Privilèges des députés—88.
 Privilège d'interpellation—88.
 Retard de la session—88.
 Subventions aux provinces—88.
 Auditeur Treadgold—88.
- Justice—
 Représentation à la Chambre des communes—89.
- Intérieur et immigration—
 Immigrants pauvres—89.
- Marine et Pêcheries—
 Cabotage—90.
 Commission des pêcheries de Halifax—90.
 Fléau du chien de mer—90.
 Pêcheries de homards—92.
 Pêcheries de Terre-Neuve—92.
 Saisies par la Russie—93.
- Milice—
 Affaire Dundonald—93, 94, 96.
 Discours de l'honorable R. Lemieux en Angleterre—100.
 Démission du colonel Gregory—102.
- Postes et Travail—
 Enquête Winchester—103.

MOTIONS DE CENSURE :

- Auditeur général—104.
 Nomination de J. B. Jackson—107.
 Situation financière—109.
 Suppression de documents—110.

PETITIONS EN RETARD :

- Alliance Bank of Canada—111.
 Banque des fermiers du Canada—111.
 Chemin de fer du sud du Nouveau-Brunswick—111.

PIECES DEMANDEES :

- Sans discussion—
 Bassin de radoub de la côte du Pacifique—112.
 Contrats postaux—113.
 Emploi d'étrangers pour les explorations du G.T.P.—113.
 Bureau de poste de Huntingdon, P.Q.—113.
 Ingénieurs sur le Transcontinental—113.
- Avec discussion—
 Chemin de fer du Grand-Tronc-Pacifique—115.
 Service de SS. entre Canada et France—117.

QUESTIONS :

- Marine et Pêcheries—
 Paiement de la solde du "Lady Laurier"—126.
 Primes aux pêcheurs—127.
- Milice—
 Arrérages de paie—127.

RESOLUTIONS PROPOSEES PAR DES DEPUTES :

- Préférence, ports canadiens—135.

Borden, Robert Laird.—*Suite.*

SUBSIDES :

- Agriculture—
 Exposition de Winnipeg—136.
- Chemins de fer et Canaux—
 Agrandissement de la gare d'Amherst, I. C.R.—137.
 Employés de l'I.C.R. et travail d'élections—141.
- Commerce—
 Service postal transatlantique—145.
- Finances—
 Auditeur général—145.
 Secrétaires du premier ministre—146.
- Justice—
 Solliciteur général—150.
 Commission Treadgold—150.
- Postes—
 Affranchissement des livres—155.
 Facteurs de poste de Montréal—155.
- Travaux publics :
 Alexandria, édifice public—156.
 Rossland, salle d'exercices—160.
 Vancouver, édifice public—160.

Bourassa, Henri, *Labelle.*

ADRESSES :

- Adresse en réponse au discours du trône—9.

BILLS :

- Bills du gouvernement—
 Chemin de fer Transcontinental National, 3 lecture—32.
 Loi de la milice, en comité—44, 45, 46, 47, 48.
- Bills d'intérêt public—
 Loi prohibant la cigarette—64.

BUDGET :

- Voies et moyens—79.

EXPLICATIONS PERSONNELLES :

- Rapport mensonger—82.

INCIDENTS ET INTERPELLATOINS :

- Intérêt général—
 Imprimerie nationale—87.
 Propos de lord Strathcona—88.
- Marine et Pêcheries—
 Pavillon de la marine canadienne—91.
- Milice—
 Affaire Dundonald—95.
 Union Jack sur les édifices publics—104.

SUBSIDES.

- Travaux publics :
 Quai de Grande Vallée, Québec—158.

Boyd, Nathaniel, *Macdonald.*

BILLS :

- Bills du gouvernement—
 Loi des chemins de fer—40.
 Introduction d'ouvriers étrangers—58, 59, 60.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

- Intérêt général—
 Retard de la session—88.

Boyd, Nathaniel.—*Suite.*

QUESTIONS :

- Commerce.
 - Détaxe sur les instruments aratoires—122.
- Justice—
 - Listes électorales—125.
- Marine et Pêcheries—
 - Pêche dans les lacs au nord de Winnipeg—127.

SUBSIDES.

- Gendarmerie à cheval du Nord-Ouest—
 - Augmentation de l'effectif—146.
- Marine et Pêcheries—
 - Baux de pêcheries—150.

Brock, William R., *Toronto-centre.*

BILLS :

- Bills du gouvernement—
 - Modifications au tarif, résolutions—50, 51.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

- Finances—
 - Lainages et cotonnades—86.

RESOLUTIONS PROPOSEES PAR DES DEPUTES :

- Préférence et ports canadiens—135.

SUBSIDES :

- Chemins de fer et Canaux—
 - Explorations du G.T.P.—142.

Broder, Andrew, *Dundas.*

BUDGET :

- Voies et moyens—78.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

- Chemins de fer et Canaux—
 - Tarifs de transport dans Ontario—84.
- Travaux publics—
 - Salaire de M. J. Gobeil—104.

MOTIONS DE CENSURE :

- Transport de produits périssables—110.

PIECES DEMANDEES :

- Sans discussion—
 - Bureau de poste de Irena—112.
- Avec discussion—
 - Pension aux volontaires de l'Afrique du Sud—116.

QUESTIONS :

- Marine et Pêcheries—
 - Pêche dans le lac Cumberland—127.
- Postes et travail—
 - Kingston, enquête bureau de poste—129.
- Travaux publics—
 - Appointements de J. E. Gobeil—131.

SUBSIDES :

- Milice—
 - Soldat Mulloy—154.

Brodeur, Hon. Louis Philippe, *Rouville.*

AJOURNEMENTS :

- Motion rejetée—11.

BILLS :

- Bill du gouvernement—
 - Revenu de l'intérieur—53.
 - Révocation des licences pour la fabrication du tabac—53, 54, 55.
- Bills d'intérêt privé :
 - Cie manufacturière de Sprague-Falls—71.
 - Compagnie électrique d'Ottawa—73.

Brodeur, Hon. Louis Philippe.—*Suite.*

BUDGET :

- Voies et moyens—78.

MOTIONS DE CENSURE :

- Industrie du tabac—107.

QUESTIONS :

- Agriculture—
 - Beurre et fromage—118.

RESOLUTIONS PROPOSEES PAR DES DEPUTES :

- Chemins à barrières de Montréal—134.

SUBSIDES :

- Chemins de fer et Canaux—
 - Canal Chambly, trafic—138.
- Finances—
 - Chambre des communes—146.
- Revenu de l'intérieur :
 - Alcool méthylique—156.
 - Vérification des balances—156.

Bruneau, Arthur Aime, *Richelieu.*

PIECES DEMANDEES :

- Sans discussion—
 - Baie de Lavallière—112.

QUESTIONS :

- Chemins de fer et Canaux—
 - Intercolonial—120.
- Travaux publics—
 - Salaires aux ouvriers sur les travaux publics—132.

Bureau, Jacques, *Trois-Rivières et Saint-Maurice.*

BILLS :

- Bills d'intérêt privé—
 - Chemin de fer de la vallée du Saint-Maurice—69.

SUBSIDES :

- Travaux publics—
 - Quai de Trois-Rivières—159.

Calvert, William Samuel, *Middlesex-ouest.*

BILLS :

- Bills d'intérêt privé—
 - Chemin de fer Brantford et Hamilton—67.
 - Chemin de fer central de la frontière, Kamloops et Caribou—68.
 - Chemin de fer central de Kootenay—68.
 - Chemin de fer de Tilsonburg au lac Erié et au Pacifique—69.
 - Chemin de fer de Toronto à Hamilton—69.
 - Compagnie générale d'éclairage de Rio Janeiro—71.

EXPLICATIONS PERSONNELLES :

- Arrangements entre whips—81.

PETITIONS EN RETARD :

- Compagnie générale d'éclairage de Rio Janeiro—112.
- Divorce Andrew Mann—112.

Campbell, Archibald, *York-ouest*, O.

BILLS :

Bills du gouvernement :

- Chemin de fer Transcontinental National, résolutions—16. 3e lecture—33.
- Loi des chemins de fer—39.
- Loi de la milice, 3e lecture—50.

Bills d'intérêt privé—

- Chemin de fer de Montréal, Nipissing et Baie Georgienne—68.
- Chemin de fer Semilkameen à Kereminos—69.
- Pour faire droit à W. A. Damen—71.
- Compagnie d'assurance "Canada-Vie"—

BUDGET :

- Voies et moyens—76.

Cartwright, Sir Richard, *Oxford-sud*.

BILLS :

Bills du gouvernement—

- Inspection des grains—36.
- Inspection générale—
- Primes à l'acier—52.
- Primes aux minerais de plomb, 52.

BUDGET :

- Voies et moyens—74.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

Commerce—

- Steamers entre Canada et Mexique—85.

MOTIONS DE CENSURE :

- Nomination de J. B. Jackson—107.
- Pesage des produits laitiers—108.
- Transport de produits périssables—110.

PIECES DEMANDEES :

Avec discussion—

- Service de SS. entre le Canada et la France—117.

SUBSIDES :

Commerce—

- Subvention pour un outillage de sauvetage—144.
- Navigation d'hiver de Québec à la Malbaie—144.
- Service d'été de la Malbaie à la rivière Ouelle—145.
- Service entre le Canada et le Mexique—145.
- Service postal transatlantique—145.

Casgrain, Thomas C., *Montmorency*.

ADRESSES :

- Adresse en réponse au discours du trône—8.

BILLS :

Bills du gouvernement—

- Chemin de fer Transcontinental National, résolutions—17, 18 ; en comité—29.
- Loi des chemins de fer—38.
- Loi de pilotage—52.
- Sinistres maritimes—55.
- Cour d'échiquier—58.
- Représentation des territoires du Nord-Ouest—66.
- Représentation du Yukon—66.

Bills d'intérêt privé—

- Chemin de fer Terminal—69.
- Compagnie des houillères de l'Ouest—70.

Casgrain, Thomas C., *Montmorency*.

DECES :

- Décès de M. J. McIntosh—80.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

Intérêt général—

- Affaire Treadgold—88.

Milice—

- Affaire Dundonald—98.

Postes et Travail—

- Service de la poste—104.

PIECES DEMANDEES :

Sans discussion—

- Circulation sur l'Intercolonial—112.
- Débarcadère de Beaton, C.-A.—113.
- Démissions d'officiers du 9e régiment—113.
- Répartition des travaux des ministères—114.
- M. P. V. Savard—114.

Avec discussion—

- Service de SS. entre Canada et France—117.
- Treadgold, commission—117.

PIECES DEMANDEES :

Avec discussion—

- Service de SS. entre Canada et France—117.

QUESTIONS :

Commerce—

- Service entre Canada et France—121, 122.
- Intérieur et immigration—
- Géographie du Canada—124.
- Vente des terrains à M. Bostock—124.

Justice—

- Listes électorales—125.

Marine et Pêcheries—

- SS. "Aberdeen"—125.
- Champlain, quai—125.
- J. d'E. Clément—126.
- Phare traverse Saint-Roch—127.
- P. V. Savard—127.

Intérêt général—

- Députés nommés à des positions—130.
- Treadgold, concession—131.

SUBSIDES :

Marine et Pêcheries—

- Enquêtes sur les naufrages—152.
- SS. "Gauss"—153.
- Travaux publics—
- Acton-Vale, édifice—156.
- Imprimerie nationale—157.
- Sainte-Catherine, salle d'exercices—160.

Champagne, L. N., *Wright*.

BILLS :

Bills d'intérêt privé—

- Chemin de fer d'Ottawa, du nord et de l'ouest—68.
- Cie canadienne de force motrice et de traction—72.
- Compagnie électrique d'Ottawa—72, 73.

COMITES :

- Comité des Débats—80.

Christie, Thomas, *Argenteuil*.

BILLS :

Bills du gouvernement—

- Subsides aux chemins de fer—56.
- Bills d'intérêt privé—
- Chemin de fer de la rivière Ottawa—69.

Clancy, James, *Bothwell*.

BILLS :

- Bill dus gouvernement—
- Chemin de fer Transcontinental National, résolutions—18 ; en comité—27 ; 3e lecture—32, 34.
- Inspection des bateaux à vapeur—36.
- Paiement des subventions aux chemins de fer—52.
- Primes sur le pétrole—53.
- Port de Port-Arthur—57.
- Introduction d'ouvriers étrangers—59.
- Bills d'intérêt public—
- Certificats aux capitaines et seconds—63.
- Protection des ouvriers de chemins de fer—62.
- Bills d'intérêt privé—
- Compagnie électrique d'Ottawa—72.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

- Chemins de fer et Canaux—
- Chemins de fer de Qu'Appelle, Lac Long et Saskatchewan—83.
- Finances—
- Commerce de bois en Colombie-Anglaise—86.
- Intérieur et immigration—
- D. J. O'Donoghue—89.

MOTIONS DE CENSURE :

- Auditeur général—105.
- Industrie du tabac—107.
- Protection des produits maraîchers—108.

PIECES DEMANDEES :

- Sans discussion—
- Ficelle d'engerbage—113.

QUESTIONS :

- Commerce—
- Saisie de ficelle d'engerbage—121.
- Douanes—
- Remise de droits sur le maïs—122.
- Revenu de l'intérieur—
- Droits perçus sur le tabac—131.
- Revenu de l'intérieur—131.

RESOLUTIONS PRESENTEES PAR DES DEPUTES :

- Audition générale des finances—134.

SUBSIDES :

- Douanes—
- Affaire Bristol—144.
- Intérieur et immigration—
- Nomination du Dr. Bryce, inspecteur médical—148.
- Marine et Pêcheries—
- Brochure des travaux accomplis dans le département de la Marine et des Pêcheries—150.
- Postes—
- Déficit conservateur dans le département des Postes—155.
- Travaux publics—
- Démembrement du ministère des Travaux publics—157.
- Guelph, agrandissement du bureau de poste—157.

Clare, George A., *Waterloo-sud*.

BILLS :

- Bill du gouvernement—
- Chemin de fer Transcontinental National, 3e lecture—32.
- Bills d'intérêt privé—
- Chemin de fer Wellesley et lac Huron—67.
- Compagnie canadienne d'ameublements—69.

PETITIONS EN RETARD :

- Compagnie canadienne d'ameublements—112.

PIECES DEMANDEES :

- Sans discussion—
- Charbon pour les édifices publics—112.
- Edifices publics érigés ou réparés—113.

SUBSIDES :

- Commerce—
- Service postal transatlantique—145.
- Travaux publics—
- Berlin, édifice public—156.

Clarke, Edward Frederick, *Toronto-ouest*.

BILLS :

- Bills du gouvernement—
- Chemin de fer Transcontinental National, 2e lecture—21 ; en comité—25, 26 ; 3e lecture—33.
- Loi des postes—41.
- Loi de la milice, résolutions—43 ; 2e lecture—48 ; en comité—49 ; 3e lecture—50.
- Bills d'intérêt public—
- Loi prohibant la cigarette—64.
- Pour faire droit à l'honorable C. A. Pearsons—72.

EXPLICATIONS PERSONNELLES :

- Commission de construction du G.T.P.—82.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

- Chemins de fer et Canaux—
- Chemins de fer de Qu'Appelle, Lac Long et Saskatchewan—83.
- Commerce—
- Steamers entre Canada et Mexique—85.
- Intérêt général—
- Privilèges des députés—88.
- Affaire Treadgold—89.
- Intérieur et immigration—
- Immigrants pauvres—89.
- Marine et Pêcheries—
- SS. "Gauss"—91.
- Port de Toronto—92.
- Milice—
- Affaire Dundonald—95.
- Lettre Preston—100.
- Sir Elzéar Taschereau et lord Dundonald—101.
- Fusiliers d'Essex—103.
- Rappel de la milice de Sydney—103.
- Régiments de cavalerie—103.
- Postes et Travail—
- Enquête Winchester—103, 104.

PIECES DEMANDEES :

- Sans discussion—
- Explorations du G.T.P.—113.
- Garrison Commons, Toronto—113.

Clarke, Edward Frederick—*Suite.*

QUESTIONS :

- Agriculture—
Abattage en entrepôt—118.
Chemins de fer et Canaux—
Croisement rue Yonge—119.
M. J. E. Duval—119.
Intercolonial—120.
Salaires équitables sur les chemins de fer—120.
Commerce—
Vitesse des paquebots-poste—122.
Finances—
Auditeur général, démission—122.
Cautionnements des fonctionnaires—122.
Pont de Québec—123.
Télégraphe Marconi—123.
Intérieur et immigration—
Annonces de règlements—123.
Justice—
Sir Elzéar Taschereau—125.
Marine et Pêcheries—
Outillage passe-est, Toronto—126.
Milice—
Coiffure troupe régulière—127.
Solde des troupes à Montréal, pendant les grèves—128.
Valleyfield, paiement de la milice pour les troubles—128.
Postes et Travail—
Facteurs des postes, Toronto—128.
G.T.P. emploi d'étrangers—129.
Recettes du transport des journaux—129.
Salaires des facteurs des postes—130.
Questions d'intérêt général—
Force motrice aux Etats-Unis—130.
Paievements à la compagnie Ross d'Ottawa—130.
Sir Elzéar Taschereau—131.
Yukon, route d'Edmonton—131.
Travaux publics—
Ile de Toronto—132.

SUBSIDES :

- Intérieur et immigration—
Immigration, agents et agences canadiennes en Angleterre et à l'étranger—147.
Travaux publics—
Imprimerie nationale—157.
Port de Toronto—158.
Quai des Sept-Iles—159.
Sainte-Catherine, salle d'exercices—160.

Cochrane, Edward, *Northumberland-est, O.*

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

- Chemins de fer—
Tarifs de transport dans Ontario—84.
Intérieur et immigration—
Immigrants pauvres—90.

SUBSIDES :

- Agriculture—
Frais de voitures des ministres—136.
Chemins de fer et Canaux—
Canal de Trent—140.
Employés du canal Welland—144.
Justice—
Traitements au Yukon, allocations de séjour—150.
Travaux publics—
Hawkesbury, édifice public—157.
Location d'édifices par le gouvernement—157.
Quai des Sept-Iles—159.

Copp, Albert J. S., *Digby.*

EXPLICATIONS PERSONNELLES :

Digby, construction d'un quai—81.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

Marine et Pêcheries :
Fléau du chien de mer—91.

Costigan, Hon. John, *Victoria, N.-B.*

BILLS :

Bills d'intérêt privé—
Chemin de fer d'Edmonton au Lac des Esclaves—68.
Chemin de fer de la Vallée de Tobique—72.

Cowan, Mahlon K., *Essex-sud.*

BESOGNE DE LA CHAMBRE :

Séance des comités—11.

BILLS :

Bills du gouvernement—
Chemin de fer Transcontinental National, résolutions—18.
Introduction d'ouvriers étrangers—591.
Bills d'intérêt public—
Loi des compagnies—60.
Bills d'intérêt privé—
Chemin de fer Terminus d'Essex—69.
Compagnie d'assurance contre les accidents d'Ontario—70.
Compagnie des houillères de l'Ouest—70.

EXPLICATIONS PERSONNELLES :

Midland, construction d'un quai—82.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

Finances—
Lainages et cotonnades—86.
Milice—
Fusiliers d'Essex—103.

SUBSIDES :

Agriculture—
Bétail canadien à l'exposition de Saint-Louis—135.
Intérieur et immigration—
Immigration, agents et agences canadiennes en Angleterre et à l'étranger—148.

Daniel, John W., *Saint-Jean, ville.*

ADRESSES :

Adresse en réponse au discours du trône—10.

BILLS :

Bills du gouvernement—
Chemin de fer Transcontinental National, résolutions—17 ; 3e lecture—35.
Loi de la milice, en comité—44, 46, 48 ; 3e lecture—50.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

Commerce—
Steamers entre Canada et Mexique—85.
Marine et Pêcheries—
Règlements de pêche dans les Provinces maritimes—93.

PRESENTATION DE DEPUTES :

Présentation—117.

Daniel, John W.—*Suite.*

QUESTIONS :

Chemins de fer et Canaux—
Saint-Jean, N.-B., destitutions sur l'I.
C.R.—120.

Douanes—

Percepteur à Saint-Jean, N.-B.—122.

Marine et Pêcheries—

Médecin du port de Fraserville—126.

Milice—

Salle d'exercice de Saint-Jean, N.-B.—
123.

Woodstock, N.-B., salle d'exercice—128.

Travaux publics—

Cole's Point, N.-B., quai—132.

Hopewell Cape, N.-B.—132.

Dragage du port de Saint-Jean, N.-B.—
132.

RESOLUTIONS PROPOSEES PAR DES DE-
PUTES :

Préférence et ports canadiens—135.

Davis, Thomas O., *Saskatchewan.*

BILLS :

Bills du gouvernement—

Chemin de fer Transcontinental National,
en comité—23.

Bills d'intérêt privé—

Chemin de fer canadien du Nord-ouest
—67.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

Chemins de fer et Canaux—

Chemin de fer Qu'Appelle, Lac Long et
Saskatchewan—83.

Finances—

Commerce de bois en Colombie-Anglaise
—86.

PIECES DEMANDEES :

Sans discussion—

Métis de la Saskatchewan—114.

Navigation de la Saskatchewan—114.

Avec discussion—

Insurrection du Nord-Ouest—116.

QUESTIONS :

Intérieur et immigration—

M. Macoun—124.

SUBSIDES :

Intérieur et immigration—

Compagnie immobilière de la Saskatche-
wan—147.

Immigration, agents et agences canadien-
nes en Angleterre et à l'étranger—148.

Demers, Louis Philippe, *Saint-Jean et Iberville.*

BILLS :

Bills du gouvernement—

Chemin de fer Transcontinental National,
résolutions—15.

Bills d'intérêt public—

Loi prohibant la cigarette—64.

Cour suprême et cour d'échiquier—64.

Protection des ouvriers de chemins de fer
—62.

Bills d'intérêt privé—

Chemin de fer Terminal—69.

"Real Estate Title Guarantee & Trust
Co"—73.

Demers, Louis Philippe,—*Suite.*

COMITES :

Comité des ordres permanents—80.

MOTIONS DE CENSURE :

Protection des produits maraichers—108.

PIECES DEMANDEES :

Avec discussion—

Inondations dans Saint-Jean, Iberville et
Missisquoi—116.

QUESTIONS :

Intérêt général—

Sociétés de crédit—131.

RESOLUTIONS PROPOSEES PAR DES DE-
PUTES :

Compagnies de crédit—134.

SUBSIDES :

Chemins de fer et Canaux—

Canal Chambly, trafic—138.

Donnelly, James J., *Bruce-est.*

BUDGET :

Voies et moyens—79.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

Chemins de fer—

Tarifs de transport des chemins de fer
—84.

PIECES DEMANDEES :

Avec discussion—

Bruce-ouest, service postal—115.

PRESENTATION DE DEPUTES :

Présentation—117.

Douglas, James M., *Assiniboine-est.*

BILLS :

Bills d'intérêt public—

Loi prohibant les cigarettes—63.

Bills d'intérêt privé—

Chemin de fer canadien du Pacifique—67

COMITES :

Comité d'agriculture—80.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

Finances—

Commerce de bois en Colombie-Anglaise
—86.

QUESTIONS :

Finances—

Commerce du bois au Nord-Ouest—122

Earle, Thomas, *Victoria, C.-A.*

BILLS :

Bills du gouvernement—

Chemin de fer Transcontinental National,
en comité—28.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

Commerce—

Service entre Canada et Mexique—85.

PIECES DEMANDEES :

Sans discussion—

Rets à trappes en Colombie-Anglaise—
114.

Earle, Thomas.—*Suite.*

QUESTIONS :

Douanes—

- Percepteur des douanes de Victoria, C.-A.—122.
- Victoria, C.-A., percepteur des douanes—122.

Intérieur et immigration—

- Terres de zones de chemin de fer—124.

Marine et Pêcheries—

- Exportation du saumon—126.
- Steamer "Quadra"—127.
- Rets à trappes—127.

SUBSIDES :

Agriculture—

- Victoria, quarantaine—137.

Travaux publics—

- Port de Victoria, C.-A.—158.

Emmerson, Hon. Henry R., *Westmoreland.*

BILLS :

Bills du gouvernement—

- Achat du chemin de fer Canada Eastern—12.
- Chemin de fer Transcontinental National, 3e lecture—35.
- Loi des chemins de fer—38.
- Loi de la milice, 3e lecture—50.
- Paiement des subventions aux chemins de fer—51, 52.
- Subsides aux chemins de fer—55, 56.

Bills d'intérêt public—

- Loi prohibant la cigarette—64.
- Passages à niveau—66.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

Chemins de fer et Canaux—

- Chemin de fer Intercolonial—83.
- Correspondance des trains—83.

Travaux publics—

- Pont de la côte Saint-Paul—104.
- Réclamation O'Brien—104.

PIECES DEMANDEES :

Avec discussion—

- Transcontinental National—117.
- Ventilation des voitures de chemins de fer—117.

SUBSIDES :

Agriculture—

- Cas de M. Eastman—136.

Chemins de fer et Canaux—

- Accident de Windsor sur l'I.C.R.—137.
- Steamer "Alert"—137.
- Annonces et soumissions dans les journaux—138.
- Canal Chamby, macadamisage du chemin—138.
- Canal Galop—138.
- Chenal du Nord, canal Galop—139.
- Chenal du rapide Galop—139.
- Canal Welland, matériel d'éclairage—139.
- Canal Welland, entrée de port Colborne—139.
- Canal du Sault Sainte-Marie—139.
- Canal de Trent—139.
- Chemin de fer du comté de Drummond—140.
- Commission des chemins de fer—140.
- Embranchement Murray-Harbour et Pont de Hillsboro—140.

Emmerson, Hon. H. R.—*Suite.*

Employés de l'I.C.R. et travail d'élections—140.

Garages et stations de l'I.C.R.—142.

- Gare à Charlottetown, chemin de fer de l'I.P.-E.—142.

Gare maritime à Pictou—142.

Gaz Pintsch—142.

- Installation de freins à air Westinghouse—142.

Chemin de fer Intercolonial, exposé annuel—142.

Matériel de l'Intercolonial—143.

Pensions pour les employés de chemins de fer de l'Etat—143.

- Pont sur le canal Lachine à la rue Atwater—143.

Pont de Grand-Narrows, I.C.R.—143.

Pont de l'Intercolonial—143.

Pont de Restigouche pour l'I.C.R.—143.

Vestibules—144.

Wagons officiels—144.

Employés du canal Welland—144.

Ethier, Joseph Arthur C., *Deux-Montagnes.*

BILLS :

Bills d'intérêt privé—

- Chemin de fer de la rivière Ottawa—69.

QUESTIONS :

Chemins de fer et Canaux—

- Chutes de Carillon—119.

Fielding, Hon. William Stevens, *Shelburne et Queen, N.E.*

BILLS :

Bills du gouvernement—

- Achat du chemin de fer Canada Eastern—12.

Chemin de fer Transcontinental National, résolutions—18, 20 ; en comité—23, 25, 26, 28, 29—3e lecture—34, 36.

Loi des banques—37.

Loi de la milice, 3e lecture—50.

- Modifications au tarif, résolutions—50, 51 ; 1re, 2e, 3e lecture—

Primes aux minerais de plomb—53.

Primes sur le pétrole—53.

Revenu de l'intérieur—53.

Subsides provisoires—55.

Subsides—55.

Subsides aux chemins de fer—56.

Bills d'intérêt public—

- Loi des compagnies—61.

"Mutual Reserve Fund Life Insurance Co."—61.

BUDGET :

- Voies et moyens—73.

BUDGETS SUPPLEMENTAIRES :

- Dépôts—79.

COMITES :

Comité d'agriculture—80.

Comité des Débats—80.

Commission d'économie interne—80.

Comité des impressions—80.

DEPOT DE DOCUMENTS :

- Comptes provinciaux et auditeur général—81.

EXPLICATIONS PERSONNELLES :

- Dernier budget conservateur—81.

Fielding, Hon. W. S.—*Suite.*

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

Finances—

- Acieries Dominion—85.
- Auditeur général—85.
- Câbles pour les bateaux de pêche—85.
- Commerce de bois en Colombie-Anglaise—86.
- Comptes provinciaux—86.
- Droits sur le pétrole—86.
- Lainages et cotonnades—86.
- Rapports de la presse associée canadienne—87.

Intérêt général—

- Elections générales—87.

Marine et Pêcheries—

- Fléau du chien de mer—90.
- Pêcheries de Terre-Neuve—92.

Milice—

- Affaire Dundonald—96.
- Discours de l'honorable Lemieux en Angleterre—100.
- Sir Elzéar Taschereau et lord Dundonald—101.
- Vainqueurs canadiens—103.

MOTIONS DE CENSURE :

- Auditeur général—104.
- Situation financière—109.

PETITIONS EN RETARD :

- Alliance Bank of Canada—111.
- Banque des Fermiers du Canada—111.

PIECES DEMANDEES :

Avec discussion—

- Chemins à barrières de Montréal—115.
- Wagons officiels ou particuliers—117.

RESOLUTIONS PROPOSEES PAR DES DEPUTES :

- Chemins à barrières de Montréal—134.
- Préférence et ports canadiens—135.

SUBSIDES :

Chemins de fer et Canaux—

- Canal Welland, entrée de port Colborne—139.
- Embranchement de Murray-Harboru et pont de Hillsboro—140.
- Employés de l'I.C.R. et travail d'élections—141.
- Explorations du G.T.P.—142.
- Intérêts des Provinces maritimes—142.

Finances—

- Administration de la dette—145.
- Auditeur général—145.
- Comptes en souffrance entre le Dominion et Ontario et Québec—146.
- Crédits pour les employés nouveaux—146.

Marine et Pêcheries—

- Primes aux pêcheurs—152.

Travaux publics—

- Port intérieur de Port-Lorne—158.
- Réseau télégraphique de l'I.P.-E.—159.

Fisher, Hon. Sydney Arthur, *Brome.*

BILLS :

Bills du gouvernement—

- Maladies contagieuses des animaux—41, 57.
- Association des producteurs de semences—57.
- Inspection des graines de semences—57.

Fisher, Hon. Sydney Arthur.—*Suite.*

EXPLICATIONS PERSONNELLES :

Hon. S. Fisher et M. Pope—82.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

Agriculture—

- Expédition du bétail sur pied aux États-Unis—82.

Milice—

- Affaire Dundonald—93, 94, 96.

MOTIONS DE CENSURE :

- Stations agronomiques—106.

PIECES DEMANDEES :

Avec discussion—

- Chambre de maturation de Brockville—115.
- Réclamation Campbell—116.

SUBSIDES :

Agriculture—

- Expositions—135.
- Bétail canadien à l'exposition de Saint-Louis—135.
- Beurreries et fromageries—136.
- Brevets d'invention et archives—136.
- Conférenciers, juges de concours—136.
- Exposition de Winnipeg—136.
- Grosse-Isle, quarantaine—136.
- Institut impérial de Londres—136.
- Quarantaine vétérinaire—136.
- Quarantaine—136.
- Recensement—137.
- Stations agronomiques—137.
- Statistique permanente—137.
- Victoria, quarantaine—137.

Fitzpatrick, Hon. Charles, *comté de Québec.*

BILLS :

Bill du gouvernement—

- Acte concernant la représentation—13.
- Arbitrage entre le gouvernement et le G.T.R.—13.
- Chemin de fer de Témiscouata—13.
- Chemin de fer Transcontinental National, résolutions—21; en comité—22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30; 3e lecture—31, 32, 33, 34.
- Inspection générale—37.
- Loi concernant les élections fédérales—37.
- Loi des chemins de fer—38, 39, 40.
- Loi des pêcheries—40.
- Loi de la milice, 2e lecture—43; en comité—44, 45, 48; 3e lecture, 50.
- Naturalisation des étrangers—51.
- Pétitions de droits—52.
- Loi de pilotage—52.
- Sinistres maritimes—55.
- Statuts révisés—55.
- Acte des territoires du Yukon—56.
- Cour d'échiquier—58.

Bill d'intérêt public—

- Loi des compagnies—60, 61.
- Procès sommaire des mineurs—62.
- Certificats aux capitaines et seconds—64.
- Loi prohibant la cigarette—64.
- Comptabilité exigée—62.
- Étiquettes ouvrières—65.
- Messageries—65.
- Passages à niveau—66.
- Protection des ouvriers de chemin de fer—62.

Fitzpatrick, Hon. Charles.—*Suite.*

- Bills d'intérêt privé—
- Améliorations de la rivière Thompson—67.
- Compagnie des houillères de l'Ouest—70.
- Compagnie électrique d'Ottawa—72.

EXPLICATIONS PERSONNELLES :

- Hon. Fitzpatrick et le G.T.P.—82.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

- Chemins de fer et Canaux—
- Nationalisation des téléphones—84.

MOTIONS DE CENSURE :

- Auditeur général—105.

PIECES DEMANDEES :

- Avec discussion—
- Libération conditionnelle—116.

RESOLUTIONS PROPOSEES PAR DES DEPUTES :

- Audition générale des finances—134.
- Chemins à barrières de Montréal—134.

SUBSIDES :

- Chemins de fer et Canaux—
- Canal Chambly, trafic—138.
- Canal de Cornwall—138.
- Canal Galop—138.
- Finances—
- Crédits pour des employés nouveaux—146.
- Justice—
- Aumôniers de pénitenciers—149.
- Libérés conditionnels—149.
- Honoraires d'avocats—149.
- Refonte des statuts du Dominion—150.
- Solliciteur général—150.
- Traitements au Yukon, allocations de séjour—150.
- Travaux publics :
 - Quai de Grande Vallée, Québec—158.
 - Quai de Lotbinière—159.
 - Quai de Sept-Iles—159.

Fowler, George W., *King, N.B.*

BILLS :

- Bills du gouvernement—
- Achat du chemin de fer Canada Eastern—12.
- Chemin de fer Transcontinental National, résolutions—21.
- Loi de la milice, en comité—44, 46.
- Introduction d'ouvriers étrangers—59, 60.
- Bills d'intérêt public—
- Mutual Reserve Life Insurance Co.—61.
- Bills d'intérêt privé—
- Améliorations de la rivière Thompson—67.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

- Finances—
- Commerce de bois en Colombie-Anglaise—86.
- Intérêt général—
- Elections générales—87.
- Marine et Pêcheries—
- Quai à Campbellton—92.
- Règlements de pêche dans les Provinces maritimes—93.
- Milice—
- Affaire Dundonald—95.

Fowler, George W.,—*Suite.*

PIECES DEMANDEES :

- Sans discussion—
- Hampton station—113.

QUESTIONS :

- Agriculture—
- Nomination de M. Eastman—118.
- Chemins de fer et Canaux—
- Tarif d'exportation sur l'I.C.R.—120.
- Justice—
- Juge en chef, Nouvelle-Ecosse—125.

RESOLUTIONS PROPOSEES PAR DES DEPUTES :

- Préférence, ports canadiens—135.

SUBSIDES :

- Agriculture—
- Cas de M. Eastman—136.
- Chemins de fer et Canaux—
- Canal Cornwall—138.
- Pont sur le canal Lachine à la rue Atwater—143.
- Douanes—
- Affaire Bain—144.
- Justice—
- Traitements au Yukon, allocations de séjour—150.
- Marine et Pêcheries—
- Baux de pêcheries—150.
- Enquêtes sur les naufrages—152.
- Fourniture du commandant Spain—152.
- Travaux publics—
- Port intérieur de port Lorne—158.
- Quai de Grande Vallée, Québec—158.
- Quai de Lotbinière—158.
- Surveillants de travaux publics—160.

Gallery, Daniel, *Sainte-Anne, Montréal.*

QUESTIONS :

- Marine et Pêcheries—
- Cale-sèche au pied du canal—125.

SUBSIDES :

- Chemins de fer et Canaux—
- Pont sur le canal Lachine à la rue Atwater—143.
- Travaux publics—
- Montréal, édifices publics—158.

Gallier, William Alfred, *Yale et Cariboo.*

BILLS :

- Bills du gouvernement—
- Loi concernant les élections fédérales—37.
- Loi des chemins de fer—38.
- Loi de la milice, en comité—48.
- Révocation des licences pour la fabrication du tabac—54.
- Introduction d'ouvriers étrangers—59.
- Bills d'intérêt public—
- Loi prohibant la cigarette—64.
- Bills d'intérêt privé :
- Améliorations de la rivière Thompson—67.
- Chemin de fer de la rivière Chaudière—68.
- Chemin de fer du sud de la Colombie-Anglaise—69.

Ganong, Gilbert W., *Charlotte.*

BILLS :

- Bills du gouvernement—
- Chemin de fer Transcontinental National, en comité—29.
- Bills d'intérêt privé—
- Compagnie manufacturière de Sprague-Falls—71.

PIECES DEMANDEES :

- Sans discussion—
- Pêcheries de homards, commission—114.

QUESTIONS :

- Marine et Pêcheries—
- Pêcheries de homards, commission—127.
- Travaux publics—
- Seal-Cove, quai—132.
- Wilson-Beach, brise-lames—133.

SUBSIDES :

- Agriculture—
- Expositions—135.
- Chemins de fer et Canaux—
- Employés de l'I.C.R. et travail d'élections—142.

Gauvreau, C. A., *Témiscouata.*

QUESTIONS :

- Chemins de fer et Canaux—
- Intercolonial—120.
- Tunnel à la Rivière-du-Loup—121.

SUBSIDES :

- Marine et Pêcheries—
- Capitaines des phares-flottants—150.

Geoffrion, Victor, *Chambly et Verchères.*

BILLS :

- Bills du gouvernement—
- Loi de pilotage—52.
- Bills d'intérêt privé—
- Compagnie de force motrice du rapide des Cèdres—70.
- Compagnie du Parc et de l'Île de Montréal—73.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

- Finances—
- Laprairie, inondations—86.

QUESTIONS :

- Travaux publics—
- Inondations du Saint-Laurent—132.

German, William Manly, *Welland.*

BILLS :

- Bills d'intérêt privé—
- Chemin de fer du nord-ouest de Chicoutimi—68.
- Chemin de fer de Thorold au lac Erié—69.
- Compagnie du pont de Welland à Grande-Isle—71.
- Pour faire droit à E. R. Cahoone—71.
- Chemin de fer électrique de Hamilton à Grimsby et Beamsville—72.
- Compagnie des transports des Grands Lacs et de l'Ouest—73.

EXPLICATIONS PERSONNELLES :

- Démission du colonel Gregory—81.

German, William Manly—*Suite.*

PETITIONS EN RETARDS :

- Brevet d'invention Cahoone—111.

SUBSIDES :

- Chemins de fer et Canaux :
- Canal Welland, matériel d'éclairage—139.
- Canal du Sault Sainte-Marie—139.

Gervais, Honore, *Saint-Jacques, Montréal.*

BILLS :

- Bills du gouvernement—
- Introduction d'ouvriers étrangers—59.
- Bills d'intérêt public :
- " Mutual Reserve Life Insurance Co."—61.
- Loi prohibant la cigarette—64.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

- Commerce—
- Service consulaire canadien—84.

QUESTIONS :

- Chemins de fer et Canaux—
- Intercolonial—120.
- Finances—
- Valeurs canadiennes sur le marché français—123.
- Marine et Pêcheries—
- Commission du port de Montréal—126.

SUBSIDES :

- Chemins de fer et Canaux—
- Pont sur le canal Lachine à la rue Atwater—143.

Gibson, Alexander, jr, *York, N.-B.*

BILLS :

- Bill d'intérêt privé—
- Chemin de fer du sud du Nouveau-Brunswick—72.

PETITIONS EN RETARD :

- Chemin de fer du sud du Nouveau-Brunswick—111.

Gilmour, James, *Middlesex-est.*

BILLS :

- Bills du gouvernement—
- Loi de la milice, en comité—47.

QUESTIONS :

- Intérieur et immigration—
- Pâturages de la réserve du Sang—123.

SUBSIDES :

- Agriculture—
- Quarantaine, vétérinaires—136.

Girard, Joseph, *Chicoutimi et Saguenay.*

BILLS :

- Bills d'intérêt privé—
- Chemin de fer Transcanadien—

Gourley, Seymour E., *Colchester.*

BILLS :

- Bills du gouvernement—
- Achat du chemin de fer Canada Eastern—12.
- Chemin de fer Transcontinental National, résolutions—17.
- Loi des chemins de fer—39.
- Loi de la milice, en comité—44, 45, 46, 48 ; 3e lecture—50.
- Révocation des licences pour la fabrication du tabac—54.

Gourley, Seymour E.—*Suite.*

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

Marine et Pêcheries—
Fléau du chien de mer—91.

MOTIONS DE CENSURE :

Industrie du tabac—107.

QUESTIONS :

Chemins de fer et Canaux—
Gare de Truro—120.
Intercolonial—120.

Milice—

Salle militaire de Truro—128.

SUBSIDES :

Chemins de fer et Canaux—
Canal de Trent—140.
Doublement de la ligne de l'I.C.R. entre
Moncton et Halifax—140.

Grant, George D., *Ontario-nord.*

ADRESSES :

Adresse en réponse au discours du trône
—7.

BILLS :

Bills d'intérêt privé—
Compagnie d'estacades de la rivière des
Français—70.
Compagnie générale canadienne d'électri-
cité—71.
Pour faire droit à R. J. McDuff Rogers—
72.
Pour faire droit à James A. Taylor—
12.

PETITIONS EN RETARD :

Kingston and Dominion Central Railway
—112.

QUESTIONS :

Postes et travail—
Franchise postale—129.

SUBSIDES :

Marine et Pêcheries—
Réserve de l'île Hope—154.
Revenu de l'intérieur—
Alcool méthylique—156.

Guthrie, Hugh, *Wellington-sud.*

BILLS :

Bills d'intérêt public—
Loi prohibant la cigarette—64.
Protection des ouvriers de chemin de fer
—62.

Bills d'intérêt privé—

Banque des Fermiers du Canada—67.
"Canadian Credit Indemnity & Guarant-
tee Co."—67.
Chemin de fer de la jonction de Guelph
—68.

PETITIONS EN RETARD :

Banque des Fermiers du Canada—111.

Hackett, Edward, *Prince-ouest, I.P.-E.*

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

Milice—

Affaire Dundonald—99.

PIECES DEMANDEES :

Sans discussion—

Service de Chatham à Terre-Neuve—112.
Séchoirs brevetés—114.

Hackett, Edward.—*Suite.*

QUESTIONS :

Chemins de fer et Canaux—
Alberton, I.P.-E., changement de gare—
119.

Intérieur et immigration—

Transport gratuit des délégués agricoles
—124.

Marine et Pêcheries—

J. Desroches—126.

Intérêt général—

Monuments sur les terrains du parlement
—130.

Travaux publics—

Pointe Prim, I. P.-E., jetée—132.

SUBSIDES :

Agriculture—

Quarantaine vétérinaire—136.

Chemins de fer et Canaux—

Embranchement d'O'Leary à La Côte—
140.

Gare à Charlottetown, chemin de fer de
l'île du Prince-Edouard—142.

Finances—

Opposition aux crédits—146.

Haggart, Hon. John Graham, *Lanark-sud.*

ADRESSES :

Adresse en réponse au discours du trône
—8.

BILLS :

Bills du Gouvernement—

Achat du Canada-Eastern—12.

Chemin de fer Transcontinental-National,
résolutions—15; en comité—24, 29; 3e
lecture—36, 36.

Loi de la milice, 2e lecture—43.

Subsidés aux chemins de fer—56.

Bills d'intérêt privé—

Chemin de fer Kingston et Dominion—68.

Compagnie de tramway d'Edmonton—71.

Compagnie électrique d'Ottawa—73.

EXPLICATIONS PERSONNELLES :

Dernier budget conservateur—81.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

Chemins de fer et Canaux—

Canada-Atlantique—82.

Justice—

Représentation à la Chambre des commu-
nes—89.

Milice—

Affaire Dundonald—95.

MOTIONS DE CENSURE :

Suppression de documents—110.

RESOLUTIONS PROPOSEES PAR DES DE-
PUTES :

Audition générale des finances—134.

SUBSIDES :

Chemins de fer et Canaux—

Agrandissement de la gare d'Amherst,
I.C.R.—137.

Canal Chambly, macadamisage du chemin
—138.

Canal Cornwall—138.

Chenal du nord, canal Galop—139.

Canal de Trent—139.

Chemin de fer du Drummond—140.

Commission des chemins de fer—140.

Haggart, Hon. John Graham—*Suite.*

SUBSIDES—*Suite.*

- Employés de l'I.C.R. et travail d'élections—141.
- Intérêts des Provinces maritimes—142.
- Matériel de l'Intercolonial—143.
- Pont sur le canal Lachine à la rue Atwater—143.
- Marine et Pêcheries—
- Compagnie de poisson de la Nouvelle-Angleterre—151.

Harty, William, *Kingston.*

BILLS :

- Bills d'intérêt privé—
- Chemin de fer Kingston et Dominion—63.

Haszard, Horace, *Queen-ouest, I.P.-E.*

BUDGET :

- Voies et moyens—79.

PRESENTATION DE DEPUTES :

- Présentation—117.

SUBSIDES :

- Chemins de fer et Canaux—
- Gare à Charlottetown, chemin de fer de I.P.-E.—142.

Henderson, David, *Halton.*

BESOGNE DE LA CHAMBRE :

- Séances du matin—11.

BILLS :

- Bills du gouvernement—
- Chemin de fer Transcontinental-National, résolutions—19; 3e lecture—31.
- Inspection des grains—36.
- Inspection générale—37.
- Loi des chemins de fer—39.
- Maladies contagieuses des animaux—41.
- Modifications au tarif, résolutions—52.
- Subsidés aux chemins de fer—56.

Bills d'intérêt public—

- "Mutual Reserve Life Insurance Company"—61.
- Loi prohibant la cigarette—63.

Bills d'intérêt privé—

- "Alliance Bank of Canada"—67.
- Chemin de fer de Walkerton à Lucknow—69.

COMITES :

- Comité des chemins de fer—80.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

- Commerce—
- Ficelle d'engagement—84.
- Finance—
- Comptes provinciaux—86.
- Milice—
- Solde des miliciens—103.

MOTIONS DE CENSURE :

- Protection des produits maraîchers—108.

PETITIONS EN RETARD :

- "Alliance Bank of Canada"—111.

PIECES DEMANDEES :

- Sans discussion—
- Bronte, travaux du port—112.
- Avec discussion—
- Insurrection du N.-O.—116.

Henderson, David—*Suite.*

QUESTIONS :

- Commerce—
- Primes à la fabrication de l'acier—121.
- Subventions postales—122
- Douanes—
- Droits sur le tabac—122.
- Revenu de l'intérieur—
- Droits perçus sur le tabac—131.

SUBSIDES :

- Chemins de fer et Canaux—
- Canal de Trent—140.
- Finances—
- Comptes en souffrance entre le Dominion et Ontario et Québec—146.
- Demande de radiation de crédits—146.
- Opposition aux crédits—146.
- Gendarmerie à cheval du N.-O.—
- Augmentation de l'effectif—146.
- Intérieur et immigration—
- Compagnie immobilière de la Saskatchewan—147.
- Marine et Pêcheries—
- Port de Bronte, Ont.—154
- Postes—
- Déficit conservateur dans le département des postes—155.
- Travaux publics—
- Alexandria, édifice public—156.
- Bowmanville, édifice public—156
- Démembrement du ministère des Travaux publics—157.
- Outillage de dragage—158.
- Quai de Lotbinière—159.
- Sainte-Catherine, salle d'exercices—160.

Heyd, Charles B., *Brant-sud.*

BILLS :

- Bills du gouvernement—
- Chemin de fer Transcontinental-National, en comité—24.
- Bills d'intérêt public—
- "Mutual Reserve Life Insurance Co."—61.
- Messageries—65.

BUDGET :

- Voies et moyens—75.

MOTIONS DE CENSURE :

- Auditeur général—105.
- Protection des produits maraîchers—108.

RESOLUTIONS PROPOSEES PAR DES DEPUTES :

- Préférence et ports canadiens—135.

Holmes, Robert, *Huron-ouest.*

BILLS :

- Bills du Gouvernement—
- Révocation de la licence pour la fabrication du tabac—54
- Bills d'intérêt public—
- Loi prohibant la cigarette—63.
- Bills d'intérêt privé—
- Chemin de fer de Guelph à Goderich—68.
- Pour faire droit à Elza Robertson—73.

BUDGET :

- Voies et moyens—76.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

- Intérieur et immigration—
- Immigrants pauvres—90.

MOTIONS DE CENSURE :

- Stations agronomiques—106.

Hughes, James J., *King, I. P.-E.*

BILLS :

Bills du gouvernement—
Chemin de fer Transcontinental-National,
résolutions—19.

BUDGET :

Voies et moyens—78.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

Marine et Pêcheries—
Fléau du chien de mer—91.
Pêcheries de homards—92.

Milice—

“Canadian Military Gazette”—102.

QUESTIONS :

Finances—
Actions du C.P.R.—122.

SUBSIDES :

Marine et Pêcheries—
Primes aux pêcheurs—152.

Hughes, Samuel, *Victoria-nord, O.*

AJOURNEMENTS :

Fête Victoria—11.
Le Douze juillet—11.

BILLS :

Bills du gouvernement—
Chemin de fer Transcontinental-National,
résolutions—21; en comité—24, 26; 3e
lecture—33, 36.

Loi de la milice, résolutions—42; 2e
lecture—43; en comité—44, 45, 46, 47, 48,
49; 3e lecture—49.

Subsidés aux chemins de fer—56.

EXPLICATIONS PERSONNELLES :

Arrangements entre whips—81.
Correction—81.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

Finances—

Rapports de la presse associée canadien-
ne—87.
Relations plus intimes avec la Grande-
Bretagne—87.

Intérêt général—

Terres aux vétérans—88.

Intérieur et immigration—

Immigrants pauvres—90.

Milice—

Affaire Dundonald—93, 94, 95, 96, 98.

Lettre Preston—100.

Discours de l'hon. R. Lemieux—100.

Sir Elzéar Taschereau et Lord Dundo-
nald—102.

“Canadian Military Gazette”—102.

Démission du colonel Gregory—102.

Ecole de tir—102.

Insultés au 13e Dragons—103.

Vainqueurs canadiens—103.

Postes et travail—

Enquête Winchester—103.

Travaux publics—

Pont de la Côte Saint-Paul—104.

PIÈCES DEMANDES :

Avec discussion—

Réclamation Campbell—116.

QUESTIONS :

Intérieur et immigration—
Immigrants—124.

Hughes, Samuel.—*Suite.*

QUESTIONS—*Suite.*

Marine et Pêcheries—

Lacs de la Vallée de Trent—126.

Milice—

Achats militaires—127.

Commissions armée impériale—127.

Gardes à pied du gouverneur général—
128.

Médaille sud-africaine—128.

Lt-col. McLean—128.

Intérêt général—

Gendarmerie à cheval du N.-O.—130.

Navires canadiens dans les
possessions américaines—130.

Sault-Sainte-Marie—130.

Trent, canal de la vallée—133.

SUBSIDES :

Agriculture—

Expositions—135.

Chemins de fer et Canaux—

Employés de l'I.C.R. et travail d'élec-
tions—142.

Wagons officiels—144.

Marine et Pêcheries—

Eclairage des phares à l'acétylène—152.

Travaux publics—

Quai des Sept-Iles—159.

Salle d'attente du Parlement—160.

Hyman, Hon. Charles S., *London.*

BILLS :

Bills d'intérêt privé—

Chemin de fer canadien du Pacifique—67.

Compagnie de houille et de chemin de fer
de Nicola, Kamloop et Semilkameen—
68.

COMITES :

Comité des chemins de fer—80.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

Finances—

Lainages et cotonnades—86.

Marine et pêcheries—

Bassin de radoub de Vancouver—90.

Travaux publics—

Salaire de M. J. Gobeil—104.

Ventilation de la Chambre—104.

SUBSIDES :

Finances—

Opposition aux crédits—146.

Travaux publics—

Améliorations et réparations—156.

Bureau de poste d'Ottawa, reconstruction
—157.

Dragage du lac Saint-Jean—157.

Édifices publics loués—157.

Glissoires et estacades.

Outils de dragage—158.

Port de Toronto—158.

Quai de Grande Vallée, Québec—158.

Quai de Trois-Rivières—159.

Rivière espagnole, Lac Saint-Joseph—159.

Rivière Fraser, C.-A.—160.

Salle d'attente du Parlement—160.

Sault Sainte-Marie—160.

Ingram, Andrew B., *Elgin-est.*

BILLS :

- Bills du gouvernement—
- Chemin de fer Transcontinental-National, en comité—22; 3e lecture, 31 36.
- Loi de la milice, en comité—44, 45, 46, 48.
- Inspection des graines de semence—57.
- Introduction d'ouvriers étrangers—59.
- Bills d'intérêt public—
- Messageries—65.
- Bills d'intérêt privé—
- Chemin de fer du Sud du Canada—69.

EXPLICATIONS PERSONNELLES :

- Incident Logan—82.
- M. Roche et M. Wilson—82.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

- Chemins de fer et canaux
- Chemin de fer Qu'Appelle, Lac Long et Saskatchewan—83.
- Tarifs de transport dans Ontario—84.
- Finances—
- Commerce de bois en Colombie-Anglaise—86.
- Intérêt général—
- Elections générales—87.
- Milice.—
- Affaire Dundonald—99.

MOTION DE CENSURE :

- Nomination de J. B. Jackson—107.
- Protection des produits maraichers—108.

QUESTIONS :

- Chemins de fer et Canaux—
- Chemin de fer de Tilsonbourg—119.
- Douanes—
- Douane d'Aylmer, Ont.—122.
- Milice—
- Camp militaire, district—127.
- Cercle du 25e Bat. à St. Thomas—127.
- Travaux publics—
- Port de Port-Burwell—132.
- Port de Port-Stanley—132.

SUBSIDES :

- Agriculture—
- Bétail canadien à l'exp. de St-Louis—135.
- Stations agronomiques—137.
- Chemins de fer et Canaux—
- Employés de l'I.C.R. et travail d'élections—141.
- Douanes—
- Affaire Bain—144.
- Gendarmerie à cheval du Nord-Ouest—
- Augmentation de l'effectif—146.
- Marine et Pêcheries—
- Marine militaire et école de navigation—154.
- Salle d'attente du Parlement—160.

Johnston, Alexander, *Cap-Breton.*

BILLS :

- Bills du Gouvernement—
- Chemin de fer Transcontinental-National, 3e lecture—33.
- Subsidés aux chemins de fer—56.

COMITES :

- Comité des ordres permanents—80.

SUBSIDES :

- Douanes—
- Affaire Bain—144.
- Marine et Pêcheries—
- Congélateurs de boîte—151.

Johnston, Robert, *Cardwell.*

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

- Chemins de fer—
- Tarifs de transport dans Ontario—84.

Kaulbach, Charles E., *Lunenburg.*

BILLS :

- Bills du Gouvernement—
- Chemin de fer Transcontinental-National, 2e lecture—22.
- Subsidés aux chemins de fer—56.
- Bills d'intérêt public—
- Loi prohibant la cigarette—64.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

- Finances—
- Câbles pour vaisseaux de pêche—85.
- Marine et Pêcheries—
- Fléau du chien de mer—91.
- Pavillon de la marine canadienne—91.
- Pêcheries de Terre-Neuve—92.

QUESTIONS :

- Marine et Pêcheries—
- Bateau phare "Lurcher"—125.
- Chien de mer—126.
- Gaz acétylène pour les phares—126.
- Ile du Sable, plantation d'arbres—126.
- Pêche du maquereau—126.
- Signaux sous-marins—127.

Kemp, Albert E., *Toronto-est.*

BILLS :

- Bills du Gouvernement—
- Achat du chemin de fer Canada-Eastern—12.
- Chemin de fer Transcontinental-National, résolutions—19; en comité—28, 29.

BUDGET :

- Voies et moyens—78.

PIECES DEMANDEES :

- Avec discussion—
- Dettes du port de Montréal—115.

QUESTIONS :

- Agriculture—
- Recensement 1901—118.
- Commerce—
- Grains, exportation par Halifax—121.
- Douanes—
- Tarif de préférence—122.
- Finances—
- Hôtel des monnaies—123.
- Prêts au Gouvernement par banques canadiennes—123.
- Postes et Travail—
- G.-T.-P., emploi d'étrangers—129.

SUBSIDES :

- Marine et Pêcheries—
- Marine militaire et école de navigation—154.
- Travaux publics—
- Port de Toronto—158.

Kendall, Arthur S., *Cap-Breton.*

BILLS :

- Bills du gouvernement—
- Chemin de fer Transcontinental-National, en comité—26.
- Introduction d'ouvriers étrangers—59.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

- Marine et Pêcheries—
- Fléau du chien de mer—91.

Kendall, Arthur S.—*Suite.*

PIECES DEMANDES :

Sans discussion—
Troupes à Sydney, C.-B.—114.

QUESTIONS :

Chemins de fer et Canaux—
Fonctionnaires de l'Intercolonial—120.
Primes à la fabrication de l'acier—121.
Postes et travail—
Salaires équitables—130.

SUBSIDES :

Agriculture—
Quarantaine—137.
Chemins de fer et Canaux—
Employés de l'I.C.R. et travail d'élec-
tions—141.
Intérieur et immigration—
Immigration, agents et agences canadien-
nes en Angleterre et à l'étranger—148.

Lancaster, Edward A., *Lincoln et Niagara.*

ADRESSES :

Adresse en réponse au discours du trône
—10.

BILLS :

Bills du gouvernement—
Chemin de fer Transcontinental-National,
résolutions—18.
Bills d'intérêt public—
Procès sommaire des mineurs—62.
Aiguillage des chemins de fer—63.
Certificats de capitaines et seconds—63.
Loi prohibant la cigarette—
Comptabilité exigée—62.
Messageries—65.
Passages à niveau—66.
Bills d'intérêt privé—
Cie électrique d'Ottawa—72.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

Milice—
Démission du colonel Gregory—102.

QUESTIONS :

Agriculture—
Protection forestière—118.
Chemins de fer et Canaux—
Commission des garde-bestiaux—119.
Intérieur et immigration—
Territoires du N.-O.—124.
Marine et Pêcheries—
Baie James, droits de pêche—125.
Travaux publics—
Dragage de la Grande-Rivière—132.
Port de Dunnville, peinture—132.

SUBSIDES :

Chemins de fer et Canaux—
Commission des garde-bestiaux—140.
Employés de l'I.C.R. et travail d'élec-
tions—141.
Employés du canal Welland—144.
Justice—
Traitements au Yukon, allocations de
séjour—150.
Postes—
Grimsby, Ont., bureau de poste—155.
Wilton, Ont., affaires du bureau de poste
de—156.
Travaux publics—
Quai des Sept-Iles—159.

LaRiviere, Alphonse A. C., *Provencher.*

BILLS :

Bills du Gouvernement—
Loi de la milice, 2e lecture—43.

PIECES DEMANDEES :

Sans discussion—
Scrips aux Métis—114.

QUESTIONS :

Agriculture—
Station expérimentale de volailles—118.
Intérieur et immigration—
Scrips des Métis—124.
Intérêt général—
Navigation, Manitoba et N.-O.—130.
Travaux publics—
Rapides Saint-André—132

SUBSIDES :

Intérieur et immigration—
Éducation des jeunes sauvages—147.
Intervention des employés du ministère
de l'Intérieur dans les élections—148.
Travaux publics—
Winnipeg, nouveau bureau de poste—160.

Laurier, Tres Hon. Sir Wilfrid, G.C.M.G., *Qué-
bec-est.*

ADRESSES :

Adresse en réponse au discours du trône
—7.
Adresse d'adieux à lord Minto—11.

AJOURNEMENTS :

Fête, de l'Ascension—11.
Fête de la Confédération—11.
Fête de Pâques—11
Fête Victoria—11.
Le douze juillet—11.
Mort de M. McCreary—11.
Motion rejetée—11.

BESOGNE DE LA CHAMBRE :

Priorité—11.
Séances des comités—11.
Séances du matin—11.
Séances du samedi—11.
Retraits de bills—11.
Chemin de fer Transcontinental-National,
résolutions—13, 18, 20; 2e lecture—21,
22; en comité—24, 25, 29, 30; 3e lec-
ture—30, 31, 34, 36.
Loi de la milice, résolutions—41; en co-
mité—44, 47; 3e lecture—50.
Subsidés aux chemins de fer—56.
Port de Port-Arthur—57.
Prestation du serment d'office—58.
Introduction d'ouvriers étrangers—59, 60.
Bills d'intérêt public—
"Mutual Reserve Life Insurance Co."—61.
Loi prohibant la cigarette—63.
Passages à niveau—66.
Bills d'intérêt privé—
Prolongation de délai—67.
Compagnie électrique d'Ottawa—73.

BUDGET :

Voies et moyens—77.

COMITES :

Comité d'agriculture—80.
Comité des chemins de fer—80.
Comité des débats—80.
Comité des ordres permanents—80.

Laurier, Sir Wilfrid—*Suite.*

DECES:

Décès de M. John McIntosh—80.
Décès de M. Proulx—81.

DEPOT DE DOCUMENTS:

Commission Treadgold—81.
Haute Commission mixte—81.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS:

Chemins de fer—
Canada Atlantique—82.
Tarifs de transport dans Ontario—84.

Intérêt général—

Laprairie, inondations—86.
Alaska, frontière—87.
Conférence internationale—87.
Imprimerie nationale—87.
Inondations à Verdun—88.
Privilèges des députés—88.
Privilège d'interpellation—88.
Propos de lord Strathcona—88.
Rapport du juge McTavish—88.
Retard de la session—88.
Subventions aux provinces—88.
Terres aux vétérans—88.
Affaire Treadgold—88, 89.

Marine et Pêcheries—

Cabotage—90.
Pavillon de la marine canadienne—92.
Pêcheries de Terre-Neuve—92.
Saisies par la Russie—93.

Milice—

Affaire Dundonald—93, 94, 96, 97, 99.
Discours de l'hon. M. R. Lemieux en Angleterre—100.

Sir Elzéar Taschereau et Lord Dundonald—101.

Adieux à Lord Dundonald—102.

Postes et travail—

Enquête Winchester—103.

Travaux publics—

Pont de la Côte Saint-Paul—104.

MOTIONS DE CENSURE:

Protection des produits maraîchers—108.
Suppression de documents—110.

PETITIONS EN RETARD:

Banque des fermiers du Canada—111.
Chemin de fer du sud du N.-B.—111.
Chemin de fer de Semilkameen à Keremeos—111.

PIECES DEMANDEES:

Avec discussion—

Chemin de fer Grand-Tronc-Pacifique—115.

Dettes du port de Montréal—115.

Insurrection du N.-O.—116.

Pensions aux volontaires de l'Afrique du Sud—

Réserve de Doncaster—116.

Service de SS. entre Canada et France—117.

Wagons officiels—117.

RESOLUTIONS PRESENTEES PAR DES DEPUTES:

Audition générale des finances—133.
Chemins à barrières de Montréal—134.
Compagnies de crédit—134.
Préférence ports canadiens—135.

Laurier, Sir Wilfrid—*Suite.*

SUBSIDES:

Finances—

Chambre des communes—145.

Gendarmerie à cheval du N.-O.—
Augmentation de l'effectif—146.

Intérieur et immigration—

Rapport Macoun—149.

Lavell, John L. *Leeds et Grenville.*

BILLS:

Bills du gouvernement—

Chemin de fer Transcontinental-National,
2e lecture—22; en comité—29; 3e lecture—31.

Bills d'intérêt privé—

Cie électrique d'Ottawa—73.

QUESTIONS:

Postes et travail—

Welford-centre, service postal—130.

Travaux publics—

Barrages de Poonamalee—131.

Lavergne, Armand, *Montmagny.*

BILLS:

Chemin de fer Transcontinental-National,
résolutions—17.

Loi de la milice, en comité—48.

Bills d'intérêt public—

Loi prohibant la cigarette—63.

PRESENTATION DE DEPUTES:

Présentation—117.

Law, Bowman Brown, *Yarmouth.*

BILLS:

Bills d'intérêt public—

Acte de tempérance du Canada—62.

Lefurgey, Alfred A., *Prince-est, I.P.-E.*

BILLS:

Bills du gouvernement—

Chemin de fer Transcontinental-National,
résolutions—192.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS:

Marine et Pêcheries—

Pêcheries de homards—92.

PIECES DEMANDEES:

Sans discussion—

Ile du Prince-Edouard, chemin de fer—113.

Murray-Harbour—114.

Permis de mise en boîte de homards—114.

QUESTIONS:

Chemins de fer et Canaux—

Charlottetown, I.P.-E., station—119.

Embranchement de Murray-Bay, I.P.-E.—119.

Ile du Prince-Edouard, embranchements—120.

R. B. Norton & Co.—120.

Marine et Pêcheries—

J. Berrigan, garde pêche—125.

Montague Bridge, maître de port—126.

Primes aux pêcheurs—127.

Postes et Travail—

I.P.-E., transport des malles—129.

Service postal entre Alberton et Kildare, I.P.-E.—130.

Lefurgey, Alfred A.—*Suite.*

QUESTIONS—*Suite.*

- Service des malles d'hiver, I.P.-E.—130.
- Transport des malles entre Jackville et Cap-Tourmente—130.
- Transport des malles au Cap-Traverse—130.
- Transport des dépêches de O'Leary à West-Cape—130.

SUBSIDES :

- Chemins de fer et Canaux—
- Matériel de l'Intercolonial—143.
- Pension pour les employés de chemin de fer de l'Etat—143.
- Marine et Pêcheries—
- Congélateurs de boitte—151.
- Primes aux pêcheurs—151.

Lemieux, Hon. Rodolphe, *Gaspé et Nicolet.*

BILLS :

- Bills du gouvernement—
- Chemin de fer Transcontinental-National, résolutions—17.
- Cour de l'Echiquier—58.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

- Justice—
- Honoraires McCarthy, Osler, Harkin et Harcourt—89.
- Représentation à la Chambre des communes—89.

MOTIONS DE CENSURE :

- Protection des produits maraîchers—108.

QUESTIONS :

- Commerce—
- Inspection et vente de graines—121.

SUBSIDES :

- Justice—
- Solliciteur général—150.
- Travaux publics—
- Imprimerie nationale—157.
- Longueuil, édifice public—158.

Lennox, Haughton, *Simcoe-ouest.*

BILLS :

- Bills du gouvernement—
- Chemin de fer Transcontinental-National, 2e lecture—22 ; en comité—23 ; 3e lecture—33.
- Subsides aux chemins de fer—56.
- Introduction d'ouvriers étrangers—60.
- Bills d'intérêt public—
- Honoraires des magistrats—60.
- Protection des ouvriers de chemin de fer—62.

BUDGET :

- Voies et moyens—76.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

- Chemins de fer—
- Tarifs de transport dans Ontario—84.
- Marine et Pêcheries—
- Bassin de radoub de Vancouver—90.
- Milice—
- Affaire Dundonald—95.

MOTIONS DE CENSURE :

- Auditeur général—105.
- Stations agronomiques—106.

Lennox, Haughton—*Suite.*

PIECES DEMANDEES :

- Sans discussion—
- Commission de garde-bestiaux—112.

QUESTIONS :

- Chemins de fer et Canaux—
- Commission des garde-bestiaux—119.
- Etudes et levés de plans du G.-T.-P.—120.
- Marine et Pêcheries—
- Route du Saint-Laurent—127.
- Travaux publics—
- Ateliers pour les canaux Cornwall et Williamsbourg—131.
- Trent, canal de la vallée—132.

RESOLUTIONS PRESENTEES PAR DES DEPUTES :

- Audition générale des finances—133.

SUBSIDES :

- Chemins de fer et Canaux—
- Canal Chambly, macadamisage du chemin—138.
- Canal Cornwall—138.
- Canal de Trent—140.
- Pont de l'Intercolonial—143.
- Commerce—
- Service postal transatlantique—145.
- Finances—
- Auditeur général—145.
- Crédits pour les employés nouveaux—146.
- Utilisation des crédits—146.
- Postes—
- Wilton, Ont., affaires du bureau de poste de—156.
- Travaux publics—
- Améliorations et réparations—156.
- Longueuil, édifice public—157.

Leonard, J. E. Emile, *Laval.*

BILLS :

- Bills du Gouvernement—
- Révocation de la licence pour la fabrication du tabac—55.
- Introduction d'ouvriers étrangers—59.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

- Finances—
- Laprairie, inondations—87.

MOTIONS DE CENSURE :

- Protection des produits maraîchers—108.

PIECES DEMANDEES :

- Avec discussion—
- Réserve de Doncaster—116.

QUESTIONS :

- Chemins de fer et Canaux—
- Canal de Beauharnois—119
- Commerce—
- Inspecteur de foin—121.
- Finances—
- Compagnies de crédit—123.
- Compagnie de coton de Valleyfield—123.
- Intérieur et immigration—
- Doncaster, réserve—123.
- Vente de terres publiques—124.
- Justice—
- Listes électorales—125.
- Marine et Pêcheries—
- Achat de remorqueur—125.
- Gardien de phare, pointe aux Anglais—126.
- Passes migratoires, Ile Jésus—126.
- Travaux publics—
- Quai de la Pointe aux Trembles—132.

Logan, Hance J., *Cumberland.*

BILLS:

- Bills du Gouvernement—
 - Loi des chemins de fer—38.
 - Loi de la milice, 3e lecture—49, 50.
 - Introduction d'ouvriers étrangers—59, 60.
- Bills d'intérêt privé—
 - Compagnie de houille et de chemin de fer de Nicola, Kamloops et Semilkameen—68.
 - Chemin de fer Ottawa, Brockville et Saint-Laurent—68.
 - Chemin de fer de Timagami—69.
 - Compagnie des houillères de l'ouest—72.
 - Pour faire droit à E. A. Small—172.

EXPLICATIONS PERSONNELLES :

- Incident Logan—82.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS:

- Finances—
 - Lainages et cotonnades—86.

RESOLUTIONS PROPOSEES PAR DES DEPUTES :

- Préférence et ports canadiens—135.

SUBSIDES:

- Chemins de fer et Canaux—
 - Agrandissement de la gare d'Amherst, I.C.R.—137.
 - Employés de l'I.C.R. et travail d'élections—142.
 - Pension pour les employés de chemins de fer de l'Etat—143.

Macdonald, Peter, *Huron-est.*

BILLS:

- Bills d'intérêt privé—
 - Pour faire droit à A. W. Mann—71.
 - Pour faire droit à Jennie Davidson—71.

Mackie, Thomas, *Renfrew-nord.*

BILLS:

- Bills d'intérêt privé—
 - Canal Montréal, Ottawa et Baie Georgienne—67.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS:

- Finances—
 - Commerce de bois dans la Colombie-Anglaise—85.

MacKinnon, Donald A., *Queen-est, I.P.-E.*

BILLS :

- Bills d'intérêt privé—
 - Pour faire droit à A. S. Gironcolli—71.

PETITIONS EN RETARD :

- Brevet d'invention Gironcolli—111.

Maclaren, William S., *Huntingdon.*

BILLS :

- Bills du gouvernement—
 - Révocation de la licence des fabricants de tabac—54.
- Bills d'intérêt public—
 - Loi prohibant la cigarette—63, 64.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

- Milice—
 - Affaire Dundonald—93.

Maclean, William F., *York-sud, O.,*

ADRESSES :

- Adresse en réponse au discours du trône—8.

BILLS :

- Bills du gouvernement—
 - Arbitrage entre le gouvernement et le G.T.R.—13.
 - Chemin de fer Transcontinental-National, en comité—27.
 - Loi des chemins de fer—38, 39, 40.
 - Loi de la milice, en comité, 48.
 - Subsides aux chemins de fer—56.
- Bills d'intérêt public—
 - Messageries—65.
- Bills d'intérêt privé—
 - Cie électrique d'Ottawa—72.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

- Chemins de fer et Canaux—
 - Nationalisation des téléphones—84.
 - Téléphones et chemins de fer—84.

Finances—

- Commission du tarif—86.
- Monnaie des établissements du Détroit—87.

Milice—

- Vainqueurs canadiens—103.
- Postes et travail—
 - Enquête Winchester—103.

PIECES DEMANDEES :

- Sans discussion—
 - Communications téléphoniques—112.

QUESTIONS :

- Chemins de fer et Canaux—
 - Tarif régulateur—120.
 - Téléphone à Port-Arthur—121.
- Travaux publics—
 - Eclairage des terrains publics à Ottawa—132.

SUBSIDES :

- Marine et Pêcheries—
 - Compagnie de poisson de la Nouvelle-Angleterre—151.
- Postes—
 - Facteurs de poste de Montréal—155.

Macpherson, Robert George, *Burrard.*

BILLS :

- Bills du gouvernement—
 - Chemin de fer Transcontinental-National, en comité—28; 3e lecture—33.
 - Loi concernant les élections fédérales—37.
- Bills d'intérêt public—
 - Loi prohibant la cigarette—63.
- Bills d'intérêt privé—
 - Chemin de fer Baie Crawford à Sainte-Marie—67.
 - Chemin de fer de White-Horse à Aisek—69.
 - Compagnie d'assurance " Dominion "—70.
 - Chemin de fer de l'île de Vancouver—72.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

- Finances—
 - Commerce de bois en Colombie-Anglaise—85.
- Marine et Pêcheries—
 - Bassin de radoub de Vancouver—90.
 - Fléau du chien de mer—91.

Macpherson, Robert George—*Suite.*

- Milice—
- Démission du colonel Gregory—102.
- Travaux publics—
- Ascenseurs du Parlement—104.
- Revenu de l'intérieur—
- Infractions à la loi de l'accise—131.

SUBSIDES:

- Marine et Pêcheries—
- Compagnie de poisson de la Nouvelle-Angleterre—151.

McCarthy, Leighton Goldie, *Simcoe-nord.*

BILLS:

- Bills d'intérêt public—
- Loi prohibant la cigarette—63.
- Inspection des bateaux à vapeur—65.
- Bills d'intérêt privé—
- Chemin de fer du Grand-Tronc-Pacifique—68.
- Compagnie d'assurance de l'Amérique Britannique—70.
- Compagnie d'assurance de l'Ouest—70.
- Hôpital de marine de Collingwood—71.

EXPLICATIONS PERSONNELLES:

- Midland, construction d'un dock—82.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS:

- Justice—
- Honoraires McCarthy, Osler, Harkin et Harcourt—89.

PETITIONS EN RETARD:

- Compagnie Anglo-américaine d'assurance et compagnie de l'Ouest—112.

McCool, Charles Arthur, *Nipissingue.*

BILLS:

- Bills d'intérêt privé—
- Chemin de fer de Nipigon—68.
- Chemin de fer de Pontiac et Interprovincial—68.

QUESTIONS:

- Commerce—
- Vitesse des paquebots-poste—122.

McCreary, William F., *Selkirk*

BILLS:

- Bills du Gouvernement—
- Chemin de fer Transcontinental-National, en comité—24.
- Loi de la milice, 2e lecture—43.
- Bills d'intérêt privé—
- Chemin de fer du Manitoba et de Keewatin—68.
- Chemin de fer du Manitoba et du Nord-Ouest du Canada—68.
- Chemin de fer du Pacifique, Nord et Oméca—68.
- Compagnie d'assurance contre les incendies—69.
- Compagnie de télégraphe de l'Amérique du Nord—71.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS:

- Finances—
- Lainages et cotonnades—86

PIECES DEMANDEES:

- Sans discussion—
- "Saskatchewan Navigation Co."—114.

SUBSIDES:

- Travaux publics—
- Winnipeg, nouveau bureau de poste—160.

McLennan, Angus, *Inverness.*

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS:

- Marine et Pêcheries—
- Fléau du chien de mer—91.

Malouin, Albert, *Québec-centre.*

BILLS:

- Bills d'intérêt privé—
- Chemin de fer Atlantique, Québec et Occidental—67.
- Chemin de fer de Témiscouata—

Marcil, Charles, *Bonaventure.*

ADRESSES:

- Adresse en réponse au discours du trône—19.

BILLS:

- Bills du gouvernement—
- Loi concernant les élections fédérales—37.
- Bills d'intérêt public—
- Dettes des compagnies de chemin de fer—64.
- Bills d'intérêt privé—
- Cie manufacturière de Cascapédiac—71.
- Pont interprovincial du Nouveau-Brunswick—71.
- Chemin de fer de la Lièvre et d'Ottawa—72.

Marcil, D. E., *Bagot.*

SUBSIDES:

- Travaux publics—
- Acton-Vale, édifice—156.

Mignault, Roch. M. S., M.D., *Yamaska.*

QUESTIONS:

- Chemins de fer et Canaux—
- Chemin de fer Montréal et Atlantique—119.

Monet, Dominique, *Laprairie et Napierville.*

BILLS:

- Bills du gouvernement—
- Loi de la milice, en comité—46.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS:

- Finances—
- Laprairie, inondations—87.
- Intérêt général—
- Rapport du juge McTavish—88.

SUBSIDES:

- Finances—
- Opposition aux crédits—146.

Monk, Frederick D., *Jacques-Cartier.*

BILLS:

- Bills du gouvernement—
- Chemin de fer Transcontinental-National, résolutions—15 ; 3e lecture—30, 32.
- Loi des Postes—41.
- Loi de la milice, en comité—46.
- Révocation des licences pour la fabrication du tabac—54.
- Port de Port-Arthur—57.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS:

- Finances—
- Laprairie, inondations—87.
- Intérêt général—
- Inondations à Verdun—87.
- Rapport du juge McTavish—88.
- Intérieur et immigration—
- Immigrants pauvres—89.

Monk, Frederick D.—*Suite.*

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

- Milice—
- Affaire Dundonald—95, 96, 97.
- Travaux publics—
- Pont de la côte Saint-Paul—104.
- Réclamation O'Brien—104.

MOTIONS DE CENSURE :

- Industrie du tabac—106.
- Protection des produits maraichers—108.

PIECES DEMANDEES :

- Sans discussion—
- Démission de Henri Goderich—113.
- Fruits et légumes importés—113.
- Fusionnement du chemin de fer de la rive sud—113.
- Rapport de M. Blaise Dugas—114.
- Saint-Jean, bureau de poste—114.
- Avec discussion—
- Chemins à barrières de Montréal—115.
- Libération conditionnelle—110.
- Réserve de Doncaster—116.

QUESTIONS :

- Agriculture—
- Station expérimentale de Saint-Jacques l'Achigan—118.
- Tabac—118, 119.
- Chemins de fer et Canaux—
- Rive sud, fusion des chemins de fer—120.
- Marine et Pêcheries—
- Dragueur Richelieu—126.
- Milice—
- Guerre Afrique du sud, blessés—128.
- Postes et travail—
- Montréal, bureau de poste—129.
- Saint-Jean, P.Q., bureau de poste—130.
- Intérêt général—
- Chinois en Afrique du sud—130.
- Revenu de l'intérieur—
- A. Gervais—131.
- Travaux publics—
- Canal de Chambly, fourniture de pierre—131.
- Quai de Saint-Mathias, P.Q.—132

RESOLUTIONS PROPOSEES PAR DES DEFUTES :

- Chemins à barrières de Montréal—134.

SUBSIDES :

- Chemins de fer et Canaux—
- Embranchement Murray-Harbour et pont de Hillsboro—140.
- Pont de Grand-Narrows, I.C.R.—143.
- Employés du canal Welland—144.
- Commerce—
- Navigation d'hiver de Québec à la Malbaie—144.
- Service d'été de la Malbaie à la Rivière-Ouelle—145.
- Marine et Pêcheries—
- Chenal maritime du Saint-Laurent—150.
- Enlèvement des obstacles dans les rivières navigables—152.
- Postes—
- Facteurs de poste de Montréal—155.

Morin, Jean-Baptiste, *Dorchester.*

BILLS :

- Bills du Gouvernement—
- Chemin de fer Transcontinental-National, en comité—25, 26, 30.

MOTIONS DE CENSURE :

- Protection des produits maraichers—108.

Morin, Jean-Baptiste—*Suite.*

PIECES DEMANDEES :

- Sans discussion—
- "Quebec Central Ry."—114.

QUESTIONS :

- Finances—
- Pont de Québec—123.

SUBSIDES :

- Chemins de fer et Canaux—
- Service du Québec Central—143.
- Commerce—
- Navigation d'hiver de Québec à la Malbaie—144.
- Travaux publics—
- Acton-Vale, édifice—156.
- Glissoirs et estacades—157.
- Quai de Grande Vallée, Québec—158.
- Quai des Sept-Iles—159.

Morrison, Aulay, *New-Westminster.*

BILLS :

- Bills du Gouvernement—
- Loi des pêcheries—40.
- Bills d'intérêt privé—
- Améliorations de la rivière Thompson—67.
- Compagnie d'assurance sur la vie "Century"—70.
- Compagnie de chemin de fer et navigation de Victoria et de l'ouest—70.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

- Finances—
- Commerce de bois dans la Colombie-Anglaise—85.
- Intérieur et immigration—
- Immigration chinoise—89.

PETITIONS EN RETARD :

- Chemin de fer de Semilkameen et Keremeos—111.
- Compagnie électrique d'Ottawa—112.

QUESTIONS :

- Marine et Pêcheries—
- Propagation du homard sur côte du Pacifique—127.

Mulock, Hon. Sir William, *K.C.M.G., York-nord, O.*

BILLS :

- Bills du gouvernement—
- Chemin de fer Transcontinental-National, en comité—26; 3e lecture—32, 36
- Loi des postes—40.
- Loi de la milice, 3e lecture—50.
- Introduction d'ouvriers étrangers—53, 59 60.
- Bills d'intérêt privé—
- Cie manufacturière de Sprague-Falls—71.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

- Chemins de fer et Canaux—
- Correspondance des trains—83, 84.
- Finances—
- Acéries du Dominion—85.
- Intérêt général—
- Privilèges des députés—88.
- Intérieur et immigration—
- Immigrants italiens à Montréal—89
- Postes et travail—
- Communications confidentielles—103.
- Enquête Winchester—103, 104.
- Service de la poste—104.

Mulock, Hon. Sir William—*Suite.*

PIECES DEMANDEES :

Avec discussion—
Welton, destitution du maître de poste—117.

QUESTIONS :

Agriculture—
Tabac—118.

SUBSIDES :

Chemins de fer et Canaux—
Canal de Trent—139.
Employés de l'I.C.R. et travail d'élections—141.

Commerce—
Service postal transatlantique—145.

Marine et Pêcheries—
Frais et gardiens de phares—153.

Postes—
Affranchissement postal des livres—155.
Accidents aux courriers convoyeurs—155.
Cautionnements—155.
Déficit conservateur dans le département des Postes—155.

Dépenses casuelles—155.
Facteurs de poste de Montréal—155.
Grimsby, Ont., bureau de poste—155.
Maîtres de poste, agents de journaux—156.

Postes rurales au Canada—156.
Wilton, Ont., affaires du bureau de poste de—156.

Murray, Thomas, *Pontiac.*

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

Intérieur et immigration—
Immigrants pauvres—90.

Northrup, William Barton, *Hastings-est.*

ADESSES :

Adresse en réponse au discours du trône—10.

BILLS :

Bills du gouvernement—
Chemin de fer Transcontinental-National, résolutions—16 ; en comité—24, 28 ; 3e lecture—31, 36.
Loi des chemins de fer—38.

Bills d'intérêt privé—
Chemin de fer de Besserer à Barry Bay—67.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

Finances—
Lainages et cotonnades—86.

Milice—
Affaire Dundonald—95.
Discours de l'hon. Lemieux—101.

PIECES DEMANDEES :

Sans discussion—
Ingénieurs de la marine et des phares—113.

QUESTIONS :

Milice—
Fusil Ross—127.

Oliver, Hon. Frank, *Edmonton.*

BILLS :

Bills du Gouvernement—
Chemin de fer Transcontinental-National, résolutions—18 ; en comité—26, 27.
Loi des chemins de fer—39.

Bills d'intérêt public—
"Mutual Reserve Life Insurance Co."—61.
Loi prohibant la cigarette—63.

Bills d'intérêt privé—
Compagnie de chemin de fer et d'irrigation d'Alberta—70.
Compagnie des houillères de l'ouest—70.
Compagnie de tramway d'Edmonton—71.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

Chemins de fer et Canaux—
Chemin de fer de Qu'Appelle, Lac Long et Saskatchewan—83.

Finances—
Commerce de bois en Colombie-Anglaise—86.

Lainages et cotonnades—86.

Milice—
Discours de l'hon. M. Lemieux—101.

PETITIONS EN RETARD :

Tramway d'Edmonton—112.

SUBSIDES :

Intérieur et immigration—
Recherche des dépôts de gaz et de pétrole—149.

Osler, Edmund Boyd, *Toronto-ouest.*

BILLS :

Bills du Gouvernement—
Chemin de fer Transcontinental-National, résolutions—15 ; 2e lecture—22 ; en comité—24.

Loi de la milice, en comité—45.

Bills d'intérêt public—
Loi prohibant la cigarette—63.

Bills d'intérêt privé—
Compagnie d'assurance sur la vie "Monarque"—
"Home Bank" du Canada—71.

BUDGET :

Voies et moyens—75

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

Chemins de fer et Canaux—
Chemin de fer de Qu'Appelle, Lac Long et Saskatchewan—83.

Milice—
Affaire Dundonald—95.
Discours de l'hon. M. Lemieux—101.
Démission du colonel Gregory—102.

PIECES DEMANDEES :

Sans discussion—
Ile et port de Toronto—114.

SUBSIDES :

Agriculture—
Institut impérial de Londres—136.
Intérieur et immigration—
Immigration, agents et agences canadiennes en Angleterre et à l'étranger—147.
Yukon, arpentages—149.

Marine et Pêcheries—
Frais et gardiens de phares—153.
Inspection des pêcheries—153.

Travaux publics—
Port de Toronto—158.
Quai des Sept-Iles—159.

Parmelee, Charles H., *Shefford*.

BILLS :

- Bills d'intérêt public—
- Loi prohibant la cigarette—64.

COMITES :

- Comités d'agriculture—79.
- Comité des impressions—80.

Paterson, Hon. William, *Wentworth-nord et Brant*.

BILLS :

- Bills du gouvernement—
- Chemin de fer Transcontinental-National, en comité—29.
- Modifications au tarif, résolutions—51.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

- Marine et Pêcheries—
- Cabotage—90.

SUBSIDES :

- Agriculture—
- Stations agronomiques—137.
- Douanes—
- Affaire Bristol—144.
- Augmentation du travail des douanes—144.
- Marine et Pêcheries—
- Compagnie de poisson de la Nouvelle-Angleterre—151.

Pope, Rufus H., *Compton*.

BILLS :

- Bills du gouvernement—
- Chemin de fer Transcontinental-National, résolutions—18 ; en comité—22 ; 3e lecture—31.

BUDGET :

- Voies et moyens—75.

DECES :

- Décès de M. J. McIntosh—80.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

- Chemins de fer et Canaux—
- Tarifs de transport dans Ontario—84.
- Milice—
- Affaire Dundonald—95, 98.

MOTIONS DE CENSURE :

- Pesage des produits laitiers—107.

PIECES DEMANDEES :

- Avec discussion—
- Pesage des produits laitiers—116.

QUESTIONS :

- Agriculture—
- Pesage du beurre et du fromage—118.
- Chemins de fer et Canaux—
- Recettes des réseaux de l'Etat—120.
- Milice—
- Salle d'exercices de Sherbrooke—128.
- Travaux publics—
- Brise-glace à Richmond—131.

SUBSIDES :

- Agriculture—
- Institut impérial de Londres—136.

Porter, Edward Guss, *Hastings-ouest*.

BILLS :

- Bills du gouvernement—
- Chemin de fer Transcontinental-National, résolutions—18 ; en comité—28 ; 3e lecture—36.
- Révocation de la licence pour la fabrication du tabac—55.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

- Milice—
- Discours de l'hon. M. Lemieux—101.

MOTIONS DE CENSURE :

- Canal de Trent—106.

QUESTIONS :

- Modèles de brevets—118.
- Marine et Pêcheries—
- Havre de Trenton, dragage—126.
- Postes et travail—
- Glen Ross, bureau de poste—129.
- Maynooth, maître de poste renvoyé—129.

Prefontaine, Hon. J. Raymond, *Maisonneuve*.

BILLS :

- Bills du gouvernement—
- Inspection des bateaux à vapeur—36.
- Loi des pêcheries—40.
- Navigation dans les eaux canadiennes—51.
- Loi de pilotage—52.
- Sinistres maritimes—55.
- Commission du port de Montréal—57.
- Commission du havre de Québec—57.
- Commission du havre de Trois-Rivières—57.
- Port de Port-Arthur—57.
- Port de Fort-William—57.
- Bills d'intérêt public—
- Certificats aux capitaines et seconds—63.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

- Finances—
- Laprairie, inondations—86.
- Marine et Pêcheries—
- Fléau du chien de mer—90, 91.
- Pavillon de la marine marchande—91.
- Pêcheries et Terre-neuve—92.
- Prolongation de la saison de pêche—92.
- Quai à Cambellton—92.
- Règlements de pêche dans Ontario—92.
- Règlements de pêche dans les Provinces maritimes—93.
- Saisies par la Russie—93.

PIECES DEMANDEES :

- Avec discussion—
- Réserve de Doncaster—116.

RESOLUTIONS PROPOSEES PAR DES DEPUTES :

- Chemins à barrières de Montréal—134.

SUBSIDES :

- Agriculture—
- Frais de voitures des ministres—136.
- Marine et Pêcheries—
- Baux de pêcheries—150.
- SS. "Bayfield"—150.
- Bouées sur la rivière Napanee—150.
- Brochure des travaux accomplis dans le département de la Marine et des Pêcheries—150.
- Capitaines des phares flottants—150.
- Chenal maritime du Saint-Laurent—150.

Prefontaine, Hon. J. Raymond—*Suite.*

QUESTIONS—*Suite.*

- Compagnie de poisson de la Nouvelle-Angleterre—151.
- Eclairage du Saint-Laurent—151.
- Primes aux pêcheurs—151.
- Eclairage des phares à l'acétylène—152.
- Enlèvement des obstacles dans les rivières navigables—152.
- Enquêtes sur les naufrages—152.
- Examen des capitaines et seconds—152.
- Entretien des phares—152.
- Fourniture du commandant Spain—152.
- Frais et gardiens de phares—153.
- SS. "Gauss"—153.
- Steamers de l'Etat—153.
- Inspection des pêcheries—153.
- Inspection des phares et aides à la navigation—153.
- Levés hydrographiques—153.
- Marine militaire et école de navigation—153.
- Observation des marées—154.
- Port de Bronte, Ont.—154.
- Réserve de l'île Hope—154.
- Route du Saint-Laurent—154.
- Station biologique—154.
- Télégraphe sans fil—154.
- Vaisseaux brise-glace—154.
- Travaux publics—
- Longueuil, édifice public—158.

Pringle, Robert A., *Cornwall et Stormont.*

BILLS:

- Bills du Gouvernement—
- Chemin de fer Transcontinental-National, résolutions—19; en comité—28; 3e lecture—33.
- Révocation de la licence pour la fabrication du tabac—55.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS:

- Chemins de fer et Canaux—
- Correspondance des trains—84.
- Finances—
- Lainage et cotonnades—86.

RESOLUTIONS PROPOSEES PAR DES DEPUTES:

- Audition générale des finances—134.

SUBSIDES:

- Chemins de fer et Canaux—
- Employés du canal Welland—144.

Puttee, Arthur W., *Winnipeg.*

BILLS:

- Bills du Gouvernement—
- Chemin de fer Transcontinental-National, résolutions—20; en comité—22, 26, 28; 3e lecture—33
- Loi de la milice, en comité—46, 47; 3e lecture—50.
- Introduction d'ouvriers étrangers—59.
- Bills d'intérêt public—
- Loi prohibant la cigarette—63.
- Bills d'intérêt privé—
- Compagnie électrique d'Ottawa—73.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS:

- Finances—
- Auditeur général—85.
- Intérieur et immigration—
- Immigrants pauvres—90.

Puttee, Arthur W.—*Suite.*

QUESTIONS:

- Intérieur et immigration—
- Immigration chinoise—124.
- Postes et Travail—
- Facteurs—128.
- G.T.P., emploi d'étrangers—129.
- Travaux publics—
- Rapids de Saint-André—132.

SUBSIDES:

- Chemins de fer et Canaux—
- Employés de l'I.C.R. et travail d'élections—140.
- Intérieur et immigration—
- Immigration, agents et agences canadiennes en Angleterre et à l'étranger—148.
- Travaux publics—
- Winnipeg, nouveau bureau de poste—160.

Reid, James D., *Grenville.*

BILLS:

- Bills du Gouvernement—
- Chemin de fer Transcontinental-National, en comité—30.
- Introduction d'ouvriers étrangers—59, 60.

QUESTIONS:

- Chemins de fer et Canaux—
- Steamer "Alert"—119.
- Intérieur et immigration—
- Baux de pâturages dans l'Alberta—124.

SUBSIDES:

- Chemins de fer et Canaux—
- Steamer "Alert"—137.
- Canal Galop—138.
- Chenal du nord, canal Galop—139.
- Chenal du rapide Galop—139.
- Canal Welland, matériel d'éclairage—139.
- Commerce—
- Subvention pour un outillage de sauvetage—144.

Richardson, Matthew K., *Grey-sud.*

BILLS:

- Bills du Gouvernement—
- Chemin de fer Transcontinental-National, résolutions—16; 2e lecture—22; 3e lecture—31.
- Bills d'intérêt public—
- Loi prohibant la cigarette—63.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS:

- Chemins de fer et Canaux—
- Tarifs de transport dans Ontario—84.

QUESTIONS:

- Agriculture—
- Exposition de Saint-Louis—118.

SUBSIDES:

- Gendarmerie à cheval du Nord-Ouest—
- Augmentation de l'effectif—146.

Rivet, Louis A. A., *Hochelaga.*

ADRESSES:

- Adresse en réponse au discours du trône—7.

BILLS:

- Bills d'intérêt public—
- Comptabilité exigée—62.

Rivet, Louis A. A.—*Suite.*

PIECES DEMANDEES :

Avec discussion—
Chemins à barrières de Montréal—115.

PRESENTATION DE DEPUTES :

Présentation—117.

SUBSIDES :

Chemins de fer et Canaux—
Pont sur le canal Lachine à la rue Atwater—143.

Robinson, Jabel, *Elgin-ouest.*

ADRESSES :

Adresse en réponse au discours du trône—9.

BILLS :

Bills du gouvernement—
Chemin de fer Transcontinental-National, résolutions—16 ; en comité—22, 29 ; 3e lecture—33.
Loi des chemins de fer—39.
Loi des Postes—41.
Loi de la milice, 2e lecture—43, 48.

Bills d'intérêt public—
Messageries—65.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

Chemins de fer et Canaux—
Tarifs des transports dans Ontario—84.

Intérieur et immigration—
Immigrants pauvres—90.

Milice—

Affaire Dundonald—98.

MOTIONS DE CENSURE :

Auditeur général—105.

QUESTIONS :

Intérieur et immigration—
Superficie des gisements houillers appartenant au Gouvernement—124.

SUBSIDES :

Agriculture—
Stations agronomiques—137.

Chemins de fer et Canaux—
Employés de l'I.C.R. et travail d'élections—142.

Marine et Pêcheries—
Eclairage du Saint-Laurent—151.

Roche, William, *Halifax.*

BILLS :

Bills du gouvernement—
Chemin de fer Transcontinental-National, résolutions—18 ; en comité—28.

EXPLICATIONS PERSONNELLES :

M. Roche et M. Wilson—82.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

Intérieur et immigration—
Immigrants pauvres—90.

Marine et Pêcheries—
Fléau du chien de mer—91.

Roche, William J., *Marquette.*

BILLS :

Bills du gouvernement—
Chemin de fer Transcontinental-National, résolutions—18 ; en comité—22, 27.

Roche, William J.—*Suite.*

PIECES DEMANDEES :

Sans discussion—
Concessions forestières au Manitoba—113.
Délégués agricoles—113.
Instruments agricoles exportés—114.
Réserve des Doukhobors—114.

QUESTIONS :

Intérieur et immigration—
Achat de bestiaux—123.
Délégués agricoles en Angleterre—123.
Homestead de M. Dixon—124.
Jouasson, inspecteur des homesteads—124.
Journaux de Winnipeg—124.
Soumission, coupe de bois, canton 1158—124.
Vente de cantons de bois—124.
Young, inspecteur des homesteads—125.
Postes et travail—
G.-T.-P., emploi d'étrangers—129.
Winnipeg hôtel des postes—133.

SUBSIDES :

Agriculture—
Quarantaine—137.
Intérieur et immigration—
Compagnie immobilière de la Saskatchewan—147.
Immigration, agents et agences canadiennes en Angleterre et à l'étranger—148.
Intervention des employés du ministère de l'Intérieur dans les élections—148.
Galiciens au Manitoba—148.
Presse vendue—149.
Travaux publics—
Winnipeg, nouveau bureau de poste—160.

Rosamond, Bennett, *Lanark-nord.*

BILLS :

Bills d'intérêt privé—
Compagnie d'assurance d'Ottawa—70.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

Intérieur et immigration—
Immigrants pauvres—89.

PETITIONS EN RETARD :

Compagnie d'assurance contre l'incendie d'Ottawa—112.

Ross, Hon. William, *Victoria, N.-E.*

BILLS :

Bills d'intérêt public—
Loi prohibant la cigarette—63, 64.

EXPLICATIONS PERSONNELLES :

Hon. M. Ross et lettre Dennis Eagan—82.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

Marine et Pêcheries—
Fléau du chien de mer—91.

Ross, William, *Ontario-sud.*

BILLS :

Bills d'intérêt public—
Messageries—65.
Bills d'intérêt privé—
Chemin de fer Campbellford, Lac Ontario et O.—68.
Chemin de fer de Huron et Ontario—68.
Pour faire droit à Lewis Curtis—71.

Ross, William—*Suite.*

PETITIONS EN RETARD :

Chemin de fer de Huron et Ontario—111.

QUESTIONS :

Agriculture—

Coton, culture au Canada—118.

Intérieur et immigration—

Immigrants, homesteads—124.

SUBSIDES :

Chemins de fer et Canaux—

Employés de l'I.C.R. et travail d'élections—141.

Russell, Benjamin, *Hants.*

BILLS :

Bills du Gouvernement—

Chemin de fer Transcontinental-National, résolutions—16.

Bills d'intérêt privé—

"Alliance Bank of Canada"—67.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

Milice—

Affaire Dundonald—98.

PETITIONS EN RETARD :

"Alliance Bank of Canada"—111.

Scott, Walter, *Assiniboia-ouest.*

BILLS :

Bills du Gouvernement—

Chemin de fer Transcontinental-National, en comité—27;

Introduction d'ouvriers étrangers—59, 60.

Bills d'intérêt privé—

Chemin de fer de la Baie d'Hudson et du Nord-Ouest—67.

Compagnie de tramways d'Edmonton—71.

Chemin de fer d'Athabaska et Mackenzie—72

"Northern Bank"—73.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

Chemins de fer et Canaux—

Chemins de fer Qu'Appelle, Lac Long et Saskatchewan—83.

Finances—

Commerce de bois en Colombie-Anglaise—86.

PIECES DEMANDES :

Avec discussion—

Insurrection du Nord-Ouest—116.

SUBSIDES :

Gendarmerie à cheval du Nord-Ouest—

Augmentation de l'effectif—146.

Intérieur et immigration—

Compagnie immobilière de la Saskatchewan—147.

Réclamation Légaré—149.

Sherritt, John, *Middlesex-nord.*

QUESTIONS :

Travaux publics—

Travaux à Grand-Bend, Ont.—132.

SUBSIDES :

Travaux publics—

Quai de Trois-Rivières—159.

Rivière Espagnole, Lac Saint-Joseph—159.

Sifton, Hon. Clifford, *Brandon.*

AJOURNEMENTS :

Mort de M. McCreary—11.

BILLS :

Bills du gouvernement—

Chemin de fer Transcontinental-National, résolutions—14; en comité—27.

Loi relative aux biens-fonds—41.

Introduction d'ouvriers étrangers—60.

Promulgation de règlements du Yukon—60.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

Intérêt général—

Affaire Treadgold—83.

Intérieur et immigration—

Immigrants pauvres—89, 90.

Milice—

Lettre de M. Preston—100.

PIECES DEMANDEES :

Avec discussion—

Commission Treadgold—117.

SUBSIDES :

Agriculture—

Exposition de Winnipeg—136.

Gendarmerie à cheval du N.-O.—

Augmentation de l'effectif—146.

Intérieur et immigration—

Arpentage des terres des sauvages de l'île Walpole—146.

Arboriculture au Manitoba et dans les Territoires—146.

Dr Bell, directeur intérimaire de la commission géologique—147.

Chemins de colonisation—147.

Compagnie immobilière de la Saskatchewan—147.

Education des jeunes sauvages—147.

Immigration, agents et agences canadiennes en Angleterre et à l'étranger—147.

Indiens du Yukon—148.

Nomination du Dr Bryce, inspecteur médical—148.

Presse vendue—149.

Rapport Macoun—149.

Recherche des dépôts de gaz et de pétrole—149.

Registraire des territoires du N.-O.—149.

Réclamation Légaré—149.

Sauvages des Provinces maritimes—149.

Travaux géologiques—149.

Yukon, arpentages—149.

Yukon, indemnités de subsistance—149.

Yukon, routes et édifices publics—149.

Sinclair, John H., *Guysborough.*

BILLS :

Bills du gouvernement—

Chemin de fer Transcontinental-National, résolutions—19.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

Marine et Pêcheries—

Fléau du chien de mer—91.

PRESENTATION DE DEPUTES :

Présentation—117.

QUESTIONS :

Commerce—

Agent à Terre-Neuve—121.

Marine et Pêcheries—

Chien de mer—126.

Sinclair, John H.—*Suite.*

SUBSIDES :

- Chemins de fer et Canaux—
- Employés de l'I.C.R. et travail d'élections—141.
- Marine et Pêcheries—
- Primes aux pêcheurs—152.

Smith, Ernest D., *Wentworth-sud.*

ADRESSES:

- Adresse en réponse au discours du trône—9

BILLS:

- Bills du Gouvernement—
- Achat du chemin de fer Canada-Eastern 12.
- Chemin de fer Transcontinental-National, 3e lecture—33.
- Loi de la milice, 3e lecture—50.

BUDGET:

- Voies et moyens—76.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS:

- Intérêt général—
- Retard de la session—88.

MOTIONS DE CENSURE :

- Stations agronomiques—106.
- Transport de produits périssables—110.

PIECES DEMANDEES:

- Sans discussion—
- Ligne de Manchester—114.
- Ventilation de la cale des navires—115.
- Ventilation des chemins de fer—115.
- Avec discussion—
- Ventilation des voitures de chemins de fer—117.

QUESTIONS:

- Agriculture—
- Pommes exportées via Montréal—118.
- Ventilateurs—119.
- Commerce:—
- Etalon de farine—121.
- Ficelle d'engerbage, fil barbelé—121.
- Malles canadiennes par l'Angleterre—121.
- Milice—
- Colonel Otter—127.
- Revenu de l'intérieur—
- Confitures falsifiées—131.

SUBSIDES:

- Commerce—
- Service postal transatlantique—145.
- Marine et pêcheries—
- Pilotes—154.
- Route du Saint-Laurent—154.

Smith, Ralph, *Vancouver.*

BILLS:

- Bills du Gouvernement—
- Chemin de fer Transcontinental-National, résolution—19; en comité—26, 28; 3e lecture—33.
- Loi des pêcheries—40.
- Bills d'intérêt public—
- Etiquettes ouvrières—64.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS:

- Finances—
- Acéries Dominion—85.
- Intérieur et immigration—
- D. J. O'Donoghue—89.

Smith, Ralph—*Suite.*

PIECES DEMANDEES:

- Sans discussion—
- Salaires équitables—114.

QUESTIONS:

- Chemins de fer et Canaux—
- Intercolonial—120.
- Commerce—
- Exportations canadiennes en Afrique du sud—121.
- Service entre Canada et Mexique—121.
- Intérieur et immigration—
- Bureaux de placement de l'Armée du Salut—123.
- Immigration, faux agents—124.
- Justice—
- Colombie-Anglaise, lois désavouées—125.
- Postes et travail—
- Commission du travail—128.
- G.-T.-P., emploi d'étrangers—129.

Sroule, Thomas S., *Grey-est.*

AJOURNEMENTS:

- Fête de la Confédération—11.
- Mort de M. McCreary—11.

BESOGNE DE LA CHAMBRE :

- Priorité—11.

BILLS:

- Bills du Gouvernement—
- Chemin de fer Transcontinental-National, résolutions—16; en comité—29, 30; 3e lecture—31, 33.
- Loi des chemins de fer—38, 39.
- Loi des postes—41.
- Loi de la milice, en comité—48.
- Révocation des licences pour la fabrication du tabac—54.
- Subsides aux chemins de fer—56.
- Inspection des graines de semence—57.
- Introduction d'ouvriers étrangers—59, 60.
- Bills d'intérêt public—
- Loi des compagnies—60, 61.
- Mutual Reserve Life Insurance Company—61.
- Loi prohibant la cigarette—64.
- Bills d'intérêt privé—
- Améliorations de la rivière Thompson—67.
- Cie générale d'éclairage de Rio Janeiro—71.
- Compagnie électrique d'Ottawa—72, 73.

COMITES :

- Comité d'agriculture—80.

DEPOT DE DOCUMENTS :

- Commission Treadgold—81.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

- Agriculture—
- Exportation du bétail sur pied aux Etats-Unis—82.
- Chemins de fer et Canaux—
- Chemin de fer de Qu'Appelle, Lac Long et Saskatchewan—83.
- Nationalisation des téléphones—84.
- Tarifs de transport dans Ontario—84.
- Intérêt général—
- Elections générales—87.
- Affaire Treadgold—89.
- Milice—
- Discours de l'hon. M. Lemieux—101.
- Sir Elzéar Taschereau et Lord Dundonald—102.
- Adieux à Lord Dundonald—102.

Soroule, Thomas S.—*Suite.*

MOTIONS DE CENSURE :

- Auditeur général—105.
- Nomination de J. B. Jackson—107.
- Protection des produits maraîchers—108.
- Transport de produits périssables—110.

PETITIONS EN RETARD—

- Chemin de fer Similkameen à Keremeos—111.

QUESTIONS :

- Agriculture—
 - Réclamation H. Pagé—118.
- Finances—
 - Emprunts temporaires, en cours—123.
- Milice—
 - Solde de la milice—128.

RESOLUTIONS PROPOSEES PAR DES DEPUTES :

- Préférence et ports canadiens—135.

SUBSIDES :

- Agriculture—
 - Frais de voitures des ministres—136.
- Chemins de fer et Canaux—
 - Canal Galop—138.
 - Canal Welland, matériel d'éclairage—139.
 - Employés de l'I.C.R. et travail d'élections—140.

Finances—

- Chambre des communes—145.
- Crédits des secrétaires particuliers—146.

Gendarmerie à cheval du Nord-Ouest—

- Augmentation de l'effectif—146.

Intérieur et immigration—

- Dr Bell, directeur intérimaire de la Commission géologique—147.

Marine et Pêcheries—

- Chenal maritime du Saint-Laurent—151.
- Primes aux pêcheurs—152.
- Eclairage des phares à acteylène—152.

Postes—

- Accidents aux courriers convoyeurs—155.
- Cautiionnements—155.

Travaux publics—

- Quai des Sept-Iles—159.

Stephens, George, *Kent, Ont.*

BILLS :

- Bills du gouvernement—
 - Maladies contagieuses des animaux—41.

Stewart, Duncan A., *Lisgar.*

BILLS :

- Bills d'intérêt privé—
 - Chemin de fer de la baie James—67.
 - Compagnie de développement d'Okotoks et de High-River—70.

PIECES DEMANDEES :

- Sans discussion—
 - Terres du Manitoba—114.

Sutherland, Hon. James, *Oxford-nord.*

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

- Travaux publics—
 - Union Jack sur les édifices publics—104.

PIECES DEMANDEES :

- Avec discussion—
 - Bruce, Ont., service postal—115.

Sutherland, Hon. James—*Suite.*

SUBSIDES :

Travaux publics—

- Alexandra, édifice public—156.
- Berlin, édifice public—156.
- Campbellton, édifice public—157.
- Démembrement du ministère des Travaux publics—157.
- Edifices publics, Ottawa—157.
- Halifax, bureaux publics—157.
- London, salle d'exercices—157.
- Surveillants de travaux publics—160.

Sutherland, Robert F., *Essex-nord.*

BILLS :

Bills d'intérêt privé—

- Chemin de fer du Lac Erié à la rivière Détroit, 68.
- "Pacific Bank" du Canada, 71.
- Pour faire droit à Annie Christman—

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

Milice—

- Discours de l'hon. R. Lemieux en Angleterre—100.

PETITIONS EN RETARD :

- Chemin de fer du Lac Erié à la rivière Détroit, 111.

SUBSIDES :

Travaux publics—

- Quai des Sept-Iles, 159.

Talbot, Onesiphore Ernest, *Bellechasse.*

BILLS :

Bills du Gouvernement—

- Chemin de fer Transcontinental-National, en comité—30.
- Loi de la milice, 3e lecture—50.
- Loi de pilotage—52.
- Introduction d'ouvriers étrangers, 59.

Bills d'intérêt privé—

- Chemin de fer de Québec et du Lac Huron—68.
- Chemin de fer Terminal, 69.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

- Chemins de fer et Canaux—
 - Chemin de fer intercolonial—83.

Tarte, Hon. Joseph I., *Sainte-Marie, Montréal.*

BILLS :

Bills du Gouvernement—

- Chemin de fer Transcontinental-National, en comité—24.
- Loi de la milice, 2e lecture—43.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

- Finances—
 - Laprairie, inondations, 87.

SUBSIDES :

Commerce—

- Service d'été de la Maibaie à la Rivière-Ouelle—145.

Taylor, George, *Leeds-sud.*

BILLS :

Bills du Gouvernement—

- Chemin de fer Transcontinental-National, résolutions—17; 2e lecture—22; 3e lecture, 31, 32.

Taylor, George—*Suite.*BILLS—*Suite.*

- Inspection des bateaux à vapeur—36.
- Loi de la milice, en comité—46.
- Révocation des licences pour la fabrication du tabac—54, 55.
- Introduction d'ouvriers étrangers—58, 59.

COMITES :

- Comité des Débats—80.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

- Chemins de fer et Canaux—
 - Correspondance des trains—83.
- Intérieur et immigration—
 - D. A. O'Donoghue—89.
- Marine et Pêcheries—
 - Règlement de pêche dans Ontario—93, 94.
- Postes et travail—
 - Service de la poste—104.
- Travaux publics—
 - Ventilation de la Chambre—104.

MOTIONS DE CENSURE :

- Stations agronomiques—106.

PIECES DEMANDES :

- Sans discussion—
 - Chambre de maturation de Cowansville—112.
 - Chambre de maturation de Saint-Hyacinthe, 112.
 - Destitution de E. A. Nash, de Kamloops—113.
- Avec discussion—
 - Chambre de maturation de Brockville—115.
 - Wagons officiels—117.

QUESTIONS :

- Agriculture—
 - Recensement du district de Saskatchewan—118.
- Chemins de fer et Canaux—
 - Cardinal, Ont., perception des péages—119.
 - Commission des chemins de fer—119.
- Finances—
 - " Mutual Reserve Fund "—123.
- Marine et Pêcheries—
 - Gardien de phare à Guananoque—126.
 - Gaz acétylène pour les phares—126.
- Postes et Travail—
 - Athènes, Ont., bureau de poste—128.
 - Bureau de poste de Sydney, C.-B.—130.
 - Transport de la malle entre Qu'Appelle et Wishart—130.
- Travaux publics—
 - Bassins de radoub—131.

SUBSIDES :

- Agriculture—
 - Expositions—135.
 - Beurreries et fromageries—135.
 - Frais de voitures des ministres—136.
 - Institut impérial de Londres—136.
 - Stations agronomiques—137.
- Justice—
 - Aumôniers de pénitenciers—149.
- Marine et Pêcheries—
 - Chenal maritime du Saint-Laurent—151.
 - Eclairage du Saint-Laurent—151.
 - Frais et gardiens de phares—152.
 - Gardien de phare de l'île Lindoe—153.
 - Steamers de l'Etat—153.

Taylor, George—*Suite.*SUBSIDES—*Suite.*

- Postes—
 - Maîtres de postes, agents de journeaux—156.
- Travaux publics—
 - Location d'édifices par le Gouvernement—157.
 - Longueuil, édifice public—158.
 - Quai des Sept-Iles—159.

Thompson, Andrew E., *Haldimand-et-Monck.*

BILLS :

- Bills du Gouvernement—
 - Chemin de fer Transcontinental-National, résolutions—16.
 - Loi de la milice, résolutions—42; 2e lecture—43; en comité—45, 46.
- Bills d'intérêt privé—
 - Chemin de fer de l'Atlantique et du Nord-Ouest—67.
 - Chemin de fer canadien du Pacifique—67.
 - Compagnie de prêts et de placement du Canada—73.

BUDGET :

- Voies et moyens—76.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

- Milice—
 - Discours de l'honorable R. Lemieux—101.

PETITIONS EN RETARD :

- Compagnie électrique générale canadienne—42.

QUESTIONS :

- Finances—
 - Cautionnement des employés—122.

SUBSIDES :

- Marine et Pêcheries—
 - SS. " Gauss "—153.

Thomson, Thomas I., *Grey-nord.*

BILLS :

- Bills du gouvernement—
 - Chemin de fer Transcontinental-National, résolutions—19.
 - Inspection générale—37.

SUBSIDES :

- Agriculture—
 - Expositions—135.

Tisdale, Hon, David, *Norfolk.*

BILLS :

- Bills du gouvernement—
 - Loi de la milice, résolutions—42; 2e lect.—43; en comité—46; 3e lect.—49.
- Bills d'intérêts privé—
 - Canal à navires de Saint-Clair et Erié—67.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

- Milice—
 - Discours de l'hon. R. Lemieux en Angleterre—100.

Tobin, Edmund William, *Richmond et Wolfe.*

SUBSIDES :

- Marine et Pêcheries—
 - Réserve de l'île Hope—154.

Toiton, Edwin, *Wellington-nord.*

PIECES DEMANDEES :

- Avec discussion—
- Wagons officiels ou particuliers—117.

QUESTIONS :

- Agriculture—
- Déplacements ministériels—118.
- Chemins de fer et Canaux—
- Wagons officiels—121.
- Finances—
- Industrie de la tourbe—123.
- Marine et Pêcheries—
- Arisaig, N.-E., quai—125.

Tupper, sir Charles H., *Pictou.*

BILLS :

- Bills du gouvernement—
- Chemin de fer Transcontinental-National, en comité—26.

Turgeon, Onesiphore, *Gloucester.*

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

- Marine et Pêcheries—
- Fléau du chien de mer—91.
- Règlements de pêche dans les Provinces maritimes—93.

Vrooman, Adam F., *Victoria-sud, Ont.*

SUBSIDES :

- Agriculture—
- Quarantaine—137.

Wade, Fletcher B., *Annapolis.*

BILLS :

- Bills du Gouvernement—
- Chemin de fer Transcontinental-National, résolutions—15; en comité—28.
- Bills d'intérêt public—
- Vols de quartz et de minerais d'or—66.
- Bills d'intérêt privé—
- Compagnie du pont du détroit de Canso—71.

COMITES :

- Comité d'agriculture—80.

EXPLICATIONS PERSONNELLES :

- Commission de construction du G.T.P.—82.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

- Marine et Pêcheries—
- Fléau du chien de mer—91.

Ward, Henry A., *Durham-est.*

BILLS :

- Bills du Gouvernement—
- Loi de la milice, 3e lecture—49.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

- Milice—
- Discours de l'hon. M. Lemieux—101.

MOTIONS DE CENSURE :

- Canal de Trent—105.

PIECES DEMANDEES :

- Sans discussion—
- Canal de Trent—112.

QUESTIONS :

- Travaux publics—
- Canal de la vallée de Trent—132.

Wilmot, Robert D., *Sudbury et Queen's, N.-B.*

BILLS :

- Bills du Gouvernement—
- Chemin de fer Transcontinental-National, résolutions—19.

QUESTIONS :

- Agriculture—
- Recensement 1901—118.

Wilson, Uriah, *Lennox et Addington.*

BILLS :

- Bills du Gouvernement—
- Introduction d'ouvriers étrangers—58.

BUDGET :

- Voies et moyens—78.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

- Intérêt général—
- Imprimerie nationale—87.
- Intérieur et immigration—
- Immigrants inacceptables—89.
- Immigrants pauvres—90.
- Postes et travail—
- Communications confidentielles—103.

PIECES DEMANDEES :

- Sans discussion—
- Immigration—113.
- Avec discussion—
- Wilton, destitution du maître de poste—117.

QUESTIONS :

- Intérieur et immigration—
- Doukhobors—123.
- Immigrants renvoyés—124.
- Marine et Pêcheries—
- Bouées, rivière Napanee—125.

SUBSIDES :

- Agriculture—
- Quarantaine—137.
- Chemins de fer et Canaux—
- Gare à Charlottetown, chemin de fer de l'I.P.-E.—142.
- Intérieur et immigration—
- Immigration, agents et agences canadiennes en Angleterre et à l'étranger—147.
- Rapport Macoun—
- Marine et Pêcheries—
- Bouées sur la rivière Napanee—150.
- Postes—
- Wilton, Ont., affaires du bureau de poste, de—156.

Wright, Aaron Abel, *Renfrew-sud.*

BILLS :

- Bills d'intérêt public—
- Loi prohibant la cigarette—64.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS :

- Intérieur et immigration—
- Immigrants pauvres—90.
- Marine et Pêcheries—
- Fléau du chien de mer—91.

MOTIONS DE CENSURE :

- Stations agronomiques—106.

RESOLUTION PRESENTEES PAR DES DEPUTES :

- Préférence, ports canadiens—135.

TABLE DES MATIÈRES.

Avant-propos.	3
Table des séances.	5
Index par sujets.	7
Index par députés.	161